Chambre des Députés
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Compte rendu officiel

D'Chamberblietchen

Actualité parlementaire p. 03-07

Nouvelles lois p. 08-12

Séances publiques n^os 33, 34 et 35 p. 12-82

Questions au Gouvernement p. 82-99

2023-2028

n° 14

Sommaire

Actualité parlementaire .... p. 03-07

Nouvelles lois .... p. 08-12

Séances publiques .... p. 12-82

33e séance du mercredi 26 juin 2024 p. 12-27

34e séance du jeudi 27 juin 2024 p. 27-70

35e séance du mardi 2 juillet 2024 p. 70-82

Questions au Gouvernement .... p. 82-99

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Contenu rédactionnel :
Chambre des Députés
23, rue du Marché-aux-Herbes
L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966-1

Concept et layout :
brain&more
agence en communication,
Luxembourg

Impression :
Imprimerie Heintz
sur papier 100 % recyclé, BalancePure

Date d'impression :
12/08/2024

PRINTED IN LUXEMBOURG

7e Forum d'échange entre les Présidents des Parlements germanophones à Duisbourg

Les Présidents des Parlements germanophones mettent l'accent sur l'intelligence artificielle

© Deutscher Bundestag / Tobias Koch

Les Présidents des Parlements germanophones découvrent Duisbourg, ville natale de la Présidente du Bundestag allemand.

Un des sujets clés de la septième conférence annuelle du forum d'échange entre les Présidents des Parlements germanophones les 17 et 18 juillet 2024 à Duisbourg était l'actualité internationale, notamment la guerre en Ukraine et le conflit au Proche-Orient. Mais le thème qui était avant tout au cœur de cette rencontre était la désinformation et l'impact de l'intelligence artificielle sur la politique démocratique.

Le Président du Parlement luxembourgeois, M. Claude Wiseler, a attiré l'attention de ses homologues d'Allemagne, d'Autriche, du Liechtenstein, de Suisse et de la communauté germanophone de Belgique sur les « deepfakes » tels que des vidéos de personnalités politiques produites à l'aide de l'intelligence artificielle qui circulent sur les réseaux sociaux. Il a néanmoins estimé que le véritable problème ne réside pas dans l'IA elle-même, « mais dans l'absence de réglementation et de sanctions pour son utilisation abusive ».

Dans ce contexte, il a informé ses homologues que la Chambre des Députés s'est récemment dotée d'une « charte d'utilisation des systèmes d'intelligence artificielle », l'objectif étant de « garantir une utilisation éthique et responsable de l'IA afin de protéger à la fois l'institution et le processus démocratique ».

> « L'IA est en train de devenir l'un des plus grands défis pour nos sociétés et nos démocraties. »
>
> Claude Wiseler, Président de la Chambre des Députés

Un forum d'échange créé en 2016

Le forum d'échange entre Présidents de Parlements germanophones a été créé en 2016 par le Président du Bundestag de l'époque, M. Norbert Lammert. À l'invitation de Mme Bärbel Bas, Présidente du Bundestag allemand, les homologues suivants ont participé à la 7e édition à Duisbourg : Mme Patricia Creutz-Vilvoye, Présidente du Parlement de la communauté germanophone de Belgique, M. Albert Frick, Président du Parlement du Liechtenstein, M. Wolfgang Sobotka, Président du Parlement autrichien, M. Eric Nussbaumer, Président du Parlement suisse, et M. Claude Wiseler, Président de la Chambre des Députés du Luxembourg.

Les Présidents des Parlements ont été accueillis par le maire de la ville de Duisbourg, M. Sören Link, qui leur a fait découvrir le site sidérurgique « Krupp Mannesmann ».

Une charte sur l'intelligence artificielle pour la Chambre

Étant donné que l'intelligence artificielle est susceptible de prendre une place de plus en plus importante dans les activités et les projets de l'Administration parlementaire, la Chambre des Députés a décidé de se doter d'une charte encadrant son utilisation. Cette charte IA décrit 10 lignes directrices que la Chambre suivra pour ses futurs projets en lien avec l'intelligence artificielle, notamment en matière de transparence, d'éthique et de responsabilité.

Une des lignes directrices met en avant que tout système d'IA est guidé par une logique de support à l'activité humaine et ne vise pas à se substituer à des ressources humaines.

La charte sur l'IA de la Chambre repose sur le règlement européen concernant l'intelligence artificielle (« AI Act »). Il s'agit du premier acte législatif au monde en matière d'intelligence artificielle. L'objectif est de promouvoir une IA digne de confiance en veillant à ce que les systèmes d'IA respectent les droits fondamentaux, la sécurité et les principes éthiques.

Le règlement européen sera pleinement applicable dans les États membres de l'Union européenne 24 mois après son entrée en vigueur, à savoir le 2 août 2026.

Premiers projets en collaboration avec l'Uni.lu

L'Université du Luxembourg et la Chambre des Députés travaillent ensemble sur le développement d'un système de reconnaissance vocale spécifique à la langue luxembourgeoise. Cet outil pourrait notamment être utilisé pour le sous-titrage des vidéos des débats en séance publique.

Veuillez trouver la Charte d'utilisation des systèmes d'intelligence artificielle à la Chambre des Députés en scannant le code QR suivant :

Session annuelle de l'Assemblée parlementaire de la francophonie (APF)

L'intelligence artificielle et les dynamiques politiques dans les pays francophones

De gauche à droite : M. Mars Di Bartolomeo, Mme Vanina Bisse, M. Johann Philipp Bost, Mme Carole Hartmann, Mme Alexandra Schoos et M. Michel Wolter

Montréal, la plus grande ville francophone des Amériques, a accueilli quelque 450 participants pour la session annuelle de l'Assemblée parlementaire de la francophonie (APF) du 5 au 9 juillet 2024. Cette rencontre a marqué l'intégration de trois nouveaux membres, à savoir l'Angola, Chypre et Pondichéry, portant le nombre total de sections à 95. M. Mars Di Bartolomeo, trésorier de l'APF, a présenté le rapport financier annuel. La présidence de l'Assemblée a été transférée de la section canadienne à la section camerounaise, sous la direction de M. Hilarion Etong.

La Chambre des Députés était représentée à la session annuelle de l'APF par M. Mars Di Bartolomeo, Mme Carole Hartmann, Mme Alexandra Schoos et M. Michel Wolter. Parallèlement s'est tenue la dixième édition du Parlement francophone des jeunes avec la participation de Mme Vanina Bisse et M. Johann Philipp Bost pour le Luxembourg.

L'intelligence artificielle au service du législateur

La francophonie « a le potentiel de façonner l'avenir de l'intelligence artificielle générative », telle a été l'une des conclusions marquantes du débat général. L'IA offre des possibilités inédites pour les parlements, notamment l'amélioration de la transparence, l'optimisation des processus législatifs et l'automatisation des tâches répétitives. En outre, les interventions publiques des parlementaires peuvent être davantage axées sur les besoins spécifiques des citoyens grâce à une analyse préalable des données par l'IA.

Cependant, cette avancée technologique soulève des défis majeurs, notamment en matière de polarisation politique, de manipulation de l'information et de protection de la vie privée. Il est impératif d'aborder conjointement les transitions numérique et écologique, en intégrant la sobriété numérique et en identifiant et priorisant les usages les plus bénéfiques. La mise en place de régulations appropriées, notamment d'un point de vue éthique et responsable, est cruciale pour exploiter pleinement les potentialités de cette nouvelle technologie tout en minimisant ses risques associés.

Les situations politiques de l'espace francophone

Lors de la session plénière à Montréal, de nouveaux mécanismes de vigilance ont été adoptés pour renforcer la surveillance et l'intervention dans l'espace politique francophone. Ces mécanismes, dirigés par un comité de vigilance, sont organisés à cinq niveaux distincts :

– veille préventive : mise en place d'un dispositif de vigipermanence pour surveiller en continu les situations politiques dans l'espace francophone ;

– observation : examen des situations sans imposition de sanctions ;

– alerte : activation d'un niveau d'alerte pour des situations jugées préoccupantes nécessitant une attention particulière ;

– transition : nouvelle catégorie introduite pour accompagner les régimes en transition après une rupture de l'ordre constitutionnel, avec un accès privilégié aux actions de coopération ;

– suspension : maintien de contact via des auditions au sein de la commission politique pour les pays suspendus.

Sous les anciens mécanismes, plusieurs pays étaient déjà soumis à un suivi particulier. Les nouvelles mesures adoptées impactent directement la situation des pays suivants : la Syrie, le Mali, le Burkina Faso et Haïti maintiennent leur suspension en raison de l'absence de retour à l'ordre démocratique ; le Niger reste également suspendu, le pays étant privé de parlement depuis le coup d'État de 2023 ; le Gabon, la Guinée et le Tchad sont placés sous le régime de transition avec un engagement déterminé pour adhérer aux valeurs de la francophonie ; la République centrafricaine (RCA) est en alerte en raison de violations des droits parlementaires et des droits de l'opposition politique et la Tunisie est réintégrée en tant que membre de plein droit.

Les régimes proposés aux diverses sections sous ces nouveaux mécanismes visent à fournir une réponse adaptée et flexible aux différentes situations politiques, avec un accent mis sur la promotion de la démocratie, la protection des droits parlementaires et l'accompagnement des pays en transition.

Sommet parlementaire de l'OTAN à Washington

« Le Luxembourg honore ses engagements envers l'OTAN »

Le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, et Mme Nancy Arendt, cheffe de la délégation luxembourgeoise auprès de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN (AP-OTAN) ont participé au sommet parlementaire de l'OTAN qui a eu lieu à Washington le 9 juillet 2024. Ce sommet parlementaire a été organisé en amont du sommet des chefs d'État et de Gouvernement de l'OTAN et s'inscrit dans le cadre des célébrations du 75e anniversaire de l'Alliance.

Devant les Présidents et les représentants des Parlements des 32 pays membres de l'Alliance, M. Claude Wiseler a mis en avant que le « Luxembourg honore ses engagements » envers l'OTAN. Il a informé ses homologues sur la feuille de route du Gouvernement luxembourgeois visant à porter les efforts de défense à 2 % du revenu national brut (RNB) d'ici 2030. « Il s'agit d'un plan accéléré par rapport au plan initial fixé pour 2035 », a-t-il souligné.

Le Président de la Chambre a relevé que le Luxembourg est classé parmi les cinq premiers pays à respecter la consigne de consacrer 20 % de l'effort de défense à des équipements lourds. Il a expliqué par ailleurs que le Grand-Duché continuera d'améliorer les capacités stratégiques de l'OTAN « dans des domaines où nous excellons », comme la communication par satellite et la cybersécurité, offrant ainsi à l'Alliance une technologie de pointe dans un

Le Président de la Chambre, M. Claude Wiseler, et Mme la Députée Nancy Arendt au sommet parlementaire de l'OTAN à Washington.

environnement de sécurité de plus en plus complexe. Le Luxembourg se classe déjà 8e pays pour l'investissement en défense par habitant, a encore précisé le Président de la Chambre lors de cet événement d'envergure.

Selon lui, le Luxembourg contribue de manière « sincère » pour soutenir et préserver les valeurs de liberté, de démocratie et de paix représentées et défendues par l'OTAN.

Soutenir l'Ukraine sur le chemin de son adhésion à l'OTAN

À Washington, le Président de la Chambre a fermement réitéré le soutien du Luxembourg à l'Ukraine dans sa lutte pour la démocratie et l'indépendance. Il a souligné que « l'Ukraine montre la voie en défendant non seulement ses territoires, mais aussi chaque parcelle de ses institutions démocratiques, valeurs et idéaux ». Il a également réaffirmé le soutien luxembourgeois lors de sa rencontre avec son homologue ukrainien, le Président de la Rada d'Ukraine, M. Ruslan Stefanchuk.

Des entrevues avec des personnalités politiques

En marge du sommet parlementaire, M. Claude Wiseler et Mme Nancy Arendt ont eu un échange de vues avec Mme Nancy Pelosi, Présidente émérite de la Chambre des Représentants des États-Unis, ainsi qu'avec la députée américaine Ann Wagner, ancienne ambassadrice au Luxembourg.

Le programme comprenait également une visite au cimetière national d'Arlington, où la délégation luxembourgeoise a déposé une gerbe, ainsi que des échanges avec des experts sur l'intelligence artificielle.

Les membres de la délégation luxembourgeoise lors d'un entretien avec Mme Nancy Pelosi

Échange de vues avec le Représentant spécial de l'UE pour le processus de paix au Proche-Orient

« Développer un processus de paix maintenant »

Bon nombre de députés ont participé à l'échange de vues avec le Représentant spécial de l'Union européenne pour le processus de paix au Proche-Orient, M. Sven Koopmans (5e à gauche).

Contribuer à créer un processus de paix pour le Proche-Orient est la mission clé de M. Sven Koopmans. Lors d'un échange de vues le 15 juillet 2024 à la Chambre des Députés, le Représentant spécial de l'Union européenne pour le processus de paix au Proche-Orient a partagé son aperçu du conflit avec les députés luxembourgeois.

« La situation actuelle est tellement loin de ce que nous aimerions voir, mais si on n'y travaille pas maintenant, il sera trop tard. Nous devons entamer ce processus de paix maintenant », a constaté d'emblée M. Koopmans, qui a été mandaté en 2021 par le Conseil de l'Union européenne en tant que Représentant spécial pour une durée de quatre ans.

La complexité du conflit au Proche-Orient et la recherche de solutions ont été abordées lors de l'échange de vues avec les députés membres du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région. Une solution à deux États est-elle faisable ? Qui seraient les interlocuteurs ? Quel rôle reviendrait à l'Union européenne ? Reconnaître un État palestinien, est-ce une piste qui pourrait contribuer à une solution ?

M. Koopmans a rappelé la dimension humanitaire du conflit pour les quelque 2,3 millions de personnes à Gaza qui souffrent de faim et qui n'ont aucune possibilité de quitter cette zone. Le Représentant spécial a souligné que « les Gazaouis ne subissent pas de catastrophe naturelle, mais des décisions politiques ». Dans ce contexte, il a salué l'engagement du Luxembourg. Au courant de la dernière décennie, le Grand-Duché a contribué à hauteur de 4,8 millions d'euros pour atténuer la crise humanitaire à Gaza ; un montant supplémentaire de 2,5 millions d'euros a été promis récemment pour répondre à l'amplification de la crise.

Le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, est revenu sur l'engagement du Parlement luxembourgeois. Un dernier débat sur la question de la reconnaissance d'un État palestinien avait été organisé fin juin pour donner suite à une pétition. Lors de ce débat, le Ministre des Affaires étrangères s'était engagé à revenir vers les députés avant la fin de l'année pour leur exposer sa position. Depuis le 7 octobre dernier, la Chambre des Députés a adopté deux résolutions et une motion concernant le conflit au Proche-Orient. Les députés ont également reçu des membres de familles de personnes retenues en otage par le Hamas tout comme des membres de la communauté palestinienne de Luxembourg ayant de la famille dans la bande de Gaza.

M. Koopmans a encouragé les députés à poursuivre leur engagement et à rappeler constamment l'importance d'une solution à ce conflit au Gouvernement.

Visite du Vice-Premier ministre et Ministre des Affaires étrangères et des Affaires des expatriés de Jordanie

Plaidoyer pour la solution à deux États dans le conflit israélo-palestinien

Le Ministre des Affaires étrangères jordanien, M. Ayman Safadi, accueilli pour un échange de vues par le Président de la Chambre, M. Claude Wiseler, et le Président de la Commission des Affaires étrangères, M. Gusty Graas.

Le conflit israélo-palestinien avec ses évolutions récentes a dominé l'entrevue du Vice-Premier ministre et Ministre des Affaires étrangères et des Affaires des expatriés de Jordanie, M. Ayman Safadi, avec le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, et le Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région, M. Gusty Graas, le 16 juillet 2024 à la Chambre.

L'invité jordanien voit la solution à deux États – un État de Palestine indépendant à côté de l'État d'Israël – comme seule issue possible du conflit.

Une condamnation sans équivoque des attentats du 7 octobre 2023 tout comme une réaction israélienne jugée disproportionnée : telle fut l'appréciation partagée par le Ministre des Affaires étrangères jordanien et le Président de la Chambre des Députés, qui a fait référence aux motions en ce sens adoptées par la Chambre.

La situation de la Jordanie

« Nous nous trouvons en plein milieu du conflit, comme cela a déjà été le cas pour les autres conflits et guerres dans la région, en Irak ou en Syrie » : c'est ainsi que le Ministre jordanien a dépeint la situation de son pays qui accueille par exemple 1,3 million de réfugiés syriens. Une très grande partie de la population jordanienne serait d'origine palestinienne et l'économie serait durement touchée avec un énorme recul du tourisme.

Plaidoyer pour la solution à deux États

Un cessez-le-feu dès que possible, des aides pour la population palestinienne à Gaza et en fin de parcours la reconnaissance de deux États, Israël et la Palestine : selon le Ministre des Affaires étrangères jordanien, c'est le seul moyen pour arriver à une paix durable. La politique du Gouvernement israélien actuel obstruerait la voie vers la paix. Israël devrait se retirer des territoires occupés et devrait en même temps bénéficier de garanties pour sa sécurité. Actuellement, les populations de tous les bords auraient perdu tout espoir de paix et cela constituerait le meilleur terreau pour les radicaux et extrémistes.

L'invité jordanien a qualifié la position du Luxembourg de pondérée et d'équitable, respectueuse du droit international. Le Président de la Chambre a déclaré que le Luxembourg avait l'intention de reconnaître la Palestine, mais qu'il restait à savoir quel serait le moment opportun pour le faire.

Les relations bilatérales

M. le Ministre Safadi a souligné que les relations bilatérales entre la Jordanie et le Luxembourg sont excellentes à tous les niveaux. Cependant cela n'empêcherait pas d'aller plus loin dans des domaines comme le tourisme ou les technologies de l'information.

Hearing du Parlement des jeunes

Les membres du « Jugendparlament » ont pris la parole à la Chambre le 1er juillet 2024. Ils ont discuté avec les députés de leurs résolutions sur des sujets d'actualité comme une défense européenne commune, les défis du logement, l'indépendance énergétique, les inégalités en milieu scolaire, une réforme de la dernière année de l'enseignement secondaire ou encore l'intelligence artificielle à l'école.

Un échange avec les jeunes conseillers de l'OKaJu

Les jeunes conseillers de l'« Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher » (OKaJu) ont rencontré le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, pour lui présenter une série de recommandations visant à accroître l'accessibilité et la visibilité de l'OKaJu, l'un des organes rattachés au Parlement.

Les « OKaJu Young Advisors » sont des jeunes qui « conseillent » l'OKaJu dans l'accomplissement de ses missions qui consistent à préserver, protéger et promouvoir les droits de l'enfant, en y apportant leur point de vue. Lors de cette entrevue avec les jeunes conseillers et l'Ombudsman, M. Charel Schmit, le Président de la Chambre des Députés a souligné l'importance de ces jeunes conseillers car ils permettent à l'OKaJu d'intégrer la perspective des jeunes dans ses démarches au quotidien.

« Les jeunes conseillers sont un élément essentiel pour soutenir le travail de l'OKaJu et pour pouvoir y intégrer la perspective des jeunes. »

Claude Wiseler, Président de la Chambre des Députés

Les jeunes conseillers, engagés pour les droits des enfants, se sont réunis à plusieurs reprises entre avril 2023 et mars 2024. Après avoir analysé les dispositifs existants ainsi que les actions de promotion et de sensibilisation de l'OKaJu, ils ont dressé une liste de recommandations. L'objectif de ces recommandations est d'accroître l'accessibilité et la visibilité de l'OKaJu et d'adapter davantage la communication aux attentes et besoins d'un public jeune.

Le Président de la Chambre, M. Claude Wiseler (2e rangée, 2e à droite), l'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher, M. Charel Schmit (2e rangée, 2e à gauche), et les jeunes conseillers de l'OKaJu

Visite du Haaptmann's Schlass à Berbourg

De gauche à droite : Mme Françoise Kemp, M. Tom Weidig, Mme Nathalie Morgenthaler, Mme Stéphanie Weydert et Mme Mandy Minella, Députés, M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil, M. Yves Morby, Directeur du Haaptmann's Schlass, Mme Claire Delcourt et M. Ben Polidori, Députés, M. Jean-Pierre Hoffmann, Bourgmestre de la commune de Manternach, et M. Claude Theisen, Échevin, et M. Marc Pitzen, Président de l'Amicale Haaptmann's Schlass

En date du 28 juin 2024, une délégation de la Commission de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble, de l'Accueil, de l'Égalité des genres et de la Diversité a visité les locaux de la structure d'hébergement pour personnes âgées Haaptmann's Schlass à Berbourg afin de se faire présenter le projet pilote « Lieu de vie pour personnes en précarité vieillissantes ».

En présence du Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil, M. Max Hahn, le Directeur du Haaptmann's Schlass, M. Yves Morby, a expliqué qu'à l'heure actuelle, dix personnes en précarité vieillissantes vivent dans la structure dans le cadre dudit projet pilote. Celles-ci bénéficient, au-delà des services prestés dans d'autres structures d'hébergement pour personnes âgées, d'un encadrement spécifique adapté à leurs besoins, tel qu'une assistance en matière de gestion financière, tout en conservant l'autonomie qu'elles requièrent dans d'autres domaines.

Par ailleurs, les députés se sont intéressés à la question du personnel nécessaire à l'encadrement adéquat des résidents et aux prochaines étapes du projet pilote ainsi qu'à l'évaluation subséquente.

Le Président de la Chambre des Députés a reçu...

... S. E. Mme Gloria Navarrete, Ambassadrice du Chile

... Mme Martine Solovieff, Présidente du Conseil national de la justice

Emploi : plus de transparence et plus de prévisibilité

8070 – Projet de loi portant modification :
1° du Code du travail ;
2° de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État ;
3° de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux,
en vue de la transposition de la directive (UE) 2019/1152 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 relative à des conditions de travail transparentes et prévisibles dans l'Union européenne

Le projet de loi a pour objet de modifier le Code du travail, la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État ainsi que la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux, afin de transposer la directive (UE) 2019/1152 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 relative à des conditions de travail transparentes et prévisibles dans l'Union européenne.

Cette directive avait été proposée par la Commission européenne suite à la proclamation du socle européen des droits sociaux par les institutions de l'Union européenne à Göteborg le 17 novembre 2017. Le socle européen des droits sociaux fournit un cadre global pour un ensemble de principes et de droits essentiels pour doter l'Europe du 21e siècle de marchés du travail et de systèmes de protection sociale équitables et fonctionnels.

Depuis l'adoption de la directive 91/533/CEE du Conseil du 14 octobre 1991 relative à l'obligation de l'employeur d'informer le travailleur des conditions applicables au contrat ou à la relation de travail, le marché du travail a connu de profondes mutations dues à l'évolution démographique, à la dématérialisation de l'économie ainsi qu'à l'émergence de nouvelles formes d'emploi. Face à un marché du travail qui est en constante évolution, il devient donc nécessaire que les travailleurs soient pleinement informés des conditions de travail essentielles auxquelles ils sont soumis, ces informations devant être données en temps utile, par écrit et sous une forme accessible.

De manière générale, tout travailleur a droit à des conditions de travail qui respectent sa santé, sa sécurité et sa dignité, de même qu'à une limitation de la durée maximale du travail et à des périodes de repos journalier et hebdomadaire ainsi qu'à une période annuelle de congés payés.

L'objectif principal de la directive est donc de promouvoir un emploi plus transparent et plus prévisible, en améliorant l'accès des travailleurs aux informations essentielles applicables à leur relation de travail, en leur garantissant des exigences minimales applicables à leurs conditions de travail et en veillant à l'application stricte des règles y relatives en droit interne.

Le projet de loi vise à régler plusieurs dispositions au niveau national :

1. l'élargissement des informations essentielles à transmettre aux salariés, apprentis, salariés intérimaires, salariés détachés, fonctionnaires d'État, salariés d'État, fonctionnaires communaux, employés communaux et salariés des communes, en relation avec leurs conditions de travail ;
2. un encadrement de la durée de la période d'essai ;
3. l'instauration de sanctions effectives, proportionnées et dissuasives relatives aux infractions des droits découlant de la directive (UE) 2019/1152 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 ;
4. l'instauration d'une procédure de transition vers des formes d'emploi plus sûres et prévisibles ;
5. la généralisation du principe d'accessibilité et de gratuité de formations ;
6. la prohibition de dispositions visant d'interdire d'occuper un emploi parallèle pour les apprentis, les salariés ou les salariés intérimaires.

Dépôt par M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 07/09/2022
Rapportrice : Mme Françoise Kemp

Travaux de la Commission du Travail
(Président : M. Marc Spautz) :

07/02/2024	Présentation du projet de loi Désignation d'un rapporteur
06/03/2024	Examen de l'avis du Conseil d'État
15/03/2024	Adoption d'une série d'amendements parlementaires
05/06/2024	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État Présentation et adoption d'un projet de rapport

---

Vote en séance publique : 26/06/2024
Loi du 24 juillet 2024
Mémorial A : 2024, n° 324, page 1

Accords relatifs aux services aériens

8236 – Projet de loi portant approbation de l'« Agreement between the Government of the Grand-Duchy of Luxembourg and the Government of the Republic of Ghana on air services », fait à Luxembourg, le 13 décembre 2021

Le projet de loi sous rubrique porte sur l'approbation de l'« Agreement between the Government of the Grand-Duchy of Luxembourg and the Government of the Republic of Ghana on air services », fait à Luxembourg, le 13 décembre 2021.

Cet accord permettra de soutenir les compagnies aériennes nationales à travers l'octroi d'un maximum de droits de trafic. De plus, il renforcera le rôle de l'aéroport de Luxembourg en tant que plateforme internationale pour le transport de marchandises et de passagers.

Les principaux éléments de l'accord incluent :

– les définitions terminologiques de la Convention de Chicago de 1944 ;
– les droits d'exploitation des services, comme le survol, l'escale technique, l'escale commerciale et les libertés de l'air ;
– la clause dite de désignation européenne, garantissant l'accès non discriminatoire au marché pour les transporteurs aériens au sein de l'UE ;
– la possibilité de limiter ou retirer une autorisation si le transporteur ne respecte pas les termes de l'accord ;
– l'exonération, sous conditions, de certains droits de douane et taxes ;
– les principes déterminant la capacité mise en œuvre et son adaptation à la demande de trafic ;
– la procédure d'établissement des tarifs et l'application des lois et règlements internes ;
– l'engagement à respecter les conventions internationales en matière de sûreté de l'aviation civile ;
– le transfert des excédents de recettes réalisés sur le territoire de l'autre partie ;
– la consultation périodique entre autorités aéronautiques et la procédure de règlement des différends ;
– l'adaptation de l'accord à toute convention multilatérale future ;
– l'égalité des chances pour les opérateurs aériens et la sauvegarde de leurs intérêts mutuels.

8237 – Projet de loi portant approbation de l'Accord relatif aux services aériens entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Cuba, fait à Luxembourg, le 20 avril 2021

Le projet de loi sous rubrique porte sur l'approbation de l'Accord relatif aux services aériens entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Cuba, fait à Luxembourg, le 20 avril 2021.

Cet accord permettra de soutenir les compagnies aériennes nationales à travers l'octroi d'un maximum de droits de trafic. De plus, il renforcera le rôle de l'aéroport de Luxembourg en tant que plateforme internationale pour le transport de marchandises et de passagers.

Les principaux éléments de l'accord incluent :

– les définitions terminologiques de la Convention de Chicago de 1944 ;
– les droits d'exploitation des services, comme le survol, l'escale technique, l'escale commerciale et les libertés de l'air ;
– la clause dite de désignation européenne, garantissant l'accès non discriminatoire au marché pour les transporteurs aériens au sein de l'UE ;
– la possibilité de limiter ou retirer une autorisation si le transporteur ne respecte pas les termes de l'accord ;
– l'exonération, sous conditions, de certains droits de douane et taxes ;
– les principes déterminant la capacité mise en œuvre et son adaptation à la demande de trafic ;
– la procédure d'établissement des tarifs et l'application des lois et règlements internes ;
– l'engagement à respecter les conventions internationales en matière de sûreté de l'aviation civile ;
– le transfert des excédents de recettes réalisés sur le territoire de l'autre partie ;
– la consultation périodique entre autorités aéronautiques et la procédure de règlement des différends ;
– l'adaptation de l'accord à toute convention multilatérale future ;
– l'égalité des chances pour les opérateurs aériens et la sauvegarde de leurs intérêts mutuels.

8238 – Projet de loi portant approbation de l'Accord de transport aérien entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire, fait à Alger, le 24 août 2022

Le projet de loi sous rubrique porte sur l'approbation de l'Accord de transport aérien entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire, fait à Alger, le 24 août 2022.

Cet accord permettra de soutenir les compagnies aériennes nationales à travers l'octroi d'un maximum de droits de trafic. De plus, il renforcera le rôle de l'aéroport de Luxembourg en tant que plateforme internationale pour le transport de marchandises et de passagers.

Les principaux éléments de l'accord incluent :

– les définitions terminologiques de la Convention de Chicago de 1944 ;
– les droits d'exploitation des services, comme le survol, l'escale technique, l'escale commerciale et les libertés de l'air ;
– la clause dite de désignation européenne, garantissant l'accès non discriminatoire au marché pour les transporteurs aériens au sein de l'UE ;
– la possibilité de limiter ou retirer une autorisation si le transporteur ne respecte pas les termes de l'accord ;
– l'exonération, sous conditions, de certains droits de douane et taxes ;
– les principes déterminant la capacité mise en œuvre et son adaptation à la demande de trafic ;
– la procédure d'établissement des tarifs et l'application des lois et règlements internes ;
– l'engagement à respecter les conventions internationales en matière de sûreté de l'aviation civile ;
– le transfert des excédents de recettes réalisés sur le territoire de l'autre partie ;
– la consultation périodique entre autorités aéronautiques et la procédure de règlement des différends ;
– l'adaptation de l'accord à toute convention multilatérale future ;
– l'égalité des chances pour les opérateurs aériens et la sauvegarde de leurs intérêts mutuels.

8240 – Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République du Panama relatif à des services aériens, fait à Luxembourg, le 1er juillet 2021

Le projet de loi sous rubrique porte sur l'approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République du Panama relatif à des services aériens, fait à Luxembourg, le 1er juillet 2021.

Cet accord permettra de soutenir les compagnies aériennes nationales à travers l'octroi d'un maximum de droits de trafic. De plus, il renforcera le rôle de l'aéroport de Luxembourg en tant que plateforme internationale pour le transport de marchandises et de passagers.

L'accord aérien entre le Luxembourg et le Panama contient des clauses sur la désignation, la révocation et le contrôle, conformément au droit communautaire. Il a été partiellement rédigé sur la base du modèle de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) et des clauses types de l'Union européenne, conformément au règlement (CE) 847/2004 du Parlement et du Conseil du 29 avril 2004 concernant la négociation et la mise en œuvre d'accords relatifs à des services aériens entre les États membres et les pays tiers. Une fois ratifié, l'accord sera enregistré auprès de l'OACI.

Les principaux éléments de l'accord incluent :

– les définitions terminologiques de la Convention de Chicago de 1944 ;
– les droits d'exploitation des services, comme le survol, l'escale technique, l'escale commerciale et les libertés de l'air ;
– la clause dite de désignation européenne, garantissant l'accès non discriminatoire au marché pour les transporteurs aériens au sein de l'UE ;
– la possibilité de limiter ou retirer une autorisation si le transporteur ne respecte pas les termes de l'accord ;
– l'exonération, sous conditions, de certains droits de douane et taxes ;
– les principes déterminant la capacité mise en œuvre et son adaptation à la demande de trafic ;
– la procédure d'établissement des tarifs et l'application des lois et règlements internes ;
– l'engagement à respecter les conventions internationales en matière de sûreté de l'aviation civile ;
– le transfert des excédents de recettes réalisés sur le territoire de l'autre partie ;
– la consultation périodique entre autorités aéronautiques et la procédure de règlement des différends ;
– l'adaptation de l'accord à toute convention multilatérale future ;
– l'égalité des chances pour les opérateurs aériens et la sauvegarde de leurs intérêts mutuels.

8241 – Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de l'État du Koweït relatif à des services aériens, fait à Luxembourg, le 25 mars 2021

Le projet de loi sous rubrique porte sur l'approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de l'État du Koweït relatif à des services aériens, fait à Luxembourg, le 25 mars 2021.

Cet accord permettra de soutenir les compagnies aériennes nationales à travers l'octroi d'un maximum de droits de trafic. De plus, il renforcera le rôle de l'aéroport de Luxembourg en tant que plateforme internationale pour le transport de marchandises et de passagers.

Les principaux éléments de l'accord incluent :

– les définitions terminologiques de la Convention de Chicago de 1944 ;
– les droits d'exploitation des services, comme le survol, l'escale technique, l'escale commerciale et les libertés de l'air ;
– la clause dite de désignation européenne, garantissant l'accès non discriminatoire au marché pour les transporteurs aériens au sein de l'UE ;
– la possibilité de limiter ou retirer une autorisation si le transporteur ne respecte pas les termes de l'accord ;
– l'exonération, sous conditions, de certains droits de douane et taxes ;
– les principes déterminant la capacité mise en œuvre et son adaptation à la demande de trafic ;
– la procédure d'établissement des tarifs et l'application des lois et règlements internes ;
– l'engagement à respecter les conventions internationales en matière de sûreté de l'aviation civile ;
– le transfert des excédents de recettes réalisés sur le territoire de l'autre partie ;
– la consultation périodique entre autorités aéronautiques et la procédure de règlement des différends ;
– l'adaptation de l'accord à toute convention multilatérale future ;
– l'égalité des chances pour les opérateurs aériens et la sauvegarde de leurs intérêts mutuels.

Dépôts des projets de loi 8236, 8237, 8238, 8240 et 8241 par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 09/06/2023

Rapporteur des projets de loi 8236, 8237, 8238, 8240 et 8241 : M. Gusty Graas

---

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région relatifs aux projets de loi 8236, 8237, 8238, 8240 et 8241

(Président : M. Gusty Graas) :

23/05/2024 Examen des projets de loi
Examen des avis du Conseil d'État

Travaux de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics relatifs aux projets de loi 8236, 8237, 8238, 8240 et 8241

(Présidente : Mme Corinne Cahen) :

23/05/2024 Examen des projets de loi
Examen des avis du Conseil d'État
Désignation d'un rapporteur
20/06/2024 Présentation et adoption des projets de rapport

Votes des projets de loi 8236, 8237, 8238, 8240 et 8241 en séance publique : 27/06/2024

Transport de voyageurs par autobus

8322 – Projet de loi relative au financement du contrat entre l'État et la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois concernant le service de transport de voyageurs par autobus

Le réseau ferroviaire luxembourgeois fit l'objet d'un réaménagement substantiel pendant la deuxième moitié du XXe siècle au cours duquel il fut réduit de près de la moitié de sa taille. En effet, les statuts des CFL précisaient que des services ferroviaires sur les lignes ou sections de ligne dont l'exploitation s'avérait

habituellement déficitaire pouvaient être réduits, suspendus ou supprimés. De manière progressive, des lignes ferroviaires furent ainsi éliminées et remplacées par des services d'autobus.

La base juridique du contrat de service public de transport de voyageurs par rail est le règlement (CE) n° 1370/2007 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2007 relatif aux services publics de transport de voyageurs par chemin de fer et par route, et abrogeant les règlements (CEE) n° 1191/69 et (CEE) n° 1107/70 du Conseil, tel que modifié par le règlement (UE) 2016/2338 du Parlement européen et du Conseil du 14 décembre 2016, notamment son article 5, paragraphe 4bis.

Or, comme le service de transport de voyageurs par autobus assuré par les CFL n'est pas considéré comme une concession, celui-ci est soumis aux directives européennes régissant les marchés publics, à savoir les directives 2014/24/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2014 sur la passation des marchés publics et abrogeant la directive 2004/18/CE et 2014/25/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2014 relative à la passation de marchés par des entités opérant dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des services postaux et abrogeant la directive 2004/17/CE.

Compte tenu du statut particulier des CFL, le service des bus est considéré comme relevant du régime des marchés conclus entre pouvoirs adjudicateurs en vertu de l'article 12 de la directive 2014/24/UE précitée, transposé en législation nationale par l'article 8 de la loi modifiée du 8 avril 2018 sur les marchés publics, ce qui dispense les CFL de l'obligation de mise en concurrence.

Entre 2025 et 2034, l'État versera une rémunération correspondant aux charges effectives encourues. Le coût total de ces dépenses est estimé à 692.123.000 euros. Le coût total prend en compte plusieurs paramètres, dont une offre de kilomètres parcourus stable, le remplacement progressif des autobus diesel par une flotte entièrement électrique, la mise en place progressive des infrastructures de chargement pour les bus électriques, une augmentation annuelle des salaires de 1,5 % et une augmentation globale de 25 % sur dix ans du coût de l'entretien du parc électrique par rapport au parc diesel en raison du coût engendré par le remplacement des batteries.

Le contrat de transport de voyageurs par autobus prendra effet le 1er janvier 2025 pour une période de dix ans, c'est-à-dire jusqu'au 31 décembre 2034.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 05/10/2023
Rapporteur : M. Gusty Graas

Travaux de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics
(Présidente : Mme Corinne Cahen) :

02/05/2024	Examen du projet de loi et des avis du Conseil d'État, de la Chambre de Commerce et de la Chambre des Salariés Désignation d'un rapporteur
06/06/2024	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 27/06/2024
Loi du 24 juillet 2024
Mémorial A : 2024, n° 308, page 1

Lutte contre la diffusion de contenus terroristes

8325 – Projet de loi portant mise en œuvre du règlement (UE) 2021/784 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2021 relatif à la lutte contre la diffusion des contenus à caractère terroriste en ligne

Le projet de loi n° 8325 vise à transposer le règlement (UE) 2021/784 du 29 avril 2021 relatif à la lutte contre la diffusion de contenus terroristes sur internet, ci-après dénommé « règlement (UE) 2021/784 » ou « règlement TCO », et d'adapter ainsi les législations nationales rendues nécessaires par ledit règlement. Le règlement (UE) 2021/784, adopté le 29 avril 2021 et directement applicable depuis le 7 juin 2022, vise à permettre le retrait rapide des contenus terroristes en ligne et établit des règles à l'échelle de l'UE pour lutter contre l'utilisation abusive des services d'hébergement pour la diffusion publique de contenus à caractère terroriste.

De manière générale, le règlement (UE) 2021/784 entend contribuer à la protection de la sécurité publique tout en mettant en place des garanties appropriées et solides pour assurer la protection des droits fondamentaux, notamment les droits au respect de la vie privée, la protection des données à caractère personnel, la liberté d'expression, y compris la liberté de recevoir et de communiquer des informations, la liberté d'entreprise et le droit à un recours effectif.

Ainsi, le règlement (UE) 2021/784 offre un cadre juridique clair qui définit, d'une part, les responsabilités des États membres dans la lutte contre la diffusion des contenus à caractère terroriste et, d'autre part, les responsabilités que les fournisseurs de services d'hébergement doivent assumer pour garantir la sécurité de leurs services et pour identifier et retirer ou bloquer l'accès à des contenus terroristes en ligne de manière rapide et efficace. Il crée un nouvel instrument opérationnel efficace pour éliminer les contenus à caractère terroriste en permettant l'émission d'injonctions de retrait ayant un effet transfrontalier.

En vertu de l'article article 12, paragraphe 1er, du règlement (UE) 2021/784, chaque État membre doit désigner une ou plusieurs autorités compétentes pour l'émission des injonctions de retrait ou de blocage, pour procéder à l'examen approfondi des injonctions de retrait ou de blocage émises par l'autorité compétente d'un autre État membre, pour la supervision de la mise en œuvre des mesures spécifiques ainsi que pour imposer des sanctions en cas de violation par le fournisseur de services d'hébergement de ses obligations.

Dans ce contexte, la Commission européenne a adressé une lettre de mise en demeure à 22 États membres de l'Union européenne, dont le Grand-Duché de Luxembourg, au motif qu'il a manqué à ses obligations qui lui incombent au titre de l'article 12, paragraphe 1er, du règlement (UE) 2021/784.

Par la suite, le Conseil de Gouvernement s'est prononcé pour la désignation du ministre ayant la Police grand-ducale dans ses attributions et du Haut-Commissariat à la Protection nationale dans sa fonction d'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information comme autorités compétentes au titre de l'article 12, paragraphe 1er, du règlement (UE) 2021/784.

Toutefois, la Commission européenne a continué la procédure d'infraction à l'encontre du Grand-Duché de Luxembourg, en lui adressant un avis motivé en date du 7 février 2024, pour défaut d'avoir pris les mesures nécessaires concernant les autorités compétentes et les sanctions applicables aux violations et, en tout état de cause, pour défaut d'avoir respecté les obligations de notification y afférentes. Les autorités compétentes désignées conformément à l'article 12 du règlement (UE) 2021/784 et les fournisseurs de services d'hébergement ne doivent prendre que les mesures qui sont nécessaires, appropriées et proportionnées dans une société démocratique, tout en tenant compte de l'importance particulière accordée à la liberté d'expression et d'information ainsi qu'à la liberté et au pluralisme des médias, qui sont des fondements essentiels d'une société pluraliste et démocratique.

Par conséquent, l'autorité compétente peut émettre une injonction de retrait à l'encontre de tout fournisseur de services d'hébergement proposant ses services au sein de l'Union européenne. De leur côté, les fournisseurs de services d'hébergement doivent veiller à ce que les contenus à caractère terroriste identifiés dans l'injonction de retrait soient retirés ou que l'accès à ces contenus soit bloqué dans tous les États membres dans un délai d'une heure à compter de la réception de l'injonction de retrait. Lorsque les fournisseurs de services d'hébergement sont exposés à des contenus à caractère terroriste, ils doivent prendre des mesures spécifiques pour protéger leurs services contre la diffusion en ligne de ces contenus.

Pour garantir la mise en œuvre effective du règlement (UE) 2021/784 par les fournisseurs de services d'hébergement, des sanctions sont nécessaires. Il appartient donc aux États membres de déterminer le régime des sanctions applicables en cas de violation dudit règlement par les fournisseurs de services d'hébergement, comme le propose le présent projet de loi.

L'article 6 du projet sous avis prévoit donc des sanctions pénales à l'encontre des fournisseurs de services d'hébergement qui ne respectent pas soit l'obligation de retrait ou de blocage des contenus à caractère terroriste conformément à l'article 3, paragraphe 3, du règlement TCO, soit l'obligation d'information en cas de présence d'un contenu à caractère terroriste représentant une menace imminente pour la vie au titre de l'article 14, paragraphe 5, du règlement TCO.

L'article 7 du projet prévoit des sanctions administratives et pécuniaires qui peuvent être imposées, en fonction de la violation constatée, soit par le ministre ayant la Police grand-ducale dans ses attributions, soit par le HCPN.

Dépôt par Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 12/10/2023
Rapporteur : M. Alex Donnersbach

Travaux de la Commission de la Justice
(Président : M. Laurent Mosar) :

18/04/2024	Présentation et examen du projet de loi Désignation d'un rapporteur Examen de l'avis du Conseil d'État

Adoption d'un amendement parlementaire
02/05/2024 Adoption d'une série d'amendements parlementaires
20/06/2024 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
27/06/2024 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 02/07/2024
Loi du 24 juillet 2024
Mémorial A : 2024, n° 310, page 1

Information des représentants légaux de mineurs privés de liberté

8326 – Projet de loi portant sur l'information des représentants légaux des mineurs privés de liberté en vue de la transposition des articles 5, paragraphes 2 à 4, et 10, paragraphe 3, de la directive 2013/48/UE du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2013 relative au droit d'accès à un avocat dans le cadre des procédures pénales et des procédures relatives au mandat d'arrêt européen, au droit d'informer un tiers dès la privation de liberté et au droit des personnes privées de liberté de communiquer avec des tiers et avec les autorités consulaires

Le projet de loi n° 8326 vise à parachever la transposition de la directive 2013/48/UE du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2013 relative au droit d'accès à un avocat dans le cadre des procédures pénales et des procédures relatives au mandat d'arrêt européen, au droit d'informer un tiers dès la privation de liberté et au droit des personnes privées de liberté de communiquer avec des tiers et avec les autorités consulaires (ci-après « la directive »).

La directive a été transposée par le Grand-Duché de Luxembourg par la loi du 8 mars 2017 renforçant les garanties procédurales en matière pénale.

Dans le cadre d'une procédure d'infraction lancée par la Commission européenne en 2017 contre le Luxembourg, cette dernière a fait valoir que le Luxembourg n'avait pas correctement transposé les articles 5, paragraphes 2 et 4, et 10, paragraphe 3, de ladite directive.

Les articles susmentionnés prévoient que les représentants légaux sont informés d'office en cas de privation de liberté de leur enfant mineur, tant dans le cadre des procédures pénales nationales que dans le cadre des procédures liées au mandat d'arrêt européen ainsi que les exceptions à ce principe. Or, la notion de « procédure pénale » est interprétée au sens large par la Commission européenne et vise à couvrir toute procédure pouvant « potentiellement donner lieu à des mesures privatives de liberté », si cette mesure de privation est « justifiée non seulement par des raisons thérapeutiques, mais également par des motifs de sûreté ; et [...] si cette procédure est appliquée à l'égard d'une personne soupçonnée ou accusée d'avoir commis un fait constitutif d'une infraction pénale ». Ainsi, la Commission européenne estime que les procédures prévues par la loi modifiée du 10 août 1992 sur la protection de la jeunesse sont à qualifier de procédures pénales.

Selon l'appréciation de la Commission européenne, la législation luxembourgeoise ne prévoit pas une information d'office des représentants légaux d'un mineur lorsque celui-ci est privé de liberté.

L'exposé des motifs souligne que le projet de loi n° 7991 portant introduction d'une procédure pénale pour mineurs prévoit une disposition visant l'information des représentants légaux de mineurs privés de liberté. En attendant l'aboutissement de la procédure législative du projet de loi n° 7991, le Gouvernement propose de remédier ponctuellement aux lacunes constatées par la Commission européenne afin de garantir la pleine conformité de la législation luxembourgeoise à la directive.

Dépôt par Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 12/10/2023
Rapporteur : M. Laurent Zeimet

Travaux de la Commission de la Justice
(Président : M. Laurent Mosar) :
21/12/2023 Présentation du projet de loi
Désignation d'un rapporteur
28/03/2024 Examen de l'avis du Conseil d'État
Adoption d'une série d'amendements parlementaires
06/06/2024 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
13/06/2024 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 26/06/2024
Loi du 24 juillet 2024
Mémorial A : 2024, n° 309, page 1

« Klimabonus Wunnen »

8350 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 23 décembre 2016 instituant un régime d'aides pour la promotion de la durabilité, de l'utilisation rationnelle de l'énergie et des énergies renouvelables dans le domaine du logement

En raison des objectifs ambitieux en matière d'énergie et de climat du plan national intégré ainsi que de la crise du logement, le projet de loi n° 8350, moyennant quelques modifications ponctuelles de la loi modifiée du 23 décembre 2016 instituant un régime d'aides pour la promotion de la durabilité, de l'utilisation rationnelle de l'énergie et des énergies renouvelables dans le domaine du logement, envisage de prolonger de 6 mois les « top-up » du régime d'aides financières « Klimabonus Wunnen ».

Une augmentation du « bonus de remplacement » de 30 % à 50 % est incluse pour le remplacement de chaudières alimentées au combustible fossile ou de systèmes de chauffage électrique par des solutions plus écoénergétiques. De plus, un supplément de 25 % sera ajouté aux aides pour les installations solaires photovoltaïques si les bénéficiaires optent pour l'autoconsommation ou rejoignent une communauté énergétique. Enfin, un supplément de 25 % sera accordé pour les projets d'assainissement énergétique durable.

Les modifications proposées sont censées favoriser et accélérer les travaux de rénovation énergétique ainsi que la transition énergétique des ménages vers les énergies renouvelables et contribuent ainsi à la réduction de la dépendance aux énergies fossiles des ménages.

Dépôt par M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité, le 24/01/2024
Rapporteur : M. Christophe Hansen

Travaux de la Commission de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité
(Président : M. Christophe Hansen) :
08/05/2024 Présentation et examen du projet de loi
Désignation d'un rapporteur
Examen de l'avis du Conseil d'État
22/05/2024 Examen des avis respectifs de la Chambre de Commerce, de la Chambre des Salariés et du Syvicol
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 26/06/2024
Loi du 31 juillet 2024
Mémorial A : 2024, n° 339, page 1

Covid-19 : prorogation de la loi Covid

8394 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 17 juillet 2020 relative à certaines mesures de suivi de l'évolution du virus SARS-CoV-2 et de lutte contre la maladie Covid-19

Le présent projet de loi vise à proroger l'application de la loi modifiée du 17 juillet 2020 relative à certaines mesures de suivi de l'évolution du virus SARS-CoV-2 et de lutte contre la maladie de Covid-19.

Bien que l'Organisation mondiale de la santé ait déclaré la fin de la Covid-19 en tant qu'urgence de santé publique de portée internationale en mai 2023, il reste nécessaire de maintenir le système d'information prévu par l'article 10 de la loi précitée du 17 juillet 2020 sur le traitement des informations. Les données collectées ont en effet pour finalité notamment de suivre l'évolution de l'état de santé des personnes vaccinées. Sans le maintien d'une base de données de vaccination, il ne serait plus possible de surveiller l'apparition et l'évolution des effets secondaires éventuels.

Le présent projet de loi propose dès lors une prorogation de la loi précitée du 17 juillet 2020 de deux ans, jusqu'au 30 juin 2026 inclus, dans l'attente de l'élaboration d'une loi plus complète relative à l'utilisation des données de santé.

Par ailleurs, le fait de proroger l'application de la loi précitée du 17 juillet 2020 permet aux personnes qui le souhaitent d'obtenir une attestation de vaccination ou encore aux pharmaciens de continuer à vacciner contre la maladie de Covid-19.

En outre, les personnes qui le souhaitent auront toujours la possibilité de porter partout un masque en fonction du contexte sanitaire. Il y a donc lieu de maintenir l'autorisation du port du masque dans certains lieux dans lesquels la dissimulation du visage est interdite en vertu de l'article 563, point 10°, du Code pénal (« Vermummungsverbot »).

Dépôt par Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale, le 12/06/2024
Rapporteur : M. Max Hengel

Travaux de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale (Président : M. Max Hengel) :

12/06/2024	Présentation du projet de loi
	Désignation d'un rapporteur
19/06/2024	Examen de l'avis du Conseil d'État
20/06/2024	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 27/06/2024
Loi du 28 juin 2024
Mémorial A : 2024, n° 267, page 1

33e séance

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** p. 13
   M. Claude Wiseler, Président
2. **Question élargie n° 10 de Mme Corinne Cahen relative à l'Inspection du travail et des mines (ITM)** p. 13
   Mme Corinne Cahen | M. Georges Mischo, Ministre du Travail | Mme Corinne Cahen | M. le Ministre Georges Mischo
3. **8070 – Projet de loi portant modification :**
   1° du Code du travail ;
   2° de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État ;
   3° de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux,
   en vue de la transposition de la directive (UE) 2019/1152 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 relative à des conditions de travail transparentes et prévisibles dans l'Union européenne p. 14
   Rapport de la Commission du Travail : Mme Françoise Kemp
   Discussion générale : Mme Carole Hartmann | M. Georges Engel | M. Jeff Engelen | M. François Bausch | M. Sven Clement | M. Marc Baum
   Prise de position du Gouvernement : M. Georges Mischo, Ministre du Travail
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8070 et dispense du second vote constitutionnel
4. **8326 – Projet de loi portant sur l'information des représentants légaux des mineurs privés de liberté en vue de la transposition des articles 5, paragraphes 2 à 4, et 10, paragraphe 3, de la directive 2013/48/UE du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2013 relative au droit d'accès à un avocat dans le cadre des procédures pénales et des procédures relatives au mandat d'arrêt européen, au droit d'informer un tiers dès la privation de liberté et au droit des personnes privées de liberté de communiquer avec des tiers et avec les autorités consulaires** p. 17
   Rapport de la Commission de la Justice : M. Laurent Zeimet
   Discussion générale : M. Laurent Zeimet | Mme Carole Hartmann | M. Dan Biancalana | M. Fred Keup | Mme Sam Tanson (dépôt de la motion 1) | M. Sven Clement | M. Marc Baum
   Prise de position du Gouvernement : Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8326 et dispense du second vote constitutionnel
   Vote sur la motion 1 (adoptée)
5. **8350 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 23 décembre 2016 instituant un régime d'aides pour la promotion de la durabilité, de l'utilisation rationnelle de l'énergie et des énergies renouvelables dans le domaine du logement** p. 20
   Rapport de la Commission de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité : M. Christophe Hansen
   Discussion générale : M. Christophe Hansen | M. Luc Emering | Mme Claire Delcourt | M. Jeff Engelen | Mme Joëlle Welfring | M. Ben Polidori | M. David Wagner (intervention de M. Marc Goergen)
   Prise de position du Gouvernement : M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité (interventions de M. Marc Goergen) | M. Ben Polidori (parole après ministre) | M. le Ministre Serge Wilmes | Mme Joëlle Welfring (parole après ministre) | M. le Ministre Serge Wilmes | M. David Wagner (parole après ministre) (intervention de M. Marc Goergen) | M. le Ministre Serge Wilmes | Mme Claire Delcourt (parole après ministre) | M. le Ministre Serge Wilmes | M. Jeff Engelen (parole après ministre) | Mme Sam Tanson (parole après ministre)
   M. Sven Clement (dépôt des amendements 1 à 3)
6. **Ordre du jour** p. 25
   M. Claude Wiseler, Président
7. **8350 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 23 décembre 2016 instituant un régime d'aides pour la promotion de la durabilité, de l'utilisation rationnelle de l'énergie et des énergies renouvelables dans le domaine du logement (suite)** p. 25
   Vote sur l'amendement 1 (interventions de M. Marc Goergen, M. Sven Clement et M. Georges Engel) (rejeté)
   Vote sur l'amendement 2 (interventions de M. Michel Wolter, Mme Sam Tanson, M. Sven Clement et M. Marc Goergen) (rejeté)
   Vote sur l'amendement 3 (rejeté)
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8350 et dispense du second vote constitutionnel (intervention de M. Ben Polidori)
8. **Établissement d'une liste de trois candidats pour le poste de conseiller à la Cour des comptes** p. 26
   M. Claude Wiseler, Président
   Vote secret pour le premier candidat au poste de conseiller à la Cour des comptes (interventions de Mme Lydie Polfer et M. Laurent Zeimet)
   La séance publique est suspendue de 15.59 à 16.03 heures.
   Vote secret pour le deuxième candidat au poste de conseiller à la Cour des comptes
   La séance publique est suspendue de 16.09 à 16.12 heures.
   Vote secret pour le troisième candidat au poste de conseiller à la Cour des comptes
   La séance publique est suspendue de 16.18 à 16.21 heures.

Présidence : M. Claude Wiseler, Président

Au banc du Gouvernement : M. Georges Mischo, M. Serge Wilmes, Mme Elisabeth Margue, Ministres

(La séance publique est ouverte à 14.02 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Claude Wiseler, Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Georges Mischo, Ministre | Nee, Här President.

2. Question élargie n° 10 de Mme Corinne Cahen relative à l'Inspection du travail et des mines (ITM)

M. Claude Wiseler, Président | Da fänke mer d'Sëtzung vun haut u mat der erweiderter Fro Nummer 10 vun der Madamm Corinne Cahen iwwert d'ITM. Den Auteur vun der Fro huet 5 Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an no der Äntwert vum Minister seng Zousazfro virzedroen. Der Regierung stinn 10 Minutten zou. Madamm Cahen, Dir hutt d'Wuert.

Mme Corinne Cahen (DP) | Villmools merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, den 30. Abrëll konnte mir a verschiddenen Zeitungen d'Berichterstattung liesen iwwert d'Pressekonferenz, déi de Minister zesumme mam Direkter vun der ITM, der Inspection du travail et des mines, hat. Et goung op där Pressekonferenz ëm de Bilan vun der ITM aus dem Joer 2023.

Den Direkter huet dee Moment doriwwer informéiert, dass am Joer 2023 iwwer 17.000 Contrôlë gemaach goufe vun der ITM. Dat wär e Plus gewiescht vun 72 %. Et goufen 3.000 Sanktiounen ausgeschwat. D'Betriber hu mussen iwwer 14 Milliounen Euro un d'ITM u Strofe bezuelen.

Ech wëll direkt soen, dass d'Betriber natierlech frou sinn, wann déi schwaarz Schof erausgefiltert ginn, wann déi fonnt ginn. Jiddweree muss sech un d'Gesetzer halen hei am Land. An awer héiert een ëmmer nees, dass d'ITM d'Betriber dacks grad da kontrolléiert, wa si déi meeschten Aarbecht hunn. D'ITM kënnt dann einfach ouni Virwarnung an da kommen och direkt substanziell Strofen, wann eppes net 100 % konform ass, amplaz de Betriber fir d'éischt d'Méiglechkeet ze ginn, sech emol iwwerhaapt konform ze setzen.

An de Wéngerten zum Beispill ass ëmmer nees ganz grouss Opreegung, wa Contrôlë sinn, mee och an der Restauratioun zum Beispill, well d'ITM da spontan Contrôlë mécht an der Kichen, wa grad d'Clienten owes um 20.00 Auer do sëtzen a waarden, zerwéiert ze ginn, fir kënnen ze iessen. Oder am Dezember 2020, an engem Joer, an deem all d'Betriber jo wierklech extreem staark gelidden hunn ënnert der Fermeture wéinst der Covidpandemie, wéi d'ITM dunn am Dezember matzen am Chrëschtgeschäft d'Bijouterien op eemol kontrolléiert huet. Esou e Contrôle hëlt nämlech ganz vill Zäit ewech fir de Patron, fir déi ganz administrativ Saachen dann zesummenzesichen, och wann en 100 % konform ass.

Op där Pressekonferenz, vun där ech elo geschwat hunn, op déi ech Referenz geholl hunn, hat den Direkter vun der ITM awer och betount, dass d'Inspektere Partner wiere vun de Betriber a si géife verstoen, wat d'Betriber brauchen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass evident, dass all Betrib – an ech hunn et scho gesot – sech un d'Gesetzer muss halen an dass all Betrib sech och muss un d'Kollektivverträg halen, déi et am jeeweilege Secteur gëtt. Et ass awer och evident, dass et ëmmer méi schwéier gëtt fir kleng a mëttelgrouss Betriber, dass ganz vill Betriber eeben ëm d'Iwwerliewe kämpfen an dëse wirtschaftlech ganz schwieregen Zäiten.

An dësem Kontext wollt ech dem Minister eeben e puer Froe stellen. Gëtt et bei der ITM Consignen doriwwer, wéini a wéi d'Contrôlen an de Betriber duerchgefouert solle ginn, fir d'Aktivitéite vun de Betriber esou mann wéi méiglech ze perturbéieren? Falls jo, wéi genee gesinn dës Consignen aus?

Wéi eng Initiative vun der ITM gëtt et, déi virop de Fokus op d'Preventioun leeën an d'Betriber derbäi ënnerstëtzen, sech konform ze setzen, fir esou de Réckgrëff op finanziell Sanktiounen ze evitéieren, fräi nom Motto, wat den Här Boly jo gesot huet op der Pressekonferenz: „D'ITM ass e Partner a si ass net nëmmen do, fir Sanktiounen auszeschwätzen"? Ass iwwerhaapt virgesinn, Här Minister, dass Betriber fir d'éischt emol op Feeler higewise ginn, dass vläicht d'éischt emol eng Kéier e béise Fanger gewise gëtt, dass se sech da kënnen zäitno a Konformitéit setzen, amplaz dass direkt deels ganz héich finanziell Strofe verhaange ginn?

An am Koalitiounsaccord steet, dass d'Regierung d'Missioune vun der ITM wäert nei definéieren. Do wéilt ech natierlech gäre vum Minister wëssen, ob en ons soe kann, a wéi eng Richtung dat soll goen a wéi do d'Zäitschinn ass.

Villmools merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Cahen. Dann huet elo d'Wuert: den Här Aarbechtsminister. Här Minister.

M. Georges Mischo, Ministre du Travail | Merci, Här President. Och villmools merci der honorabeler Deputéierter Corinne Cahen fir dës Question élargie, dass ee vläicht mol eng Kéier ka mat deem Schreckgespenst ITM opraumen. Dir hutt et virdrun ugeschwat: D'Missioune vun der ITM stinn och am Koalitiounsaccord 2023–2028, an dee gesäit vir, dass d'Regierung eng Reform vun der ITM virgesäit, fir eeben d'Missioune vun der ITM nei ze definéieren oder ze redefinéieren. An de Rôle vun der ITM am Kader vun der Preventioun an der Begleedung vun den Entreprisë soll och renforcéiert ginn. An ech mengen, Dir hutt och scho matkritt, dass et eng Fusioun soll ginn tëscht der ITM an der Sécurité dans la fonction publique an dass domat dann d'Missiounen nach kënnen erweidert ginn an nach besser ka kontrolléiert ginn.

Dann zu Äre Froen: Also d'Kontrolle vun der ITM ginn nëmmen a Matièrë gemaach, déi der Kompetenz vun der ITM ënnerleien an déi de Legislateur der ITM operluecht huet, fir ze kucken, dass se och agehale ginn. Domat huet d'ITM e ganz kloren Optrag vum Legislateur an d'Kontrolle vun der ITM ginn entweeder proaktiv a bestëmmte Secteuren a Matièren organiséiert oder op Basis vun enger Plainte an de Betriber duerchgefouert oder op Basis vun engem – leider – Aarbechtsaccident.

Proaktiv Kontrolle ginn entweeder op Basis vun enger Analys vun den Donnéeë betreffend d'Aarbechtsaccidenter an d'Beruffskrankheete gemaach, fir esou berufflech Risiken ze vermeiden an d'Aarbechtsaccidenter domat och ze minimiséieren, fir dass si sech net méi widderhuelen. Oder et ginn och no enger thematescher Informatiounscampagne proaktiv Kontrollen organiséiert, fir sécherzestellen, dass d'Betriber déi spezifesch Matièrë respektéieren. Oder se kënne sech op d'Ëmsetzung vun neie Gesetzer oder Reglementer fokusséieren, fir sécherzestellen, dass d'Betriber se respektéieren, soubal se a Kraaft trieden.

Kontrolle vun der ITM fannen ëmmer wärend der Aarbecht statt, well een nëmme wärend der Aarbecht kann iwwerpréifen, ob d'Reegele betreffend d'Aarbechtsbedingungen an d'Sécherheet an d'Gesondheet op der Aarbecht agehale goufen oder net. Dir hutt d'Wënzer ugeschwat oder d'Wéngerten. Do ass et och schonn zu Situatioune komm, wou da bei Kontrollen aacht Leit, jo, gepëtzt gi sinn an da sinn d'Inspektere vun der ITM owes erëmkomm an da waren der just nach dräi do an déi aner waren op onerklärlech Aart a Weis verschwonnen. An duerfir geet et heiansdo dann e bësse méi strikt zur Saach.

Et kann een awer och méiglech geféierlech Situatioune just wärend den Aarbechtszäiten identifizéieren an/oder och korrigéieren, ier se bei de Salariéen zu Accidenter oder Beruffskrankheete féieren.

Laut de Prozedure vun der ITM ginn d'Kontrollen awer esou organiséiert, fir d'Betriber esou mann wéi méiglech ze perturbéieren oder och ze stéieren. Wann et méiglech ass, ginn d'Kontrollen am Viraus geplangt an ugekënnegt, soudass d'Employeuren Zäit hunn, fir sech deementspriechend ze organiséieren. An deem Fall kënnen d'Betriber déi néideg Dokumenter an Informatioune virun der Inspektioun virbereeden, soudass d'Zäit vun der Kontroll op der Plaz op e Minimum ka reduzéiert ginn. Wann Betriber schlecht preparéiert sinn, dauert d'Kontroll natierlech méi laang. Oder et gëtt och versicht, wann et méiglech ass, dass Kontrollen ausserhalb vun de Spëtzestonne gemaach ginn – dat ass natierlech net ëmmer méiglech –, zu engem Moment, wou am Betrib dann och manner intensiv geschafft gëtt.

Anstatt ëmmer generaliséiert Kontrollen ze maachen, gëtt och versicht, d'Inspektiounen nëmmen op Matièren ze limitéieren, wou d'berufflech Risiken am héchste sinn oder d'Vulnerabilitéit vum Salarié am gréissten ass. Bei senge Kontrollen, laut de Prozeduren, setzt d'ITM och Checklëschten an, fir esou d'Inspektiounen ze beschleunegen an och d'Betriber dann esou mann wéi méiglech kënnen ze perturbéieren. Zousätzlech ginn d'Agente vun der ITM speziell geschuult, fir déi Kontrollen esou effikass an effizient wéi méiglech ze maachen.

D'ITM organiséiert och reegelméisseg Formatioune mat deenen entspriechenden Organismen oder Organismes de formation an Informatiounsversammlunge mat de Partner oder mat de Partenaires sociaux – dat ass souwuel fir d'Betriber wéi awer och fir d'Salariéen –, fir hinnen esou ze hëllefen, déi gesetzlech Ufuerderungen an Aarbechtsinspektiounsprozedure besser ze verstoen an hire jeeweilegen Obligatioune gerecht ze ginn.

Dann op Är zweet Fro: Am Kader vun der Preventioun hëlt d'ITM follgend Moossnamen, déi d'Betriber derbäi ënnerstëtzen, sech konform ze setzen, fir esou de Réckgrëff op Sanktiounen ze evitéieren a gläichzäiteg berufflech Risiken ze vermeiden an d'Rechter vun de Salariéen ze schützen:

D'ITM informéiert a sensibiliséiert éischtens d'Betriber iwwer berufflech Risiken a Preventiounsmëttel. D'ITM hält Formatioune betreffend d'Aarbechtsbedingungen an d'Sécherheet an d'Gesondheet op der Aarbecht, participéiert u Konferenzen an Table-ronden, déi entweeder vun de Betriber selwer oder vun hire Federatioune gefrot ginn oder organiséiert ginn, stellt de Betriber dann och Informatiounsdokumenter zur Verfügung, fir hinnen ze hëllefen, an et déi hinnen erméiglechen, d'gesetzlech Obligatiounen a gutt Praktiken a punkto Preventioun besser ze verstoen.

Zweetens: D'ITM organiséiert Sensibilisatiounscampagnen iwwer spezifesch Theeme betreffend d'Aarbechtsbedingungen an d'Sécherheet an d'Gesondheet op der Aarbecht.

An drëttens: D'ITM bitt den Employeuren, awer och de Salariéen, technesch a juristesch Berodungen un, fir dass d'Reegele betreffend d'Aarbechtsbedéngungen an d'Sécherheet an d'Gesondheet op der Aarbecht richteg ëmgesat kënne ginn. Am Kader vun de Kontrolle vun der ITM kréien d'Employeuren an d'Salariéë spezifesch Moossname proposéiert, fir d'berufflech Risike kënnen ze reduzéieren. Dann, d'ITM encourageiert natierlech d'Betriber, gutt Gesondheets- a Sécherheetspraktiken unzehuelen, dacks no Beispiller vun effikasse Moossnamen, déi och vun aneren Entreprisen agefouert goufen. D'ITM bitt dann och de Betriber individuell Consultatiounen a Berodungsvisitten un, fir hinnen ze hëllefen, Preventiounsmoossnamen ze identifizéieren an ëmzesetzen, déi un hir spezifesch Besoinen ugepasst ginn.

Dann op Är drëtt Fro: Genau sou ass d'Gesetzbuch natierlech opgebaut. Am Kader vun de Kontrolle vun der ITM ginn d'Betriber ëmmer fir d'éischt op Feeler higewisen, fir sech zäitno dann och an d'Konformitéit ze setzen. Am Fall, wou Infraktiounen iwwert d'Reegele betreffend d'Aarbechtsbedéngungen an d'Sécherheet an d'Gesondheet op der Aarbecht constatéiert ginn, gëtt de Betrib per Bréif opgefuerdert, seng Situatioun innerhalb vun engem gewëssenen Delai ze regulariséieren. Am Prinzipp gëtt en Delai vu 15 Deeg fixéiert, mee falls et néideg ass, kann dësen Delai op Demande vum Employeur och verlängert ginn.

Et si just d'Employeuren, déi net op d'Uerdere vun der ITM reagéiert hu respektiv sech guer net oder net integral regulariséiert hunn, déi eng Geldstrof dann och kréien. Et ass – an dat ass ganz, ganz wichteg; ech mengen, et ass och wichteg, datt ech dat hei nach eng Kéier ka soen – just am Kader vun der Beschäftegung vun Net-EU-Bierger ouni Openthaltstitel an/oder Aarbechtserlabnis, déi vum Ministère des Affaires intérieures ausgestallt ginn, wou d'ITM duerch d'Gesetz gezwongen ass, direkt eng Geldstrof ze ginn, ouni dass de Betrib eng Méiglechkeet huet, fir sech kënnen ze regulariséieren. An der Matière ass et och esou, dass d'Geldstrof pro Net-EU-Bierger op 10.000 Euro am Gesetz fixéiert ass.

Dat war och eng Opfuerderung vun der EU, dass dat méi dissuasiv sollt ginn. Als Beispill: A Frankräich ass den Taux 30.000 Euro pro Salarié, deen do erwëscht gëtt. Hei ass en 10.000 an do gëtt et och, wéi et och heiansdo dobausse gesot gëtt, keng Forschett. 10.000 ass d'Geldstrof an et gëtt keng Forschett zwëschent – ech soen elo – 250 an 10.000, et gëtt just een Tariff.

Dann op Är nächste Fro: Am Koalitiounsaccord steet, dass d'Regierung d'Missioune vun der ITM wäert nei definéieren. Dat hunn ech virdru scho gesot. D'Roll vun der ITM soll am Kader vun der Preventioun an der Ënnerstëtzung vun de Betriber gestäerkt ginn. An dëser Hisiicht ass et wichteg, ze wëssen, dass d'Missioune vun der ITM internationale Reegelen ënnerleien, déi an der Konventioun Nummer 81 vun der internationaler Aarbechtsorganisatioun stinn.

Um europäeschen Niveau musse Lëtzebuerg an d'ITM verschidden Direktiven iwwert d'Aarbechtskonditiounen an d'Sécherheet an d'Gesondheet op der Aarbecht ëmsetzen an natierlech och respektéieren. An am Kader vun der Beruffssécherheet an der Gesondheet sinn d'EU-Memberstaaten duerch den Traité ugehalen oder opgefuerdert, eng national Strategie ëmzesetzen an och ze applizéieren. Dës national Strategie gëtt normalerweis duerch d'Aarbechtsinspektiounen an de verschiddene Memberstaaten opgesat.

Fir d'ITM am Kader vun der Preventioun ze stäerken, brauch ee méi wéi nëmmen eng nei Sensibilisatiounscampagne. Et geet éischter drëms, eng richteg Preventiounskultur opzebauen. Wat den organisatoreschen Impakt ugeet, muss e Preventiounsservice bei der ITM geschafe ginn, dee sech ganz geziilt ëm d'Betriber bekëmmert, fir hinnen ze hëllefen an hinnen ze erméiglechen, gesetzlech Obligatiounen a gutt Praktiken a punkto Preventioun besser ze verstoen.

D'Promotioun vun der Preventioun vu Beruffsrisiken erfuerdert eng déifgräifend Ännerung vun der Kultur a vun de Praktike vun der ITM. Dës Ännerung implizéiert net nëmmen d'Sensibiliséierung vun de Mataarbechter vun der ITM iwwer Preventiounsmesüren, mee bréngt och mat sech, dass d'Mataarbechter vun der ITM esou mussen ausgebilt ginn, dass se eng proaktiv Preventiounsapproche am Kader vun hiren Inspektiounen a Berodungsaktivitéiten adoptéieren.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Dann huet d'Madamm Cahen d'Méiglechkeet, eng Zousazfro ze stellen. An Dir hutt nach eng Minutt Zäit, Madamm Cahen.

Mme Corinne Cahen (DP) | Jo, villmools merci un den Här Minister. Ech mengen, dat mat der Geldstrof, dass déi just erfält, wann ee sech net conforméiert huet, dat kënnt mir ëmmer aneschters zu Oueren. Ech wär frou, wann Der Iech do nach eng Kéier kéint renseignéieren oder dat nach eng Kéier kéint der ITM weidersoen.

Ech sinn awer ganz frou, ze héieren, dass d'Preventioun an d'Sensibilisatioun ganz wichteg Sujete sinn an och dass juristesch an technesch Berodunge stattfannen. Ech mengen, dat sollt Der da vläicht nach eng Kéier kucken, mat der ITM zesummen, dat och un d'Betriber ze kommunikéieren, well et an hirem Interêt och ass, fir dass se sech do och berode loossen a kucken, ob se konform sinn. Ech mengen, dat ka jo och eng proaktiv Demarche vum Betrib sinn. An do wär ech ganz frou, wann Der dat nach eng Kéier kéint dann esou mathuelen.

Villmools merci.

M. Georges Mischo, Ministre du Travail | Jo, merci nach eng Kéier fir dës Fro. Et sinn natierlech och schonn an der Vergaangenheet Konferenzen oder Informatiounsversammlunge gelaf, fir verschidde Secteuren op Problemer hinzeweisen. Do kommen dann heiansdo net vill Leit oder just déi, déi sech souwisou schonn un alles halen, déi kommen dann nach eng Kéier lauschteren, an déi, déi sech net drun halen, déi kommen dann net.

Et ass natierlech genau wéi bei den Agent-municipallen, déi Protokolle schreiwen. D'Inspektere vun der ITM gi keng Kamelle verdeelen, sinn natierlech ëmmer oppe fir den Dialog, mee a gewëssene Situatioune kënne se net anescht, wéi ze sanktionéieren.

A wéi gesot, nach eng Kéier en Appell: Ressortissants de pays tiers mussen en Titre de séjour hunn, mussen eng Aarbechtserlabnis hunn – déi mussen déi zwee hunn –, fir kënnen ze schaffen. A wann dat net de Fall ass, da gëtt et leider deier. An dofir nach eng Kéier en Appell, fir déi 10.000 Euro pro Kapp ze evitéieren, dass ee sech do och bei der ITM erkundegt oder urifft, och emol eng Kéier nofreet, anstatt dass een einfach de Risiko ageet oder mengt, et wier ee richteg. Da soll een do bei der ITM nofroen. Dat ass eng vu mengen Administratiounen, zu deenen ech 100 % stinn. Jo, si maachen hir Aarbecht. A leider ass et heiansdo och net esou, wéi deen, deen de Protokoll kritt, et deementspriechend och an deem Moment gesäit.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Voilà, merci, Här Minister. Domat wär dann déi Fro ofgeschloss.

3. 8070 – Projet de loi portant modification :
1° du Code du travail ;
2° de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État ;
3° de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux,
en vue de la transposition de la directive (UE) 2019/1152 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 relative à des conditions de travail transparentes et prévisibles dans l'Union européenne

Da kéime mer zum zweete Punkt vum Ordre jour vun haut de Mëtten. Dat ass de Projet de loi 8070, d'Ëmsetze vun enger europäescher Direktiv iwwer transparent a previsibel Aarbechtskonditiounen an der Europäescher Unioun. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht a follgendermoossen opgedeelt: D'Rapportrice huet 10 Minutten Zäit, all Fraktioun an all Sensibilitéit hu 5 Minutten, d'Regierung huet 10 Minutten. Et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madamm Carole Hartmann, den Här Georges Engel, den Här Jeff Engelen, den Här François Bausch, den Här Sven Clement an den Här Marc Baum. An elo huet d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madamm Françoise Kemp, d'Wuert. Madamm Kemp.

Rapport de la Commission du Travail

Mme Françoise Kemp (CSV), rapportrice | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, an engem Aarbechtsmarché, dee sech stänneg entwéckelt, ass et noutwendeg, dass d'Aarbechter vollstänneg iwwert déi essentiel Aarbechtskonditiounen informéiert ginn, deene se ënnerleien.

D'Aarbechtswelt ass am Wandel. D'Aarbecht ass méi global, méi mobill an digital ginn. D'Aarbechtsmobilitéit op engem nationalen an europäeschen Niveau ass an de leschte Joerzéngten aus verschiddene Grënn staark gewuess. D'Aarbechtswelt gëtt ëmmer méi komplex an nei Kompetenze sinn néideg. Wärend et virun dräi Joer üblech war, all Dag op de Büro ze goen, ass et a ville Firmen haut anescht. Wuelbefannen a kierperlech a mental Gesondheet ginn ëmmer méi wichteg.

D'Zil vum Gesetzesprojet 8070 ass et, d'europäesch Direktiv 2019/1152 vum Europäesche Parlament a vun dem Conseil vum 20. Juni 2019 bezüglech den transparenten a previsibelen Aarbechtsbedingungen an der Europäescher Unioun ëmzesetzen. Dës Direktiv gouf zu Göteborg vun der Europäescher Kommissioun no der Proklamatioun vum europäesche Pilier vun de soziale Rechter vun den Institutioune vun der Europäescher Unioun de 17. November 2017 proposéiert.

D'Haaptzil vun der Direktiv ass et also, méi eng transparent a previsibel Beschäftegung ze fërderen, andeems dem Aarbechter säin Zougang zu weesentlechen Informatioune vu sengem Beschäftegungsverhältnis verbessert gëtt an d'Mindestufuerderunge bezüglech sengen Aarbechtsbedéngunge garantéiert ginn. Dës Informatioune solle rechtzäiteg schrëftlech an enger zougänglecher Form geliwwert ginn.

Am Kader vun dësem Gesetzesprojet, deen dës Direktiv ëmsetzt, ass och eng Ausdeenung vu weesentlechen Informatioune fir all Mataarbechter, sief et Léiermeedercher, Léierbouwen, detachéiert Salariéen, Interimssalariéen, Staats- a Gemengebeamten, Employéen, Salariéen, par rapport zu hiren Aarbechtskonditioune souwéi de formelle Konditiounen an Delaien, bannent deenen dës Informatiounen iwwerdroe musse ginn, geplangt.

En Encadrement vun der Längt vun der Proufzäit, déi am Kader vun engem befristete Kontrakt vereinbaart ass, ass och an dësem Projet de loi virgesinn. Des Weidere gëtt d'Mise en place vun effektiven, proportionalen an dissuasive Sanktiounen am Fall vun enger Verletzung vun den nationalen Dispositioune bezüglech de Rechter, déi an der Direktiv virgesi ginn, gereegelt.

De Gesetzesprojet soll verschidde Bestëmmungen op nationalem Niveau reegelen, wéi d'Schafe vun der Iwwergangsprozedur a Richtung vu méi sécheren a previsibelen Aarbechtsformen, zum Beispill den Iwwergang op en onbefristeten Aarbechtsvertrag oder e Vollzäit-Aarbechtskontrakt.

Des Weidere gesäit de Projet de loi d'Verallgemengerung vum Prinzipp vun der Accessibilitéit an der Gratuitéit vu Formatioune vir an de Verbuet vun Dispositiounen, déi de Léiermeedercher a Léierbouwen, Salariéen oder Interim-Salariéë verbitt, eng parallell Beschäftegung ze besetzen.

Dëse Gesetzesprojet gouf de 7. September 2022 deposéiert. De 7. Februar 2024 sinn ech Rapportrice genannt ginn.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Aarbechtskommissioun krut zu dësem Gesetzesprojet 4 Avisen an 2 Avis complémentaires. De Gesetzesprojet gouf geännert duerch en Amendement gouvernemental vum 20. Mäerz 2023. D'Zil ass et, déi modifizéiert Dispositioune vum modifizéierte Gesetz vum 9. November 1990, wat d'Schafe vun engem ëffentleche maritimme lëtzebuergesche Register ugeet, ze sträichen. Et gouf virgesinn, datt d'Bestëmmunge betreffend d'Mindestsécherheets- a Gesondheetsvirschrëfte vun de Séifuerer ännert d'Kompetenz vum Wirtschaftsministère falen a se ginn net an dësem Gesetzesprojet behandelt.

De Staatsrot hat a sengem Avis vum 24. Oktober 2023 21 Opposition-formellë festgehalen. Dës formell Oppositioune sanktionéieren eng onvollstänneg oder net konform Transpositioun vun der Direktiv, souwéi d'Netkonformitéit mam Artikel 19 vun der Verfassung. D'Aarbechtskommissioun huet decidéiert, den Observatioune vum Staatsrot ze follegen an huet eng Serie vu parlamentareschen Ännerungen de 15. Mäerz 2024 ugeholl. Am Avis complémentaire vum 21. Mee hieft de Conseil d'État d'Opposition-formellen op.

D'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics ass mam Projet de loi averstanen, mee huet e puer praktesch Prezisioune gefrot a Bezuch op d'Iwwermëttelunge vun Informatiounen a Relatioun mat den Aarbechtsbedéngungen.

D'Chambre de Commerce huet zesumme mat der Chambre des Métiers en Avis de 6. Mäerz 2023 formuléiert an en Avis complémentaire de 26. Abrëll. Allgemeng bedaueren déi zwou Beruffskummeren e gewëssene Manktum u Lisibilitéit bei der Ëmsetzung vun der Direktiv. Am Avis complémentaire vum 26. Abrëll approuvéieren d'Chambre de Commerce an d'Chambre des Métiers d'Amendementer, déi gemaach gi sinn.

Am Avis vun der Chambre des Salariés vum 20. Oktober 2022 huet si e puer Zweifel un der neier Dispositioun geäussert. Fir weider Detailer verweisen ech op mäi schrëftleche Rapport an déi verschidden Avisen, déi virleien.

Allgemeng huet all Aarbechter e Recht op Aarbechtskonditiounen, déi seng Gesondheet, seng Aarbecht, seng Sécherheet a seng Dignitéit genausou wéi eng Limitatioun vun der maximaler Aarbechtsdauer, Rouperioden an e Recht op eng järlech Period vu bezueltem Congé respektéieren.

Ech ginn domadder den Accord vu menger Fraktioun a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen der Rapportrice villmools Merci fir hire schrëftlechen a fir hire mëndleche Rapport.

Déi éischt ageschriwwe Riednerin ass déi honorabel Madamm Carole Hartmann. Madamm Hartmann.

Discussion générale

Mme Carole Hartmann (DP) | Merci, Här President. Transparenz a Previsibilitéit si ganz wichteg an dem Aarbechtsverhältnis, wat d'Aarbechtskonditiounen ugeet vun den eenzelnen Employéen. Hei ass et awer och esou, an dat wëll ech ënnersträichen, dass duerch déi nei Reegelungen och eng Rei nei Chargen op d'Employeuren duerkommen an awer och op d'Privatstéit, well et ass nämlech esou: Och an engem Travail domestique mussen déi Reegelen hei agehale ginn – dat ass eppes, iwwert dat mer och an der Kommissioun geschwat haten –, soudass et fir ganz kleng Betriber an och fir Ménage-privéen trotzdeem eng gewësse Charge supplémentaire ass, déi hei muss agehale ginn.

An et muss een, mengen ech, awer och do eng wichteg Informatiounscampagne maachen. Par rapport zu deenen ass et vläicht fir grouss Betriber méi einfach, déi heite Saachen ëmzesetzen, well een och déi néideg Manpower huet, fir et ze maachen. Et ass wichteg, dass hei elo déi néideg Informatiounen um Terrain ukommen, och bei de Privatstéit, fir dass déi heiten nei Reegelen och kënnen ëmgesat ginn. Dat ass dat eent.

An dat anert, dat ass, dass, och wa mer hei zousätzlech Chargë schafe fir d'Entreprisen, wat d'Aarbechtskonditiounen ugeet, déi ganz, ganz wichteg sinn, mir da parallell awer och weider un der Simplification administrative musse schaffen. Well et kommen zousätzlech Chargen op d'Betriber duer, an do musse mer och kucken, wéi mer et hinnen awer vläicht méiglech maachen, dat een oder dat anert och méi vereinfacht kënnen ëmzesetzen.

Ech ginn den Accord vun der Demokratescher Partei zu dësem Projet.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Hartmann. Dann huet den Här Georges Engel d'Wuert.

M. Georges Engel (LSAP) | Jo, merci, Här President, fir d'Wuert. Hei ass e Projet de loi, do geet et ëm d'Transparenz vun den Aarbechtskonditiounen, a wat déi méi transparent sinn, wat se besser si fir de Salarié, awer och fir den Employeur. Un homme averti en vaut deux! An et ass wichteg, dass mer esou e Projet, wou et méi kloer ass, wou et méi transparent ass, wat d'Aarbechtsformen ugeet, hei stëmmen.

Ech flichten der Madamm Hartmann bäi, dass do natierlech och muss eng Informatiounscampagne kommen, och fir d'Patronen, och déi kleng Patronen, fir datt se wëssen, op wat se sech aloossen, wat se mussen an deen Aarbechtskontrakt schreiwen, an iwwerhaapt, wat d'Transparenz vun den Aarbechtskonditiounen ugeet.

Et ass, wéi gesot, eng europäesch Direktiv. De Gesetzesprojet gouf de 7. September 2022 – wat e schéinen Dag – deponéiert. An e läit mir och wierklech ganz staark um Häerz, well en awer eng Verbesserung fir d'Salariéen ass. An eng Rei parlamentaresch Amendementer, déi nom Avis vum Staatsrot koumen, hu gemaach, dass mer en net an der leschter Legislaturperiod konnte stëmmen.

Hei ginn, wéi gesot, eng ganz Rei vu gudde Saachen, déi an dësem Projet stinn, encadréiert, wéi d'Dauer vun der Proufzäit. En huet och Sanktioune virgesinn, wa géint déi Direktiven hei verstousst gëtt. E féiert och Iwwergangszäiten an, wat zu méi sécheren a méi previsibelen Aarbechtsforme féiert. An dann ass och de Prinzipp vun der Accessibilitéit a vun der Gratuitéit vun de Formatiounen hei ofgeséchert. Dat sinn alles wichteg Saachen, déi zu méi Transparenz féieren. An dofir ginn ech hei och den Accord vun der LSAP.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Engel. Dann ass et elo um Här Engelen.

(Hilarité)

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President. Et geet hei ëm d'Ëmsetzung vun enger EU-Direktiv. Ech mengen, déi ass noutwendeg. Mir mussen all wëssen, datt mer haut an enger verännerter Aarbechtswelt liewen. Duerfir musse mer och permanent d'Aarbechtskontrakter der Zäit upassen. Do komme mer mat de Joren net derlaanscht.

Mee erlaabt mer, nach vläicht eppes Generelles ze soen. Ech wëll aus dem Avis vun der Chambre des Salariés e puer Punkten erausgräifen. Ganz zum Schluss weist si drop hin a bedauert de Retard vum Gesetz – et ass jo ëmmerhin an der EU-Direktiv schonn 2019 op de Wee bruecht ginn – an datt et elo eréischt realiséiert gëtt. Si bedauert och, datt keen Dialog war mat de Sozialpartner. Ech mengen, dat kéint ee jo awer verbessere mat de Joren. A si huet och Bedenken, wat d'Aarbechtsplaz oder -rhythmen ugeet an haaptsächlech och nach, wat den CDI an den CDD ubelaangt.

Mee am Generellen ass et eng Verbesserung vun der Situatioun, an duerfir wäerte mer hei eis Zoustëmmung ginn. Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Engelen. Dann ass et um Här François Bausch.

M. François Bausch (déi gréng) | Merci. Merci och der Madamm Rapportrice fir de Rapport. An ech ginn d'Zoustëmmung vu menger Fraktioun.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bausch. Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech ginn net op de Rapport an, ech ginn éischter e bëssen op d'Form vum Gesetz an an och op d'Delaien. Mir sinn erëm spéit un. Dat heiten ass jo e Gesetz, wou et dës Kéier net de Staatsrot oder d'Chamber waren, déi spéit u waren, mee et war u sech dës Kéier d'Regierung, déi ganz spéit mat hirem Text koum, well den Transpositiounsdelai war schonn iwwerschratt, ass iwwerschratt. A mir sinn elo dat zweetlescht Land, wat dat heiten ëmsetzt.

An ech fannen, grad wann et drëm geet, Aarbechterrechter ze stäerken, datt mer dann net sollten dat lescht Land oder dat zweetlescht Land sinn, mee mir sollten u sech am Peloton de tête sinn, voire, de préférence, souguer an der Echappée, fir dann och zousätzlech dem Sportsminister e bëssen eppes matzeginn.

Et ass ganz oft ugeschwat ginn, datt d'Chamber Zäit brauch, fir Gesetzer anstänneg ze behandelen. An ech mengen, mir wäerte muer nach eng Kéier op déi nämmlecht Debatt zréckkommen. Mee et wär wierklech wichteg, datt hei an Zukunft – an dat ass e bësse

mäi Wonsch un déi nei Regierung, an, Här Minister, ech ginn Iech deen dann haut e bësse mat – d'Feeler vun der Vergaangenheet vläicht net widderholl ginn an datt, grad wann et ëm Ëmsetzunge vun Texter geet, déi Texter méi séier an d'Chamber kommen, soudatt dann och d'Chamber an de Staatsrot déi néideg Zäit hunn, fir eng gutt Aarbecht op deene Gesetzer ze maachen.

Zum Contenu awer vum Gesetz: Et ass e Beräich, an deem bis elo relativ wéineg legiferéiert gouf, an dobäi ass et awer wichteg, datt mer hei méi harmoniséieren. Domat menge mir net, datt all Land déi selwecht Montanten an déi selwecht Delaie soll aféieren. Nee, mir sinn der Meenung, datt dës Direktiv e Minimum u Rechter fir d'Aarbechter an d'Aarbechterinnen an d'Apprentien an der EU sécherstelle muss.

Ee Beispill sinn d'Formatiounen, déi se maache mussen, fir hire Beruff auszeüben. Elo ass et wichteg, datt hei festgehale gëtt – an dat wëll ech wierklech eng Kéier begréissen –, datt déi als Aarbechtszäit ze consideréiere sinn an net einfach esou niewebäi onbezuelt kënne lafen.

An dann, dat, wou mer och méi, mengen ech, driwwer geschwat hunn a wou och an der Ëffentlechkeet vill driwwer geschwat gouf, dat ass déi Fro vum Recht, fir vum CDD an en CDI ze wiesselen. Et ass e Recht, dat ze froen, et ass awer keng Obligatioun fir de Patron, fir deem Rechnung ze droen. Also, dat ass, mengen ech, och ganz wichteg ze soen. Et ass awer wichteg, datt mer hei d'Leit nach eng Kéier sensibiliséieren, datt se dat Recht hunn, fir no sechs Méint an engem CDD an Zukunft en CDI ze froen. Well dat gëtt de Leit eng zousätzlech Sécherheet, a wann de Patron mat hinnen zefridden ass, da steet deem normalerweis jo och näischt am Wee.

An da muss ech der Madamm Hartmann och absolutt Recht ginn: Dat heite schaaft nei administrativ Aarbecht fir d'Betriber, an do ass et wichteg, datt mer déi Betriber elo gutt encadréieren, hinne wierklech och gutt zur Hand ginn, hinne weisen, wou se Hëllefe kënne fanne respektiv och wéi se esou einfach wéi méiglech dat Gesetz kënnen ëmsetzen, an datt mer dat dann haaptsächlech och bei der ITM a bei staatlechen Acteuren usidelen an net erëm un d'Betriber oder un hir Selbstverwaltung ofginn, soudatt se awer schlussendlech dat selwer bezuele mussen.

Dat gesot, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här President, ginn ech den Accord vun eise Piraten fir dëse Projet. An ech géif mer wënschen, datt mer an Zukunft déi Texter méi séier géife kréien an datt, wann et administrativ Erschwéierunge gëtt fir d'Betriber, mer gläichzäiteg och iergendwéi e Wee fannen, fir net nëmmen iwwer administrativ Vereinfachungen ze schwätzen, mee se och tatsächlech en oeuvre ze setzen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Ganz gutt!

Une autre voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. A leschten ageschriwwene Riedner ass den Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Dëst Gesetz kritt och d'Zoustëmmung vun eise Lénken.

(Hilarité)

Mee ech mengen, et kann een awer zwou Saachen nach dozou soen. Dat Éischt ass, datt effektiv – an den Här Engelen huet et erwäänt – den Datum, wou déi Direktiv hätt sollen ëmgesat ginn, schonn zwee Joer hier ass an datt do an der Vergaangenheet dann awer net mat deem Nodrock geschafft ginn ass, wéi dat eventuell hätt misse sinn, an och datt effektiv, wéi d'Salariatskummer och zu Recht bedauert, den Dialog mat de Sozialpartner en amont vun der Redaktioun net an deem Mooss gesicht ginn ass.

Et ass eigentlech keng grouss Revolutioun, deen heiten Text. Verschidde Saache gi preziséiert, verschidde Saache gi méi transparent gemaach. An dat ass am Interêt vum Salarié, an dat ass natierlech och am Interêt, mengen ech, vum Betrib, well d'Previsibilitéit generell an d'Luucht gesat gëtt. An dat sinn eenzel Detailer, déi duerchaus wichteg sinn an déi gutt sinn, firwat mer et och matstëmmen.

Et ass virdrun esou vill vu Chargë geschwat ginn, déi op d'Betriber duerkomme mat dësem Text. Ech muss Iech awer éierlech soen: Et si punktuell Adaptatiounen! Et ass an Zukunft esou, datt Aarbechtskontrakter e bëssen anescht mussen ausgesinn. Ech mengen net, datt dat Chargë sinn, déi elo esou deier wieren oder esou géifen an d'Gewiicht falen, datt d'Betriber finanziell dorënner leide géifen.

Ech mengen awer, an do sinn ech mat derbäi, datt effektiv eng Informatiounscampagne muss gemaach ginn, datt d'Betriber mussen informéiert ginn, datt ab elo verschidde Saachen och méi kloer mussen an den Aarbechtskontrakter stoen. An do vertrauen ech awer och op den Aarbechtsministère, datt dee mat de Betriber deen dote Kontakt an déi Kommunikatioun sicht.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum.

Dann huet elo eis Regierung d'Wuert. Här Aarbechtsminister.

Prise de position du Gouvernement

M. Georges Mischo, Ministre du Travail | Merci, Här President. Ier ech ufänken, wollt ech awer och emol begréissen, dass eis potenziell Nofollgerinnen an Nofollger op der Tribün sinn, déi dann emol gesinn, wéi mir schaffen. A voilà, dat ass ganz flott. Déi Transpositioun, déi beträfft dann och vläicht si eng Kéier an Zukunft. Mee ech fannen et ganz sympathesch, dass esou Exkursiounen organiséiert ginn. Voilà.

Merci der Rapportrice fir hiren exzellente mëndlechen a schrëftleche Rapport. Awer och merci der Chamber fir déi breet Zoustëmmung zu dësem Projet de loi. Erlaabt mer awer trotzdeem, nach eemol op de But vun dësem Projet de loi, deen eis haut virläit, anzegoen an e puer Detailer zu deem zukünftege Gesetzestext nach eemol ze ënnersträichen.

Wéi Dir alleguerte wësst, transposéiert dëse Projet de loi, deen am September 2022 deposéiert ginn ass, d'Directive relative à des conditions de travail transparentes et prévisibles dans l'Union européenne. Wéi de Numm et scho seet, ass d'Haaptzil vun dëser Direktiv, méi transparent a méi previsibel Aarbechtskonditiounen ze promouvéieren. An dat ass natierlech och der Regierung ganz wichteg.

Dëst soll geschéien, andeems d'Memberstaaten deene schaffende Leit e besseren Zougang zu de wichtegsten Informatioune ginn, déi hiert Aarbechtsverhältnis betreffen, hinnen awer och minimal Exigenze betreffend hir Aarbechtskonditioune garantéieren a sécherstellen, dass déi dofir néideg Reegele strikt applizéiert ginn.

Nom Depot am September 2022 hunn, wéi ech scho gesot hunn, d'Chambre-professionellen hir Avisen am Oktober 2022 an am Määerz 2023 ofginn. Am Määerz 2023 ass och en Amendement gouvernemental deposéiert ginn, nodeems de Staatsrot constatéiert hat, dass deen Deel vum Projet, dee vum Commissariat aux affaires maritimes virbereet gi war an deen och vun der Direktiv betraff ass, Dispositioune sollt änneren, déi selwer nach net en vigueur waren, well de concernéierte Projet de loi mat der Nummer 7329 nach an der Prozedur war.

Am Oktober 2023 huet de Staatsrot du säin Avis zum Text ofginn, soudass d'Vue vun der Regierung amendéiert ginn ass. An deem Avis huet déi héich Kierperschaft eng ganz Rei Opposition-formellë formuléiert, dat ass virdrun och gesot ginn, op déi mat Amendements parlementaires reagéiert gouf.

Effektiv huet d'Commission du Travail de 15. Määerz 2024 eng Serie Amendementer decidéiert, déi et dem Staatsrot erlaabt hunn, a sengem Avis complémentaire den 21. Mee 2024 all seng formell Oppositiounen opzehiewen, soudass d'Commission du Travail de 5. Juni 2022 hire Projet de rapport adoptéiert huet.

Wéi schonns ugangs gesot an och vun der Madamm Kemp erkläert, transposéiert dëse Projet eng europäesch Direktiv, an zwar d'Direktiv vum 20. Juni 2019 iwwer transparent a previsibel Aarbechtsbedingungen an der Europäescher Unioun. Esou en Text war laang iwwerfälleg, well d'Dispositiounen aus der Direktiv iwwert d'Verflichtung vum Patron, den Aarbechter iwwert d'Konditiounen, déi op de Kontrakt oder d'Aarbechtsbezéiung applikabel sinn, ze informéieren, vun 1991 sinn an definitiv net méi adaptéiert waren, fir d'Aarbechter adequat ze informéieren, vu dass d'Aarbechtswelt sech entre-temps fundamental verännert huet.

No där ganz wichteger Proklamatioun vum europäesche Socle des droits sociaux am November 2017 zu Göteborg a Schweden, déi d'Madamm Kemp an hirer Interventioun vu virdrun och schonn erwäänt huet, huet d'Europäesch Kommissioun dofir hir Propositioun de directive presentéiert, déi schlussendlech 2019 a Kraaft getrueden ass.

Effektiv baséiert dëse wichtegen europäeschen Text, deen hei soll ëmgesat ginn, dann och op de Prinzippie 5 a 7 vum europäesche Pilier, déi sech engersäits op d'Recht vun den Aarbechter op eng gläich a gerecht Behandlung betreffend d'Aarbechtsbedéngunge souwéi den Accès zur Protection sociale an zu der Ausbildung bezéien an anerersäits op d'Recht vun den Aarbechter, iwwer hir Rechter a Flichten informéiert ze ginn, déi aus hirem Aarbechtsverhältnis entstinn, d'Grënn fir hir Entloossung ze kennen, vu räsonabele Kënnegungsfriste kënnen ze profitéieren, Zougang zu effektiven an onparteiesche Mechanisme fir d'Sträitléisungen ze hunn an, am Fall vun ongerechten Entloossungen, en Droit de recours a gegeebenefalls en Urecht op eng gerecht Entschiedegung ze hunn.

Genau an deem État d'esprit ass d'Haaptzil vun der Direktiv, déi mam Projet de loi, iwwert deen Dir haut ofstëmmt, ëmgesat gëtt, eng méi transparent a previsibel Beschäftegung ze férderen. Dëst soll geschéien, andeems den Aarbechter hiren Zougang zu de weesentlechen Informatioune betreffend hiert Beschäftegungsverhältnis verbessert gëtt.

Donieft sollen hinnen d'Mindestufuerderungen, wat hir Aarbechtsbedéngungen ugeet, genausou wéi déi strikt Uwendung vun de betraffenen nationale Reegele garantéiert ginn.

De Projet de loi ass also eent vun de Puzzlestécker vun deem sozialen Europa, wat net nëmmen d'Proklamatioun vum europäesche Socle des droits sociaux ustrieft, mee och déi am Abrëll vu 25 Memberstaaten ënnerschriwwe La Hulpe-Deklaratioun. Där hiert Zil ass et, déi zukünfteg Sozialagenda fir d'Period 2024 bis 2029 virzebereeden an den europäesche Pilier vun de soziale Rechter als Kompass vun der

EU-Sozialpolitick fir déi nächst Joren nei ze bestätegen, wat mir als Lëtzebuerg natierlech staark begréissen.

Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Rechter vun den Aarbechter an engem Aarbechtsmaart, dee sech stänneg entwéckelt, an deem Sënn ze stäerken, gesäit de Projet de loi, wéi scho vun der Madamm Kemp ënnerstrach, notamment vir, dass d'Aarbechter komplett iwwert déi weesentlech Aarbechtsbedingungen, deene se ënnerleien, informéiert sinn an dass dës Informatioune fristgerecht, schrëftlech an an enger zougänglecher Form zur Verfügung gestallt ginn.

Fir d'Ëmsetzung vun der Direktiv proposéiert de Projet de loi eng Modifikatioun vu verschiddene Punkten, net nëmme vum Code du travail, mee och vum ofgeännerte Gesetz vun 1979 iwwert de Statut général du fonctionnaire a vum ofgeännerte Gesetz vum 24. Dezember 1985 iwwert de Statut général des fonctionnaires communaux.

Wéi der sécherlech all wësst, ass dëst néideg, well d'Direktiv sech op all d'Travailleure bezitt, wat natierlech net nëmme Salariés de droit privé sinn, mee och all déi Aarbechter, déi en anere Statut hunn, an dat sinn an eisem Fall natierlech och d'Staatsbeamten an d'Gemengebeamten.

Wéi Der och konnt feststellen, geet et am Projet de loi bei deenen dräi Texter haaptsächlech ëm punktuell Ännerungen an Ajoutten a sechs verschiddenen Domäner:

Éischtens eng Ausdeenung vu weesentlechen Informatioune fir d'Salariéen, d'Apprentien, d'Salariés détachés an intérimaires, d'Staatsbeamten an d'Employés de l'État, d'Gemengebeamten an d'Employé-communalle par rapport zu hiren Aarbechtsbedingunge souwéi déi formell Konditiounen an Delaien, bannent deenen dës Informatioun muss matgedeelt ginn.

Zweetens dann och en Encadrement légal vun der Längt vun der Proufzäit, déi am Kader vun engem zäitlech begrenzte Kontrakt ausgemaach ass.

Drëttens dann d'Mise en place vun effektiven, proportionellen an dissuasive Sanktiounen am Fall vum Verstouss géint national Bestëmmunge betreffend d'Rechter, déi laut Direktiv mussen applizéiert ginn.

Véiertens d'Mise en place vun enger Prozedur, fir en Iwwergang ze schafen zu méi sécheren a méi previsibelen Aarbechtsformen, wéi zum Beispill en Iwwergang zu CDIen a Vollzäitkontrakter.

Fënneftens dann d'Generalisatioun vum Prinzipp vum Accès zu enger gratis Formatioun, déi à charge vum Patron ass, wat gesetzlech, reglementaresch, administrativ, kollektivvertraglech oder via Accord interprofessionnel festgehale gëtt. Dat entsprécht och deem Punkt vum Koalitiounsaccord, wou gesot gëtt, dass Formatioun an den Entreprisë muss a soll encouragéiert ginn.

Sechstens dann de Verbuet vu Bestëmmungen, déi dem Léierbouf oder dem Léiermeedchen, dem Salarié oder dem Salarié intérimaire verbidden, parallell Aarbechtsplazen ze besetzen, a virun allem och de Verbuet vu sougenannten Exklusivitéitsklauselen, déi net duerch berechtegten Interesse gerechtfertegt sinn, déi objektiv verifizéierbar sinn.

Dir Dammen an Dir Hären, d'Opstelle vun Obligatiounen a Verbueter ass awer net genuch. Effektiv, sou wéi d'Rapportrice et scho ganz richteg bemierkt huet, muss d'Netanhale vun dësen neien Dispositiounen natierlech och sanktionéiert ginn. Zum Éischte sinn all Klauselen, déi contraire sinn zu den uewe genannten Elementer, null an ouni Effet.

Da sinn och Geldstrofen an Héicht vun 251 bis 5.000 Euro virgesinn. Si applizéiere sech op all Patron, deen zum Beispill net all gesetzlech virgeschriwwen Informatiounen an de Contrat d'apprentissage oder an de Contrat de travail geschriwwen huet, oder och nach op deen, deen net am virgeschriwwenen Delai op eng Demande vum Salarié reagéiert, dee gefrot huet, fir seng Aarbechtszäit eropzesetzen oder ze verkierzen.

Selbstverständlech ass och an dësem Domän d'ITM zoustänneg, fir ze kontrolléieren, ob déi gesetzlech Bestëmmungen agehale ginn. Am Resümmee kann ech soen, dass dëse Projet de loi fir all déi schaffend Leit hei zu Lëtzebuerg, sief et am Privatsecteur oder beim Staat a bei de Gemengen, ganz däitlech Verbesserunge mat sech bréngt, andeems hir Aarbechtsbedingunge méi previsibel a méi transparent ginn, fir esou hir Positioun ze stäerken, genausou wéi dat vun der Direktiv 2019/1152 virgeschriwwen ass a genausou wéi och dës Regierung dat wëll maachen.

Dann zu de Froen oder de Suggestiounen, déi elo nach vun den Deputéierte komm sinn:

Infoe fir Privatstéit – dat ass, mengen ech, ganz wichteg, well déi vläicht net sou dodra si wéi déi am Secteur. Dass een déi soll informéieren, ass enorm wichteg.

Simplification administrative – absolutt, dat ass jo och eent vun den Haaptstéchwierder am Koalitiounsaccord.

Eng Informatiounscampagne ass, mengen ech, zweemol erwäänt ginn. Déi muss och gemaach ginn, fir dass jiddereen herno weess, u wat e sech ze halen huet.

A jo, de Sportminister weess awer och, dass déi meeschten Echappéeën a leschter Zäit net méi ukommen. Also et soll ee scho kucken, dass een dat an enger normaler Zäit ëmsetzt. Dat hei war elo kee Projet de loi vun der aktueller Regierung, mee d'Ëmsetzung vun der Direktiv soll esou séier wéi méiglech gemaach ginn.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Domat wär dann d'Diskussioun ofgeschloss.

Da komme mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8070. Den Text steet am Document parlementaire 8070[9B].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8070 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Nach e klengen Effort bei de Procuratiounen, da si mer geschwë gutt. Nach e bësschen. Voilà. Domat wär de Vott dann ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmmen, follglech keng Nee-Stëmm a keng Abstentioun. De Projet de loi ass also mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg ugeholl ginn.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert (par M. Laurent Mosar), Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Marc Spautz) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum (par Mme Barbara Agostino), Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen (par M. Gusty Graas), MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. André Bauler), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Guy Arendt) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten (par M. Mars Di Bartolomeo), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser (par M. Fred Keup), Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic (par M. François Bausch), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

4. 8326 – Projet de loi portant sur l'information des représentants légaux des mineurs privés de liberté en vue de la transposition des articles 5, paragraphes 2 à 4, et 10, paragraphe 3, de la directive 2013/48/UE du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2013 relative au droit d'accès à un avocat dans le cadre des procédures pénales et des procédures relatives au mandat d'arrêt européen, au droit d'informer un tiers dès la privation de liberté et au droit des personnes privées de liberté de communiquer avec des tiers et avec les autorités consulaires

Da komme mer zum Projet de loi 8326 iwwert d'Informatiounsrecht vum Rechtsvertrieder vun engem Mannerjäregen, dee verhaft gouf. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an deemno déi selwecht wéi virdru schonn annoncéiert. Et hu sech schonn ageschriwwen: d'Madamm Carole Hartmann, den Här Dan Biancalana, den Här Fred Keup, d'Madamm Sam Tanson, den Här Sven Clement an den Här Marc Baum. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Laurent Zeimet. Här Zeimet.

Rapport de la Commission de la Justice

M. Laurent Zeimet (CSV), rapporteur | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, mam Projet 8326 bessere mir d'Ëmsetzung vun der EU-Direktiv 2013/48 no, déi initial mam Gesetz vum 8. Mäerz 2017 virgeholl gouf. Et geet drëm, op Nodrock vun der Europäescher Kommissioun, ze preziséieren, datt am Fall, wou e Mineur seng Fräiheet entzu kritt am Kader vun enger penaler Prozedur, engem Placement am Kader vum Jugendschutz oder engem europäeschen Haftbefeel, dem Mannerjärege seng legal Vertrieder mussen informéiert ginn.

D'Europäesch Kommissioun huet eng breet Interpretatioun vu penaler Prozedur a versteet dorënner all Prozedur, déi potenziell zu engem Fräiheetsentzuch ka féieren, also och Prozeduren am Kader vun eisem Jugendschutz.

Dir wësst, datt der Chamber d'Projet-de-loien 7991, 7992 an 7994 virleien, déi d'Aféierung vu Prozeduren am Jugendstrofrecht an eng Moderniséierung vum Jugendschutz virgesinn. D'Regierung proposéiert

awer, mat dësem Projet elo punktuell op d'Procédure d'infraction vun der EU-Kommissioun ze reagéieren, fir eis mat der Direktiv 2013/48 konform ze setzen.

Dëse Projet gouf dofir den 12. Oktober – e ganz schéinen Datum – 2023 vun der deemoleger Justizministerin, der Madamm Tanson, hei an der Chamber deposéiert. D'Justizkommissioun huet sech den 21. Dezember 2023 eng éischte Kéier domadder befaasst.

D'Cour supérieure de justice huet an hirem Avis niewent praktesche Verbesserungsvirschléi och eng terminologesch Adaptatioun proposéiert, fir d'penal Prozeduren net ze verkomplizéieren. An engem gemeinsamen Avis vum Parquet général, dem Jugendgeriicht an dem Bezierksgeriicht Lëtzebuerg ass fir d'éischt festgestallt ginn, datt och haut d'Informatioun vun de legale Vertrieder vun engem Mannerjäregen natierlech garantéiert sinn. Si proposéieren och, den ONE duerch déi kompetent Instanz, de SCAS, ze ersetzen. Och de Parquet vun Dikrech huet festgestallt, datt de Projet net am Widdersproch zum Jugendschutz steet.

De Staatsrot huet den initiale Projet mat zwou Oppositions formelles beluecht, éischtens, well de Projet keen Ënnerscheed tëschent temporairen an net temporairë Restriktioune bei der Informatiounsflicht gemaach huet, zweetens, well de Projet eng Restriktioun zur Informatiounsflicht virgesinn huet, déi net an der Direktiv stoung, nämlech de Fall, datt keen Erwuessene konnt erreecht ginn oder bekannt wier. De Staatsrot huet weider Ännerungsvirschléi vu Parquet a Geriichter opgegraff.

D'Justizkommissioun huet den 28. Mäerz 2024 Amendementer ugeholl, déi dem Staatsrot et mam Avis complémentaire vum 21. Mee dëst Joer erlaabt hunn, d'Opposition-formellen opzehiewen.

Den Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher huet déi amendéiert Versioun vum Projet favorabel aviséiert, huet awer weider ënnerstrach, datt de Jugendschutz misst mat den europäeschen an internationale Standarde vun de Kannerrechter konform gesat ginn.

Eis Kommissioun huet den 13. Juni de schrëftleche Rapport ugeholl, op deen ech fir weider Detailer géif verweisen, a mir proposéieren Iech also, den Text, esou wéi en elo virläit, unzehuelen.

Merci fir Är Opmierksamkeet.

Discussion générale

An ech géif dann och profitéieren, fir d'Ënnerstëtzung vun der CSV-Fraktioun zu dësem Projet zouzesoen, a wéilt drun erënneren, datt mer eis als Chamber jo och scho laang mam Jugendschutz beschäftegen. An ech erënnere mech drun, datt scho viru 25 Joer eng Spezialkommissioun an der Chamber ënnert dem Virsëtz vum Lucien Weiler sech mat dëse Froe beschäftegt huet a Konklusioune gezunn huet.

An ech wéilt op dëser Plaz profitéieren, fir dem Lucien Weiler och ze felicitéieren, fir seng nei Aufgab als Bopa a fir och dann am Kader vum Jugendschutz weider kënnen aktiv ze sinn.

Plusieurs voix | O!

Une voix | Très bien!

M. Laurent Zeimet (CSV) | An natierlech, déi Konklusioune sinn ëmmer nach richteg an et gëtt Zäit, datt mer eis weider mat dësem Projet beschäftegen. An ech denken, dat ganzt Haus wäert un dësen Aarbechte weider äerdeg schaffen.

An deem Sënn villmools merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Zeimet, fir Äre schrëftlechen an Äre mëndleche Rapport. An da kéime mer zum Sujet erëm zréck. D'Madamm Carole Hartmann huet d'Wuert.

Mme Carole Hartmann (DP) | Merci, Här President. Ech sinn natierlech frou fir de Bopa an och eisen Deputéiertekolleeg heibannen, deem mer natierlech alleguerte ganz häerzlech felicitéieren.

Dat heiten ass elo en Deel vu Garanties procédurales, déi och Mineure mussen hunn, wa se an engem strofrechtleche Verfare sinn. Mir hunn, och wa scho vill Aarbechten an deene leschte 25 Joer gemaach gi sinn, awer als Land e gewëssene Réckstand, wat d'Rechter vun de Mineuren ugeet. Mir sinn do net op all Niveau konform mat der Convention internationale des droits des mineurs. An duerfir ass et ganz, ganz wichteg, niewent deem heiten Text och déi aner Reform vun dem Droit pénal des mineurs weiderzeféieren, well mer awer doduerch, dass mer aktuell nëmmen d'Dispositioune vun der Protection des mineurs hunn, eigentlech haut net fir d'Mineuren hei zu Lëtzebuerg déi selwecht Garantie-procédurallen hunn, wéi se scho fir Majeure bestinn.

Dat ass eng Lacune, déi mer hunn, déi mer onbedéngt musse behiewen. An dofir géif ech vläicht d'Justizministesch froen, wou mer dru sinn. Ech mengen, dat ass e ganz komplexe Projet de loi oder eng ganz komplex Serie u Projet-de-loien, déi mer hunn, fir d'Jugendstrofrecht anzeféieren an och d'Protection de la jeunesse ofzeänneren. Mee dat ass awer e ganz, ganz wichtege Projet de loi.

Hei ass elo en Deel vun de Garanties procédurales. An deem Cadre légal, dee méi breet ass, deen en cours ass, musse mer vill, vill méi Garantie-procédurallе fir Mineure schafen, well u sech sinn ech der Meenung, dass e Mineur eigentlech méi Garantie-procédurallе muss hunn am Kader vun engem strofrechtleche Verfaren, wéi dat bei Majeuren ass, well e Mineur ass d'office eng Persoun, déi méi vulnerabel ass wéi e Majeur.

Duerfir ass et ganz, ganz wichteg, dass mer déi Reform virubréngen an onbedéngt och esou séier wéi méiglech zu Enn bréngen. Dëst gesot, ass dat hei natierlech awer e wichtege Schrëtt, eng kleng Transpositioun, déi mer onbedéngt sollte maachen. Duerfir ginn ech den Accord vun der Demokratescher Partei.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Hartmann. Dann ass et um Här Dan Biancalana.

M. Dan Biancalana (LSAP) | Merci, Här President. Ech mengen, et ass wichteg, dass mer haut dëse Punkt vun der Transpositioun vun der Direktiv ëmsetzen, well et geet ëm d'Rechter vun eise jéngste Matbierger am Kader vun enger Prozedur, wou e Fräiheetsentzuch stattfënnt a verschiddene Situatiounen. An ech mengen, et ass och wichteg, dass dann och deementspriechend am Kader vum Jugendschutz déi legal Representanten informéiert ginn – oder en aneren informéiert gëtt, wann dee legale Representant et net sollt sinn. An deem droe mer och hei ganz kloer Rechnung.

Et ass och wichteg, dass een hei am Avis vum OKaJu och ganz kloer seet – an deem gi mer jo och hei no –, dass um Niveau vum Jugendschutzrecht och effektiv europäesch an international Standarde sinn, an déi sollen à jour gehale ginn. An ech mengen, et ass gradesou wichteg, dass an dëser Transpositioun jo och de SCAS festgehale gëtt an net den ONE, wéi et initial virgesi war, well mer an enger Transitiounsphas entre-temps sinn, well mir jo déi dräi Projet-de-loie virleien hunn, engersäits deen iwwert de Jugendschutz, dann deen iwwert den Droit pénal pour mineurs an deen iwwert de Renforcement vun de Rechter vun de Victimmen.

Dofir schléissen ech mech effektiv menger Virriednerin un: Madamm Justizministesch, wou si mer drun am Kader vun deenen dräi Projet-de-loien, och um Niveau vun den Opposition-formellen an och den Amendementen, déi deementspriechend sollte kommen?

Ech mengen, dass dat heiten e wichtege Schratt ass, en attendant, dass déi dräi Projet-de-loien ëmgesat ginn. Dofir gi mir och hei den Accord als LSAP-Fraktioun. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Biancalana. Här Fred Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Ech mengen, et ass elo zimmlech alles dozou gesot. Mir stëmmen als ADR dëse Projet natierlech mat. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Effektiv, dee Projet geet op eng Diskussioun zréck, déi laang Jore mat der Kommissioun ugedauert huet. Déi virviregt Regierung hat déi Direktiv transposéiert. An du war d'Kommissioun der Meenung, dass dat net géif duergoen. Mir hu parallell deemools un dem Jugendschutz an der Jugendstrofrechtreform geschafft an haten am Fong gehofft, dann domat de Problem geléist ze kréien, well an deenen Texter gëtt de Problem nämlech och geléist. Dat war elo leider nach net méiglech.

Duerfir ass dat awer eng ganz gutt Saach, dass iwwert deen heiten Text elo déi Diskussioun ronderëm d'Informatioun vun de Mineuren ass, wat en essenzielle Punkt ass, ...

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler, Président | Hei, wannechgelift e wéineg méi calme! Merci.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | ... wa se an esou enger konfliktueller Situatioun sinn, dass d'Informatioun vun de Representante vun de Mineuren uerdentlech verleeft.

Doriwwer eraus, an duerfir stinn ech och elo hei, huet den OKaJu a sengem Avis eppes opgeworf, wou e gesot huet, an dat ass absolut richteg, dass déi „child-friendly information" ..., dat heescht, net nëmmen d'Informatioun vun de Représentants légaux, mee eeben och eng adaptéiert Informatioun vun de betraffene Mineuren, dass ee sech vläit soll eng Kéier e bëssen e Gesamtbild maachen dovunner, wéi dat fonctionéiert.

An ech sinn immens frou, dass all Fraktioun an all Sensibilité politique och déi Motioun hei matdréit, wou mer eebe froen, dass en Inventaire vun deenen ënnerschiddlechen Dispositioune soll ausgeschafft ginn a gegeebenefalls, wann et noutwendeg ass, nach zoustänneg Ligne-directricë sollen ausgeschafft ginn, fir dass d'Kanner grad an esou ganz schwierege Situatiounen, wou se eeben den Autoritéite vis-à-vis stinn an net onbedéngt wëssen, wat geschitt a wat d'Implikatioune si vun deem, wat hinne grad geschitt, déi richteg Informatioune kréien.

An natierlech – ech schléisse mech do deene Virriedner un, déi dat ënnerstrach hunn – ass et extreem wichteg, dass mer dee globalen Text, déi Reforme vum Jugendschutz, vum Jugendstrofrecht a vun den Affer an Zeie vu Strofdoten, op en Ofschloss kréien. Mir schwätzen oft an der Kommissioun doriwwer.

An der leschter Kommissiounssëtzung, wou ech d'Fro gestallt hat, krute mer gesot, dass bei Iech am Ministère, Madamm Ministesch, d'Amendementer souwäit fäerdeg wären oder op alle Fall virum

Summer kéinte fäerdeg sinn. An eeben do d'Fro: Steet déi Zäitschinn nach ëmmer? Kënne mer virum Summer mat deenen Amendementen zum Jugendstrofrecht rechnen? A gëllt dat dann och fir déi zwee aner Texter, oder op d'mannst fir de Jugendschutztext? Well dat ass wierklech eppes, wou mer scho ganz laang dru schaffen – de Rapporter huet et ënnerstrach – a wou et wichteg ass, dass mer am Interêt vun de Kanner séier zu enger Léisung kommen.

Hei ass d'Motioun.

Motion 1

« relative à l'information des enfants mineurs d'âge en contact avec la police, les autorités judiciaires ou les douanes ainsi que de leurs représentants légaux »

La Chambre des Députés,

considérant

– le vote du projet de loi n° 8326 portant sur l'information des représentants légaux des mineurs privés de liberté en vue de la transposition des articles 5, paragraphes 2 à 4, et 10, paragraphe 3, de la directive 2013/48/UE du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2013 relative au droit d'accès à un avocat dans le cadre des procédures pénales et des procédures relatives au mandat d'arrêt européen, au droit d'informer un tiers dès la privation de liberté et au droit des personnes privées de liberté de communiquer avec des tiers et avec les autorités consulaires ;

– l'avis de l'OKaJu relatif à ce même projet de loi n° 8326 qui rappelle la nécessité de s'orienter aux standards européens et internationaux, notamment les Lignes directrices du Comité des ministres du Conseil de l'Europe sur une justice adaptée aux enfants adoptée le 17 novembre 2010,

invite le Gouvernement

– à réaliser un inventaire ainsi qu'une analyse de l'ensemble des dispositions traitant de circonstances mettant un enfant mineur d'âge en contact avec les autorités publiques tel que la police, les autorités judiciaires ou la douane ;

– à mettre à disposition des lignes directrices appropriées aux fins d'une transmission d'information dite child-friendly, tout comme du matériel d'information nécessaire en langage facile et en communication accessible.

(s.) Sam Tanson, Marc Baum, François Bausch, Dan Biancalana, Sven Clement, Carole Hartmann, Fred Keup, Joëlle Welfring, Laurent Zeimet.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. An dann ass et um nächsten ageschriwwene Riedner, dat ass den Här Sven Clement. Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, dat heiten ass en Text, wou mer jo u sech eng Transpositioun nach eng Kéier upasse ginn, nodeems mer matgedeelt kruten, datt mer en net ganz esou ëmgesat hunn, wéi een dat hätt solle maachen. Ech erënnere mech och, datt dat heiten en Text ass, wou mer e puermol schonn Diskussiounen driwwer haten, wéi déi eenzel Prozeduren oflafen. An duerfir, mengen ech, muss ee wierklech ofwaarden, bis de ganze Package ofgeschloss ass, fir all déi Interaktioune mat deenen eenzelnen Acteuren, esou wéi dat och haut schonn ugeschwat gouf, ze analyséieren an dann ze kucken, ob ee vläicht punktuell awer nach muss nobesseren, grad wat d'Informatiounsflichte respektiv d'Kontaktméiglechkeete sinn, well do gëtt et, mengen ech, nach déi eng oder aner Onkloerheeten oder zumindest Doutten, déi awer kënnen opgeworf ginn.

Dat gesot, gi mir awer eisen Accord, well dat heiten ass e wichtegen Text, e wichtegt Puzzlestéck u sech an där Reform vum Jugendrecht.

A wann ee vu Jugend a vu Mineure schwätzt, da wëll ech awer op dëser Plaz och dervunner profitéieren, fir eisem Kolleeg, dem Charel, alles Guddes ze wënsche fir säin neie Rôle als jonke Papp.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Dann ass d'Wuert fir den Här Marc Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Jo, deene Wënsch kann ech mech just uschléissen. Wat d'Gesetz hei ugeet, effektiv, et ass e klengen Deel vun engem Package, deen nach an der Maach ass respektiv wou och scho länger Zäit driwwer diskutéiert ginn ass. Ech mengen, datt et eng Necessitéit gëtt, fir deen heite besonneschen Deel erauszehuelen, fir dee virzezéien, och eleng schonn nëmmen, well mer eis domadder musse konform setze mat europäeschem Recht. Ech mengen, datt et ganz wichteg ass, datt een d'Rechter vun deene ganz Jonken, vun de Mineuren, ugeet. An duerfir wäerte mir dat hei och matstëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum.

An dann ass elo d'Wuert fir d'Regierung. Madamm Minister.

Prise de position du Gouvernement

Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice | Merci, Här President. Och dem Rapporter e grousse Merci fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport. Dat erlaabt mer, datt ech net méi muss op den Detail agoen.

Wéi gesot, mir behiewen hei eng punktuell Lacune, en attendant, datt mer déi grouss Jugendschutz- a Jugendstrofrechtreform hunn, wou mer natierlech all gehofft haten, datt mer se schonn hätten. Mee wéi der wësst, waren an deem Projet eng ganz Rei Oppositioun-formellen, a mir schaffe ganz intensiv drun, déi ze behiewen. Mir sinn och scho relativ gutt weidergeschratt. Et ass natierlech esou, datt et dräi Texter sinn, déi mussen aneneegräifen. Et sinn, wéi gesot, zwee Texter bei mir am Ministère an een am Ministère de l'Éducation, an déi mussen aneneegräifen, soudatt dat natierlech och eng gewësse Concertatioun virausssetzt. Mee mir schaffe mat Héichdrock un där Reform.

An attendant mengen ech, datt dëse Projet ganz wichteg ass, well mer awer d'Interête vun de Kanner, d'Rechter vun de Kanner, schützen, wa se am Kader vun enger Prozedur engem Fräiheetsentzuch ausgesat sinn, datt se dann awer wéinstens kënnen eng Vertrauenspersoun informéieren. Wéi Der richteg sot, ass effektiv déi Dispositioun hei herno och an deem anere Projet dran, déi wäert iwwerholl ginn.

Ech wollt och nach zwee Wuert just soen zu der Motioun, déi proposéiert ginn ass vun deene Gréngen. Dat ass fir mech an der Rei, wa mer esou en Inventaire maachen. Dat muss een dann natierlech och zesumme maachen, souwuel mam Ministère de l'Intérieur, wat d'Police betrëfft, wéi mam Ministère des Finances, wat d'Douane betrëfft, an dann, le cas échéant, och herno fir d'Lignes directrices mam Conseil national de la justice. Mee ech mengen, datt dat sécher eng wäertvoll Aufgab kéint sinn. A mir musse souwisou, wa mer déi Gesetzer bis stëmmen, och Informatiounscampagnë maachen, fir och d'Leit doriwwer kënnen ze informéieren.

Ech soen Iech op alle Fall villmools Merci fir déi breet Ënnerstëtzung.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister. Domat wär dann d'Diskussioun zu dësem Punkt ofgeschloss.

Da kéime mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8326. Den Text steet am Document parlementaire 8326[8].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8326 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmmen, follglech keng Nee-Stëmm a keng Abstentioun. Dëse Projet de loi ass also eestëmmeg ugeholl ginn.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp (par Mme Stéphanie Weydert), M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert (par M. Félix Eischen), Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Maurice Bauer) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum (par M. Gusty Graas), Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen (par M. André Bauler), MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par Mme Barbara Agostino), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten (par M. Georges Engel), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser (par M. Fred Keup), Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic (par M. François Bausch), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Motion 1

Dann hu mer nach eng Motioun erakritt vun der Madamm Sam Tanson. Wëll d'Madamm Tanson nach Stellung dozou huelen? Dat ass scho gemaach.

Ass nach en aneren, dee wëll dozou d'Wuert huelen?

(Négation)

Dat ass net de Fall.

Kënne mer dës Motioun dann ...

Une voix | Ech hu scho gestëmmt.

M. Claude Wiseler, Président | Dir hutt scho gestëmmt. Ma dat war dann e wéineg fréi, da musst Der et nach eng Kéier maachen.

(Hilarité)

Da ginn ech dervunner aus, datt mer iwwert dës Motioun och kënne mat Handophiewen ofstëmmen.

(Assentiment)

Vote sur la motion 1

Wien ass domadder d'accord?

Ass een do, deen dergéint ass?

Ass een do, dee sech enthält? Dat ass net de Fall.

Dës Motioun ass also eestëmmeg ugeholl.

5. 8350 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 23 décembre 2016 instituant un régime d'aides pour la promotion de la durabilité, de l'utilisation rationnelle de l'énergie et des énergies renouvelables dans le domaine du logement

Da komme mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour. Dat ass de Projet de loi 8350 iwwert d'Verlängerung vu verschiddene Bäihëllefen am Kader vum Klimabonus Wunnen. D'Riedezäit ass hei och nom Basismodell festgeluecht. Deen huet nach ëmmer net geännert. An et si schonn ageschriwwen: den Här Luc Emering, d'Madamm Claire Delcourt, den Här Jeff Engelen, d'Madamm Joëlle Welfring, den Här Ben Polidori an den Här David Wagner. An d'Wuert huet elo de Rapporter, den honorabelen Här Christophe Hansen. Här Hansen.

Rapport de la Commission de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

M. Christophe Hansen (CSV), rapporteur | Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, beim Projet de loi 8350 handelt et sech ëm eng minimal, awer trotzdeem wichteg Ännerung vum ofgeännerte Gesetz vum 23. Dezember 2016, dat e Bäihëllefesystem agefouert huet zur Férderung vun der Nohaltegkeet an der rationaler Notzung vun erneierbaren Energien am Beräich vum Wunnen. Mir schwätze vum Klimabonus Wunnen an deem sougenannten Top-up. An dësen Top-up vum Klimabonus ass Enn Dezember 2023 ausgelaf a gëtt duerch dëse Projet de loi ëm sechs Méint bis Enn Juni 2024 verlängert.

Pour rappel: Deen Top-up gouf no den Tripartitt-Verhandlunge vu September 2022 agefouert, notamment fir d'Inflatioun ze bremsen a fir de Stéit an de Betriber ze hëllefen, fir déi energeetesch Transition ze beschleunigen, notamment duerch energeetesch Renovatiounen an de Switch op erneierbar Energien, fir esou d'Ofhängegkeet vu fossillen Energieträgere bei de Stéit ofzebauen.

Wéinst den ambitiéisen, mee awer och néidege Klima- an Energieziler am PNEC an der Kris am Logement huet d'Regierung decidéiert, den Top-up vum Klimabonus ëm sechs Méint ze verlängeren. Dat war wichteg an och richteg. An dës Ännerunge goufen an eiser Kommissiounssëtzung vum 22. Mee à l'unanimité ugeholl.

Mir kruten och Avise vun der Chambre des Salariés, der Chambre de Commerce, dem Syvicol an natierlech och, wéi et sech gehéiert, vum Staatsrot. All dës Avise ware positiv.

Ech wéilt awer eng kleng Remark vun der Chambre de Commerce ervirsträichen, notamment wat d'Lafzäit vun esou Bäihëllefen ugeet. Aus deem Avis geet notamment ervir, datt een aus Grënn vun der Planungssécherheet esou Mesüren op d'manst iwwer ee Joer soll strecken. A wa se da geännert ginn, soll ee se op d'manst dräi Méint virum Auslafe bezéiungsweis virun den Ännerungen ukënnegen. Dat ass natierlech wichteg, fir datt d'Betriber och déi néideg Stocken opbauen oder och keng Liwwerenkpäss kréien. Dat wier immens wichteg, wann an Zukunft esou Ännerunge géife gemaach ginn.

Här President, dat heite war elo de Rapport vum Projet de loi 8350. Dat ass elo ofgeschloss.

Discussion générale

An ech huelen dann och kuerz Stellung am Numm vun der CSV. De Klimabonus Wunnen soll jo laut dem Minister gréisstendeels onverännert bleiwen, just den Top-up vun der Fotovoltaik soll vun 62,5 % op 50 % erofgoen. A bei de Subventioune vun all deenen anere Programmer, zum Beispill Wärmepompelen, de Sanéierungen et cetera, soll den Top-up bäibehale ginn.

Ech mengen, besonnesch den Abau vu Wärmepompelen ass fir eis energeetesch Transitioun vun entscheedender Bedeitung. An dat ass och eng zentral Moossnam an eisem Energie- a Klimaplang, zu deem sech ons Regierung laut dem Koalitiounsofkommes jo och ganz kloer bekennt an un dee se sech och hale wäert.

An dat selwecht gëllt natierlech och fir déi energeetesch Sanéierung vun den Haiser. Dat ass dee Beräich, wou Lëtzebuerg am meeschte Potenzial huet, fir méi energieeffizient ze ginn, wa mer wëlle bis op déi 40 bis 44 % Effizienz bis 2030 kommen, déi eist Zil sinn. An och dat, mengen ech, gouf vun de Ministere Wilmes an Delles an eiser Jointe Ekonomie an Environnement och ganz kloer nach eng Kéier ënnerstrach.

Dir Dammen an Dir Hären, hei handelt et sech natierlech ëm eppes, wat wichteg ass, aktuell fir eis Generatioun, mee awer och fir déi zukünfteg Generatiounen.

An ech géif mech do dem Här Zeimet uschléissen: Déi nei Generatioune sinn ukomm an ech géif och gär dem Kolleeg Charel Weiler a senger Fra Cathy ganz häerzlech zur Gebuert vun hirem Bouf, dem Noé, felicitéieren.

An dat gesot, soen ech Iech Merci, an am Numm vun der CSV ginn ech eisen Accord zu dësem Projet de loi. Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen Iech Merci fir de mëndlechen an de schrëftleche Rapport. Ech mengen, déi Wënsch, déi sinn elo geschwënn ukomm douewen.

(Interruption)

An dann ass deen nächsten ageschriwwene Riedner den Här Luc Emering. Här Emering, Dir hutt d'Wuert.

M. Luc Emering (DP) | Merci fir d'Wuert, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, mir stëmmen haut iwwert d'modifizéiert Gesetz vum 23. Dezember 2016 iwwert de Regimm vun Aidë fir d'Promotioun vun der Nohaltegkeet, der rationeller Benotzung vun der Energie an den erneierbaren Energien am Beräich vum Logement of. Wéi de Christophe Hansen gesot huet, gëtt dat Ganzt ëm sechs Méint verlängert, vum Dezember 2023 bis elo Enn Juni 2024.

Well et bei der energeetescher Effizienz vun eisen Haiser nach grouss Efforte brauch, ass et wichteg, dass mir weider eng finanziell Ënnerstëtzung gi fir d'energeetesch Renovatioun vu Wunnhaiser, d'Installatioun vun enger Fotovoltaikinstallatioun, d'Promouvéiere vun der Autoconsommatioun bei PV-Anlage bis 30 kW an de Remplacement vun enger Chaudière, déi mat fossillem Brennstoff alimentéiert gëtt, oder enger elektrescher Heizung duerch eng méi nohalteg an energieeffizient Alternativ, wéi zum Beispill d'Wärmepompelen.

Dir Dammen an Dir Hären, d'DP begréisst, dass scho vill Efforte gemaach goufe vu staatlecher Säit, fir d'Demandë vun de Subside méi séier ze traitéieren. Och hei bleift awer nach vill ze dinn. Leit, déi investéieren an d'energeetesch Sanéierung vun hire Wunnhaiser, léine ganz oft vill Sue bei de Banke mat héijen Zënsen a sinn drop ugewisen, dass déi Aidë séier an onkomplizéiert ausbezuelt ginn, well dës ganz einfach vun Ufank un an d'Rentabilitéitsberechnunge mat agefloss sinn, an et deemno d'Leit a finanziell Schwieregkeete bréngt, wann et, wéi an der Vergaangenheet, immens laang dauert, bis déi Sue bei de Leit um Kont ukommen.

Eleng dëst Joer wäerten 2,5 Milliarden Euro an d'Ëmsetzung vum nationalen Energie- a Klimaplang fléissen. Dat ass esou vill wéi nach ni virdrun.

E weidert wichtegt Element ass, dass den Energieminister Lex Delles dru schafft, e Prefinanzement fir d'Klimabäihëllefen anzeféieren. An enger éischter Phas wäert dësen d'nächst Joer fir d'Fotovoltaikanlage kommen.

Dir Dammen an Dir Hären, mir stinn als DP hannert dësem Gesetzesprojet. Dës Mesüren droen derzou bäi, dass jidderee soll d'Méiglechkeet kréien, an engem klimafrëndlechen an energiespuersame Logement ze wunnen.

Ech soen Iech alleguerte Merci fir d'Nolauschteren. Ech soen awer och dem Rapporter villmools Merci fir seng zwee Rapporten, souwuel säi schrëftleche wéi säi mëndlechen, a ginn heimat den Accord vu menger Fraktioun. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Emering. An den nächste Riedner ass d'Madamm Claire Delcourt.

Mme Claire Delcourt (LSAP) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wéi déi nei Regierung ugangs des Joers decidéiert huet, de sougenannten Top-up beim Klimabonus Wunnen bis Enn Juni ze verlängeren, well si sech Zäit wollt ginn, fir de bestoende Regimm ze analyséieren an eventuell och ze iwwerschaffen, hu mir dat gutt fonnt. Et ass och effektiv ganz normal a wichteg, dass d'Leit sech net all dräi Méint un en neie Regimm mussen, jo, upassen an duerno och net méi wëssen, wellech Bäihëllefe se zegutt hunn a wellech net. D'LSAP wäert dëse Projet de loi also och matstëmmen.

Kee Versteesdemech hu mer awer fir d'Virgeeënsweis vun der Regierung. Et konnt ee relativ fréi Zweifel drun hunn, ob déi sechs Méint géifen duergoen, fir en neie Regimm en place ze setzen. An deem Sënn hat d'LSAP Enn Abrëll eng Motioun vun de Piraten ënnerstëtzt, fir genau déi Delaien an deem Projet de loi ze verlängeren. Déi Motioun gouf vun der Majoritéit awer ofgeleent, dëst mam Argument, dass d'Regierung sécher matzäit kéint en iwwerschafftene Subsideregimm virleeën.

Dëse Projet de loi gouf elo den 8. Mee an der Kommissioun diskutéiert. Och zu deem Zäitpunkt gouf et nach keng Äntwert op d'Fro, wéi et nom 30. Juni sollt weidergoen. Trotzdeem gouf et e klore Refus, fir den Delai fir déi méi héich Subsiden ze verlängeren.

Wéi mer dann elo de Rapport den 22. Mee ugeholl hunn, war eisen Informatiounsstand nach ëmmer dee selwechten. Grouss Iwwerraschung: Dräi Woche méi spéit koum de Premierminister am Detail deen neie Klimabonusregimm virstellen, deen ab dem 1. Oktober dëst Joer soll gëllen. Ob den Ëmweltminister frëndlecherweis dem Premier d'Freed wollt loossen, fir dës Nouvelle ze annoncéieren, oder ob d'Regierung sech bis op de leschte Stëppel awer net sécher war, wouhin d'Rees sollt goen, sief dohigestallt.

Mee spannend ass d'Fro, wat elo tëschent dem 1. Juli an dem 30. September passéiert. Dozou sot de Premier – an ech zitéieren –: „Bis dohinner wäerten déi aktuell Reegele gëllen, wann d'Chamber domat d'accord ass." Jo, d'Chamber ass domat d'accord – zumindest d'Oppositioun, déi jo eng Verlängerung gefuerdert huet.

Wien awer elo erwaart, dass dëse Projet de loi schnell nach emol amendéiert géif ginn, louch leider falsch.

Dobäi wier et keng grouss Affär gewiescht, mat Amendementer déi Datumer vun deem Projet de loi nach emol unzepassen, an et hätt de Staatsrot och sécherlech elo net eng grouss Aarbecht kascht an et wär och kee groussen Zäitverloscht gewiescht.

Mee neen, mir waarden dann op en neie Projet de loi, deen déi selwecht Bestëmmunge bis Enn September verlängert, an natierlech op de Projet de loi, deen en neie Regimm ab Oktober festleet. Et freet sech just, wéini dat soll gestëmmt ginn, well mir hunn elo nach genau zwou Sëtzungswoche bis den 11. Juli, an da prinzipiell Paus bis den 8. Oktober. Mir riskéieren also, d'Verlängerung vum Top-up ze stëmme fir eng Period, déi schonn ofgelaf ass, dat zu engem Moment, wou schonn en neie Regimm gëllt, fir deen et awer nach keng legal Basis gëtt.

Une voix | Très bien!

Mme Claire Delcourt (LSAP) | Wéi sollen d'Leit dobaussen do nach den Iwwerbléck behalen?

Ganz änlech gesäit et iwwregens beim Klimabonus Mobilitéit aus. Dat fält manner op, well dee Subsid iwwer Règlement grand-ducal, an net iwwer Gesetz, festgeluecht ass. An och hei leeft d'Majoratioun vu 5.000 op 8.000 Euro den 30. Juni aus. En neit Reglement, dat dee méi héije Subsid bis den 30. September verlängert, ass menges Wëssens nach net do. Mee hei kann de Minister eis jo vläicht herno soen, wou dat Reglement dann drun ass.

Här President, an der Klimapolitick wëll dës Regierung de Leit Loscht maache matzemaachen. Den Interessi vun de Leit un der energeetescher Sanéierung vun hiren Haiser, der Wärmepompel oder och de Solaranlagen ass duerchaus do, mee si froe sech natierlech als Alleréischt: „Wat kascht et? Kann ech mir et leeschten?", oder: „Wat bréngt dat um Enn?" D'Héicht vun de Subside spillt an deem Kontext eng ganz weesentlech Roll. An de Rapporter huet jo och scho gesot, dass d'Betriber an och hir Clienten eng gewësse Previsibilitéit brauchen.

Ofschléissend wëll ech dofir soen, dass mir als LSAP erwaarden, dass besonnesch déi Texter, déi d'Iwwergangszäit bis zum 1. Oktober reegele sollen, spéitstens d'nächst Woch virgeluecht ginn. Dat gëllt fir de Klimabonus Wunnen an och fir d'Reglement zum Klimabonus Mobilitéit. Dës Texter sinn zwar dann nach net a Kraaft, mee d'Intentioun vun der Regierung ass domat awer kloer. Mir erwaarden och, dass eng Informatiounscampagne déi Prozedur begleede soll, fir dass interesséiert Leit verstinn, wat si tatsächlech un Hëllefe kënne kréien. Voilà.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Delcourt. An dann ass den nächste Riedner den Här Jeff Engelen.

(Interruption)

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President. Et geet hei drëm, beim Klimabonus d'Delaien ze verlängere bis den 30. Juni. Dat ass jo quasi schonn dës Woch nach, wann een ..., oder dëse Sonndeg. Ech mengen, dat ass e bësse spéit. Mee, wann awer schonn iwwert dëse Klimabonus geschwat gëtt, iwwert d'Delaien – d'Madamm Delcourt huet et elo grad e puermol ugeschnidden –, wat awer och nach wichteg ass ze soen – ech wëll si do ergänzen –, dat ass: D'Leit bräichten awer och emol Planungssécherheet, wat alles op se duerkënnt a wat se kënnen erwaarde vu Subsiden a wat net.

A wa se och Subside kréien, da sollen déi och, wannechgelift, méi oder wéineger an engem vernünftegen Delai ausbezuelt ginn, wat bis elo net ëmmer de Fall war. Well do héiert ee ganz vill Reklamatiounen an der Gesellschaft. Do misst een awer Remedur schafen. Et ka jo net nëmmen eleng sinn, datt keng Leit do sinn, déi dat maachen, datt mer net genuch Personal hätten. Ech mengen, dat ass schonn e Problem. Dat wësse mer awer schonn e puer Joer.

Merci fir Är Opmierksamkeet. A mir géifen dësem Projet eis Zoustëmmung ginn.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Engelen. Dann ass et un der Madamm Joëlle Welfring.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Här President, zu Lëtzebuerg hu mir an de leschte Jore grouss Fortschrëtter beim Ausbau vun erneierbaren Energië gemaach, virun allem bei der Produktioun vum Stroum. Déi neisten Zuele vum ILR weisen, dass 2023 20,3 % vum nationale Stroumverbrauch duerch d'Produktioun vu gréngem Stroum zu Lëtzebuerg gedeckt gouf. Mir produzéieren also mëttlerweil méi Stroum, wéi eis Stéit zesumme verbrauchen. Bei der Wandkraaft gouf d'Stroumproduktioun an zéng Joer versechsfacht, an aleng d'lescht Joer goufen zéng weider Wandrieder installéiert.

Bei de Solaranlage leie mer op der Plaz 6 vu 27, wat déi installéiert Capacitéit pro Kapp an der EU ubelaangt. Ganzer 13.622 Anlage konnten 2023 gezielt ginn. Säit der Annonce vum Top-up-Programm ass d'Unzuel vun dësen Anlagen ëm 72 % an d'Luucht gaangen. Et gesäit een also ganz kloer: Wann héich Aiden do sinn, da kënnt och déi erwënscht Wierkung zum Droen.

Dës Dynamik muss onbedéngt weidergedriwwe ginn. Leider iwwerzeegen awer d'Aussoe vun de leschte Méint net wierklech, weeder am Bezuch op Atomkraaft nach duerch d'Ophiewe vum aktuelle Stroumpräisdeckel, deen d'Leit, déi an d'Energietransitioun schonn investéiert hunn, souguer bestrooft, oder eeben d'Kierze vu Subside bei de Solaranlagen an an der Mobilitéit. Et geet heibäi bei Wäitem net nëmmen ëm d'Erreeche vun eisen Energie- a Klimaziler, mee ëm d'Schafe vun Aarbechtsplazen. Et geet ëm eist Handwierk, eis Wirtschaft an et geet ëm eis Liewensqualitéit.

Fir eis ass et dofir kloer, dass zu dësem Zäitpunkt d'Klimabonussubsiden an de Beräicher Wunnen a Mobilitéit als wichteg Puzzlestécker vun der Transformatioun um héijen Niveau solle bäibehale ginn. Grad elo ass net de Moment, wou mir als Land bei der Energietransitioun d'Investitiounen erofzeschrauwen – ganz am Géigendeel! Dofir maachen eis d'Annoncen, dass déi aktuell Aiden ab dem 30. September solle reduzéiert, voire deelweis ofgeschaaft gi scho Suergen.

Apropos Annoncen: D'Regierung – et ass virdrun och schonn ugeklongen – huet an de leschte Méint ëmmer erëm betount, eng komplett Evaluatioun vum Klimabonusprogramm wëllen ze maachen, an de Programm dann deementspriechend ganz unzepassen. No dëser Evaluatioun hate mir op d'mannst an zwou Question-parlementairë gefrot a keng Äntwert drop kritt. Wou déi déifgräifend Changementer an Upassunge sinn, konnte mer bis elo och nach net direkt erkennen.

Zur Previsibilitéit – och dat ass schonn ugeklongen –: Modifikatiounen am Aidëberäich bedeiten ëmmer stéissweis ganz héich Unzuele vun Demanden – eeben duerch déi Onsécherheet bedéngt, wéi et duerno weidergeet. Dat vun eise Bierger/innen, déi zu ... An dat bedeit quasi virprogramméiert Retarden op der Säit vun eise Verwaltungen, wéi bei der Ëmweltverwaltung, an dat natierlech och mat deenen domat zesummenhängenden Onzefriddenheeten. Mee d'Ofännerunge bedeiten och e Méiopwand un Informatioun, fir d'Leit iwwert d'Regimmer ze informéieren, zum Beispill duerch d'Klima-Agence.

Dofir och meng Fro: Wéini goufen déi rezent Upassunge vum Klimabonus un déi concernéiert Verwaltunge kommunizéiert, fir dass si kënnen hirersäits déi néideg Informatioune weiderginn? Och d'Betriber, déi zum Beispill Vëloen, Autoen oder Fotovoltaikanlage verkafen, mussen déi néideg Informatiounen hunn, fir se un hir Clientë weiderzeginn a si ze beroden.

Leit, déi doriwwer nodenken, hir Suen ze investéieren, hunn och sëllege Froen zu den Detailer, zum Beispill, wat d'Definitioun ass vun engem Cargobike – dat schéngt am Moment och net gekläert ze sinn – an och wéi et mat den Aidë vun de Borne weidergeet, déi Enn des Joers auslafen. Wéi steet et dann och mam Stroumpräis op deenen ëffentleche Bornen? Alles Froen, déi awer wichteg sinn, wann ee sech do gär gutt virbereet op déi doten Ännerungen.

Mir froen eis eeben och, wisou mer haut e Gesetzestext stëmmen, wou dach annoncéiert ginn ass, dass déi aktuell Top-up-Aidë weider bis Enn September gëlle sollen. Wier et net méi effizient a manner verwirrend gewiescht, dësen Datum eeben direkt unzepassen, statt elo en zweeten zousätzleche Gesetzesprojet – op d'mannst een, jiddefalls – nach zousätzlech mussen ze definéieren? A wier et net besser gewiescht, e kohärente Gesamtpak zu engem spéideren Zäitpunkt virzeleeën?

Nieft Subside brauche mer och strukturell Moossnamen, déi am PNEC verankert sinn a schnell ëmgesat musse ginn. D'Regierung huet sech zu dësem Text bekannt, mee et bleift nach ze froen, a wéi enger Form si de Klimaplang um Enn vun dësem Mount un d'Kommissioun wäert schécken. Heiriwwer ass d'Chamber bis elo éischter wéineg gewuer ginn.

Genausou wichteg ass et, d'Mesüre selwer ze definéieren, fir déi dann och séier a gutt ëmzesetzen. Grad d'Kärmesüre fir d'Klimatransitioun sinn hei ganz wichteg: notamment déi vum Leasing social, wou Stéit mat manner Revenu emissiounsfräi Autoe zu engem nidderege Montant lease kënnen; den Opbau vun enger nationaler Renovatiounsgesellschaft, als nächst Beispill, fir d'Proprietäre vu Wunnhaiser strukturéiert a vun A bis Z ze begleeden; d'Virfinanzéierung ass ugeklongen, déi soll dann Ufank d'nächst Joer kommen; an awer och d'Aus- a Weiderbildung vun Handwierker, mat deenen déi viregt Regierung ganz enk zesummegeschafft huet.

Vill dovunner sinn eebe Schlësselelementer, fir och finanziell manner gutt opgestallte Menagen ze ënnerstëtzen. Dës Mesüre musse prioritär weidergedriwwe ginn, an d'Fro ass eeben: Wéini kann ee sech hei eppes Konkreetes dozou erwaarden?

Rezent Entwécklungen a verschiddenen Nopeschlänner an och Stëmmen aus dem Secteur weisen et däitlech: Mir brauche kloer Aussoen, kloer Bekenntnisser an eng tatkräfteg Ëmsetzung vu Moossname fir eis Energietransitioun, an dat ouni Bremsen an ouni politesch Onsécherheeten, souwuel an Europa, mee och heiheem.

Merci.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Ben Polidori. Här Polidori.

M. Ben Polidori (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, bon, ech wäert elo

net nach eng Kéier dee ganzen techneschen Detail uschwätzen. Ech mengen, wouriwwer mer eis alleguerten heibannen eens sinn, dat ass d'Wichtegkeet vun dësem Projet.

Mir gesinn, dass och an dësen Zäiten, wou mer sinn, d'Energiepräisser an d'Luucht schéissen. Mir gesinn, dass d'nächst Joer nach eng Kéier d'Energiepräisser wäerte klammen. An doropshin ass dëse Projet nach méi wichteg wéi ... Par konter, och nach fir alleguerten d'Leit mat engem klenge Portmonni ass dësen Top-up, deen an dësem Projet gestëmmt gëtt, wichteg.

Wat een awer hei elo muss soen, ass: Mir – an haaptsächlech d'Majoritéit, déi glänzen hei – soen, wéi fantastesch dësen Top-up ass. Jo, mir fannen e gutt. Ech mengen, déi meescht heibanne fannen e gutt. An och d'Majoritéit fënnt e gutt. Par konter, wou ech e bëssen erstaunt heibanne sinn: Mir stëmmen elo e Projet – bon, ech sinn elo zwar nach en neien Deputéierten – réckwierkend op den 1. Januar bis elo den 30. Juni, dat heescht, dat sinn elo nach véier Deeg. Dat heescht, mir soen de Leit elo: „Gitt nach séier, ënnerschreift nach eng Offer, well nom 30. Juni gëtt et keen Top-up méi!"

Bon, dat ass elo mol dat, wat mir vum Premierminister esou annoncéiert kruten. Dat war jo eng vu senge Spuermesüren. Dat ass fir ons – op alle Fall fir d'Leit, wéi och scho vum Här Engelen gesot – keng Planungssécherheet, déi d'Leit sech kënnen hei erwaarden. Och fir d'Handwierk ass et e Kuddelmuddel. Also, ech muss Iech soen, wann d'Leit mech froen, wéi et am Moment virugeet – ech weess et selwer net als Deputéierten, wéi sech do ons aktuell Regierung wierklech positionéiert!

An och dat anert, wat ech awer nach muss soen, dat ass eng Fro vläicht un de Minister: Alleguerten déi Demanden, déi elo tëschent dem 1. Januar an dem 30. Juni dann ënnerschriwwe goufen an och schonn eventuell installéiert goufen, wéi ass et do mat dem Ausbezuele vun den Aiden?

Bon, elo hu mer vläicht d'Chance, ech mengen, mir haten och eng QP dozou gestallt, am Moment si mer bei deenen Aiden, wann ee se ufreet, bei engem Delai vun engem Joer. Dat spillt deementspriechend och mat an d'Kaarten, datt een elo ka soen: „Mir stëmmen haut de Projet, well déi Leit hir Sue souwisou eréischt an engem Joer kréien."

An dat Zweet ass natierlech elo: Wéi geet et nom 1. Juli weider? Soe mer elo nach de Leit, se solle kucken – bon, mir sinn haut elo Mëttwoch –, dass se nach séier bis e Freiden ënnerschreiwe ginn, well nom 1. Juli kréie se jo dann deen Top-up net méi? Oder seet d'Regierung dann ... Wéi och scho vun der Madamm Delcourt ugeschwat, wäerte mer vläicht den Top-up réckwierkend dann am Oktober hei stëmmen?

Voilà, dat ware meng Froen, an da sinn ech elo um Schluss. Mee mir wäerten awer natierlech dëse Projet och matstëmmen, well mir sti fir den Top-up a mir hunn och, wéi och scho vun der Madamm Delcourt gesot, eng Motioun gestëmmt, fir dësen Top-up och nach weider ze erhalen. Mee leider ass dat verworf ginn.

Villmools merci.

Plusieurs voix | Ganz gutt!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Polidori. Dann ass et um Här David Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Also dëst Gesetz ass eng Verlängerung eebe vum Klimabonusregimm zugonschte vu Leit, déi an eng Renovatioun vun hirer Wunneng, an d'Elektromobilitéit oder an erneierbar Energië bei sech doheem investéieren.

Ouni dës Verlängerung wier dëse Regimm Enn 2023 ausgelaf. D'Regierung huet awer virum Delai annoncéiert, de Regimm bis op den 30. Juni ze verlängeren. Haut si mer de 26. De Regimm ass also ofgelaf, nach éier dat Gesetz hei iwwerhaapt am Memorial publizéiert ass!

De Premierminister hat och a senger Ried iwwert den État de la nation eng weider Verlängerung vun dësem Regimm bis den 30. September ugekënnegt. Doriwwer eraus huet en awer och en neie Regimm ab dem 1. Oktober 2024 ugekënnegt.

Här President, d'Madamm Delcourt ass wierklech dorobber am Detail agaangen. Ech wäert och drop agoen, well ganz onofhängeg elo vun der Zoustëmmung – also mir wäerten dat heiten trotzdeem nach matstëmmen – oder vun der Oppositioun zu dëse Subventioune fanne mir och déi Aart a Weis virzegoe vun der Regierung awer e bësse komesch, fir et gelinde auszedrécken, well se och den Deputéierten d'Decisioun virenthält.

Wéi soll d'Chamber e Regimm nach kënnen adaptéieren oder souguer géint dëse Regimm stëmmen, wann de Regimm beim Vott de facto scho sechs Méint applikabel ass an d'Leit hir Entscheedungen opgrond vun de Primmen, déi se versprach kritt hunn, gemaach hunn? D'Chamber muss hei einfach u sech hiren Ok ginn, soss mengen d'Leit dobaussen, mir wieren e bësse komesch hei.

(Interruptions et hilarité)

An dat huet vläicht och domadder ze dinn ... Wat och e bësse stëmmt, zemools well mer eng Regierung hunn, déi alles dofir mécht an eis selwer net ganz serio hëlt. Doriwwer wäerte mer och nach dës Woch diskutéieren.

D'Verlängerung vum Regimm steet elo schonn op de Sitte vum Staat ugekënnegt, dobäi ass emol nach kee Gesetzesprojet deposéiert. Och dat ass awer e bësse problematesch, besonnesch och well dëst Gesetz, geneesou wéi déi Verlängerung bis September, jo séier hätt kënne geschéien. Et geet just dréms, en Datum ze änneren. Braucht Dir ... Firwat muss d'Regierung esou Méint dorunner schaffen?

(Interruption par M. Sven Clement)

Den neie Regimm soll ab ... Bon, et geschitt jo immens vill zurzäit am Ëmweltministère, et wäert domadder ze dinn hunn.

M. Marc Goergen (Piraten) | Déi hu keng Zäit.

M. David Wagner (déi Lénk) | Nee. Den neie Regimm soll ab dem 1. Oktober a Kraaft trieden. Och do hu mer just e puer Iddie vum Premierminister héieren an en Text läit net vir. Dee wäert egal wéi net virum Akraafttriede gestëmmt sinn, well virum Akraafttrieden dann och warscheinlech keng Plenière méi ass. An hei stelle sech awer och nach méi fundamental Froen, well hei nei politesch Choixen an e Gesetz fléissen, déi, jee no Lafzäit vun deem neie Regimm, gréisser Montanten engagéieren, déi à la base jo guer keng demokratesch Legitimatioun hunn. D'Leit ginn also an de kommende Méint an d'Garage, an do rechent de Garagist hinne vläicht e Finanzement fir en Auto vir opgrond vun Aussoe vum Premierminister am Juni op der Chambertribün. Bon.

Här President, ech wollt awer och nach e puer Wuert soen zum Klimabonus selwer. Mir waren, dat wësst Der och, ni der Meenung, dass esou Subventiounsprogrammer fir Privatstéit déi lescht Wourecht sinn, well se d'Tendenz hunn, méi Ongläichheeten ze schafen an eiser Gesellschaft. Wa mir eis awer ukucken, wéi vill Subventiounen elo tatsächlech all Joer iwwert de Klima- an Energiefong un d'Stéit fléissen, déi beispillsweis Solarpannoen op hiren Daach wëlle maachen, da stelle mer fest, dass dat alljoers drastesch ënnert deem läit, wat als Budget viséiert gëtt.

2021 waren et 3 Milliounen amplaz vu 6. 2022 waren et 1,75 Milliounen amplaz vun 10. 2023 waren et 900.000 Euro amplaz vun 9 Milliounen. An der Moyenne ginn also just 25 % vun deene Budgete wierklech benotzt, eraus kommen dann éischter anekdotesch Montanten. Bei anere Posten am Beräich Energie a Renovatioun ass dat och eng ganz änlech Tendenz. Mir ginn dovunner aus, dass déi viséiert Budgeten enger Zilsetzung entspriechen. Wann déi esou wäit verfeelt ginn, da muss ee sech awer och d'Fro stellen, ob déi Primmepolitick net gescheitert ass.

Déi nei Regierung seet elo, si wéilt dee Primmesystem weiderféieren a setzt d'Montanten erof. Ass d'Regierung tatsächlech der Meenung, dass mat manner Primmen elo méi géif investéiert ginn? De Premierminister huet d'Baisse vun de Primme jo mat falende Käschte vu Solarpannoe begrënnt. Dat wierkt esou, wéi wann de Klimabonusregimm bis elo e volle Succès gewiescht wier an de Marché elo räif genuch wier, fir mat manner Ënnerstëtzung ze funktionéieren. Dat stëmmt awer net, an d'Zuele weisen dat.

Eis geet et elo net dréms, Primmen eropzesetzen. Mir menge villméi, dass een anescht misst virgoen, dat hu mer oft gesot, a kollektiv ëffentlech Investitiounen den individuelle private misst virzéien. Ech hunn elo keng Zäit méi, fir dorobber anzegoen, mee dat hu mer scho gemaach a mir wäerten dat weiderhi maachen.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner.

An dann ass et elo un der Regierung. Här Minister.

Prise de position du Gouvernement

M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | Villmools merci, Här President. Merci dem Rapporter fir säi Rapport. Merci och den eenzelnen Deputéierte virun allem fir déi breet Zoustëmmung. Dat ass jo och haut dat Wichtegst, datt sech d'Parlament kloer dozou bekennt, datt mer sollen och weider mat Hëllef vu Subsiden op de Wee goen, fir och ënner anerem eis Klimaziler kënnen ze erreechen.

Et ass ganz kloer vun der Regierung kommunizéiert ginn. An ech mengen, dat ass och dat, wat zielt. An dofir solle mer och elo net ze vill Verwirrung selwer hei maachen, heibannen.

(Interruptions)

Et ass ganz kloer vun der Regierung kommunizéiert ginn, datt ab dem 1. Oktober en neie Regimm kënnt, an deen heite wäert verlängert gi bis den 30. September. Mir hunn, soubal mir d'Diskussiounen ofgeschloss hate mat dem Secteur, gekuckt, dee Regimm dann eeben nei ze adaptéieren. Mir hunn awer mam Secteur geschwat. Mir hunn en Dialog mat hinne gehat, et huet jo och e bësse gedauert, mir huelen dat jo och serio, an do hu mir och déi Texter dunn, souwéi mer se konnten deposéieren, deposéiert. Dat brauch natierlech dann e bëssen. Mir sinn net aleng Acteur an enger legislativer Prozedur. Do gëtt et jo och nach Avisen, déi mussen erageholl ginn, och dee vun engem Staatsrot.

An dat Wichtegst ass, datt mer se wäerten egal wéi retroaktiv applizéieren. A Retroaktivitéit ass jo

näischt, wat dës Chamber oder Regierunge virdrun net och scho gemaach hätten. Dowéinst, dat Wichtegst ass de Message, datt deen aktuelle Regimm, wéi en elo nach besteet, wäert haut op den 30. Juni, duerno op den 30. September verlängert ginn. An ab dem 1. Oktober gëtt et en neie Regimm.

Ech mengen, dat ass déi kloer Kommunikatioun, déi och selbstverständlech un déi eenzel Partneren esou kommunizéiert ginn ass, sief dat ons Verwaltungen, wéi hei besonnesch d'Ëmweltverwaltung, oder sief dat d'Klima-Agence. An ech mengen, dat ass dat, wat zielt: Dat ass Kloerheet. An do si mer also ganz kloer, an do ass keng Verwirrung, déi ass. Déi eenzeg Verwirrung, déi ...

(Interruption par M. Georges Engel)

Dat ass kee Kabes, Här Engel ...

Plusieurs voix | Chaos!

M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | Déi eenzeg ... Et ass och kee Chaos. Et ass kee Chaos!

(Brouhaha)

Et ass ganz kloer kommunizéiert ginn. Mir hu mat den Acteuren och geschwat.

M. Marc Goergen (Piraten) | Et ass reng eng Spuermoossnam, déi Der virhuelt!

M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | Elo geheie mer alles ... Här President, effektiv, wien huet d'Wuert?

M. Claude Wiseler, Président | Den Här Minister huet d'Wuert!

M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Dir kënnt, Här Polidori, duerno eng Fro stellen. Elo schwätzt de Minister.

M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | Elo kënne mer jo net ufänken, alles ... Elo schwätze mer net vu Spuermesüren a vun allem duercherneen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Et ass eng Spuermoossnam! Dir bezuelt manner ...

M. Claude Wiseler, Président | Sou, wannechgelift!

(Coups de cloche de la présidence)

M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | Mir schwätzen elo mol vun deem Regimm, dee mer elo verlängeren. Mir hunn elo net vun deem Regimm geschwat, ...

(Interruption par M. Marc Goergen)

... dee mer den 1. Oktober wäerten nei aféieren.

Mir hunn also kloer hei kommunizéiert, wat mer gäre wëlle maachen. Dat ass och esou ugeholl ginn. Et ass mer nach kee begéint, dee gesot huet: „Ech verstinn elo net, wat Der do wëllt maachen", well mer mam Secteur geschwat hunn a well mer kloer kommunizéiert hunn. Fir d'éischt de Premierminister a senger Ried zu der Lag vun der Natioun an duerno hu mer och dat nach eng Kéier ganz kloer preziséiert, wat mer gäre wëlle maachen. An dat ass och esou ukomm, souwuel bei eise Verwaltunge wéi och bei dem Secteur selwer. An esou wäerte mer dat och maachen.

Nach eng Kéier: Et ass net déi éischt Kéier, datt retroaktiv Mesüren applizéiert ginn. D'Leit brauche sech keng Gedanken ze maachen. Si wäerten déi Aiden am aktuelle Regimm och nach bis den 30. September kënne kréien, wann dann och déi offiziell Zoustëmmung natierlech vun der Chamber bis komm ass. An da gëtt dat retroaktiv applizéiert. Do wäert keen eppes verléieren. An ab dem 1. Oktober wäerte se an en neie Regimm iwwergoen.

An zu deem neie Regimm ... Dat ass elo, mengen ech, net hei d'Debatt. Do kënne mer natierlech awer och eng Kéier a Rou driwwer diskutéieren, wat eeben d'Avantagë wäerten dovunner sinn, mee ech mengen, dat ass net Bestanddeel vun dëser Debatt hei. An dowéinst gi mer elo net dorobber an, wat Der gesot hutt, well kloer ass, datt mer, wéi gesot, hei elo dee Regimm nach eng Kéier wäerte verlängeren an ab dem 1. Oktober en neie Regimm kënnt.

An ech soen der Chamber Merci fir d'Zoustëmmung zu dësem Projet de loi.

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Et waren nach zwou Wuertmeldungen elo do. Här Minister, sidd Der bereet, nach eng Fro unzehuelen? Här Minister?

M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | Jo.

M. Claude Wiseler, Président | Ok, da ginn ech dem Här Ben Polidori, dem Här Wagner an der Madamm Welfring ... Oder et war d'Madamm Welfring an den Här Wagner als Reiefolleg.

(Interruptions)

An d'Madamm Delcourt.

M. Ben Polidori (Piraten) | Merci, Här President.

M. Claude Wiseler, Président | Kuerz Froen, net Kommentaren!

M. Ben Polidori (Piraten) | Jo, jo, ok. Also ech wëll just d'Fro stellen, wann dovu geschwat gëtt, dass d'Acteure mat an d'Boot geholl goufen, ob d'Chamber net ee vun dësen Acteure wär, fir awer dann un deem Projet och matzeschaffen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Ben Polidori (Piraten) | Well ech sinn an där Kommissioun a bis elo hu mer nach keng Convocatioun kritt, fir iergendwéi un deem Projet kënnen ze schaffen.

An déi zweet Fro, déi ech awer wollt stellen, ass: Wa scho gewosst war, ganz kloer, et war jo gewosst, well dëse Punkt war schonn um Ordre du jour vu leschter Woch, en ass verréckelt ginn ..., firwat mer net dann awer nach de Projet ugepasst hunn, mat engem Datum zum 1. Oktober, well dat jo anscheinend scho sécher ass, dass den Top-up da bis dohinner leeft. Da froen ech mech, firwat d'Regierung dann net nach déi Saache wollt upassen, soudass mer dat dann och propper an engem Gesetz stoen hätte bis den 1. Oktober an net erëm eppes missten herno réckwierkend stëmmen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Polidori. Här Minister.

M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | D'Chamber ass kloer informéiert ginn. An der Ried zur Lag vun der Natioun huet de Premierminister och ganz kloer gesot, wat déi grouss nei Prinzippie wäerte si vun deem heite Regimm. Also ass et net wouer. En huet an Exklusivitéit der Chamber dat hei gesot, selbstverständlech an engem ëffentleche Raum. An domadder ass och an der Ëffentlechkeet all Mënsch dat gewuer ginn, och eis Matbierger, dat si jo déi Concernéiert. An duerno sinn natierlech eng ganz Partie Prezisioune komm, notamment och vu ville Journalisten. Dofir hu mer och misse relativ séier eng Kéier kloer soen, wéi et da genau am Detail wäert weidergoen. Mee dee Virworf, d'Chamber wär net informéiert ginn iwwert déi nei Regimmer a wéi et wäert weidergoen, dat ass net richteg. De Premierminister huet dat hei gemaach, an ech mengen, dat ass och d'Plaz, fir esou Annoncë kënnen ze maachen.

Är zweet Fro war scho méi wéi eng? Mat dem ... Jo, et ass kee Problem ... Et wär och kee Problem gewiescht, fir ze soen, mir hätten elo nach kënnen direkt dovunner profitéieren, mee mir sinn net deen eenzegen Acteur. Wann ech d'Delaie kucke vum Staatsrot sengen Avisen zu deene meeschte Saachen, déi mer deposéieren, hätte mer dat net méi gepackt, fir dat elo ze maachen.

(Brouhaha)

Dat wär ganz kloer net un eis gescheitert, mee ...

(Interruption)

M. Claude Wiseler, Président | Den Här Minister krut eng Fro gestallt. En ass amgaangen, drop ze äntwerten, wannechgelift!

M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | Voilà, villmools merci! Ech mengen, datt mer och ganz calme kënnen dorobber äntwerten.

Voilà, et ass nun eemol mat den Delaien, déi mer hunn, net méiglech gewiescht, et ze maachen. Wéi gesot, et ass net déi éischt Kéier, wou mer retroaktiv Saachen applizéieren. Mir wäerten dat maachen, an dat Wichtegst ass, datt eis Matbierger wëssen, datt dee Regimm wäert, wéi gesot, verlängert ginn, op där enger Säit, an datt en neie Regimm wäert kommen an datt keen also wäert herno eppes dovunner verléieren. Dat ass dat, wat kloer an transparent erkläert a kommunizéiert ginn ass.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Madamm Welfring.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Jo, merci fir d'Wuert. Fir d'éischt emol: Et gëtt hei vun Delaie geschwat, déi hätte kënnen daueren, bis dann Avisen do wären. Mee ech muss éierlech soen: Hei kënne keng Avisë geschriwwe ginn zu engem Gesetzestext, deen net virläit. Dat ass schonn emol eng Saach.

An dat anert ass: Dir schwätzt och vu Prezisiounen, déi geliwwert goufen. Dat sinn da Prezisiounen – huelen ech dann un –, déi opgrond vun där Pressekonferenz da geliwwert goufen, gefrot goufen. Déi Chance hate mir net, fir Froen ze stellen. Dat ass eeben dat. Dat eent ass eng Informatioun, dat anert ass wierklech eng Diskussioun a Froen, déi ee ka stellen zu prezisen Textvirlagen. Dat ass et eeben net ginn, a mir appréciéieren dat wierklech net. Wéi gesot, ech krut hei eng Äntwert op eng QP, wou dann drasteet, ech soll mech da referéieren op den Discours vum État de la nation, op de Communiqué de presse. Ech fannen dat eng ganz, ganz komesch Saach, eng ganz komesch Aart a Weis, fir mat eis hei ze schaffen.

Ech weess, dass ech d'lescht Joer hei an deem Sall vu genau där doter Partei Respektlosegkeet virgeworf krut, wann ech net de leschten Detail op iergendeng Fro wosst, wann ech an där doter Situatioun war, wou Dir elo sidd. Awer hei kritt ee wierklech flagrant Respektlosegkeet an d'Gesiicht geheit mat esou enger Äntwert. Ech muss soen, dat do ass net an der Rei!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring. Dat war elo keng Fro. Här Minister, wëllt Dir Stellung dozou huelen?

M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | Selbstverständlech. Nach eng Kéier: Ech mengen, de Staatsminister huet hei nach eng Kéier déi grouss Prinzippie gesot. Ech hunn net an der Hand, fir datt ... Wann d'Chamber mech invitéiert, da kommen ech natierlech dat och erklären.

(Hilarité et exclamations)

M. Claude Wiseler, Président | Sou, wannechgelift!

M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | Entschëllegt, ech hunn ...

(Brouhaha)

Et deet mer leed, ech si jo lo net ... Gewaltentrennung ... Ech mengen, et ass net d'Regierung, déi déi Invitatioune mécht, fir an d'Chamber dat erklären ze kommen. Et wär hir fräigestallt gewiescht, dat ze maachen.

(Interruptions)

M. Claude Wiseler, Président | Sou, elo eent nom aneren!

M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | Nach eng Kéier, ech soen et nach eng Kéier ganz kloer: De Premierminister huet hei déi grouss Prinzippie gesot. An duerno sinn direkt natierlech och Prezisioune gefrot ginn. Duerno sinn och selbstverständlech d'Deputéiert higaangen an hu sech do Froe gestallt, och an de Meedien, wou se awer Saachen dann net richteg duergestallt hunn. An dofir hu mer och misse ganz séier an der Ëffentlechkeet nach eng Kéier preziséieren, wéi et dann elo wäert goen. Mee mir verschléissen eis selbstverständlech do kengen Erklärunge vis-à-vis vun der Chamber.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister. Dann ass et um Här Wagner, dann d'Madamm Delcourt, dann den Här Engelen an d'Madamm Tanson.

M. David Wagner (déi Lénk) | Also, et gëtt ëmmer méi komplizéiert.

(Hilarité)

M. Marc Goergen (Piraten) | Dat ass dës Regierung!

M. David Wagner (déi Lénk) | Et ass dës Regierung, mee ... Ok, Dir sidd nach nei a frësch an onerfueren, mee no siwe Méint ...

Plusieurs voix | O!

M. David Wagner (déi Lénk) | ... misst Der vläicht ... Aacht Méint schonn, o mäi Gott, et géif ee mengen, et wieren der fënnef!

Mee wat versteet d'Regierung dann elo ënnert „d'Parlament informéieren"? Bis elo hunn ech matkritt – dat sot den Här Polidori jo och –, Dir schwätzt mam Secteur, deen de toute évidence besser informéiert ass wéi d'Chamber. Et gëtt scho Prezedenzfäll, dat schéngt u sech en Usage ze si vun dëser Regierung. „Informéieren" heescht net, datt de Premierminister beim État de la nation seet: „Mir wäerten en anere Regimm ab dem 1. Oktober aféieren." „Informéieren" heescht: Wat wäert geschéien?

Ech ginn dervunner aus, datt de Premierminister an den Ëmweltminister normalerweis mateneen diskutéieren an den Ëmweltminister och plus ou moins weess, wéi esou e Regimm wäert ausgesinn, an duerno dat an der Kommissioun wäert presentéieren. Dat ass net geschitt. An duerno, jo, esou oder esou, wann ech richteg verstinn, wäerte mer och dat Gesetz stëmmen, an dat wäert retroaktiv sinn dann, fir op de ... Voilà.

Huele mer un, dës Chamber géif net nëmmen aus Kopfnicker bestoen, da kéint et jo sinn, datt d'Gesetz net gestëmmt gëtt. An da sinn d'Leit awer dobaussen e bëssen ugeschass. Ech ginn dervunner aus, datt et ugeholl gëtt, Dir hutt eng Majoritéit, mee Dir kënnt net einfach esou maachen, wéi wann dat evident wier, datt Dir eng Majoritéit hutt. Et ass och e ganz komescht Verständnis vum Parlamentarismus.

Une voix | Genau!

Une autre voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Här Minister.

M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | Ech hoffe jo awer mol staark, datt mer kënnen dervun ausgoen, datt mer eng Majoritéit hunn, soss hu mer keng Regierung méi. Ech mengen, dat war bei de viregte Regierungen och de Fall esou. Ech mengen, Dir sidd laang genuch derbäi, fir dat selwer och ze wëssen!

M. Claude Wiseler, Président | Sou, dann ass et elo un der Madamm Delcourt.

Mme Claire Delcourt (LSAP) | Jo, also ech sinn och elo nach net vill méi schlau gi mat all deene Froen, déi elo gestallt goufen. Ech probéieren dann, zwou Froen ze stellen, déi da vläicht sollen eis e bësse méi Asiicht ginn. Dat heescht, Dir hutt elo net amendéiert, well de Staatsrot laang brauch. Mee ech denken, dass et, wann ee just en Datum amendéiert hätt, elo net esou laang gebraucht hätt.

(Interruption)

Ech muss do widderspriechen.

Dann déi Fro: Wéini soll dann deen neie Projet de loi deposéiert ginn, deen da réckwierkend soll ... Also wéi ass dann elo genau Äre Plang, wéi Der elo wéini wat wäert virleeën? Wéi gesot, mir hunn elo just nach zwou Wochen, dann ass eng Paus dertëschent. An et gouf elo schonn e puermol gesot: Mir brauchen awer eng gewësse Previsibilitéit, och wann Dir dat elo ukënnegt, dat ass jo an der Rei. Mee mir mussen awer och e bësse verstoen, wéi Der virgoe wëllt. Also, dat ass mer bis elo net kloer.

M. Claude Wiseler, Président | Här Minister.

M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | Dee Projet de loi, mengen ech, dee mer haut hei diskutéiert hunn, ass wéini deposéiert ginn? Am Mee?

(Assentiment)

Am Mee. Et huet also och bis elo gedauert, bis datt mer alles zesummenhaten. Mee ech hunn den 19. Juni alles deposéiert. Ech hunn de Regierungsconseil mat allen Texter – well et ass net nëmmen d'Gesetz, dat ugepasst muss ginn, et mussen och Règlements grand-ducaux ugepasst ginn –, den 19. Juni saiséiert, woumat se an d'Procédure législative ginn. Vun do un ass et an der ganzer Prozedur, an da musse mer kucken, wéi mer do duerchkommen.

M. Claude Wiseler, Président | Dann huet den Här Engelen d'Wuert gefrot an duerno d'Madamm Tanson.

(Brouhaha)

M. Jeff Engelen (ADR) | Jo. Merci, Här President. Ech wëll just drop opmierksam maachen, datt ech an der Kommissioun, wéi mir dat heite Gesetz diskutéiert hunn, d'Propos gemaach hat, ...

M. Claude Wiseler, Président | Sou, wannechgelift!

(Coups de cloche de la présidence)

M. Jeff Engelen (ADR) | ... fir ze verlängere bis den 31. Dezember. An do ass just gegrinst ginn an et ass net gesot ginn, firwat et géif ... Et hätt jo kënne verlängert gi bis den Oktober oder ... Et gouf ni gesot, datt doriwwer eraus bis den 30. September géif verlängert ginn, et ass ni gesot ginn an der Kommissioun, datt en neie Regimm géif kommen nom 1. Oktober. Ech wëll dat kloerstelle vis-à-vis vun der Kommissioun. Dat kann een am Rapport ganz sécher noliesen. Ech wollt dat just kloerstellen. Ech hat d'Propos gemaach, et ass gegrinst ginn an dunn hunn ech näischt méi gesot. Merci.

Une voix | Et ass en Deel vun der Koalitioun, deen ofspréngt!

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Sou, merci, Här Engelen. Här Wilmes?

(Négation)

Dann huet d'Madamm Tanson d'Wuert an duerno den Här Clement.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo. Bon, et geet mir elo méi ëm dat Prinzipiellt, well ech awer bass erstaunt sinn iwwer verschidden Aussoen, déi hei gemaach gi si vusäite vun der Regierungsbänk.

Mir hu fir d'éischt op eng, ech hunn dat jo och scho gëschter hei gesot, fein, informell Aart a Weis an der Conférence des Présidents gefrot, dass déi Informatiounen net par Voie de presse sinn – mir kënnen natierlech elo permanent un all Minister Bréiwer schécken, si solle wannechgelift prioritär an d'Chamber kommen; mir kënne jo net wëssen, wéini Der wat wou presentéiert –, wou Dir dunn Är Convocatioun erausgeschéckt hutt fir d'Press, fir eng Pressekonferenz ze maachen. Dunn hu mer e Communiqué gemaach, e Bréif hei un de Chamberpresident, deen och weidergaangen ass un d'Regierung, fir ze soen, mir hätte gären, dass dat doten ophéiert an dass d'Ministeren, wannechgelift, an d'Kommissioun kommen.

Mir sinn hei keng Informatiounsversammlung. Mir sinn hei, fir d'Regierung ze kontrolléieren. Mir kënnen dat net maachen, wa mir just informéiert ginn! Beim État de la nation sinn Dosende Froe gestallt ginn. Et ass net op eng Fro eng Äntwert komm. Ech krut eng Fro beäntwert, nodeem ech dunn herno nach réckgefrot hunn. Soss ass op keng eng Fro, déi mir gestallt hunn, eng Äntwert komm. Dat heescht, fir elo ze soen, am État de la nation wier jo alles erkläert ginn an Dir misst eng perséinlech Invitatioun vun der Chamber kréien, fir Är Projeten an d'Chamber virstellen ze kommen, dat ass wierklech relativ culottéiert, Här Minister, wann Der dat erlaabt!

Well ech hoffe wierklech, dass mer net iwwert déi nächst Joren esou musse weiderfueren. Wann Dir e Projet presentéiert, kommt wannechgelift virdrun an d'Chamberkommissioun, esou wéi dat déi lescht Joren üblech war – a wéi et och déi lescht Joren üblech war, hei e Skandal ze maachen, wann dat net geschitt ass, an, ech muss soen, och zu Recht, well ech sinn der Meenung, wann ee Respekt huet virun dësem Haus, an deem Der jo selwer laang Jore waart, da geet een net esou vir an da kënnt een net och nach heihin a seet: „Ech sinn net gefrot ginn, fir bei Iech ze kommen." Éischtens ass dat net wouer an zweetens ass dat eng Frechheet!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Här Minister? Nee. Dann ass d'Wuert elo fir den Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Jo. Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wollt u sech guer

net heizou schwätze kommen an ech wollt u sech och guer net nach eng Kéier dem Minister eppes soen, mee wann Dir Iech wonnert, a wéi enger Prozedur mer elo sinn, ech erklären Iech et direkt: Ech maachen den Depot vun dräi Amendementer. Här President.

Amendement 1

À l'article 1er les termes « et le 30 juin 2024 inclus » sont remplacés par « et le 30 septembre inclus ».

(s.) Sven Clement, Marc Goergen, Ben Polidori, Sam Tanson, Joëlle Welfring.

Amendement 2

À l'article 1er les termes « au plus tard le 31 décembre 2026 » sont remplacés par « au plus tard le 31 mars 2027 ».

(s.) Sven Clement, Marc Goergen, Ben Polidori, Sam Tanson, Joëlle Welfring.

Amendement 3

À l'article 2 les termes « et le 30 juin 2024 inclus » sont remplacés par « et le 30 septembre inclus ».

(s.) Sven Clement, Marc Goergen, Ben Polidori, Sam Tanson, Joëlle Welfring.

M. Claude Wiseler, Président | Ech hu se schonn. Merci.

M. Sven Clement (Piraten) | Laut dem Artikel 72 vun eisem Chambersreglement kënnen Amendementer an der Plenière deposéiert ginn, wa se vu fënnef Deputéierten appuyéiert ginn. Dat ass hei de Fall.

D'Regierung mécht Annoncen, mécht Annoncen, mee se liwwert awer déi Amendementer net no. Ma mir hunn et elo fäerdegbruecht, hei nach wärend den Debaten déi Amendementer op der Hand ze schreiwen. Mir hunn Iech also Är Aarbecht, déi Der déi lescht dräi Méint hätt kënne maachen, ofgeholl. An u sech maache se näischt anescht, wéi dat ze maachen, wat Dir annoncéiert hutt oder wat de Premier hei op däser Plaz annoncéiert huet, nämlech déi Datumen no hannen ze réckelen.

Vu datt dat, mengen ech, och de Prerogativ vun däser Chamber ass, fir Gesetzer ze maachen – ëmmerhi si mer de Legislateur –, géif ech mech freeën, wann dann net nëmmen d'Wierder vum Premier hei Gewiicht hätten, mee d'Aktioune vun der ganzer Chamber déi Amendementer da géifen appuyéieren, well dann hätte mer no haut de Mëtteg Kloerheet, bis wéini dat Gesetz gëllt, an net e Verspriechen, datt dat gemaach gëtt, wann dann iergendwann eng Kéier Zäit dofir fonnt gëtt, nodeem deen neien Delai schonn ofgelaf ass.

Elo hu mer d'Chance, fir dat bis den 30. September direkt ze verlängeren. An dofir géif ech mech freeën, wann Der alleguerten déi dräi Amendementer géift matstëmmen. Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Elo hunn ech keng weider Wuertmeldung, just ech hunn dräi Amendementer hei um Büro leien.

(Hilarité)

An da musse mer kucken, wéi mer dat do organiséieren, well effektiv kënnen déi …

(Interruption par M. François Bausch)

Ok, Här Bausch.

6. Ordre du jour

Ech wëll Iech just soen, der Madamm Tanson och, datt mer muer jo nach en Debat féieren iwwer eng Motioun, déi Dir gëschter deposéiert hutt, déi de Sujet vu Pressekonferenzen an Änleches concernéiert. Déi Diskussioun féiere mer muer nach eng Kéier separat, esou wéi dat gefrot ginn ass.

7. 8350 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 23 décembre 2016 instituant un régime d'aides pour la promotion de la durabilité, de l'utilisation rationnelle de l'énergie et des énergies renouvelables dans le domaine du logement (suite)

Amendements

Elo komme mer hei zu den dräi Amendementen, déi deposéiert gi sinn. Ech ginn dovunner aus, datt jiddweree se huet. An ech ginn elo een Amendement nom aneren an de Vott. Ech hoffe just, datt eis Technik douewen, well se elo relativ rapid komm sinn, dann och esou wäit ass. Dofir schwätzen ech e wéineg méi laang, fir dat alles do kënnen an de Computer anzespeisen.

(Hilarité)

Amendement 1

Insofern gesinn ech, datt dat awer gemaach ass, well et kënnt bei mir um Ecran hei un. Dofir, iwwert den éischten Amendement, sinn dozou nach Saachen ze soen? Ech mengen, dat ass elo net de Fall. Da kéime mer zum Ofstëmmen iwwert den éischten Amendement, deen elo just vum …

(Interruptions)

… Här Clement deposéiert ginn ass. Ech hu gefrot, ob eng Wuertmeldung do ass. Ech gesinn net, datt eng Hand an d'Luucht geet. Also …

(Interruption)

Fir mech ass dat kloer, also stellen ech deen Amendement 1 hei zum Vott.

Vote sur l'amendement 1

An ech maachen elo de Vott op iwwert den Amendement 1. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration.

(Brouhaha et interruptions)

M. Marc Goergen (Piraten) | Also, wann d'CSV natierlech géint de Premier ass …

M. Sven Clement (Piraten) | Ass dat net e Mësstrauensvott, wa se géint de Premier stëmmen?

M. Claude Wiseler, Président | An de Vott ass ofgeschloss. D'Resultat vum Vott ass …

M. Marc Goergen (Piraten) | Dat ass eng Logik, déi muss een net verstoen.

M. Claude Wiseler, Président | Här Goergen, ech géing Iech bieden, d'Resultat vum Vott nozelauschteren! Dat si 25 Jo-Stëmmen, 35 Nee-Stëmmen.

(Exclamations et interruptions)

M. Georges Engel (LSAP) | Quel désaveu vum Minister, quel désaveu! Eieiei. Penibel!

M. Claude Wiseler, Président | Dësen Amendement ass also mat 35 Nee-Stëmme géint 25 Jo-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten (par M. Georges Engel), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser (par M. Fred Keup), Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic (par M. François Bausch), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp (par M. Félix Eischen), M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert (par Mme Stéphanie Weydert), Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum (par M. Gusty Graas), Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen (par M. André Bauler), MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Luc Emering), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ass de Premier dann elo ofgeléist?

Amendement 2

M. Claude Wiseler, Président | Da komme mer zum Vott vum zweeten Amendement. Si beim zweeten Amendement Wuertmeldungen? Dat ass net de Fall.

Vote sur l'amendement 2

Wa keng Wuertmeldunge sinn, da stellen ech och den zweeten Amendement zum Vott.

Här Wolter, wollt Dir d'Wuert nach huelen?

M. Michel Wolter (CSV) | Nee, nee!

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Nee, et deet mer leed, mee ech …

Une voix | Et ass vläicht gradesou gutt.

(Interruptions)

M. Michel Wolter (CSV) | Wann ech hei d'Wuert huelen, dann hunn ech eppes ze soen!

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Et géing awer hei vill ze soe ginn!

M. Claude Wiseler, Président | De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Beim Vote par procuration nach e ganz klengen Effort.

(Interruptions)

M. Sven Clement (Piraten) | Vertraut der Regierung!

M. Claude Wiseler, Président | Ech schléissen de Vott of.

M. Marc Goergen (Piraten) | Si wëllen net verlängeren!

M. Claude Wiseler, Président | De Vott ass: Jo-Stëmmen: 25, Nee-Stëmmen: 34, bei kenger Abstentioun. Dësen Amendement ass also mat 34 Nee-Stëmme géint 25 Jo-Stëmme bei kenger Abstentioun ofgeleent.

Résultat définitif après redressement : l'amendement 2 est rejeté par 25 voix pour et 35 voix contre.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten (par M. Georges Engel), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser (par M. Fred Keup), Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic (par M. François Bausch), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp (par Mme Stéphanie Weydert), M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert (par M. Christophe Hansen), Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler (par M. Maurice Bauer), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum (par M. Gusty Graas), Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen (par M. André Bauler), MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Guy Arendt), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel.

Amendement 3

Da komme mer zum drëtten Amendement.

Une voix | Dee geet elo duerch!

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Gëtt et zum drëtten Amendement Wuertmeldungen? Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Vote sur l'amendement 3

Da maachen ech de Vott iwwert den drëtten Amendement op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: Jo-Stëmmen: 25, Nee-Stëmmen: 35, bei kenger Abstentioun. Deen drëtten Amendement ass also mat 35 Nee-Stëmme géint 25 Jo-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten (par M. Georges Engel), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser (par M. Fred Keup), Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic (par M. François Bausch), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach (par M. Laurent Mosar), Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp (par Mme Stéphanie Weydert), M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert (par M. Félix Eischen), Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum (par M. Gusty Graas), Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen (par M. André Bauler), MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Guy Arendt), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel.

Da komme mer elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8350. Den Text steet am Document parlementaire 8350[5].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8350 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmen iwwert de Projet de loi fänkt elo un.

M. Ben Polidori (Piraten) | Do wäert d'Majoritéit och Nee soen.

M. Claude Wiseler, Président | De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 59 Jo-Stëmmen, 1 Nee-Stëmm a keng Abstentioun. Dësen Text ass also ugeholl mat 59 Jo-Stëmme géint 1 Nee-Stëmm.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 8350 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen, Max Hengel, Mme Françoise Kemp (par Mme Stéphanie Weydert), M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert (par M. Christophe Hansen), Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum (par M. Gusty Graas), Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen (par M. André Bauler), MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par Mme Barbara Agostino), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten (par M. Dan Biancalana), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser (par M. Fred Keup), Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic (par M. François Bausch), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

8. Établissement d'une liste de trois candidats pour le poste de conseiller à la Cour des comptes

An da komme mer zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour. Dat ass den Etablissement vun enger Lëscht vun dräi Kandidate fir de Poste vum Conseiller à la Cour des comptes.

Esou wéi dat ofgeännert Gesetz vum 8. Juni 1999 iwwert d'Organisatioun vun der Cour des comptes et virgesäit, an d'Artikelen 128 bis 129 vum Chambersreglement et och virgesinn, stelle mer haut eng Lëscht vun dräi Kandidate fir e Poste vum Conseiller bei der Cour des comptes op.

(Brouhaha)

Dir misst elo relativ genau nolauschteren, well dat ass nawell komplizéiert.

No den Dispositioune vun den Artikelen 117 bis 120 vum Chambersreglement huet d'Presidentekonferenz eng Kandidatelëscht mat dräi Persounen arrêtéiert, déi un all d'Deputéierte verschéckt ginn ass an och nach eng Kéier haut verdeelt ginn ass. Dat sinn an alphabeetescher Reiefolleg: den Här Gilles Reckert, d'Madamm Laura Valli an den Här Patrick Weymerskirch.

D'Chambersreglement gesäit vir, datt d'Ofstëmmung geheim a perséinlech ass, et däerf also net par procuration ofgestëmmt ginn. Nëmmen d'Votten iwwert déi offiziell deponéiert Kandidature sinn och valabel Votten.

D'Wal vum Kandidat erfollegt duerch eng absolutt Majoritéit vun de Stëmmen, woubäi déi blank an ongülteg Walziedelen net a Betracht gezu ginn, fir déi Majoritéit auszerechnen.

Wa beim éischten Tour kee vun de Kandidaten déi absolutt Majoritéit krut, kënnt et zu engem Ballottage, an deem déi zwee Kandidate vertruede sinn, déi am éischten Tour déi meeschte Stëmme kritt hunn.

Bei Stëmmegläichheet am éischten Tour kënnt et zu engem Spezialtour, fir d'Kandidate fir de Ballottage ze designéieren. An dësem Spezialtour geet dann eng relativ Majoritéit duer.

Beim Ballottage gëtt et dräi Méiglechkeeten:

Entweeder ee Kandidat kritt déi absolutt Majoritéit vun de Stëmmen an ass gewielt.

Oder et ass Stëmmegläichheet an da kënnt et zu engem zousätzlechen Tour. Wa bei dësem Tour déi zwee Kandidaten nach ëmmer déi gläich Stëmmenzuel hunn, da muss d'Lous entscheeden.

Oder et kritt beim Ballottage kee vun de Kandidaten déi absolutt Majoritéit vun de Stëmmen an et ass keng Stëmmegläichheet. An deem Fall muss en neien Appel à candidatures gemaach ginn.

Laut dem Artikel 129 vum Chamberreglement gëtt iwwer jiddweree vun deenen dräi Kandidaten eenzel ofgestëmmt.

Sou, elo ass dat alles ganz kloer fir jiddwereen.

Vote secret pour le premier candidat au poste de conseiller à la Cour des comptes

An da fänke mer un ze wielen. Also, mir wielen elo deen éischte Kandidat. Ech wëll nach eng Kéier d'Chamber drop opmierksam maachen, datt héchstens eng Kandidatur däerf ugekräizt ginn, soss ass de Stëmmziedel ongülteg.

Ech géif Iech dann elo bieden, d'Stëmmziedelen auszedeelen.

Mme Lydie Polfer (DP) | Här President, Här President!

M. Laurent Zeimet (CSV) | De Bulletin ass falsch, Här President.

M. Claude Wiseler, Président | Ech kréien hei gesot, datt mer en Orthografiefeeler op dem Stëmmziedel stoen hunn. Ech géing Iech awer proposéieren, vu datt et reconnaissabel ass, deen „e", deen hei ze vill steet, och ze consideréieren, wéi wann en ze vill wier, well en ze vill ass, ...

Une voix | Gutt Iddi, Här President!

Une autre voix | Da maache mer dat esou, Här President.

M. Claude Wiseler, Président | ... an dee Moment géife mer d'Ofstëmmung weiderféieren, och wann e Schreiffeeler drasteet. Da si mer eis esou eens.

Voilà, d'Ziedele sinn all ausgedeelt, da géif ech en Appel nominal maachen, fir datt mer kënnen déi eenzel Bulletin-de-votten ophiewen.

(Appel nominal)

Voilà, an dann ass d'Sëtzung fir d'Auszielen ënnerbrach.

(La séance publique est interrompue à 15.59 heures.)

* * *

(La séance publique est reprise à 16.03 heures.)

D'Sëtzung geet erëm weider.

D'Stëmmziedele si follgendermoossen opgedeelt:

Den Total vun de Stëmmziedelen ass: 51, keng blank Stëmmziedelen, keng ongülteg Stëmmziedelen. Gülteg Stëmmziedelen also: 51. An d'absolutt Majoritéit ass deemgemääss: 26.

D'Stëmme si follgendermoosse verdeelt: den Här Gilles Reckert: 4 Stëmmen, d'Madamm Laura Valli: keng Stëmm, an den Här Patrick Weymerskirch: 47 Stëmmen.

Domat ass den Här Weymerskirch dann als éischte Kandidat designéiert.

Vote secret pour le deuxième candidat au poste de conseiller à la Cour des comptes

An da komme mer zur Designatioun vun dem zweete Kandidat vun där Lëscht, déi mer musse weiderginn.

Och hei ass et kloer, datt bei der nächster Wal deemno nëmmen eng Kandidatur däerf ugekräizt ginn, soss ass de Stëmmziedel ongülteg. A soubal d'Stëmmziedele fäerdeg sinn, géing ech bieden, datt Der se géingt ausdeelen.

Ech ginn dervunner aus, datt d'Walziedelen elo all ausgedeelt sinn. Da maache mer erëm den Appel nominal, fir se opzehiewen.

(Appel nominal)

D'Sëtzung ass dann erëm ënnerbrach.

(La séance publique est interrompue à 16.09 heures.)

* * *

(La séance publique est reprise à 16.12 heures.)

D'Sëtzung geet erëm weider.

D'Stëmmziedele si follgendermoossen opgedeelt: Total vun de Stëmmziedelen: 49, weeder blank nach ongülteg Stëmmziedelen. Gülteg Stëmmziedelen also: 49. An d'absolutt Majoritéit ass deemgemääss: 25.

D'Stëmme si follgendermoosse verdeelt: D'Madamm Laura Valli huet 44 Stëmmen, den Här Gilles Reckert 5 Stëmmen.

Domat ass dann d'Madamm Valli als zweete Kandidat vun dëser Lëscht fixéiert.

Vote secret pour le troisième candidat au poste de conseiller à la Cour des comptes

An da fuere mer weider mat dem drëtte Kandidat vun där Lëscht, deen och muss eng Majoritéit vu Stëmme kréien, fir als drëtte Kandidat dropzekommen.

An ech géif mengen, datt mer dann och do d'Ziedelen ausdeelen. Soubal se prett sinn, fuert Der duer.

Voilà, da sammele mer d'Ziedelen erëm an. Ech fänken u mat dem Ordre alphabétique.

(Appel nominal)

An d'Sëtzung ass erëm ënnerbrach.

(La séance publique est interrompue à 16.18 heures.)

* * *

(La séance publique est reprise à 16.21 heures.)

D'Sëtzung geet erëm weider.

D'Ziedele si follgendermoossen opgedeelt:

Total vun de Stëmmziedelen: 48. Blank Stëmmziedele waren et der: 6, ongülteg Stëmmziedelen: keen. Gülteg Stëmmziedelen also: 42. D'absolutt Majoritéit ass: 22. An den Här Gilles Reckert huet 42 Stëmme kritt.

Domat ass also den Här Gilles Reckert den drëtte Kandidat vun eiser Lëscht. An domat wäre mer um Schluss vun dësem Punkt ukomm.

Domat si mer dann och um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. D'Chamber kënnt muer um 14.00 Auer nees zesummen.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 16.22 heures.)

34e séance

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** p. 28
   M. Fernand Etgen, Président de séance
2. **Ordre du jour** p. 28
   M. Fernand Etgen, Président de séance
3. **Heure d'actualité du groupe politique ADR au sujet du Fonds de compensation** p. 28
   Exposé : M. Tom Weidig (intervention de M. Marc Baum) (dépôt des motions 1 et 2)
   Débat : M. Marc Spautz (dépôt de la motion 3) (intervention de M. Tom Weidig) | M. André Bauler (interventions de M. Tom Weidig) | M. Claude Haagen (interventions de M. Fred Keup) (dépôt de la motion 4) | M. François Bausch (intervention de M. Claude Haagen) | M. Sven Clement | M. Marc Baum
   Prise de position du Gouvernement : Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | M. Tom Weidig (parole après ministre) | Mme la Ministre Martine Deprez
   Motions 1 et 2 : M. Sven Clement | M. François Bausch (interventions de M. Fred Keup) | M. Marc Spautz | M. Claude Haagen | M. Marc Baum | M. Tom Weidig
   Vote sur la motion 1 (rejetée) (intervention de M. Claude Haagen)
   Vote sur la motion 2 (rejetée)
   Motion 3 : M. Marc Baum | M. Sven Clement | M. François Bausch | M. Claude Haagen | M. Marc Spautz (interventions de M. Claude Haagen et M. Sven Clement) | M. François Bausch
   Motion 4 : M. Claude Haagen | M. Sven Clement (intervention de M. Claude Haagen) | M. Marc Baum | M. François Bausch
   M. Fernand Etgen, Président de séance (interventions de M. François Bausch, M. Sven Clement, M. Laurent Mosar, M. Claude Haagen, M. Marc Goergen, Mme Sam Tanson et Mme Joëlle Welfring)
   Vote sur l'ordre de priorité (priorité accordée à la motion 3 ; caducité de la motion 4) (intervention de M. Sven Clement)
   Vote sur la motion 3 (adoptée)
4. **Question élargie n° 12 de M. André Bauler relative à la santé mentale dans le milieu professionnel** p. 38
   M. André Bauler | Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale
5. **8394 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 17 juillet 2020 relative à certaines mesures de suivi de l'évolution du virus Sars-CoV-2 et de lutte contre la maladie Covid-19** p. 40
   Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale : M. Max Hengel (intervention de M. Mars Di Bartolomeo)
   Discussion générale : M. Max Hengel (dépôt de la motion 1) | M. Gérard Schockmel | M. Mars Di Bartolomeo (dépôt des motions 2 et 3) | Mme Alexandra Schoos (intervention de M. Gérard Schockmel) | M. François Bausch (interventions de M. Mars Di Bartolomeo) | M. Sven Clement | M. Marc Baum (interventions de M. Sven Clement et M. Gilles Baum) | M. Gérard Schockmel (parole pour fait personnel) | Mme Alexandra Schoos
   Prise de position du Gouvernement : Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale (interventions de M. Fernand Etgen, M. Marc Baum et M. Mars Di Bartolomeo) | Mme Paulette Lenert (parole après ministre) (intervention de M. Mars Di Bartolomeo) | Mme la Ministre Martine Deprez | M. Mars Di Bartolomeo (parole après ministre) | Mme la Ministre Martine Deprez (interventions de M. Mars Di Bartolomeo) | M. Sven Clement (parole après ministre) (intervention de M. Mars Di Bartolomeo) | Mme la Ministre Martine Deprez
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8394 et dispense du second vote constitutionnel
   Motion 1 : M. Max Hengel | M. François Bausch | M. Mars Di Bartolomeo (intervention de M. François Bausch) | Mme Alexandra Schoos | M. Marc Baum | M. François Bausch (intervention de M. Mars Di Bartolomeo) | Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | M. Meris Sehovic

Vote sur la motion 1 (adoptée)

Motion 2 : M. Mars Di Bartolomeo | M. Max Hengel

Vote sur la motion 2 (rejetée)

Motion 3 : M. Mars Di Bartolomeo | M. Max Hengel (interventions de M. Mars Di Bartolomeo et Mme Nancy Arendt épouse Kemp)

Vote sur la motion 3 (rejetée)

6. **Question élargie n° 13 de Mme Taina Bofferding relative à l'étude du LISER sur la hausse des prix et les inégalités du genre au Luxembourg** p. 50

Mme Taina Bofferding | Mme Yuriko Backes, Ministre de l'Égalité des genres et de la Diversité

7. **Question élargie n° 11 de M. Laurent Mosar relative à l'amélioration du flux des passagers à l'aéroport du Findel** p. 52

M. Laurent Mosar | Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | M. Laurent Mosar | Mme la Ministre Yuriko Backes

8. **8322 – Projet de loi relative au financement du contrat entre l'État et la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois concernant le service de transport de voyageurs par autobus** p. 53

Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics : M. Gusty Graas (intervention de M. Jeff Engelen) (dépôt de la motion 1)

Discussion générale : M. Félix Eischen | Mme Francine Closener | M. Jeff Engelen | M. Meris Sehovic (interventions de M. Jeff Engelen) | M. Marc Goergen (dépôt des motions 2 à 4) | M. Jeff Engelen (parole pour fait personnel) (interventions de M. David Wagner et M. Marc Goergen) | M. David Wagner

Prise de position du Gouvernement : Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8322 et dispense du second vote constitutionnel

Motion 1 : M. Jeff Engelen

Vote sur la motion 1 (adoptée)

Motions 2 à 4 : M. Marc Spautz | M. Gusty Graas | M. Meris Sehovic | M. Dan Biancalana | M. David Wagner | M. Marc Goergen | M. François Bausch

Vote sur la motion 2 (rejetée)

Retrait de la motion 3

Vote sur la motion 4 (rejetée)

9. **8236 – Projet de loi portant approbation de l'« Agreement between the Government of the Grand-Duchy of Luxembourg and the Government of the Republic of Ghana on air services », fait à Luxembourg, le 13 décembre 2021**

8237 – Projet de loi portant approbation de l'Accord relatif aux services aériens entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Cuba, fait à Luxembourg, le 20 avril 2021

8238 – Projet de loi portant approbation de l'Accord de transport aérien entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire, fait à Alger, le 24 août 2022

8240 – Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République du Panama relatif à des services aériens, fait à Luxembourg, le 1er juillet 2021

8241 – Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de l'État du Koweït relatif à des services aériens, fait à Luxembourg, le 25 mars 2021 p. 61

Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics : M. Gusty Graas

Prise de position du Gouvernement : Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8236 et dispense du second vote constitutionnel

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8237 et dispense du second vote constitutionnel

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8238 et dispense du second vote constitutionnel

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8240 et dispense du second vote constitutionnel

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8241 et dispense du second vote constitutionnel (interventions de M. Sven Clement et M. Fred Keup)

10. **Motion de Mme Sam Tanson relative au devoir d'information du Gouvernement par rapport à la Chambre des Députés** p. 63

Exposé : Mme Sam Tanson

Discussion générale : M. Marc Spautz | M. Gilles Baum | Mme Taina Bofferding | M. Fred Keup | Mme Sam Tanson | M. Marc Goergen (intervention de M. Sven Clement) | M. Marc Baum | M. Michel Wolter (parole pour fait personnel) (intervention de M. Gilles Baum)

Vote sur la motion (rejetée)

11. **Résolution de Mme Taina Bofferding relative au respect du Règlement de la Chambre des Députés concernant la convocation de réunions de commissions** p. 67

Exposé : Mme Taina Bofferding

Discussion générale : M. Marc Spautz | M. Gilles Baum | Mme Taina Bofferding | M. Gilles Baum | M. Fred Keup | Mme Sam Tanson (interventions de M. François Bausch) | M. Marc Goergen | M. Marc Baum

M. Claude Wiseler, Président | Mme Taina Bofferding

Présidence : M. Claude Wiseler, Président ; M. Michel Wolter, M. Fernand Etgen, Vice-Présidents

Au banc du Gouvernement : Mme Yuriko Backes, Mme Martine Deprez, Ministres

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, Président de séance | Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

Erlaabt mir, virewech eise President, den Här Claude Wiseler, ze entschëllegen, deen de Mëtteg d'Chamber um Fakellaf zu Schenge representéiert.

2. Ordre du jour

Ech proposéieren Iech, d'Motioun vun der Madamm Sam Tanson an d'Resolutioun vun der Madamm Taina Bofferding, déi an der Sëtzung vum 25. Juni deponéiert goufen, haut no deem leschte Punkt, de fënnef Projete vum Här Gusty Graas, op den Ordre du jour ze setzen.

Ass d'Chamber mat dëser Ofännerung vum Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

3. Heure d'actualité du groupe politique ADR au sujet du Fonds de compensation

D'Chamber féiert haut de Mëtten eng Aktualitéitsstonn iwwert de Kompensatiounsfong, déi d'ADR-Fraktioun ugefrot huet. D'Riedezäit ass nom Artikel 84 (2) vum Chambersreglement festgehalen. Den Auteur vun der Aktualitéitsstonn huet 10 Minutten an déi eenzel Fraktioune respektiv Sensibilitéite 5 Minutten. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Marc Spautz, den Här André Bauler, den Här Claude Haagen, den Här Tom Weidig, den Här François Bausch an den Här Sven Clement. An d'Wuert huet elo den honorabelen Här Tom Weidig als Vertrieder vun der ADR-Fraktioun. Här Weidig, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Tom Weidig (ADR) | Merci, Här Vizepresident. Meng Partei, d'ADR, ass gegrënnt gi fir, stoung, steet a wäert ëmmer fir sécher a fair Pensioune stoen. Fairness heescht, datt d'Bierger, déi an d'Pensiounskeess abezuelen, e Maximum u Pensioun fir e Minimum u Risiko kréien.

Leider sinn hir Suen an de leschte Joren ëmmer méi gebraucht ginn, fir politesch Ziler vun aneren ze

implementéieren. Dat huet relativ harmlos 2010 mat enger Responsible Investment Policy ugefaangen, fir ënner Gambia, also ënnert der leschter Koalitioun vun der DP, LSAP an déi gréng, auszeaarten. D'Politick huet ëmmer méi aggressiv d'Kontroll iwwert d'Investmentpolitick vum Pensiounsfong iwwerholl, anstatt de professionellen Investmentmanagers d'Fräiheet ze loossen, fir hir Aarbecht ze maachen.

Dëst ass passéiert ënnert dem Deckmantel vun den ESG-Krittären, wat fir Ëmwelt, Soziaalt a Gouvernance steet. Kuerzgefaasst: Politiker wëllen decidéieren, a wat d'Pensioune vun aneren investéiert solle ginn. Mir hate jo zu deem Theema am Februar 2023 eng Diskussioun hei an der Chamber.

Mir als ADR haten d'Hoffnung, datt déi nei Regierung, och ënnert der Leedung vum Här Frieden, dee sech jo gär als Realpolitiker mat guddem Wirtschaftsverständnis verkeeft, nees géing zréckkommen zu enger méi rationaler Investitiounspolitick, fir fir sécher a fair Pensiounen anzestoen.

Mee d'Äntwert op eng Question parlementaire vun déi gréng am Mäerz weist, datt dat net de Fall ass. Duerfir hunn ech och dës Aktualitéitsstonn ugefrot, fir d'Positioun vun där neier Regierung ze hannerfroen. Mee virun allem wëlle mir als ADR d'Bierger opklären, wat mat hire Sue passéiert, datt hir Sue fir politesch Ziler vun anere genotzt ginn. Dës Aktualitéitsstonn ass nëmmen den Ufank vun dëser Campagne.

Ëm wat geet et? Mir wëssen, datt eise Pensiounssystem laangfristeg ënner enormem Drock steet. Zum enge wéinst der demografescher Kris: Mir hunn net méi genuch Kanner an d'Gesellschaft gëtt ëmmer méi al doduerch. Zum anere ginn d'Pensiounen am Moment nach gedeckt duerch en onkontrolléierte Wirtschaftswuesstum mat enger Massenimmigratioun iwwert déi lescht 20 Joer. Ganz vill jonk Frontalieren an Auslänner sinn um Aarbechtsmarché derbäikomm, bezuelen d'Pensioune vun haut, an déi ginn natierlech muer an d'Pensioun. Mir hunn déi grouss moralesch Verantwortung, datt och si eng wuelverdéngte Pensioun kréien an net nëmme benotzt ginn, fir d'Pensioune vun haut ze bezuelen!

2012 ass eng allgemeng Pensiounsreform gemaach ginn, fir där Evolutioun entgéintzesteieren. Elo net dee grousse Worf, nee, mee trotzdeem en éischte Schrëtt an déi richteg Richtung. Zemools mat der Schafung vun engem Pensiounskompensatiounsfong vun 23 Milliarden ass en Instrument geschaaft ginn, fir d'Pensiounskris ënner Kontroll ze kréien oder op mannst d'Rentemauer ëm ettlech Joren an d'Zukunft ze drécken.

Mee et gesäit net gutt aus. D'Zil war et, d'Pensioune bis 2052 ze sécheren, mee de leschten Zuelen no solle se nëmme bis 2042 geséchert sinn. A souguer schonn 2027, also an dräi Joer, musse méi Pensiounen ausbezuelt ginn, wéi Leit an d'Pensiounskeess abezuelen.

De Pensiounskompensatiounsfong soll dee Manktum kompenséieren. An duerfir ass dee Fong esou wichteg. Wat e besser investéiert gëtt, wat mir déi Rentemauer vun 2042 méi an d'Zukunft drécke kënnen. Duerfir ass et esou wichteg, de professionellen Investmentmanager d'Fräiheet ze loossen, fir hir Aarbecht ze maachen an e Maximum u Pensioun fir e Minimum u Risiko ze kréien.

Mee de Problem ass, datt dës ESG-Krittäre eis Pensioune reduzéieren:

Éischtens ginn d'Administratiounskäschten an d'Luucht, well en extrae Level vu Kontroll agefouert ginn ass. Dat reduzéiert automatesch d'Renditt.

Zweetens ass den Investmentpool ageschränkt, dat heescht, datt de Portfolio manner staark diversifizéiert ass. E gutt Beispill ass d'Rüstungsindustrie, déi oft antizyklesch ass. Duerch den Ukrain-Krich sinn d'Aktien allgemeng erofgaangen, mee d'Aktie vun der Rüstungsindustrie ginn erop, well hire Revenu no uewe gaangen ass. Doduerch bleift d'Renditt am Portfolio méi stabill, ouni staark Fluktuatioun am Investmentportfolio.

Drëttens geet Renditt verluer, well munch Firmen op den Exklusiounslëschte ganz gutt ofgeschnidden hunn, grad well se Geschäfter maachen, déi fir d'Ekonomie wichteg sinn. Ech denken do un d'Nuklearindustrie, mee och d'Rüstungsindustrie. Rheinmetall ass vun 100 op 600 eropgaangen, Rolls-Royce vun 100 op 400. Déi ganz Profitter kritt eise Pensiounsfong net mat.

Véiertens, den Investmentmanager ka sech net méi op säi Corebusiness fokusséieren, mee op d'Erfëllung vu politeschen Ziler. Dëst ënnergrueft och eis fräi Maartwirtschaft.

Mee déi ESG-Krittäre bréngen och net dat, wat se versprieche, Här Bausch:

Éischtens kënnt et zum Phenomeen vu Greenwashing. Vill huelen déi ESG-Krittären net seriö, mee si soen: „Dat ass dat, wat d'Politick eis forcéiert ze maachen. Et mécht kee Sënn. Mir mussen et matspillen." Vill Firme maachen en Exercice mat, fir eng gutt Nott ze kréien, an dréien alles esou, fir datt et gutt ausgesäit.

Zweetens sinn déi Krittären dacks vun der Realitéit ewech. Den Elon Musk huet sech kierzlech doriwwer opgereegt, datt Tesla en niddregen ESG-Score huet, mee méi Innovatioun fir den E-Auto gemaach huet wéi all aner Firmen zesummen.

Drëttens ginn déi ESG-Krittären elo ëmmer méi fir politesch Zwecker gebraucht. E gutt Beispill ass d'Nuklearenergie: No den EU-Richtlinnen ass d'Nuklearenergie klimafrëndlech, mee munch Parteie wëlle via de Pensiounsfong d'Nuklearindustrie schwächen, obwuel et gutt Argumenter gëtt, datt se klimafrëndlech ass.

Mee wat mech nach am meeschte stéiert, ass de komplette Widdersproch zur politescher Realitéit. Kommt, mir kucken eis emol un, wat fir Firmen op där Lëscht sinn, an déi net investéiert däerf ginn: Rheinmetall, Dassault, Airbus a Rolls-Royce. Mir soen: „Dir sidd schlecht Firmen", an den Zéngdausende Leit, déi do schaffen, datt si fir moralesch korrupt Firme schaffen.

Mee ech soen Iech: Gottseidank existéieren déi Firmen! Si garantéieren eis Fräiheet an Europa. Duerch d'Waffeliwwerungen an d'Ukrain fir hir Verdeedegung sinn eis Reserven niddreg, an ouni déi Firme gesäit et net gutt aus mat eiser militärescher Stäerkt. Rheinmetall liwwert däitsch Panzere wéi de Gepard. Viru Kuerzem huet Däitschland, en enke Partner vun eis, si gefrot, fir 155-mm-Artillerie fir 8,5 Milliarden Euro ze produzéieren. Dassault liwwert Frankräich, engem enke Partner vun eis, 42 nei Rafale Fighterjets. An elo kënnt de Clou: Airbus ...

M. Fernand Etgen, Président de séance | Här Weidig, erlaabt Der, datt den Här Baum Iech eng Fro stellt?

M. Tom Weidig (ADR) | Jo, ok dann.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Merci och Här Weidig. Ech hunn elo ganz interesséiert an iwwerrascht nogelauschtert. Verstinn ech dat richteg, datt d'Positioun vun der ADR elo doranner besteet, der Ukrain Waffen ze liwweren? Dat wier nei!

M. Tom Weidig (ADR) | Nee. Et geet hei einfach ëm d'Konsistenz. Ech mengen, all Parteie soen, si solle Waffe liwweren, mee op där anerer Säit – do kommen ech elo drop –, datt den Investmentfong awer net däerf an déi Rüstungsfirmen investéieren. Dat mécht einfach kee Sënn. An dorop wëll ech kommen, dat ass mäi Punkt.

Une voix | Dir wëllt jo keng kafen ...

M. Tom Weidig (ADR) | Airbus: Eist Militär, also mir hunn 2020 en Airbus A405 (veuillez lire: A400M) kaaft. Mir soen also eisem Pensiounsfong, datt déi Firme moralesch korrupt sinn, datt mir op kee Fall an déi investéieren däerfen, mee da kafe mir awer e grousse Airbus vun hinnen! Dat mécht kee Sënn.

Duerfir deposéiere mir eng Motioun, fir dës Firmen, déi absolutt wichteg si fir d'Sécherheet hei an Europa, erauszehuelen aus där Lëscht. Wann Dir et eescht domadder mengt, fir militäresch staark vis-à-vis vum Putin sengem Russland ze stoen, da musst Dir och déi Firmen an hir Mataarbechter respektéieren an aus der Lëscht erausholen.

Fir ze resüméieren: De Pensiounskompensatiounsfong soll fräi si vu politeschen Ziler a soll no rationale Kriterie vun der Maximiséierung vun der Renditt schaffen. An et sinn dem Bierger seng Suen, seng Pensioun a seng Zukunft. Duerfir deposéiere mir och eng zweet Motioun, an där mir dem Bierger, de Leit, déi all Dag haart schaffen an an eise Pensiounssystem abezuelen ..., datt si selwer entscheede kënnen, ob si do matmaache wëllen oder net. D'Regierung soll eng Propos ausschaffe fir en Opt-out aus den ESG-Kriterien. Et sinn de Leit hir Suen an net Är Suen. Gitt de Leit d'Fräiheet, fir iwwer hiert finanziellt Liewen an Zukunft selwer ze entscheeden!

Merci.

Motion 1

D'Chamber vun den Deputéierten

stellt fest, datt

– de Kompensatiounsfong bei der Definitioun vu sengen Investitiounen enger Rei Restriktiounen ënnerworf ass, déi net nëmmen op d'Reegele vun engem rationale Management vum Risiko-Renditt-Verhältnis zeréckzeféiere sinn, mee och op ESG-Krittären;

– zu dësen Ausschlosskrittären, esou wéi se ënnert dem Punkt 2.2.1. f) vun der Direktiv vum Verwaltungsrot vum Kompensatiounsfong festgeluecht sinn, och „les sociétés impliquées dans des activités liées aux armes controversées, dont notamment les mines antipersonnel, les bombes à sous-munitions, les armes nucléaires, les armes à l'uranium appauvri, les armes au phosphore blanc ainsi que les armes chimiques et biologiques" gehéieren;

– de Kompensatiounsfong de facto iwwerhaapt net an d'Rüstungsindustrie investéiert a souguer Airbus wéinst sengen Engagementer an der Verdeedegungspolitick op der Exklusiounslëscht gefouert gëtt (Stand 20.06.2024),

ass sech bewosst, datt

– d'Regierung wärend de leschten zwee Joer vill Suen ausginn huet, fir d'Ukrain bei hirer Verdeedegung géint Russland militäresch ze ënnerstëtzen;

– d'Suen am Sënn vum Paragraf virdru virun allem an d'Ausland an ausserhalb vun der EU gefloss sinn, well Lëtzebuerg iwwer keng national Rüstungsproduktioun verfüügt, an och net indirekt zeréckgefloss sinn, well de Staat keng Participatioun an der Rüstungsindustrie hält;

– d'Regierung vun 2030 un alljoers 2 % vum Bruttonationalakommes fir d'Verdeedegung wëll ausginn an duerfir Méiglechkeete gebraucht ginn, datt dës Suen eiser Ekonomie zeguttkommen;

– Lëtzebuerg net op där enger Säit d'Produktioun an de Kaf vu Waffen an anere Rüstungsgidder op EU-Niveau

ënnerstëtze kann, mee op där anerer Säit dës Entreprisen op eng Exklusiounslëscht setze kann,

fuerdert d'Regierung op,

– dem Kompensatiounsfong d'Investitioun a sämtlech Waffentypen a Rüstungsentreprisen ze erlaben, souwäit dës Waffentyppe produzéieren, déi konform si mat den internationale Konventiounen, déi Lëtzebuerg mat ënnerschriwwen huet.

(s.) Tom Weidig.

Motion 2

D'Chamber vun den Deputéierten

stellt fest, datt

– de Kompensatiounsfong bei der Definitioun vu sengen Investitiounen enger Rei Restriktiounen ënnerworf ass, déi net op d'Reegele vun engem rationale Management vum Risiko-Renditt-Verhältnis zeréckzeféiere sinn, mee op den ESG-Krittäre berouen, déi am Punkt 2.2.1. f) vun der Direktiv vum Verwaltungsrot festgeluecht sinn,

ass sech bewosst, datt

– de Bierger en Deel vu sengem Akommes an d'Pensiounskeess abezilt an duerfir och eng gewësse Kontroll driwwer soll hunn, wéi seng Suen ugeluecht solle ginn;

– d'Bierger ganz divers sinn an hiren Iwwerzeegungen zu der richteger Approche zu ESG-Theemen an doduerch déi aktuell ESG-Krittären net der Iwwerzeegung vun alle Bierger entspriechen a fir déi Leit e Risiko fir hir Pensioun bedeiten,

fuerdert d'Regierung op,

– en Opt-out-Instrument ze entwéckelen, fir datt d'Bierger zukünfteg selwer decidéiere kënnen, ob hiren Undeel um Kompensatiounsfong no ESG-Krittäre soll investéiert ginn oder net.

(s.) Tom Weidig.

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Weidig.

An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Marc Spautz agedroen. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Marc Spautz (CSV) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wéinst der Ufro vun de Kolleege vun der ADR iwwert de Fonds de compensation hunn ech mech nach eng Kéier mat all deene Saache beschäftegt, och dat, wat ech an deene leschte Jore gesot hunn, wa mer schonn heibannen iwwert de Fonds de compensation geschwat hunn – wat jo déi lescht Joren awer normalerweis eemol d'Joer de Fall war –, wa mer eng Diskussioun heibannen dodriwwer haten. Dat Eenzegt, wat amgaangen ass, e bëssen ze änneren, dat sinn d'Reserven. Déi sinn amgaangen, e bësselchen nach an d'Luucht ze goen – wat och gutt esou ass, dass d'Reserve vun der Pensiounskeess an d'Luucht ginn.

Mir mussen eis awer och direkt vu vireran eens sinn: Wa mir hei vun deene Sue schwätzen, sinn dat keng Suen aus dem Staatsbudget, sinn dat keng Suen, déi dem Staat seng sinn, mee sinn dat d'Sue vun den Assuréen. Dat sinn d'Sue vun deene Leit aus dem Privatsecteur, déi abezuelen. Dat sinn déi Suen, wou de Staat eng Part abezilt, an dat sinn déi Suen, wou de Patron eng Part abezilt. An dat soll een ëmmer am Kapp behalen, dass dat den Assuréen hir Sue sinn, iwwert déi mer hei schwätzen, wa mer iwwert de Fonds de compensation schwätzen.

Et muss een awer och wëssen, gläichzäiteg musse mer och vun eppes schwätzen: Déi lescht Wochen hu mer vill, wat traureg ass, iwwer Kanneraarmut musse schwätzen, mee mer mussen och schwätzen iwwer Altersaarmut. Och Altersaarmut ass eng Realitéit. A wann ee kuckt, dass mer 2011 eng Altersaarmut hate bei deene 65-Järege vu 4,7 %, sou hu mer 2022 eng vun 11,6 %. Dat ass vill, 11,6 %, mee mir leien am internationale Vergläich awer nach besser do, well an der Europäescher Unioun läit se bei 17,3 %, wou mer och wëssen, dass déi Pensiounssystemer net esou fonctionéiere wéi eisen – mat enger Dräiglidderung –, mee wou der oft nëmmen zwee abezuelen, nämlech eng Kéier de Salarié an och duerno de Patron, a wou de Staat keng Participatioun hält.

Et däerf een och net vergiessen, dass de Fonds de compensation gegrënnt ginn ass ... Déi méi stänneg Kolleegen heibanne kënne sech nach erënneren: Virdrun huet d'Pensiounskeess an der Zäit Prête gi fir Leit, déi Assuré waren an der Privatbeamtepensiounskeess – ech muss betounen, et war bei de Privatbeamten –, wou Leit sech konnten e Prêt siche goen op 15 oder 20 Joer, an domadder war d'Méiglechkeet do, fir en Haus ze kafen, en Haus ze bauen. An et sinn och ganz vill Leit, déi dodrop zeréckgegraff hunn. An et ass eréischt vill méi spéit gewiescht, wou do ugefaange ginn ass, och iwwert de Fonds de compensation ze schwätzen a wou et och do zu dem Fonds de compensation komm ass, well et dodrëm gaangen ass, en nohaltege Pensiounssystem hei zu Lëtzebuerg ze maachen.

Mir hunn och ... De Premier huet och nach eng Kéier an der Ried zu der Lag vun der Natioun drop higewisen, wéi breet een eng Debatt muss féieren iwwert d'Zukunft vun de Pensiounen. An ech mengen, dass déi jo och kënnt. Et ass ugekënnegt, dass mer esou eng Diskussioun féieren, mee ech wëll mech do fir de Moment op dat konzentréieren, wat de Fonds de compensation ubelaangt.

An et ass jo och bekannt – an dat wëssen déi meescht Leit heibannen –, dass de Pensiounsfong jo och en aktiven Acteur ass um Wunnengsbaumaart. Net direkt, mee iwwert den Ëmwee vun der Société nationale des habitations à bon marché ass och de Kompensatiounsfong ganz aktiv an deem Marché. An dat ass och eng ganz gutt Saach, dass de Fong an der SNHBM present ass. Och dat hëlleft der SNHBM, dass se méi Méiglechkeeten huet, fir kënnen ze agéieren.

Mee et muss ee sech awer och bewosst sinn, wa mer vun deene Saache schwätzen, dass een och muss driwwer diskutéieren, wat alles mat de Suen a mat de Reserve vum Fonds de compensation geschitt. A wéi der alleguerte wësst, hate mer jo do schonn Debatten heibannen iwwer all déi Plazen, wou de Fonds de compensation kann investéieren a wou e soll investéieren, an dass do och eng Liste d'exclusion erstallt ginn ass, wou verschidde Länner gesot hunn: „Hei, lauschtert, mir wëllen net, dass dat nach geschitt!"

An de Fonds de compensation hei zu Lëtzebuerg huet sech och déi Anlagestrategie ginn, wou e gesot huet: „Och mir hätte gären, dass mer e proppere Invest hunn, an dass net an egal wat investéiert gëtt." An dat ass jo och geschitt, an do huet de Fonds de compensation sech jo och eng nei Guideline ginn, wou mer jo och heibanne schonn Diskussioun driwwer haten a wou Kolleege vun deene Gréngen an och aner Leit jo och scho Question-parlementairen dozou gestallt hunn, soudass mer do eng Lëscht hunn, fir dass et och kloer ass, wou, a wat fir eng Produiten déi Suen, déi de Fonds de compensation huet, eraginn. A fir eis ass et wichteg, dass mer un deene Strategië festhalen, dass mer och festhalen un deem vun der Dekarboniséierung, dass déi och mat den Objektiver vum Accord vu Paräis stattfannen.

An ech wëll dann awer och soen, ech hunn dann ... Mir sinn zwar méi fir d'Ukrain, mee mir hunn eng aner Vue zu de Waffe wéi déi, déi den Här Weidig duergeluecht huet. Mir sinn der Meenung, dass een d'Ukrain mat alle Moyene muss ënnerstëtzen, mee dass dat awer net heescht, dass mer mat alle Moyene mussen d'Waffenindustrie ënnerstëtzen. Ech wëll dat just ...

(Interruption)

Ech wëll dat just soen, dass dat net eis Vue ass an deem Punkt.

Mir hätte gär, dass Transparenz besteet, dass bekannt ass, wou déi Suen ugeluecht sinn, an dass et och dofir fir eis wichteg ass, dass och reegelméisseg kontrolléiert gëtt, wou déi Suen dru sinn. Dat gëllt och bei deene Firmaen, déi an Energie investéieren. A fir dass do och iwwerhaapt keng Zweifelen opkommen, wëll ech och am Numm vun de Majoritéitsparteien eng Motioun hannerleeën, wou och ganz kloer dran ass, wat eis Vuë sinn an deem Punkt. An ech wëll Iech soen, fir eis ass et wichteg, dass mer e séchere Kompensatiounsfong hunn, a fir eis ass et och wichteg, dass mat de Sue vum Kompensatiounsfong eng ordentlech a fair Politick gemaach gëtt.

Villmools merci.

Motion 3

La Chambre des Députés,

– considérant les articles 247, 248, 260 et 261 du Code de la sécurité sociale qui ont trait à la politique de placement et au Fonds de compensation (ci-après « FDC ») ;

– considérant le document « Directive du conseil d'administration du FDC » de février 2023 ;

– considérant que les efforts d'investissement du FDC tendent depuis 2017 de façon continue à inclure des investissements dans des domaines dits « à impact positif » ou alignés sur l'Accord de Paris ;

– considérant la mise à jour du « Sustainable Investor Factsheet » en 2022 qui montre une réduction supplémentaire de l'empreinte carbone et d'autres gaz contribuant au réchauffement de la planète ;

– considérant que le FDC a rejoint en janvier 2024 le réseau « Institutional Investors Group on Climate Change » et l'initiative « Climate Action 100+ » ;

– considérant qu'en février 2024 le FDC a mis à jour la liste d'exclusion d'entreprises en vertu des normes internationales telles qu'entérinées dans les dix principes du Pacte mondial des Nations Unies,

invite le Gouvernement

– à s'assurer que le FDC continue à procéder à une diversification appropriée des risques afin d'assurer un rendement adéquat ;

– à inciter le FDC de continuer à prévoir dans sa prochaine « Directive du conseil d'administration du FDC » une stratégie d'investissement qui désinvestit dans les entreprises ne pouvant pas se prévaloir d'une trajectoire de décarbonisation en ligne avec les objectifs de l'Accord de Paris, tout en lui permettant d'écarter désormais les investissements dans des produits financiers relevant exclusivement de la production d'énergie par fission nucléaire ;

– à veiller à ce qu'il soit continuellement procédé à la mise à jour de la liste d'exclusion d'entreprises en vertu des normes internationales.

(s.) Marc Spautz, André Bauler, Gilles Baum, Max Hengel, Françoise Kemp.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Spautz. Här Spautz, erlaabt Der nach, datt den Här Weidig Iech eng Fro stellt?

M. Tom Weidig (ADR) | Jo, ech wëll awer trotzdeem froen: Mir hu virun zwee Joer e groussen Airbus kaaft vun der Firma Airbus – do si mer jo och frou driwwer, datt mer dee kaaft hunn –, mee op der anerer Säit kann eise Pensiounskompensatiounsfong awer net an Airbus investéieren. Fannt Der net, datt do e gewësse Widdersproch ass a souguer eng gewëss Hypokrisie par rapport zu eiser Attitüd?

M. Marc Spautz (CSV) | Ech mengen, dass et wichteg war, dass mer deemools en Engagement agehalen hunn, wat laang zeréckgaangen ass, wou Lëtzebuerg decidéiert huet, zesumme mat eise belsche Kolleegen e Fliger ze kafen, wat den A400M ass, dat am Kader och vun de Verflichtungen, déi mer hunn als Lëtzebuerger Land bei de Militärausgaben, wat mer och gemaach hunn, soudass deen Airbus elo ee vun deenen ass, déi dem belsche Contingent ënnerstallt sinn, dass dat eng richteg Decisioun war.

An ech fannen net, dass een déi Saachen hei ka matenee vermëschen. An ech soen et nach eng Kéier, Dir hutt virdrun hei gesot, bei der Ukrain hätte mer jo och d'Méiglechkeet, wa mer géife méi Waffe bauen, fir der Ukrain esou ze hëllefen. Mir sinn der Meenung, mir kënnen der Ukrain och iwwer en anere Punkt hëllefen.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Spautz. An d'Wuert ass elo fir den honorabelen Här André Bauler. Här Bauler, Dir huet d'Wuert.

M. André Bauler (DP) | Merci, Här President. D'Ofsécherung vun de Pensioune réckelt an der Lescht verstäerkt an de Mëttelpunkt vun der politescher an der gesellschaftlecher Debatt. D'Madamm Ministesch vun der sozialer Sécherheet huet dofir ugekënnegt, am Hierscht eng breet Diskussioun iwwert de Pensiounssystem organiséieren ze wëllen, wou all déi betraffen Akteuren hir Positiounen an hir Virschléi fir eng méiglech Reform abrénge kënnen.

A mir begréissen ausdrécklech, datt och déi Jonk zu Wuert komme sollen. De Pensiounssystem ass schliisslech e Generatiounevertrag. Dat bedeit souwuel Solidaritéit mat de Pensionnairë vun haut wéi awer och mat de Rentner vun der Zukunft, deene Jonken, déi och e Recht op eng dezent finanziell Ofsécherung am Alter hunn.

Obwuel zwar net direkt vun enger eventueller Reform betraff, spillt de Kompensatiounsfong, dee vum Staat, de Gewerkschaften a vum Patronat zesumme geréiert gëtt, fir eis Pensiounen natierlech eng wichteg Roll, schliisslech sollen duerch responsabel placéiert Investissementer eis Pensiounsreserven erhéicht ginn an esou zur Ofsécherung vun eise Rente bäidroen, och fir déi zukünfteg Generatiounen.

Am Kader vun engem Debat zum FDC, also zum Pensiounsfong, gouf dat lescht Joer eng Motioun mat de Stëmme vun der deemoleger Majoritéit ugeholl. Eng vun de Fuerderungen un d'Regierung huet doranner bestanen, derfir ze suergen, dass de Pensiounsfong seng Investitiounsstrategie verstäerkt un d'Ziler vum Paräisser Klimaofkommes an un d'ESG-Krittären upasse géif an Investissementer an déi ekologesch an energeetesch Transitioun begënschtege géif. Kuerz gesot: Den FDC, an domadder eis Rentereserven, sollten a solle méi nohalteg ginn.

An dat huet de Verwaltungsrot vum Kompensatiounsfong och gemaach: 100 % vun hiren aktiv geréierte Fongen entspriechen elo dëse Krittären. En neien indexéierten, also, anescht gesot, passiv geréierten Deelfong vu 500 Milliounen Euro ass mam Paräisser Klimaofkommes ofgestëmmt. An et sinn ëffentlech Ausschreiwunge lancéiert ginn, fir weider 500 Milliounen Euro an Infrastrukturprojeten ze investéieren, dorënner haaptsächlech an erneierbar Energien.

De Pensiounsfong huet ausserdeem – an dat ass och elo vum Marc Spautz ugeschwat ginn – d'Ausschlossléscht vun Entreprisen aktualiséiert, déi international Standarden net erfëllen, zum Beispill, wat de Schutz vun de Mënscherechter an der Ëmwelt betrëfft oder d'Korruptiounsbekämpfung. Mir brauchen a mir wëlle méi Nohaltegkeet. Grondsätzlech ännert sech doduerjer och näischt um Rendement, well d'Gesetz e Minimum virgesäit. Un deem hält d'DP jo och fest. An dësen ass och wichteg, fir eis Pensioune beschtméiglech ofzesécheren.

Nohalteg bedeit fir den FDC deemno zweeërlee: Engersäits gëtt déi ekologesch, energeetesch Transitioun viséiert, déi eisem Planéit zegutt kënnt, anerersäits mussen och ekonomesch a sozial Aspekter a Betruecht gezu ginn, fir eise generéise Pensiounssystem ze stäerken.

Här President, dem FDC säin eenzege Sënn an Zweck ass et, d'Iwwerschëss gutt ze investéieren, fir esou dozou bäizedroen, datt eis Rentereserven op laang Zäit ofgeséchert sinn. D'Investitiounsstrategie muss dofir reegelméisseg hannerfrot ginn an och am Aklang mat anere Politicken an Ziler stoen, virun allem och mat eise Klimaziler.

D'DP ënnerstëtzt hei méi Nohaltegkeet. Dat soll schrëttweis geschéien, an dat geschitt och, wéi déi rezent Entwécklunge bei den Investissementer vum FDC weisen. Mir wëllen, datt dat Schratt fir Schratt gemaach gëtt, net well mer net méi séier maache wéilten, ma well mer wëssen, datt och verschidde Contraintë bestinn.

Mir befannen eis, wéi mer alleguer wëssen, de Moment an enger Transitiounsperiod an der Wirtschaft, an der Finanzwelt, mat hire Produiten, déi e Spigelbild vun der realer Wirtschaft sinn. Dës Realitéit kann een net einfach ignoréieren. An dës Regierung setzt alles drun, fir dës Transitioun aktiv ze begleeden. Genee an däsem Ëmfeld fënnt och d'Transitioun vum Pensiounsfong statt.

Här President, an der Demande vun der ADR gëtt och vun engem Manktem un Autonomie bei der Altersvirsuerg geschwat. Obwuel et wouer ass, datt jiddereen, deen zu Lëtzebuerg als Salarié schafft, an en allgemengen a solidaresche Pensiounssystem abezilt – dat ass och richteg esou –, kann een awer kaum vun engem Manktem un Autonomie bei der Altersvirsuerg schwätzen, schliisslech besteet jo d'Méiglechkeet, eng zousätzlech privat Altersvirsuerg ofzeschléissen. Dat ass dee berüümten drëtte Pilier. Zousätzlech proposéiere verschidde Betriber hire Salariéen eng Betribsaltersvirsuerg. An ech wëll an Erënnerung ruffen, datt de Koalitiounsaccord vun däser Regierung virgesäit, datt den 2. an den 3. Pilier eventuell duerch Steiervirdeeler kënne gestäerkt ginn. Der Autonomie bei der Altersvirsuerg wier esou zousätzlech Rechnung gedroen.

Am Resümmee – ech kommen zum Schluss, Här President –: Fir d'DP soll a muss de Pensiounsfong säi Kurs a Richtung méi Nohaltegkeet weiderféieren. Dëst soll gutt iwwerluecht geschéien, also net liichtfankeg gemaach ginn. Et soll am Interessi vun de Leit, deenen hir Suen iwwert den FDC geréiert ginn, gehandelt ginn. Nëmmen esou garantéiere mer, datt d'Leit, déi hiert Liewe laang geschafft hunn, eng dezent Pensioun kréien.

Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Bauler. An och Iech wëll den honorabelen Här Tom Weidig eng Fro stellen.

M. André Bauler (DP) | Ech hunn dat scho gespuert.

(Hilarité)

M. Tom Weidig (ADR) | Jo, an ech stellen déi selwecht Fro: Wéi kann et sinn, datt mer virun zwee Joer e groussen Airbus kaaft hunn – an Zéngdausende vu Leit hunn do mat dru geschafft –, ...

(Interruption)

... an op där anerer Säit soe mer eisem Pensiounsfong: „Nee, an déi Firma, déi eis e groussen Airbus gebaut huet, an déi kënne mer net méi investéieren"? Fannt Der net, datt dat, zumools fir eng Partei, déi sech jo Liberalismus a Wirtschaftsliberalismus op de Fändel schreift, inkonsistent ass?

M. André Bauler (DP) | Dir mengt inkohärent?

(Interruptions et hilarité)

Jo. Gutt.

M. Tom Weidig (ADR) | Jo.

M. André Bauler (DP) | Ech mengen, mir waarden d'Debatt of. An ech schenken do dem Pensiounsfong a senge Responsabele vollt Vertrauen, datt si dat Bescht maache mat deem, wat se musse geréieren, nämlech déi Reserven, déi souwuel d'Salariéë wéi d'Patronat an de Staat him uvertrauen.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Bauler. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Claude Haagen. Här Haagen, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Haagen (LSAP) | Merci, Här President. Ech muss Iech soen, ech hu ganz gutt nogelauschtert. An ech war am Fong der Meenung, datt Antipersouneminnen, Ausbeutung, Kanneraarbecht, Ëmweltzerstéierung, datt déi lescht Regierung, déi lescht ... oder d'Deputéierten alleguerten der Meenung sinn, datt mer dat awer sollte bekämpfen an och verdamen!

Ech héieren elo vun enger Partei, datt dat net esou gewollt ass, ...

Une voix | Falsch!

M. Claude Haagen (LSAP) | ... datt mer laut deem Räsonement, deen hei opgefouert gëtt an enger Heure d'actualité – wou ee sech muss froen, wat dat mat enger Heure d'actualité ze dinn huet –, jo dohinnerginn, fir déi Ofschlëss, déi mer hunn, déi international Verträg, déi mer hunn, déi Konventiounen, déi mer hunn als Lëtzebuerg, déi déi viregt Regierunge jo net eréischt zënter zéng Joer matgedroen hunn, datt mer déi bei Investissementer iwwert dee Fonds de compensation mat Suen aus der Pensiounskeess dann net méi sollen droen.

Dat géif bedeiten, datt mer de Green Deal a Fro stellen. Dat géif bedeiten, datt mer den Accord de Paris a Fro stellen. Dat géif bedeiten, datt mer d'Transition énergétique a Fro stellen. An ech ka sou weiderfueren!

(Interruption par M. Fred Keup)

Ech si frou ... Nee, sot dat och haart, sot dat einfach haart!

M. Fred Keup (ADR) | Jo, mir wëllen dat a Fro stellen!

M. Claude Haagen (LSAP) | Jo, da musst Der et a Fro stellen oder dergéint sinn. A Fro kann ee villes stellen. Da muss een och bis zum Schluss goen, an dat maacht Der jo eebe grad net.

M. Fred Keup (ADR) | Dach!

M. Claude Haagen (LSAP) | An ech kann Iech awer berouegen: Dir wäert déi Chance och ni kréien!

M. Fred Keup (ADR) | Dir wäert gesinn!

M. Claude Haagen (LSAP) | Wann ech gesinn, datt ...

M. Fernand Etgen, Président de séance | Här Keup, Dir hutt d'Wuert net!

M. Claude Haagen (LSAP) | Wann ech gesinn ... O, ech huele mer et selwer, Här President.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Ech wëll Iech dorunner erënneren!

(Hilarité)

M. Claude Haagen (LSAP) | Wann ech gesinn, datt verschidden Iwwerleeunge sou wäit gi wéi Sensibilité-politiquen oder Parteien, déi komesch finanziell Usiichten hunn, wat d'Placement vu Suen ugeet – fir net méi ze soen –, do wëll ech awer soen, datt mir als LSAP nach ëmmer 100 % fir d'Transition énergétique sinn an datt mer och eisen Engagement géint d'Atomkraaft zu 100 % hunn. An dat wäert och weider bestoe bleiwen!

Well Der vun den ESG-Krittären ... An et sinn net nëmme just d'ESG-Krittären, déi an den internationale Placementen oder iwwert d'Valeur-boursièren determinéiert oder definéiert ginn, et sinn och aner Taxonomien, déi europäesch, zum Beispill. Dann hutt der déi ganz Disclosure, finanziell Obligatiounen, fir eeben den Assetmanager, deen Der jo geholl hutt, de professionellen Investisseur, ze kontrolléieren iwwer Auditen, déi iwwert de Fonds de compensation jo och gemaach ginn, fir e Contrôle iwwert d'Suen ze kréien.

An ech muss Iech awer soen – an et ass schonn ugedeit ginn –, datt déi Sue jo net staatlech Sue sinn, dat si Sue vun den Assuréen, vun den Employeuren a vum Staat, déi also net iwwer e Staatsbudget lafen. An ech wier dann emol gespaant, wann Der dat dann eng Kéier géift maachen ... Dir sidd jo esou fir Ëmfroen, Referenden. Maacht eng Kéier e Referendum, deen hutt Der séier organiséiert, da wësst Der, wou Der dru sidd.

Op jidde Fall bedeit et net, wann een en Engagement, e finanziellt Engagement, e finanziellt Investissement mécht, fir datt eeben och Entreprisen aus der Atomenergie erauskommen, aus der Waffenindustrie erauskommen, à long terme – dat mécht een net vun haut op muer –, datt een dann net och Ëmwelt a Klima, Gesellschaft a Mënschen- an Aarbechtsrechter wäert schützen. An dofir setze mir eis als LSAP weider an!

Dir hutt déi verschidden Ausschlussverfaren, déi Gro Lëscht, déi Schwaarz Lëscht, ugeschwat, ech ginn net weider drop an. Déi gi jo och geholl, fir wann Entreprisen – ech mengen, et ass elo no engem Joer, virun 2023, mengen ech, war et fir zwee Joer – sech net méi konform setzen, datt se da vun der Groer Lëscht op déi Schwaarz kommen an direkt, fir eeben och do iwwert d'ESG-Krittären ... Besonnesch och d'Gouvernance: D'Aarbechtsrecht muss respektéiert ginn, sozial Krittäre musse respektéiert ginn, d'Oplag vun Ëmweltkrittäre muss respektéiert ginn. Dat si jo déi Krittären, déi mer eis op jidde Fall am Green Deal, am Accord de Paris ginn hunn, fir eeben déi Ziler ze erreechen.

Dat heescht, Dir sidd och net derfir, déi Ziler ze erreechen, fir déi Ofsécherung vun de Pensiounen an och domadder de Fonds de compensation, deen, wëll ech Iech just soen – ech ka mech elo villäicht ëm 10 % ieren, well ech d'Zommen net méi grad esou am Kapp hunn –, mengen ech, säit senger Entsteeung zéng Milliarden Euro agespillt huet. Da kënnt Der net soen, datt dat net géif fonctionéieren. Da kënnt Der net soen, datt dat méi professionell misst gemaach ginn. Da kënnt Der net soen, datt dat méi misst vun internationalen, fäegen Assetmanager gemaach ginn, well déi ginn op d'Spekulatioun. An déi ginn op eng Spekulatioun ... – dee Schoss kann och no hanne lassgoen!

An dofir ass et fir eis op jidde Fall doudsécher, datt déi nohalteg Investitiounspolitick vum Fonds de compensation net am Widdersproch steet zu enger gudder Gestioun an enger finanzieller Ofsécherung vun de Pensiounsreserven, déi doduerch kënnt.

Ech gesinn, meng Zäit ass ofgelaf. Ech wëll just nach vun der Geleeegenheet profitéieren, Här President, fir awer ze soen, ier ech Iech eng Motioun eraginn, déi vun deene Gréngen, vun deene Lénken a vun der LSAP momentan ënnerschriwwen ass – jiddwereen ass wëllkomm, fir se matzedroen –, datt ech hei den Androck hunn, datt d'ADR prett ass, ouni mat der Wimper ze zucken, fir d'Ëmwelt, d'Klima, d'Aarbechtsrechter an d'Mënscherechter op dem Altor vum Profitt ganz einfach ze afferen.

Merci.

Motion 4

La Chambre des Députés,

– considérant que le « Fonds de compensation commun au régime général de pension » (FDC), créé par la loi du 6 mai 2004 sur l'administration du patrimoine du régime général de pension, a pour mission de gérer la réserve du régime général de pension dans le but d'en garantir la pérennité ;

– considérant que l'article 248 du Code de la sécurité sociale prévoit que les placements du FDC doivent respecter les principes d'une diversification appropriée des risques répartissant les disponibilités entre différentes catégories de placement ainsi qu'entre plusieurs secteurs économiques et géographiques ;

– considérant que le FDC gère la réserve du régime général de pension selon le principe tripartite par les assurés, les employeurs et l'État ;

– considérant que, conformément à l'article 261 du Code de la sécurité sociale, il appartient au conseil d'administration du FDC d'établir les directives concernant les principes et règles de gestion du patrimoine et que celles-ci sont soumises à l'approbation du ministre ayant dans ses attributions la Sécurité sociale, sur avis de l'Inspection générale de la sécurité sociale ;

– considérant le débat de consultation sur la future directive d'investissement du FDC à la Chambre des députés organisé en date du 9 février 2023 sur demande du Ministre de la Sécurité sociale ;

– considérant les informations, documentations et explications fournies et discutées lors de diverses réunions de la commission parlementaire compétente en charge en amont dudit débat ;

– considérant que depuis 2010, le FDC a développé une politique d'investissement intégrant les aspects de durabilité, et plus précisément de critères environnementaux, sociaux et sociétaux et de gouvernance (critères ESG) au sein de sa stratégie d'investissement ;

– considérant que la stratégie d'investissement se fonde notamment sur les engagements pris par le Luxembourg dans le cadre des différents traités ou conventions, dont également les dix principes du « United Nations Global Compact » et ses standards complémentaires, couvrant le respect et la promotion des droits humains, la protection de l'environnement, le respect des normes internationales du travail ou la lutte contre la corruption, ou encore l'Accord de Paris ratifié en 2016 et visant à limiter les émissions de gaz à effet de serre ;

– saluant les informations fournies par les responsables du FDC en amont du débat de consultation du 9 février 2023, selon lesquelles les investissements du FDC visent à être conformes aux engagements pris dans le cadre de l'Accord de Paris ;

– considérant que le FDC a développé les investissements dans le domaine de l'immobilier respectant les critères ESG, dont la création de logements à prix abordable ;

– considérant que la performance du FDC en matière de soutenabilité est évaluée régulièrement et que le Sustainable Investor Factsheet 2021 publié par le FDC fait état des résultats et progrès importants en la matière, corroborés notamment par une liste d'exclusion ambitieuse et étendue inégalée par les institutions similaires d'autres pays européens ;

– considérant que la crise énergétique survenue suite à l'attaque russe en Ukraine a révélé une menace de pénurie énergétique mettant en exergue les déficiences et retards en matière de transition énergétique,

invite le Gouvernement à

– s'assurer que le FDC continue à intensifier sa stratégie d'investissement en cohérence avec les objectifs climatiques de l'Accord de Paris et les critères ESG ;

– continuer à inciter le FDC à favoriser les investissements soutenant la transition énergétique et écologique ;

– poursuivre une stratégie de désinvestissement dans des entreprises productrices d'énergie nucléaire et des entreprises ne pouvant pas se prévaloir d'une trajectoire de décarbonisation en ligne avec les objectifs de l'Accord de Paris ;

– encourager le FDC à soutenir la création de logements à coûts modérés.

(s.) Claude Haagen, Marc Baum, François Bausch.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Haagen. Här Haagen, och Dir bleift net vun enger Fro vum Här Tom Weidig verschount.

(Hilarité et interruptions)

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)

Genau. Den Här Haagen huet gesot, datt seng Interventioun fäerdeg ass, an da ginn ech d'Wuert weider un den honorabelen Här François Bausch. Här Bausch, et ass un Iech.

M. François Bausch (déi gréng) | Den Här Haagen huet säi Bräll nach hei leie gelooss.

M. Claude Haagen (LSAP) | O, bréngt e mat!

(Hilarité)

M. François Bausch (déi gréng) | Ech probéieren, ob ech domadder eppes gelies kréien.

(Interruption et hilarité)

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech sinn elo zënter 1989 an dësem héijen Haus an ech souz schonn op de verschiddenste Plazen, op de verschiddenste Bänken, an ech muss soen, ech hunn och scho vill Rieden hei héieren, mee ech hunn nach keng Ried héieren, déi vun esou enger Rücksiichtslosegkeet a vun esou enger Kalbliddegkeet gepräägt war wéi dat, wat den Här Weidig hei zum Beschte ginn huet.

Ech hunn dat ganz gutt nogelauschtert, wat e gesot huet. An am Endeffekt seet den Här Weidig näischt aneres wéi: „Wann een antrëtt fir Gesetzer géint Kanneraarbecht, dat ass Ideologie. Wann een antrëtt fir Gesetzer, déi d'Mënscherechter respektéieren, dat ass Ideologie. Wann een antrëtt fir Gesetzer, déi derfir suergen, datt net egal wou an der Welt d'Ëmwelt

zerstéiert gëtt, dat ass Ideologie. Dat Eenzegt, wat zielt", seet den Här Weidig, „dat ass Rendit, Rendit au maximum, ganz egal, op wiem seng Käschten et geet. Ob et op d'Käschte vu Kanner, vu Fraen, vun der Ëmwelt geet, et ass komplett egal. D'Haaptsaach ass, mir hunn eng héich Rendit, sou héich wéi méiglech, fir datt eis Pensiounen hei ofgeséchert sinn."

Dir Dammen an Dir Hären, dat ass extreem schlëmm, wat hei gesot ginn ass, extreem schlëmm! Well net nëmme sinn eng ganz Rei international Konventioune jo hannendrun, hannert deem, wat ech elo alles hei gesot hunn, mee dat ass jo awer och e laange Kampf gewiescht, international, fir datt mer iwwerhaapt déi ESG-Krittäre géife kréien, fir datt d'Finanzwelt och ufänkt, eeben net just nëmmen op d'Rendit ze kucken, mee och ze kucken, datt d'Suen, déi doruechter zirkuléieren, agesat ginn zum Wuel vun der Mënschheet, an net nëmmen op d'Käschte vun der Mënschheet.

Dat ass e laange Kampf gewiescht. An deen ass iwwregens, niewebäi bemierkt, gefouert gi virun allem virun 20, 25 Joer, vu Pionéier, vu Leit, déi aus der Finanzwelt komm sinn, dorënner eng Rei Schwäizer. Ech wëll nëmmen een hei zitéieren, dat ass de Schmidheiny, dat ass ee vun deene gréisste Schwäizer Industriellen, e grousse Financier a Banquier. Deen huet scho viru 25 Joer e Buch geschriwwen, wou e gesot huet: „Mir mussen d'Finanzwelt notzen, fir de Kurswiessel an eiser Gesellschaft matzedroen, matzefinanzéieren. Dat heescht, mir mussen iwwergoen zu Krittären, wéi mer investéieren, wat mat de Sue geschitt, a mir kënnen net méi weider esou rücksichtslos verfueren, wéi dat vläicht eng Zäitlaang gaang ass."

Dat sinn Errungenschaften, Här President, Dir Dammen a Dir Hären! Dat sinn Errungenschaften, déi mer net dierfen opginn a wou ech hoffen, datt dëst Parlament sech ëmmer wäert dergéintstellen a derfir antrieden, datt d'Mënscherechter respektéiert ginn, Kanneraarbecht verbuede gëtt, Mine-antipersonellë verbuede ginn an datt doranner net soll investéiert ginn.

An ëmsou méi, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann et ëm Suen geet, déi d'Kotisatioune sinn, effektiv, vun de Salariéen hei zu Lëtzebuerg, déi am Fong natierlech sollen esou agesat ginn, datt se och e Rendement hunn, fir datt mer domadder och d'Pensiounen ofsécheren. Mee grad do, mengen ech, wär keen een d'accord – keen een! –, dee cotiséiert, ausser vläicht den Här Weidig a seng Trupp hei vun der ADR, fir ...

(Exclamations)

Jo, dat héiert Der alles net gär, ...

(Interruptions par M. Tom Weidig et par M. Fred Keup)

... mee dat ass d'Realitéit, ...

(Coups de cloche de la présidence)

M. Fernand Etgen, Président de séance | Wannechgelift!

M. François Bausch (déi gréng) | ... dat ass d'Realitéit, an där Dir Iech befannt! Dir sidd op engem Wee, deen ass ganz geféierlech, an Dir aamt just no, wat verschidden anerer vun Iech am Ausland wëlle maachen, mee dat ass ganz geféierlech!

(Interruption par M. Tom Weidig)

M. Fernand Etgen, Président de séance | Här Weidig, wannechgelift!

M. François Bausch (déi gréng) | Dir stellt de gesellschaftlechen Zesummenhang komplett a Fro – komplett a Fro! –, an dat wäert net acceptéiert ginn an dësem Parlament, dovu sinn ech fest iwwerzeegt!

Duerfir mengen ech, datt et wichteg ass, datt mer kucken, datt dee Fonds de compensation hei, datt deen esou Saachen, wéi ech virdru beschriwwen hunn ..., datt en dorobber oppasst, datt investéiert gëtt an engem – natierlech! –, finanztechnesch gesinn, responsabele Sënn.

Dat gëtt jo iwwregens och gemaach. Et si jo Professioneller, déi dat Ganzt geréieren. Et ass jo net d'Chamber oder och net d'Regierung, déi d'Gestioun dovunner mécht. Do si jo Leit um Wierk, déi vum Fach sinn. Mee datt déi natierlech vun deenen hannendrun, déi d'Interessen hunn, awer och gewëss Guidancë kréien, dat ass normal.

Dat gëtt et och iwwregens och bei all Investmentfong, och am Privaten. Jo, och souguer fir déi grouss amerikanesch Pensiounsfonge gëtt et Krittären, entre-temps. Och déi hu sech eethesch Krittäre ginn, entre-temps, wéi se wëllen an der Welt investéieren. Dat ass guer näischt Aussergewéinleches.

An ech hoffen, Här President, datt, wéi gesot, dës Chamber esou Saache wéi dat doten ëmmer dohinner verweist, wou et higehéiert, nämlech an d'Poubelle vun der Geschicht!

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Bausch. Här Bausch, ech wëll Iech froen, ob Der eng Fro akzeptéiert vum Här Weidig.

M. François Bausch (déi gréng) | Här President, ech muss net op all Bauzegkeet äntwerten, déi den Här Weidig hei zum Beschte gëtt! Merci.

(Interruption par M. Fred Keup)

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Bausch. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

(Interruption et hilarité)

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et war jo iergendwéi kloer, firwat eng ADR dës Aktualitéitsstonn géif ufroen: Fir de Leit Märercher ze erklären! Datt eis Pensioune méi sécher wieren, wa mer se weider a Pëtrol an an Atom géifen investéieren.

D'Pensiounsrécklage sinn awer nëmme sécher, wa mer se krisefest maachen an aus Energien erausklammen, déi de Rendement an eis Welt futtimaachen. Mir Piraten wëllen dofir dës Aktualitéitsstonn notzen, fir ze erklären, datt Investissementer a Pëtrol, Gas an Atom Stranded Assets wäerte ginn.

Fir unzefänken: Wat ass dat, e Stranded Asset? Ma dat si Finanzproduiten, déi hir Valeur schlagaarteg verléieren. Fir d'ADR: Eppes, wat se gutt verstinn, wär d'Beispill russesch Rubelen. Déi hat de Pensiounsfong um Dag vun der Invasioun vun der Ukrain nämlech nach an de Bicher – a vun haut op muer fir näischt méi ze gebrauchen! D'Geld ass futsch, Millioune verbrannt. An da gëtt et och Produiten, déi d'Welt zerstéieren, an där se awer wëllen hire Profitt maachen. An dozou gehéiert all Finanzement a fossill Energien.

Mir hunn eis am Kader vun dësem Debat mat Fuerscher, déi sech op Stranded Assets spezialiséiert hunn, getraff a mir hunn och mat de Gewerkschaftsvertrieder geschwat. D'Fuerscher hu ganz kloer gesot, datt weider Investissementer a Gas, Pëtrol an an Atom riskant, liichtsënneg an ineffikass sinn. D'Performance vun de fossille Finanzproduiten ass net gutt. Si waren an de leschte Joren ëmmer eng 6 bis 7 % hannert den Erwaardungen. Si bréngen de Leit, déi cotiséieren, also manner Rendement.

Souguer d'Cheffe vun de grousse Firmen, wéi ExxonMobil, gesi keng Zukunft méi an de fossillen Energien. Den Darren Woods, dat ass de CEO vun ExxonMobil, huet an engem Interview gesot, datt hien dovun ausgeet, datt ab 2040 an den USA – wou et kee Verbrennerverbuet gëtt, näischt! – just nach Elektroautoe wäerte verkaf ginn a virun allem och kaaft ginn. Firwat? Well de Marché dat esou reegelt. Si gleewen also selwer net méi un de Businessmodell vum Verbrenner. Firwat sollt also de Pensiounsfong grad an esou Firmen investéieren?

Här President, am éischten a bis elo eenzege Sustainable Investor Report vum Pensiounsfong sinn och d'Stranded Assets kuerz analyséiert. Dee Moment waren 9 % vun eisem Pensiounsfong dovunner betraff. 9 %, ech fannen dat enorm. Wa mer dat Geld muer net méi hätten, well eeben eppes geschitt, da wäre vun haut op muer 2 Milliarden Euro fort. Fort fir d'Pensiounen, fort vun de Cotisanten. 2 Milliarden Euro, mat deenen d'ADR hei liichtfankeg spillt. 2 Milliarden Euro vun de Cotisanten, mat deenen d'ADR hei liichtfankeg wëllt spillen. Dat ass kee Monopoly-Geld, léif Kolleeginnen a Kolleegen. Dat ass Geld, fir dat d'Leit haart geschafft hunn, an dofir wäerte mir eis och weiderhin derfir asetzen, datt hei nohalteg a sënnvoll mat guddem Rendement investéiert gëtt.

An net nëmmen de Lëtzebuerger Pensiounsfong, nee, och Privatpersounen zu Lëtzebuerg setze laut Estimatioune vu Fuerscher haut op 6 Milliarde Stranded Assets. De Fong huet sech, wéi et üblech ass, derfir gelueft, datt déi 9 % manner wäre wéi den internationalen Duerchschnëtt. Wat een do awer net liest, dat ass, dass déi 9 % eis, als déi, déi cotiséieren a Pensiounen ausbezuelt kréien, manner Geld abruecht hunn ewéi aner Fongen, déi och a fossill Energien investéieren. E Véierels manner, iwwregens. Dat heescht, déi Investitiounen, déi de Pensiounsfong a fossill Energië mécht, sinn net nëmme riskant, well se Stranded Assets kënne ginn, se bréngen och nach manner Geld an.

An do, spéitstens do, léif Kolleeginnen a Kolleegen, verstinn ech dann awer d'Iwwerleeung vun de Kolleege vun der ADR guer net méi. Si wëllen, datt d'Pensiounen ofgeséchert sinn, bien que d'ADR, déi ëmmerhi fréier mol eng Kéier d'Fënnef-Sechstel-Pensioun fir jiddweree gefuerdert huet, rezent op der Tëlee gesot huet: „Jo, also un d'Pensioune misst ee schrauwe goen." Also, ech mengen, Är Grënnerinnen a Grënner – ech mengen, et waren nëmme Grënner – géife sech definitiv rotéieren, wa se esou eppes géifen héieren.

An hei kënnt eng ADR, déi wëllt an Zukunft a Produiten investéieren, déi manner Rendement bréngе wéi déi Produiten, déi eis Welt rette kënnen. Dofir haalt dach op, de Leit Geschichten ze erziele vun der rentabeler Pëtrols- oder Atomaktie. Et gëtt se net, et gouf se net, an et wäert se net ginn. Et ass e Märchen. A mir kënne gären eng Kéier zesumme mam Här Spautz dann an d'Rhön goen, an d'Grimmstrooss oder an d'Märchestrooss, well et ass e Märchen.

Här President, einfach erkläert: Manner Rendement heescht manner Suen, fir d'Pensiounen ze bezuelen. Dat geet iergendwann net méi op. Wa mer d'Geld haut huelen an an aner nohalteg Produiten investéieren, kréie mer méi Geld eraus, hu mer net méi de Risiko, datt et zu Stranded Assets kënnt a mir hunn d'Zerstéierung vun eisem Planéit net matfinanzéiert. Wann de Lëtzebuerger Pensiounsfong géif esou investéieren, wéi d'ADR dat hei verlaangt, géifen déi lëtzebuergesch Pensiounsrécklage schrumpfen. Mir Piraten wëllen dat net. Mir wëllen, datt se weider wuessen. An duerfir schwätze mir eis fir eng Investitioun an nohalteg Produiten aus.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Clement. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Ech hu mer soe gelooss, datt den Här Weidig a senger Fräizäit gär Schach spillt. Dann hätt ee jo eigentlech kënnen unhuelen, datt den Här Weidig weess, wat geschitt, wann een net méi wäit wéi seng eegen Nuesespëtzt denkt, also net méi wäit wéi just deen nächste Schachzuch: Jo, et verléiert een. An der Reegel. Wat den Här Weidig elo grad probéiert huet, eis ze erklären, ass, datt de Pensiounsfong an egal wat, egal wou an egal wéi investéiere soll. Wéi e Glécksspiller. Dem kuerzfristege Profitt nolafen, ouni iwwert déi laangfristeg Konsequenzen nozedenken – Konsequenze fir d'Welt, Konsequenze fir eis, mee virun allem fir déi zukünfteg Generatiounen. Déi zukünfteg Generatioune vu schaffende Leit an déi zukünfteg Generatioune vu Pensionären.

Duerfir géif ech dem Här Weidig gär e Gedanke mat op de Wee ginn: Ob mir an 30 Joer nach e stabillen a gutt funktionéierende Pensiounssystem hunn, hänkt net dovunner of, ob de Kompensatiounsfong haut e Rendement vu 4,1 oder vu 4,2 % mécht. En hänkt an éischter Linn dovunner of, wéi déi Welt, an där mir liewen, an 30 Joer ausgesäit. A wann de Pensiounsfong aktiv bäidréit zu enger Welt, déi un allen Ecken an Enne brennt a wou déi wirtschaftlech an ökologesch Liewensgrondlage vun eisem Land massiv a Fro gestallt sinn, dann, jo, da si mer effektiv duerno schachmatt.

Déi Proposen, déi den Här Weidig elo hei gemaach huet an op déi mer herno leider mussen agoen, maache mam Pensiounsfong och de Contraire vun deem, wat am Gesetz steet. Well laut Gesetz ass de Pensiounsfong censéiert, d'Pensioune laangfristeg ofzesécheren. Déi dote Propositioune maachen de Contraire. An am Géigesaz zu der ADR, wéi een elo héieren huet, gi mir eist Land an déi Leit, déi dra liewen, net einfach esou op um Altor vum kuerzfristege Benefiss.

Den Här Weidig beschwéiert sech, datt d'Investitioune vum Fong net méi exklusiv der kuerzfristeger Profittgier ënnerleien, mee éischt kleng, an eiser Meenung no vill ze bescheiden, Krittären agefouert ginn, datt d'Mënscherechter awer solle respektéiert ginn an datt de Fong, zwar am Schleekentempo, lues aus de fossillen Energien erausklamme soll. Hie beschwéiert sech, datt de Fong domadder géif politiséiert, ideologiséiert ginn. Mee Här Weidig, d'Tatsaach, datt mer iwwerhaapt eng Rentereserv hunn, ass eng politesch Decisioun. Datt mer iwwerhaapt en ëffentleche Rentesystem hunn, dat ass eng politesch Decisioun. Datt dee System am Laf vum 20. Joerhonnert op- an ausgebaut gouf, notamment duerch de Kampf vun der Aarbechterbeweegung an hire Spriecher, de Gewerkschaften, ass eng politesch Decisioun. Gradesou wéi déi Attacken, déi mer am 21. Joerhonnert géint d'Interessie vun deene klenge Leit gesinn, och eng politesch Decisioun sinn. Duerfir haalt op, esou ze maachen, wéi wann dee skrupellosen Neoliberalismus, fir deen d'ADR a Wierklechkeet steet, en Naturgesetz wier. Et ass de Géigendeel. Et ass Ideologie, déi en plus selbstzerstéiereg ass.

D'Ried vum Här Weidig ass duerfir e schéint Beispill, wéi um rietse Bord Politick geduecht a gemaach gëtt. Et gëtt probéiert, d'Ängscht vun de Leit auszenotzen. An dësem Fall d'Angscht, datt et an Zukunft keng geséchert Pensioun méi géif ginn. Et gëtt mat einfachen, awer falschen Erklärungsmusteren operéiert, an deem heite Fall, datt d'Pensiounen ofhängeg wiere vum Rendement vum Pensiounsfong an datt ee mat propperen Investissementer géif Sue verléieren. Béides stëmmt net. An dann, tjo, da gëtt natierlech nach e Feindbild opgebaut, nämlech déi schlëmm lénks-gréng versiffte Clique, déi angeeblech aus renger Ideologie muttwëlleg eis wuelverdéngte Pensiounen op d'Spill géif setzen. De Géigendeel ass de Fall. Déi dote Politick setzt sech derfir an, datt mir iwwerhaapt nach kënnen eng Zukunft hunn.

Här President, ech muss awer och zouginn, datt ech och der Meenung sinn, datt eis Pensiounen a Gefor sinn. Awer net, well de Pensiounsfong decidéiert huet, ganz e bësse méi responsabel ze sinn. Se sinn a Gefor, well och d'Reform vun 2012 automatesch Pensiounsverschlechterungen an d'Gesetzgeebung ageschriwwen huet, déi deemnächst wäerten aktivéiert ginn. An ech fäerten, datt se doriwwer eraus nach méi a Gefor geroden, well dës CSV-DP-Regierung wëlles huet, nach eng dropzeleeën. Et kann een natierlech de klenge Leit hir Pensioune kierzen oder se nach méi laang schaffen doen. Dat ass an der Reegel dat, wat rietsliberal Parteie maachen, zu deene sech jo d'ADR och zielt. Oder et kann een awer en anere Wee goen an nei Recettë generéieren. Zum Beispill, andeems een déi mat deene ganz décke Portmonnie freet, zumindest geneesou vill anzebezuele wéi déi einfach Leit. Wou da letztendlech d'Rees higeet, dat gesi mer dann am Hierscht. Mee elo de Leit wëllen anzerieden, mir kéinten de Problem ganz einfach léisen, andeems mer d'Pensiounsreserve massiv an d'Pëtrolsindustrie an an d'Militärindustrie stiechen, dat ass net just de Leit Sand an d'Ae gestreet, Här President, dat ass einfach Quatsch.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Marc Baum.

D'Regierung huet d'Wuert. D'Madamm Ministesch, zoustänneg fir d'sozial Sécherheet, d'Madamm Martine Deprez.

Prise de position du Gouvernement

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Merci, Här President. Virun e bësse méi wéi siwe Méint hätt ech iwwerhaapt net geduecht, hei ze stoen, a scho guer net, hei ze stoen a missen ze verteidegen, firwat datt eise Fonds de compensation net investéiert a Firmaen, déi Nuklearwaffe produzéieren, net a Firmaen investéiert, déi Tellerminne produzéieren, an net a Firmaen investéiert, déi Streebomme finanzéieren, net a Firmaen investéiert, déi d'Mënscherechter net respektéieren, an esou weider.

(Interruption)

Airbus ass ausgeschloss gi just wéinst sengen Nuklearwaffeproduktiounen a wéinst soss näischt. Dowéinster si se ausgeschloss ginn.

De Fong selwer ass gereegelt iwwert de Code de la sécurité sociale. Am Artikel 248 steet op Franséisch dat, wat den Här Baum elo just op Lëtzebuergesch erklärt huet: „La réserve [...] est placée dans le but de garantir la pérennité du régime général de pension." Dat heescht, mir solle Sue generéieren, fir de Regimm ze ënnerstëtzen. „Les placements doivent respecter les principes d'une diversification appropriée des risques. [...] les disponibilités doivent être réparties entre différentes catégories de placement ainsi qu'entre plusieurs secteurs économiques et géographiques."

Firwat dës strikt Krittären? Ma wéi meng Virriedner et scho gesot hunn, sinn dat déi Suen, déi Rescht bliwwe sinn an deene Joren, wou méi Cotisatiounen erakomm sinn, wéi Sue gebraucht gi sinn, fir Pensiounen ze bezuelen. Vläicht ass dat geschwënn eriwwer, mee déi Debatt féiere mer net haut.

Jo, dat ass d'Geld vun de Leit an dat muss gutt a sécher placéiert ginn, fir datt et net manner gëtt. Duerfir gëtt de Fong och tripartittméisseg geréiert. Laut dem Artikel 262 setzt de Conseil d'administration sech wéi follgt zesummen: vum Patronat véier Vertrieder, vum Salariat véier Vertrieder a véier Vertrieder vum Staat. Déi Leit hunn also eng enorm Verantwortung an duerfir brauche se kloer, retracéierbar Krittäre fir d'Gestioun, fir si à l'abri vu Kloen ze stellen. Si vertrieden déi schaffend Leit, d'Patronen an iwwert d'Staatsvertrieder all d'Bierger hei am Land. A wéi et scho gesot gouf, kann ech mer net virstellen, datt de Sënn an den Zweck vum Debat haut soll sinn, d'Fro ze stellen, ob mir manner strikt Krittäre sollen hunn.

Déi Krittären, déi mer elo hunn, hunn e Rendement dëst Joer bruecht vu ronn 10 %. Iwwert déi legal Krittären eraus, huet de Fong sech och nach Direktive ginn. Si hunn eng Directive du conseil d'administration du FDC, déi en ligne ass mam Accord de Paris. Si hunn an Domänen investéiert, déi e positiven Impakt hunn, och am Accord mam Accord de Paris. Si publizéieren e Sustainable Investor Factsheet a si sinn am International Investors Group on Climate Change a si si bei Climate Action 100+ derbäi.

An de Fong setzt reegelméisseg seng Liste d'exclusion à jour mat internationalen Normen. Déi international Normen, dat si Konventiounen, déi mir ënnerschriwwen hunn um Niveau vun der UNO, um Niveau vun der OCDE an och um Niveau vum Accord de Paris. Fir den Detail renvoyéieren ech op hiren explizitten Internetsite. Do fannt Der all Detailer, all Deklaratiounen, all Factsheet, all Direktiven, all Lëschte vu Firmaen, déi excluéiert sinn.

Ech géif Iech bieden, d'Krittären net manner streng ze maachen. A wéi gesot, déi Virstellung, datt mir iergendwann erëm eng Kéier an esou Domänen investéiere wéi déi, déi haut ugeschwat gi sinn, hätt ech mer virun aacht Méint net kënnen denken.

Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools der Madamm Deprez. Erlaabt Der, Madamm Deprez, datt den Här Weidig Iech nach eng Fro stellt? Parole après ministre.

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Bon, anscheinend muss jo jiddereen deen Exercice maachen.

(Hilarité et interruptions)

Här Weidig.

M. Tom Weidig (ADR) | Jo. Jo, ech wollt Iech mat Airbus ... Dat mécht dach absolutt kee Sënn! Wéi kënne mer dann op där enger Säit soen: „Airbus ass eng ganz schlëmm Firma, mir investéieren net!", an op där anerer Säit kafe mer vun Airbus e grousse Fliger? Misste mer dann net konsequent sinn, wa mer wierklech op där moralescher Eebene bleiwen, an da kafe mer näischt vun Airbus? A genau dat selwecht ass mat all deenen anere Rüstungsfirmen a ganz Europa. Mir soen: „Mir mussen eis Reserven nees fëllen. Mir brauche Waffen, fir militäresch Stäerkt ze weisen", mee op där anerer Säit soe mer: „O nee, dat si ganz schlecht Firmen! Mir däerfen net an déi investéieren." Dat mécht fir mech einfach kee Sënn!

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Aus Respekt virun deem héijen Haus hu mer Iech dann elo nach eng Kéier nogelauschtert. Ech hat awer virdrun a menger Ried scho gesot, datt mir Airbus net ausgeschloss hunn, just well et Airbus ass. Mir hunn Airbus ausgeschloss, well se an Nuklearwaffen investéieren. An dat ass en ligne mat internationale Lëschten. An do hale mir eis un déi Konventiounen, déi mer ënnerschriwwen hunn.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Madamm Ministesch.

Motions

Dëse Punkt kënne mer net ofschléissen, ouni datt mer iwwert d'Motioune befannen. Da kéime mer elo zur Diskussioun respektiv der Ofstëmmung vun deene verschiddene Motiounen.

Motions 1 et 2

Mir fänken u mat der Motioun Nummer 1. Wëllt nach een ee Wuert zu där Motioun soen? Den Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Also, Här President, ech hu virdrun duergeluecht, datt grad déi Segmenter zum Deel méi schlecht Rendemente liwwere wéi dat, wat aner Investissementer kënne liwweren. Mir haten déi Diskussioun iwwregens scho viru sechs Méint heibannen eng Kéier, wéi mer iwwert déi verschidden MSCIe geschwat hunn, an datt den nohaltegen MSCI zum Beispill vill besser Performance liwwert wéi de klasseschen, wou eeben esou Saachen dra sinn. Deementspriechend wär dat heiten net nohalteg.

Et ass absolutt sënnfräi, fir mat dem Geld vun de Pensionnairë Poker ze spillen an a Saachen ze investéieren, déi net de Rendement hunn, dee se brauchen. Wann ech dat hei liesen, stellen ech mir d'Fro, ob net verschidden Deputéierte bei der ADR oder den Auteur vun deem heite Parten an deene Firmen hunn an hoffen, datt d'Coursen an d'Luucht ginn.

(Interruption)

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Här Clement. Dann huet den Här Bausch d'Wuert gefrot.

M. François Bausch (déi gréng) | Jo, Här President, déi Motioun hei, den Här Baum huet et schonn ugeschwat, dat ass am Fong den Ausdrock vu perséinlecher Schizophrenie, well ...

Une voix | O!

M. Fred Keup (ADR) | Dir musst net frech ginn hei am héijen Haus!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Här Keup, wannechgelift, et huet just een de Moment d'Wuert, an dat sidd Dir net!

M. François Bausch (déi gréng) | Här President, sot dem Här Keup, e soll emol e bëssen erausgoen. Dat wär net schlecht fir en.

M. Fred Keup (ADR) | Et gëtt eng Limitt, Här President!

M. François Bausch (déi gréng) | Nee, et gëtt keng Limitt!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Nee.

M. François Bausch (déi gréng) | Dir hutt d'Limitte längst depasséiert, Här Keup. Ech kann Iech awer och erklären, firwat.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Dat ass eng Saach vum normale Respekt, datt een deen, deen d'Wuert huet, schwätze léisst.

M. Fred Keup (ADR) | Jo, jo, jo.

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, Président de séance | Dann haalt Iech och drun. Dann haalt Iech och drun. Här Bausch, wannechgelift.

M. François Bausch (déi gréng) | Här President, firwat soen ech dat? Firwat soen ech dat? Mee dat ass, well dat absurd ass, wann ech hei liesen, datt sech hei staarkgemaach gëtt fir Rüstungsproduktioun, haaptsächlech am Zesummenhang och mat Waffeliwwerungen an d'Ukrain, a grad de Spriecher vun der ADR, den Här Kartheiser, eis wärend Méint hei verdaamt huet, well mir Waffen un d'Ukrain geliwwert hunn. Elo kënnt d'ADR heihin an da schreift se esou eppes hei an eng Motioun eran. Duerfir ass dat, wat ech virdru gesot hunn, deen Term, deen ech gebraucht hunn, net falsch. Dat nennt een esou. Dat ass eng Perséinlechkeetsspaltung, géing ech soen. Well soss kéint een net esou eppes wéi dat heite schreiwen.

Mee bon, den Zweck, firwat dat hei geschriwwe gëtt, ass jo ganz einfach. Dat ass jo nëmmen, fir ze versichen oder fir ze mengen, domadder kéint een dat maachen, wat den Här Baum virdru beschriwwen huet: De Leit dobausse mat falschen Argumenter, andeem een alles vermëscht, Angscht maachen. Dat ass jo d'Zil dovunner. Mee wann een dat hei géing stëmmen, ech mengen, dat verstitt Der, datt een dat net ka maachen.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Bausch. Dann huet den Här Marc Spautz d'Wuert gefrot.

M. Marc Spautz (CSV) | Jo, Här President, ech wollt just soen: D'Kolleegen hu scho villes gesot, mee déi Motiounen 1 an 2, déi si fir eis net tragbar, well dat, wat do vum Här Weidig gesot ginn ass an och wat hei drasteet, dat kënne mir net maténnerstëtzen, well dat ass eng komesch Duerstellung vun der Situatioun, wéi se dobausse wier. Dofir kënne mir dat net matdroen.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Spautz. Dann huet den Här Claude Haagen d'Wuert gefrot.

M. Claude Haagen (LSAP) | Jo, merci, Här President. Ech deelen d'Meenung vun der CSV an och vun de Virriedner, besonnesch wat d'Motioun 1 an 2 vun der ADR ugeet. Fir awer elo hei och nach d'Regierung opzefuerderen, am Kompensatiounsfong Investitiounen a sämtlech Waffentyppen – a sämtlech Waffentyppen! –, a Rüstungsentreprisen – sämtlech; ech denken, datt de „sämtlech" och fir Rüstungsentreprisë steet – ze erlaben, souwäit dës Waffentyppe produzéieren – bon, dat schéngt mer schonn e bëssen zweedeiteg ze sinn –, déi konform si mat internationale Konventiounen, déi Lëtzebuerg mat ënnerschriwwen huet, fir dat da kënnen ze maachen, also dat ass awer ..., méi farfelu geet et net.

Dann ass déi Objektioun, déi scho gesot gouf, par rapport zu den ESG-Krittären. Do falen net nëmmen Ëmweltkrittären drënner, do fale Krittären drënner vum Aarbechtsrecht, vun der Gouvernance vun enger Entreprise, Soziales. Dat heescht, dat ass vill méi mannegfalteg, an do gëtt et verschidden Artikelen, déi gi vu sechs bis néng, wann ee sech eng Kéier domadder auserneesetzt, fir ze kucken, wéi déi Konditioune vun denen ESG-Krittäre sinn.

Bon, dat anert, datt Sue vu Lëtzebuerg dann iwwert de Pensiounsfong an d'Ausland gefloss sinn, bon, dat ass eng gutt Fro. Wësst Dir dann, d'Siègë vun all deenen Entreprisen, wou déi sinn? Da wësst Der jo net, ob dat an der EU ass oder net. Dofir ass dat scho mol eng Behaaptung, déi och ganz gewot ass.

Dofir leene mir op jidde Fall déi Motioun 1 of.

A bei der Motioun 2, do hunn ech schonn alles gesot par rapport zu der Directive d'investissement, déi vun 2023 bis 2027 geet a wou jo och de Portefeuille, wann ech et sou däerfen nennen, d'Direktiv aneschters opgestallt ass, en fonction vun der Bourse, vum Marché boursier, par rapport zu den Zënsen, mat Obligatiounen, Aktien, Real Estate, dat heescht Immobilier.

Ech däerf drun erënneren, datt de Fonds de compensation Bëscher kaaft huet. Dat heescht, en huet sech och aner Obligatiounen oder ... direkt an där Direktiv ginn, fir zum Beispill och an den Immobilier ze investéieren. Dat beschte Beispill ass d'Gebai bei der Post, vis-à-vis vun der Gare, vun der Sécurité sociale, wat vum Pensiounsfong finanzéiert ginn ass, an och den Ausbau. An dat sinn nëmme kleng Beispiller dervun, wou och Suen zu Lëtzebuerg fléissen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Haagen. An dann huet den Här Marc Baum d'Wuert gefrot.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Also ech kommen och aus dem Staunen net eraus. D'ADR fuerdert hei an hirer Motioun, datt de Kompensatiounsfong Investitioune soll maachen an den internationale militäresch-industrielle Komplex. Also, wa Lëtzebuerg eppes net huet, dann ass et eng developpéiert Waffenindustrie. Dat hu mer hei net. Datt awer elo grad d'ADR higeet a sech mordicus drun hält, datt d'Sue vun de Lëtzebuerger Salariéë sollen iergendwou op der Welt investéiert ginn, fir Waffen hierzestellen, fir Fluchtursaache vu Flüchtlingen hierzestellen, dëst ass einfach nëmme Wansinn! Mir stëmmen dat hei net mat.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Marc Baum. An da ginn ech d'Wuert nach eng Kéier un den Auteur vun der Motioun, den Här Tom Weidig.

M. Tom Weidig (ADR) | Jo, villmools merci. Ech kommen och aus dem Staunen net méi eraus. Ech hu laang an der Investmentindustrie geschafft, ...

Plusieurs voix | A!

M. Tom Weidig (ADR) | ... an all déi Saachen, déi Der sot, ech mengen, do si wierklech ganz vill Saachen, wou een einfach nëmme kann de Kapp rëselen.

(Interruptions)

An de Punkt ass ganz einfach deen, datt ass ganz wichteg: Mir maache Restriktiounen op den Investmentpool, an do ass et ganz kloer, datt d'Renditt erofgeet, dass Rentemauer méi no kënnt anstatt méi wäit ewech geet. Dat ass kloer.

(Hilarité)

Une voix | Well Dir et sot, oder wéi?

M. Tom Weidig (ADR) | Jo, absolutt. Jo, genau, voilà.

(Coups de cloche de la présidence)

M. Fernand Etgen, Président de séance | Wannechgelift!

M. Tom Weidig (ADR) | An de Punkt ass, nach eng Kéier: Dir sidd alleguerten – et muss ee wierklech soen – wierklech Hypokritten! Jo. Op där enger Säit ...

M. Fernand Etgen, Président de séance | Hei, wannechgelift!

M. Tom Weidig (ADR) | ... sot Der: „Mir mussen ...

(Interruptions)

M. Fernand Etgen, Président de séance | Wielt Äre Langage!

M. Tom Weidig (ADR) | … Waffe liwweren. Eis Reserve sinn niddreg bei de Waffen." Jo, mee iergendeen … Dat muss jo gefëllt ginn. Eis Arméi muss Waffe kréien. Eis Reserve musse gefëllt ginn. Mee wou kommen déi dann hier? Aus iergendwelleche Firmen, déi am Ausland sinn. Mee dat sinn awer da ganz schlecht Firmen an an déi investéiere mer dann net! Ma dat mécht vu vir bis hanne kee Sënn, dat Ganzt!

An dat, wat mir soen, ass: Selbstverständlech soll een natierlech net nëmmen a Waffen investéieren, mee deen Investmentmanager soll d'Fräiheet hunn, fir an dat ze investéieren, vun deem hie mengt, datt et halt eng gutt Renditt gëtt. An duerfir hunn ech och déi Motioun gemaach, fir einfach ze weisen, datt Der einfach am Widdersproch zu Ären eegene moralesche Standarde sidd: op där enger Säit Waffen, mee op där anerer Säit wëllt Der d'Waffenindustrie net ënnerstëtzen!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Här Weidig.

Ech mengen, mir kënnen elo zum Vott vun dëser Motioun kommen.

Vote sur la motion 1

D'Ofstëmme fänkt un.

Plusieurs voix | Et geet net!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Et geet elo. Da komme mer elo bei de Vote par procuration.

(Brouhaha)

Den Här Haagen?

M. Claude Haagen (LSAP) | De Vott geet net; et ass Nee!

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, Président de séance | Domat ass de Vott ofgeschloss.

Dës Motioun ass bei 4 Jo-Stëmmen a 56 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Résultat définitif après redressement : la motion 1 est rejetée par 5 voix pour et 55 voix contre.

Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser (par M. Fred Keup), Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer (par Mme Stéphanie Weydert), Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen (par M. Max Hengel), Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies (par M. Félix Eischen), Mmes Octavie Modert (par M. Paul Galles), Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler (par M. Jeff Boonen), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par Mme Barbara Agostino), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten (par M. Franz Fayot), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par Mme Claire Delcourt), Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert (par Mme Taina Bofferding) ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Da kéime mer elo zur Motioun Nummer 2. Wie wëll do nach d'Wuert ergräifen?

(Brouhaha)

Une voix | Et ass alles gesot.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Et ass alles gesot.

Ech mengen, da komme mer elo zum Vott vun der Motioun Nummer 2.

Vote sur la motion 2

De Vott fänkt un. An da maache mer de Vote par procuration. Do feelen der nach e puer. De Vott ass ofgeschloss.

D'Motioun Nummer 2 ass bei 2 Jo-Stëmmen an 51 Nee-Stëmmen ofgeleent.

(Interruptions)

Mir probéieren, déi do Saachen dann ze korrigéieren.

Résultat définitif après redressement : la motion 2 est rejetée par 5 voix pour et 55 voix contre.

Ont voté oui : MM. Jeff Engelen (par M. Fred Keup), Fernand Kartheiser (par M. Tom Weidig), Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer (par Mme Stéphanie Weydert), Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen (par M. Paul Galles), Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies (par M. Max Hengel), Mmes Octavie Modert (par M. Alex Donnersbach), Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler (par M. Jeff Boonen), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par Mme Barbara Agostino), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten (par M. Franz Fayot), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert (par Mme Claire Delcourt) ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ech mengen, de Vott ass kloer: Dës Motioun ass ofgeleent, soudatt mer elo kënne bei d'Motioun Nummer 3 kommen.

Motion 3

Wie wëllt nach zur Motioun Nummer 3 d'Wuert ergräifen? Den Här Marc Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Jo, merci, Här, Här President. Et ass eng Motioun vun de Regierungsparteien, déi effektiv de Regierungsprogramm resüméiert. Dat kann een esou soen. Bon, elo hate mer jo schonn e puermol Votten iwwert de Regierungsprogramm. Do gëtt et Saachen, déi méi interessant sinn, et gëtt Saachen, déi manner interessant sinn. Also, et steet näischt Falsches hei dran, dat kann een net soen, mee ech fannen et awer wéineg ambitiéis, dofir, datt mer dann awer eng Diskussioun hei haten, wou mer eis, mengen ech, awer zum Deel méi kloer prononcéiert hunn. Mee well näischt Falsches drasteet, wäerte mer eis enthalen.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Marc Baum. Ass nach een, deen d'Wuert zu där Motioun wëllt ergräifen? Den Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Jo, merci, Här President. Also, wann d'Oppositioun der Regierung Auszich aus dem Regierungsprogramm an eng Motioun schreift a se zum Vott stellt …

(Interruption)

… – Jo! –, …

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, Président de séance | Den Här Clement huet d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | … da kréie mer gesot: „Et ass superfetatoire."

Une voix | Et hänkt dervun of, wien.

M. Sven Clement (Piraten) | Et hänkt dervun of, wien. Wann een Amendementen deposéiert, wou een d'Erklärunge vun der Regierung wëllt an e Gesetz schreiwen, da stëmmt d'Regierungsmajoritéit dergéint, ouni och nëmmen ze begrënnen.

Wa si awer selwer déi grandios Iddi hunn, fir e Copy-Paste aus dem Regierungsprogramm ze maachen an deen hei ze deposéieren, da gëtt erwaart, datt et eng breet Zoustëmmung gëtt.

Bon, den Här Baum huet gesot: „Et ass net ganz ambitiéis, wat hei steet", sou wéi de ganze Regierungsprogramm an deenen heite Froen net ganz ambitiéis ass. Mee ech muss Iech awer elo éierlech soen: Ech hunn e bëssen d'Angscht, wa mer dat heite stëmmen, da kréie mer bei der nächster Motioun gesot: „Et ass jo elo superfetatoire, well Dir hutt jo elo grad eng Motioun gestëmmt, wou dat nämmlecht drasteet." Mee nee, déi zwou Motioune sinn ënnerschiddlech, an dofir wäerte mir eis hei enthalen a mir wäerten déi nächst matstëmmen.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Clement. Dann huet den Här François Bausch d'Wuert gefrot.

M. François Bausch (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Ech muss soen, ech deelen dem Här Baum seng Aschätzung, wat den Inhalt vun där Motioun ubelaangt. Ech fannen et och e bësse speziell, well mir hunn zwou Motioune virleien, déi déi nämmlecht Theeme behandelen. An eigentlech hätt een hei missen déi eng par rapport zu där anerer ofstëmmen, ausser d'Majoritéit seet mer elo: „Ma nee, mir stëmmen déi hei, mir stëmmen déi aner och mat." Well soss … Also, mir hunn och e bësse Schwieregkeeten … Et ass näischt Falsches, wat hei drasteet an där heiter, mee déi aner geet vill méi wäit. An duerfir hätte mir eng Preferenz gehat, fir ze soen: „Ma da kommt, mir stëmme se géintenee of." Dat kann een nämlech maachen. Da gesi mer, wat fir eng déi meeschte Stëmme kritt.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Bausch. Den Här Claude Haagen huet d'Wuert gefrot.

M. Claude Haagen (LSAP) | Jo, merci, Här President. De selwechte Remarken, déi den Här Bausch an den Här Baum gesot hunn, schléisse mir eis un. Ech hunn, well wierklech näischt an dëser Motioun steet … Et ass och näischt Falsches dran.

Ech ginn awer ze bedenken, datt „invite le Gouvernement", deen éischten Tiret, datt dat den Artikel 248 ass, deen d'Madamm Minister elo grad virgelies huet. Dee steet also am Code vun der Sécurité sociale.

Den zweeten Tiret ass am Fong dee selwechten, bis op d'Terminologie bei zwee Wierder, wéi an der Motioun, déi duerno kënnt.

An den drëtten Tiret, do muss ech Iech soen, dat gëtt souwisou scho gemaach, well déi Mise à jour vun der Liste d'exclusion, déi gëtt jo gemaach par rapport zu den Auditen a par rapport zu de Resultater vun den Entreprisen, also vun den Assetmanager, déi jo engem Contrôle ënnerleien. Also gëtt dat souwisou annuellement gemaach. A menges Wëssens – ech mag mech awer ieren – war et annuell, an ech mengen, et gëtt elo all sechs Méint gemaach. Do sinn ech mer awer net sécher. Da kommt, mer huelen un, datt dat all Joer gemaach gëtt. Also ass déi Konditioun och ginn.

Wann ech da gesinn, datt zwee Tirete schonn erfëllt sinn an datt deen zweeten Tiret an der Motioun, deen duerno kënnt, souwisou dran ass, dann, muss ech soen, kënne mer dat hei als Abstentioun huelen. Mee et ass op jidde Fall net superfetatoire par rapport zu der Motioun 4.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Haagen. Sinn nach weider Wuertmeldungen do zur Motioun Nummer 3? Den Här Marc Spautz.

M. Marc Spautz (CSV) | Et ass jo näischt Falsches an der Motioun dran, sot Der. Dann ass et jo och kee Problem, dass Der se kéint matstëmmen.

M. Claude Haagen (LSAP) | Déi Saachen hu sech schonn erfëllt.

M. Marc Spautz (CSV) | Merci. Mir wäerten déi Motioun op alle Fall stëmmen. Dat wonnert Iech jo guer net.

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, Président de séance | Ech mengen, dann dierfte mer elo einfach zum Ofstëmmen iwwert d'Motioun Nummer 3 iwwergoen.

M. Sven Clement (Piraten) | Ech mengen, den Här Bausch wollt nach eppes soen.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Den Här Bausch hat gesot, fir ...

M. François Bausch (déi gréng) | Här President, wéi gesot, vu datt d'Majoritéit nach guer näischt gesot huet zu där anerer Motioun, hätt ech léiwer, mir géifen dann elo d'Diskussioun opmaachen zu deenen zwou, also och zu där anerer an engems. Da ka jiddweree sech dozou positionéieren. An da kann een duerno dat maachen, wat am Reglement virgesinn ass: Da kann een e Prioritéitevott huelen. Sou steet et nämlech am Reglement. Et sinn zwou Motiounen zu genau deem nämmlechte Sujet, just déi eng geet méi wäit wéi déi aner. Dat heescht ...

M. Fernand Etgen, Président de séance | Da géife mer d'Diskussioun opmaachen – iwwert d'Motioun Nummer 4 fir d'éischt.

M. François Bausch (déi gréng) | Genau!

Une voix | Nee, nee! Mir hätte gär e Vott heizou.

(Interruptions diverses)

M. François Bausch (déi gréng) | Jo, mee d'Reglement ass awer kloer, Här President.

M. Fernand Etgen, Président de séance | D'Reglement seet am Fong geholl: Wann eeben zwou Motiounen déi nämmlecht Ziler hunn, da kann een d'Prioritéit dervu festleeën.

M. François Bausch (déi gréng) | Mee da muss een d'Diskussioun natierlech virdrunner opmaachen.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Mir mussen d'Diskussiounen opmaachen, fir dass ...

Motion 4

Elo komme mer zur Diskussioun iwwert d'Motioun Nummer 4. Wëllt nach een eppes zur Motioun Nummer 4 soen? Den Här Haagen.

M. Claude Haagen (LSAP) | Jo. Merci, Här President. Also, déi Motioun hei baséiert natierlech op där Motioun, déi iwwert den Débat de consultation am Februar 2023 gefouert ginn ass, wou verschidde Saachen oder verschidde Consideranten erausgeholl gi sinn, fir eeben och hei ze erlaben, eng méiglechst grouss Majoritéit ze kréien.

Wann ech gesinn: „invite le Gouvernement [...] à intensifier sa stratégie d'investissement en cohérence avec les objectifs climatiques de l'Accord de Paris et les critères ESG" – ech mengen, dat ass dat, wat notamment den Här Spautz och gesot huet.

Dann „à favoriser les investissements soutenant la transition énergétique et écologique" – ech hunn elo keen anere Riedner, deen eppes aneschters gesot huet.

Dann eng „stratégie de désinvestissement", fir datt mer och kënne bei den „entreprises productrices d'énergie nucléaire" par rapport zu der „trajectoire de décarbonisation en ligne avec les objectifs" vum Paräisser Accord ..., hunn ech och keen héieren, eppes aneschters soen, ausser d'ADR.

An dann eppes, wou net vill hei driwwer geschwat ginn ass, mee, ech mengen, wou jiddwereen dat kann approuvéieren: Dat ass, datt de Fonds de compensation weiderhin an d'„création de logements à coûts modérés" investéiert. Wou se souwisou amgaang sinn, souwuel an de Wunnengsbau wéi och an d'Logements à coûts modérés weider och Suen ze investéieren.

Dofir ass et fir mech kloer, datt déi Motioun hei am Fong dat widderspigelt, wat an dëser Heure d'actualité geschwat ginn ass.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Haagen. Gëtt et nach eng Wuertmeldung zur Motioun Nummer 4? Den Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Merci och der LSAP, fir déi Motioun hei nach eng Kéier anzebréngen. Ech mengen, et war virun zwee Joer den Här Kersch, dee bal genau, op e puer Kommaen an e puer Wierder an e puer Datumer près – et muss een ..., déi si jo och à jour gesat ginn –, déi nämmlecht Motioun hei deposéiert huet. An déi huet virun zwee Joer, a mir hunn et elo nach eng Kéier nogekuckt, zwar net d'Stëmme vun der CSV kritt, si huet awer d'Stëmme vun der DP deemools kritt. An ech gi jo mol dovun aus, datt d'DP ...

M. Claude Haagen (LSAP) | An dräi Abstentioune bei der CSV.

M. Sven Clement (Piraten) | An dräi Abstentioune bei der CSV, gesitt Der?

Ech ginn also dovunner aus: Haut, wann een elo deenen zwou Motiounen, wéi den Artikel 87 vum Reglement dat virgesäit, Prioritéit gëtt, da missten d'DP-Deputéiert, déi jo virun zwee Joer och heibanne souzen an dat dote matgedroen hunn, u sech kohärent och nach eng Kéier dat nämmlecht matdroen. Well et geet nämlech méi wäit wéi dat, wat an der Regierungsmotioun steet.

Mee ech weess jo, wéi dat ass hei an der Politick: „Wat interesséiert mech mäi Vott vu gëschter? Ech maachen haut genau de Contraire." Dofir géif et mech net wonneren, wann d'Majoritéit elo geschlosse géif dergéint stëmmen an domadder d'DP u sech einfach rëm vun deem engen Extreem an dat anert Extreem géif ëmfalen. Mee sou ass dat an der Politick! D'Wielerinnen an d'Wieler ...

(Interruptions)

... kënne sech dat da jo an Erënnerung ruffen. Mir wäerten op alle Fall der Motioun 4 d'Prioritéit ginn an hoffen, datt d'Motioun 3 doduerjer caduc gëtt.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Clement. Dann huet den Här Marc Baum d'Wuert gefrot.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Ech kann och just dem Här Haagen an dem Här Clement Recht ginn an deem, wat se bis elo gesot hunn, an awer och op eppes opmierksam maachen, wat, mengen ech, wichteg ass, nämlech, datt hei an där véierter Motioun och explizitt de Logement virgesinn ass, also Investissementer zu Lëtzebuerg, déi, mengen ech, wichteg sinn an engem zentrale Beräich, wou ëmmer gesot gëtt: „Mee mir brauchen do vill Investissementer."

Et ass esou, datt mer eng grouss Reserv hunn – ma, da kommt, mer huelen déi Reserv! Mir wëssen, datt do e Rendement sécherlech ze kréien ass, dee vläicht net esou geckeg ass wéi deen, dee mer am Moment um Privatmarché de Privatpromoteuren iwwerloossen, a mer léisen e Problem a schafe gläichzäiteg d'Grondlag fir zolidd Revenuen och an der Zukunft. An duerfir – dat ass awer eng Dimensioun, déi an der CSV-Propos net esou virkënnt –, mengen ech, datt déi hei méi wäit geet a besser ass.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Här Baum. Dann huet den Här François Bausch nach eng Kéier d'Wuert gefrot.

M. François Bausch (déi gréng) | Jo, Här President, ech kann et ganz kuerz maachen. Den Här Baum huet dat exzellent erkläert. An dat ass och, firwat mir se ënnerschriwwen hunn a se och wäerten esou stëmmen.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Här François Bausch.

Ech mengen, da kënne mer fir d'éischt iwwert den Ordre de priorité ofstëmmen.

Déi, déi derfir sinn, datt d'Motioun 3 soll den Ordre de priorité kréien, déi stëmme mat Jo. An déi aner, déi stëmme mat Nee.

M. François Bausch (déi gréng) | Sot et nach eng Kéier!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Den Ordre de priorité: Déi, déi do fir d'Motioun Nummer 3 sinn, déi solle mat Jo stëmmen, an déi als Ordre de priorité d'Motioun 4 wëlle virzéien, déi solle mat Nee stëmmen.

(Brouhaha)

De Vott fänkt un.

M. Sven Clement (Piraten) | Nee, nee, dat ass net sou, wéi et am Reglement steet.

Här President, d'Motion d'ordre. Nee, pardon, dat ass net esou, wéi et am Reglement steet. Am Reglement, mengen ech, ass et esou: Fir d'Prioritéit misste mer déi zwou u sech als éischt froen. Also déi, déi an engem éischten Tour déi meeschte Stëmme géif kréien, déi géif duerno ofgestëmmt ginn, an déi aner gëtt caduc.

Une voix | Nee.

M. Sven Clement (Piraten) | Mee, dat ass esou, wéi ech d'Reglement elo verstanen hunn. Mee mir kënnen och esou ofstëmmen, wéi Dir dat wëllt.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Et geet iwwert den Ordre de priorité, esou wéi ech et verstanen hunn.

(Interruption par M. Michel Wolter)

M. François Bausch (déi gréng) | Ma jo! Dat ass awer ... Esou, wéi de President et gesot huet, ass et awer richteg.

M. Laurent Mosar (CSV) | Dat geet net!

M. Claude Haagen (LSAP) | Dach!

(Interruptions et hilarité)

M. Laurent Mosar (CSV) | Dat geet net!

M. Sven Clement (Piraten) | Et misst een als éischt zweemol ofstëmmen, an dann nach eng Kéier.

(Brouhaha)

(Interruptions par Mme Joëlle Welfring et par Mme Sam Tanson)

M. Fernand Etgen, Président de séance | Laurent, wéi ass et?

M. Marc Goergen (Piraten) | Liest de Saz einfach eng Kéier vir. Da wësse mer et.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Maja, ech hunn et hei. Ech kann Iech e virliesen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Dat Einfachst wär, ee géing de Saz virliesen. Da weess och jiddereen, deen nokuckt, ëm wat et geet.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Maja, d'Madamm Tanson ass prett, fir et virzeliesen.

Une voix | D'Madamm Tanson ass ëmmer prett.

(Hilarité)

(Concertation interne)

M. Fernand Etgen, Président de séance | Jo. Ech kréien hei vun de Leit gesot, datt et am Fong geholl richteg wier, sou wéi de President et hei proposéiert hat, datt dat déi richteg Aart a Weis wier.

Une voix | A.

Une autre voix | Voilà!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Follglech stëmme mer dann of iwwert den Ordre de priorité.

Déi, déi eeben den Ordre de priorité wëllen der Motioun 3 ginn, déi solle mat Jo ofstëmmen. An déi den Ordre de priorité setze fir d'Motioun Nummer 4, déi stëmme mat Nee.

(Brouhaha)

Vote sur l'ordre de priorité

De Vott fänkt un. Da maache mer de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

35 Jo-Stëmmen, géintiwwer 9 Nee-Stëmmen a 5 Abstentiounen, soudatt den Ordre de priorité bei der Motioun Nummer 3 läit.

Résultat définitif après redressement : la priorité est accordée à la motion 3 par 35 voix pour, 20 voix contre et 5 abstentions.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer (par Mme Françoise Kemp), Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen (par M. Paul Galles), Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies (par M. Félix Eischen), Mmes Octavie Modert (par Mme Diane Adehm), Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler (par M. Alex Donnersbach), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Guy Arendt), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella (par M. Gusty Graas), Lydie Polfer (par Mme Barbara Agostino) et M. Gérard Schockmel.

Ont voté non : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten (par M. Georges Engel), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert (par Mme Taina Bofferding) ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser (par M. Fred Keup), Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Da géife mer elo fir d'éischt ...

(Brouhaha et concertation interne)

An domadder ass déi Motioun Nummer 4 caduc. Jo.

M. Sven Clement (Piraten) | Nee, nee, réischt, wann d'Nummer 3 ugeholl ass!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Jo.

Plusieurs voix | Nee!

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, Président de séance | Jo. Mir stëmmen dann elo fir d'éischt iwwert d'Motioun Nummer 3 of.

Vote sur la motion 3

De Vott fänkt un. De Vott iwwert d'Motioun Nummer 3: Déi, déi mat der Motioun Nummer 3 d'accord sinn, déi stëmme mat Jo. De Vott fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

D'Motioun Nummer 3 ass elo mat 35 Jo-Stëmme géint 22-Nee Stëmme bei 3 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Max Hengel), MM. Maurice Bauer (par Mme Françoise Kemp), Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen (par Mme Diane Adehm), Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert (par Mme Nathalie Morgenthaler), Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler (par M. Alex Donnersbach), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Gusty Graas), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella (par Mme Barbara Agostino), Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Gérard Schockmel.

Ont voté non : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten (par M. Georges Engel), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert (par Mme Taina Bofferding) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser (par M. Fred Keup), Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus : MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori.

Domadder ass elo d'Motioun Nummer 4 caduc an domadder ass och dëse Punkt vum Ordre du jour ofgeschloss.

(Brouhaha)

4. Question élargie n° 12 de M. André Bauler relative à la santé mentale dans le milieu professionnel

Mir kommen elo zur erweiderter Fro Nummer 12 vum Här André Bauler iwwert déi mental Gesondheet am berufflechen Ëmfeld. Den Auteur vun der Fro huet 5 Minutten Zäit fir seng Haaptfro an no der Äntwert vum Minister seng Zousazfro virzedroen. Der Regierung stinn 10 Minutten zou. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

M. André Bauler (DP) | Här President, léif alleguer, mir hunn eis hei am Parlament scho méi dacks mat der Problematik vum Suicide an der Santé mentale auserneegesat. De Sujet ass a bleift aktuell an et ass a bleift ganz eescht. Eise Fraktiounschef, de Gilles Baum, hat virun enger gewëssener Zäit d'Thematik vun der mentaler Gesondheet opgegraff. Lëtzebuerg huet sech scho viru Joren eng Strategie ginn, fir mat Hëllef vu verschiddenen Acteuren, Initiativen an Instrumenter d'Preventioun am Beräich vum Suicide ze verstäerken.

Esou gouf de Plan prévention suicide fir den Zäitraum 2015-2019 lancéiert. 33 Aktioune goufen deemools definéiert, déi iwwer eng multisectoriell Approche d'Ursaachen an d'Konsequenze vum Suicide bekämpfe sollten. D'Bewäertung vun dësem nationale Plang gouf am Mäerz 2020 veräffentlecht – ee Joer, dat als Pandemiejoer an d'Geschicht agaangen ass ...

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, Président de séance | Et wier gutt, wann et vläicht e bësse méi roueg heibanne wier.

M. André Bauler (DP) | Merci, Här President. Ech gesinn, den Här Baum dohanne passt ganz gutt op. Très bien!

(Intervention de la présidence)

Merci, Här President.

... an d'mental Gesondheet vu ville Leit op Prouf gestallt a strapazéiert huet.

De Lancement vum Plan santé mentale, deen d'Aarbecht vum Plan suicide 2015-2019 weiderféiere sollt, ass dann och opgrond vun der Pandemie a Verzuch geroden. En hätt sollen den Zäitraum 2020-2024 ofdecken, mee e gouf eréischt dat lescht Joer am Oktober lancéiert an definéiert elo déi national Strategie fir d'Joren 2024-2028.

Ech wëll mech haut virun allem op Aktioune bezéien, déi eng Verbindung hu mat der Aarbechtswelt.

Op éischter Plaz wéilt ech gär e puer Froe stellen, déi sech op d'Bewäertung vum Plan national suicide bezéien. An dëser Bewäertung goufen ënner anerem sougenannt bescht Pratiquen, Best Practices, aus Betriber ervirgehuewen. Zum Beispill, fir nëmme just déi ze nennen, en informatiséierte Questionnaire

iwwer psychosozial Risiken oder Formatioune fir Manager respektiv Chefs d'équipe.

E puer Froen, zum Beispill déi: Ass gewosst, wéi vill Entreprisen iwwer Crisis Intervention Teams verfügen, aus wéi ville Leit dës Ekippe bestinn a wéi dacks se an de leschte Joren an den Asaz komm sinn? Wier et sënnvoll, esou Ekippen an Entreprisen ze fërderen?

Wéi vill Betriber hu vun deem grad ernimmten informatiséierte Questionnaire an de leschte Jore Gebrauch gemaach? Wat sinn d'Resultater vun dëse Questionnairen? A kommen déi och weiderhin an den Asaz?

Wéi vill Manager a Chefs d'équipe hunn an de leschte Joren eng Formatioun zu de psychosoziale Risiken, Geforen ofgeschloss? Ginn et Secteuren, déi dës Formatioune manner an Usproch huelen? Falls jo, ginn et Iwwerleeungen, wéi een dës Formatiounen an dëser Branche vun eiser Ekonomie verstäerkt fërderen/promouvéiere kéint?

Wéi vill Consultatiounen, Formatiounen, Coachings a Sensibiliséierungen zum Sujet psychosozial Risiken hunn déi verschidde Servicer fir Gesondheet op der Aarbecht an de leschte Joren ugebueden? A léisst sech an dësen Zuelen eng Tendenz no uewen erausliesen?

Den neie Plan santé mentale gesäit selbstverständlech och Moossname vir, fir déi psychosozial Risiken op der Aarbecht ze erkennen. Ënner anerem ass virgesinn, den Term „psychosozial Risiken" oder d'Expressioun „psychosozial Risiken" gesetzlech ze definéieren an d'Aarbechtsmedezinn ze verstäerken.

Dozou wéilt ech gär e puer Froe stellen:

Ass scho gewosst, wéini déi psychosozial Risike gesetzlech definéiert kéinte ginn?

D'Defie vun der Aarbechtsmedezinn si gréisstendeels scho bekannt. Virop de Manktem un Aarbechtsdoktere mécht Kappzerbrieches. Gëtt dru geduecht, fir den Infirmièren an den Infirmiere méi Kompetenzen ze iwwerdroen, fir d'Aarbechtsdokteren ze entlaaschten an ze ënnerstëtzen? Wa jo, wéini kéinten hir Attributiounen ugepasst ginn?

Rezent huet d'Mobbing ASBL an engem Artikel dorobber higewisen, datt si Waardeléschten huet missen ariichten, well si zënter dem neie Gesetz vill méi Dossieren ze behandelen huet. Ass virgesinn, fir d'Mobbing ASBL méi ze ënnerstëtzen?

An zum Schluss wollt ech nach froen: Ass och geplangt, fir d'ITM nach eng Kéier mat zousätzlechem Personal opzestocken, dat sech ganz spezifesch ëm Fäll vu Mobbing a psychosozial Risike këmmere soll?

Dat gesot, merci fir Är Opmierksamkeet.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Bauler. D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Gesondheetsministesch Martine Deprez.

(M. Claude Wiseler prend la présidence.)

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Merci, Här Bauler. Dat ass ee Sujet, fir deen ech ganz gären heihinner kommen.

D'Definitioun vun der Santé mentale laut OMS: „La santé mentale correspond à un état de bien-être [...] qui nous permet d'affronter les sources de stress de la vie, de réaliser notre potentiel, de bien apprendre et de bien travailler, et de contribuer à la vie de la communauté." Dat heescht also, datt eng Persoun, déi sech net méi kapabel fillt oder sech net wuelfillt fir ze schaffen, een Deel vun där Definitioun vu Mental Health net méi erfëllt. An dofir ass et ganz wichteg, och op der Aarbecht een Ëmfeld ze schafen, wat Preventiounsmesüren en place setzt, déi mat sech bréngen, datt jidderee sech op senger Aarbechtsplaz gutt fillt a senger Aarbecht ka mat vollem Asaz nokommen.

Awer och laut internationale Statistiken ass ee vun zwee Mënschen am Laf vu sengem Liewe vu mentale Gesondheetsproblemer betraff. An ee vu fënnef, am aktive Liewen, leit ënner enger mentaler Krankheet.

Am Juni 2023 huet d'EU 20 Initiative lancéiert, fir definitiv d'Santé mentale op dee selwechte Wichtegkeetsgrad ze stelle wéi d'Santé physique, an d'mental Gesondheet net lassgeléist ze kucken, mee integréiert an transversal an alle Beräicher unzegoen.

Eng konkreet Aktioun an deem Beräich ass esou libelléiert: „Assurer une bonne santé mentale au travail en sensibilisant et en améliorant la prévention." A genau do ass ënner anerem d'Unfallversécherung hei zu Lëtzebuerg méi aktiv ginn an de leschte Joren. Iwwer hir Initiativ „VISION ZERO" engagéieren d'Betriber sech ganz aktiv, d'Sécherheet, d'Gesondheet an d'Wuelbefannen op der Aarbecht ze verbesseren an eng Richtung, d'Culture de la prévention en place ze setzen.

An enger Rëtsch Betriber sinn dowéinst esou konkreet Mesüren en place gesat gi wéi Services psychosociaux a Campagnes de sensibilisation. Délégués à la sécurité sinn am Beräich vun der mentaler Gesondheet ausgebilt ginn.

Duerch dës Aktiounen – an ech konnt mech perséinlech dovunner iwwerzeegen – waren dëst Joer um Forum Sécurité-Santé au Travail 6 vun 20 Atelieren, déi ugebuede gi sinn, der Mental Health zouzeuerdnen. Vill Aussteller hunn och Aktioune ronderëm d'Santé mentale an de Bien-être gewisen. A last but not least ware bei deene fënnef Laureate vum Prix Sécurité-Santé au Travail 2024 zwee Projeten, also 40 %, déi fir hir Initiativen am Beräich Bien-être professionnel ausgezeechent goufen. Dir mierkt also: Den Terrain ass net stoebliwwen, an d'Santé mentale ass definitiv Bestanddeel vun enger Rëtsch vu Betribsorganisatiounen.

D'Unfallversécherung verdeelt och e Label, dee sech „Sécher a Gesond mat System" nennt, a mat deem si Betriber auszeechent, déi Formatiounen en place setze fir hiert Personal am Beräich „risques psychosociaux". An dës Formatioune gi vun dem Service vun der Santé au travail gehalen.

Op der Santéssäit, hutt Der richteg gesot, gouf dann am Joer 2023 de Plan national santé mentale ugeholl, dee strateegesch Achsen opzeechent, mat deenen d'Santé mentale zu Lëtzebuerg soll, esou wéi op EU-Niveau ugeduecht, dee selwechte Wichtegkeetsgrad kréie wéi d'Santé physique.

A senger Achs 4 vun deem Plan national de Santé mentale ass virgesinn: „Réglementer et prévenir les risques psychosociaux au travail". Ech denken, datt all déi Mesüren, déi d'Unfallversécherung en place gesat huet, schonn een Deel vun der Erfëllung vun där Achs sinn. De Plang ass de Moment amgaangen, analyséiert ze ginn, fir spéitstens am Hierscht mat konkreete Mesüren ëmgesat ze ginn.

Am „prévenir les risques psychosociaux liés au travail" si mer, wéi Der héieren hutt, scho gutt ënnerwee; wat d'Reglementatioun betrëfft, vläicht nach net. Well et gëtt nach keng Reconnaissance vu mentale Krankheeten als Maladies professionnelles proprement dites.

Dës Krankheete si ganz spezifesch a komplex, hänken net nëmme mat der Aarbecht zusummen, mee heiansdo och mam privaten Ëmfeld. An et ass net ëmmer einfach, de Lien mat der Aarbechtsplaz ze beweisen. D'Appreciatioun gëtt Fall fir Fall awer gemaach. Op 25 Dossieren, déi zanter 2011 bei der Unfallversécherung erakomm sinn an opgemaach goufen, ass 1 unerkannt ginn, et sinn der 21 refuséiert ginn, an 3 sinn nach en suspens. Dat sinn der, déi 2024 eréischt erakoumen.

Tëscht der Preventioun an der Ouverture vun engem Dossier bei der Unfallversécherung gëtt et eng enorm Zäitspann, wou dee Betraffenen net ëmmer weess, u wien e sech ka wenden.

Ech hat net méi spéit wéi de Moien de Service vun der Santé au travail, si alleguerten, do sëtzen. An och si hu sech vill Gedanke gemaach a wäerten hëllefen, déi Achs 4 ëmzesetzen.

Et gëtt och aner Ulafstellen – an Dir hutt schonn eng genannt: d'Mobbing Asbl –, mee si si vläicht oft net bekannt genuch a vernetzt genuch. Och do wäerte mer am Laf vun der Ëmsetzung vum Plan national de santé mentale all Acteure kontaktéieren, fir mat hinne konkreet Aktiounen ze starten, fir d'Bewosstsein ze schafen, datt een esou séier wéi méiglech soll Hëllef huelen, wann ee sech net méi opgehuewe fillt a sengem Betrib respektiv et engem all Dag méi schwéier fält, dohinner ze goen.

Also, dofir merci nach eemol dem Deputeierten André Bauler, datt hien dëse Sujet op den Ordre du jour geholl huet. Well nëmmen, wa mer all zesumme keen Tabu méi aus der Santé mentale, och op der Aarbechtsplaz, maachen, komme mer an déi Richtung, wou mer wëllen.

Wat elo Är konkreet Froen ubelaangt: D'Best Practices, jo, de Moien, wéi d'Santé au travail do war, hunn ech eng Rëtsch Best Practices héieren. An ech hunn Iech elo schonn opgezielt, datt et där am Kader vun der Unfallversécherung och gëtt. Well ech den Detail vun Äre Froen net kannt hunn, hunn ech d'Chifferen elo konkreet net hei, mee déi kann ech awer gären noliwweren.

Déi Questionnairen, déi ausgeschafft goufen, ginn haaptsächlech am Secteur financier benotzt. An opgrond vun deene wäerte mer elo och probéieren, e Profill vun dem Poste à risque ze maachen, am Kader vun der mentaler Gesondheet.

D'Zuel vun de Betriber, déi bei der Assurance accident matmaachen, déi fënnt een op hirem Site, op „VISION ZERO".

An d'Defien hunn ech de Moien och mat der Santé au travail diskutéiert. Dat ass notamment d'Ausbildung vun den Aarbechtsmedezinner, wat e groussen Defi ass, well mer do Penurie akut hunn. A si hunn och proposéiert, den Infirmieren am Kader vun der Aarbechtsmedezinn verschidde Missiounen opzedroen, déi mer elo vun hinne formuléiert kréien, déi mer an d'Reformulatioun vun den Attributioune vun den Infirmièrë wäerte mat eranhuelen an hoffentlech am Laf vum Joer 2025 definitiv kënnen op de Wee ginn.

Wéi gesot, merci nach eemol fir dee wichtege Sujet. An ech hoffen, datt d'Santé mentale geschwënn integrale Bestanddeel vun eiser Gesondheet ass.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Ministesch.

Domat wär dann dës Fro ofgeschloss. An da kéime mer zum nächste Punkt vum Ordre du jour.

5. 8394 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 17 juillet 2020 relative à certaines mesures de suivi de l'évolution du virus Sars-CoV-2 et de lutte contre la maladie Covid-19

Dat ass de Projet de loi 8394, eng Ofännerung vum Covidgesetz. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht a follgendermoossen opgedeelt: 10 Minutte fir de Rapporteur, 5 Minutte fir d'Fraktiounen a fir d'Sensibilitéiten, 10 Minutte fir d'Regierung. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Gérard Schockmel, den Här Mars Di Bartolomeo, d'Madamm Alexandra Schoos, den Här François Bausch, den Här Sven Clement an den Här Marc Baum. An d'Wuert huet elo den honorabele Rapporteur, den Här Max Hengel.

Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

M. Max Hengel (CSV), rapporteur | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Dir kuckt richteg: No iwwer 30 Rapporte steet eng éischte Kéier net de Kolleeg Mars Di Bartolomeo hei als Rapporter vun engem Covidgesetz, mee de Max Hengel vun der Musel. Da wandere mer vun Diddeleng op d'Musel.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Et wär vläicht besser, wann et zu Diddeleng bliwwe wär.

(Hilarité et exclamations)

M. Max Hengel (CSV), rapporteur | Här Di Bartolomeo, Dir kritt herno nach Ären Optrëtt. Ech maache mer do keng Suergen, datt Der haut nach wäert zu Ärem kommen!

(Hilarité)

Sou, de virleiende Projet de loi gouf den 12. Juni 2024 an der Chamber deposéiert. An dee selwechte Dag huet d'Santé-a-Sécurité-sociales-Kommissioun mech zum Rapporteur ernannt.

Fir komplett ze sinn, wëll ech awer soen, datt d'Madamm Gesondheetsminister eis am Mee an der Kommissioun schonn annoncéiert huet, datt de Projet zäitno sollt deposéiert ginn. Bon, op deen zäitnoen Depot ginn ech herno nach eng Kéier an.

Den 18. Juni huet de Staatsrot säin Avis zum Text ofginn. Dee selwechten Dag ass och den Avis vun der Commission nationale pour la protection des données, also vun der CNPD, zum Text an der Chamber erakomm. Dee Moment, wou mir awer an der Kommissioun souzen, war en nach net um Portail. Dat huet d'Saach och e bësse verkomplizéiert. Mee mir konnten en dunn awer nach mat Zäit séier begutachten.

Déi zwee Avise goufen da follglech den 19. Juni an der Kommissioun analyséiert. Dee schrëftleche Rapport gouf den 20. Juni vun der Kommissioun mat de Stëmme vun der DP, déi gréng an déi Lénk ugeholl. D'Kolleege vun der LSAP a vun der ADR hu sech enthal.

Souvill zum legislativen Oflaf vun dësem Projet. Ech kommen awer duerno nach eng Kéier dorop zréck.

Kolleeginnen a Kolleegen, wourëms geet et an dësem Projet de loi, deen eis e gutt Joer, nodeems d'WHO d'Enn vun der Pandemie deklaréiert huet, hei virläit? Am Weesentleche geet et drëm, den Text vum nach aktuelle Gesetz, wat den 1. Juli 2023 a Kraaft getrueden ass, awer elo den 1. Juli 2024 géif auslafen, ëm zwee Joer ze verlängeren.

Firwat ginn dës Mesüre vun deemools elo nach emol verlängert? Et ass engersäits noutwendeg, och weiderhin den Informatiounssystem, sou wéi en am Artikel 10 vum Covidgesetz iwwert den Traitement vun Informatioune virgesinn ass, oprechtzeerhalen. Dës Donnéeën hunn nämlech ënner anerem d'Finalitéit, d'Evolutioun vum Gesondheetszoustand vun de geimpfte Persounen hei am Land ze verfollegen. An ouni dës Datebase zu den Impfdonnéeë wier et net méiglech, ongewënschten Nieweneffekter vun der Impfung ze iwwerwaachen. A Leit mat engem eventuellen Impfschued hätten et och méi schwéier, dësen Impfschued eebe viru Geriicht geltend ze maachen. A wéi Dir all wësst, huet de Staat jo eng Responsabilitéit am Beräich vun den Impfungen duerch d'Gesetz vum 4. Juli 2000.

Lo huelen ech mer hei eppes ze drénken. Bei deenen heiten Temperaturen ass et wichteg, datt ee genuch drénkt.

Dann ass et eeben doduerch, datt mer den Text verlängeren, och weiderhi méiglech, datt d'Leit, déi et wënschen oder brauchen, eeben en Impfcertificat kënnen ausgestallt kréien.

Donieft hunn och déi Leit, déi sech selwer oder och anerer an hirem Entourage wëlle schützen, d'Méiglechkeet, weiderhin eng Mask ze droen, ouni datt se domadder ënnert de sougenannte „Vermummungsverbuet" falen.

Dann ass et och esou, datt d'Apdikter weiderhi kënnen d'Covidimpfunge virhuelen.

Da wëll ech der Vollstännegkeet halber awer och nach soen, datt de Projet de loi och nach eng Erreur matérielle redresséiert am Artikel 10 Paragraph 3bis vum Gesetz vum 17. Juli 2020: Effektiv gouf de Punkt 2bis, op deen am Paragraph 3bis vum Artikel 10 verwise gëtt, duerch d'Covidgesetz vum 24. Mäerz 2023 suppriméiert. A logescherweis ginn dann elo d'Termen „2bis" an nach den „et" hannendru gestrach.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, souvill zum Contenu an zum Sënn vun der Verlängerung vum Text.

Erlaabt mir elo e puer Wierder zum Avis vum Staatsrot. Et gouf wuel keng Opposition formelle vun der héijer Kierperschaft, allerdéngs eng Rei kritesch Remarken. Fir unzefänken, bedauert de Staatsrot, dass d'Saisine esou kuerzfristeg virum Auslaf vum besteeënden Text stattfonnt huet. A wat den Inhalt vum Text ugeet, freet déi héich Kierperschaft sech, ob d'Finalitéit vum Suivi vun der Verbreedung vum Virus Sars-CoV-2 nach ginn ass. Wann een eeben zur Konklusioun kéim, datt dat net esou wier, schléit de Staatsrot vir, deen entspriechende Passage am éischte Paragraph vum Artikel 10 ze sträichen.

Da freet de Staatsrot sech och, ob d'Ëmstänn, déi derzou gefouert hunn, datt d'Apdikter en Acte médical – andeems se d'Patiente kënnen impfen – virhuelen, nach gi sinn, fir dës Dispositioun oprechtzeerhalen.

An da schlussendlech schléit déi héich Kierperschaft vir, dësen Artikel, also de 16ter vum Gesetz, ze sträichen. Hei geet et ëm d'Parteiefinanzéierung, notamment den Exercice comptable vun 2020. Vu datt am Moment d'Konte vun 2020 vun enger Assemblée générale vun de Parteisektiounen oder -bezierker kënnen ugeholl ginn, respektiv héchstwarscheinlech souwisou jo schonn alleguer ugeholl sinn, mécht dësen Artikel fir de Staatsrot kee Sënn méi.

D'Kommissioun huet decidéiert, de generelle Remarke vum Staatsrot net Rechnung ze droen. D'Proposen am Commentaire des articles, déi éischter technescher Natur sinn, souwéi d'Remarques d'ordre légistique ginn awer esou ugeholl.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'CNPD kënnt no enger Analys vum Projet de loi zur Konklusioun, datt se am Fong keen Avis misst schreiwen, well keng nei Froe konnten identifizéiert ginn, wat de Schutz vun de Rechter a Fräiheete vun de Personnes physiques, wat den Traitement vu perséinlechen Donnéeën ugeet. Ech kommen awer och herno nach emol eng Kéier op dësen Avis zeréck.

Ofschléissend wëll ech a mengem mëndleche Rapport nach eng Kéier op d'Aarbechte vun der Kommissioun agoen. An der Reunioun vum 19. Juni gouf et an der Kommissioun e ganz liewegen Austausch zum Projet de loi, fir et elo mol esou ze soen. Wat d'Form ugeet, esou gouf drop higewisen, datt de spéiden Depot vum Projet de loi an déi doduerch entstane kuerz Delaie fir d'Analys, notamment wat d'Avise vum Staatsrot a vun der CNPD ugeet, méi wéi onglécklech sinn.

D'Madamm Minister huet eis deemools erkläert, datt den Text, nodeems en den 22. Mee vum Regierungsrot ugeholl gouf, awer net iwwert d'Procédure accélérée deposéiert ginn ass an datt et dowéinst leider zu e bëssen ongewolltem Stress bei de parlamentareschen Aarbechte komm ass.

Souwuel d'Kommissiounsmembere wéi och d'Ministesch ware sech eens, datt dëst an Zukunft net méi sollt virkommen, fir datt déi parlamentaresch Aarbecht dann och en bonne et due forme ka gemaach ginn.

Dann hunn och eng ganz Rei vu Membere vun der Kommissioun sech de generelle Remarke vum Staatsrot ugeschloss a gefrot, dëse Rechnung ze droen. Dës Remarke vun der héijer Kierperschaft goufe jo, ech hat et virdru scho gesot, net ugeholl. D'Madamm Minister huet sech awer an der Kommissioun och bereeterklärt, den Text nach emol duerchzekucken an, wann et néideg ass, Ännerunge virzehuelen. Do kommen ech och gläich nach eng Kéier drop zeréck. Ech kommen op vill Saachen zeréck, gesinn ech.

(Interruption)

O, ech hu jo nach e bëssen.

Wat den Avis vun der CNPD ugeet, esou hunn eng Rei Kommissiounsmemberen drop higewisen, datt d'Dateschutzkommissioun wuel an dësem Avis keng nei Elementer fënnt, datt et awer an dem Avis notamment vun Dezember 2021 eng ganz Rei vu Remarke bezüglech dem Dateschutz gouf, deenen awer deemools an och an der Suite net Rechnung gedroe gouf. Och dës Punkte sollen dann eeben zäitno analyséiert a wann néideg ofgeännert ginn.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, esou vill zu mengem Rapport.

Discussion générale

Ech doen dann elo meng Kap als Spriecher vun der CSV-Fraktioun un an deposéieren dann och emol direkt eng Motioun, déi gedroe gëtt vun der CSV, der DP, de Gréngen, de Piraten, der LSAP an déi Lénk – wannechgelift –, ...

Motion 1

La Chambre des Députés,

– considérant le projet de loi n° 8394 portant modification de la loi modifiée du 17 juillet 2020 relative à certaines mesures de suivi de l'évolution du virus Sars-CoV-2 et de lutte contre la maladie Covid-19 (dite « loi Covid ») qui prolonge les dispositions de la loi en question pendant deux ans, jusqu'au 30 juin 2026 ;

– faisant écho aux discussions ayant eu lieu entre les membres de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale lors des travaux parlementaires entourant le projet de loi n° 8394 sus-nommé ainsi qu'aux travaux préparatoires entamés sous la précédente

législature en vue de l'élaboration d'une loi sur la gestion de situations épidémiques ;

– considérant l'avis du Conseil d'État du 18 juin 2024 afférent au projet de loi n° 8394 sus-nommé ;

– rappelant les avis de la Commission nationale pour la protection des données relatifs au traitement réservé aux données à caractère personnel dans le cadre de la loi Covid ;

– rappelant que l'Organisation mondiale de la santé a déclaré la fin de la Covid-19 en tant qu'urgence de santé publique de portée internationale en mai 2023 ;

– considérant qu'au vu de l'évolution du contexte sanitaire, certaines dispositions de la loi Covid actuellement d'application pourraient être revues ;

– rappelant sa motion introduite en date du 2 mai 2024 relative à une évaluation des mesures prises pour lutter contre la propagation de la Covid-19, qui avait été adoptée lors de la séance plénière du même jour,

invite le Gouvernement

– à mener une analyse en profondeur des dispositions de la loi Covid actuellement d'application pour vérifier leur pertinence au vu du contexte sanitaire actuel ;

– à présenter les résultats de cette analyse aux membres de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale, afin que d'éventuelles modifications puissent être faites en étroite collaboration avec la Chambre des Députés avant la fin de l'année 2024.

(s.) Max Hengel, Marc Baum, François Bausch, Mars Di Bartolomeo, Ben Polidori, Gérard Schockmel.

M. Claude Wiseler, Président | Merci.

M. Max Hengel (CSV) | ... an déi d'Regierung opfuerdert, eng déifgräifend Analys ze maachen, wat de Sënn an d'Pertinenz ugeet vun allen Dispositioune vum Covidgesetz, wat dann elo hoffentlech spéitstens den 1. Juli a Kraaft trëtt.

An hei geet et notamment, awer net nëmmen, ëm déi generell Remarke vum Staatsrot gradesou wéi ëm d'Dispositiounen, déi den Dateschutz kënne betreffen, notamment wat d'Behalen an d'Anonymiséierung vu perséinlechen Donnéeën ugeet.

Dës Resultater sollen dann der Santés-a-Sécurité-sociales-Kommissioun virgestallt ginn, fir datt eventuell Ännerungen, déi sech als noutwendeg erausstellen, an Zesummenaarbecht mat der Chamberskommissioun bis Enn dëses Joers kënne virgeholl ginn.

Kolleeginnen a Kolleegen, bei allen ongléckleche Ëmstänn, déi bei dësem Projet de loi zesummegelaf sinn, hu mir an der Kommissioun probéiert, alle Remarken, sou gutt et geet, Rechnung ze droen. An ech soen extra dem Här Bausch Merci, datt hien och d'Propos gemaach huet, fir eng Motioun auszeschaffen, fir datt mer all deene Punkten, déi ech elo grad opgelëscht hunn, Rechnung droen a fir datt mer wierklech do kënnen e Suivi vum Text och maachen, fir deen dann eeben am Nachhinein ze verbesseren.

An ech hoffen, datt mer dann och duerch d'Motioun dësen Text kënne stëmmen, well wa mir dat net maachen, riskéiere mir och a mengen Aen, nodréiglech eng ganz Rei Punkten aus de vergaangene Covidgesetzer, déi vun der viregter Regierung no beschtem Wëssen a Gewëssen ausgeschafft goufen, a Fro ze stellen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn och heimat dann den Accord vun der CSV-Fraktioun.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen dem Här Hengel villmools Merci fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport. An dann ass d'Wuert beim éischten ageschriwwene Riedner, dat ass den Här Gérard Schockmel.

M. Gérard Schockmel (DP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir stëmmen elo iwwert d'Verlängerung vum leschte Covidgesetz of. Wéi Dir wësst, gouf et méi wéi 30 Covidgesetzer. Dat hat natierlech e gudde Grond, well all eenzelt vun deene Covidgesetzer war natierlech ugepasst un eng spezifesch sanitär an epidemiologesch Situatioun.

Et ass scho korrekt, datt dat Gesetz natierlech definéiert ginn ass, wéi eng aner sanitär Situatioun bestanen huet, wéi dat haut de Fall ass. Duerfir ass jo dann och geplangt an enger zweeter Phas, datt deen heiten Text am Detail nach eng Kéier ugekuckt gëtt, ugepasst gëtt. A gläichzäiteg gëtt jo och um Gesetz zur ëffentlecher Gesondheet geschafft, ganz am Sënn vum Pandemiegesetz. Et gëtt also gutt Chancen, datt déi Verlängerung, déi mer haut stëmmen, temporär wäert bleiwen.

Firwat stëmme mer haut of? Majo et ass ganz einfach: E Sonndeg leeft dat aalt Gesetz of. An am ale Gesetz sinn awer Bestëmmungen, déi ganz wichteg sinn, se sinn och scho genannt ginn. Dat eent ass de Suivi vun der Situatioun, wat de Virus ubelaangt. Ech mengen, d'Pandemie ass wuel eriwwer, mee de Virus zirkuléiert nach ëmmer an de Virus mutéiert nach ëmmer. Dat heescht, datt dat systematesch erfaasst gëtt an zentraliséiert ugekuckt gëtt, ass absolutt weesentlech.

En anere Punkt ass d'Informatioun zu den Impfungen. Hei ass et jo wichteg, datt all Zwëschefäll, Niewewierkungen, déi am Zesummenhang mat enger Impfung kënnen optrieden, erfaasst ginn. Dat ass, mengen ech, am Interesse vun deene Leit, déi sech impfe loossen.

Ganz wichteg ass och fir Leit, déi vulnerabel sinn, entweeder well se e gewëssenen Alter hunn oder immunsuppriméiert sinn oder chronesch Krankheeten hunn, déi weiderhi wëllen de Mask droen, datt si dat och kënnen an och do dierfen, wou normalerweis d'Vermummungsverbot et net géing zouloossen.

Aus all dëse Grënn ginn ech heimat den Accord vu menger Fraktioun fir dëst Gesetz. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Schockmel. Dann ass d'Wuert beim Här Mars Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, well de Rapporter detailléiert op den Inhalt vun der Gesetzesverlängerung Covid-19 agaangen ass, kann ech direkt an de Vif du sujet eragoen an zur Erënnerung festhalen: Wärend der gesamter Dauer vun der Covidkris hunn eis Chamber, de Conseil d'État an déi berodend Instanzen ënner enormem Zäitdrock a wiesselnde Situatiounen hir Aarbecht gemaach an d'Heft bei dem legislative Prozess fest an der Hand behalen. Dat war wichteg a richteg esou.

Virun engem Joer huet d'OMS d'Enn vun der sanitärer Kris ëm de Virus erkläert an domat war de Wee fräi, fir am legislative Prozess erëm zur Normalitéit iwwerzegoen – duechte mer, bis mer de Projet fir d'Verlängerung vum Covidgesetz vun dëser Regierung virgeluecht kruten: Depot den 12. Juni fir e Gesetz, dat den 30. Juni muss a Kraaft trieden. Dobäi war deen Delai zënter engem Joer bekannt.

En net noutwennegen Zäitdrock gouf vun der Regierung geschaf, an domat goufen an deem Gesetz, dat wuel keng Fräiheetsrestriktioune méi enthält, eng Rei vu Béck geschoss. Dat war net néideg. A wär d'Regierung éischter erwächt, hätte mer kënnen nobesseren. Dat soll elo dann an engem weidere Gesetz geschéie bis Enn vum Joer.

A well eng Chamber, déi sech eescht hëlt, net kann akzeptéieren, dass déi Eilprozedur, déi wärend der Kris noutwenneg war, vun der Regierung zur Reegel gemaach gëtt, hu mer eng Motioun ausgeschafft, déi d'Regierung opfuerdert, aus Respekt virun eisen Institutiounen hir Gesetzer innerhalb vu vernënftegen Delaien anzereechen, fir eng normal Beaarbechtung ze erlaben a vermeidbar Feeler ze verhënneren.

An ech géif dem President déi Motioun iwwerreechen, déi elo d'Ënnerschrëfte vun der Oppositioun dréit, ...

Motion 2

La Chambre des Députés,

– rappelant que les institutions et instances intervenant dans l'instruction des projets de loi ont fait preuve d'une grande réactivité pendant toute la crise de la maladie du Covid-19 ;

– notant que, devant l'évolution rapide du virus, ils n'ont pas seulement assumé pleinement leur rôle mais également, la plupart du temps, sous la contrainte de délais extrêmement courts et exigeant une grande flexibilité dans l'organisation de leur travail ;

– rappelant, qu'en date du 5 mai 2023, l'OMS a déclaré la fin de la pandémie Covid-19 en tant qu'urgence de santé publique ;

– déplorant que le projet de loi 8394 portant modification de la loi modifiée du 17 juillet 2020 relative à certaines mesures de suivi de l'évolution du virus Sars-CoV-2 et de lutte contre la maladie Covid-19 n'ait été déposé qu'en date du 12 juin 2024 tout en sachant que l'échéance de la loi existante devait venir à échéance le 30 juin 2024 ;

– constatant qu'il n'y a plus aucune raison de continuer le travail législatif selon le régime d'exception accepté pendant la crise du Covid-19,

invite le Gouvernement

– à respecter dorénavant des délais raisonnables, permettant une instruction approfondie des projets de loi et à renoncer à créer une pression inutile sur le législateur.

(s.) Mars Di Bartolomeo, Marc Baum, François Bausch, Dan Biancalana, Sven Clement, Alexandra Schoos.

... mee op ass fir jiddwereen, dee se wëllt matdroen an deen d'Prerogative vun der Chamber eescht hëlt.

Vläicht hätte mer dëst Gesetz guer net méi gebraucht, wa mer den Avant-projet vun engem Pandemiegesetz, dee vun der Gesondheetsministesch Paulette Lenert ausgeschafft gouf a kuerz virun de Walen d'lescht Joer dem Regierungsrot virlouch, weider instruéiert hätten.

Déi viregt Regierung hat den Avant-projet an eng interministeriell Consultatioun geschéckt. Dofir meng Fro: Wat ass aus deem Echange erauskomm? Firwat ass dee Projet am Tirang gelant?

An der Gesondheetskommissioun hu mer gefrot, fir deen Avant-projet an d'Stellungname vun deenen anere Ministèren ze kréien. Ech widderhuelen heimat déi Demande a wär frou, wann d'Chamberskommissioun deen Text géif kréien.

À propos Tirang: Dës Regierung schéngt definitiv eng Wull am Tirang ze hunn. Wärend der Kris hätt d'CSV, mat – also mat mengem ganze Respekt virum Amt – eisem haitege Chamberspresident un der Spëtzt, e Pandemiegesetz léiwer gëschter wéi haut gefuerdert.

Am Regierungsprogramm gëtt d'Pandemiegesetz ugekënnegt. Elo geet net méi rieds vu Pandemiegesetz, mee vu Gesetz iwwert d'Santé publique. Dobäi, an enger Motioun, déi genee virun engem Joer, bal genee virun engem Joer vum aktuelle Chamberspresident abruecht ginn ass an d'Signatur

gedroen huet vu ganz prominente Majoritéitsvertrieder – dem haitege Fraktiounspresident vun der CSV, dem Fraktiounspresident vun der DP, der haiteger Ministesch Martine Hansen, dem President vun der Gesondheetskommissioun Max Hengel –, an och vun der Oppositioun gedroe war, gouf dans les meilleurs délais e Pandemiegesetz gefuerdert an esou weider an et gouf gefuerdert, eng onofhängeg Evaluatioun vun alle Moossnamen, déi mer an der akuter Kris geholl hunn, duerch en onofhängege Gremium ze maachen. Och dovunner ass net méi rieds.

An der Loi de santé publique sollen déi eenzel Moossnamen dann evaluéiert ginn. Vu wiem, ass net gewosst. Vum Expertegrupp geet net méi rieds. Fir der Regierung a virun allem der Majoritéit d'Geleeënheet ze ginn, eis ze soen, wat se dann elo wierklech wëllen an ob se nach zu hirer unanime ugehollener Motioun vun der Chamber stinn oder ob déi an hiren Aen de Pabeier net Wäert ass, op där se geschriwwe steet, wëll ech eng zweet Motioun abréngen, déi d'Bréck zwëschent der leschter Chamber an der jëtzeger Chamber schléit.

Motion 3

La Chambre des Députés,

– constatant que toute une panoplie de mesures différentes ont été mises en place au cours des trois dernières années dans le cadre de la lutte contre le Covid ;

– considérant que de nombreuses mesures ont constitué une importante restriction des libertés garanties par la Constitution ;

– sachant qu'il existe beaucoup d'incertitudes quant à l'efficacité des différentes mesures ;

– considérant que la rapidité avec laquelle de nombreux projets de loi concernant la lutte contre le Covid ont été analysés et votés par la Chambre des Députés, ne permettant pas toujours une analyse en profondeur de la nécessité, de la proportionnalité, de la légalité, respectivement du caractère de non-discrimination des mesures concernées ;

– considérant que le Gouvernement doit tout mettre en œuvre, afin de tirer toutes les conséquences de la pandémie du Covid et d'être préparé le mieux possible dans le cas d'une éventuelle nouvelle épidémie ;

– notant qu'un avant-projet de loi sur les situations épidémiques constituant une menace pour la santé publique a été élaboré par le Gouvernement précédent et a fait l'objet d'une consultation entre les ministères concernés ;

– constatant que le programme gouvernemental 2023-2028 prévoit l'élaboration d'une « loi pandémie » afin de garantir la plus grande réactivité possible dans le cas d'une nouvelle pandémie, tout en respectant les libertés fondamentales,

invite le Gouvernement

– à demander à un groupe d'experts indépendants de faire une évaluation des différentes mesures prises dans le cadre de la lutte contre le Covid et à dresser un bilan étoffé et détaillé quant à leur efficacité, leur nécessité, leur proportionnalité ainsi qu'à leur caractère non discriminatoire ;

– à élaborer, dans les meilleurs délais, un projet de loi permettant, en cas d'une nouvelle épidémie ou pandémie, aux institutions de l'État de réagir de façon rapide, efficace et proportionnelle dans un cadre précisément prédéfini.

(s.) Mars Di Bartolomeo, Dan Biancalana, Marc Baum, François Bausch, Sven Clement, Alexandra Schoos.

An déi Bréck, déi wär méi zolidd, wa mer bei där Eestëmmegkeet kéinte bleiwen, déi mer nach virun engem Joer haten, an dass net eege Wierder vun enger ganzer Rei vu Leit musse giess ginn – fir dat emol léif auszedrécken!

Wann d'LSAP elo d'Gesetz trotzdeem mat wäert droen, dann nëmmen, well mer soss e Vide hätten. A mäi Virriedner huet drop higewisen, firwat dass dat net däerf sinn. Dat ännert näischt drun, ...

(Coups de cloche de la présidence)

... datt mer d'Virgangsweis vun dëser Regierung net kënnen akzeptéieren. An ech ginn dovun aus, dass, wann dës Chamber sech eescht hëlt, se d'selwecht wäert denken an handele wéi mir.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Di Bartolomeo. Dann ass d'Wuert bei der Madamm Alexandra Schoos.

Mme Alexandra Schoos (ADR) | Merci, Här Chamberspresident. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, also, et ass jo schonn e Paradox u sech, dass mir haut hei iwwert d'Verlängerung vun engem Covidgesetz stëmmen an d'WHO awer schonn d'lescht Joer am Mee offiziell d'Enn vun der Covid-19-Pandemie erklärt huet.

D'Haaptargument vun der Regierung, fir dëst Gesetz ëm zwee Joer ze verlängeren, ass, dass d'Donnéeë vun de Leit, déi impfen, a vun deenen, déi geimpft ginn, weider gesammelt kënne ginn. Mee do froen ech mech: Firwat? Well d'Regierung gesäit jo weeder e Bedarf un engem Expertegrupp nach un der Erstellung vun engem detailléierten an ëmfaassende Bilan bezüglech de Corona-Mesüren.

Mee loosse mer eng Kéier kuerz duerch déi verschidde Kapitele goen.

D'Droe vun der Mask. Virun der Pandemie hate mir déi Virsiichtsmoossnam net. Firwat solle mer se dann elo no der Pandemie weiderféieren?

Wann d'Droe vun der Mask a Spideeler, Altersheimer et cetera an Zukunft soll eng konstant Roll spillen, da wier dëst sécher éischter e Punkt, deen een an dat neit Santé-publiques-Gesetz abrénge kéint, oder deen eventuell schonn am Avant-projet vun der LSAP steet.

Hei schwätze mer vun enger generaliséierter Gebrauchsméiglechkeet an deenen Ariichtungen. An dofir brauche mer kee Covidgesetz. Awer och da gëllt fir d'ADR, datt d'Droe vun der Mask do keng Obligatioun däerf sinn, mee eng Autorisatioun fir déi Leit, déi se fräiwëlleg droe wëllen.

Wat d'Kapitel iwwert d'Erhiewen an d'Behandele vu perséinlechen Donnéeë betrëfft, do gëtt et am Fong net vill ze soen, ausser dass mir dem Staatsrot voll a ganz bäiflichten.

Et stellt sech d'Fro, ob d'Finalitéit, firwat mir déi Donnéeën erhiewen, nämlech d'Evolutioun an d'Verbreedung vum SARS-CoV-2 ze verfollegen, nach ginn ass. Eis ass et net kloer, a wéi engem Kontext déi Donnéeën nach erhuewe gi sollen, well d'Pandemie jo offiziell fir zu Enn erklärt ginn ass an ee sech da froe misst, wéini déi Finalitéit da soss en Enn hëlt.

D'Donnéeën, déi d'lescht Joer erhuewe gi sinn, wéi dëst Gesetz gülteg war, dierfen nach wie vor an Analyse benotzt ginn. Et wier also interessant, wann een emol géif gewuer ginn, wéi a woufir dës zukünfteg Donnéeën iwwerhaapt nach gebraucht ginn.

Bezüglech Niewewierkungen, Gesondheetszoustand vu Geimpften et cetera, spillt dëse Gesetzesprojet fir eis och keng Roll. Wann eng Persoun bei den Dokter geet, fir sech impfen ze loossen, ënnersicht dee säi Patient souwisou an dréit et an d'Karteikaart an. Wann Niewewierkungen, bei egal wéi engem Medikament d'ailleurs, optrieden, sinn d'Doktere verflicht, dës der Gesondheetsdirektioun ze mellen.

Wéi gesot, vu dass d'Pandemie offiziell eriwwer ass, sollte mir emol erëm op Virun-der-Pandemie-Zoustänn zeréckkommen. An ech sinn och hei net d'accord, wat den honorabelen Deputéierte Schockmel gesot huet. Jo, de Virus ass nach ëmmer do, e mutéiert och, mee dat mécht och zum Beispill en Influenza-Virus – ech weess, den Influenza-Virus ass net deen nämmlechte Virus wéi de SARS-CoV-2 –, an do maache mer et jo och net, beim Influenza, soss kéinte mer doriwwer diskutéieren, bei wéi engen anere Virussen, Bakterien an esou weider mer déi Mesüren dann och missten huelen.

E leschte grousse Punkt vun dësem Gesetz ass, dass d'Apdikteren impfen däerfen, dëst awer ausschliisslech mat de sougenannte Covid-19-Impfstoffer. D'Iddi deemools derhannert war, fir esou ville Leit wéi méiglech Geleeënheet ze ginn, sech schnell impfen ze loossen. D'Viraussetzung war natierlech, dass den Impfstoff do war.

An der Santéskommissioun bei dësem Gesetzesprojet war d'Argument elo dat follgend: „Mir wësse jo net, wat am Hierscht kënnt oder ass." Jo, ganz richteg! Mir wëssen net, wat am Hierscht ass. Mir wëssen och net, wat d'nächst Joer ass. Mir wëssen och net, wat a fënnef Joer ass, oder wéini och ëmmer.

Fir d'ADR ass dat also kee valabelt Argument. Wann ee sech impfe loosse geet bei säin Hausdokter, ass dat och dacks d'Méiglechkeet fir de Patient, mat sengem Dokter ze schwätzen, net nëmmen iwwert seng physesch Gesondheet, mee och iwwert déi mental Gesondheet – mir hate jo grad eng Question élargie och nach doriwwer – oder iwwert natierlech déi kleng oder grouss Froen, déi ee sech am Liewe stellt. A wa mer eis richteg erënneren, ass et dach déi jëtzeg Regierung, déi an hirem Koalitiounsaccord ugekënnegt huet, dass si erëm méi de Médecin référent, den Dokter als Vertrauenspersoun ervirhiewe wëll. Oder net?

D'ADR huet net direkt e Problem domat, dass d'Apdikteren d'Dokteren ënnerstëtze sollen, mee eiser Meenung no ass et e Schratt ewech vun der Valorisatioun vum Médecin référent.

Här Chamberspresident, léif Kolleeginnen a Kolleegen, op Basis vu menger Ried läit et, mengen ech, op der Hand, dass d'ADR dëse Gesetzesprojet net matstëmme wäert. De Projet koum à la dernière minute an d'Kommissioun, wéi mer et elo schonn héieren hunn, et sti komplett irrelevant an am Fong falsch Artikelen dran an, wéi gesot, den Zoustand vun der Pandemie ass säit iwwer engem Joer offiziell eriwwer.

Mir mussen endlech Verantwortung iwwerhuelen an déi lescht Pandemie opschaffen, amplaz weider monter Gesetzer oder Gesetzesprojeten ze hunn oder ze stëmme fir en „Eventuell", en „Iergendwann", a wann d'Regierung de Bedarf gesäit.

Ech soen Iech Merci.

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Schoos. Deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här François Bausch. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

M. Gérard Schockmel (DP) | Här President, ech wollt eppes dozou soen, wann ech dierf.

M. Claude Wiseler, Président | Et ass zwar elo net den Tour, fir eppes ze soen. Wann Der wëllt, hutt Der nach Zäit zum Schluss vun de Riedner. Ech mengen, Dir hutt Är Zäit net ganz opgebraucht. Da kënnt Der Iech nach eng Kéier aschreiwen an d'Wuert dozou huelen, wann Der wëllt. Merci, Här Schockmel.

Här Bausch, et ass un Iech.

M. François Bausch (déi gréng) | Merci, Här President. Bon, ech mengen, wat mer hei virleien hunn als Gesetzestext, dat ass och e bëssen esou ugeklongen, wéi wann hei eppes komplett Neies géif ofgestëmmt ginn. Et ass eigentlech näischt Neies. Mir hunn e Problem, virun allem an dem Zesummenhang nach mat der Nobeaarbechtung, mat deene Mesüren, déi geholl gi sinn an der Covidkris, datt natierlech virun allem Daten, op déi mer mussen zréckgräifen, mussen nach disponibel sinn. An dat ass natierlech och de Géigestand vum Sträitpunkt, haaptsächlech och mam Staatsrot, respektiv wann een den Avis vun der CNPD scho vun 2021 noliese geet, wou Propose gemaach gi sinn, wou Kriticke gemaach gi sinn, wou gesot ginn ass: „Ok, wann een där Date brauch, da gëtt et sécherlech och Méiglechkeeten a Weeër, fir déi Daten ze anonymiséieren a fir ze kucken, iwwert dee Wee, datt dat nach fir wëssenschaftlech Zwecker oder wat och ëmmer fir eng Zwecker och ëmmer esou kann zur Verfügung sinn."

An en zweete Punkt, dat ass de Port du masque. Mir féieren deen net hei an, fir keen! Dat eenzegt, wat mer maachen, mir soen am Gesetz, well mer op enger anerer Plaz en anert Gesetz hunn, dat e Vermummungsverbot zu Lëtzebuerg beschriwwen huet, datt et kee Problem ass: Wann ee wéinst sengen eegene Gesondheetsgrënn aus eegene fräie Stécker decidéiert, e Mask unzedinn, da kann en dat maachen. A wa mer dat net an engem Text schonn hätten, da géing deen ënnert d'Vermummungsverbot falen, da kéint deen e Protokoll derfir kréien. Duerfir, mir mussen awer elo net hei maachen, wéi wa mer elo géingen eppes Neits hei aféieren. Dat emol fir d'éischt.

Dat Zweet ass awer: D'legislativ Aarbecht, an ech mengen, dat ass scho gesot ginn, déi huet hei net geglänzt, wéi déi hei gemaach ginn ass. An effektiv, ee Joer Zäit ze brauchen, fir ze mierken: „O merde, elo leeft dat aus, elo musse mer dat verlängeren", an dass dann natierlech erëm keng Zäit bleift, fir ze kucken: „Wéi gi mer mat deenen Daten do ëm?", wou et menger Meenung no Méiglechkeete gëtt, fir datt een nach ëmmer iwwert déi ka verfügen, mee fir datt se awer och dem Dateschutz besser entspriechen, dat hätt ee kënne maachen, wann een dat éischter warscheinlech entdeckt hätt. An duerfir ass dat hei ganz sécher keng gutt legislativ Aarbecht.

Well mer eis awer net wollten an der Kommissioun als Gréng domadder zefridde ginn, dass elo gesot ginn ass: „O, mir kucken dann, dat iergendwann nozebesseren", hunn ech dunn d'Propos gemaach fir déi Motioun, déi och vum Här Hengel deposéiert ginn ass, wou drasteet, datt bis Enn dëst Joer, also net iergendwann, mee Enn dëst Joer kloer vun der Ministesch, also vun der Regierung, muss eppes virgeluecht ginn, wéi mer mat där Datefro do ëmginn. Dat heescht, dat ass jo awer a fënnef, sechs Méint, dat misste mer packen. An dann, mengen ech, misst ee kucken, dann do definitiv Neel mat Käpp ze maachen, fir datt mer dee Problem geléist kréien.

Dat ass och de Grond, firwat mer den Text wäerte matstëmmen, well mer et effektiv net géinge gutt fannen, wa mer an engem Vide juridique wären elo wärend e puer Méint, dat wär wierklech net gléckelech, a well mer jo op där anerer Säit déi Motioun hunn, déi eis garantéiert, datt dat soll nogebessert ginn, wat mer jo gär am Fong alleguer hätten.

An da kommen ech zu engem zweete Punkt, an dat stéiert mech ëmmer erëm, dat ass: Hei gëtt alles duerjerneegehäit. Hei gëtt erëm diskutéiert dann. Vun deem Projet de loi ausgeeënd, dee mer haut hei virleien hunn, komme mer op eng allgemeng Diskussioun iwwer Covid, iwwer e Bilan vu Covidsmesüren an esou weider an esou fort.

Dozou gëtt et sécherlech villes ze soen an dozou musse mer och villes soen. An ech muss och soen: Och wann ech oder wa mir derfir sinn, en allgemengt Gesondheetsgesetz ze schafen zu Lëtzebuerg – ech menge sécher, datt dat gutt ass –, ass dat sécherlech eppes, wat mer net vun haut op muer wäerte kréien. Also ech bewonneren alleguer déi, déi hei mengen, mir kéinten elo esou e Gesetz, zack, hei eraginn, da géing dat warscheinlech hei holterdiepolter diskutéiert ginn.

De Staatsrot géing eis selbstverständlech och direkt keng eng Opposition formelle dora maachen, well ech wëll awer drun erënneren, iwwer wat mer hei wäerte schwätzen, wann et zu deem Gesetz da wierklech kënnt. Do kommen e ganze Koup Mesüren, déi direkt de Santéssecteur betreffen. Déi sinn net esou einfach ze reegelen. Do komme Mesüren dran, do geet et an d'Richtung, datt, wa mer an enger Pandemie sinn, datt een ënner verschiddene Bedéngungen eventuell ka Mesüren ergräifen, déi an d'Fräiheetsaschränkungen eraginn.

A wa mer doriwwer diskutéieren, da komme mer direkt op d'Fro vun der Proportionalitéit vun esou Mesüren. Dat ass net nëmmen eng Fro vun der Effikassitéit, fir ze kucken, ob se eppes bréngen, mee se mussen och proportionell si par rapport zu deem, wat se da bréngen. An dat si komplizéiert Diskussiounen, an do wäert ech awer Iech elo scho soen, datt de Staatsrot ..., dee jo och am Ufank iwwregens vun der Pandemie selwer, dat kann ech mech nach ganz gutt erënneren, bei deem alleréischte vun de Gesetzer zimmlech kritesch war.

An du ware mer natierlech an enger Noutsituatioun a jiddwereen hat Angscht a Suergen, datt dat zu ganz geféierleche Situatioune fir d'Gesondheet kéint féieren. An dunn huet de Staatsrot iergendwann eng Kéier esou e bëssen an deem Rhythmus matgemaach, awer net ganz frou an net ganz gär, wëll ech Iech soen, dat hu mer oft och ze héiere kritt, och als Regierung deemools, datt gesot ginn ass: Ok, wéinst der Noutsituatioun si mer elo d'accord, mee mir sinn awer der Meenung, datt villes hei am Hauruckverfare gemaach gëtt an een einfach net Zäit genuch huet, fir dat genau vum juristeschen, verfassungsrechtlechen, fräiheetleche Standpunkt ze kucken.

Wann awer elo natierlech dat Gesetz diskutéiert gëtt, da gëtt dat jo diskutéiert zu engem Zäitpunkt, wou mer dat net hunn, wou mer net eng Noutsituatioun hunn, mee da gëtt gekuckt, e Gesetz ze maachen, dat eis op zukünfteg Situatioune virbereet. Mee da soen ech Iech awer elo schonn: Da wäert Der gesinn, dat wäert eng ganz breet gesellschaftlech Diskussioun ginn. An déi muss et och ginn, dat ass och wichteg, datt et déi gëtt. An duerfir ass et och wichteg, datt mer déi och féiere mat der Gesellschaft dobaussen, mat der Société civile, an näischt iwwert de Knéi briechen an eis duerfir déi néideg Zäit huelen.

Duerfir, esou e Gesetz kritt een net vun haut op muer. An et ass awer och wichteg, datt mer déi Mesüren, déi getraff gi sinn ...

(Interruption par la présidence)

... – Här President, ech sinn direkt fäerdeg –, datt mer déi eng Kéier all analyséieren, op de Leescht huelen, net fir iergendengem Scholdzouweisungen ze maachen, hunn ech scho gesot, mee fir awer wierklech mam Recul haut ze kucken: Wat hunn déi Mesüre bruecht? Ware se proportionell? Si se net vläicht awer aus der Angscht eraus geholl ginn, aus der Nout eraus geholl ginn? Wéi gesot, ech hu se selwer matgedroen als deemolege Regierungsmember an ech stinn och zu mengen Decisiounen, mee ech mengen, dat muss een ..., et muss een à même sinn, dat kritesch ze hannerfroen herno. Dat ass extreem wichteg, fir datt mer an deem neie Gesondheetsgesetz dann eeben och déi richteg Konklusiounen zéien.

Merci. Dat gesot, stëmme mir natierlech d'Gesetz.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bausch. Den Här Mars Di Bartolomeo wëllt Iech eng Fro stellen?

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Just eng ganz kuerz Fro. Et ass jo esou, dass an där Motioun vun der Majoritéit, déi och vun eis matgedroe gëtt, déi Evaluatioun just déi Moossname soll betreffen, déi nach am Moment am Covidgesetz dra sinn?

M. François Bausch (déi gréng) | Nee, nee, nee.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Ma da liest awer mol déi Motioun, liest déi Motioun, well dat ass eng Nuance, déi an deem doten Text dran ass, déi ...

Et sinn déi Moossnamen, déi am aktuelle Covidgesetz nach dra sinn. Wann dat net esou geduecht ass, da misst den Text geännert ginn. Kuckt Iech dat doten un. Dat ass net déi gesamt Evaluatioun vun de Moossnamen.

M. François Bausch (déi gréng) | Nee, Här Di Bartolomeo.

M. Claude Wiseler, Président | Här Mars Di Bartolomeo, mir kommen duerno nach op d'Diskussioun vun de Motiounen.

M. François Bausch (déi gréng) | Mir kënnen duerno nach driwwer diskutéieren. Also ech mengen ... just vläicht, Här President, fir ze äntweren. Mir hunn an der Kommissioun jo déi Diskussioun gefouert a keen een huet dat do vertratt an der Kommissioun. Ech hu keen héieren, och keen héiere vun der Majoritéit, dat do soen. Och d'Ministesch huet jo eng Motioun ... Mir hu jo eng Motioun ugeholl vu mir selwer, wou mir gesot hunn: Nee, mir wëllen dat maachen. An d'Ministesch huet och gesot, dass se bereet wär, dat ze maachen.

Déi eenzeg Fro, déi sech nach stellt, dat ass, wéi mer dat wäerte maachen herno. Wéi am Kader vun deem neie Gesetz dat soll gemaach ginn, dat ass d'Fro, déi opsteet. Gëtt et mat Experte vu bausse gemaach? Net vu baussen? Oder wéi och ëmmer. Mee ech mengen, dat solle mer a Rou diskutéieren. An da komme mer och do zu enger Konklusioun.

M. Claude Wiseler, Président | Mir kommen duerno nach op Motiounen zeréck. Ech soen Iech Merci, Här Bausch. An d'Wuert ass beim Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech ginn herno nach eng Kéier kuerz op d'Motioun an. Mee dat heite Gesetz ass jo elo u sech eppes Klenges. Et huet eng Handvoll un Artikelen an u sech verlängert et, wat et scho gëtt. Sou, dann denkt ee sech: Do ass net vill dran ze fannen.

Jo, mir kënnen als Éischt emol iwwert d'Form schwätzen. Dat gouf haut scho vun e puer Leit gemaach. Souguer de Rapporter huet et erwäänt, datt d'Form, a virun allem den Timing, an deem mer eis hei hu misse mat deem Gesetz befaassen, u sech inakzeptabel ass.

Et kann net sinn, datt mer weiderhin am Rhythmus vun de Covidgesetzer wärend enger Pandemie hei diskutéieren. Mir mussen u sech erëm zu normalem a virun allem zu guddem politeschen a legislative Schaffe kommen. An hei wär et definitiv néideg

gewiescht, datt mer déi Zäit gehat hätten an eis déi Zäit geholl hätten, well dann hätte kënne ganz vill Kritickpunkten, déi mer elo haut hei diskutéieren, matzäiten aus dem Gesetz gestrach ginn. Schlussendlech krute mer gesot: Mir kënne keng Amendementer maachen, mir kënnen näischt méi verbesseren. Firwat? Well keng Zäit do ass.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech fannen dat e bësse problematesch hors Pandemie an engem Gesetz, wat awer weiderhin déifgräifend Agréffer an d'Perséinlechkeetsrecht huet. An d'CNPD huet zwar näischt Neies fonnt – jo, se huet näischt Neies fonnt, well se schonn 2021 gesot huet, datt hei Dispositiounen drastinn, déi vill ze wäit ginn. Esou.

Et hätt ee vläicht kënnen déi Dispositiounen elo schonn ugoen. A mir hu se an der Kommissioun och ganz proaktiv ugeschwat. Resultat: Mir hu keng Zäit, mir hu keng Zäit!

Och den Ëmgang mam Avis vum Staatsrot, wou de Staatsrot eng ganz kloer Textpropositioun gemaach huet ... Ech ka mech net erënneren, an der ganzer Pandemie, an all deene Gesetzer, datt mer en Avis vum Staatsrot esou behandelt hätten, wéi mer en dës Kéier behandelt hunn. Normalerweis, wann Textproposen do waren, ware mer ganz frou a mir hu se iwwerholl, well dat eis en Amendement gespuert huet. Dës Kéier mécht de Staatsrot eng ganz konkreet Textpropositioun a se gëtt einfach ewechgewëscht a gesot: Dat maache mer iergendwa bis Enn des Joers.

Majo, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wa mer dat bis Enn des Joers wëlle maachen, a mir wäerten déi Motioun dann herno och matstëmmen, da musse mer am Oktober e Gesetz deposéieren, fir datt mer eis déi Zäit kënnen huelen, gutt dodrobber ze schaffen, fir datt mer den November an den Dezember Zäit hunn, fir och d'Avisen ze kréien, fir mat de verschiddene Betraffenen ze schwätzen an dann e gutt Gesetz virum Enn vum Joer gestëmmt ze kréien.

Wa mer elo awer erëm waarde bis am Dezember, bis iwwerhaapt e Projet de loi kënnt, jo nee, da komme mer hei net eraus. Dat heescht, wannechgelift, mäi groussen Appell wierklech, och nodeem déi Motioun herno gestëmmt wäert ginn: Kommt, mir deposéieren dat matzäiten, kommt, mir notzen déi nächst zwee, dräi Méint, och wann do eng Summerpaus ass! Mir sinn alleguerten erreechbar, mir sinn alleguerten u sech zu all Zäitpunkt disponibel, da kommt, mir schaffe propper op deem Text, datt mer wierklech e gudden Text bis den Dezember kréien.

(Interruption)

Elo vläicht nach zum Inhalt, an zwar zu engem, dee mir wierklech um Häerz läit an deen hei e bësse verstoppt gëtt, dat ass den Dateschutz.

Et gëtt esou gemaach, wéi wann et hei haaptsächlech géif ëm d'Donnéeë vun den Impfunge goen. A verstitt mech net falsch, ech sinn absolutt derfir, datt déi Donnéeën, déi d'Impfunge betreffen, erhale bleiwen, sou wéi mer dat brauchen, fir déi Impfpäss auszestellen, fir déi Dokumenter an och, fir bei Niewewierkunge kënnen ze agéieren.

Mee, an dat ass dat, wat hei gutt verstoppt ass ... et gëtt nämlech souguer Referenz geholl op en Artikel, dee scho guer net méi am Gesetz steet. Dat heescht, et ass fir d'Leit souguer ganz schwéier, erauszefannen, wat dann nach alles gespäichert gëtt. Et ginn hei nach ëmmer Donnéeë vun 2020 gespäichert, wie wéini mat wiem am Hotel war. Alles dat, wat beim Tracing ugefall ass. Dat heescht, wann ee beim Tracing huet missen e bësse méi penibel aussoen, mat wiem een dann do déi lescht Deeg zesumme war a wéi laang an a wéi engem Kontext, all déi Donnéeë ginn nach ëmmer véier Joer méi spéit gespäichert.

Et gëtt och gespäichert, wie wéini positiv getest gouf. Véier Joer méi spéit. Also wann een dovun ausgeet, datt mëttlerweil quasi jiddwereen e positiven Test iergendwann eng Kéier hat, heescht dat, datt mer hei u sech eng Datebank opgebaut hunn, wou jiddweree vun eis méi wéi eng Kéier mat sensibele medezinneschen Donnéeën haut nach ëmmer drasteet.

An eis Propos, dat ze änneren, hätte mer kënne maachen, wa mer dann Zäit gehat hätten. Mee nee, hei huet misse séier mat der Briechstaang duerchgaange ginn, well eeben e bësse Gewulls am Tirang war, well de Ministère e bësse spéit u war mat sengem Text. An d'Excuse war: Jo, et war eng Schoulvakanz an dofir war de Procès verbal vum Regierungsrot nach net fäerdeg.

Also pardon, mee dat ass awer e bëssen eng Excuse wéi: Den Hond huet meng Hausaufgabe gefriess. Ech hätt mer erwaart, datt mer déi Froen, déi hei wierklech sensibel perséinlech Donnéeën uginn, matzäiten ugeschwat hätten. Mir hunn dat bei all Gesetzesprojet wärend der Pandemie gesot. Dann hätte mer ... An ech mengen, ech ka mech gutt erënneren, datt ech mam Paulette Lenert do oft driwwer diskutéiert hunn. A mir waren eis allegueren eens, datt dat esou séier wéi méiglech misst aus dem Gesetz kommen. Elo verlängere mer dann nach eng Kéier bis 2026 souguer Donnéeën, déi 2020 ugefall sinn.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech hoffe wierklech, datt mer hei virum Dezember déi Donnéeën endlech kënne läschen, well et geet kee méi eppes un, wie wéini mat wiem am Hotel am Juli 2020 war.

Ech soen Iech Merci.

(Interruptions)

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Dann ass d'Wuert beim Här Marc Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Här President, ech hunn e gutt Gewëssen, ech mengen, ech war 2020 mat kengem an engem Hotel.

(Hilarité)

Nawell ass déi Fro awer pertinent, déi den Här Clement opgeworf huet.

M. Sven Clement (Piraten) | Här Baum, hutt Der mech vergiess, Här Baum?

M. Marc Baum (déi Lénk) | Wësst Der, Här President, wéi ech am Mee 2021 aus der Chamber erausrotéiert sinn, war eng vun deene leschte Rieden, déi ech gehalen hunn, eng Covidried. An et war eng vun deene ganz agreabele Saachen, wéi ech net méi Deputéierte war dunn, wéi ech mer konnt soen: „Sou, elo brauchs de keng Covidriede méi ze halen."

(Hilarité)

Elo sinn ech erëm hei an et geet ëm eng Covidried. An et huet sech komescherweis, an dat ass awer erstaunlech, an der Form net vill geännert. Mir hunn deemools ënner onheemlechem Zäitdrock geschafft. An et ass virdru gesot ginn, et hat mat ganz spezifesche sanitäre Situatiounen ze dinn, wou ee quasi am Dages- oder am Wocherhythmus huet misse reagéieren. An déi séllege Gesetzestexter, Proposen, déi vun der Regierung komm sinn, hu bei eis allegueren an der Kommissioun en enormen Zäitdrock ausgeléist, deen awer eng objektiv Begrënnung hat, nämlech duerch déi sanitär Situatioun, an där mer eis befonnt hunn, wou et drëm gaangen ass, Mesüren entweeder ze lackeren oder effektiv nei Mesüren ze huelen.

An duerfir kann ech et wierklech nach ëmmer net novollzéien, datt an dësem Fall dann den 11. Juni en Text deposéiert gëtt, den 18. Juni de Staatsrot en Avis muss ginn, wou de Staatsrot selwer drop ageet, wou e seet: „So, a wéi engem Modus schaffe mer hei erëm?" A séance tenante vun der Kommissiounssëtzung kënnt eis dann nach den Avis vun der Dateschutzkommissioun eran. Ech mengen, dat ass effektiv net seriö geschafft, besonnesch wann ee weess ..., an ech war ee vun deenen, deen an der Pandemie staark kritiséiert huet, ënner wéi engem Zäitdrock hei huet misse geschafft ginn. An d'Oppositioun, där hiren deemolege Spriecher grad hannert mir setzt, war eng vun deenen, déi am häertste gejaut hunn, datt dat keng seriö Konditioune wieren, wéi d'Chamber géif schaffen. An elo stelle mer fest: Et huet sech näischt geännert, ausser datt den Drock vun der Pandemie net méi esou do ass. An evidenterweis, d'Positioun vum eeëmolege Spriecher dozou, déi huet sech och geännert.

Dat ass awer scho ganz erstaunlech. Virun allem, wat et awer an där Zäit och ginn ass, an déi Erfarung ..., an den Här Clement huet et e bëssen ugedeit, et ass awer an där Zäit och ëmmer erëm zu enger wierklech intensiver Zesummenaarbecht mat der Regierung komm.

De Staatsrot huet Propose gemaach. Eenzel Deputéiert, och aus der Oppositioun, hu Saachen entdeckt an Texter, déi net ginn. A mir hu ganz séier reagéiert. Mir hunn iwwerluecht: „Wéi maache mer dat elo? Sinn dat parlamentaresch Amendementer? Oder geet dat nach eng Kéier zréck an de Regierungsconseil?", fir datt ee ganz, ganz séier reagéiere kéint op déi Suggestiounen, déi soit vun der Oppositioun komm sinn, soit vum Staatsrot komm sinn.

Hei hu mer effektiv fäerdeg formuléiert Suggestioune vum Staatsrot. An hei gëtt gesot: „Nee, nee, nee, mir fänken elo net un, eenzel Saachen hei erauszepicken."

M. Gilles Baum (DP) | Well et ze spéit war!

M. Marc Baum (déi Lénk) | Also wann dat ... Also et war net ze spéit.

Une voix | Nee!

M. Marc Baum (déi Lénk) | An dat Argument, datt et ze spéit war, stëmmt net. A virun allem, wann dat an der Pandemie geschitt wier, mee wéi hätte mer dann hei jeemools kënnen en awer relativ breede Konsens am Ufank vun där Pandemie zustane kréien?

Well an deem Text, do sti wierklech Saachen dran, datt effektiv d'Parteiefinanzéierungsgesetz vun 2020 ausser Kraaft gesat gëtt op verschiddenen Elementer, eppes, wou d'Konte längst ofgeschloss sinn a wou de Staatsrot d'Propos mécht: „Kommt, huelt dat einfach eraus!" An et hätt näischt dergéint geschwat, dat einfach erauszehuelen.

Mee d'Regierung seet: „Nee, nee, nee, mer fänken net domadder un!" Dat fannen ech net ... dat fannen ech keng gutt Approche.

Och déi Froen, wou ee sech awer elo no siwen an engem hallwe Mount Regierungsbedeelegung vun der CSV, a wou de Ministère an CSV-Hand ass, och hätt kënne Gedanke maachen iwwert den Traitement vun Donnéeën. Och do huet den Här Sven Clement et virdru gesot, datt d'Tracingdaten effektiv nach ëmmer doranner erfaasst sinn, a wou ee sech seet: Mee do bräichte mer awer och e bëssen eng aner Kultur vläicht, wéi mer den Dateschutz wouerhuelen.

Mer droen dat heite Gesetz mat, well in fine geet et just dorëms, datt een och nach däerf Masken droen – net muss Masken droen, wéi een ee Moment hätt

kënne mengen, et däerf ee Masken droen – an datt mer net am Konflikt si mam Vermummungsverbot.

An ofschléissend vläicht gesot, Här President: Jo, ech mengen, mir brauchen e Bilan. Mir brauchen e Bilan vun deene Mesüren, déi dee Moment geholl gi sinn, well ech sinn iwwerzeegt, verschiddener, stellt sech eraus, déi waren immens effikass, déi soll een onbedéngt bäibehalen, wann nach eng Kéier esou eppes geschitt, an et sinn anerer, déi ware guer net effikass an net zilféierend. An an Zukunft musse mer dorauser léieren, fir déi dann eeben net ze benotzen.

Fir wéinst der Konfusioun – ech hu jo déi dräi Motiounen ënnerschriwwen –, déi virdrun e bëssen opkomm ass, Kloerheet ze verschafen: Déi éischt Motioun, an där geet et dorëms, datt dat aktuellt Gesetz gekuckt gëtt, wat doranner geännert gëtt opgrond vun deene Kriticken, déi geäussert gi sinn.

Déi zweet Motioun, do geet et drëms, datt mer eis e bësse Loft maachen, datt d'Regierung opgefuerdert gëtt, fir zäitlech Delaien anzehalen.

An déi drëtt Motioun ass déi, wou mer virdru geschwat hunn, wou et eebe justement ëm de Bilan geet.

Voilà. Ech soen Iech Merci.

M. David Wagner (déi Lénk) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Dann hat den Här Schockmel nach d'Wuert gefrot. Här Schockmel, Dir hutt nach eppes Klenges méi wéi zwou Minutten.

M. Gérard Schockmel (DP) | Merci, Här President. Ech hat dat magescht Wuert „Fait personnel" net genannt. Mee zousätzlech hunn ech och nach méi wéi zwou Minutten.

M. Claude Wiseler, Président | A, et gëtt heiansdo esou Wierder.

(Hilarité)

M. Gérard Schockmel (DP) | Voilà. Also, ech hat gesot a menger Ried, datt d'Pandemie eriwwer ass, datt de Virus awer weider zirkuléiert an datt e weider mutéiert an datt et duerfir wichteg ass, datt d'Virussituatioun systematesch erfaasst gëtt an zentral ausgewäert ka ginn.

Déi Ausso ass vun der Madamm Schoos a Fro gestallt gi mam Hiweis op den Influenzavirus, dee jo och mutéiert an nach ëmmer zirkuléiert.

Dozou ass Follgendes ze soen: Datt offensichtlech hei e feelend Wësse besteet, wat déi national Dispositioune bezüglech den Influenzavirus ubelaangt. Mir hunn nämlech en nationale Sentinel-System fir d'Influenzaviren, wou wärend deene ganze Wantermëint eng gewëssen Unzuel vun Dokteren Echantillonen, Ofstrécher vun hire Patiente mat Grippesymptomer hëlt an déi an de Staatslabo schéckt, soudatt mer also eng Iwwerwaachung hu beim Influenzavirus, fir ze wëssen, wellech Souchë vum Influenzavirus jeeweils zirkuléieren, wellech dominéieren. An déi Statistiken, déi kann een och beim LNS ofruffen, Woch fir Woch, fir ze wëssen, wou mer dru sinn.

Dat heescht, souguer bei engem Virus wéi dem Influenzavirus, dee jo scho méi laang bekannt ass, besteet eng national Dispositioun zur systematescher Iwwerwaachung, an et kann ee ganz sécher net op den Influenzavirus verweisen, fir ze soen, datt déi Iwwerwaachung beim Coronavirus kee Sënn méi mécht.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

(Interruption)

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Schockmel. Et wonnert mech net, Dir hutt nach e puer Sekonnen Zäit, awer kuerz, wannechgelift!

Mme Alexandra Schoos (ADR) | Merci. Ech si mer däers ... Wou sidd Der? Pardon! Ech si mer däers scho ganz bewosst.

M. Claude Wiseler, Président | Adresséiert Iech u mech, dann ass et méi einfach fir d'Kamera!

Mme Alexandra Schoos (ADR) | A, pardon! Ech si mer däers scho ganz bewosst, mee dofir brauche mer awer net déi Donnéeën, déi an deem Covidgesetz gehale ginn iwwert – wat weess ech? – den Alter, wou d'Persoune waren, wéini se geimpft gi sinn, festzehalen.

Mir kënne jo trotzdeem ëmmer nach Prouwen eraschécken an de Virus u sech analyséieren. Dofir brauche mir awer net méi d'Donnéeë vun deem, deen impft, oder vun deem, dee geimpft gëtt, bis an den Detail, wéi et hei festgehale ginn ass.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Also ech mengen, datt mer elo net sollen eng Expertendiskussioun weiderféieren. Jiddwereen huet säi Punkt hei gemaach.

An da wär et un der Regierung, fir Stellung ze huelen. Madamm Minister!

Prise de position du Gouvernement

(Interruption)

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Ech mengen, ech hat d'Wuert kritt?

M. Claude Wiseler, Président | Madamm Minister, Dir hutt d'Wuert.

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Jo, merci.

Jo, fir d'éischt emol grousse Merci dem Rapporter Max Hengel fir säin exzellente Rapport, dee ganz faktuell retracéiert huet, wéi et zu där Situatioun komm ass, déi mer haten.

Ech ginn elo op den Inhalt vun den Dispositiounen net an. Ech denken, do ass alles gesot ginn. Mee sou, wéi schonn den éischte Riedner nom Max Hengel gesot huet, ginn ech dann op dat ronderëm e bësse méi an.

Ech wéilt ufänke mat engem Zitat, an Dir rot emol, vu wéi engem Datum et ass a wien et gesot huet: „Datt d'Pandemie eriwwer ass, heescht awer elo net, datt de Kampf géint de Covid-19 ganz gewonnen ass. D'Krankheet ass nach ëmmer do, och wann d'Variante vum Virus mëttlerweil fir de Gros vun de Leit manner virulent sinn, well eisen Impftaux och ganz héich ass. Mee fir vulnerabel Leit bleift dës Krankheet nach ëmmer eng Gefor, an et kann een net komplett ausschléissen, datt et am Wanter erëm zu méi Infektioune kënnt, sou, wéi et eeben och bei Grippewelle kann de Fall sinn. Dofir bleift d'Covidgesetz nach weider bestoen, mat eeben dem Ënnerscheed, datt am Text net méi vun der Pandemie, mee vun der Krankheet Covid-19 geschwat gëtt."

Une voix | Mars Di Bartolomeo!

Une autre voix | Dat ganz sécher!

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Datum?

M. Fernand Etgen (DP) | Et war de Sven Clement!

(Hilarité)

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Nee!

Mars Di Bartolomeo, de 4. Juli 2023.

(Brouhaha et interruptions)

Dat heescht, den Här Baum ass entschëllegt, dee konnt et net wëssen, dee war dee Moment net heibannen, huelen ech un?

M. Marc Baum (déi Lénk) | Nee, nee. Ech weess just: Ech war et net!

(Hilarité)

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Voilà!

An zu deem Moment ass och iwwer Delaie geschwat ginn. E weidert Zitat: „Ech kommen zum Avis vum Staatsrot. Deen ass immens séier komm: dee selwechten Dag wéi den Depot vum Gesetz den 22. Juin. De Staatsrot huet keng Awänn formuléiert, huet awer dofir eng Propos gemaach, déi hie selwer betrëfft. Duerch d'Covidgesetz krut de Staatsrot d'Méiglechkeet, seng Avisen an Deliberatiounen och iwwert den elektronesche Wee unzehuelen."

Dat heescht, virun iwwer engem Joer, bon, bal engem Joer, et ass nach kee ganzt Joer, huet de Staatsrot et fäerdegbruecht, dee selwechten Dag, wéi den Depot vum Projet de loi gemaach ginn ass, säin Avis ze ginn an eng Dispositioun dranzesetzen, déi hie selwer betraff huet, huet awer dee Moment déi Remarken, déi en dëst Joer gemaach huet, net opgeworf, well déi ware gradesou pertinent de 4. Juli 2023, wéi elo, haut, hei, op dëser Plaz.

Une voix | A wie war dann dunn am Statsrot?

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Majo, komesch, wie war dunn am Staatsrot? Keng Anung! Dat ass mer entfall!

(Hilarité)

Jo, voilà, duerfir denken ech, datt déi Opreegung, déi mer an der Kommissioun haten, och elo e bësse relativéiert ass, well mir haten, respektiv ech perséinlech hunn ufanks Mee an enger Sitzung ugekënnegt, datt mer zougedroe wär ginn, vu mengem Haus, datt dat Covidgesetz nach misst verlängert ginn, well et op den 30. Juni ausleeft. Ech hunn dat ugekënnegt an der Kommissioun selwer. Ech hunn och ugekënnegt, datt mir warscheinlech wäerte just den Datum änneren, well d'Zäit net méi géif bleiwen, fir den Detail vun den Dispositiounen, déi nach drastinn, ze analyséieren. Dat hunn ech mëndlech ugekënnegt. Et war warscheinlech mäi Feeler, ech hätt dat misse schrëftlech maachen.

Du si mer am Regierungsrot den 22. Mee domadder befaasst ginn, an déi Woch duerno war Vakanz, dat heescht, de PV vun der Regierung konnt eréischt ugeholl ginn déi Woch no der Vakanz, an dat huet dozou gefouert, datt den Depot eeben deen Dag gemaach ginn ass, wou e gemaach ginn ass. Den Avis vum Staatsrot ass jo den 18. Juin komm, dat heescht, dëst Joer hate se eng Woch, fir hiren Avis ze maachen.

Zum Avant-projet de loi, deen dann anscheinend prett war an deen zirkuléiert ass am Ministère. Dat ass eng vu mengen éischten Aktioune gewiescht, ze kucken, wat an deem Projet de loi steet respektiv an deem Avant-projet de loi.

Ech hunn dat laang net thematiséiert an de Chamberskommissiounen, well ech aus Respekt virun deene Leit, déi dee Moment am Amt waren, net wollt drop hiweisen, datt deen Avant-projet de loi op ganzer sechs Säite passt, mat engem Interligne, dee relativ grouss ass.

Do ass e Sammelsurium zesummegeschriwwe ginn, dee reng intern zesummegesat ginn ass. Et ass mat kengem anere Ministère geschwat ginn, an et ass e Sammelsurium vun deene Saachen, déi an deenen 30 Covidtexter iergendwann eng Kéier opgetaucht sinn.

Dat konnt een esou guer net an d'Prozedur ginn! Dat war net prett, fir an d'Prozedur ze ginn! A wéi ech dat gesinn hunn, do ass den Ausléiser vun der Pandemie selwer emol net genau beschriwwen, an dat war jo ee vun den Haaptproblemer, fir iwwerhaapt unzekomme mat de Mesüren, wéi d'Pandemie ausgeléist ginn ass.

An duerfir brauche mer Virstufen, mir brauchen eng Veille sanitaire, mir brauchen eng Veille vu Centres épidemiologiques, mir brauchen eng Veille vu Foyeren, an duerfir musse mer ausserhalb vun der Situation de pandémie e Gesetz maachen, wat d'ganz Santé publique reglementéiert. Do musse mer d'Gesetz iwwert d'Direktioun vun der Santé op de Leescht huelen, do musse mer d'Gesetz iwwert d'Maladies infectieuses op de Leescht huelen, do musse mer vill Saache beieneeféieren, fir e roude Fuedem duerch eis Santé publique ze kréien.

Une voix | Très bien!

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Et geschitt net näischt! Et geschitt net näischt!

Ech wëll just soen, datt ech mer dat ugekuckt hunn, datt ech opgrond vun deem, wat ech do entdeckt hunn, dem Regierungsrot proposéiert hunn, aus der Loi pandémie eng Loi santé publique ze maachen, an datt dee Wording elo benotzt gëtt.

An dee Wording steet och an där Motioun vum 2. Mee dran, wou ech den Dënschden hei erkläert hunn, datt ech Froe gestallt krut, déi sech op eng falsch Versioun vun där Motioun beruff hunn, déi den 2. Mee gestëmmt ginn ass.

An där Motioun, déi gestëmmt ginn ass, steet dran, datt am Kader vun der zukünfteger Loi santé publique en Inventaire opgestallt gëtt vun alle Mesüren, déi am Kader vun der Covidpandemie geholl goufen, an déi reflektéiert gi par rapport zu deem, wat an dat Santé-publiques-Gesetz drastoe kënnt.

Dat heescht, wa mir eppes festgestallt hunn, wat gutt war an der Pandemie, dann iwwerhuele mer dat. A wa mer feststellen, datt eppes net gutt gelaf ass, da musse mer eng Dispositioun fannen, wéi et déi nächste Kéier ka besser lafen. Dat ass de Sënn an den Zweck vun der Loi santé publique. Dat hunn ech en Dënschdeg och nach eng Kéier am Detail erkläert an ech wäert elo net méi weider dorobber agoen.

(Interruption)

Dann ass och gesot ginn, mir bräichten en onofhängegen Expertegrupp.

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)

Ech kommen dorobber zeréck, Här Di Bartolomeo.

M. Claude Wiseler, Président | D'Madamm Ministesch huet d'Wuert!

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Dann ass och gesot ginn, mir bräichten en onofhängegen Expertegrupp. Mir hunn onofhängeg Rapporten. Dee beschten, dee bis elo do ass, ass dee vun der OCDE. Mir sinn amgaang, en onofhängege Rapport opzestellen, mat der OMS zesummen, wou mer d'Suite gi vun deem, dee mer mat Portugal opgestallt hunn.

Zu deenen Detailer kënnt Der och nach eng Kéier noliese goen op der Säit 21 vun deem Chambersblietche vum 4. Juli, wat d'Madamm Lenert, deemools Gesondheetsministesch, dozou gesot huet. Si huet net vun engem onofhängegen Expertegrupp geschwat, si huet eng Referenz gemaach op d'WHO an op d'OCDE.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Dat huet jo kee kontestéiert!

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Ofschléissend: Jo, mir brauchen e Santé-publiques-Gesetz. Jo, am Kader vun dësem Gesetz hu mer net déi néideg Zäit gehat, fir déi Dispositiounen um Fong ze kucken. Nee, mir hu kee Problem mam Dateschutz. Do wäert ech am Detail beim Iwwerschaffe vum Gesetz drop agoen.

All d'Donnéeën, déi méi wéi sechs Méint gehale ginn, si pseudonymiséiert, dat heescht, do ka kee méi retracéieren, wien, mat wiem, wéini, a wéi engem Hotel war. Déi si pseudonymiséiert, dat heescht, do steet elo: Den A an de B waren zesummen am Hotel zu Ech-weess-net-wou. Déi si pseudonymiséiert, mee do ginn ech am Detail drop an, wa mer dann am Hierscht dat Gesetz hei nach eng Kéier op de Leescht huelen.

An ofschléissend wéilt ech dem Här Bausch – wou ass en? – vill-, vill-, villmools Merci soe fir déi konstruktiv Approche, déi hien ëmmer bréngt an de Kommissiounssitzungen, an deen agreabele Virschlag, fir och am Kader vun enger Motion d'Regierung dozou opzefuerderen, dat Gesetz hei nach eng Kéier op de Leescht ze huelen. Warscheinlech wäert Der net méi derbäi sinn, wann et opgeschafft gëtt.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister.

Ech hunn elo e puer Froen, déi wëllen un Iech geriicht ginn. Ech ginn dovunner aus, datt Der se beäntwere wëllt.

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Et hänkt vun der Fro of.

M. Claude Wiseler, Président | Et hänkt vun der Fro of, evidenterweis. Mee d'Madamm Lenert huet fir d'éischt gefrot, den Här Di Bartolomeo ...

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Parole après ministre!

M. Claude Wiseler, Président | ... an dann den Här Clement. Madamm Lenert.

Mme Paulette Lenert (LSAP) | Merci, Här President. Jo, ech spiere mech ugesprach. Mir schwätzen hei iwwer eng Aart Phantom, e Projet de loi, dee leider de Wee net bis an dat heiten Haus fonnt huet, mee dee bei eis ausgeschafft ginn ass, eebe grad op den Drock hin an och opgrond vum Wëllen, deen hei ausgedréckt ginn ass, vun der Chamber.

Dir erënnert Iech, an et ass ganz richteg zitéiert: Meng perséinlech Meenung war zu engem gewëssene Moment, dass mer vill Informatiounen hunn iwwert déi Evaluatiounen, déi mer gemaach hunn. Dat war ëmmer mäi Plädoyer. Ech erënneren hei elo net un alles, jiddwereen, deen dat wëll noliesen, dee kann déi genau Adjektiver a Sätz nosichen, déi vusäite vum haitege Chamberpresident benotzt gi sinn, vusäite vun der Madamm Hansen benotzt gi sinn a vun anere Leit, fir dat ze verwerfen.

An dunn hunn ech mech dem demokratesche Wonsch gebéit an hu mech effektiv engagéiert, virun Enn vum leschte Joer en Text ze preparéieren, deen déi essentiell Punkte géif reegelen, deen engem et géif erlaben, eeben zu engem gewëssene Moment d'Chamber mat anzebannen, fir restriktiv Mesüren ze huelen, fir do e Gerüst ze schafen, wat sécherlech net d'Loi de santé publique nach ass – dat war ganz kloer. Dat war nämlech och mäin éischte Plädoyer ëmmer, dass ee sech soll Zäit ginn an eng Loi de santé publique ausschaffen, wat awer laangwiereg Aarbechte sinn. Do si bioeethesch Froen, déi mat erakommen. Dat ass eppes, wat mer sécher net an engem Joer hei wäerten ofwéckelen.

An dofir war et mäin Engagement, deen ech och gehalen hunn, op alle Fall virun Enn vun der leschter Legislatur, esou en Text eranzeginn. Dee war um Ordre du jour vum Regierungsrot, dee läit net just iergendwou am Tirang. An eeben, och well mer am Hierscht waren, war et de Wonsch vun de Regierungspartner, dat awer nach eng Kéier am Detail ze kucken, an och esou kuerzfristeg dach awer der neier Regierung, wéi och ëmmer se zesummegestallt wier, d'Chance ze ginn, selwer sech dozou ze positionéieren. Dat ass d'Situatioun, wéi se war.

Zu den Donnéeë géif ech gäre bemierken, dass pseudonymiséiert Donnéeë wuel kënne retracéiert ginn. An ech mengen, am Text si se anonymiséiert, wann ech mech richteg elo erënneren, ech krut et net nogelies. Et ass awer nach e groussen Ënnerscheed tëscht anonymiséierten a pseudonymiséierten Donnéeën. Mee wéi gesot, dee Projet de loi ass et ginn.

Ech fannen et ganz schued, ech hunn ni e Feedback kritt, wat dann elo d'Konklusioune waren, well all déi Beamten hunn dat kritt gehat vun deene concernéierte Ministèren. Dat war am September, wann ech mech richteg erënneren. An ech ginn dovunner aus, dass dat och begutacht ginn ass, vusäite vun engem Justizministère, vusäite vum Familljeministère – déi concernéiert Leit sinn am Fong och nach alleguerten hei.

Et ass schued, iwwer eppes ze schwätzen, wat een net am Grapp huet. Zemools wann et hei sou staark kritiséiert gëtt, regrettéieren ech dat. Et wär vläicht eng Iddi, ganz einfach der Santéskommissioun deen Text eng Kéier ze weisen. Da géife mer wëssen, wouriwwer mer schwätzen.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Jo!

Mme Paulette Lenert (LSAP) | Et ass e bësselche schwiereg, sech ze verteidege par rapport zu Kriticken op engem Text, dee kee virleien huet.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Madamm Minister, wann Der wëllt dozou Stellung huelen.

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Et war elo net direkt eng Fro doranner, et war just eng Opfuerderung. Et war eng Opfuerderung, den Text ze kréien.

An deen Text hunn ech vun de Conseillere krut vum Ministère de la Santé. Déi Conseilleren – dat si vereedegt Beamten – soe mir, datt deen Text net erausgaang ass un aner Ministeren. Déi Conseillere soe mir, datt dat natierlech en urgence ausgeschafft gouf an datt keng Avisen dozou ageholl gi sinn.

Ech kann dat nach eng Kéier nofroen. Ech ka se domadder konfrontéieren, datt ech hei aner Aussoe krut. Den Här Bausch huet eis an der Chamberskommissioun gesot, datt ugeduecht gi war, dee Projet nach op den Instanzewee ze kréien, an dunn um Regierungsniveau awer decidéiert ginn ass, datt dat net géif gemaach ginn. Dat heescht awer elo net onbedéngt, datt jiddwereen den Text hat.

Ech hunn gefrot, de PV ze kréie vun deem Regierungsrot. Deen hunn ech nach net kritt. Ech weess och net, ob ech Accès op deen hunn. Mee wann ech deen hunn, kann ech dann do nach eng Kéier driwwer schwätzen.

Ech wëll just soen: Ech wëll hei keen ugräifen. An ech hu jo och gesot, ech hätt deen Text net schonn am Oktober, mee am November, direkt wéi ech do war, gekuckt, an ech wollt net iwwert deen Text schwätzen, mee déi Situatioun, déi elo hei erbäigefouert

ginn ass, huet dozou gefouert, datt awer muss driwwer geschwat ginn, besonnesch well et och an der Chamberskommissioun ugeschwat ginn ass, datt en Avant-projet de loi ënnerwee war.

Mir huelen deen op, mir huelen déi Dispositiounen, déi do drastinn, a mir wäerten da kucken um Regierungsniveau, ob d'Regierung gewëllt ass, en Text virunzeginn, dee vun enger viregter Regierung am Regierungsrot net duerchkomm ass.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Sou, ech hunn nach zwou Parole-après-ministeren, déi ugefrot gi sinn. Dat ass den Här Mars Di Bartolomeo an duerno den Här Clement.

Madamm Minister, Dir kënnt hei stoe bleiwen, mee Dir kënnt awer och op Är Plaz zeréckgoen, wann dat méi komfortabel ass.

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Ech bleiwe stoen.

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Da bleift Dir do stoen, et ass, wéi Dir wëllt.

(Hilarité)

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Ech bleiwe stoen.

M. Claude Wiseler, Président | Här Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Majo, an ech stinn op. Ech wollt just soen, d'Madamm Minister huet eng Motioun zitéiert. Ech zitéieren eng aner, déi net en échec geholl ginn ass duerch déi, déi d'Madamm Minister zitéiert huet.

Dat ass déi Motioun vum 23. Mäerz 2023, déi unanime vum Parlament ugeholl ginn ass a vum jëtzege Chamberspresident abruecht ginn ass. An am Invite un d'Regierung ass Follgendes ze liesen: „à demander un groupe d'experts indépendants de faire une évaluation des différentes mesures prises dans le cadre de la lutte contre le Covid et à adresser un bilan étoffé et détaillé quant à leur efficacité, leur nécessité, leur proportionnalité ainsi qu'à leur caractère non discriminatoire ; à élaborer, dans les meilleurs délais, une ‚Loi pandémie' permettant, en cas d'une nouvelle épidémie ou pandémie, aux institutions de l'État de réagir de façon rapide, efficace et proportionnelle dans un cadre précisément prédéfini."

Dat ass eng Motioun, déi schéngt d'Regierung, déi jëtzeg Regierung, iwwerzeegt ze hunn. Well an hirem Regierungsprogramm iwwerhëlt d'Regierung d'Terminologie, si géif „dans les meilleurs délais" eng Loi pandémie ausschaffen.

Da géif ech ganz gär wëssen, wat geschitt ass, dass dat, wat eminent Membere vun dëser Majoritéit a vun dëser Regierung gefuerdert hunn – gefuerdert hunn, lauthals gefuerdert, léiwer gëschter wéi haut! –, dass dat zwar de Wee an d'Regierungserklärung fonnt huet, mee dann awer um kale Wee op eemol an den Eck gestallt ginn ass.

Ech géif ganz gär wëssen, wat do un neien Elementer komm ass, dass dat, wat een an der Oppositioun gefuerdert huet – mat Ënnerstëtzung vun der Majoritéit vun deemools, well do gouf et eng Unanimitéit iwwer d'Demarche –, wat do geschitt ass, dass dat op eemol – hupps! – sech a Loft opgeléist huet an d'Madamm Minister haut eng komplett aner Demarche proposéiert, wéi déi, déi d'CSV wärend Jore wärend der akuter Kris ëmmer an ëmmer erëm gefuerdert huet – léiwer gëschter wéi haut.

Ech géif ganz gäre wësse vun der Madamm Minister, wat dann do geschitt ass, dass all déi doten Decisioune vun der Chamber, déi dës Regierung engagéieren, grad ewéi déi viregt, an d'Chamber engagéieren, wat do geschitt ass, dass dat einfach esou fort ass.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Di Bartolomeo.

Madamm Minister.

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Bon, einfach esou anscheinend net, mir schwätze scho laang driwwer.

Waart Dir en Dënschden do? Ech menge schonn, net?

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Ech war ëmmer do, an och bereet, méi laang ze bleiwen.

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Dir hutt och d'Äntwert ...

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | An och bereet, méi laang ze bleiwen. An och bereet, méi laang ze bleiwen an net nëmme bis 9.00 Auer!

Plusieurs voix | O!

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler, Président | Här Di Bartolomeo! Här Di Bartolomeo, et ass un der Madamm Minister.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Jo, ...

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Dat war jo elo kee Fait personnel!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | ... wa mer esou Froe stellen, da kréie mer och esou Äntwerten.

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Dat war jo elo kee Fait personnel, dat kënnt Der mir elo wierklech net reprochéieren.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Nee! Der Regierung.

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Dat heescht, dat huelen ech elo och net perséinlech.

Ech hunn den Dënschden der Madamm Schoos geäntwert, an och erëm eng Kéier war den Ophänker vum Mëssel, datt eng Motioun gestëmmt ginn ass, déi net esou deposéiert gi war.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Nee, awer net déi hei.

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Mir hunn déi zwou Motiounen um Niveau vun der Regierung diskutéiert, dat hunn ech en Dënschden och gesot. D'Konklusioun vun der Regierung ass, datt mer eis elo un déi hale vum 2. Mee, datt mir keen onofhängegen Expertegrupp asetzen, datt mir eis net dreiwe loossen, fir dat Gesetz ze schreiwen, datt mer à tête reposée eng Loi santé publique schreiwen an elo net isoléiert en Text, dee bâcléiert gouf, fir elo eng Loi pandémie op de Wee ze bréngen. An ech hunn d'Kolleegen an der Regierung doriwwer ...

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Do kritt d'CSV eng schlecht Nott.

(Interruptions)

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Ech hunn d'Regierungskolleegen iwwerzeegt, mat op dee Wee ze goen, an duerfir ass dee Wording geännert ginn, an ech hunn den Aval vun alle Regierungskolleegen, datt mer eis un déi Motioun vum 2. Mee halen. An dat hunn ech en Dënschde genau d'selwecht hei formuléiert.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister. Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Jo, merci, Här President. Ech sinn elo e bëssen erstaunt iwwert d'Ausso, datt sech ganz kloer hei géint eng Motioun vun der Chamber, déi hei gestëmmt gouf, positionéiert gëtt. Ech huelen dovunner Akt. Ech mengen, datt ech dat do elo als éischt mol verdaue muss, well et ass déi éischte Kéier an deene leschte Joren, wou ech hei sinn, datt e Minister ...

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)

Här Di Bartolomeo, loosst mech och mol eng Kéier vläicht schwätzen. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Mol eng Kéier!

M. Claude Wiseler, Président | Sout, wannechgelift, den Här Clement eleng huet d'Wuert elo.

M. Sven Clement (Piraten) | Ech mengen, et ass eng Première, datt e Regierungsmember heibanne kloer seet: Hei ass zwar eng Motioun gestëmmt ginn, mee mir fillen eis dorunner net gebonnen. Dat stellen ech fest. Dat muss ech elo verdauen, well dat hunn ech nach net erlieft an deene leschte sechs Joer. Dofir erlaabt mer, dat als éischt ze verdauen.

Ech wollt awer op déi Saach zréckkomme vum Dateschutz. D'Madamm Lenert huet richteg gesot: Am Gesetz steet net Pseudonymisatioun, mee Anonymisatioun. Dat war ënner anerem op laang Diskussiounen, déi mer an der Kommissioun haten ...

(Interruption)

De Gesondheetsministère huet ëmmer erëm wëlle Pseudonymisatioun draschreiwen, wou et tatsächlech sech retracéiere léisst. Mir hunn herno Anonymisatioun drakritt. Mee – an dat wëll ech awer soen – dat gëllt net fir d'Personnes infectées a fir d'Personnes à haut risque d'être infectées, fir hir Données d'identification, d'Coordonnées de contact, hir Krankekeess, d'Coordonnéeë vum Dokter, dee se betreit wärend der Infektioun, wéini, wou an a wéi engem Kontext se sech infizéiert hunn an all Kontaktpersoune vun deenen 48 Stonne virdrun, y inclus a wéi engem Kontext se mat deene Kontakt haten.

Da kann ee soen: Jo, den Hotelregëster, dee gëtt anonymiséiert. Dat, wat an de Fligeren an am Bus war, dat gëtt anonymiséiert. Mee an där anerer Datebank, déi d'Santé awer huet, nämlech do, wou den Tracing drasteet, do gëtt et net anonymiséiert. Well genau dat ass déi eng Datebank, déi weeder pseudonymiséiert nach anonymiséiert gëtt. An déi Donnéeë ginn et säit dem Akraafttrieden de 17. Juli 2020 vun deem Artikel 5 an deem Gesetz. An et si just ëmmer weider Donnéeë bäikomm, mee et sinn der ni erausgeholl ginn. An dat ass eise Kritickpunkt, datt dat hei net mat op de Leescht geholl gouf. Ech huelen Akt, datt Der dat wëllt änneren, datt et do eng Ambitioun gëtt, verschidden Donnéeën elo erauszehuelen. Mee ech wënsche mer, datt dat séier geschitt.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement. Madamm Minister.

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Dat wäert esou séier geschéie wéi méiglech. Faktuell ass, datt d'Donnéeën alleguerten net méi retraçabel sinn an deem Sënn, datt se pseudonymiséiert sinn a vun engem Expertegrupp just als pseudonymiséiert ouni de Schlëssel gebraucht ginn, fir am Kader vun engem europäesche Projet nach weider kënne genotzt ze ginn. A mir haten d'Zäit net, fir déi juristesch Detailer ze klären, wéi eng Dispositioun mer nach brauchen, fir genau deen europäesche Projet nach kënne weiderzeféieren. An den Detail dovunner kënnt, wéi gesot, sou séier wéi méiglech am Hierscht an der Chamberskommissioun. Mee soss sinn déi gréisste Remarken, alleguerten

d'Remarken, déi d'Commission nationale pour la protection des données gemaach huet, respektéiert. Ech hunn een detailléierten Arbre de décision vun der Direktioun vun der Santé kritt, wéini wéi eng Donnéeën anonymiséiert ginn. An dee bréngen ech an déi Sitzung vun der Chamber mat, wou mer dodriwwer wäerte schwätzen.

M. Claude Wiseler, Président | Voilà. Merci, Madamm Minister. Domat ass d'Diskussioun zu dësem Projet de loi ofgeschloss.

An da komme mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8394. Den Text steet am Document parlementaire 8394[3].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8394 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Nach e ganz klengen Effort, da si mer souwäit.

Ass do e Problem?

(Assentiment)

Ok. Da sot Der mer duerno, wat Äre Vott gewiescht wier. Ech schléissen de Vott dann of.

D'Resultat vum Vott ass, esou wéi et hei steet: 54 Jo-Stëmmen a 5 Nee-Stëmmen. Da ginn ech dovunner aus, datt mer 55 Jo-Stëmme bei 5 Nee-Stëmmen hunn. Domat ass dann dëse Projet mat 55 Jo-Stëmme géint 5 Nee-Stëmme bei null Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen (par Mme Françoise Kemp), Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert (par M. Laurent Mosar), Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler (par Mme Stéphanie Weydert), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. André Bauler), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella (par Mme Barbara Agostino), Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten (par M. Dan Biancalana), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser (par M. Fred Keup), Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Motions

An da sinn dräi Motioune wärend der Diskussioun deposéiert ginn.

Motion 1

Eng éischt Motioun ass vum Här Max Hengel deposéiert ginn. Här Hengel, géingt Dir nach gär dozou Stellung huelen?

M. Max Hengel (CSV), rapporteur | Just ganz kuerz. Merci, Här President. Ech mengen, ech hat de Gros jo schonn a menger Interventioun gesot. Ech si frou, datt déi Motioun hei esou e méiglechst breede Konsens fënnt. A bon, mir kommen herno och nach eng Kéier op verschidde Punkten an den nächste Motiounen zréck. Mee merci op alle Fall fir de breede Konsens zu dëser Motioun.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Hengel. Ech hunn elo nach aner Wuertmeldungen. Den Här Bausch, d'Madamm Schoos, den Här Di Bartolomeo.

M. François Bausch (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Bon, ech hat jo déi Propos gemaach, datt een déi Motioun hei soll gemeinsam maachen. An do ware fir mech dräi Saache ganz wichteg. An déi dräi sinn och allen dräi dran. Dat Éischt, dat war – an do hunn ech selwer nach eng Ajoute proposéiert op Basis vun där éischter Versioun, den éischte Projet, dee mer geschéckt kritt haten –, datt eng Referenz drasteet op den Avis vun der CNPD vun 2021, an dat steet hei: „Rappelant les avis de la Commission nationale pour la protection des données." Firwat war dat wichteg fir mech? Mee do stinn alleguer déi Kriticken dran, iwwert déi mer elo hei diskutéiert hunn. An dat soll jo precisement gekuckt ginn, datt mer elo deenen all definitiv Rechnung droen an da mat der Regierung zesumme bis Enn des Joers e Gesetz hei wäerte stëmme kënnen, wou mer dann definitiv am Aklang si mat deem, wat do steet.

Deen zweete Punkt, dat ass natierlech, datt och eng Referenz dran ass op déi Motioun vu mir selwer, déi hei ugeholl ginn ass, an zwar, wou et drëms geet, generell en vue vun der Loi de santé publique eng Bestandsopnam ze maache vun allen eenzele Covid-mesüren op Basis vun hirer Effikassitéit, Proportionalitéit, also alles dat, wat ech och gesot hunn. An dat steet, Här Di Bartolomeo, net am Invite, mee et steet awer an de Consideranten dran. Do steet: „Rappelant sa motion introduite en date du 2 mai 2024 relative à une évaluation des mesures prises pour lutter contre la propagation de la Covid-19, qui avait été adoptée lors de la séance plénière du même jour." Et huet jo kee Wäert, datt mer an enger Motioun nach eng Kéier dat nämmlecht ofstëmmen, wat mer schonn ofgestëmmt hunn. Ech mengen, d'Regierung huet e kloren Optrag, datt dat soll gemaach ginn. Dat ass ugeholl ginn hei, an d'Regierung huet bis elo och net gesot, si wéilt dat net maachen. Duerfir war dat fir mech ok.

An dann deen drëtte Punkt, dee mer wichteg war, dat war natierlech, datt en Datum drakënnt. Ech hunn dat an der Kommissioun och gesot. Ech sot, ech wëll net eng Motioun, wou dann elo steet, d'Regierung soll dat iergendwann eng Kéier maachen, mee datt mer dat Gesetz – an do schwätze mer dann iwwert dee Punkt, dee mer haut ofstëmmen, nämlech precisement, wou et ëm déi Date geet – eebe relativ zügeg a schnell maachen, an zwar bis Enn des Joers. Duerfir steet och hei, datt dat bis Enn des Joers 2024 soll ofgeschloss sinn. Dat heescht, dat entsprécht am Fong all deene Saachen, déi mir an eis wichteg waren an der Kommissioun. An duerfir stëmme mir natierlech déi Motioun hei mat. An duerfir hu mer se och ënnerschriwwen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bausch. Dann ass d'Wuert beim Här Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Merci, Här President. Wann ech dem Här Bausch nogelauschtert hunn, da sinn dat zwee Puer Schong oder zwee Schong vun engem Puer Schong, déi gemënzt sinn. Dat eent, dat ass dann déi Evaluatioun vun de Gesamtmoossnamen. Do hätt ech léiwer, wann d'Terminologie vun där Motioun geholl géif ginn, déi den Här President e Joer virdru geholl huet, déi vill méi prezis ass. Mee ech wëll just wëssen, dass mat dem Invite wierklech nëmmen d'Evaluatioun vun ...

(Interruption)

... – voilà! –, just d'Evaluatioun vun deene Moossnamen, déi am Moment an dësem Gesetz, am Rescht-Covid-Gesetz, virgesi sinn, gemengt ass, an dass deenen Evaluatiounen da Rechnung gedroe gëtt bis Enn des Joers. Well dat anert, dat wär guer net dra bis Enn des Joers.

(Interruption par M. François Bausch)

An dat huet, Här Bausch, d'Regierung och esou unerkannt, well se eng Verlängerung vun dësem Gesetz fir zwee Joer wëllt maachen. Dat heescht, si wëllt sech zwee Joer Zäit ginn, fir e Pandemiegesetz ze strécken oder eng Loi de santé publique, wou et fir eng Loi pandémie sécher géif duergoen, mee fir eng wäitdroend Loi de santé publique ass deen Delai vun zwee Joer relativ knapp.

Voilà, also just fir ze insistéieren, dass dat gemengt ass, wat hei steet, an dass net rëm esou gemaach géif ginn: „Mir hu jo dat selwecht hei dran, wéi an deene Motiounen, déi mer virdru gestëmmt hunn."

M. François Bausch (déi gréng) | ... mir brauchen net zweemol dat selwecht ze bezuelen!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Jo, mee Här Bausch, d'Regierung huet elo just selwer gesot, dass se sech net méi un déi Motiounen hält, déi mir hei unanime gestëmmt hunn.

(Interruption)

M. Claude Wiseler, Président | Nee, elo ...

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Nee! Keng Loi pandémie, ...

M. Claude Wiseler, Président | Sou, elo huet ...

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | ... keng onofhängeg Enquête.

M. Claude Wiseler, Président | Här Di Bartolomeo, ech mengen, Dir hutt Äre Punkt gemaach, ...

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Jo!

M. Claude Wiseler, Président | ... den Här Bausch huet seng Meenung gesot; elo ass d'Wuert bei der Madamm Schoos.

(Interruption)

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Ok, dont acte. Also, dat ass fir Iech an der Rei. Gutt!

M. Claude Wiseler, Président | Här Di Bartolomeo, ech hunn elo just gesot, jiddereen hätt seng Meenung hei ausgedréckt.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Jo.

M. Claude Wiseler, Président | Elo wär et un der Madamm Schoos, fir hir Meenung auszedrécken.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Da stellt Der Iech virun d'Parlament!

Mme Alexandra Schoos (ADR) | Merci, Här Chamberspresident. Fir direkt am Sujet ze bleiwen: Ech hat mer déi Motioun net am Detail am Virfeld duerchgelies, well ech wousst, dass mir se net wäerte matstëmmen, well mer de Gesetzesprojet och net matstëmmen.

Ech wëll hei just drop opmierksam maachen, dass beim Tiret 7 steet: „Rappelant sa motion introduite en date du 2 mai 2024", also déi vun dësem Joer, „relative à une évaluation des mesures." Also elo si mer

erëm bei enger Evaluation, net méi bei engem Inventaire.

Ech weess elo geschwënn net méi, wat mer maachen, en Inventaire oder eng Evaluation? Wat ass den Ënnerscheed? Ech mengen, dass mer hei geschwë ganz duerchernee kommen. An ech si gespaant, wann hei jiddwereen dat ënnerschriwwen huet ausser d'ADR, ob mer da lo, wann déi heite Motioun unanime ugeholl gëtt, eng Evaluation maachen oder en Inventaire.

Villmools merci.

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Voilà, merci, Madamm Schoos. Sinn elo nach aner Wuertmeldungen zu dësem Sujet do? Wann dat net de Fall ass, géif ech dës ...

(Interruption)

A pardon, ech hat Iech net gesinn, Här Baum. Dann ass et un Iech.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Jo, also mir hunn dat hei och ënnerschriwwen. Et geet ëm eppes ganz Konkreetes, nämlech dat, wat effektiv Géigestand vun der Diskussioun war, datt an deem Gesetz aktuell Anachronismen dra sinn, déi näischt an deem Gesetz verluer hunn, an et geet just ëm d'Covidgesetz, et geet net ëm iergendwellech Evaluatioun oder Netevaluatioun.

Et geet just drëm, datt mer déi punktuell Saachen an deem Text, dee mer haut votéieren oder grad votéiert hunn, datt mer déi eng Kéier op de Leescht huelen an do virum Enn vum Joer gemeinsam mat der Chamber eng Propositioun entwéckelen, fir dat auszeraumen.

Dat ass dat, ëm wat et geet, an dat ass dës eng Motioun, an dat ass gutt esou.

M. Claude Wiseler, Président | Très bien, Här Baum. Ass elo nach eng aner Wuertmeldung do? Här Bausch, zweemol zu engem Sujet, nach eng Kéier.

M. François Bausch (déi gréng) | Ech wollt just ee Saz soen, Här President.

Mir hunn eng Motioun hei, nach eng Kéier, ugeholl – ech mengen, à l'unanimité war et souguer –, wou gesot ginn ass, datt d'Regierung opgefuerdert gëtt, déi Evaluatioun vun all de Covidmesüren ze maachen. Duerfir, da wär ech frou, an d'Ministesch ..., se huet et zwar, mengen ech, menger Meenung no schonn dräimol gesot, datt d'Regierung ... Ech hunn net héieren, datt d'Regierung gesot huet, si wéilt dat net maachen, déi net respektéieren.

Duerfir wär et vläicht gutt, fir nach eng Kéier ze clarifiéieren, well soss steet et erëm am Raum an da gëtt och muer erëm dobausse gezielt, d'Chamber hätt dat nach net decidéiert. Dach, d'Chamber huet dat decidéiert!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Zweemol!

M. Claude Wiseler, Président | Madamm Minister, Dir sidd hei gefuerdert.

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Jo, ech sinn dat gewinnt, Saache puermol ze soen, aus mengem fréiere Liewen.

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Madamm Minister, et wär gutt fir ...

(Interruptions)

Et deet mer leed, Madamm Minister, mee wann der géingt opstoe bei der ...

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Mir hunn den 2. Mee ...

M. Claude Wiseler, Président | Wann Der géingt opstoe bei der Chamber, dat ass eist Reglement. Et deet mer leed. Merci.

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Pardon, pardon. Ech kann och nach eng Kéier dorobber kommen.

Mir hunn effektiv schonn e puermol gesot, an ech hunn den Optrag vun der Regierung kritt, dat dann nach eng Kéier ze soen, datt mir déi Analys maachen am Kader vun där Ausschaffung vun där Loi pandémie, déi dann elo net méi Loi pandémie heescht, mee Loi santé publique, well mer se musse méi wäit opmaachen.

An all déi Mesüren, déi iergendwann eng Kéier an deene Pandemiesjoren en place waren, ginn op hir Effikassitéit gepréift, well mir musse jo decidéieren, wat mer an dat Gesetz iwwerhuelen a wat net. An dee Bestanddeel vun där Iwwerpréifung ass am Exposé des motifs dranner.

Ech kann net méi, wéi appelléieren, datt Der mer d'Vertraue schenkt, datt mer dat maachen. An domadder hunn ech dat dann eng Kéier widderholl. An ech kann et och nach eng Kéier widderhuelen an deenen nächste Wochen a Méint, wa mer iwwert d'Covidgesetz schwätzen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister. Ass nach eng aner Wuertmeldung do?

Här Sehovic.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Also, mir hunn eis elo d'Motioun nach eng Kéier erausgesicht vum 2. Mee.

(Interruption par M. François Bausch)

Ech liesen elo, an hoffentlech ass et da kloer fir jiddereen: „Invite le Gouvernement à réaliser dans le cadre de la future ‚Loi santé publique'", wéi mer et schonn do genannt hunn, „un inventaire de toutes les mesures prises pour lutter contre la propagation du virus, y compris les confinements, les restrictions de voyage, les campagnes de vaccination et l'impact sociétal des mesures ; à prendre en compte l'analyse de cet inventaire lors de la finalisation de la future ‚Loi santé publique' ; à inclure cette analyse dans son intégralité à l'exposé des motifs de ce projet de loi ; à consulter la Chambre des Députés avant l'adoption définitive de l'accord OMS sur les pandémies."

Ech hoffen, dass mer domadder méi Kloerheet hunn. Ech soen Iech Merci.

(Interruption et hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Esou, elo hu mer dës Diskussioun zu dëser Motioun ofgeschloss.

Ech géing dann elo dës Motioun zum Vott stellen.

Vote sur la motion 1

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

Resultat vum Vott: 55 Jo-Stëmmen, 5 Nee-Stëmme bei kenger Abstentioun. Dës Motioun ass also ugeholl mat 55 Jo-Stëmme géint 5 Nee-Stëmmen.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen (par M. Marc Spautz), Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert (par Mme Nathalie Morgenthaler), Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par Mme Barbara Agostino), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella (par M. Gusty Graas), Lydie Polfer (par M. Luc Emering) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten (par M. Georges Engel), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser (par M. Fred Keup), Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Motion 2

An da komme mer zur Motioun Nummer 2. Dat ass eng Motioun, déi deposéiert ginn ass vum Här Mars Di Bartolomeo. Här Di Bartolomeo, wëllt Dir nach eng Kéier Stellung huelen?

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Här President, ech hat se bei menger Interventioun scho presentéiert, déi misst relativ kloer sinn. Et geet drëm, dass mer no där Parenthèse, déi mer gemaach hu beim normale Fonctionnement vun dëser Chamber vum Processus législatif, erauskommen an d'Normalitéit.

Dat war elo dës Kéier manifestement net de Fall. Ech wëll d'Ursaachen net analyséieren, mee et war manifestement net de Fall, soss bräichte mer elo déi Analys vun deene Saachen, déi net an d'Gesetz gehéieren, net méi ze maachen, well mer hätte se erausgeholl.

Dat wär absolutt méiglech gewiescht, wa mer de Projet mat Zäit kritt hätten. An et wär souguer méiglech gewiescht, deen een oder aneren nach erauszehuelen, wa mer de Conseil d'État suivéiert hätten, ouni dass dat dann en Amendement gewiescht wär.

Ech mengen, déi Motioun ass relativ kloer. An d'Chamber ass sech et schëlleg, dass sech un hiert Reglement gehale gëtt. An dat ëmsou méi, well mer net méi an engem État de crise sinn oder an enger Crise sanitaire. An ech hoffen, dass mer hei eng méiglechst grouss Unanimitéit fannen. Dat wär dat Normaalst vun der Welt, wann dat Haus sech hei respektéiert.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Di Bartolomeo. Dann hunn ech eng Wuertmeldung vum Här Hengel.

M. Max Hengel (CSV), rapporteur | Merci, Här President. Déi hei Motioun geet ëm en Theema, wou mer schonn an all eise Rieden hei drop agaange sinn, wou schonn en long et en large elo diskutéiert ginn ass, wou ech a menger Ried och drop agaange sinn, datt jidderee sech bewosst ass, datt dat net optimal gelaf ass.

Hei gëtt awer och elo e Mix gemaach tëschent engem Beispill vun engem Projet de loi, wou et net gutt gelaf ass, an da gëtt quasi e generelle Schluss gezunn, wéi wa bei kengem Projet de loi en Délai raisonnable ...

(Interruption)

Esou ass et awer formuléiert. An aus deem Grond proposéieren ech menger Partei, dës Motioun net unzehuelen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Hengel. Hu mer nach aner Wuertmeldungen zu dëser Propositioun, zu dëser Motioun? Ech gesinn, datt dat elo net de Fall ass.

Vote sur la motion 2

Da géing ech dës Motioun och zur Ofstëmmung stellen. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 25, Nee: 35, bei kenger Abstentioun. Dës Motioun ass also ofgeleent mat 35 Nee-Stëmme géint 25 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten (par M. Georges Engel), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser (par M. Fred Keup), Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson (par Mme Joëlle Welfring) et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen (par Mme Françoise Kemp), Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert (par Mme Nathalie Morgenthaler), Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. André Bauler), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella (par M. Gusty Graas), Lydie Polfer (par M. Luc Emering) et M. Gérard Schockmel.

Motion 3

An da komme mer zur drëtter Motioun, och vum Här Di Bartolomeo deposéiert a schonn deelweis ugeschwat ginn. Mee, Här Di Bartolomeo, Dir kritt selbstverständlech nach eng Kéier d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Merci, Här President. Dir hutt gesinn, dass et eng Motioun ass, déi sech un déi uleent, déi Dir selwer virun engem Joer abruecht hutt a wou d'Missioun, déi d'Chamber der Regierung gëtt, ganz kloer ass.

Ech hunn dat virdru virgelies, an ech mengen, dass, well déi heite Motioun net nëmme vun der Regierung vun deemools ugeholl ginn ass, mee och vu largen Deeler vun deenen, déi haut an där neier Majoritéit a souguer an der Regierung sinn, se och misst gedroe ginn, well unanime ugeholl.

Et ass méi eng prezis Duerstellung wéi déi an der Motioun, déi vum Här Bausch abruecht ginn ass. Hei ass déi onofhängeg Evaluatioun gefrot. An hei ass d'Loi Pandémie gefrot respektiv e Gesetz, dat awer prioritär de Fall vun der Pandemie reegelt, quitte dass dat integréiert gëtt an eng future Loi de santé publique.

Näischt verbitt eis, näischt verbitt eis, dat Drénglechst virzezéien an dat an e Gesamtpësel ze integréieren. Well ech bleiwen derbäi: Wa mer déi Loi de santé publique wëlle maachen, da brauche mer eng ganz Rei vun Acteuren, och interministeriell, déi do um Dësch sëtzen, an da brauche mer Zäit.

Bei der Loi pandémie, do geet et drëm, „lessons learned" aus der jëtzeger Pandemie ze zéien an dee Raster opzestellen, dee mer brauchen, fir eng nächst Pandemie, déi gegeebenefalls – hoffentlech net, hoffentlech net! – nach eng Kéier wäert kommen.

Dofir, déi eng Motioun, Här President, déi Dir abruecht hutt, déi gëtt net en échec gehale vun där anerer Motioun. Se huet den Avantage, dass hei d'Regierung eng Kéier ganz kloer vun der Chamber opgefuerdert ginn ass iwwert d'Visioun, wéi dat soll oflafen. An d'Regierung, d'Regierung als Institutioun ännert jo net doduerch, dass aner Parteien erakommen. D'Regierung als solch ass gebonnen un déi heite Motioun, grad ewéi d'Chamber als Institutioun, déi dat doten unanime ugeholl huet, och gebonnen ass un déi Motiounen, déi se unanime ugeholl huet.

Mir hunn déi ni op d'Kopp gehäit. Wa mer net méi der Meenung sinn, dass dat esou ass, dann hätte mer dat missen op d'Kopp geheien. An déi Motioun, déi den Här Bausch abruecht huet, déi gehäit dat heiten net op d'Kopp. Et ass aneschters ausgedréckt, mee dat hei ass vill méi prezis. An dofir menge mer, dass déi heite Motioun, well se gedroe war vun der viregter Chamber, och sollt gedroe gi vun der jëtzeger Chamber, an dann der Regierung e ganz kloren Optrag géif ginn, esou wéi dat iwwer Jore wärend der gesamter Kris hei an der Chamber gefuerdert ginn ass.

An net nëmmen doduerch, dass im stillen Kämmerlein op eemol d'Regierung eppes aneschters decidéiert huet, gëtt eng Decisioun vun der gesamter Chamber ausser Kraaft gesat. Wa mer dat maachen, dann huele mer eis selwer net méi seriö.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här President. Elo ass d'Wuert fir den Här Hengel.

M. Max Hengel (CSV), rapporteur | Merci, Här President. Ech stelle fest, datt den Här Di Bartolomeo bei alle Motiounen ëmmer déi selwecht Argumentatioun erëm, erëm an erëm widderhëlt.

Bon, ech stellen hei fest, bei de Consideranten, do geet vun engem Avant-projet de loi rieds. Ech mengen, wann ech der Madamm Minister nogelauschtert hunn, ass deen Text, dee si fonnt huet, esou nobäi bei engem Avant-projet de loi, wéi ech derbäi sinn, en Atomphysiker ze sinn, nämlech ganz wäit!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Mir géifen dee ganz gär gesinn, ganz gär gesinn.

M. Max Hengel (CSV), rapporteur | Jo, do si jo elo Aussoen, wou ...

(Interruption)

Et ass jo elo eng Ausso gemaach ginn, ech mengen, d'Madamm Minister kuckt dat elo nach eng Kéier no, ob dann do awer vläicht nach iergendwou eppes läit, wat net entdeckt gi war. Dat kucke mer dann.

Bon, bei den Invitten, ech mengen, den éischten Tiret, do verweisen ech, wat de Groupe d'experts ugeet, nach eng Kéier op d'Motioun vum 2. Mee. An dann dee leschten Invite, wou dann driwwer geschwat gëtt, datt am Fall vun enger Epidemie, Pandemie och misste Mesüre geholl ginn, ech mengen, dat alles gëtt jo an der Loi Santé publique dann iwwerholl.

Ech mengen, d'Entsetzen ass jo elo wierklech hei ganz grouss, datt hei elo dat alles anscheinend net soll gemaach ginn, déi Analys. Ech weisen awer och just drop hin, datt an der leschter Legislaturperiod eng Petitioun war, déi déi noutwendeg Ënnerschréfte kritt hat, fir eng Enquêtëkommissioun ze froen. Déi war dräimol ugesat, déi ass dräimol ofgesot ginn.

Une voix | Duerch ween?

Mme Nancy Arendt épouse Kemp (CSV) | Duerch d'Madamm Ministesch.

(Interruptions)

M. Max Hengel (CSV), rapporteur | Also, net duerch d'CSV op alle Fall, dat kann ech Iech soen. Ech soen Iech Merci.

(Interruption)

Nee, nee, dat war net déi, dat war net déi Motioun iwwer ...

Mme Nancy Arendt épouse Kemp (CSV) | D'Ministesch huet den Debat ofgesot, op e frëschen Datum geluecht an nach eng Kéier ofgesot.

M. Claude Wiseler, Président | Sou, Här Hengel, Dir hutt d'Wuert.

M. Max Hengel (CSV), rapporteur | Op alle Fall proposéieren ech menger Partei, dës Motioun ofzeleenen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Hengel. Wie wëllt nach heizou d'Wuert huelen?

Ech gesi keng aner Wuertmeldung am Sall.

Vote sur la motion 3

Da maachen ech de Vott zu der Motioun Nummer 3 op. De Quorum ass erreecht. De Vote par procuration. An de Vott ass dann heimat ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 25, Nee: 35. Dës Motioun ass also mat 35 Nee-Stëmme géint 25 Jo-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten (par M. Georges Engel), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser (par M. Fred Keup), Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen (par M. Laurent Mosar), Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert (par M. Félix Eischen), Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler (par Mme Stéphanie Weydert), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. André Bauler), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella (par M. Gusty Graas), Lydie Polfer (par M. Luc Emering) et M. Gérard Schockmel.

6. Question élargie n° 13 de Mme Taina Bofferding relative à l'étude du LISER sur la hausse des prix et les inégalités du genre au Luxembourg

An da komme mer zu deem nächste Punkt vun eisem Ordre du jour. Dat ass déi erweidert Fro Nummer 13 vun der Madamm Taina Bofferding iwwert d'LISER-Etüd iwwert d'Präishaussen an d'Genderongläichheeten. Den Auteur vun der Fro huet 5 Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an no der Äntwert vum Minister seng Zousazfro virzedroen. D'Regierung huet duerno 10 Minutten Zäit fir ze äntwerten. D'Madamm Bofferding huet d'Wuert.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Merci, Här President.

(Brouhaha)

Effektiv ...

M. Claude Wiseler, Président | Hei, wannechglift, am Sall e wéineg méi roueg sinn, datt d'Madamm Bofferding hir Fro kann en toute sérénité stellen ..., hir Froen.

M. Taina Bofferding (LSAP) | Meng Froen.

Jo, et ass e bësse schued, wann elo hei d'Leit de Sall verloossen, ...

(Interruptions)

... well am Fong ass et eng ganz interessant Etüd, op déi ech elo wëll agoen. Et ass d'Etüd hei vum LISER zesumme mam MEGA. Et ass elo net, well ech se selwer nach an Optrag ginn hunn, dass se interessant ass, mee well se effektiv ganz weesentlech Elementer a ganz weesentlech Erkenntnisser opgräift. An déi grouss Fro ass eeben, wat elo mat deenen Erkenntnisser, déi hei bei der Etüd erauskomm sinn, geschitt.

Dës Etüd beleet, dass d'Geschlecht duerchaus eng Roll spillt, sief dat bei der Logementskris, bei der Consommatioun, bei der Inflatioun, awer och bei der perséinlecher Astellung zum Klimawandel. An dat si jo awer grad Theemen, zu deene mer jo och reegelméisseg hei am Haus Stellung huelen, iwwert déi mer diskutéieren.

Daten, Donnéeë si wichteg, fir eng effikass an zilorientéiert Politick kënnen ze maachen. An ech appreciéieren absolutt, datt, wéi d'Etüd op enger Konferenz virgestallt gouf, eng vun den Oratricë vun der Etüd gesot huet: „Mir mussen den Afloss vum Geschlecht beuechten, éier mer politesch Mesüren iwwerhaapt emol entwéckelen."

An dofir verweisen ech och hei op den Observatoire de l'égalité. Dat ass eng ganz wichteg Datebank, déi mer hei zu Lëtzebuerg kreéiert hunn, eebe justement fir geschlechterspezifesch Donnéeë kënnen ze sammelen. An et sammelt ee jo elo net Donnéeën einfach aus ideologesche Grënn, mee well et eebe wichteg ass, genau ze kucken, wou et nach Inegalitéiten an deene verschiddene Liewensberäicher vun der Gesellschaft gëtt.

An déi lescht Etüd, déi mam LISER gemaach ginn ass, dat war d'Covidetüd. Op déi wëll ech net weider agoen, mee och déi ass ganz interessant, well déi eis nach eng Kéier illustréiert huet, wéi fragill d'Egalitéit eigentlech ass, dass keng Kris genderneutral ass, mee dass eeben d'Fraen an d'Männer d'Krisen an d'Katastrophe ganz ënnerschiddlech erliewen. A virun allem, dass Krisen déi bestoend Inegalitéiten nach weider verstäerken.

Konkreet elo, wat eeben aus der Etüd ervirgeet: D'Inflatioun – ee vun deenen Theemeberäicher –, déi wierkt sech ganz ënnerschiddlech op d'Fraen an d'Männer aus, dat wéinst hirem ënnerschiddlechen Akommes, awer och wéinst hirem Konsumverhalen, hire Preferenzen an hirem Spuerverhalen.

Stéit, déi vu Frae gefouert ginn, ginn zum Beispill am Géigesaz zu Stéit, déi eebe vu Männer gefouert ginn, méi e groussen Deel vun hirem Revenu fir Hëtzen, Stroum an Iessen aus, also eebe grad déi Beräicher, déi an deene vergaangene Joren am stäerkste vun der Präisdeierecht betraff waren.

D'Inflatioun trëfft net alleguerten d'Deeler vun eiser Gesellschaft gläichermoossen. Villméi wierkt se wéi e Multiplikator fir Geschlechterongerechtegkeeten.

E weidere Beräich ass de Logement. An deenen niddregen Akommesklasse kréien d'Fraen – an dat beleet déi Etüd ganz kloer – déi Logementskris weesentlech méi ze spiere wéi d'Männer.

Den Taux d'effort an de vergaangene Joren ass effektiv fir d'Frae wéi fir d'Männer an d'Luucht gaangen, mee, an dat ass de sprangende Punkt, fir elengerzéiend Fraen ass den Taux d'effort nach méi an d'Luucht gaangen, dat heescht, déi hunn nach méi Schwieregkeeten, fir iwwerhaapt um Logementsmarché eppes ze fannen, respektiv et geet méi vun hirem Revenu fir de Logement drop.

E weideren an domadder leschte Beräich aus där Etüd ass de Klimawandel, op deen ech onbedéngt nach gär wëll agoen, well viru Kuerzen ass jo bei där gréisster Etüd, Ëmfro, déi weltwäit gemaach gouf, erauskomm, dass de Kampf géint de Klimawandel net just nervt, mee dass en eng absolutt Noutwendegkeet ass an dass d'Leit ëmmer méi besuergt sinn, respektiv dass dat wierklech weltwäit déi grouss Zukunftssuerg vun de Leit an deene Länner ass, wou se erhuewe gouf.

An hei goufen och Ënnerscheeder tëschent Fraen a Männer festgestallt, besonnesch d'Zoustëmmung vun de Fraen, fir dass hir Länner nach méi Verflichtungen unhuelen, dass hir Länner nach méi solle maachen. Do hunn d'Frae sech weesentlech méi derfir ausgeschwat, dass nach weider Obligatioune solle kommen.

Mir mengen, dass Recommandatiounen, déi opgrond vun esou Etüde formuléiert ginn, och mussen eescht geholl ginn. Etüde mussen zu Verbesserunge féieren, well soss kann ee sech se jo och einfach erspueren.

D'Fro ass also elo ganz konkreet: Wat geschitt mat deene villen interessanten Erkenntnisser an Elementer, déi hei bei der Etüd erauskomm sinn?

Ech weess, dass d'Egalitéits- an Diversitéitsministesch elo net fir alleguerten d'Liewensberäicher zoustänneg ass. Ech weess, dass oft gesot gëtt, d'Egalitéitsministesch misst kucken, dass an alleguerten de Beräicher d'Egalitéit dann am beschten direkt muer soll ëmgesat ginn. Ech mengen, Dir hutt éischter esou eng Funktioun vun enger Coordinatrice. Genausou wéi och – wéi soll ech soen – d'Egalitéit en transversale Sujet ass, ass et natierlech wichteg, an där ganzer Regierung dorun ze schaffen, eeben an deene verschiddene Beräicher, mat deenen zoustännege Ressortministeren.

Trotzdeem: Wou setzt d'Regierung elo hei un? Wat sinn déi Erkenntnisser, déi Dir fir Iech hei aus der Etüd erauszitt, wou Der sot, do misste mer nach méi opmierksam sinn? A virun allem: Wéi kréie mer déi wëssenschaftlech Konklusiounen hei a konkreet Politick ëmgesat?

Ech hunn déi dräi Theemeberäicher opgezielt, och déi energeetesch Transitioun, iwwert déi mer elo e puermol schonn dës Woch geschwat hunn. Ech mengen, dat ass jo dat grousst Theema, wou et wichteg ass, dass mer alleguerten d'Leit mathuelen.

Duerfir meng Fro ganz konkreet: Huelt Dir déi Erkenntnisser hei mat? Well d'Etüd recommandéiert jo och, wann ee Campagnë mécht, dass ee sech do ganz ënnerschiddlech un d'Geschlechter riicht, fir se och wierklech esou méi kënnen ze erreechen.

Inwiefern fléissen déi Erkenntnisser hei vläicht och an de Paquet Logement, an déi Aarbechten, nach mat eran?

A virun allem, well jo och d'Regierung amgaangen ass, en Aktiounsplang am Kampf géint d'Aarmut auszeschaffen, ass et, mengen ech, grad interessant, alles, wat och elo d'Elengerzéiend betrëfft, hei an déi Beméiunge mat eranzuelen.

Ech soen Iech elo scho Merci fir Är Äntwerten.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bofferding. Dann ass d'Wuert fir d'Madamm Ministesch. Madamm Ministesch.

Mme Yuriko Backes, Ministre de l'Égalité des genres et de la Diversité | Här President, Dir Dammen, Dir Hären Deputéiert, e grousse Merci fir dës Fro, déi mer och effektiv d'Geleeënheet gëtt, op déi wichteg LISER-Etüd anzegoen an och méi allgemeng op d'Geschlechterdimensioun vu politeschen Decisiounen.

D'Haaptzil vun dëser Etüd, déi meng Virgängerin an Optrag ginn huet – an dofir soen ech och e grousse Merci, well dat ass ganz utile, fir esou Donnéeën ze hunn –, war effektiv, d'Konsequenz vun der Präisdeierecht zu Lëtzebuerg ze ënnersichen an ze kucken, awéifern dës Kris sech ënnerschiddlech op Fraen a Männer auswierkt a bestoend Inegalitéiten tëschent de Geschlechter vläicht souguer verstäerkt.

D'Etüd weist, dass wirtschaftlech Krisen déi Persounen am meeschten impaktéieren, déi am vulnerabelste sinn. Bon, d'Konsequenze vun der Energiekris hu sech direkt op si ausgewierkt, zum Beispill am Beräich vum Logement oder och vun der Consommatioun.

E puer Beispiller: Am Beräich vum Logement ass gekuckt ginn, wéi d'Gewiicht vun den Depensë fir de Logement par rapport zum Gesamtfamilljebudget ausfält, also wéi en Deel vu sengem Akommes een all Mount fir de Logement ausgëtt. Déi am mannste verméigend Locatairë respektiv – an et ass mentionéiert ginn – d'elengerzéiend Famillje sinn am meeschte betraff an dofir och am meeschte vulnerabel um Wunnengsmaart.

Zu Lëtzebuerg besti 86 % vun de Familles monoparentales aus engem weiblechen Elterendeel. Dës hunn däitlech méi héich Taux d'effort a punkto Loyer wéi déi vun engem Mann geleete Familljen. Stéit mat enger Fra als Chef de ménage hu manner Akommes zur Verfügung wéi Stéit mat engem männleche Chef de ménage, iwwerdeems déi duerchschnëttlech Wunnengskäschten d'selwecht oder liicht méi héich sinn. Voilà! Dat sinn effektiv e puer vun den Erkenntnisser aus dëser LISER-Etüd.

Elengerzéiend Frae ginn 49 % vun hirem Akommes fir d'Käschte vum Logement aus. Frae sinn och méi vulnerabel, wat d'Präisdeierecht ugeet. Stéit mat niddregem Akommes mat enger Fra als Chef de ménage verbrauche méi e groussen Deel vun hirem Akommes fir Basisbedierfnesser. Do schwätze mer vun Iessen, do schwätze mer vun Energie. Si sinn duerfir och méi sensibel fir d'Präisschwankungen an dëse Beräicher.

Wéi ënnerscheede sech Fraen a Männer a punkto nohaltegt Verhalen? Dir hutt et mentionéiert, och dat ass gekuckt ginn, an och do gëtt et effektiv Ënnerscheeder. D'Verhalen an d'Verbrauchsgewunnechte vu Frae si méi ëmweltfrëndlech wéi déi vun de Männer. Dës Geschlechtsënnerscheeder si besonnesch evident, wann et hei zum Beispill ëm Fleeschverbrauch geet, de Kaf vu Bioliewensmëttelen – ...

(Interruption)

... dat soen net ech, dat seet d'Etüd! – an och d'Limitéiere vun der Benotzung vun elektreschen Apparater. Voilà! Bon, dat ass de Constat vun der Etüd.

D'Frae spillen also en essenzielle Rôle a sinn och eng dreiwend Kraaft am Kader vun der ekologescher an och sozialer Transitioun. Wéi gesot, dat sinn da verschidden Erkenntnisser, déi, mengen ech, effektiv vu grousser Valeur si fir all d'Decideuren, ob dat an der Ekonomie ass oder an der Politick, mee och doriwwer eraus an der Gesellschaft méi breet. Voilà.

Dir Dammen an Dir Hären, déi meescht politesch Decisioune ginn awer am Fong och bei eis geschlechterneutral geholl. Dat heescht awer net, dass d'Auswierkungen dovunner da geschlechterneutral sinn.

Donieft hunn déi lescht Joren och gewisen, dass och Krisen an de Beräicher vu Gesondheet, Ekonomie, Klima, Energie, Logement sech anescht op d'Geschlechter auswierken. Et sinn oft Fraen, déi da verstäerkt ënnert dëse Konsequenze leiden. Net, well et Frae sinn, mee well d'Inegalitéiten, déi an eiser Gesellschaft leider och nach ëmmer existéieren, duerch Krisen dann nach verstäerkt ginn.

Fir d'Regierung ass d'Egalitéit zwëschent de Geschlechter weiderhin eng Prioritéit. Dofir ass et absolutt noutwendeg, och genau d'Fakten ze sammelen, fir d'Situatioun ze suivéieren, an, wann néideg, do da géigenzesteieren. De MEGA huet iwwert déi lescht Joren en Observatoire de l'égalité opgebaut – do soen ech och menger Virgängerin e grousse Merci, si huet dat mentionéiert –, deen dann och no an no erweidert gëtt.

Dir wësst och, dass e Gesetzesprojet, eebe fir eng Base légale ze kréien, um Instanzewee ass. Ech mengen, dat ass och wichteg. Dësen Observatoire huet als primäert Zil, eng Gesamtiwwersiicht iwwert d'Egalitéit zwëschent de Geschlechter zu Lëtzebuerg ze ginn.

Ech mengen, Dir hutt et gesot, an Dir wësst et och, well Der laang an dëser Fonctioun waart: Déi méi detailléiert Feinanalysen a virun allem och déi néideg Reaktiounen op Desequiliberen, déi festgestallt ginn, mussen awer da vun den zoustännege Ministèren an och vun deene zoustännege Verwaltunge gemaach ginn. Aus deem Grond ass et absolutt noutwendeg, an alle Beräicher dann och wierklech déi Daten ze sammelen a weider Statistiken opzestellen, déi dann och no Geschlecht solle weider ventiléiert ginn.

Ech géif mengen, kënnen ze soen, dass mer zu Lëtzebuerg do nach e bësse Loft no uewen hunn. Dëst ass wierklech eng kollektiv Verantwortung. Jiddereen, mengen ech, muss säin Deel dozou bäidroen, dass d'Genderdimensioun och en Deel vum Plangen, vun der Ëmsetzung a vun der Evaluatioun vun de Politicken ass.

Sou ass et dann och fir dës Etüd. D'Resultater sinn am Mäerz dëst Joer der Press virgestallt ginn, dem Grand public virgestallt ginn. Mir haten eng Table ronde mat Experten aus dem Logement, aus dem Domän vun der Aarmutsbekämpfung an och aus der Mobilitéit. Dat ass diskutéiert ginn, an ech hunn och Är Presenz do appreciéiert, Madamm Deputéiert.

Ech hunn dës Etüd natierlech weidergeschéckt u meng Kolleegen an der Regierung, haaptsächlech un déi, déi dann hei mat deenen Theeme sech méi beschäftegen. Dat sinn d'Kolleeginnen an d'Kolleege vu Familljeministère, Ekonomie, Environnement, Consommateur, Logement a Mobilitéit. Si sollen dee Rapport natierlech och liesen, sech d'Konklusiounen ukucken. An ech mengen, dat muss a soll an d'Regierungsaarbecht och an hiren Domänen da mat afléissen. Zum Beispill wat de Logement abordable ugeet, do schafft och de Minister Meisch u Pisten, déi eeben déi Genderdimensioun solle mat en compte huelen.

Ech hunn och der Presidentin vum Comité interministériel à l'égalité des femmes et des hommes, wou sämtlech Ministèren dra vertruede sinn, gesot, dass ech bis Enn des Joers do an dem Kader vun deem Kommitee och de Suivi vun dëser Etüd wëll gemaach hunn, dass bis dann all Ministère och kuckt: Wat kann en ufänke mat där Etüd? Wéi fléisst dat an d'Politick vun deem Ministère respektiv vun deem Minister an? Wéi gesot, an dësem Comité interministériel si sämtlech Ministèrë vertrueden a si gebieden, op dës Etüd ze reagéieren.

Ech mengen, d'Ëmsetzung vu politesche Moossname fir d'Gläichstellung vun de Geschlechter ass deemno – an ech mengen, do si mer eis wierklech eens – eng transversal Verantwortung, déi wierklech all Member vun der Regierung matdréit a soll matdroen.

An an deem Sënn guidéiert en nationalen Aktiounsplang iwwert d'Gläichstellung vun de Geschlechter ënnert der Koordinatioun vum MEGA wierklech wéi e roude Fuedem duerch all d'Efforten. Dëse Plang gëtt och am Laf vum Joer adaptéiert – Dir hutt et och mentionéiert – an et ass natierlech virgesinn, fir d'Erkenntnisser aus dëser Etüd dann och an dësen Aktiounsplang mat afléissen ze loossen. Déi Aarbechten, déi sinn amgaangen an ech kommen och ganz gären doriwwer schwätzen an déi zoustänneg Kommissioun, wa mer dat dann och bis opgeschafft hunn.

D'Etüd weist och, wéi wichteg et ass, fir wierklech jiddereen, Männer a Fraen an all hirer Diversitéit, an d'Decisiounsprozesser mat ze integréieren. Ech mengen, si sollen all zesummen un engem Dësch sëtzen. Ech mengen, dat ass komplementar, ergänzend, konstruktiv, fir esou dann och Léisungen auszeschaffe fir eng méi gerecht Gesellschaft.

An ech menge wierklech, eng vun den Haaptaufgaben dann och vum MEGA – an dat hutt Der och mentionéiert – ass Sensibilisatiounsaarbecht. Dat huele mer natierlech och ganz, ganz seriö. Ech mengen, domadder gëtt de MEGA wierklech sengem Rôle de coordination – fir mech dann als Coordinatrice, wéi Dir et och genannt hutt, vun der Egalitéitspolitick – gerecht. Mir probéieren dann, wéi gesot, notamment iwwert de Wee vun Datenerhiewung, Analysen an och Sensibiliséierung, op d'Ongläichheeten opmierksam ze maachen.

Déi politesch Decisiounen, déi zur Behiewung vun deenen Ongläichheeten dann och néideg sinn, falen awer, wéi gesot, dann an d'Kompetenzberäicher vun aneren. Ech mengen, mir halen och um Prinzipp vun Gender Mainstreaming fest. Mir sollen déi Decisiounen, déi mer huelen, wierklech och duerch den Genderbrëll kucken. An ech mengen, do si mer wierklech alleguerte gefuerdert a mir sollen do alleguerten un engem Strang zéien.

Ech géif och do gär vun der Geleeënheet profitéieren, fir heimat och d'Chamber ze invitéieren, sech deem am Fong unzeschléissen, dass net nëmmen iwwer esou Sujeten an dem Mandy Minella – wat elo net hei ass – senger Kommissioun mat Iech zesummen doriwwer geschwat gëtt, mee dass dat en Theema ass, dee wierklech soll a muss, a mengen Aen, méi breet abordéiert ginn.

Ech mengen, fir mech sinn d'Egalitéit an d'Diversitéit wierklech kee Stand-alone-Zil. Ech mengen, dat muss iwwerall mat afléissen. Ech sinn iwwerzeegt, dat ass am Interessi vun eiser Gesellschaft.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister. Domat wär dann déi Fro hei, dee Punkt vum Ordre du jour, ofgeschloss.

7. Question élargie n° 11 de M. Laurent Mosar relative à l'amélioration du flux des passagers à l'aéroport du Findel

A mir géingen zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour kommen. Dat ass d'Fro Nummer 11 vum Här Laurent Mosar iwwert d'Verbesserung vum Passagéierflux um Findel. Den Auteur, wéi gesot, huet 5 Minutten Zäit fir seng Haaptfro plus seng Zousazfro, d'Regierung duerno 10 Minutten. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

M. Laurent Mosar (CSV) | Jo, merci, Här President. Madamm Minister, et vergeet kee Mount, wou eisen nationale Flughafen um Findel net am Mëttelpunkt vun der Aktualitéit steet. Fir d'lescht den 10. Mee, wou e Kabel sech onglécklecherweis aus engem Metalldetektor geléist hat, wat fir e mëttelgrousse Chaos um Findel gesuergt huet, wou Honnerte vu Passagéier dofir net zur Zäit hire Fliger kritt hunn.

Ech wollt mech awer haut net mat deem doten Incident befaassen, mee méi generell eng Rei Froen, wat d'Zukunft vun eisem Flughafe betrëfft, stellen. An ufänke wéilt ech eigentlech mat engem Constat, nämlech deem, datt eise Flughafen a sech Affer vu sengem grousse Succès ginn ass an de leschte Joren. Wann ech deenen Zuele ka gleewen, déi een esou kritt, wäerte bis Enn vun dësem Joer fënnef Millioune Passagéier duerch de Flughafe geschleist ginn. A manifestement sinn déi Infrastrukturen, déi mer do hunn, net méi deenen zousätzlechen Erausfuerderunge gewuess. Ech wollt eigentlech hei op sechs Punkte kuerz agoen an déi och als Fro formuléieren.

Déi éischt Fro huet eigentlech mam Accès op de Flughafen ze dinn, deen ëmmer méi schwiereg a laangwiereg gëtt, awer och de Parking um Flughafen ass eng eenzeg Katastroph. An ech mengen, och deen een oder anere vun Iech huet schonn eng Kéier gelidden, wéi e versicht huet, do eng Parkplaz ze fannen. Mir kréien zwar elo an e puer Méint den Tram bis dohinner, mee d'Fro stellt sech trotzdeem, wéi et mat deem Parking do virugeet, well deen ass deem Zousazverkéier sécherlech net méi gewuess.

En zweete Punkt betrëfft dann den Checkin, d'Kontrollen. Och do geet verschidden Deeg näischt hannerzeg an näischt vijenzeg méi an do bilde sech och ganz grouss Stauen, ganz besonnesch wärend de Vakanzenzäiten. An do stellt sech d'Fro, ob déi Ekipementer, déi mer do hunn, eigentlech och nach zäitgeméiss sinn. An ech maachen drop opmierksam, datt et op verschiddenen internationale Flughäfen, notamment zu Paräis, den 3D-Scanner gëtt, wat anscheinend zu enger Verréngerung vun engem Drëttel vun dëse Kontrolle féiert. Duerfir och do meng Fro: Ass net envisagéiert, dat och bei eis anzeféieren?

En drëtte Punkt, do sidd Der och bestëmmt schonn eng Kéier alleguerten net ganz frou gewiescht, dat ass de Passage zwëschent deem klengen an deem grousse Flughafen, dem A an dem B. Do gëtt et esou en Tapis roulant, mee dee geet scho säit sechs Méint net. An ech denken do haaptsächlech un handicapéiert Leit, déi musse vun deem engen op deen anere Flughafe goen. Dat ass zum Deel eng Katastroph. A bis elo konnt nach ni ee mir eng Erklärung ginn, firwat datt deen Tapis roulant net fonctionéiert. Ech fannen, dat ass kee gutt Zeeche fir eise Flughafen.

E véierte Punkt, dat ass d'Gepäckoffäerdegung. Och do sidd Dir bestëmmt schonn eng Kéier, wéi ech och, Affer gewiescht. An do waart een och heiansdo ganz laang op säi Gepäck – wann et dann iwwerhaapt ukënnt. Ech ka just elo soen, datt ech virun nach net esou laanger Zäit eng Kéier eng Rees um afrikanesche Kontinent gemaach hunn. An do waren d'Wallisse vill méi schnell do wéi bei eis um Findel, soudatt sech och do d'Fro stellt, wéi mer dat kënne verbesseren.

An dann e leschte Punkt, wat och net flott ass, dat ass d'Businesslounge. Esou wéi se am Moment fonctionéiert, huet dat mat Business näischt méi ze dinn. Dat ass vläicht nach eng Lounge, mee do kritt ee weeder eppes ze drénken nach z'iessen, wann ee spéit un ass. An ech fannen, datt dat och enger Finanzplaz wéi Lëtzebuerg net méi ugepasst ass.

Dann nach e leschte Punkt, deen huet nëmmen indirekt mam Flughafen ze dinn. Dat ass de Skypark,

deen amgaangen ass, fäerdeggestallt ze ginn. Och do wär ech frou, ze wëssen, wéi schnell datt déi Aarbechte wäerten ofgeschloss sinn. Do héiert een och, datt Entreprisen zumindest net an der Frist hir Rechnunge bezuelt kritt hunn. Do wär ech och frou, Madamm Minister, wann Der eis do kéint e puer Äntwerten op d'Situatioun vun deem Skypark ginn.

Dat gesot, villmools merci fir Är Opmierksamkeet, an ech si ganz gespaant op Är Äntwerten.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Mosar. An dann ass d'Wuert fir d'Madamm Minister. Madamm Minister.

Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Här President, honorabel Deputéiert an honorabelen Deputéierten, merci fir Är Froen. E ganz wichtege Sujet, de Flughafen, fir eis alleguerten, fir d'Biergerinnen an d'Bierger vum Land, mee net nëmme fir si, och fir d'Businessleit an d'Touristen. Ech mengen, do misste mer gutt opgestallt sinn. Dat ass och am Koalitiounsaccord refletéiert. Dee seet ganz kloer, dass d'Regierung wäert d'Modernisatioun an d'Adaptatioun vun den Infrastrukturen um Findel encouragéieren, fir en Haut niveau de qualité et de service ze garantéieren. Voilà.

Ech mengen, ech si säit e puer Méint elo derhannert, datt ech natierlech net nëmmen als normale Bierger, mee och als zoustänneg Ministesch kucken, wat een do kann a muss verbesseren. Mee do fänke mer definitiv net bei null un.

Effektiv, Dir hutt ugefaangen an Ärer Interventioun mat enger Referenz op dat, wat den 10. Mee geschitt ass. D'Reaktioun do a wéi dat gehandhaabt ginn ass, do ass et un éischter Plaz wierklech ëm d'Sécherheet vun de Passagéier gaangen. An ech mengen, quitte dass vill Leit natierlech ënnert de Konsequenzen hu misse leiden, hu mer awer gutt do zesummegeschafft a richteg reagéiert.

Dir hutt eng Rei vu Froen, ech mengen, et waren der sechs. Ech hu probéiert, se opzeschreiwen.

Un éischter Plaz emol Är Fro ëm de Flux vu Passagéier. Do wëll ech Iech da gären déi lescht Donnéeë ginn, déi ech hunn. Am Joer 2019, also am Prepandemie-Referenzjoer, hunn am Ganze 4,4 Millioune Passagéier de Flughafe benotzt. 2023, d'lescht Joer, hate mer dann eng Rekordzuel vu 4,79 Millioune Passagéier. An et ass effektiv, wéi Dir och gesot hutt, méiglech, dass dëst Joer d'Zuel vu 5 Millioune Passagéier erreecht a warscheinlech liicht iwwerschratt gëtt.

Am Mee vun dësem Joer, fir d'éischte Kéier an der Geschicht vum Flughafen, si méi wéi eng hallef Millioun Passagéier bannent engem Mount duerch de Flughafe gaangen. An et ass genau, wéi Der gesot hutt: Mir si mat eisem Flughafen Affer vun eisem eegene Succès!

Bon, fir de Passagéierwuesstem ze berücksichtegen, gouf dann och d'Capacitéit vun de Sécherheetskontrollen am Terminal d'lescht Joer erhéicht, dat heescht, mir si vu 5 op 6 där Sécherheetslinnen erop-gaangen, wat schonn hëlleft.

Zanterhier ass dann och d'Waardezäit fir 75 % vun de Passagéier manner wéi 5 Minutten, well ech mengen, dat kënne se haut moossen, a fir 95 % vun alle Passagéier manner wéi 15 Minutten.

Bon, dëst si Waardezäiten ... Ech mengen, mir sinn alleguerte presséiert an der Gesellschaft vun haut, dat heescht, all Minutt, wou mer waarden, ass eng Minutt ze vill, mee trotzdeem misste mer dat hei an de Kontext setzen. Zu Lëtzebuerg si mer am europäesche Verglach trotzdeem zimmlech gutt. Net zulescht dofir gouf de Lëtzebuerger Flughafen d'lescht Joer zum zweetstressfräiste Flughafen an Europa ernannt; dat wollt ech awer och soen. Well mir kënne ganz villes kritiséieren, an trotzdeem fannen ech et ëmmer gutt, wa mer och déi positiv Saache mol kënnen ënnersträichen.

Dir hutt vun 3D-Scannere geschwat, also deene leschte Generatioune vu Scanneren. Dat sinn effektiv méi grouss Maschinnen. Dat heescht, am limitéierten Espace, dee mer haut hunn, wa mer där dohinnerstellen, da kënne mer där manner dohinnerstellen, dann dauert et méi laang. Dat heescht, an den haitege Circonstancë mécht dat net vill Sënn, well da geet et nach méi lues.

Mee ech mengen, et ass wierklech ganz kloer d'Absicht vun der Firma, fir d'Sécherheetslinnen an Zukunft auszebauen an ze moderniséieren. Ech wëll awer och soen, dass 90 % vun den europäesche Flughäfe keng esou 3D-Scanneren hunn. An ee Land, fir et net ze nennen, England, dat 3D-Scanneren agefouert hat, geet elo nees zréck op déi normal Scanneren, well déi awer verschidden Avantagen hunn. Et ass vläicht net ëmmer gutt, direkt op déi nächsten oder déi leschten Technologie ze sprangen, mee e bëssen d'Erfarung op anere Plazen ofzewaarden.

Mee ech mengen, dat heiten ass e Sujet an et ass och ganz richteg, dass Der dat soulignéiert. Hei misste mer eis fir d'Zukunft besser opstellen. An dat ass absolutt d'Absicht!

Dir hutt vum Tapis roulant geschwat. Ech hunn dat nogefrot. Deen ass bei Aarbechte beschiedegt ginn an d'Ersatzdeeler mussen noproduzéiert ginn. An dat schéngt méi laang ze daueren, well do Liwwerschwieregkeete sinn. Ech hunn och de Message ginn, dass se solle kucken, dass dat esou séier wéi méiglech reparéiert gëtt, well dat huet effektiv seng Konsequenzen. Dat heescht, do gëtt derno gekuckt, mee, voilà!

Dir hutt de Parking ugeschwat. Do wëll ech och eppes derzou soen. Also, déi disponibel Parkplazen, fir Iech e bëssen d'Chifferen ze ginn: 2019 hate mer 7.500 Parkplazen, an dat bei 4,4 Millioune Passagéier. D'lescht Joer ware mer bei 8.400 Parkplaze bei 4,8 Millioune Passagéier. Dëst Joer si mer bei 9.250 Parkplazen, bei, wéi gesot, 4,9 Millioune Passagéier. D'Parkplaze sinn also prozentual e bësse méi séier geklomme wéi d'Croissance vun de Passagéier. Mee ech ginn Iech Recht, hei ass nach Loft no uewen.

D'Aarbechte ronderëm den Tram hunn natierlech och en Impakt op dës Situatioun. Déi gutt Noriicht ass, dass elo nach virun de Summervakanzen nei Parkplaze wäerten opgoen. Dat sinn der ongeféier 800. Dat ass niewent dem Policegebai. Dat heescht, dat ass mol eng gutt Nouvelle. Mee ech si mer och ganz bewosst, dass dat e Problem ass, wou mer och nach mussen derno kucken.

Dir hutt d'VIP- oder d'Businesslounge mentionéiert. Déi gëtt vun der Luxair bedriwwen. Déi ass ze kleng, déi muss méi grouss gemaach ginn. Duerfir muss se verréckelt ginn, well op där Plaz net méi Plaz ass. Ech mengen, däers si mer eis och bewosst an dat soll och esou séier wéi méiglech geschéien. Ech hoffen, dass dat an den nächsten een, zwee Joer awer ka gemaach ginn. Voilà.

Bon, de Skypark, do hunn ech elo net all d'Detailer, déi Dir do wëllt hunn. Wann Der wëllt, kann ech awer ganz gären dorop zréckkommen. Bon, ech mengen, de Skypark Business Center ass direkt mam Terminal verbonnen a kann natierlech als Erweiderung vum Terminal a punkto kommerziell Beräicher a Restaurante betruecht ginn.

Gläichzäiteg verhënnert de Skypark Business Center op kee Fall de weideren Ausbau vum Flughafen. An dat ass wierklech dat, wouru mer hei musse schaffen, dass mer d'Extensioun vum Terminal kënne maachen, an dat wär op där anerer Säit. An ech mengen, dat wäert dann e ganze Koup vun de Problemer, déi Der legitimement och mentionéiert hutt, kënne behiewen.

Ech bleiwen do derhannert. Et ass ganz wichteg fir mech, well et wichteg ass fir d'Biergerinnen an d'Bierger vum Land an au-delà. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Ministesch. Den Här Mosar huet nach eng Zousazfro. Ganz kuerz, Här Mosar.

M. Laurent Mosar (CSV) | Jo, ganz kuerz. Merci der Madamm Minister. Ech fannen, si huet ganz komplett op all meng Froe geäntwert. Ech gesinn och vun hirer Säit extreem vill Disponibilitéit, fir all déi Erausfuerderungen unzehuelen.

Awer déi eigentlech vläicht generell Fro, déi mat all deenen aneren zesummenhänkt, huet se elo zum Schluss ugeschwat, an ech wollt do awer nach eng Kéier eng Prezisioun froen.

Wann ech richteg verstanen hunn, Madamm Minister, sidd Dir der Meenung, datt misst wierklech eng generell Extensioun vum Terminal kommen. Do wär meng Fro: Wéi kann ee sech dat ongeféier an der Zäitschinn virstellen? A wéi wäit géif dann eventuell och deen Terminal ausgedeent ginn? Dat kéint ee jo just op déi eng Säit maachen. Ech géif dat op jidde Fall ganz, ganz staark begréissen, wann do och vläicht esou schnell wéi méiglech géif e Projet de loi kommen an och Pläng. Well kommt, mir sinn eis alleguerten eens, de Flughafen ass warscheinlech mat déi wichtegst Visittekaart vun eisem Land!

M. Claude Wiseler, Président | Madamm Minister.

Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Merci. Ech mengen, ech hat nach vergiess, op eng Fro ze äntwerten. Dir hat nach d'Bagagë mentionéiert. Ech hat dat elo vergiess. Dat ass effektiv d'Verantwortung vum „bag handler". Ech mengen, och do misste mer kucken, dass mer an Zukunft gutt opgestallt sinn. Do wäerten och an Zukunft, , wann déi Prozedur fäerdeg ass – dat ass jo just ausgeschriwwe ginn – zwee „bag handler" dann akkreditéiert sinn. Ech hoffen, dass och dat an Zukunft da méi zefriddestellend ka sinn.

Wat den Ausbau, d'Extensioun vum Flughafe respektiv vum Terminal ugeet, do sinn ech amgaangen, drun ze schaffen. Ech mengen, dat ass näischt, wat mer muer hikréien, mee mëttelfristeg ass dat absolutt indispensabel, däers si mer all der voller Iwwerzeegung. A soubal ech do och zesumme mat de Leit, déi heidru schaffen, méi konkreet virukommen, stinn ech natierlech ganz gären zur Verfügung, fir doriwwer ze schwätzen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister. Domat hätte mer dann och dës Fro ofgeschloss.

8. 8322 – Projet de loi relative au financement du contrat entre l'État et la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois concernant le service de transport de voyageurs par autobus

A mir géifen zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour kommen, an zwar zum Projet de loi 8322 iwwert d'Finanzéierung vun engem Bustransportkontrakt tëschent dem Staat an den CFL. D'Riedezäit ass nom

Modell 1 festgeluecht, dat heescht, de Rapporter huet 15 Minutten, d'CSV 15,5, d'DP 12, d'LSAP 10,5, d'ADR 7,5, déi gréng, d'Piraten an déi Lénk 7 an d'Regierung huet 15 Minutten. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Félix Eischen, d'Madamm Francine Closener, den Här Jeff Engelen, den Här Meris Sehovic, den Här Marc Goergen an den Här Marc Baum. An d'Wuert huet elo de Rapporter vum Projet de loi, den honorabelen Här Gusty Graas. Här Graas.

Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

M. Gusty Graas (DP), rapporteur | Merci, Här President. Duerch e Gesetz vum 7. Januar 1850 gouf u sech de Grondstee vum Eisebunnsnetz hei zu Lëtzebuerg geluecht. 1857 gouf dunn d'Société royale grand-ducale des chemins de fer Guillaume-Luxembourg mat engem Startkapital vu 35 Millioune Frang gegrënnt. An déi éischt Zich sinn dunn 1859 vu Lëtzebuerg iwwer Beetebuerg op Diddenuewe gefuer.

D'CFL, esou wéi mir se jo elo haut kennen, déi goufen de 17. Abrëll 1946 gegrënnt a bannent 20 Joer ass hire Reseau, deen am Ufank 500 km hat am Joer 1948, op 275 km erofgaangen am Joer 1968.

Wat interessant ass, wann een den Artikel 4 vun de Statute vun den CFL deemools kuckt, steet dann do dran, datt defizitär Linne kënne verkierzt, suspendéiert oder souguer ganz ofgeschaaft ginn. An dee selwechten Artikel gesäit dann awer och vir, datt déi Linne kënnen am Fong duerch Bussen ersat ginn.

Deemools sinn zum Beispill follgend Linnen ofgeschaaft ginn: 1948 vum Grondhaff op Beefort, vu Kruuchten an d'Fiels a vun Dikrech op Veianen. A wat interessant ass: Deemools goufen och nach Camionen agesat.

1950 gouf dunn d'Streck vun Ëlwen op Wilwerdang ofgeschaaft, 1953 vun Näerden op Maarteleng, 1954 vun Iechternach op Gréiwemaacher, 1964 vun Dikrech op Iechternach a schlussendlech 1967 vu Péiteng op Ettelbréck. A bis 1965 ass dunn natierlech d'CFL-Busflott an d'Luucht gaangen; déi hate 45 Gefierer dunn.

An de 1950er- an an de 1960er-Jore koum et dunn och zur Organisatioun vum Service de substitution CFL. An dunn ass e Règlement grand-ducal den 1. Juli 1996 erauskomm, wou de Service de substitution CFL ofgeschaaft ginn ass an amplaz koum dunn den RGTR, dat heescht, de Régime général des transports routiers.

De Moment desservéieren am Fong d'CFL nach follgend Linne mat Bussen, wéi gesot: 190, 191, 201, 211, 212, 222, 223, 261 an 271. Et schaffen nach 337 Leit am CFL-Busdéngscht, dovunner 260 Chauffeuren. An direkt muss een och emol hei ënnersträichen, datt CFL-Transport allerdéngs keng Konzessioun ass. D'CFL ënnerleien an deem Beräich hei dem EU-Reglement 1370/2007 vum Parlament a vum Conseil. Dat ass ofgeännert ginn duerch d'Reglement 2016/2338 iwwert de Service publique fir den Transport vu Reesenden.

Um nationalen Niveau spillt dann awer d'Marché-publics-Gesetz. Dat ass jo dann och gereegelt duerch d'Direktiven 2014/24/EU an 2014/25/EU. An hei huet den Transport vu Voyageure mam Bus-CFL u sech e partikulare Statutt, kann ee soen.

Et muss een och hei soen, datt dee Bus-Service exclu ass vun de Livres I an II vum Marché-publics-Gesetz. Déi Approche gouf iwwregens duerch en Arrêt vun der Europäescher Cour supérieure de justice vum 21. Mäerz 2019 Rhein-Sieg-Kreis nach eng Kéier confirméiert. Dat fält, wéi gesot, alles ënnert den Artikel 8 vum ëmgeännerte Gesetz vum 8. Abrëll 2018 iwwert d'Marchés publics.

Mee et mussen awer eng Rei Konditiounen erfëllt ginn, an dat ass ganz weesentlech.

Éischtens, zum Beispill, wann de Pouvoir adjudicateur e Contrôle op déi concernéiert moralesch Persoun ausüübt; zweetens, wann déi kontrolléiert Personne morale keng direkt privat Kapitalparticipatioun huet, an drëttens, 80 % vun den Aktivitéite vun der kontrolléierter Personne morale si Missiounen, déi hir vum Pouvoir adjudicateur iwwerdroe goufen.

De Staat huet 94 % vun den CFL-Parten. De Staat also huet och d'Majoritéit vun de Stëmmen, designéiert och d'Majoritéit am Verwaltungsvot. De belsche Staat huet nach 4 % an de franséische Staat 2 %.

Ech wëll dann hei och ënnersträichen, datt d'CFL gegrënnt goufe fir en Intérêt général, dat heescht a priori keen industrielle Charakter hunn.

An dann huet de Staat och e Regierungskommissär designéiert, dee bei den CFL ass, fir d'Aktivitéit ze iwwerwaachen. Do kann een also soen, datt de Staat eigentlech schonn e groussen Afloss huet iwwert de Wee vu Konventiounen. 93,64 % vun den CFL-Aktivitéite si vum Staat un d'CFL iwwerdroe ginn.

Här President, Dir Damen an Dir Hären, den aktuelle Kontrakt, dee gouf de 7. Mee 2009 ënnerschriwwe fir eng Dauer vu 15 Joer. Dat heescht also, dee leeft elo Enn des Joers op den 31. Dezember 2024 aus.

An den zukünftege Kontrakt, iwwert dee mer jo dann haut och diskutéieren, dee besteet wéinst juristeschen Ursaachen elo aus zwee Servicer, Schinn plus Bus. An de Kontrakt vum Bustransport, deen trëtt dann den 1. Januar 2025 a Kraaft fir eng Dauer vun zéng Joer an e leeft bis den 31. Dezember 2034.

De Budget fir déi zeng Joer, dat ass jo dat, wat eis och besonnesch hei interesséiert, dee läit elo bei 692.123.000 Frang, Euro, ...

(Hilarité)

Euro, selbstverständlech. Deen ass ofhängeg vun der Kilomeeterzuel, an déi gëtt geschat op 7,3 Millioune pro Joer.

Dann ass awer och – wat ganz wichteg ass – eng Erneierung vum Autobuspark virgesinn, vun Diesel op Elektresch bis d'Joer 2030. Dat bréngt natierlech mat sech, datt eng Rei zousätzlech Installatiounen, zum Beispill Bornen, musse virgesi ginn.

An dann ass eng Progressioun an de Gehälter all Joer vun 1,5 % virgesinn.

D'Entretienskäschte ginn och 25 % an d'Luucht, virun allem, wéi gesot, bedéngt och duerch den elektresche Park, well eeben och Batterië mussen ersat ginn.

An dann ass eng annuell Progressioun vun de Käschte fir de Staat am Transport Reesender vun der CFL op 2,12 % festgesat ginn.

Da wëll ech och nach hei soen, datt déi Depensen iwwert de Staatsbudget lafen, an zwar d'Sektioun 20.2.

Vläicht dann nach en ofschléissend e Wuert iwwert d'Aarbecht an eiser Kommissioun: De Projet war de 5. Oktober vum fréieren Transportminister, dem Här François Bausch, dee jo nach hei sëtzt, deposéiert ginn. Den 2. Mee 2024, et ass also nach net esou laang hier, ass de Rapporter designéiert ginn an och d'Avise sinn analyséiert ginn.

Vläicht e Wuert nach zu den Avisen: De Staatsrot huet säin Avis den 22. Dezember 2023 virgeluecht. En hat näischt ze beanstanden ausser e puer legistesch Ännerungen.

Dann den Avis vun der Chambre de Commerce, dee war awer negativ. Deen huet sech géint dee Projet de loi hei ausgeschwat, wat och ze verstoe war, well d'Chambre de Commerce gär gehat hätt, datt an déi ganz Diskussioun och d'Privatbusunterneeme misste mat integréiert ginn, an da kéinte laut Chambre de Commerce och d'Käschten erofgedréckt ginn.

D'Chambre des Salariés huet hiren Avis de 24. Abrëll 2024 virgeluecht a si huet gemengt, wéinst der Evolutioun vun der Populatioun misst am Fong geholl och elo schonn dru geduecht ginn, fir zousätzlech Aarbechtskräften anzestellen.

Voilà, dat war et am Fong elo zum Projet. Ech ginn den Accord vun der DP.

Mee ech hunn awer och nach eng Motioun hei – eng Motioun, ech hunn nach keng gesinn an der Chamber, déi esou vill Leit ënnerschriwwen haten, nämlech zéng. All sechsten Deputéierten huet also ënnerschriwwen. Allerdéngs, vun der ADR huet keen ënnerschriwwen. Mee bon, dat ass dann eeben esou!

Hei geet et awer ...

M. Jeff Engelen (ADR) | Mir stëmme se awer mat, Här Graas.

M. Gusty Graas (DP), rapporteur | Dir drot se mat, dat ass och vill wäert. Ech ginn elo net weider op d'Consideranten an, mee virun allem dorop, ëm wat et geet. Keng Iwwerraschung: ëm den TICE. „TICE" oder „TIICHE", wéi soe se zu Diddeleng?

Plusieurs voix | TICE.

M. Gusty Graas (DP), rapporteur | TICE, maja. Mir sinn net am TICE zu Beetebuerg, dowéinst kenne mer d'Terminologie net.

Une voix | Wat net ass, ka jo nach kommen!

(Brouhaha)

M. Gusty Graas (DP), rapporteur | Nee, nee, nee, nee! Eise Buergermeeschter ass elo net hei, mee ech kann dat awer haart soen: Mir kommen net dran! Nee, nee, nee!

Une voix | Dach!

M. Gusty Graas (DP), rapporteur | Nee, nee, nee! Bon.

(Hilarité)

Also, wat steet an där Motioun hei? Virun allem solle mol déi Negociatioune fir déi nei Konventioun, déi elo mam TICE muss ausgeschafft ginn, soe mer emol, weidergefouert ginn.

Da soll och eng Léisung fonnt ginn, fir den zukünftege Finanzement vun deem Syndikat. Och wa mir net dra sinn, hunn ech mer awer soe gelooss – net méi spéit wéi nach viru Kuerzem, vun enger ganz kompetenter Persoun aus deem Syndikat, wou ech den Numm awer elo net hei nennen, si sëtzt awer heibannen, an ech gleewen där Persoun dat och –, datt déi Käschten awer géifen explosiounsaarteg an d'Luucht goen.

An dann, wéi gesot, e leschten Tiret, datt am Fong geholl den TICE dann och soll an där Iwwergangsphas, wou e sech jo och muss ëmstellen op Elektresch, och soll a sengem Fonctionnement ënnerstëtzt ginn.

Wéi gesot, déi ass elo vun alle Parteien a Sensibilités politiques, mat Ausnam vun der ADR, ënnerschriwwe ginn. Här President, ech géing Iech déi dann och hei elo nach iwwerreechen.

Motion 1

La Chambre des Députés,

– rappelant la gratuité des transports publics pour les usagers sur le territoire national depuis le 29 février 2020 ;

– rappelant le rôle clé des services de transport de voyageurs par autobus comme offre de transport essentielle, et complétée par les chemins de fer et le tram, afin de

rendre les transports en commun globalement compétitifs par rapport à la voiture individuelle ;

– réitérant l'objectif de décarbonation des transports tel que prévu par le Plan national intégré en matière d'énergie et de climat (PNEC), et des investissements y associés pour les transports en commun ;

– soulignant l'importance d'un service des transports publics de qualité sur tout le territoire national ;

– soulignant l'importance du réseau du syndicat du TICE pour les usagers de ses communes membres du sud du pays ;

– consciente du rôle de service public exercé par ledit syndicat,

invite le Gouvernement à

– poursuivre les négociations pour l'élaboration d'une nouvelle convention entre l'État et le TICE ;

– trouver une solution pour le financement futur du syndicat ;

– soutenir le TICE dans le cadre de la transition durable et de son fonctionnement.

(s.) Gusty Graas, Gilles Baum, Dan Biancalana, Corinne Cahen, Francine Closener, Félix Eischen, Marc Goergen, Meris Sehovic, Marc Spautz, David Wagner.

M. Claude Wiseler, Président | Villmools merci, Här Graas.

M. Gusty Graas (DP), rapporteur | An ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen dem Rapporteur villmools Merci fir säi schrëftlechen a fir säi mëndleche Rapport a ginn dann deem éischten ageschriwwene Riedner d'Wuert. Dat ass den Här Félix Eischen. Här Eischen, et ass un Iech.

Discussion générale

M. Félix Eischen (CSV) | Merci, Här President. Merci och dem honorabele Gusty Bausch fir säin Ausfluch …

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Gusty Graas.

M. Félix Eischen (CSV) | Wat hunn ech elo gesot?

M. Claude Wiseler, Président | „Gusty Bausch" hutt Der gesot, mee et ass Gusty Graas.

(Hilarité)

M. Félix Eischen (CSV) | Entschëllegt. Gusty Graas. Pardon. Also fänken ech nach eng Kéier vu vir un.

Merci dem honorabele Gusty Graas fir säin Ausfluch an d'CFL-Geschicht, well dat fannen ech ëmmer flott, wann den Här Graas hei schwätzt, dann hu mer meeschtens eng kleng Geschichtsstonn mat derbäi. An dat fannen ech ëmmer extreem interessant. An ech mengen dat och ganz éierlech.

De Service vun den CFL-Busser, deen am Laf vum 20. Joerhonnert eng Rei Zuchlinnen ersat huet, ass eng wichteg Déngschtleeschtung am ëffentlechen Transport. Dat ass elo grad gesot ginn. Si ass besonnesch wichteg fir eis Matbierger och am ländleche Raum. Dofir ënnerstëtzt eis Fraktioun och, dass dëse Service iwwert déi nächst Jore soll garantéiert bleiwen, an dëst op engem héijen Niveau.

Et ass fir eis och novollzéibar, dass dëse Service net brauch ausgeschriwwen ze ginn, well de Kontrakt tëscht dem Staat an deene vum Staat finanzéierten CFL ass. Et ass e Service, dee vun nationalem Interêt ass. De Montant ass och genannt ginn. Deen ass héich, mat 692.123.000 Euro iwwer zéng Joer. Am Absolutten, wéi gesot, en héije Montant, ganz sécher, mee wann een awer den Detail vun dësen Ausgabe kuckt, dann ass och dëse Montant novollzéibar.

Nieft de bezuelte Kilomeeteren, déi stabel bleiwen op engem Niveau vu 7,3 Millioune Kilomeeter pro Joer, gesäit dësen Accord eng järlech Progressioun vun de Gehälter vir. Ausserdeem gi mat dësem Kontrakt déi néideg Investissementer an d'Elektrifizéierung vum Busreseau vun den CFL finanzéiert. Dat ass nieft der Erneierung vum Fuerpark, ewech vum Diesel a bei d'Elektrobusser, och d'Opriichte vun engem Reseau vu Bornen, fir dës Busser séier an effizient opzelueden.

Well den Entretien vun den Elektrobusser méi deier gëtt wéi dee fir d'Dieselbusser, besonnesch duerch d'Ersetze vun de Batterien, gesäit de Kontrakt och eng Hausse vu 25 % vun den Entretienskäschte vir. Dës Elementer si fir eis, wéi gesot, novollzéibar an dësem Accord tëscht dem Staat an den CFL an e fënnt dowéinst och eis Zoustëmmung.

Här President, de Reseau vun den CFL-Bussen ass wichteg, mee en ass just een Element an der Offer vum ëffentleche Transport duerch d'Busser an eisem Land. Am Süde vum Land – den Här Graas war kuerz drop agaangen – assuréiert den TICE de Persounentransport duerch Busser a sengen néng Membergemengen. Fir d'CSV ass deen Acteur och vun nationaler Wichtegkeet, well e leescht e grousse Bäitrag zum ëffentleche Persouneverkéier an engem Deel vum Land, wou am meeschte Leit wunnen. Mir schwätzen also kloer och hei vun engem Service public.

Une voix | Très bien!

M. Félix Eischen (CSV) | Den TICE gëtt et och schonn iwwer honnert Joer a gëtt finanziell vu senge Membergemengen a vum Staat gedroen. De staatleche Finanzement gëtt iwwer eng Konventioun gereegelt. Dës Konventioun ass ënnert der leschter Regierung gekënnegt ginn a gëtt eisen Informatiounen no aktuell nei verhandelt. Dës Verhandlungen hunn e kruzialen Enjeu, an zwar d'Iwwerliewe vum TICE-Syndikat. Nieft der Finanzéierung vun de Faarten a Leerfaarte kommen och nach Personalkäschten derbäi, déi iwwert déi lescht Joren no successiven Indextranchen immens an d'Luucht gaange sinn.

Dofir muss den TICE och säi Fuerpark erneieren, fir ewechzekomme vun de fossille Brennstoffer. Dëst bedeit net nëmmen d'Ersetze vun de Busser, mee och d'Mise en place vun engem performante Reseau vu Bornen. Wéi mir am Kontrakt tëscht dem Staat an den CFL gesinn, wäerten och erhéichten Entretienskäschten op den TICE duerkommen, wann de ganze Fuerpark bis elektrifizéiert ass.

Här President, meng Fraktioun ass der Meenung, dass de Staat déi ëffentlech Acteuren am Bustransport éierbar ënnerstëtze soll. De Staat däerf d'Membergemenge vum TICE net am Ree stoe loosse mat deenen héije Personalkäschten an den Investitiounskäschte fir d'Elektrifizéierung. Dofir plädéiere mir derfir, dass de Staat soll den TICE geziilt ënnerstëtzen, fir säi Service nohalteg ofzesécheren. Mir brauchen en ëffentlechen Transport vun héijer Qualitéit fir d'Leit a mat manner Schuedstoffer fir d'Ëmwelt, dëst iwwerall am Land. De Staat muss derzou bäidroen, dass dësen assuréiert gëtt. An deem Sënn ënnerstëtze mir natierlech d'Motioun, déi virdru vun der DP am Numm vun de Majoritéitsparteien, mee awer och vun anere Parteien deposéiert ginn ass.

An ech ginn natierlech den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi. Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Eischen. An den nächste Riedner – oder déi nächst Riednerin – ass d'Madamm Francine Closener. Madamm Closener.

Mme Francine Closener (LSAP) | Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, den ëffentlechen Transport huet eng laang Geschicht an den Zuch souwisou. De Rapporter ass ausféierlech drop agaangen. 1951 hunn d'CFL dunn hire Busservice gegrënnt. Dëst koum net vun ongeféier, well eeben an engem relativ kuerzen Zäitraum den Zuchreseau bal ëm d'Hallschent verkierzt ginn ass. D'Statutte vun den CFL hunn dat zougelooss, de Reseau op deene Strecken oder Streckendeeler ofzebauen, wou seng Exploitatioun defizitär wier – aus der heiteger Siicht eigentlech eng Decisioun, déi een nëmmen nach ganz schwéier kann novollzéien, mee dat waren eeben aner Zäiten.

Mat deem Projet vun haut erlabe mer also der Regierung, de Contrat de service public anzegoen, fir datt d'CFL d'Passagéier mam Bus och weiderhi kënnen transportéieren, bis 2034 mol.

Opgrond vum Status vun den CFL, déi mat hirer Aktivitéit en Intérêt général erfëllen, ass no europäeschem Recht keng Mise en concurrence néideg; dëst haaptsächlech, well de Lëtzebuerger Staat en decisiven Afloss op d'Aktivitéit vun den CFL huet, well de Gros vun den Aktivitéite vun den CFL vum Staat ugefrot ginn a well keng direkt Participatioun vu privatem Kapital an den CFL stécht.

Mir sinn, Här President, a bleiwen als LSAP der Meenung, datt et kruzial ass, datt den ëffentlechen Transport an ëffentlecher Hand bleift. Et muss een net wäit kucke goen, fir ze gesinn, datt awer d'Tendenze fir ze privatiséieren nach ëmmer hir Supporteren hunn. Esou ass et eenzeg an aleng den Olympesche Spiller ze verdanken, datt de Busreseau vun der RATP an der Regioun Île-de-France net zerschloe ginn ass an 13 privat kapitaliséiert Betriber. De liberale President wollt sech wuel keng Bléisst ginn an ass insgeheim selwer dervun ausgaangen, datt e privatiséierte System net besser, mee éischter méi schlecht géif fonctionéieren. Dat wier natierlech imageméisseg net optimal fir la grande France.

A kengem Land ass d'Privatiséierung awer esou konsequent duerchgezu gi wéi a Groussbritannien. D'Leitmotiv ass bekannt: Nëmme mat enger Privatiséierung kéint een d'Defiziter vun der ëffentlecher Bunn ofbauen a méi effizient ginn. Eng Privatentreprise huet d'Infrastrukturen opkaaft, wärend den Entretien vum Reseau sech siwen aner Entreprisen opgedeelt hunn. D'Gestioun vun den Zich ass iwwer eng Stee u 25 Operateure verdeelt ginn. An de Bilan ass méi wéi moer: D'Qualitéit vum britteschen ëffentlechen Transport op der Schinn ass drastesch erofgaangen, eng Partie Concessionnairen hu Faillite deklaréiert – de Concessionnaire vun de Linnen op der Ostküst carrement dräimol a grad emol zwielef Joer – an de Staat huet déi massiv Subventiounen, déi d'Concessionnairen eigentlech just am Ufank sollte kréien, bis haut oprechterhalen, oprechterhale mussen. D'Resultat vun där ganzer Operatioun: De Käschtepunkt fir d'ëffentlech Hand ass méi héich wéi virun der Privatiséierung. Ma dat nennt ee propper geschafft!

Här President, wa mer vum ëffentleche Bustransport schwätzen, sinn d'CFL allerdéngs éischter e klengen Acteur. Virun allem den TICE a säi Finanzement ass an de leschte Méint jo an der Aktualitéit, well hei eng nei Konventioun fir den TICE néideg gëtt. Déi budgetär Enveloppe wäert méi kleng ausfalen, an et ass evident, dass dat fir Kappzerbrieches suergt. D'Gewerkschaft vum Gemengepersonal fäert, datt et op d'Käschte vum Personal kéint goen – eng Suerg,

déi hoffentlech net berechtegt ass. A mat der Elektrifizéierung vun der Busflott kommen nach op déi néng Gemenge vum TICE zousätzlech Käschten duer – méi Käschten also, net manner.

Duerfir: Fir d'LSAP ass et evident, datt am zweetgréisste Ballungsraum vum Land mat 180.000 Awunner weiderhin e gudden ëffentlechen Transport garantéiert bleiwe muss an d'Aarbechtsplazen ofgeséchert ginn. Duerfir begréisse mer natierlech all Effort vum Staat, vum Ministère, fir dem TICE an den implizéierte Südgemengen entgéintzekommen. An duerfir droe mer déi genannte Motioun och mat.

De Moie war jo och, souwäit ech weess, eng Reunioun an deem Sënn tëscht der Ministesch an dem Bureau vum TICE. A mir wieren natierlech ganz frou, wann d'Ministesch eis kéint soen, wat hir Konklusioune si vun där Entrevue.

Voilà, zum Projet de loi ginn ech natierlech den Accord vun der LSAP-Fraktioun, also merci fir d'Nolauschteren.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Closener. Deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, op den éischte Bléck hu mir et hei mat méi engem techneschen Dossier ze dinn. Et geet ëm verschidden Investitiounen an d'Infrastruktur vun eisen CFL-Déngschtleeschtungen.

Op den zweete Bléck ass dëst dach e Gesetz, wat méi héich politesch ass. De Staat investéiert iwwer 692 Milliounen Euro an d'CFL, haaptsächlech fir hir Busflott komplett op Elektresch ëmzestellen. Net nëmme mussen all d'Bussen ersat ginn, d'néideg Infrastruktur, wéi zum Beispill Ladestatiounen, mussen och en place gesat ginn.

Wann ee bal 700 Milliounen Euro Lëtzebuerger Steiergelder an esou e Projet investéiert, da sief et sécherlech erlaabt, dësen däerfen e bësse kritesch ze hannerfroen.

Déi éischt Fro, déi sech stellt, ass emol, wat mat deene Bussen, haaptsächlech jo Dieselbusser, déi bis elo am Asaz waren, geschitt, wat mat deene passéiert. Ech weess, datt se an Etappen ofgebaut ginn. Si ginn net vun haut op muer all an enger Kéier ofgebaut. Mee gi se verkaaft an aner Länner, wou se iwwer Jore weider am Asaz sinn? Da wär dëst am Hibléck op déi gewënschten Aspuerung vum CO_2 e komplette Selbstgol.

Da kafe mer Elektrobusser, déi an der Produktioun an am Stroumverbauch héich energieopwänneg sinn, an zur gläicher Zäit rullt eis al Flott op anere Plaze weider. Ergo, mir hunn eng negativ Bilanz opzeweisen. Net vill anescht wär et, wann dës Busse géife verschrott ginn. Eng ze kuerz Liewensspan fir déi héich energieopwänneg Hierstellung vun deene Busse werft nämlech net manner Froen op.

Et stellt sech allgemeng d'Fro iwwert d'Responsabilitéit am Ëmgang mat de Steiersuen. Ass et wierklech gerecht, wann d'Steiergelder fir eng méi ideologesch geféiert Politick muss opkommen, fir déi eng Regierung sech decidéiert?

Als ADR hu mer ëmmer de Prinzipp vun der Technologieoppenheet vertrueden. Grad och eis europäesch Industrie schafft schonns Jore mat Krittäre wéi Wirtschaftlechkeet an Effizienz, soudatt déi bescht Technologie sech aleng mat de Joren duerchsetzt.

Eng iwwerdriwwe politesch geféiert Aflossnam op eis Industrie ass dobäi kontraproduktiv. An anere Länner gëtt kontinuéierlech weider recherchéiert an ëmmer méi effizient a propper Verbrennermotoren. Och hei mécht d'Innovatioun keen Halt. Mir sollten d'Innovatioun net bremsen.

(M. Michel Wolter prend la présidence.)

Et ass ëmsou méi kontraproduktiv, well sech souguer d'Experten net eens sinn, wéi effizient d'Elektrogefierer, an notamment och d'Busser, wierklech sinn.

(Interruptions)

Wéi fält hei wierklech d'Gesamtbilanz aus, wann een all d'Facteure mat arechent: den Impakt op d'Natur bei der Produktioun vun de Batterien aus Seelenen Äerden, déi aus de Minne kommen, de Recycling vun de Batterien et cetera? Och d'Fro, wou de Stroum eigentlech hierkënnt, ass eng kritesch. Wa mer de Stroum fir d'Opluede fir d'Elektrogefierer aus Kuelekraaftwierker bezéien, hu mer sécherlech och keng positiv Energiebilanz opzeweisen. A wéi sech d'Elektrobussen op Laangstrecken eegnen, muss dann nach d'Zukunft weisen.

All dëst si Considératiounen oder Froen, déi derzou féieren, dësen dach méi héich politesche Projet als kritesch unzegesinn. An enger Zäit, wou eis Bierger de Rimm ëmmer méi enk zéie mussen, ass et, denke mer, net ubruecht, esou gigantesch Zommen a Projeten ze investéieren, déi enger méi kritescher Betruechtung net standhalen. Duerfir wäerte mir eis enthalen, well mir sinn awer der Meenung, datt dee Service fir eis Bierger onbedéngt muss bäibehale ginn, wann och vläicht an eng anerer Form.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

M. Michel Wolter, Président de séance | Ech soen dem Här Engelen och Merci fir seng Contributioun a ginn d'Wuert da weider un den Här ...

Une voix | De Mikro.

M. Michel Wolter, Président de séance | O, entschëllegt! Ech sinn dat nach net esou gewinnt. Ech géif dem Här Engelen da Merci soe fir seng Contributioun an ech ginn d'Wuert da weider un deen nächsten ageschriwwene Riedner, den Här Sehovic.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Merci, Här President. Zum Finanzéierungsgesetz sinn déi wichtegst Eckpunkten, mengen ech, ganz gutt resüméiert gi vum Rapporter an och an den Interventiounen, déi viru mer komm sinn. Mir ginn also vu ronn 60 Milliounen iwwer zéng Joer erop op 70 Millioune pro Joer iwwert déi nächst zéng Joer, fir ronn 7,3 Millioune Kilomeeter Busreseau fueren ze loossen, an dësem konkreete Fall vun den CFL.

Jo, Elektrifizéierung, eng gutt Ofdeckung och am net urbane Raum, e gudde Service um Client, gutt Aarbechtskonditioune fir d'Personal, alles dat huet e Präis. Et gëtt elo Vereenzelter, déi soen, och an den Avisen zum virleiende Projet de loi: „Zéng Millioune méi, dat ass ze deier. Mir kënnen do massiv spueren. D'Privatubidder fueren zu däitlech méi gënschtege Konditiounen. De Staat sollt hinnen d'Linnen iwwerloossen. Déi sollten net vun der ëffentlecher Hand gedroe ginn." Mäi Virrieder ass jo an déi selwecht Richtung gaangen. An ech géing em gäre soen, dass déi Steiersuen, déi mer hei opwenden, keng Steiersue si fir iergendeng Ideologie. Et si Steiersuen, déi mer opwenden, fir de Biergerinnen a Bierger e gudden ëffentlechen Transport ze ginn – iwwregens och deenen 30 % am Land, Här Engelen, déi sech keen Auto kënne leeschten an déi dowéinst och ugewise sinn op e gudden ëffentlechen Transport!

(Interruption)

M. Jeff Engelen (ADR) | Dat hunn ech jo guer net kritiséiert!

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Vläicht e kuerzen Exkurs iwwert de Rôle, deen de Bus eigentlech insgesamt an eiser Multimodalitéitskette spillt a spille muss: De Bus ass nieft der Bunn an dem Tram ee vun den dräi Haaptpiliere vun eisem ëffentleche Verkéierssystem. E suergt derfir, dass mer kënnen eng besser Ofdeckung hunn iwwerall op eisem Territoire. An e suergt derfir, dass mer kënnen eng konkurrenzfäeg Offer ubidde par rapport zum Privatauto. De Bus leescht och Sonderdéngschter: Schülertransport, Nuetstransport, Transport vu Mënsche mat besonnesche Besoinen. An domadder ass de Busreseau geneesou wichteg a geneesou strukturéierend eigentlech fir eisen ëffentleche Verkéiersreseau wéi d'Bunn an och wéi den Tram.

Och de Bus, iwwregens, brauch eng spezifesch Infrastruktur, grad an der Zukunft, wa mer wëlle massiv elektrifizéieren. Fir all dat ze assuréieren, fir dobäi och grad am ländlechen an am suburbane Raum e performante Service um Bierger kënnen unzebidden, muss de Staat – an och d'Gemengen, doriwwer da gläich méi – en aktive Rôle spillen a mat Investitiounen en Deel vum Effort matdroen. Dofir, ganz kloer, gëtt och déi gréng Partei den Accord zum virleiende Projet de loi.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, aus aktuellem Ulass – an dat ass jo virdrun och scho geschitt – kënne mer natierlech haut net ofstëmmen iwwert d'Finanzéierungsgesetz fir d'CFL a fir déi 7,3 Millioune Kilomeeter, déi den CFL-Bus soll fueren, ouni net awer op d'mannst och ganz kuerz iwwert de Busreseau am Süde vum Land, iwwert den TICE, ze schwätzen. Well ganz einfach gesot: Den TICE assuréiert fir de Staat dee selwechte Service wéi d'CFL.

An dowéinst – an dat kann ech vläicht och direkt virewechhuelen – droe mir och déi dote Motioun selbstverständlech mat, an ech erklären och ganz genau wéisou: well éischtens d'Wichtegkeet unerkannt gëtt, déi den TICE-Reseau spillt am ëffentleche Verkéier, an zweetens och de Service public, deen den TICE leescht, unerkannt gëtt. An dowéinst – dat kann ech och do schonn direkt soen, da muss ech et duerno net maachen, Här President – wäerte mer déi dote Motioun matdroen.

Wéi gesot, den TICE leescht en änleche Service wéi d'CFL. Um Niveau vum Kilometrage si mer bei den CFL bei 7,3 Millioune Kilomeeter. Beim TICE si mer net bei vill manner: 6,5 Millioune Kilomeeter; awer, groussen Ënnerscheed, wierklech am suburbane Raum fiert en also vill méi engmascheg, huet vill méi Arrêten, och fir kënnen d'Südgemenge besser mateneen ze vernetzen.

D'Verhandlunge lafen. Dat ass jo och e puermol ugeschwat ginn. Mir souzen de Moien nach zesummen an enger konstruktiver Reunioun. Ech sinn iwwerzeegt dervunner, dass mer Vertraue brauchen tëschent de Gemengen an dem Staat, elo an där heiter Situatioun, fir e gudden Accord ze fannen, mee awer och ganz sécher, ganz sécher an Zukunft, well mer et nëmmen zesumme wäerten hikréien, de Staat zesumme mat de syndiquéierte Gemengen, fir dëse wichtege Pilier vum ëffentleche Transport am Süden och an Zukunft kënnen ze assuréieren. A well Vertrauen esou wichteg ass, wäert ech op d'mannst elo op dëser Plaz net an den Detail goe vun den Diskussiounen, déi mer gefouert hunn.

Ech hoffen awer an ech erwaarden och, dass mer do déi selwecht Logik wäerten applizéieren, wa mer iwwert den TICE am Süde schwätzen, wéi mer se hei

applizéieren, wa mer iwwert den CFL-Reseau schwätzen.

Ech wollt dann awer preziséieren ... Et war elo ugeklongen, d'budgetär Enveloppe wär méi kleng oder wäert méi kleng ausfalen. Ech hoffen – an ech muss awer och soen, dass et am Moment net onbedéngt derno ausgesäit –, dass se eeben net wäert méi kleng sinn. Dat ass den Enjeu, mengen ech, vun deenen heiten Diskussiounen, déi mer elo an deenen nächste Woche wäerte féieren.

Ech ginn den Accord vu menger Partei, wéi gesot, fir deen heite Projet de loi. An ech soen Iech Merci.

M. Michel Wolter, Président de séance | Här Sehovic, wann ech dat richteg verstanen hunn, géif den Här Engelen Iech gären eng Fro stellen. Ass dat fir Iech an der Rei?

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Selbstverständlech.

M. Jeff Engelen (ADR) | Jo, ech wollt am Fong geholl drop agoen, well Dir mäin Numm zitéiert hutt. Ech wëll drop hiweisen, datt ech dat, wat Dir gesot hutt, net esou gesot hunn. Ech hunn net gesot, d'Servicer sollen agestallt oder zréckgestallt ginn. D'Servicer solle bäibehale ginn! Duerfir hunn ech ganz zum Schluss gesot, mir géifen eis enthalen, ...

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Jo.

M. Jeff Engelen (ADR) | ... datt de Service bäibehale gëtt fir eis Bierger.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Genee!

M. Jeff Engelen (ADR) | An Dir leet mir elo just de Contraire vun deem an de Mond, ...

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Nee, Dir hutt et jo elo selwer gesot.

M. Jeff Engelen (ADR) | ... wougéint ech am Fong geholl wëll protestéieren. Merci.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Dir iwwerhuelt Är Responsabilitéit net. Dir iwwerhuelt Är Responsabilitéit net, well haut ass de Moment, wou et drëms geet, dass mir 60 hei decidéieren, ob mir 60 Millioune wëlle mobiliséiere fir deen doten ... A wat maacht Dir? Dir enthaalt Iech, well Der net de Courage hutt, fir derfir ze stëmmen. Dat heescht – an dat muss ganz kloer si fir all d'Mënschen hei am Land –, den ëffentlechen Transport hei am Land, e performanten, gudde Service um Bierger, jo, mee awer ouni d'ADR.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Jeff Engelen (ADR) | Et muss een awer och kënne wëssen, wat een investéiert a wéi. Et muss een net egal wéi vill Suen an de Grapp huelen, wéi an d'Onendlecht. D'Leit mussen de Gierdel méi enk schnallen a mir geheien hei mam Geld ëm eis. Ech mengen, dat kënnt Der och net ...

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Ech weess zwar net, a wéi enger Prozedur mer sinn ....

M. Michel Wolter, Président de séance | Här Sehovic, ech consideréieren, dass den Austausch vun de Meenungen eigentlech elo ofgeschloss ass. Dir hutt Äert gesot, den Här Engelen huet Säint gesot. Ech stelle fest, dass Dir net ...

(Interruption par M. Meris Sehovic)

Nee, ech stellen ... Här Sehovic, wannechgelift!

(Interruption par M. Meris Sehovic)

Här Sehovic, wannechgelift!

(Interruptions par M. Meris Sehovic et M. Jeff Engelen)

Et ass elo stopp! An den Echange, deen elo hei kënnt, dee kënnt och net an de Procès-verbal.

(Interruption par M. Jeff Engelen)

D'Diskussioun ass eriwwer!

(Interruption par M. Jeff Engelen)

Ech wär frou, Här Sehovic, wann Der Iech elo géift setzen, an ech wär frou, wann den Här Engelen sech och géif setzen, well ech mengen, dass d'Argumenter hei absolutt fir jiddweree verständlech ausgetosch gi sinn. An ech géif dann deem nächsten ageschriwwenen Orateur, dem Här Marc Goergen, d'Wuert ginn.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Mir hu virdru vun Aushängeschëlder geschwat fir eist Land. Fir eis Piraten ass de gratis ëffentlechen Transport eent vun deenen Aushängeschëlder fir eist Land.

(M. Claude Wiseler reprend la présidence.)

De Projet haut mat 690 Millioune weist awer, dass deen net gratis ass, och wann en esou genannt gëtt. Kommt, mir nennen en einfach emol „ticketlos“. Et muss ee sech keen Ticket méi huelen, mee ee muss awer de Bus bezuelen.

Mir sinn der fester Iwwerzeegung, dass déi Chaufferen, déi do fueren, solle gutt bezuelt ginn. Dofir wäerte mir dësem Projet och haut zoustëmmen. Well wann ee korrekt de Projet gelies huet, ass et esou, dass dëse Projet – an dat huet d'Chambre de Commerce och opgeworf, dat ass och hiert gutt Recht – en héije Käschtepunkt huet duerch déi anstänneg Salairen, déi bezuelt ginn, déi mer vläicht an engem RGTR-Reseau oder op anere Plazen esou net fannen. Dat ass awer e politesche Choix, deen een assuméiere soll. An dat ass och e politesche Choix, dass ee seet, dass deen, deen op deem Bus fiert – vun den CFL, et ginn och nach anerer am Land –, soll gutt bezuelt ginn.

(Interruption par M. François Bausch)

Jo, Här Bausch, Dir hutt vollkomme Recht, d'ADR ass net där Meenung. D'ADR hätt gären en ëffentlechen Transport, dee méi gënschteg wär, wou de Stonneloun vun deene Leit, déi de Bus fuere bei der CFL, méi geréng wär. Dat hu mer virdrun hei erkläert kritt.

Dat ass awer net meng Meenung. Ech sinn der Meenung, dass déi Leit, déi Dag an Nuecht – well do fueren der ganz vill nuets, weekends, Feierdeeg – fueren, solle gutt bezuelt ginn. An dofir wäerte mir och zu dësem Projet stoen, sou wéi mer och an deene leschte Joren zu dem CFL-Schinnereseau stoungen. Well dat ass eng änlech Diskussioun. An ech si frou, dass do den Drock héichgehale ginn ass, dass Lëtzebuerg eng Direktvergab konnt maachen un d'CFL, wéi och hei, well dat ass den eenzege Schutz, deen d'Leit an der Branche hunn, fir herno net ënner Dumpingpräisser ze leiden.

Jo, e klengen Deel vum Budget geet an d'Elektrobussen, déi elo bei d'CFL wäerte kommen. Och dat ass d'Zukunft. D'Diskussioun do ass just – an dat hat ech an der Kommissioun eng Kéier ugeschwat an ech hunn och haut eng passend Motioun do matbruecht –: Am Projet gi mer elo hin a mir elektrifizéieren de Reseau. Dat heescht, déi Bornen, déi gebaut ginn, ginn och mat am ëffentleche Raum gebaut. Ech schwätzen do net vun deenen am Depot vun den CFL, mee déi am ëffentleche Raum laanscht d'Stroossen, laanscht de Busreseau.

Elo krut ech awer do als Äntwert an der Kommissioun, dass aner Operateure wéi d'CFL déi net kéinte benotzen. Dat heescht, wann elo eng RGTR-Linn oder vun engem aneren déi géif kräizen, misst deen op där selwechter Plaz, wann en en Elektrobus hätt, erëm eng nei Born bauen. Dat ass fir mech zwar sënnlos. Hei gëtt mat Steiergelder schonn eng Infrastruktur, déi ech fir sënnvoll halen, geschaf. An dofir hunn ech haut eng Motioun matbruecht, dass dee Reseau soll op sinn, änlech wéi Chargy, dass een einfach seng Kaart géing duerchzéien als Operateur an et kéint een och säi Bus um Reseau dann oplueden.

Et si scho vill Leit, déi et ugeschwat hunn, dat ass eisen TICE am Süden. Jo, firwat hunn haut esou vill Leit et ugeschwat? Ma ganz einfach, well och do eng nei Konventioun muss ausgehandelt ginn. A fir mech gehéiert et einfach zu enger Gerechtegkeet, dass déi Konditioune genau, mindestens genau d'selwecht sinn. Et ka jo net sinn, dass een op där enger Säit enger CFL Konditiounen zougesteet an a Verhandlunge seet een dann: „Nee, beim TICE mussen déi Konditiounen awer drënner sinn.“ An der leschter Chamberssëtzung, nodeems ech déi Froe gestallt hunn, krute mer da gesot, jo, den TICE misst sech esou un d'RGTR-Präisser upassen. Dat steet fir eis Piraten komplett ausser Fro. Den TICE ass en ëffentleche Service, wou och gutt Salairë bezuelt ginn, wou gutt Formatioune sinn, wou eng gutt Qualitéit ass. Da kann et fir eis net sinn, dass een herno sech um RGTR-Präis soll orientéieren.

Dofir hunn ech och haut eng Motioun matbruecht, dass dem TICE mindestens déi selwecht Konditiounen zougesprach gi wéi elo an dësem Projet der CFL. Well dat ass jo einfach eng Gerechtegkeet, déi muss sinn: Wann de Mobilitéitsministère engem Operateur e gewëssene Käschtepunkt zougesteet, muss en et och deem aneren zougestoen. Et ka jo net herno sinn à la tête du client.

An dann hunn ech nach eng Motioun matbruecht – well dat ass jo och en Theema beim TICE – iwwert d'Elektrifizéierung, wou ech se och gutt fannen. Just den TICE ass eng speziell Diskussioun, well den TICE huet als éischten Operateur, wann ech et richteg am Kapp hunn, deemools op Gas ëmgestallt. An an Tëschenzäit ass den TICE op Biogas ëmgeklommen, wat laut enger Question parlementaire, wou deemools den Här Bausch mer nach geäntwert huet, och emissiounsneutral ass.

D'Fro ass eeben elo: Wann d'Regierung hir Konditiounen, wéi se se am Moment huet, bäibehält, da muss 2030 och d'Flott vum TICE komplett erneiert sinn – wat awer fir mech eigentlech sënnlos wär, wann een hautzudaags e Biogas huet, wou een emissiounsneutral ka fueren, an dass een awer géing soen, déi Busser kënnen an Zukunft op d'mannst nach weider gefuer ginn, bis se dann auserneefalen oder net méi ze gebrauche sinn. Mee awer net, dass een elo déi gutt Busser, déi zum Deel een, zwee Joer al sinn, géing verkafen, just dass een herno 2030 misst komplett op Elektresch ëmstellen. An déi passend Motioun hunn ech och matbruecht.

Dir gesitt, den ëffentlechen Transport ass e grousst Theema an e läit ..., nodeems mer elo dëse Projet jo wäerte majoritär, ouni d'Stëmme vun der ADR, fir déi gutt Aarbechtskonditioune bei der CFL de Mëtteg stëmmen, fir dass mer och an Zukunft wäerten déi gutt Aarbechtskonditioune beim TICE bäibehalen.

Merci.

Motion 2

D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest:

– Am Koalitiounsprogramm vun 2018–2023 hat sech déi vireg Regierung verflicht, fir de Busreseau (RGTR) bis 2030 emissiounsfräi ze maachen duerch den Ausbau vun enger Flott vun Elektrobusser. Dës Moossnam ass och am Klima- an Energieplang (Moossnam n° 414) festgehalen, zu deem dës Regierung sech bekennt.

– Mam Gesetzesprojet n° 8322 soll „la mise en place progressive des infrastructures de chargement pour les bus électriques“ an „une augmentation globale de 25 %

sur dix ans du coût de l'entretien du parc électrique par rapport au parc diesel en raison du coût engendré par le remplacement des batteries" finanzéiert ginn.

– D'Luedstatioune vun den CFL stinn aktuell nëmmen den CFL-Busser zur Verfügung, wat net sënnvoll ass, well de Risiko besteet, dass Luedstatiounen duebel nieftenee gebaut ginn, amplaz eng gemeinsam Struktur a Synergien ze notzen.

Aus dëse Grënn invitéiert d'Chamber vun den Deputéierten d'Regierung,

– fir d'CFL-Luedstatiounen, do wou et méiglech ass, fir all Busoperateuren opzemaachen, soudass all Elektrobus Stroum op dëse Borne lueden a bezuele kann.

(s.) Marc Goergen.

Motion 3

D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest:

– Tëschent dem Bussyndikat TICE an dem Lëtzebuerger Staat existéiert eng Konventioun, déi de Finanzement vum TICE reegelt, an dës Konventioun muss bis Enn vun dësem Joer nei verhandelt ginn.

– An engem Schreiwes vun der Personaldelegatioun vum TICE aus dem Summer 2023 gouf virdru gewarnt, dass verschidde Buslinne beim TICE net méi vum Staat solle subventionéiert ginn.

– Fir d'Joer 2024 krut den TICE ronn 52 Milliounen Euro zougesprach, mee am Budget pluriannuel fir déi nächst Joren ass keng Erhéijung virgesinn.

– Mam Gesetzesprojet 8322 kritt d'Busnetz vun den CFL iwwer 10 Joer eng Erhéijung vun 20 % zougesprach, fir den ëffentlechen Transport ze stäerken.

– D'Membergemenge vum Bussyndikat TICE hunn dëst Joer scho missen d'Méikäschte vum TICE stemmen, woubäi d'Käschte fir verschidde Gemengen ëm ronn 33 % eropgaange sinn.

Aus dëse Grënn invitéiert d'Chamber vun den Deputéierten d'Regierung,

– fir den TICE-Reseau, gradesou wéi d'Busser vun den CFL, weider ze fërderen;

– bei der Konventioun mam TICE no 2024 keng finanziell Hëllefen ze kierzen, mee dem TICE mindestens déi selwecht Konditiounen an Erhéijungen zouzegestoe wéi der Busflott vun den CFL.

(s.) Marc Goergen.

Motion 4

D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest:

– D'Klimakris erfuerdert kuerzfristeg an ambitiéis Mesüren, fir esou séier wéi méiglech e klimaneutraalt Liewen a Wirtschaften zu Lëtzebuerg ze erreechen.

– D'Dekarboniséierung vum Transportsecteur ass e wichtege Facteur beim Erreeche vun der Klimaneutralitéit.

– Eng Ëmstellung vu fossillen Energien op erneierbar Ressourcen ass dofir och beim ëffentlechen Transport noutwenneg.

– D'Regierung plangt, d'Busflott vum TICE bis 2030 ze erneieren an déi bestoend Busser duerch Elektrogefierer ze ersetzen.

– D'Zäregaser, déi am Zesummenhang mam Transportsecteur stinn, ginn net nëmme vu Gefierer ausgestouss, déi mat fossille Brennstoffer bedriwwe ginn, mee entstinn och bei der Produktioun vun dëse Gefierer.

– Bei der klimafrëndlecher Erneierung vun de Gefierer vun der Flott vum ëffentlechen Transport ass et wichteg, drop opzepassen, dass d'Emissiounen, déi duerch d'Uschafung vun engem neien ökologesche Gefier agespuert gi par rapport zu der weiderer Benotzung vun engem ale Gefier, net duerch d'Emissioune bei der Hierstellung vun dem neie Gefier opgehuewe ginn.

– Bei der klimafrëndlecher Erneierung vun de Gefierer vun der Flott vum ëffentlechen Transport ass et wichteg, drop opzepassen, dass Materialressourcen net onnéideg verschwent ginn.

Aus dëse Grënn invitéiert d'Chamber vun den Deputéierten d'Regierung,

– bei der geplangter Erneierung vun der TICE-Flott bis 2030 eng Approche ze wielen, bei där scho virun 2030 keng nei Busser méi kaf ginn, déi mat fossille Brennstoffer ugedriwwe ginn, mee wou déi nach funktionéierend Biogasbusser vun der TICE-Flott och iwwert 2030 eraus nach fueren dierfen an eréischt dann duerch nei nohalteg Gefierer ersat ginn, wa si net méi asazfäeg sinn, fir eng Ressourceverschwendung an déi domat verbonnen Zäregasemissiounen ze vermeiden.

(s.) Marc Goergen.

M. Sven Clement (Piraten) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. An domat wär dann d'Wuert fir de leschte Riedner vun haut, den Här David Wagner.

A, pardon, et deet mer leed, Här Wagner. Den Här Engelen hat nach d'Wuert gefrot.

M. David Wagner (déi Lénk) | Dat deet mir och leed.

M. Claude Wiseler, Président | Ech wëll awer just checken, firwat en d'Wuert gefrot huet. Ass et fir eng Fro?

M. Jeff Engelen (ADR) | Ech wëll just soen ... Ech wëll dem Här Goergen awer nach eppes kloerstellen.

M. Claude Wiseler, Président | Jo.

M. Jeff Engelen (ADR) | Den Här Goergen huet gesot, mir wiere géint Paien oder mir wären do dergéint. Ech wëll kloerstellen: Mir hunn ni vun de Paie geschwat hei, vun de Chaufferen! Dat stelle mer net a Fro, op kee Fall. Mir hu just geschwat vun anere Saachen. An ech mengen, dat soll een awer och korrekt dobaussen duerstellen. Dir wëllt jo ëmmer alles korrekt vun eis hunn, dann, wannechgelift, och mir vun Iech! Merci.

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Sou, dat war Är Richtegstellung.

M. Marc Goergen (Piraten) | Här Engelen, Dir hutt hei op der Bün gesot, d'Leit missten de Rimm méi enk maachen, et géing elo ze vill Budget dofir benotzt ginn. A mengem Verständnis mengt Dir do och d'Salairen.

M. Claude Wiseler, Président | Voilà, jiddwereen huet elo seng Positioune kloergemaach. Dann ass et elo un Iech, Här Wagner.

M. Jeff Engelen (ADR) | Dat ass elo mat den Hoer erbäigezunn!

M. Claude Wiseler, Président | Et ass elo just um Här Wagner!

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Et wier vläicht besser, wann d'ADR heiansdo e bësse méi kloer géif schwätzen. An ëmmer sou e bëssen dertëscht sinn, sou op zwou Bunne spillen, dann ass et kee Wonner, datt een Iech net sou richteg versteet. An dat ass zum Beispill och de Fall, wann Der permanent do mat Ärem Diesel kommt an esou weider, wéi wann dat esou en hellegt Gedrénks wier.

(Hilarité)

Mee et ass wierklech e Problem, well ... Ok, Stroum gëtt produzéiert aus verschiddene Quellen. An dat sinn net onbedéngt all allkéiers och ganz propper Quellen. Dat wësse mer. Dat wësse mer all. Dofir muss een och an déi Richtung goen, fir kënnen esou vill wéi méiglech proppere Stroum ze fabrizéieren. Diesel, Pëtrol prinzipiell – Diesel, Bensinn kënnt jo vu Pëtrol –, dat ass ëmmer ëischtens knaschteg a späizt ëmmer CO_2 eraus.

An duerno, wa mer och iwwert d'Aart a Weis ..., well dat ass jo och en zweet Argument, wou Dir ëmmer domadder kommt an anerer och aus deem politeschen Eck, och op de soziale Reseauen. Op eemol huet een en Androck, datt Dir entdeckt, datt Leit oder Kanner an Afrika zum Beispill ausgebeut ginn, wat tatsächlech eng Realitéit ass. Mee et huet een Iech ni héieren an anere Situatiounen, just elo op eemol: „O, do si Minnen, Rar Äerden an esou weider. Do gi Kanner ausgebeut." Dat ass net ... Dat stëmmt och, dat ass e Problem. Mir hate jo och souguer nach gëschter e Putschversuch a Bolivien, well do huet et och eppes domadder ze di mam Lithium.

Une voix | Saudiarabien ass jo och e ganz demokrateschт Land.

M. David Wagner (déi Lénk) | Genau. Mee de Problem ass: Beim Pëtrol, do ginn och Kanner ausgebeut. Elo zum Beispill den Oleoduc Uganda–Tansania, 1.400 Kilometeer. Si hu Pëtrol fonnt an Uganda an dee soll bis an Tansania transportéiert ginn iwwer e groussen Oleoduc. Dat ass eng Katastroph fir ganz vill Leit. Zum Beispill verléieren do Dausende vu Leit hir Lännereien. Si kënne se net méi benotzen. Dat produzéiert dann elo ganz krass Aarmut, Honger, Kanner, déi schaffe musse goen ënner onméigleche Konditiounen, fir datt d'Famillje kënnen iwwerliewen. Dat condamnéiert d'ADR ni. Firwat hutt Dir ... Ma nee, Dir schwätzt ëmmer nëmme vun der Elektromobilitéit, dat wär ganz schlëmm, mee de Pëtrol, dat ass anscheinend ganz propper.

(Interruption)

Voilà, mee dofir musst Der och e bësse méi korrekt sinn an ophalen, d'Leit dobaussen och duerjerneenzebréngen.

Bon, mee elo, mir stinn och komplett dozou. Mir wäerten dat heiten natierlech matdroen. Et ass jo och interessant, et ass wouer, den Här Graas ass dorobber agaangen a mir hunn all misse feststellen a mir wëssen dat och, datt u sech de Reseau vun der Eisebunn zréckgaangen ass zu Lëtzebuerg, am ganze Westen, an den USA och, zu enger Zäit, wou och en anert Transportmëttel sech jo staark entwéckelt huet. Dat war grad den Auto. Dat war natierlech net ganz schlau, well elo musse mer erëm méi an d'Eisebunn investéieren an erëm dat réckgängeg maachen, wat mer deemools réckgängeg gemaach hunn. Well u sech war d'Bunn schonn och deemools eppes, wat zukunftsträchteg war.

Bon, elo zu deem heiten Accord tëschent dem Staat an den CFL fir de Busreseau: Mir wäerten deen natierlech ënnerstëtzen. Mir fannen dat och gutt, datt mer jo och e Glissement vun 1,5 % am Salaire hunn. Dat ass scho mol eng gutt Saach. Mir sinn natierlech awer och der Meenung, genausou wéi d'Chambre des Salariés, datt een awer misst kucken, datt een d'Evolutioun vun de Gehälter elo do och misst knäppen oder bannen un d'Evolutioun vun de Gehälter am ëffentlechen Déngscht. An et muss een natierlech och derfir suergen, datt d'Astellungspolitick och der demografescher Evolutioun wäert entspriechen.

A jo, natierlech, wann ee vergläicht elo de Käschtepunkt bei der CFL ... Dat ass 8,46 Euro de Kilomeeter. Dat ass e ganz groussen Ënnerscheed par rapport zum Käschtepunkt vun der Flott, déi ënner Kontrakt ass mam RGTR, wou mer bei 3,93 Euro sinn. Dat

heescht, mir mussen derfir suergen, datt d'Leit, d'Chaufferen, d'Buschaufferen, gutt bezuelt ginn. Den ëffentlechen Transport soll ëffentlech bleiwen, soll och esou mann wéi méiglech – wann iwwerhaapt guer net – geoutsourcet ginn. Mir däerfen net dee Feeler maachen, deen d'Stad Lëtzebuerg mécht zum Beispill, wou d'Majoritéit vun de Busser geoutsourcet ginn. Dat ass net gutt. Dat muss ee réckgängeg maachen. Dat muss ee réckgängeg maachen, wou mer e groussen Deel dovunner ...

(Interruption)

Bon, egal ... Dann awer e groussen Deel dovunner. Mee op jidde Fall musse mer ... Elo hunn ech de Schäfferot waakreg gemaach.

(Hilarité)

Op jidde Fall si mer der Meenung, datt et an ëffentlecher Hand soll bleiwen. An natierlech, et ass ... All meng Virriedner hunn et gesot, et schéngt scho bal e Konsensus ze ginn, ausser d'ADR, wou et net kloer ass, wou een net esou richteg weess, ob si der Meenung sinn, datt d'Chauffere sollen ënner gudde Konditioune schaffen a bezuelt ginn. Mee u sech, bei deene meeschte gouf et gesot, datt mer dat brauchen. An da stellt sech d'Fro justement och, ob déi Leit, déi fir den TICE schaffen, wéinstens – wéinstens! – genausou gutt Konditiounen och an de Gehälter wäerte kréie wéi elo mat dësem Vertrag mat der CFL. Dat ass ganz wichteg.

Voilà, dat gesot, wäerte mer natierlech dat heite matstëmmen. Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. An dann ass elo d'Lëscht vun eisen ageschriwwene Riedner ofgeschloss.

An dann hätt d'Regierung d'Wuert. Madamm Ministesch, et ass un Iech. Madamm Ministesch.

Prise de position du Gouvernement

Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, ech soen natierlech och dem Rapporteur Gusty Graas e grousse Merci fir säi mëndlechen a säi schrëftleche Rapport. Ech mengen, ech erspueren Iech elo eng ganz laang Ried vu menger Säit, well ech mengen, wat hei den CFL-Kontrakt ugeet, ass ganz villes gesot ginn, mat deem ech absolutt averstane sinn. An ech maachen elo keng laang Ried, net well et fir mech net wichteg ass, bien au contraire, hei geet et wierklech ëm e Service public, deen historesch gewuess ass, deen extreem wichteg bleift och an Zukunft.

Jo, 692 Milliounen Euro iwwer zéng Joer, dat si vill Suen, mee ech mengen, déi si wierklech gutt investéiert. D'Offer bleift déi nächst zéng Joer dann och konstant, mat 7,3 Millioune Kilomeeter pro Joer. An effektiv wëll ech ënnersträichen, dass déi gesamt Busflott da bis 2030 op 100 % elektresch Energie wäert ëmklammen.

Ech soen Iech alleguerten e grousse Merci fir d'Ënnerstëtzung fir deen heite wichtegen, wichtege Projet. Mir haten e ganz gudden Echange och an der zouständeger Kommissioun heiriwwer an ech soen Iech Merci fir déi gutt Zesummenaarbecht a fir d'Zoustëmmung.

Vu dass iwwert den TICE geschwat ginn ass, dann ee Wuert dozou. Ech ginn do net an den Detail. An ech froe mir do d'Versteesdemech, well mir sinn a Verhandlungen. Déi Verhandlungen, wéi och den Här Sehovic gesot huet, déi verlafe wierklech gutt. Hei gëtt, mengen ech, fir déi éischte Kéier wierklech a voller Transparenz geschafft. A wann een an Transparenz schafft, da schaaft dat effektiv Vertrauen. An dat ass dat, wat wichteg hei ass.

Fir mech ass et wichteg, dass mer och fir den TICE e System fannen, op deem mer opbaue kënnen, deen effikass ass, dee performant ass an deen nohalteg ass. Do schaffe mer drun, an ech sinn absolutt determinéiert, dass mer dat virum Summer och nach wäerte gutt hikréien. Ech sinn iwwerzeegt, datt mer dat am Interessi vum TICE – „TIICHE" géif ech am léifste soen, well dat klëngt méi schéin – hikréien. Ech sinn op alle Fall absolutt engagéiert, fir eng gutt an eng nohalteg Léisung fir den TICE ze fannen.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Minister. Domat wär dann d'Diskussioun zu dësem Projet de loi ofgeschloss.

A mir géingen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8322 kommen. Den Text steet am Document parlementaire 8322[4].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8322 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Nach e klengen Effort, da si mer esou wäit. A, ben, voilà. Fin du vote.

D'Resultat vum Vote ass: 55 Jo-Stëmme bei 5 Abstentiounen. Dëse Projet de loi ass also mat 55 Jo-Stëmme bei 5 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach (par M. Paul Galles), Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen (par Mme Françoise Kemp), Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert (par Mme Stéphanie Weydert), Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet (par M. Maurice Bauer) ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Gusty Graas), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann (par M. André Bauler), Mandy Minella (par Mme Barbara Agostino), Lydie Polfer (par M. Luc Emering) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten (par M. Georges Engel), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert (par Mme Claire Delcourt) ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser (par M. Fred Keup), Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Motions

Da komme mer zu deene Motiounen, déi Der hei eragereecht hutt.

Motion 1

Eng éischt Motioun, déi eragereecht ginn ass vum Här Graas. Här Graas, wëllt Dir nach eng Kéier Stellung dozou huelen?

(Négation)

Dat ass net de Fall. Dir hat et och schonn expliżéiert virdrun. Dann hunn ech nach Wuertmeldungen. Den Här Engelen huet sech zu Wuert gemellt. Här Engelen, Dir hutt dann d'Wuert.

M. Jeff Engelen (ADR) | Jo, merci, Här President. Ech wëll just dozou umierken: Mir hunn déi Motioun net ënnerschriwwen, well mer bei zwee Passussen eis Bedenken oder Schwieregkeeten haten, mee dat wëllt awer net heeschen, datt mer net mat der Zilsetzung vun där ganzer Geschicht averstane sinn. An ech hunn et och scho virdrun, wéi den Här Graas gesot huet, gesot: Mir stëmmen déi Motioun natierlech mat, well et ass ganz wichteg, datt hei eppes geschitt. Merci.

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Engelen. Domat ginn ech dann dervun aus, datt mer dës Motioun kënne mat Handophiewen ofstëmme loossen. Oder ass een, dee gär ...

(Interruption par M. François Bausch et hilarité)

Här Bausch ... Oder ass een do, dee gären eng Ofstëmmung mat ...

(Négation)

Dat ass net de Fall.

Da stëmme mer se mat der Hand of.

Vote sur la motion 1

Wien dofir ass, streckt d'Hand an d'Luucht.

Wien dergéint ass, dee streckt elo d'Hand an d'Luucht.

(Hilarité)

Ass een, dee sech enthält?

Dann ass dës Motioun à l'unanimité ugeholl.

Motions 2 à 4

An da komme mer zu der Motioun Nummer 2 vun dem Här Marc Goergen. Här Goergen, wëllt Dir nach dozou Stellung huelen?

M. Marc Goergen (Piraten) | Nee, Här President.

M. Claude Wiseler, Président | Dir hutt dat virdru scho gemaach. Wie wëllt dozou Stellung huelen? Den Här Spautz.

M. Marc Spautz (CSV) | Merci, Här President. Och merci dem Här Goergen fir d'Aarbecht vun deene Motiounen. Wann Der erlaabt, géif ech och direkt zu deenen dräi Motioune matenee Stellung huelen.

Hie schwätzt eng Kéier vun de Luedstatiounen, e schwätzt eng Kéier vun de Bussen a vun de finanziellen Hëllefen an e schwätzt eng Kéier vun neie Bussen, wann d'Ëmstellung vun der Busstruktur ass.

Ech mengen, et muss een awer elo der Ministesch eng Chance ginn, fir déi Verhandlunge kënnen ze féieren, déi amgaange sinn. An dat ass jo och ganz kloer an där Motioun vu virdrun, déi mer elo just unanime ugeholl hunn, gesot ginn. An d'Madamm Minister huet eis jo an Aussiicht gestallt, dass mer nach an deenen nächste Wochen, fir net ze soen „a Méint", zu engem Accord kommen.

Wa mir elo esou eng Motioun hei maachen, da gesinn ech et awer schwiereg, wéi do nach solle Verhandlungen iwwert déi eenzel Punkte stattfanne kënnen.

Dat selwecht ass jo dat mat der „solution" – esou steet och dran – „solution pour le financement futur du syndicat". Domat ass jo gesot ginn, dass een alles géif maachen, fir dass déi Hëllefe kënnen erfalen.

An dat selwecht am drëtte Punkt, „le cadre de la transition durable". Dat ass jo kloer, dass dat sech op d'Busse bezitt. Ech sinn der Meenung, dass et net de Moment ass, Här Goergen, fir esou absolutt Är Motioun ze stëmmen, well soss déi vu virdrun, wou mer gesot hunn, mir géifen der Madamm Minister d'Mandat ginn a si soll kucken, zu engem Accord ze kommen, domadder superfetatoire wier, a mir géifen dee Spillraum ewechhuelen.

Dofir géif ech soen, dass et de Moment net gutt wier, wa mer déi Motiounen 2, 3 a 4 géife stëmmen, mee dass mer solle bei deem bleiwen, wat mer an där éischter gesot hunn: Der Ministesch e Mandat ginn, fir déi Konventioun zwëschent Staat an TICE ze verhandelen, well et wichteg ass, dass do eng Solution fonnt gëtt, wat de Finanzement vum Syndikat ubelaangt, dass et och drëm geet, bei der Transition durable a beim Fonctionnement vum TICE eng Méiglechkeet ze fannen. A mir hu jo och gesot, dass et jo eng Roll vum Service public ass – dat steet bei de Consideranten –, dat ass och wichteg, a mir sollen et elo mol dobäi beloossen. Wat awer dann net ausschléisst – deemno, wann d'Madamm Minister nach vläicht d'Chance huet, eis virum 11. en Accord ze presentéieren, ech weess et net –, dass mer dann eng Kéier dodrop zréckkommen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci.

M. Marc Spautz (CSV) | A wat d'Statiounen ubelaangt, sinn ech och der Meenung, dass een do awer ...

Ech verstinn, dass een net soll siwe Stéck niewententee maachen, mee et muss een awer do och kucken, wéi ee ka verhandelen. Ass dat den TICE? Ass dat CFL? Ass dat herno den RGTR oder sinn dat déi individuell Entreprisen? D'Iwwerleeung ass 100%eg richteg, dass een dat soll maachen, mee et muss een do och d'Méiglechkeet schafen, dass déi eenzel Bedreiwer vun de Busflotten och een Accord solle fannen. Mir wëssen, beim RGTR si privat Entreprisen dran, déi RGTR fueren. Déi privat Entreprisen hunn awer och Bussen, déi net RGTR fueren, déi fir Tourismus fueren an esou weider an esou fort. Dat misst een awer och an deem Fall virun de Verhandlunge klären, wie wat mécht a wie sech wat dee Moment do kann huelen.

Villmools merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Spautz. Wie wëllt nach d'Wuert dozou huelen? Här Graas.

M. Gusty Graas (DP), rapporteur | Merci, Här President. Och ganz kuerz zu deenen dräi verschiddene Motioune vun de Piraten.

Bon, wat d'Motioun 2 ubelaangt, effektiv muss een och do vläicht deen techneschen Aspekt considerééieren, well jo anscheinend dann awer net all Bus op där selwechter Statioun kann opgeluede ginn. Do wär vläicht éischter de Wee vu bilateralen Ofkommessen zwëschent deenen eenzelne Busentreprisë virzegesinn, soudatt ech géif menger Fraktioun proposéieren, déi Motioun 2 ofzeleenen.

Bon, d'Motiounen 3 a 4 kann een och an engem Saz am Fong geholl hei kommentéieren. Den Här Spautz ass zu Recht drop agaangen. Ech mengen, mir sinn hei ..., net mir, d'Madamm Ministesch ass matten a Verhandlungen. Da wier et vläicht awer net ganz glécklech, wa mir elo schonn op der Place publique géife verschidde Fuerderungen, déi vläicht berechtegt sinn, hei diskutéieren an als Chamber u sech schonn Decisiounen dann am Fong geholl am Virfeld géifen treffen an der Ministesch da missten esou mat op de Wee ginn.

Duerfir proposéieren ech awer och, elo mol déi Diskussiounen ofzewaarden, déi jo dann de Moie schonn ugefaange gi sinn an och nach weidergefouert ginn. An da kann een, le moment venu, gegeebenefalls nach iwwert déi eng oder déi eng aner Saach diskutéieren. Mee ech proposéieren dann och der DP-Fraktioun, d'Motiounen 3 a 4 ofzeleenen.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Graas. Den Här Sehovic huet d'Wuert gefrot.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Merci, Här President. Par rapport zur Motioun 2, wou et ëm d'Luedstatioune geet, kéint een elo an technesch Detailer goen an da géif ee feststellen, dass et dräi verschidde Luedtechnologië gëtt an dass een do muss kucken, wéi een dat organiséiert.

Ech verstinn awer, wat den Här Goergen hei mat där Motioun wëllt maachen. An et ass richteg, dass mer zu Lëtzebuerg an och an der ganzer Europäescher Unioun am beschte Fall net nëmme fir d'Bussen, mee och fir d'Autoe kucken, dass mer interoperabel sinn, fir dass een déi Luedstatioune ka beschtméiglech notzen. Dofir, mengen ech, kënne mir déi dote Motioun ënnerstëtzen.

Par rapport zur Motioun 3 sinn ech eigentlech och der Meenung, dass dat, wat mer virdrun alleguerten zesumme gestëmmt hunn als Chamber, an unanime souguer gestëmmt hunn, wann ech dat elo richteg gesinn hunn, e staarkt Zeechen ass fir déi Negociatiounen. Bon, ech gesinn awer och elo net de Problem, fir déi doten esou ze ënnerstëtzen.

A par rapport zur Motioun 4, do wäert ech menger Partei recommandéieren, fir déi net matzedroen, well ech do verschidden Theesen an de Consideranten net deelen a well et e Konzept gëtt, Här Goergen, dat nennt ee „Bussen amortiséieren". Dir waart mer an Ärem Räsonement awer ze no beim Här Engelen, ...

Plusieurs voix | O!

M. Meris Sehovic (déi gréng) | ... fir esou ze maachen, wéi wa mir elo géife wéinst der Klimatransitioun hei à gogo Busser ewechgeheien an esou weider. Dat ass et net. Déi Busser, déi mer hunn – an ech mengen, dat gëllt fir all Operateur –, do kuckt een, dass déi sech iergendwéi amortiséieren an dass een dat progressiv, schrëttweis dann austauscht. Dat ass op d'mannst de Plang, mengen ech, vun allen. An an deem Sënn géif ech op d'mannst menger Partei recommandéieren, d'Motioun 4 net matzedroen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Sehovic. Den Här Biancalana.

M. Dan Biancalana (LSAP) | Merci, Här President, wat effektiv déi zweet Motioun ugeet ronderëm d'Luedstatiounen, ech mengen, déi ass eis ganz sympathesch. Et sinn eng Rei Grënn ugefouert ginn, déi mir och deementspriechend ënnerstëtze kënnen.

Wat déi drëtt Motioun ugeet an déi Diskussiounen, déi mer elo hei haten: Déi Motioun, déi mer och ugeholl hunn, ech mengen, déi gëtt jo souwuel der Ministesch wéi awer och dem TICE an och de Büroe vum TICE, déi a Verhandlunge sinn, eng gewësse Marschroute, fir déi Negociatiounen hei kënnen op en Enn ze bréngen an, wéi et och hei ugedeit gouf, ze probéieren, virun der Summervakanz nach ze ënnerschreiwen. An dofir, mengen ech, musse mer hinnen och déi Flexibilitéit ginn, déi Negociatiounen do en toute transparence, wéi d'Madamm Ministesch gesot huet, kënnen ze féieren.

Dofir sinn ech der Meenung, dass mer déi drëtt Motioun als LSAP also kënnen droen, well se effektiv an déi selwecht Richtung geet. An effektiv, déi véiert Motioun, déi géife mer deementspriechend net matdroen. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Biancalana. Ech gesinn elo weider keng Wuertmeldung. Dach, ech gesinn nach eng Wuertmeldung, den Här Wagner. Dir sëtzt do am rietsen Eck, Här Wagner, vu mir aus gekuckt. Dofir, voilà.

(Interruptions et hilarité)

M. David Wagner (déi Lénk) | Jo, mir wollte jo an de lénken Eck sëtze kommen, an Dir wollt dat jo net. Voilà.

M. Claude Wiseler, Président | Ok. Allez!

Une voix | O!

M. David Wagner (déi Lénk) | Ok, merci, Här President. Jo, also zur Motioun 3: Mir haten eis och e bëssen iwwerluecht, fir eng Motioun an deem Sënn ze maachen, an duerno duechte mer, datt dat awer vläicht e bësse geféierlech ass, well egal, wat mer als déi Lénk souwisou an enger Motioun fuerderen, wäert d'Majoritéit se net unhuelen, an dann ass dat bei esou enger wichteger Saach vläicht keng gutt Iddi. Mee reellement hu mir esou iwwerluecht! Et ass traureg, mee et ass esou.

An natierlech si mir och averstane mat der Motioun vun de Piraten. Mir fannen, d'Argumentatioun fir ze soen, et wier net gutt, wann d'Chamber elo d'Ministesch scho géif bannen un eng Partie Krittären, wa se duerno dann an eng Negociatioun misst goen, net gutt. Wann ech mer elo ukucken, wat do gefuerdert gëtt a wat dann d'Chamber géif fuerderen an d'Regierung dermat beoptragen, dat ass justement fir ze soen, ben voilà, datt den TICE-Reseau déi selwecht Konditioune kritt wéi elo d'CFL. A souwäit ech verstanen hunn, ass dat jo och grad eng Revendicatioun vum Verhandlungspartner. Op jidde Fall ass de Verhandlungspartner éischter der Meenung, datt dat an déi Richtung misst goen.

Dat heescht, mir géifen eppes fuerdere vun der Ministesch, wou de Verhandlungspartner u sech éischter dermadder d'accord ass. Dat géif jo dann d'Ministesch guer net bannen. Dat wär u sech just, fir d'Verhandlungen am Sënn vun de Leit, déi fir den TICE schaffen, méi positiv ze gestalten a fir duerno och ze assuréieren, datt se wéinstens gutt Aarbechtsverhältnisser wäerten hunn.

Dofir wäerte mer dat heite matstëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. Elo gesinn ech keng Wuertmeldung méi. Dir wëllt nach als Auteur vun de Motiounen zum Schluss d'Wuert kréien. Do hutt Der e Recht drop, Här Goergen. Da fuert lass!

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Ech fänken der Rei no un. Also, d'Iwwerleeung bei de Luedstatioune war, dass déi aner Operateure sech elo scho kënnen drop virbereeden. Et ass mir bewosst, dass et do verschidde Systemer gëtt. Mee wann déi Systemer zou sinn, wäert och e Privaten elo net investéieren an déi Busser kafen. An dat ass jo net eppes, wou mer iwwert d'Zukunft schwätzen, mee de Projet hu mer jo haut gestëmmt.

Haut an deem Projet hutt Dir jo déi Borne matgestëmmt. Dat heite wär just de Message gewiescht, déi Bornen opzemaachen. Wann en aneren Operateur kënnt, hält e seng Kaart dohin. Natierlech muss en dee selwechte Bus kafen, dat läit jo op der Hand!

Dat ass jo wéi bei den Autoen, Dir kënnt jo och do net bei eng Born goen, déi net kompatibel ass. An hei ass et eeben dat selwecht am Busreseau. Dat wär esou einfach gewiescht.

Bon, elo muss een dann erëm waarden, an déi aner Operateure si sech dann elo net sécher, ob si

jeemools wäerte kënnen hir Busser do lueden. Déi musse jo och laangfristeg akafen. Bon, ok.

Dann déi zweet: Jo, ech hunn a sech d'Ministesch net gebonnen, well ech hunn einfach gesot, dass ee gerechterweis déi selwecht Konditiounen, mindestens – dofir steet dat nämlech dran, dat Wuert, mindestens – muss usetze wéi bei den CFL. Fir mech ass dat eigentlech eng Selbstverständlechkeet. Ech wousst jo och net, dass den Här Graas haut nach eng Motioun zum TICE matbréngt, wéi ech dat gëschter virbereet hunn. Fir mech ass et eng Selbstverständlechkeet, wa mir haut zu enger grousser Majoritéit der CFL dat doten zougestanen hunn, dass dat am nächste Pak fir den TICE och mat dran ass.

Ech sinn awer gäre bereet, déi Motioun haut zréckzezéien, an ech géif se dann, sollt se gebraucht ginn, nach eng Kéier erëmbréngen, falls se net sollten déi selwecht Konditioune kréie wéi d'CFL.

Also, Här President, d'Motioun Nummer 3 zéien ech zréck an ech brénge se nach eng Kéier, wa se net déi selwecht Konditioune kréie wéi bei den CFL.

(La motion 3 de M. Marc Goergen est retirée.)

D'Nummer 4, do ass et guer net ëm d'Verhandlung gaangen, do ass et einfach ëm e Punkt gaangen, deen elo schonn aktuell ass, deen alleguerten d'Gemenge betrëfft, déi am TICE sinn, an zwar d'TICE-Flott. Nom aktuelle Stand wëllt d'Regierung, dass déi Busser bis 2030 op elektresch ëmgestallt sinn. Bon, ech sinn elo dee Leschten, dee Fan ass vu Gas. Ech hat déi Meenung och net, dass Gas neutral wär, ech sinn awer vum Här Bausch do eppes Besseres beléiert ginn a menge Question-parlementairë vun der leschter Zäit. Hei ass elo eng vum 31. August 2022, wou den Här Bausch mer geäntwert huet: „Wat et besonnesch hei ze preziséiere gëtt ass, dass den TICE fir de Betrib vun den emissiounsaarme Gasbusser 100 % Bioäerdgas aus der Regioun bezitt, esou dass den Asaz vu Gasbusser als bilanziell klimaneutral gëllt an dëst zum Benefiss vun eiser Natur a Bevëlkerung bäidréit."

An dofir hunn ech déi Demande haut matbruecht, well ech dann der Meenung sinn, dass mer de Gemengen net sollte weider Fraisen operleeën, fir elo bis 2030 déi Busser, déi nach kéinte fueren, direkt mussen ze ersetzen, mee einfach ze soen, dass se déi Busser, déi elo an deem Fuerpark sinn – mat deem „Benefiss vun eiser Natur a Bevëlkerung" –, kënne weiderhi bedreiwen. Well déi Informatioun, déi mir kruten – Dir behaapt elo eppes anescht, mee déi Informatioun krute mir –, ass, dass bis 2030 d'Flott muss op Elektrescht ëmgestallt sinn. Wann den Här Bausch haut eppes anescht behaapt, kann ech och zefridden heemgoen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Här Bausch, Dir hutt d'Wuert nach eng Kéier gefrot, fir dorop ze äntwerten.

M. François Bausch (déi gréng) | Ech maachen dat ganz kuerz. Här President, wéi den Här Goergen elo virdru gesot huet, war dat 2022. Esou e Bus huet normalerweis eng Amortiséierungszäit esou ëm déi siwe Joer. 2022 a siwe gëtt 2029. Dat heescht, dat ass awer virun 2030. An duerfir ass dat jo och gesot ginn. Déi Transitioun, déi gëtt jo smooth gemaach bis 2030. Et ass eréischt ab 2030, wou am Prinzipp all d'Bussen da sollen elektresch fueren. Dat heescht, da sinn déi Bussen do souwisou amortiséiert.

An duerfir ass dat kee Problem. Dat ass alles esou virgesinn, datt natierlech net einfach iergendee Bus elo, well mer mengen, mir missten elo direkt muer elektrifizéieren, ersat gëtt. Mee et ass eng Iwwergangszäit, déi grouss genuch ass, fir datt mer keng Suen zu der Fënster erausgeheien.

M. Claude Wiseler, Président | Voilà. Merci. Do wären elo all d'Erklärunge ginn, fir dës Motioun dann ofzestëmmen. Da géif ech d'Motioun Nummer 2 vum Här Marc Goergen zum Vott stellen.

Vote sur la motion 2

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. De Vote par procuration. Nach e klengen Effort, wannechgelift. Dat schéngt méi schwiereg ze sinn. Da schléissen ech de Vott of.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 24, Nee: 35, bei kenger Abstentioun. Dës Motioun ass also ofgeleent mat 35 Nee-Stëmme géint 24-Jo-Stëmmen.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten (par M. Georges Engel), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot et Claude Haagen ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser (par M. Fred Keup), Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach (par M. Paul Galles), Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen (par Mme Nathalie Morgenthaler), Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert (par Mme Diane Adehm), Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler (par Mme Stéphanie Weydert), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet (par M. Maurice Bauer) ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Gusty Graas), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann (par Mme Barbara Agostino), Mandy Minella (par M. Fernand Etgen), Lydie Polfer (par M. Guy Arendt) et M. Gérard Schockmel.

D'Motioun Nummer 3, wann ech richteg verstanen hunn, ass vum Här Goergen zréckgezu ginn, soudatt mer direkt bei d'Motioun Nummer 4 kommen.

Vote sur la motion 4

Ech stellen och dës Motioun zum Vott an ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. De Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 8 Stëmmen, Nee: 52 Stëmmen, a keng Abstentioun. Dës Motioun ass also ofgeleent mat 52 Nee-Stëmme géint 8 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser (par M. Fred Keup), Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach (par M. Paul Galles), Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen (par M. Félix Eischen), Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert (par M. Laurent Mosar), Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler (par Mme Stéphanie Weydert), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet (par M. Maurice Bauer) ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Gusty Graas), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann (par M. Fernand Etgen), Mandy Minella (par Mme Barbara Agostino), Lydie Polfer (par M. Guy Arendt) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten (par M. Georges Engel), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert (par Mme Claire Delcourt) ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

An domat wär dann och dëse Punkt vum Ordre du jour ofgeschloss.

9. 8236 – Projet de loi portant approbation de l'« Agreement between the Government of the Grand-Duchy of Luxembourg and the Government of the Republic of Ghana on air services », fait à Luxembourg, le 13 décembre 2021

8237 – Projet de loi portant approbation de l'Accord relatif aux services aériens entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Cuba, fait à Luxembourg, le 20 avril 2021

8238 – Projet de loi portant approbation de l'Accord de transport aérien entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire, fait à Alger, le 24 août 2022

8240 – Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République du Panama relatif à des services aériens, fait à Luxembourg, le 1er juillet 2021

8241 – Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de l'État du Koweït relatif à des services aériens, fait à Luxembourg, le 25 mars 2021

An da géife mer zum nächste Punkt vum Ordre du jour kommen. Dat si fënnef Projet-de-loien, déi mer zesummen an engem Punkt wäerte behandelen. Dat sinn d'Projet-de-loien 8236, 8237, 8238, 8240 an 8241, d'Ratifizéierung vun engem Ofkommes iwwert d'Bewëllegung vu Verkéiersrechter mat verschiddene Länner. Ech erënneren Iech drun, datt no der Presentatioun vum Rapporter ouni Diskussioun iwwert dës Projet-de-loien ofgestëmmt gëtt. De Rapporter huet 5 Minutten an d'Regierung, wa se géif wëllen, dann och nach 5 Minutten. D'Wuert huet elo de Rapporter, den Här Gusty Graas.

Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

M. Gusty Graas (DP), rapporteur | Merci, Här President. Mir hu jo de Mëtteg schonn iwwert d'Aviatioun hei geschwat. An hei geet et elo erëm exklusiv ëm d'Aviatioun, wat jo awer ouni Zweifel e wichtege Pilier vun der Lëtzebuerger Ekonomie ass.

Ech erënneren nëmmen un d'Cargolux hei, virun allem un d'Cargolux, déi et am Fong geholl schonn zënter 1970 gëtt, déi weltwäit operationell ass, déi flitt de Moment 90 Destinatiounen un. An natierlech op där anerer Säit och d'Luxair, déi ouni Zweifel och eng héich Renommée huet. Duerfir huet eist Land jo eng ganz Rei Ofkommesse mat verschiddene Länner an deene leschte Jore gemaach, fir eeben d'Positioun vun deenen Airlinen, awer virun allem och vum Flughafen, nach ze verstäerken.

Haut geet et, wéi gesot, ëm fënnef verschidden Accorde mat fënnef verschiddene Länner, an zwar Kuba, Ghana, Algerien, Kuwait a Panama. An domadder wëllt Lëtzebuerg natierlech och seng ekonomesch Bezéiungen zu deene Länner nach verbesseren. An der Vergaangenheet sinn et schonn eng Rei Accorden hei ginn, déi mer och hei diskutéiert an ofgestëmmt haten. Si bidden am Fong geholl d'Base juridique, fir nach zousätzlech Liaisounen opzebauen. An am Kader vun der Liberaliséierung vum Fluchverkéier an der Europäescher Unioun ass jiddefalls dee Marché an der Europäescher Unioun vill méi grouss ginn.

Deen Accord hei oder déi Accorden, déi orientéiere sech gréisstendeels um Modell vun der Organisation de l'aviation civile internationale, der OACI, a wann déi eemol bis ratifizéiert sinn, da komme se och an de Regëster vun der OACI. D'Ouverture an d'Clôture vun den Negociatiounen, dat geschitt iwwert den digitale Wee, an zwar leeft dat iwwer eng securiséiert Plattform vun der EU-Kommissioun.

Ech wéilt vläicht op e puer weesentlech Elementer vun deenen eenzelnen Accorden hei awer agoen.

Éischtens baséiere se op enger Terminologie vun der Konventioun vu Chicago vum 7. Dezember 1944. Zweetens geet et hei ëm de Survol vun engem Land an natierlech och ëm d'Escallen. An drëttens dann, och op Basis vun engem Arrêt vun der Europäescher Cour de justice, genannt „Ciel ouvert", kann eng Airline vun engem Staat designéiert ginn, och wann dee Staat net d'Exploitatiounslizenz ausgëtt. Véiertens, d'Autorisatioun kann natierlech och limitéiert respektiv souguer entzu ginn. Fënneftens, a verschiddene Fäll kënnen Douanestaxen oder Inspektiounstaxen opgehuewe ginn. Sechstens da sollen natierlech och periodesch Consultatiounen tëschent deene concernéierten Autoritéite stattfannen. Siwentens: Et ass och eng Prozedur virgesinn, fir wann Differenzen entstinn. An dann aachtens soll d'Chancëgläichheet vun all de Loftoperateure garantéiert ginn.

Esou en Accord kann natierlech och amendéiert gi respektiv natierlech och opgeléist ginn. Da gëtt et och Annexen, an an deenen Annexe sinn déi eenzel Routen och opgelëscht, an zwar déi verschidden Destinatiounen, wou dann eeben, wéi gesot, déi Airlinë kënnen hifléien.

Déi Accorde ginn och der Europäescher Kommissioun matgedeelt. An dat mécht eis Direktioun vun der Aviation civile. Si informéiert dann d'Kommissioun iwwert d'Resultater vun deenen Negociatiounen.

Vläicht nach e puer Wierder och zu deenen eenzelnen Accorden.

Dee mat Kuba gouf den 20. Abrëll 2021 hei zu Lëtzebuerg ënnerschriwwen. Mir hunn iwwregens am Joer 2022 den 80. Anniversaire vun den diplomatesche Bezéiunge mat deem Land gefeiert.

Dann Algerien, dat ass dat gréisste Land an Afrika an och direkten Noper jo vun Europa. Den Accord zu Algier gouf de 24. August 2022 ënnerschriwwen. Wat ee muss wëssen ass, datt Algerien am Fong elo no der Ukrain-Kris nach méi Gas an Europa liwwert. An do ass och e Memorandum mam Niger a mam Nigeria ënnerschriwwe ginn, wat de Bau elo vun engem neie Gazoduc am Nigeria ubelaangt, fir nach zousätzleche Gas an Europa ze liwweren. An da wëll ech och drop hiweisen, datt eist Land de 24. August 2023 eng Entente, e Memorandum ënnerschriwwen huet mat deem Land, fir, wéi gesot, bilateral politesch Consultatiounen opzehuelen.

Dann den Accord mat Kuwait, dee gouf de 25. Mäerz 2021 zu Lëtzebuerg gemaach. Deen ënnerscheet sech am Fong geholl vun deenen aneren Accorden duerch eng sougenannte Klausel „Anti-Free-Rider". Hei soll am Fong elo evitéiert ginn, datt eng Airline, déi ënnert der Lizenz vun engem EU-Memberstaat fonctionéiert, mee mat deem de Kuwait kee bilateralen Accord huet, da vum Accord Lëtzebuerg-Kuwait profitéiert. An de Kuwait transportéiere mer, wéi gesot, Iesswueren, déi eng begrenzten Haltungsdauer hunn, an och pharmazeutesch Produkter. Am Oktober 1991 hu mir mam Kuwait och Operatiounen ugefaangen. An zënter 2019 ginn och méi Wueren aus dësem Land exportéiert.

Da gi mer eriwwer an de Ghana. Do ass den Accord den 13. Dezember 2021 ënnerschriwwe ginn. An dat ass eent vun de rare westafrikanesche Länner, wou den Operateur och eng saisonal Lizenz fir Exporter kritt.

Ech gesi schonn: Hei ginn d'Luuchte schonn un.

Dann nach just ganz kuerz zum Panama. Do gouf den Accord den 1. Juli 2021 ënnerschriwwen. A mir hunn zënter 1985 och schonn diplomatesch Relatioune mat deem Land.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, nach ganz kuerz d'Avisen: Dee vum Staatsrot ass vum 10. Oktober 2023. Deen hat just eng allgemeng Remark. En huet drop higewisen, wann, wéi gesot, elo Konditiounen ännere vun engem internationalen Accord, datt dat dann awer och muss duerch d'Chamber approuvéiert ginn.

An der Kommissioun hate mer nach folgend Aarbechten: Den 23. Mee sinn déi Projeten hei an der aussepolitescher Kommissioun virgestallt ginn. Awer, wéi gesot, d'Kompetenz läit natierlech bei der Mobilitéitskommissioun. Dat war eng Jointe. An där selwechter Sitzung ass de Rapporter genannt ginn. An déi eenzel Rapporte goufen 20. Juni eestëmmeg ugeholl.

Dat war et. An ech mengen, soss geschitt jo guer näischt méi elo, Här President.

M. Claude Wiseler, Président | Dach, mir stëmmen nach driwwer of.

M. Gusty Graas (DP), rapporteur | Mir stëmmen nach, jo.

(Hilarité)

Ech soen Iech awer trotzdeem Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Graas. Dat ware fënnef Projet-de-loien a bal fënnef Minutten. Ech soen Iech dofir Merci fir Äre schrëftlechen a fir Äre mëndleche Rapport.

Ech ginn dovunner aus, datt d'Regierung net dozou Stellung hält. Dach, ganz kuerz.

Prise de position du Gouvernement

Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Ganz kuerz, well et war schonn e laangen Dag, just fir Merci ze soen.

Ech mengen, hei wëlle mer natierlech weider d'Politick vun der Regierung féieren, fir d'Netzwierk vun esou Accorden auszeweiden. Hei kommen der elo fënnef derbäi. Mir hunn der haut 40 – dat ouni d'Accorden, déi Europa negociéiert. Dat heescht, merci fir d'Ënnerstëtzung. Ech mengen, méi hunn ech elo dozou och net ze soen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Ministesch.

Da komme mer zur Ofstëmmung vun deem éischte Projet. Dat ass de Projet de loi 8236 iwwert den Accord mat Ghana. Den Text steet am Document parlementaire 8236[4].

D'Ofstëmme fänkt geschwënn un. Ech mengen, mir waren e wéineg ze schnell. Voilà, elo kann ech opmaachen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8236 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An ech maachen de Vott zou.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmmen, keng Nee-Stëmm, keng Abstentioun. De Projet de loi ass also eestëmmeg ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach (par M. Félix Eischen), Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen (par Mme Diane Adehm), Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert (par Mme Nathalie Morgenthaler), Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler (par M. Jeff Boonen), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler (par M. Laurent Mosar), Michel Wolter et Laurent Zeimet (par M. Maurice Bauer) ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Luc Emering), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann (par Mme Barbara Agostino), Mandy Minella (par M. Fernand Etgen), Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten (par M. Georges Engel), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert (par Mme Claire Delcourt) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser (par M. Fred Keup), Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic (par M. François Bausch), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vott?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Da komme mer zur Ofstëmmung vum Projet de loi 8237. Dat ass den Accord mat Kuba. Den Text steet am Document parlementaire 8237[3].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8237 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmmen, bei kenger Nee-Stëmm, kenger Abstentioun. De Vott ass also eestëmmeg ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach (par Mme Françoise Kemp), Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen (par M. Max Hengel), Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert (par Mme Nathalie Morgenthaler), Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler (par M. Jeff Boonen), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet (par Mme Stéphanie Weydert) ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Gusty Graas), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann (par M. André Bauler), Mandy Minella (par Mme Barbara Agostino), Lydie Polfer (par M. Luc Emering) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten (par Mme Claire Delcourt), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert (par M. Georges Engel) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser (par M. Fred Keup), Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic (par M. François Bausch), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Da komme mer zur Ofstëmmung vun dem Projet de loi 8238 iwwert den Accord mat Algerien.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8238 et dispense du second vote constitutionnel

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmmen, keng Nee-Stëmm, keng Abstentioun. De Projet de loi ass also eestëmmeg ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach (par M. Laurent Mosar), Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen (par M. Max Hengel), Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert (par Mme Nathalie Morgenthaler), Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler (par M. Jeff Boonen), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet (par Mme Stéphanie Weydert) ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Fernand Etgen), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann (par Mme Barbara Agostino), Mandy Minella (par M. Gusty Graas), Lydie Polfer (par M. Luc Emering) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten (par M. Georges Engel), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert (par Mme Claire Delcourt) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser (par M. Fred Keup), Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic (par M. François Bausch), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Da komme mer zur Ofstëmmung vum Projet de loi 8240, den Accord mat Panama.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8240 et dispense du second vote constitutionnel

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmmen, keng Nee-Stëmm, keng Abstentioun. Och dëse Projet ass also eestëmmeg ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach (par Mme Stéphanie Weydert), Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen (par M. Paul Galles), Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert (par Mme Nathalie Morgenthaler), Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler (par M. Jeff Boonen), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet (par M. Maurice Bauer) ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Gusty Graas), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann (par M. Fernand Etgen), Mandy Minella (par Mme Barbara Agostino), Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten (par Mme Claire Delcourt), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert (par M. Georges Engel) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser (par M. Fred Keup), Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic (par M. François Bausch), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Da komme mer zu deem leschte Projet vun deene fënnef, den 8241, den Accord mam Kuwait. Den Text steet am Document parlementaire 8241[3].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8241 et dispense du second vote constitutionnel

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration.

(Brouhaha)

Nach e klengen Effort, da si mer esou wäit. Kënnt Der net emol checken, ob jiddwereе gestëmmt huet, well et feelt nach een hei?

M. Sven Clement (Piraten) | Ou, wie feelt dann?

M. Claude Wiseler, Président | Jo, dat weess ech net, wie feelt, soss wär dat méi einfach.

(Hilarité)

Une voix | Den Här Kartheiser, mengen ech.

(Interruption par M. Fred Keup)

M. Claude Wiseler, Président | Gelift?

M. Sven Clement (Piraten) | A, den Här Kartheiser ...

M. Claude Wiseler, Président | Dir kommt net méi eran. Ok, da maacht Der eng Procuratioun duerno fir den Här Kartheiser. Ech schléissen de Vott also of.

D'Resultat vun dësem Vott steet elo op meng Ecran: Jo: 59. Dann, wann et den Här Kartheiser ass – Här Keup, Dir stëmmt par procuration fir hien –, dann ass et: ...

M. Fred Keup (ADR) | Jo.

M. Claude Wiseler, Président | ... 60 Jo-Stëmmen, keng Nee-Stëmmen, keng Abstentioun. Dee Moment ass dëse Projet de loi och eestëmmeg ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach (par M. Paul Galles), Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen (par Mme Stéphanie Weydert), Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert (par Mme Nathalie Morgenthaler), Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet (par M. Maurice Bauer) ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Gusty Graas), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann (par M. André Bauler), Mandy Minella (par M. Luc Emering), Lydie Polfer (par Mme Barbara Agostino) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten (par Mme Claire Delcourt), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert (par M. Georges Engel) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser (par M. Fred Keup), Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic (par M. François Bausch), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber och hei d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

10. Motion de Mme Sam Tanson relative au devoir d'information du Gouvernement par rapport à la Chambre des Députés

(Motion déposée en séance publique n° 32 du 25 juin 2024 – à consulter au compte rendu n° 13/2023-2028 en page 62)

Da komme mer zu deem leschte Punkt oder zu deem zweetleschte Punkt, deen nach bäigesat ginn ass, wéi de Mëtten ugefaangen huet: Dat ass d'Motioun vun der Madamm Sam Tanson iwwert d'Informatiounsflicht vun der Regierung vis-à-vis vun der Chamber.

Ech erënneren och hei d'Auteure drun, datt se 5 Minutten huet; all aner Fraktiounen a Sensibilitéiten hunn och 5 Minutten, an d'Regierung huet 10 Minutten. Ech huelen duerno d'Reiefolleg vun den Intervenanten wéi mer se normal ëmmer huele bei engem Projet de loi, ugefaange mat der CSV an dann d'DP an esou weider. Da wësst Der Bescheed, wéi mer dat maachen. Madamm Tanson, et ass un Iech.

(Interruption)

Exposé

Mme Sam Tanson (déi gréng), auteure | Jo, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech hat déi Motioun jo schonn en Dënschdeg kuerz virgestallt. Mee vläicht nach eng Kéier, fir Iech ze rappeléieren, ëm wat et geet: Mir haten e bëssen Hickhack – an deen huet sech gëschter Mëtten dunn nach eng Kéier hei fir jiddwereе visibel gemaach – doriwwer, ënner

wéi enge Konditiounen d'Chamberskommissiounen informéiert gi vun neien Initiative vu Regierungssäit.

A mir haten hei en État de la nation, do si vill Froe gestallt ginn – et si keng Froe beäntwert ginn. An et ass gesot ginn, et géife Kommissiounen organiséiert ginn. Dat huet esou just zum Deel geklappt. Ech gesinn elo d'Madamm Backes hei. Si huet dat fäerdegbruecht an huet domat och gewisen, dass dat geet. Anerer hunn dat net gemaach, hunn awer Pressekonferenzen organiséiert oder sinn op Radioe gaangen an hunn do Interviewe ginn, ouni d'Chamberskommissiounen en bonne et due forme ze informéieren, an och eng Diskussioun mat de Chamberskommissiounen esou méiglech ze maachen.

Gëschter si mer du gewuer ginn, mir missten déi zoustänneg Ministeren dann iergendwéi eegenhänneg invitéieren an d'Kommissiounssëtzungen, fir dass se och géife kommen, respektiv – dat krut d'Joëlle Welfring och op eng Question parlementaire geäntwert – d'Informatioune wiere jo bei Pressekonferenzen zirkuléiert, mat engem Link – dat hunn ech bis elo nach net gesi gehat – op déi Pressekonferenzen, déi Dokumentatioun. Alles geschitt am Ëmweltberäich. An ech muss soen: Ech fannen dat dach e bëssen traureg.

Ech hunn, just als klenge Rappell, Iech d'Verfassung nach eng Kéier matbruecht. Laut der Verfassung, Artikel 62, vertrëtt d'Chamber d'Land. An Dir alleguer, mir, exercéieren d'legislativ Gewalt. A mir sinn och laut der Verfassung censéiert, d'Aktioun vun der Regierung ze kontrolléieren. Mir kënnen dat natierlech nëmme maachen, wann dat och esou ofleeft, wéi mer eis dat alleguerten erwaarden a wéi dat och déi lescht Joren hei vun der deemools gréisster Oppositiounspartei an haut gréisster Regierungspartei ëmmer zu Recht verlaangt ginn ass.

Ech hunn eng Kéier séier esou gekuckt, wat vu Pressekonferenzen ofgehale gi sinn iwwert déi lescht fënnef Joer. Do ass gesot ginn, déi lescht Regierung wier arrogant. „Das ist keiner Demokratie würdig." „So wie es nun in der Chamber abläuft, das ist keiner Demokratie würdig", hat d'Madamm Hansen gesot. „Es ist ‚du jamais vu', kein Respekt vor der Chamber, vor den Wählern, es ist eine Arroganz", an esou weider.

(Interruptions)

Dat war 2021, d'Madamm Hansen.

2019: „Frontalangriff. CSV wirft Regierung Arroganz, Intransparenz und Konzeptlosigkeit vor."

(Exclamations)

Voilà.

(Brouhaha)

Ech wëll elo net hei rëm eng total Vergaangenheetsbewältegung maachen, dofir ginn ech da ganz séier op d'Rieden hei an.

An ech hat Iech scho gesot, Här President, ech géif Iech felicitéiere fir déi exzellent Ried, déi Der gehalen hat, wéi Der ugefaangen hutt, mee ech géif Iech och dorunner moossen. Dat selwecht gëllt fir déi Ried, déi den Här Wolter gehalen huet, nach éier Dir President gi sidd, wéi Der explizitt ënnerstrach hutt: „D'Kontroll vun der Regierung", dat hei war elo den Här Wolter, „ass a mengen Aen eng vun de wichtegsten Aufgabe vun enger Chamber. Och wann d'Kontroll net ëmmer als positiv ugesi gëtt bei deenen, déi kontrolléiert ginn, och wa se stéiert, misst se en Deel vun der DNA vun all Parlamentarier sinn, ob an der Majoritéit oder an der Oppositioun. Nëmme mat enger staarker Chamber gëtt et och eng staark Regierung. [...] Dat selwecht gëllt och fir den Ëmgang mat der Oppositioun. Si soll als gläichwäertege Partner ugesi ginn, déi hir heiansdo desagreabel Missiounen erfëlle kann a muss, déi net ofgewiergt gëtt ...

(Interruption)

... – fir en Term ze gebrauchen, deen an der leschter Legislatur mol eng Kéier vun engem Kolleeg benotzt ginn ass."

Déi selwecht Klack hutt Dir, Här President, bei Ärer Untrëttsried hei verlaude gelooss.

(Interruption)

Dir hutt nach eng Kéier un d'Etymologie vum Wuert „Deputéierten" erënnert: „deen, deen op eng Missioun geschéckt ass, fir ze representéieren."

Wie representéieren mer? Ma, mir representéieren d'Vollek! Mir representéieren déi Leit, déi eis gewielt hunn, déi Leit, déi gemaach hunn, dass mir hei zu 60 sëtzen. Dat heescht, dat Behuelen, wat eis entgéintkënnt, dat ass am Fong d'Behuelen, wat dem Wieler, wat dem Vollek entgéintkënnt! Ech hoffen, dass dat sech ëmmer erëm an de Kapp geruff gëtt.

Dir hutt och d'Etymologie vum Wuert „Minister" rappeléiert: Dat ass „deen, deen hëlleft, deen, deen déngt, an deen, dee just exekutéiert".

An Dir hutt an där selwechter Ried och gesot: „D'Chamber ass den éischte Pouvoir". A mir missten op eist Selbstbewosstsäin pochen. „De facto ass dat esou, well d'Regierung vun enger Majoritéit an dësem Haus ofhänkt. Ech soen der Regierung näischt Neies. Mee deem muss een dann als Chamber och gerecht ginn. D'Chamber däerf weeder den Enregistrementsbüro vun der Regierung hire Projete sinn nach d'Waardezëmmer, fir an d'Regierung ze kommen."

Or, ech hunn e bëssen de Verdacht ... an ech fannen et jo grad erstaunlech, dass net onbedéngt déi, déi am längsten an der Chamber waren, hei d'Chamber respektéieren – voire souguer Verschiddener, déi ni an der Chamber waren, d'Chamber méi respektéieren –, mee dass grad déi, déi laang hei waren an déi vill hei gejaut hunn oder op d'mannst nogekuckt hunn, wéi hir Kolleege gejaut hunn, dat absolutt net esou maachen.

An ech géing Iech wierklech bieden – an ech sinn natierlech och oppe fir all Modifikatiounspropos un där Motioun –: Wann Der Iech seriö huelt alleguerten, wéi Der heibanne sëtzt, an déi Missioun, déi mer alleguerten hei krute vun eise respektive Wieler, seriö huelt, da stëmmt eis Motioun mat, fir dass mer kënne vun Ufank vum legislative Prozess u wierklech matdiskutéieren, net waarden, bis d'Pressekonferenzen ofgehale goufen oder den Avis vum Staatsrot virläit!

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

Une voix | Ganz gutt!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson.

Da komme mer zur Diskussioun vun dëser Motioun. Vu datt mer d'Reiefolleg vun de Parteien anhalen, wär d'CSV fir d'éischt drun, fir Stellung ze huelen. Den Här Spautz.

Discussion générale

M. Marc Spautz (CSV) | Merci, Här President. An och merci der Madamm Tanson fir déi Motioun, déi se abruecht huet.

Mir wëssen, dass a punkto Informatioun un eist héicht Haus nach Loft no uewen ass. Ech wëll awer och soen: Dir hutt elo virdrun zitéiert, dass an der viregter Legislaturperiod ëmmer kritiséiert gi wier, wéi laang et géif daueren. Ech wëll Iech soen: Hei si Froen, déi ech erausgesicht hunn, do huet et méi laang gedauert, wéi dës Legislaturperiod bis elo al ass, dass d'Regierung komm ass.

Ech hunn hei eng fonnt vum 19. November 2018, wou et ëm d'Reprise vun ArcelorMittal Diddeleng gaangen ass. Den 19. November 2018 ass d'Demande gemaach ginn – den 28. Mäerz 2019 ass d'Chamber informéiert ginn opgrond vun där Demande, wat do ass.

Ech hunn hei eng fonnt: Den 31. Januar 2019 ass et gaangen ëm den Accord Lux2019. Dat ass an der Siderurgie. Dunn ass heibannen déi éischte Kéier driwwer geschwat ginn: de 6. Juni 2019.

Ech hunn hei eng fonnt ... Just fir ze weisen, dass ech scho verstinn, wat d'Madamm Tanson wëll soen. Mee ech wëll mer awer och erlaben, déi Punkten do eng Kéier ervirzebréngen. Ech hunn eng aner fonnt – mee, Madamm Tanson, dat waart Dir awer nach net –, do ass et ëm de Mudam gaangen. Do ass d'Demande gemaach ginn am Januar 2019, d'Reaktioun ass komm den Abrëll 2019.

Ech wëll nämlech domadder just soen, wann elo gemaach gëtt, dat wier elo eppes, wat sech eréischt géif an dëser Regierung bilden an dat wier virdrun alles kee Problem gewiescht, dass ech do net ka mat Iech averstane sinn. Mee ech sinn awer mat Iech d'accord, dass den Informatiounsfloss, esou wéi e leeft zwësche Chamber a Regierung, net optimal ass; esou wéi dat de Moment leeft. An do sinn ech och ganz no bei Iech.

Et ass déi selwecht Diskussioun, déi mer hate mat deene Plage-fixen, déi mer gemaach hunn. Déi Plage-fixen, déi fir mech an enger Hisiicht eng Successstory sinn, fir déi, déi moies sinn. Bei deenen, déi mëttes sinn – virun allem dënschdes, mëttwochs an donneschdes –, ass et awer alles aneschters wéi eng Successstory, well mer dënschdes, mëttwochs an donneschdes ganz oft hei an dësem Raum sëtzen als Plenum, an déi Plage och schwéier ass fir ze besetzen, an do och allkéiers dann deen Informatiounsfloss net ëmmer esou ka klappen, wéi dat virgesinn ass. An dat misste mer och eng Kéier alleguerten zesummen diskutéieren.

Ech wëll och an deem Kader un de Pilotprojet erënneren, dee mer gemaach hunn, wou mer gesot hunn: „Mir maache fënnef Kommissiounen op." A mir wësse jo automatesch: Doduerch, dass de eng Kommissioun opméchs fir de Public – wou ech nach ëmmer soen: Ech perséinlech hunn iwwerhaapt kee Problem domat! –, ass et dann awer och schwiereg fir e Minister, wann en eppes wëll duerstellen, wann en dann net virdru kann an d'Press goen. Well wann en et jo direkt an der Chamber mécht, dann ass e sech jo sécher, dass déi hallef Stonn drop oder déi Stonn drop, wou en d'Press rifft, d'Press keng Loscht méi huet, fir iwwerhaapt nach ze kommen, ...

(Interruptions)

... well dann hu se jo scho matkritt, wat de Minister eng Stonn virdru gesot huet.

(Interruption par Mme Sam Tanson)

Gitt mer dach ...

M. Claude Wiseler, Président | Den Här Spautz huet d'Wuert.

M. Marc Spautz (CSV) | Gitt mer dach elo mol eng Chance, wannechgelift!

(Interruption par M. François Bausch)

An da muss ech awer soen – an dat war och an der Vergaangenheet esou –, mee wat awer sécher muss kommen: dass d'Informatioun méi no beienee muss sinn. Ech ka mech och erënneren, an där Zäit, déi scho bësse méi laang hier ass, dass do alt eng Deklaratioun war bei der Press um 9.00 Auer, an um 10.00 Auer war d'Kommissioun zesummegeruff. Dann ass een am selwechte Moment forméiert ginn, wéi dat de Fall war virdrun.

An da wëll ech en Ënnerscheed maachen, ob et iwwer e Gesetzesprojet ass, oder heiansdo maache Ministere jo och Pressekonferenzen iwwer eng Entrevue mat enger Gewerkschaft, iwwer eng Entrevue mat anere Saachen. Do ass et jo awer kloer, dass se net musse fir d'éischt an d'Chamber kommen. Esou hat ech dat op alle Fall verstanen.

An hei steet an der Motioun, dass et ëmmer misst sinn: direkt virdrun. Ech sinn och där Meenung, dass een den Informatiounsechange misst verbesseren, well do kënne mer ... Wéi gesot: Et ass nach ganz vill Loft no uewen. Mee ech sinn der Meenung, dass een do soll mat der Regierung zesumme kucken, an dass et och do ass – mee dat ass jo eréischt deen nächste Punkt – mam Chamberbureau, fir do och Léisungen ze sichen, fir dass déi Kommunikatioun aneschters ka ginn, an dass ee sech och muss déi Viraussetzunge ginn, dass dës Chamber d'Méiglechkeet kritt, déi Informatioun esou séier wéi méiglech ze kréien.

Da misste mer awer och alleguerten zesummen eng Kéier eng Aufgab maachen a kucken, ob dat de Moment nach esou ka fonctionéieren, dass mer nëmmen dräi Deeg d'Woch, dënschdes, mëttwochs an donneschdes, ...

Plusieurs voix | A!

M. Marc Spautz (CSV) | ... alleguerten disponibel sinn, an déi eng méindes Schäfferot hunn, déi aner freides Gemengerot hunn. Dass mer dat och missten an d'Diskussioun féieren, wa mer dat hei maachen. An do ass awer och eng Aufgab bei eis. Déi ass awer do net aleng bei der Regierung, mee do hu mir awer och als Chamber eng eegen Aufgab. An do ass et och un eis als Chamber, eng Decisioun ze huelen.

An op Propos, souwuel vum Alterspresident vun där éischter Sitzung wéi och duerno vum Chamberpresident vun haut, ass gesot ginn: „Mir mussen do eppes maachen." Do ass eng Souskommissioun gegrënnt ginn, déi heescht „Statut du député". An och alles dat muss een zesummeféieren.

Da sinn ech och der Meenung, dass d'Méiglechkeet besteet, dass mer e ganz aneren Austausch kënne kréien an dass mer och en anere Fonctionnement kënne kréien an dass mer dann och deen dote Problem an de Gréff kréien. Mee genau sou kloer schéngt et fir eis ze sinn, dass de Minister net kann eppes ukënnegen an der Press, wat e Gesetzesprojet ubelaangt, an dann héiert een e puer Wochen oder e puer Méint näischt. Mee dass dat awer och nach muss op d'mannst dee selwechten Dag oder spéitstens den Dag drop moies sinn, wou mer déi Informatioun och kréien.

(Coups de cloche de la présidence)

Elo kréien ech scho geschellt. Ech wollt dat awer just hei soen. Dofir, gesitt Der, wéi et ass: Hei kritt Der direkt d'Wuert ofgeholl.

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Also, Dir hutt et nach ëmmer, Här Spautz. Mee Dir musst just zum Schluss kommen.

(Hilarité)

M. Marc Spautz (CSV) | Ech wollt just soen: An dat ass de Problem, deen ech ...

(Interruption par M. François Bausch)

Une voix | Et ass wonnerbar.

(Hilarité)

M. Marc Spautz (CSV) | Dat ass dat, wat ech sollt soen. An dofir sinn ech der Meenung, där Motioun de Moment d'Zoustëmmung net kënnen ze ginn.

Villmools merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Spautz. Da wär et un der DP. Wëllt een dozou Stellung huelen?

M. Gilles Baum (DP) | Jo, merci, Här President. Wéi Der Iech kënnt virstellen, hunn ech mech natierlech mam Marc Spautz ofgeschwat.

(Hilarité)

Dofir kann ech et ganz kuerz maachen.

Une voix | Dir hutt och alles verstan!

(Hilarité et interruptions)

M. Gilles Baum (DP) | Jo, majo! Mäi léiwe Jong! Ech hat jo schonn e bëssen Erfarung och mat Iech, fir d'Truppen zesummenzehalen! An du ware mer nëmmen zu 32.

M. Claude Wiseler, Président | Här Baum, loosst Iech net duercherneebréngen.

M. Gilles Baum (DP) | Voilà, ech loosse mech iwwerhaapt net duercherneebréngen. Ech verstinn natierlech, wat an där Motioun gefuerdert ass. An ech ka mech hei zu dësem Moment just engagéieren, fir bei mengen DP-Ministeren nozehaken, dass d'Kommunikatioun besser gëtt.

Plusieurs voix | A! Très bien!

(Interruptions diverses)

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. D'Madamm Bofferding wëllt d'Wuert huelen.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Bon, Här President, mir kënnen nach no vergaangenen Aussoe wulle goen. Da kënne mer eis géigesäiteg Zitater un de Kapp geheien. Dat hätt vläicht e gewëssenen Ënnerhalungswäert fir d'Leit, déi eis nokucken, mee am Endeffekt hëlleft et awer hei an där Problematik net, mat där mer am Moment hei konfrontéiert sinn.

Dat heiten ass, wëll ech och ganz kloer soen, elo net esou eng Majoritéit-Oppositiouns-Problematik. Och wann ech Deputéiert an der Majoritéit wär, wär ech awer net frou driwwer, wann ech da géif gewuer ginn, dass nei Projete kommen, Informatiounen, wann ech déi als Éischt iwwert d'Press gewuer géif ginn, amplaz an der Kommissioun. Well d'Aarbecht an de Kommissiounen ass e ganz wichtegen Deel vun eiser Aarbecht. An dofir ... Méi verlaange mer jo hei an där Motioun net, dass einfach d'Regierung dëst respektéiert, fir dass mer eis Aarbecht och beschtméiglech hei kënne maachen.

Dat selwecht gëllt och fir d'Zur-Verfügung-stellen eebe vun den Informatiounen. Ech mengen, mir alleguerte kënne googelen, an an zwee Klicks si mer um Site vun der Regierung, kréien de Pressedossier, mee et ass einfach déi Saach vum Respekt. Et geet einfach drëms, wann do eng wichteg Dokumentatioun ass, dass mer déi eeben och als Deputéiert an deene Kommissiounen zur Verfügung gestallt kréien. Ech mengen och, méi verlaange mer hei net, fir dass mer eis Aarbecht einfach nëmme kënne seriö maachen.

Gëschter huet nach e Minister – dat war an der Diskussioun iwwert d'Retroaktivitéit vun engem Gesetz – ganz plakativ gesot: „Jo, bon, d'Gesetz gëtt jo souwisou gestëmmt." Jo gutt, wa mer esou argumentéieren, ech mengen, da brauche mer net hei ze sëtzen. Da kënne mer eis dat eigentlech alles erspueren.

Une voix | Très bien!

Mme Taina Bofferding (LSAP) | A wa mer esou argumentéieren, mengen ech, huet och kee Mënsch méi Loscht, Politick ze maachen. Besonnesch déi Jonk, mengen ech, kréie mer net esou motivéiert, sech ze engagéieren. A wann een esou argumentéiert, bon, da reduzéiert een eis wierklech op de Minimum. A mir sinn awer ëmmerhin den éischte Pouvoir hei am Land. A wéi gesot, mir sollten eis Missioune kënne wouerhuelen a virun allem solle mer eis Aarbecht beschtméiglech kënne maachen.

Ech fannen et schued, dass d'Majoritéitsparteien dëst net wäerte matdroen. Den Här Spautz – an ech hu mer dat nach extra opgeschriwwen – huet virdrunner bei enger Motioun gesot, et wär näischt Falsches an der Motioun, si kéinte se matstëmmen. Bon, Dir laacht, mee genausou kéint Der et och hei maachen.

Ech mengen, dat ... An am Fong geholl ass et jo traureg, dass mer ... Wa mer éierlech sinn, ass et eigentlech traureg, dass mer mussen eng Motioun huelen, fir doriwwer ze diskutéieren, fir eis nach eng Kéier hei un de Spillreegele kënne festzehalen, mee Dir loosst eis keen anere Choix, wéi dass mer et hei mussen nach eng Kéier thematiséieren. An dofir, mengen ech, wär et e ganz staarkt Zeechen, wa mer – well mir sinn eis jo eigentlech alleguerten eens, dass déi Kommunikatioun misst verbessert ginn – elo alleguerten als Fraktiounen dëser Motioun hei géifen zoustëmmen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bofferding. Den Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Jo, ech mengen och, dass och bei den Deputéierte vun der Majoritéit der eng ganz Partie sinn, déi deem heite géifen eventuell och gären zoustëmmen, mee dat wäert dann net de Fall sinn.

De Punkt ass effektiv ... Ech mengen, et sinn zwou Saachen. Dat Éischt, dat ass: D'Chamber ass den éischte Pouvoir. Jo, dat erkläert een och de Kanner esou, zum Beispill an der Schoul am Civiquescours. Da seet een dann: „D'Gewaltentrennung, d'Legislativ, d'Exekutiv: D'Exekutiv exekutéiert", wéi mer et schonn héieren hu virdrun, „de Minister mécht also am Fong dat, wat d'Chamber decidéiert huet." An da froen d'Schüler oder déi Jonk: „Jo, mee a Wierklechkeet ass jo awer de Minister deen, deen decidéiert?" An da gëtt déi ganz Saach komplizéiert.

An ech mengen, dass eeben – bon, dat ass esou gewuess, dat ass a ville Länner esou – d'Chamber net déi Roll vum éischte Pouvoir ka spillen, déi hir am Fong zousteet, well et an der Realitéit jo esou ass, dass d'Ministeren decidéieren an dann och souguer tel quel dat soen: „Dat Gesetz gëtt jo souwisou gestëmmt", respektiv a Pressekonferenze schonn am Virfeld uginn: „Mir maachen elo dat an dat an dat", an d'Journalisten dat dann och nach esou widderhuelen. Dat heescht, do sinn da Gesetzesprojeten, déi nach guer net an der Chamber waren, déi mol net an der Chamberkommissioun eventuell waren, wou d'Journalisten da scho soen: „D'Regierung wäert dat sou maachen. De Minister huet dat decidéiert."

Ech mengen, dat ass och eng Fro vu Kommunikatioun, wou een awer muss respektéieren, dass et nach ëmmer hei ass an der Chamber, wou déi Decisioune getraff ginn, an net vun engem Minister an och net an enger Ried zur Lag vun der Natioun. Do kann den Här Frieden – oder wien och ëmmer – Ukënnegunge maache vun deem, wat e wëlles huet ze maachen, mee net hien hëlt d'Decisiounen, net hie

mécht d'Gesetzer. D'Gesetzer ginn an der Chamber gemaach vun den Deputéierten.

Elo kéint een nach e bësse weiderfuere bei där ganzer Saach. Ech mengen och, wa mer d'Roll vun der Chamber wëlle stäerken, dass mer dann eng Trennung vun de Mandater maachen, also de Cumul vun de Gemengemandater mam Chambermandat musse mer dee Moment verhënneren.

A vläicht zum Schluss nach e klengt Wuert: Et muss ee sech och bewosst sinn, mir sinn hei zu 25 Deputéiert vun der Oppositioun. Elo sinn der vun deene 25 jo awer och nach, déi effektiv och nach Gemengemandater hunn. A vis-à-vis vun eis déi 35 Majoritéitsdeputéiert mat lauter Ministeren an engem Risenapparat vu Beamten, déi eng fantastesch Aarbecht maachen, a mir sinn zu 25. Mat eise puer Fraktiounsmataarbechter musse mir all déi Missiounen do erfëllen, déi am Fong der Oppositioun opgedroe ginn – d'Regierung kontrolléieren a sou weider a sou fort. An ech wëll emol eng Kéier einfach an de Raum stellen, ob dat Verhältnis vun der Oppositioun mat hire Leit, mat hire Moyene par rapport zu deem Risenapparat, deen d'Ministeren hu mat hiren Deputéierten, mat hire Beamten, ob dat wierklech dat erëmspigelt, dass d'Chamber soll den éischte Pouvoir sinn.

Merci. Mir stëmme mat Jo.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Dann nach eng Kéier d'Fro, ob d'Madamm Tanson wëllt fir hir Fraktioun d'Wuert huelen.

Mme Sam Tanson (déi gréng), auteure | Jo, virun allem no der Interventioun vum Vertrieder vun der CSV muss ech awer elo hei wierklech nach eng Kéier intervenéieren.

Fir d'éischt emol: Ech denken, déi Motioun wär guer net zustane komm, wa mer net déi lescht fënnef Joer hei allkéiers en Opstand gehat hätten, wann d'Regierung d'Chamber net informéiert huet, op d'mannst zäitgläich, virdrun am beschten oder direkt duerno d'Kommissiounen. Ech ka mech u Regierungsréit erënneren, déi sinn ofgebrach ginn, fir dass d'Chamber kéint informéiert ginn, well soss nämlech gewosst war, dass Är Fraktiounssprécher hei en Opstand gemaach hätten – an zu Recht.

Ech denken, wann ... D'Press huet eng immens wichteg Roll, mee ech fannen et schonn awer erstaunlech. Mir hunn eng verfassungsrechtlech – an duerfir hunn ech d'Verfassung matbruecht – verankert Roll ze spillen hei an dësem Land. An dann ass d'Argument, dat dierft net voll exercéiert ginn, dat, well dann d'Press net méi interesséiert genuch wär un de Presentatioune vun de Ministeren. Et deet mer leed, Här Spautz, ech fannen dat och fir Är eege Roll, wéi Dir Iech och hei jo awer hoffentlech gesitt – an ech denken och, gesitt, esou wéi ech Iech kennen –, awer wierklech kee gutt Argument.

Wa mer eis Aarbecht wëlle seriö maachen, da musse mer och kënne Positioun huelen direkt, wann eppes ëffentlech virgestallt gitt. Elo, wou déi Päck déi lescht Woch virgestallt gi sinn, jo, mir krute jo och Uriff vun der Press. Wat mengt Der dann, wa mer deene soen: „Aha, entschëllegt, kënnt Der eis vläicht d'Powerpoint schécken? Mir hu se nämlech nach net kritt" ... Mir sinn awer ëmmerhi gewielte Vertrieder vum Vollek an dësem Land. Dat heescht, dat ass dat, wat ech virdru wollt soen: Wa mir net respektéiert ginn, da ginn all d'Wieler, déi vläicht net déi vun de Majoritéitsparteie sinn, mee och all déi aner Wieler, net mat respektéiert. An d'Regierung ass awer d'Regierung vum ganze Land an net just d'Regierung vun deene Leit, déi si gewielt hunn!

An zu deene Beispiller, déi Der genannt hutt: Dat huet, et deet mer leed, awer guer näischt mat deem heite Sujet ze dinn. Et ass ëmmer eng Diskussioun gewiescht, wéini eng Kommissioun eng ..., an d'Madamm Bofferding wäert nach drop agoen, wann Demandë komme vu Convocatioune vu Kommissiounssëtzungen, dass dat net séier genuch geet. Dat ass e wichtege Sujet. Wann ech do net ëmmer perfekt war – ech hu wierklech ëmmer probéiert, d'Chamber ze respektéieren; hei sëtzen der e puer, déi dat genau wëssen –, dann deet dat mer leed. Ech hunn net eng Pressekonferenz ofgehalen, ouni d'Chamberkommissioun virdrun ze informéieren. Net eng eenzeg! Do kënnt Der all Är Kolleege froen, déi an deene respektive Kommissioune waren. Ech hunn dat net gemaach, well ech der Meenung war, dass dat net respektvoll wär an dass dat net dem institutionelle Kader géing entspriechen, dee mer eis selwer ginn hunn an och nach eng Kéier reiteréiert hu mat där neier Verfassung. Duerfir bedaueren ech wierklech déi Aussoen, déi Der gemaach hutt.

Ech fannen et do schonn e bësse méi konstruktiv, einfach ze soen – och wann een et dann net matstëmmt, wat ech och bedaueren –, wéinstens ze soen: „Ech huelen de Message mat, fir dass mer dat dote verbesseren." An ech wënsche mer wierklech, dass et verbessert gëtt, well esou, wéi dat elo déi lescht Méint hei ugelaf ass, hoffen ech, dass mer déi Diskussioun hei net mussen allkéiers féieren. Ech wëll léiwer iwwer Inhalter schwätze wéi iwwert d'Kommunikatioun tëschent der Regierung an der Chamber.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Dann ass et um Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Ech hätt mat der neier Regierung net geduecht, dass mer esou fréi schonn eng Kéier op esou e Sujet géinge kommen. Ech hu jo e bëssen eng aner Vue op de Sujet, well mir och schonn déi lescht Joren an der Oppositioun waren. Dat heescht, mir kënnen dat och e bësse méi balancéiert vergläichen.

Ech sinn awer e bësse genéiert, fir elo meng Wierder eigentlech un d'Madamm Backes ze riichten. Ech hätt léiwer gehat, de Regierungschef, de Premier, wär selwer hei gewiescht, well der Madamm Backes ka keen eppes virwerfen. Ech hunn an der Mobilitéitskommissioun ... Hir Defense war nach ni e Problem.

De Problem hei ass jo entstanen elo e Méindeg, virun allem, wou et e bësse méi hëtzeg gi war, wou d'lescht Woch déi Pressekonferenz war, an e Méindeg de Moien dunn d'Presentatioun direkt vun dräi Ministeren. An Här Spautz an Här Baum: Ech weess, dass Dir net derfir kënnt. Also, dat ass guer net un Iech geriicht. Dir kënnt net derfir, Dir maacht den Agenda net, Dir sidd e bëssen déi, déi hannendrulafen, nodeems datt d'Ministeren eppes entscheet hunn. Dir kënnt net derfir. Mee et war wierklech penibel e Méindeg de Moien. Mir konnten eis Froen net stellen an et war och penibel fir den Här Meisch. Den Här Meisch souz wéi ech annerhallef Stonn hei. Do war et um Logement, fir Froen ze stellen. Den Här Meisch konnt awer net schwätzen, well du gouf en ofgebrach vum President vun der Kommissioun a mir hu missen heemgoen. Ech war mat der Froestellung amgaangen, den Här Meisch konnt net méi äntweren.

An dat ass zimmlech penibel, wann een esou e groussen Dossier huet – an et weess ee jo am Viraus op där Pressekonferenz, déi war bestëmmt och net an annerhallwer Stonn gedinn –, dann ass de Respekt fir d'Chamber, dee sech awer bitt, fir dass Der do méi seriö drugitt.

Ech kennen alleguerten déi aner Problemer och. Mir sinn eng Chamber, déi fonctionéiert dënschdes, mëttwochs awer elo just nach hallefdeegs, well et ass jo Regierungsrot mëttwochs moies. Wann ech mech richteg erënneren, war dat ënnert der aler Regierung nämlech net esou; do hate mer mëttwochs moies nach Justizkommissioun. Déi huet jo och elo erëm misse verluecht ginn. Dat heescht, de Mëttwochmoien ass schonn erëm ewechgefall.

Dat war iwwregens eppes ... Här President, Dir kéint vläicht der Regierung eng Kéier mathuelen, dass se vläicht méindes oder freides géingen e Regierungsrot maachen. Dann hätte mir nämlech scho mol en hallwen Dag méi.

M. Sven Clement (Piraten) | Très bien!

M. Marc Goergen (Piraten) | Well duerch d'Duebelmandater kënne mir jo méindes a freides net. Also d'Problematik ass do! Et ass eeben ...

M. Sven Clement (Piraten) | Also mir kéinten.

M. Marc Goergen (Piraten) | Also mir kéinten, natierlech. Ech hu mäint ofginn. Mir kéinten och méindes a freides a samschdes. Sonndes ass och nach ... Et ass jo elo iwwregens sonndes och eng.

(Interruption)

Genau, dofir.

Also d'Problematik ass do. D'Fro ass eeben elo, wéi staark dass d'Majoritéitsfraktiounen – mir als kleng Oppositioun kënne souwisou näischt maachen – bei der Regierung intervenéieren. Et ass eeben a sech dat. Et hänkt elo ganz dervun of, wéi seriö dass Dir als Majoritéitspolitiker Iech selwer huelt, wéi Dir elo Äre Vertrieder an der Regierung wäert de Message weiderginn. Ob d'Motioun haut gestëmmt gëtt oder net, ass eigentlech do nach niewesächlech. Mir stëmme se mat, mee Dir musst elo derfir suergen, dass de Message ukënnt, fir dass de Respekt virun der Chamber och an der neier Regierung gewaart bleift.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. Dann ass d'Wuert fir den Här Marc Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, merci, Här President. Bei där Motioun, déi d'Madamm Tanson hei agereecht huet, do geet et ëm Respekt. A wann ee kuckt, wat se vun der Regierung freet, nämlech, datt eigentlech d'Regierung dee Respekt, deen d'Verfassung virgesäit, och anhält, da muss ee sech awer d'Fro stellen, wou mer grad hei sinn a wéi mer d'Diskussioun féieren, och mir als Deputéierten, als Bittsteller virun, par rapport zu enger Regierung.

An effektiv, et ass virdru schonn e puermol gesot ginn: D'Madamm Backes ass, mengen ech, dee Member an der Regierung, dee sech am mannste Virwërf muss maachen, wat dat ugeet. Mee mir hunn et elo x Kéieren erlieft, datt Pressekonferenze gemaach ginn, datt mol net virgesinn ass, datt d'Chamber informéiert gëtt iwwer Mesüren, déi d'Regierung wëll huelen, souguer iwwer Gesetzesprojeten, déi se wëlles huet ze deposéieren. An dat geet einfach net!

Gradesou wéi et net geet, datt mir hei sëtze wéi Schoulbouwen, wann de Premier seng Ried zur Lag vun der Natioun hält, an d'Press sëtzt do ënnen an huet de fäerdegen Text, a mir ginn dann erof a gi vun der Press gefrot: „Jo, mee deen an dee Saz, wéi interpretéiert Der deen dann?" Jo, mee mengt Der, mir géifen hei eng Stonn sëtzen an opschreiwe wéi d'Schoulbouwen? Dat geet net! Dat ass net respektvoll. Dat ass kee respektvollen Ëmgang mat der Chamber.

An effektiv ass et besonnesch komesch, well en Deel vun de Membere vun der Regierung, déi net respektvoll mat der Chamber ëmginn, grad aus där Partei

kommen, déi an de leschten zéng Joer an der Oppositioun war. An där Oppositioun, wou se gesot huet, wann och nëmmen eng Stonn – an ech hunn hinne Recht ginn – virdrun eng Pressekonferenz war, datt dat net géif goen, datt d'Chamber net géif respektéiert ginn.

Elo gëtt d'Chamber iwwerhaapt mol net méi invitéiert a verschiddene Fäll. Dat geet wierklech, wierklech wäit.

A wann ech dann awer och déi Kalschnäizegkeet a Schnoddregkeet bedenken, déi mer gëschter erëm hei gesinn hunn, wou da gesot gëtt: „Jo, mee d'Chamber huet mech jo net invitéiert." Fir e Gesetzestext huet d'Chamber net de Minister invitéiert! Mee et ass dach dem Minister säin Interêt, fir dat Gesetz, wat en deposéiert huet, virzestellen! Deen ass an der Verantwortung! Elo si mir déi, déi hien net invitéiert hunn. Dat geet awer wierklech e bësse wäit.

Dann zum Här Spautz. Dir sot: „Jo, den Informatiounsfloss Chamber–Regierung ..." Ech mengen éischter: den Informatiounsfloss Regierung–Chamber. Duerfir ass et och schued, datt déi delegéiert Ministesch fir d'Relatioun tëschent der Chamber an dem Parlament net hei ass, mee d'Madamm Backes elo alles ofkritt.

Ech mengen, datt et wierklech wichteg ass, déi heite Motioun ze stëmmen, well se en Zeeche setzt vun alle 60 Deputéierte par rapport zu enger Regierung, déi a verschiddene Fäll derailléiert huet, fir ganz kloer ze soen: „Dat do geet net! A geschlossen, Oppositioun a Majoritéit, soe mer, mir géife gär anescht eis Verfassung respektéieren."

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Ech ginn net dervunner aus, datt d'Regierung nach wëll d'Wuert huelen. Dann ass den ... Här Wolter, ganz kuerz, well am Fong ass d'Zäit vun der Fraktioun ofgelaf. Kuerz, Här Wolter.

M. Michel Wolter (CSV) | Dat ass ganz richteg, Här President, mee d'Madamm Tanson huet sech d'Méi gemaach, meng Ried vum leschte Joer hei am Detail nach eng Kéier virzeleeën, sou wéi si sech awer och d'Méi gemaach huet, Är Ried hei virzedroen. An ech wëll fir meng Säit, dee säit 40 Joer elo an deem Haus hei taagt an e puer Deeg, Follgendes soen.

Ech war an deene leschte Perioden enger Meenung an ech sinn och an dëser Period exakt der selwechter Meenung. An déi Meenung, dat ass déi, déi ech als Alterspresident hei op der Tribün vun der Chamber virgedroen hunn: Et gehéiert fir mech zum elementare Verständnis an enger parlamentarescher Demokratie, dass, och wann een net mateneen um Fong d'accord ass, den Austausch esou muss sinn, datt jiddweree senger Roll kann nokommen. Dat war fir mech essentiel.

An ech muss soen, ech hunn an der leschter Period dat Schlëmmst erlieft, wat en Deputéierte kann erliewen, nämlech, dass an enger Chamberskommissioun de President einfach decidéiert huet, d'Debatt ofzewiergen, ofzeschléissen. Dofir, dat ass bei mir hänke bliwwen!

M. Gilles Baum (DP) | Bei mir och!

M. Michel Wolter (CSV) | Dat ass an der Rei. Dat waart Dir an dat war an engem anere Fall nach vill, vill méi schlëmm. Wierklech vill méi schlëmm. Well ech einfach der Meenung sinn, dass dat net geet. Et kann een, wann een an enger Diskussioun ass, net op eemol soen: „Déi Diskussioun ass elo eriwwer, well se geet net esou, wéi ech se gären hätt."

An dofir sinn ech bei Iech. Ech perséinlech si bei Iech. Prenons le message. Prenons le message. Well et ass villes an deene leschte Wochen hei net esou gelaf, wéi et eigentlech hätt misse sinn.

An ech fannen eigentlech, dass een och déi Iddi vun der Plage fixe, fir déi ech mech perséinlech och agesat hunn – ech mengen, et war souguer meng Propositioun, déi ech gemaach hunn, fir ewechzekomme vun engem totalen Hin an Hier, wou een ni wousst, wou een eigentlech dru wär, hin zu enger Reegel, déi fir jiddwereen transparent am Ufank vun der Period ass –, soll anhalen.

Sou wéi ech, Här President, och der Meenung sinn – nodrécklech der Meenung sinn –, datt ee sech, wann ee Chamberswochen am Ufank vun enger Sessioun festleet, wannechgelift un déi Chamberswoche soll halen an dass et net ka sinn, wéi an der leschter Period iterativ – an ech schléissen de Covid do expressis verbis aus –, an och elo schonn eng Kéier geschitt an dëser Period, dass einfach, ouni dass wierklech e Fait grave ass, eng Woch bäigesat gëtt mat Sujeten, déi et zum Deel net wäert sinn, fir eigentlech e graven Akt ze maachen.

Well et ass ... Ech kann domadder liewen – ech kann iwwregens scho 25 Joer domadder liewen, dass mer d'Trennung vun de Mandater géife maachen – , mee soulaang mer d'Trennung vun de Mandater net hunn, si mir hei an enger Hallefdagsaarbecht.

An eng ganz Rei vun eis hu kommunal Aufgaben. A wann ech meng kommunal Aufgaben als responsabele Buergermeeschter dohinner leeën, wou ech se leeën, nämlech dohinner, wou se net mat der Chamber a Konflikt kommen, dann hätt ech net gären, dass d'Chamber mir de Konflikt eigentlech organiséiert. Well wann ech dat eent maachen, da maachen ech dat anert.

Ech komme vum Sujet of – jo! –, well ech eigentlech d'Zesummespill gesinn. Ech gesinn d'Zesummespill tëschent de Plagen, tëschent den Zäiten, wou mer hei mateneen diskutéieren, tëschent der Fro: „Wat ass wichteg? Wat ass net wichteg? A wat fir engem Moment soll d'Chamber informéiert ginn iwwert dat, wat d'Regierung wëlles huet ze maachen?", als en essentielle Punkt vum Fonctionnement vum Parlament.

An ech hoffe wierklech – well ech och ee vun deene war, déi an der Vergaangenheet emol ëfters eng Kéier gesot hunn, dass et esou net ka sinn –, dass mer iwwer all Meenungsverschiddenheeten ewech an deem Parlament hei zu enger Reegel kommen. An ech hoffen, Här President, dass Dir derfir suergt, dass mer déi Reegel kréien, well Dir sidd eigentlech de Gardien vun deene 60 Deputéierten, och par rapport zu enger Regierung, dass Dir et fäerdegbréngt, dee Message, deen haut an dëser Chamber komm ass ..., ob mir elo déi Motioun do unhuelen oder ob mer se net unhuelen. Eigentlech brauche mer se net unzehuelen. Mee: „Le message doit être clair." Dat ass meng Positioun. An entschëllegt, datt ech zwou Minutten oder zwou an eng hallef Minutte vun Ärer Zäit abuséiert hunn.

(Interruption)

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wolter. Vu datt Der op Är Ried agaange sidd, déi zitéiert gi war, hunn ech Iech déi Zäit, déi noutwendeg war, fir Iech auszedrécken an Är Meenung driwwer ze soen, elo och als Fait personnel ginn. Ech ginn och dervunner aus, datt mer deen heite Sujet, well en och fir mech an d'Leedung vun dëse Sëtzunge wichteg ass, am Bureau nach eng Kéier am Detail wäerten ugoen. Ech ka mech elo an där Fonctioun hei net selwer driwwer expriméieren, mee ech géing dat gär am Bureau am Detail maachen.

Vu datt elo keng aner Wuertmeldung do ass, géing ech dës Motioun dann zum Vott stellen.

Vote sur la motion

De Vott fänkt un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration.

Esou, ben, Dir hutt awer alleguer ofgestëmmt, dofir: Et ass elo Fin du vote.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 25, Nee: 35. Dës Motioun ass also ofgeleent mat 35 Nee-Stëmme bei 25 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten (par Mme Claire Delcourt), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert (par M. Georges Engel) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser (par M. Fred Keup), Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic (par M. François Bausch), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach (par M. Laurent Mosar), Emile Eicher (par Mme Françoise Kemp), Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen (par M. Paul Galles), Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies (par M. Félix Eischen), Mmes Octavie Modert (par M. Max Hengel), Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet (par M. Maurice Bauer) ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. André Bauler), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann (par M. Gusty Graas), Mandy Minella (par Mme Barbara Agostino), Lydie Polfer (par M. Luc Emering) et M. Gérard Schockmel.

11. Résolution de Mme Taina Bofferding relative au respect du Règlement de la Chambre des Députés concernant la convocation de réunions de commissions

(Résolution déposée en séance publique n° 32 du 25 juin 2024 – à consulter au compte rendu n° 13/2023-2028 en page 63)

An da komme mer zur Resolutioun vun der Madamm Taina Bofferding iwwert de Respekt vum Reglement vun der Chamber fir d'Convocatioun vun de Kommissiounsreuniounen. Madamm Bofferding, Dir hutt d'Wuert. Och hei fuere mer no der selwechter Reiefolleg wéi virdrun.

Exposé

Mme Taina Bofferding (LSAP), auteure | Jo, Här President, mir hunn dës Resolutioun erabruecht, well mer et extreem frustrant fannen, allkéiers an der Conférence des Présidents ënnert „Divers" dann erëm iwwert d'Organisatioun vun de Kommissiounen ze schwätzen, well sech net un d'Delaie gehale gëtt, net un d'Plage-fixen, wat effektiv u sech eng gutt Reegel ass, wann da jidderee sech drun hält. An duerfir eeben dës Resolutioun.

A wéi ech se en Dënschde virgestallt hunn, esou wéi d'Schicksal et da wëllt, koum d'Notifikatioun, dass da muer um 17.00 Auer eng Logementskommissioun wär. Also, dass mer eis richteg verstinn, ech hu kee Problem, freides um 17.00 Auer an d'Chamber ze komme fir ze schaffen, esou wéi mer och e Sonnden eis

Aarbechtssitzungen hunn. Ech fannen et just e bësse speziell, well mir sinn erëm net op der Plage fixe vum Logement, déi ass op engem aneren Termin vereinbart. A virun allem: Zäitgläich fënnt d'Summerfest vun der Chamber statt. Dat ass en Datum, dee scho längst fixéiert gouf, an ech fannen et eigentlech e bëssen dreist, wa mir dann hei eng Kommissioun aberuffen, also wann eng Kommissioun aberuff gëtt, dee Moment, wou d'Personal, wat d'ganzt Joer vill geschafft huet ... An ech mengen, et ass jo och de Respekt vis-à-vis vum Personal, dass mer dohinner ginn, dass mer mat hinnen zesumme schwätzen, mat hinnen e Patt zesummen huelen. A fir da grad hei eng Kommissiounssitzung ze fixéieren, fannen ech relativ dreist. An dat weist einfach. wéi wichteg et ass, dass mer eis nach eng Kéier domadder auserneesetzen. An dofir hei eis Revendicatioun, eeben de President a senger Missioun hei ze stäerken, fir dass am Reglement, wat mer jo elo op de Leescht huelen, wat mer amgaange sinn ze reforméieren, fir dass mer dat do nach eng Kéier preziséieren, an dass sech dann och wierklech dorunner gehale gëtt, well soss ass et extreem schwéier, an Zukunft nach kënne seriö ze schaffen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bofferding. Wie wëllt d'Wuert huelen? Ech fueren der Rei no, ech ginn der CSV fir d'éischt Wuert. Den Här Spautz.

Discussion générale

M. Marc Spautz (CSV) | Jo, Här President. Ech soen et nach eng Kéier: De Respekt, do si Problemer. Ech mengen, dass et wichteg ass, an Dir hutt et virdru selwer gesot, dass mer eis am Büro doriwwer ënnerhalen, wéi mer mat deene Plagë virufueren, well déi Plagen, esou wéi se de Moment sinn, déi Schwächten opweisen, déi gesot gi sinn.

An déi Kolleegen, déi mëttwochs moies mat an der Santé sinn, déi mierken et all Mëttwoch am beschten, wann no 45 Minutten d'Chamberkommissioun muss ofgeblose ginn, well d'Ministesch an de Conseil de Gouvernement muss goen, fir un där Kommissioun deelzehuelen.

D'Madamm Bofferding huet elo en anere Punkt ginn, an ech mengen, dass et wichteg ass, dass de Bureau sech eng Kéier mat de Regierungsmemberen oder mam Regierungschef do driwwer ënnerhält, well et awer wichteg ass, dass déi Plagen agehale ginn an dass et net ka sinn, dass zu all anerem Zäitpunkt d'Plagë musse geännert ginn.

Dës Diskussioun solle mer am Bureau féieren. Ech mengen, dass mer dofir keng Resolutioun brauchen, mee dass et wichteg ass, dass déi Diskussioun am Bureau gefouert gëtt.

Villmools merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Spautz. Dann ass d'Wuert fir den Här Baum.

M. Gilles Baum (DP) | Merci. Merci, Här President. Och merci de Kolleege vun der LSAP fir dës Resolutioun, déi sympathesch ass.

Mee zu dësem Moment – ech wëll dat betounen –, zu dësem Moment ass se net realistesch, et ass och net realiséierbar. Ech erkläre mech.

Dir frot, dass d'Delaie sollen agehale ginn, fir d'Kommissiounen anzeberuffen. Do sinn ech honnertprozenteg bei Iech. Mir haten elo dës Woch nach eng, déi ass just den Dag virdrun aberuff ginn. Dat ass net ze organiséieren!

Dann hätt Dir gär, dass d'Presidente sech sollen ofschwätzen, wa se hir Plagë mussen tauschen. Dat ass fir mech eng Selbstverständlechkeet. Ech war déi lescht zwou Legislaturperiode President vun enger Kommissioun, esou wéi och elo. An et ass normal, dass ee sech ofschwätzt, mee dat klappt eeben net ëmmer.

An ech weess och, vu wou Är Resolutioun hierkënnt: Well mer gemierkt hunn déi lescht Wochen – an ech mengen, ech kann do fir all d'Parteie schwätzen –, dass mer mat Momenter Jointen haten, a mir haten nach eng Kommissioun. Dann hues de quasi 45 vun dengen Deputéierte mobiliséiert. Dat ass besonnesch fir kleng Fraktiounen extreem schwiereg ze organiséieren. Ech sinn do honnertprozenteg bei Iech.

Wat d'Plage-fixen ugeet, sinn ech der Meenung, dass dat eng gutt Saach ass. Et wäert awer net ëmmer fonctionéieren, an ech erklären Iech och elo firwat. Dir hutt an Ärer Resolutioun geschriwwen, dass ee vun de Plage-fixë soll deviéieren en cas d'urgence. De Cas d'urgence, dee musse mer definéieren.

D'Madamm Bofferding huet elo just gesot, e Freide wär eng Kommissiounssëtzung. Ech soen Iech, firwat déi e Freideg ass. Ech ginn Iech e Beispill: Ech huelen d'Logementskommissioun oder d'Educatiounskommissioun. Wësst Der, wéi oft dass déi vum 1. Januar bis de 15. Juli kënnen zesummekommen, op hirer Plage fixe? Ganzer 13-mol! Eng Plage fixe fräi am Abrëll, eng Plage fixe fräi am Mee.

(Interruption par M. François Bausch)

Ech erklären Iech elo, Här Bausch, ganz fein, firwat dass mer dat elo esou gemaach hunn.

Also, ech kann als President vun der Logementskommissioun effektiv meng legislativ Aarbecht net maachen, wann ech just däerf déi 13 Plagen hunn, déi vu Januar bis Juli fräi sinn. Et deet mer leed, dat geet net! An ech huelen och hei d'Madamm Agostino fir d'Educatioun. Dat ass einfach net méiglech. Da muss een ausweichen.

Mir hunn am Ufank vun dëser Legislaturperiod en Effort gemaach, dass mer gesot hunn: Moies kënne mer dräi Plagë maachen! Mir haten ëmmer zwou Plagë moies, elo kënne mer der dräi maachen. Dat ass schonn net schlecht, mee et schéngt awer net duerzegoen. A vläicht musse mer eis agestoen, dass mer eeben och heiansdo mussen um 17.00 Auer nach eng Kommissioun halen, wéi dat iwwregens an der leschter Legislaturperiod ëmmer fir d'Reglementskommissioun war.

Elo zu der ...

(Interruption par M. François Bausch)

Jo, Här Bausch, dat war esou! Dat war ëmmer dënschdes um 17.00 Auer.

(Interruption par M. François Bausch)

Ma da lauschtert, da lauschtert, Här Bausch.

Dir hutt no där Sëtzung vun e Méinden, zu Recht, gefrot, fir nach eng Kéier kënne souwuel an d'Ëmweltkommissioun ze komme wéi an d'Interieurskommissioun an och an d'Logementskommissioun. An ech mengen, Dir hutt gemierkt, dass dem Här Meisch dru louch, fir och zum Zuch ze kommen, fir kënnen eppes ze soen.

Bon, dofir hunn ech mat him gekuckt: Wéi kënne mer elo esou séier wéi méiglech – esou séier wéi méiglech! – op déi Demande vun der grénger Fraktioun reagéieren? An dat séierst, wat gaangen ass a sengem Calepin, ass eeben elo e Freideg. Et deet mer leed, elo fannt Der dat vläicht net gutt, mee et ass awer dat séierst, wou mer probéieren, dem Usproch, an dem berechtegten Usproch, vun enger Kommissioun nozegoen.

Ech wëll eng ganz kleng Saach awer soen, wat mech e Méinde gestéiert huet: Dat ass, dass awer een Deputéierte wärend 14 Minutte geschwat huet! Jo, ok, wa mer dat maachen, da kommen der een, zwee, dräi drun, an dann ass d'Stonn eriwwer. Et deet mer leed, dat ass awer och net ...

Mir hunn an eisem Reglement fir déi Sëtzungen, déi iwwerdroe ginn, zwou Minutte stoen. A wa mer elo e Freiden déi Logementskommissioun hunn, da wäert ech mech och un dat halen, wat am Reglement steet.

(Interruption)

Nee, nee, nee, ech maache meng Ausféierunge fäerdeg.

Wéi gesot, mir hu probéiert, schnell ze reagéieren.

Dann hu mer auslännesch Visitten. Ech mengen, wann déi Leit bei eis kommen aus dem Ausland, déi kucken net, wéini dass mir Zäit hunn. Déi soen: „Lauschtert, ech sinn an deenen zwee, dräi Deeg hei an ech komme gär dann an d'Chamber." Dat gëllt besonnesch fir d'aussepolitesch Kommissioun, et gëllt awer och fir d'Defensekommissioun.

A wat hu mer elo? Effektiv, déi éischte Kéier – fir mech op alle Fall – hu mer e Sonnden de Moien en auslännesche Gaascht, dee bei eis kënnt, well et warscheinlech anescht an deem sengem Calepin och net geet.

Wou ech bei Iech sinn, dat ass, fir ze soen, dass mer effektiv mussen oppassen, dass mer laanschtenee kommen. Mee soulaang wéi mer méindes a freides nach Schäfferéit hunn, gëtt dat sécher net méi einfach.

Dir frot och en Délai raisonnable. Och do sinn ech bei Iech, dass Der an engem Délai raisonnable Är Sëtzung kënnt aberuffen. An dofir, Här Bausch, véier Deeg – véier Deeg! – no Ärer Demande reagéiert den Här Meisch, datt Der kënnt Är Froe stelle kommen, déi mer e Méinden net konnte stellen.

Ech mengen, dass mer och am Laf vun dëser Legislaturperiod weider Efforte musse maachen an der Organisatioun, mee zu dësem Moment kënne mir déi heite Resolutioun net matdroen.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Dann ass et un der LSAP, wa se nach eng Kéier wëllt an hirer Fraktiounszäit d'Wuert huelen. Madamm Bofferding.

Mme Taina Bofferding (LSAP), auteure | Jo, gären, Här President. Ech hunn dem Här Baum elo ganz gutt nogelauschtert. En huet elo argumentéiert, firwat seng Fraktioun déi do Resolutioun net ka matdroen, mee am Endeffekt hutt Der argumentéiert, wéi wichteg et ass, dass mer eis awer domadder auserneesetzen.

Der sot do, voilà, dass heiansdo Kommissioune séier mussen aberuff ginn, dass net ëmmer den Delai respektéiert ass, wéi och elo e Sonnden, wou mer effektiv eng Delegatioun hei wäerten empfänken. Absolutt! Ech mengen, et gëtt ëmmer Ausnamen.

De Problem ass just, Dir sidd amgaangen, d'Ausnam zur Reegel ze maachen. An dat ass einfach de Problem bei deem Ganzen! An dofir ass et jo grad wichteg, dass mer eis nach eng Kéier eenegen, wéi mer hei wëllen d'Aarbecht an de Kommissiounen organiséieren. An dass et, wa mer eis Delaie ginn, wa mer eis eeben an de Plage-fixen do dee Moment kënnen eenegen, dee Moment och um President ass, ze kucken, dass dat agehale gëtt.

Méi verlaange mer jo net hei. Mir wëllen eigentlech, wat normal ass, dass dat, wou mer eis mol am Ufank eng Kéier an der Conférence des Présidents drop gëeenegt hunn, hei einfach agehale gëtt! Et ass just nëmmen dat, wat mer hei wëllen hunn. An dofir

verstinn ech net, dass Dir elo argumentéiert, dass dat alles net ëmsetzbar wär. Well wann ech dann Är Argumenter weiderféieren, bon, da kënne mer och nimools d'Reglement iwwerschaffen, wann alles esou onméiglech ass.

Also nach eng Kéier: Mir si flexibel, mir sinn och bereet, freides ze kommen, mee ech hunn awer nach ëmmer kee Verständnis derfir, dass et muer ass, wou hei d'Summerfest ass vum Personal. Ech fannen dat nach ëmmer net gutt. An Dir hat ursprünglech, mengen ech, d'Logementskommissioun op méindes fixéiert, dunn ass se elo op freides komm. Also, mir si jo flexibel. En plus, d'nächst Woch, mengen ech, fält jo ee Chambersdag ewech. Vläicht ass et méiglech, do déi Kommissioun ze maachen. Et ass wichteg, dass mer kënne mam Minister diskutéieren. Mee verkaaft eis et net ëmmer esou, wéi wann näischt aneschters méiglech wär. Also, dat huelen ech Iech zwar net of!

M. Claude Wiseler, Président | Also, ech mengen, Här Baum, mir maachen elo den Tour fäerdeg.

M. Gilles Baum (DP) | Ganz, ganz, ganz kuerz. Also, esou wéi ech Är Resolutioun liesen, däerfen nach just Kommissioune gehale ginn op der Plage fixe, sauf en cas d'urgence. An ech hunn Iech argumentéiert, firwat dass dat fir de Logement a fir d'Educatioun net méiglech ass. Dat ass einfach net méiglech!

(Brouhaha)

M. Claude Wiseler, Président | Esou, déi nächst Fraktioun, déi hei d'Wuert huet, ass d'ADR, wa se wëllt eppes dozou soen. Här Keup, et ass un Iech.

M. Fred Keup (ADR) | Jo, merci, Här President. Ech maachen et awer relativ kuerz. Ech verstinn och dat, wat den Här Baum grad gesot huet. Et ass schwiereg mat méindes, freides a mat auslänneschen Delegatiounen, dat ass alles richteg.

Ech mengen awer schonn, dass et fir d'Organisatioun gutt wier, wann et just an exzeptionelle Fäll géif op aner Plagë kommen. An duerfir kann ech och wierklech der Madamm Bofferding an der LSAP Merci soen heifir an hinnen och Recht gi bei deem, wat d'Madamm Bofferding hei gesot huet. An duerfir wäerte mir dat heiten natierlech och ënnerstëtzen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Dann ass et un deene Gréngen. D'Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Merci. Also, Här Baum, ech sinn elo e bësse perplex, well iergendwéi geet et drëm, dass dat elo eng Urgence wär, fir déi Kommissioun e Freiden anzeberuffen, mee u sech hutt Dir déi Urgence selwer geschaf. Well wann dat esou geschitt wär, wéi dat jo och an deene Guidelines steet, déi nach déi lescht Woch erausgaange sinn, sollte mer wannechgelift d'Kommissiounssëtzunge just esou organiséieren, dass se an där Zäit, déi fixéiert ass, kënnen ofgehale ginn. Wat net méiglech ass, wann ee mat 50 Mesüren zu dräi Ministere kënnt, woubäi ee Minister, dat hutt Der elo vergiess ze erwänen, dovunner zwanzeg Minutte geschwat huet. Da kann dat net opgoen!

Dat heescht, et ass normal, dass dann ...

(Interruption)

Jo, et sinn ... en huet nëmme Froe gestallt.

M. François Bausch (déi gréng) | Nëmme Froen.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Dat heescht, et ass normal ...

M. François Bausch (déi gréng) | Dat ass engem Deputéierte säi Recht!

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Här Bausch, ech mengen, ech hunn d'Wuert.

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Nee, nee. Här Bausch, loosst d'Madamm Tanson schwätzen. Ech hunn dat elo misse soen.

(Interruption par M. François Bausch)

Här Bausch, wannechgelift. Madamm Tanson, loosst Iech net duerchernee bréngen duerch den Här Bausch.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Nee, nee, esou séier geet dat net, Här Wiseler.

Mee de Fin mot vun der Geschicht ass: Wa mer wierklech géife probéieren, dat esou ze maachen – an dat hat ech och schonn an der Conférence des Présidents gesot, an heiansdo si jo och aner Kommissioune vun deem selwechte Minister, deen nach en anere Ressort huet, wou dann zéng Punkten um Ordre du jour sinn, wou dat net méiglech ass, wou scho vu virera gewosst ass, dass et net méiglech ass, déi uerdentlech an annerhallwer Stonn ze evakuéieren –, wa mer géife probéieren, dat alles besser ze organiséieren, ech mengen, da wier d'Aarbecht heibanne besser. Éischtens sti mer dann all vläicht manner ënner Stroum, wa mer déi Diskussiounen hunn, well mer wëssen, mir hunn Zäit, dat do auszediskutéieren. A mir mussen och esou Diskussioune wéi déi hei net féieren.

Mee den Ursprong vum Problem – deen huet den Här Spautz virdru ganz gutt beschriwwen, an och den Här Wolter –, dee läit einfach dobäi, dass mer hei eng Hallefzäit-Chamber hunn. Wann zwee Deeg an der Woch komplett ewechfalen, plus elo nach de Mëttwochmoien, duerch de Changement vum Regierungsrot, jo wéi solle mer dat dann uerdentlech organiséiert kréien? Dann hu mer permanent Situatiounen, wou mer der Saach hannendrulafen. Dass dann deen Deputéierten, deen am Fong en charge vum Dossier ass – et ass jo net just eng Fro vu physescher Presenz, et ass jo eng Fro vun deemjeenegen, deen den Dossier kennt –, och kann an déi Kommissioun goen, wou deen Dossier diskutéiert gëtt. An e kann net – dat ass eppes, wat ech leider nach ëmmer net kann – op zwou Plaze gläichzäiteg sinn. Ech géif dat gäre kënnen, och d'autant plus hei an der Chamber.

Mee dat heescht, do musse mer dru schaffen. An et ass virdru vun där ominéiser Kommissioun geschwat ginn, fir de Statutt vum Deputéierten ze iwwerschaffen. Ech waarden nach ëmmer drop, dass mer do wierklech ufänke mat schaffen.

Et war gesot ginn, mir haten dat zesummen an der Kommissioun festgehalen, dass d'Proposen, fir de Règlement ze änneren, sollte bis Enn Juli erakommen. Ech hunn och elo haut gesinn, dass awer eng vun deene grousse Fraktiounen, déi jo vill Moyene misst hunn, fir dat ze maachen, wat mir scho gemaach hunn, elo gesot huet, si kéinten dat net bis den 30. Juli maachen, mee dat géif eréischt den 30. September erakommen.

Jo, wa mer an deem doten Tempo weiderfueren, dann hu mer d'Chambersreglement net adaptéiert bis zum Schluss vun der Legislaturperiod, an och de Statutt vum Deputéierten net.

Dat heescht, wa mer eis e bësse seriö huelen, da, wannechgelift, kommt, mir fänke mat deenen Aarbechte wierklech un, fir ze kucken, dass mer hei effikass schaffe kënnen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Dann ass et un dem Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Also, ech hätt léiwer gehat, déi Diskussioun hei wär op engem aneren Niveau gefouert ginn, an enger Kommissioun oder iergendwou, an et wär net néideg gewiescht, dass een eng Resolutioun hätt misse bréngen, well engem net nogelauschtert ginn ass. Ech mengen elo net, dass d'Leit alleguerte vum Fussball ëmschalten, fir ze kucken, wéi mir eis hei intern organiséieren.

(Brouhaha)

Ass haut keen? Ma dann hu mer Dausende Leit, déi dat wëlle wëssen. Dann hu mer der Dausenden.

(Brouhaha)

Et ass richteg, jo, et ass richteg, Här Engel, ...

M. Claude Wiseler, Président | Här Goergen, wannechgelift, et ass un Iech.

M. Marc Goergen (Piraten) | Si hunn – et ass richteg, Här Engel –, wéinst der Chamber eng Organisatioun ëmgeluecht.

Nee, Geck op d'Säit. Ech weess net, ob mer dat beschte Bild ofginn, wa mer hei diskutéieren an den Här Baum hei de Leit dobaussen erkläert, firwat et net méiglech wär, dass ee sech, als awer ugesinnent Haus dobaussen, net organiséiert kritt, wou ee vun all normalem Bierger dobaussen erwaart, dass e seng Aarbecht organiséiert kritt. Et ass e bësse ridicule, déi Diskussioun, déi mer hei gefouert hunn.

Et ass e Reglement do, un dat soll ee sech halen. D'Leit wielen eis mat ganz vill Vertrauen, fir dass mer eis Aarbecht esou organiséieren, dass se klappt. Dee Logementsproblem: Dir kënnt eis och nach zéngmol Är Statistike bréngen, Dir schaaft dee Problem selwer. Dann hätt Der sollen Är Pressekonferenz duerno maachen, da wär de Problem geléist gewiescht. Dir als DP mat Ärem Logementsminister. Ech kann de Saz och esou ausbauen, Här Baum.

(Interruption par M. Gilles Baum)

Wann Der do keen Afloss hutt, da géif ech mer aner Suerge maachen.

Ech géif awer nach eng Kéier de President bieden ...

(Interruption)

Genau, dat ass jo dat, wat ech wollt soen.

M. Claude Wiseler, Président | Nee, mee, kommt, mer maachen déi Diskussioun hei fäerdeg, wannechgelift.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ech géif Iech just nach ee Message matginn: Ech weess net, ob Dir virdrun d'accord waart oder net, dass mer dat mat deem Regierungsrot géifen änneren, well dat géif dem Här Baum seng Problemer och léisen, soudass hie vläicht kéint op mëttwochs moies auswäichen.

Et gëtt esou vill Optiounen. Et muss just e Wëllen do sinn. An ech hunn am Moment d'Gefill, wéi wa bei CSV/DP net de Wëllen do wär, fir dat awer ze verbesseren.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. Dann ass et un deene Lénken. Här Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Jo, et ass effektiv eng relativ komesch Diskussioun. A wann ee sech vläicht esou an d'Situatioun vun engem setzt, dee sech dat hei grad ukuckt, dee seet: Mee a wéi engem Land liewen ech?

Do sinn Deputéiert vu Majoritéit a vun Oppositioun sech an eppes eens: Mir kënnen am Moment net anstänneg schaffen! Dat ass e Constat, dee gedeelt gëtt, mengen ech, vu jiddwerengem.

D'Ursaachen, do gëtt et eventuell Verschibungen, Prioritéiten. Esou! Mee dat ass dee gemeinsame Constat. Dat ass awer fir e Parlament relativ grav, géif ech soen, wann dat de Constat ass vu siwen an der Chamber vertruedene Parteien.

Dat war och déi Mandatsperiod virdru schonn dacks e Problem. Et huet sech awer dës Kéier nach eng Kéier zougespëtzt doduerch, datt eng wichteg kleng Zäitfënster verluer gaangen ass, nämlech mëttwochs moies, doduerch, datt d'Regierung decidéiert huet, hire Conseil de Gouvernement, dee soss ëmmer freides war, op mëttwochs ze verleeën. An elo si mer richteg vir bäi an hanne widder.

Ech mengen awer, datt, och wann de Regierungsrot op engem aneren Dag wier, déi zentral Fro awer net gekläert wier domadder. An déi geet weesentlech méi déif. Déi huet domadder ze dinn, datt mir en Hobbyparlament sinn, hallefdeegs nieft aneren Occupatiounen, déi mer hunn, nieft anere Beruffer, déi mer hunn, nieft anere politesche Mandater – an ech zéie mech do net eraus. Mee dat ass déi Aart a Weis, wéi mir hei zu Lëtzebuerg parlamentaresch opgestallt sinn.

Ech mengen, den Här Wolter huet a senger Funktioun als fréieren Interimspresident, wann ech dat mol esou soen däerf, relativ staark insistéiert op déi Plage-fixen, ech mengen, och well hie sech bewosst war, datt dat e ganz grousse Problem riskéiert ze ginn. An duerfir brauche mer eng gewësse Rigueur.

Mir mussen déi Rigueur awer och vun der Regierung froen. Dat heescht, et kann och net sinn, datt eng Regierung a Kommissiounssëtzunge kënnt mat engem Batailloun vun 12 Beamten, wou de Minister op eemol guer näischt méi seet, mee d'Beamte fänken un, e Projet virzestellen an du hues eng Virstellung, déi eleng schonn 30, 40 Minutten dauert, an dann hunn déi 15 Deputéierten aus deenen ënnerschiddleche Parteien dann nach vläicht 1, 2 Minutten Zäit, fir Froen ze stellen. Also, sou kann et och net sinn! D'Disziplinn, déi muss dann awer och eng gedeelte Saach sinn a Reegele musse fir jiddweree gëllen.

Déi heite Resolutioun ënnerstëtze mer, well se eigentlech näischt anescht freet. Se mécht verschidde Constaten, se seet, dat do missten d'Prinzippie sinn, a se freet, datt dat do am Reglement misst preziséiert sinn. Mer kënnen natierlech och nach en Tour dréien, entweeder an der Reglementskommissioun oder am Bureau, mee dat do sinn déi essenziell Froen, déi mir ze klären hunn.

M. Claude Wiseler, Président | Merci. Domat wären d'Wuertmeldungen ofgeschloss.

Ech erlabe mer, am Kader vum Artikel 12 (2) vun eisem Reglement awer e puer Wuert zu där Resolutioun hei ze soen, net fir an d'Diskussioun anzegräifen, well dat steet mir net zou, mee fir den État de la question ze maachen, esou wéi deen Artikel dat virgesäit.

Éischtens wëll ech Iech soen, datt ech mech bei dëser Resolutioun wäert enthalen, well se sech un de President vun der Chamber adresséiert an ech also net gesinn, datt ech do ka Jo oder Nee stëmmen. Dat ass de Grond, firwat ech mech wäert duerno enthalen.

Ech soen och der Oppositioun, ouni Ironie, Merci fir d'Vertrauen, well Dir wëllt hei d'Missioune vum President u sech erweideren an em eng Rei Missioune ginn, déi esou reglementaresch u sech net virgesi waren. Fir eng Rei gëtt et Méiglechkeeten a fir eng Rei net. Mee ech mierken awer hei, datt e ganze Malaise evidenterweis besteet, wat d'Organisatioun vun der Chamber ugeeet, an dat ass eppes, wat een, denken ech, muss extreem seriö huelen.

Elo gëtt d'Reglement eis eng Rei Saache vir an eng Rei Saachen net vir. Ech denken, datt déi Changementer, déi mer am Reglement an der Reglementskommissioun wäerte maachen, deem hei absolutt musse Rechnung droen. Mee bis dohinner ass et awer nach eng Zäit, dat wäert nach e wéineg daueren, an do musse mer eis eng Rei Fonctionnementsreegele ginn, déi eis et erlaben, vläicht dann am Kader vum Reglement, respektiv am Kader vun deem, wat mir heibannen decidéieren, eis aner Reegelen ze ginn, fir datt mer e bessere Fonctionnement hikréien.

Ech géif mer erlaben, Iech ze proposéieren, datt mer Iech am Juli an enger Conférence des Présidents, well dohinner gehéiert et schlussendlech, eng Rei Propositioune maachen, déi, hoffen ech, eis hëllefen iwwert déi nächst Wochen a Méint eraus, bis mer dann eng Reglementsännerung kënne maache fir de Fonctionnement, wat absolutt an enger Demokratie noutwendeg ass, fir datt et uerdentlech fir jiddwereen heibannen, souwuel fir d'Majoritéit wéi fir d'Oppositioun, fonctionéiert.

An ech hunn héieren, datt de Malaise vun deenen engen a vun deenen aneren ausgedréckt ginn ass an datt mer do gemeinsam e Wee musse fannen, fir dat esou gutt wéi méiglech an de Grëff ze kréien. Ech mengen, datt mer déi Diskussioun an der nächster oder an der iwwernächster Conférence des Présidents solle weiderféieren. Ech wäert Iech dann eng Rei Propositiounen op den Dësch leeën am Kader vun dësem Reglement, a vläicht och aner Moyenen, déi ee brauch, iwwert dëst Reglement eraus, wou Dir dann awer musst decidéieren, ob Der domat d'accord sidd oder net.

Ob deen Text, déi Resolutioun, elo gestëmmt gëtt oder net gestëmmt gëtt, independant dovunner wollt ech Iech déi Propositioune maachen. Dat just zur Informatioun, ouni wëllen an d'Diskussioun anzegräifen. Merci, datt Der mer dat erlaabt hutt.

Madamm Bofferding.

Mme Taina Bofferding (LSAP), auteure | Här President, ech begréissen absolutt, wat Der elo gesot hutt. Ganz gären, wa mer gesinn, dass eng Suite kënnt an den Diskussiounen. Dass mer eeben an der Conférence des Présidents – déi nächst, déi ustinn, dat hutt Der jo dann elo annoncéiert – eis domat auserneesetzen, respektiv dass Der mat konkreete Propose kommt.

Genau dat hätte mer jo gären, fir dass mer hei virukommen, déi Problemer behuewe kréien. An duerfir bestinn ech net drop, dass mer elo d'Resolutioun hei sollen ofstëmmen. Ech fannen et gutt, dass et weidergeet, dass mer hei Neel mat Käpp maachen. An ech hoffen, dass mer eis dann och hei wäerten eens ginn, an ech begréissen déi doten Offer, wéi gesot, ausdrécklech.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen Iech villmools Merci, Madamm Bofferding. Wann ech elo richteg verstanen hunn, stëmme mer haut dann net iwwert dës Resolutioun of a mer verleeën déi Diskussioun dohin, wou se am Fong higehéiert, an d'Conférence des Présidents, wou mir eis eens ginn iwwert déi gemeinsam Reegelen, déi mer hunn.

(La résolution de Mme Taina Bofferding est renvoyée à la Conférence des Présidents.)

Voilà, da wär dee Punkt och domadder ofgeschloss. Dat war dee leschte Punkt vum Ordre du jour vun haut. Da schléisse mer d'Sëtzung heimat of. An den nächste Rendez-vous, deen ass den nächsten Dënschden.

D'Sëtzung ass ofgeschloss.

(La séance publique est levée à 19.55 heures.)

35e séance

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** p. 71
   M. Claude Wiseler, Président
2. **Ordre du jour** p. 71
   M. Claude Wiseler, Président
3. **Communications** p. 71
   M. Claude Wiseler, Président
4. **Changement de composition d'une commission parlementaire** p. 72
   M. Claude Wiseler, Président
5. **Heure de questions au Gouvernement** p. 72
   Question n° 99 du 2 juillet 2024 de Mme Stéphanie Weydert relative au diagnostic d'autisme chez l'enfant, adressée à Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale p. 72
   Mme Stéphanie Weydert | Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale
   Question n° 100 du 28 juin 2024 de M. Dan Biancalana relative à la traite des humains au Luxembourg, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures p. 72
   M. Dan Biancalana | M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures
   Question n° 101 du 2 juillet 2024 de M. Gusty Graas relative à l'organisation d'un « Waasserdësch », adressée à M. le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité
   Question n° 102 du 2 juillet 2024 de Mme Joëlle Welfring relative aux suites du « Waasserdësch », adressée à M. le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité p. 73
   M. Gusty Graas | Mme Joëlle Welfring | M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

Question n° 103 du 2 juillet 2024 de Mme Alexandra Schoos relative au soutien financier pour le tournage d'un film par l'Union des mouvements de résistance luxembourgeois ASBL, adressée à M. le Ministre de la Culture p. 74

Mme Alexandra Schoos | M. Eric Thill, Ministre de la Culture

Question n° 104 du 2 juillet 2024 de M. André Bauler relative aux dégâts causés par les pluies torrentielles du samedi 29 juin 2024, adressée à Mme la Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture p. 75

M. André Bauler | Mme Martine Hansen, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

Question n° 105 du 2 juillet 2024 de M. Ben Polidori relative à la hausse du chômage auprès des diplômés de l'enseignement supérieur et des moins de 30 ans, adressée à M. le Ministre du Travail p. 75

M. Ben Polidori | M. Georges Mischo, Ministre du Travail

Question n° 106 du 2 juillet 2024 de M. Luc Emering relative au refus d'une autorisation pour un tournoi de FootGolf, adressée à M. le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité p. 76

M. Luc Emering | M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

Question n° 107 du 2 juillet 2024 de M. Marc Baum relative à la suspension ou révocation d'un membre d'un Collège échevinal, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures p. 76

M. Marc Baum | M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

Question n° 108 du 1er juillet 2024 de Mme Taina Bofferding relative à l'introduction du bracelet électronique comme mesure d'éloignement dans le cadre de la violence conjugale, adressée à Mme la Ministre de la Justice p. 77

Mme Taina Bofferding | Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice

Question n° 109 du 2 juillet 2024 de M. Tom Weidig relative à la force de dissuasion nucléaire française, adressée à M. le Premier ministre p. 77

M. Tom Weidig | M. Luc Frieden, Premier ministre

6. **Ordre du jour (suite)** p. 78

M. Claude Wiseler, Président

7. **Question élargie n° 15 de M. François Bausch relative à la médecine scolaire**

Question élargie n° 16 de M. Mars Di Bartolomeo relative à la médecine scolaire p. 78

M. François Bausch | M. Mars Di Bartolomeo | Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | M. Mars Di Bartolomeo

8. **8325 – Projet de loi portant mise en œuvre du règlement (UE) 2021/784 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2021 relatif à la lutte contre la diffusion des contenus à caractère terroriste en ligne** p. 79

Rapport de la Commission de la Justice : Mme Stéphanie Weydert

Discussion générale : Mme Stéphanie Weydert | M. Guy Arendt | M. Dan Biancalana | M. Fred Keup | Mme Sam Tanson | M. Marc Goergen | M. Marc Baum (interventions de Mme Simone Beissel)

Prise de position du Gouvernement : Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8325 et dispense du second vote constitutionnel

Présidence : M. Claude Wiseler, Président

Au banc du Gouvernement : M. Luc Frieden, Premier ministre ; Mme Martine Hansen, M. Claude Meisch, Mme Martine Deprez, M. Léon Gloden, M. Georges Mischo, M. Serge Wilmes, Mme Elisabeth Margue, Ministres

(La séance publique est ouverte à 14.30 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Claude Wiseler, Président | Ech maachen d'Sétzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

2. Ordre du jour

Den ofgeännerten Ordre du jour, esou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass Iech zougestallt ginn.

Ass d'Chamber mat dësem ofgeännerten Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

3. Communications

Ech hu follgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

Éischtens: D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

Zweetens: D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert gi sinn, ass verdeelt ginn.

An drëttens: D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président – séance publique du 2 juillet 2024

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets suivants ont été déposés auprès de l'Administration parlementaire :

8404 – Projet de loi modifiant la loi communale modifiée du 13 décembre 1988

Dépôt : M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures, le 27/06/2024

8405 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 23 décembre 2016 instituant un régime d'aides pour la promotion de la durabilité, de l'utilisation rationnelle de l'énergie et des énergies renouvelables dans le domaine du logement

Dépôt : M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité, le 28/06/2024

8406 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée aux fins de :
1° transposer l'article 1er de la directive (UE) 2020/285 du Conseil du 18 février 2020 modifiant la directive 2006/112/CE relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée en ce qui concerne le régime particulier des petites entreprises et le règlement (UE) 904/2010 en ce qui concerne la coopération administrative et l'échange d'informations aux fins du contrôle de l'application correcte du régime particulier des petites entreprises ;
2° transposer l'article 1er, points 1), 2), 7), 12), 16) et 20) de la directive (UE) 2022/542 du Conseil du 5 avril 2022 modifiant les directives 2006/112/CE et (UE) 2020/285 en ce qui concerne les taux de taxe sur la valeur ajoutée

Dépôt : M. Gilles Roth, Ministre des Finances, le 01/07/2024

3) Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :

3225 – Demande de pétition publique : Niewefächer ab Sixième an der gewielter Sprooch (Däitsch oder Franséisch)

Dépôt : M. Rafael Castilla Cipriani, le 25/06/2024

3226 – Demande de pétition publique : Pour des amendes plus justes au Luxembourg : Abolition des chiffres non ronds

Dépôt : M. Yann Hoffmann, le 25/06/2024

3227 – Demande de pétition publique : Donner un statut précis à l'alternance au Luxembourg

Dépôt : M. Zacharie Thimmesch Oudar, le 26/06/2024

3228 – Demande de pétition publique : Proposition de loi citoyenne relative à la subvention pour les personnes à faible revenu concernant les frais d'obtention du permis de conduire

Dépôt : M. Guelord Manangama Love, le 27/06/2024

3229 – Demande de pétition publique : Chemtrails / Il est désormais certain que le climat est provoqué artificiellement. Le but de la pétition est de réduire au maximum les épandages dans l'atmosphère. La nature est une merveille et il est une honte d'essayer de la manipuler. Il serait aussi important de savoir quel genre de produits sont utilisés et à quel but

Dépôt : M. François Beck, le 30/06/2024

3230 – Demande de pétition publique : Pétition pour des horaires scolaires unifiés

Dépôt : Mme Nataša Ulak, le 01/07/2024

N.B. Les intitulés des pétitions sont susceptibles d'être modifiés tant que la Conférence des Présidents n'a pas statué sur leur recevabilité. Dans le cadre du présent compte rendu, l'Administration parlementaire se réserve le droit d'apporter certaines corrections d'ordre grammatical et orthographique aux intitulés des pétitions.

(Tous les documents peuvent être consultés auprès de l'Administration parlementaire.)

4. Changement de composition d'une commission parlementaire

Wat d'Zesummesetzung vun de parlamentaresche Kommissiounen ubelaangt, hunn ech follgend Off-ännerunge matzedeelen: An der Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme ass d'Madamm Simone Beissel Rapportrice vum Projet de loi Nummer 8293 iwwert d'Waassercompteure genannt ginn. Si ersetzt deemno den Här Patrick Goldschmidt all Kéier fir dee Punkt, an dat bis zum Enn vun der Prozedur vun däsem Projet de loi.

Gëtt et dozou iergendwellech aner Ännerungsvirschléi?

(Négation)

Dat ass net de Fall.

Ass d'Chamber mat dëser Ännerung averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

5. Heure de questions au Gouvernement

Haut de Mëtteg huet d'Chamber eng Froestonn un d'Regierung. Laut Artikel 83 vum Chambersreglement huet den Deputéierten 2 Minutten Zäit, fir seng Fro virzedroen, an d'Regierung huet 4 Minutten Zäit, fir drop ze äntwerten.

Als Éischt hu mer d'Fro Nummer 99 vun der Madamm Stéphanie Weydert un d'Madamm Ministesch fir Gesondheet a sozial Sécherheet iwwert d'Diagnos vum Autismus bei Kanner. Madamm Weydert, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 99 du 2 juillet 2024 de Mme Stéphanie Weydert relative au diagnostic d'autisme chez l'enfant, adressée à Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

Mme Stéphanie Weydert (CSV) | Villmools merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, a menger Question parlementaire vum 16. Mee hat ech verschidde prezis Froen zur Diagnos vum Autismus opgeworf. D'lescht Woch hunn ech dunn déi éischt Äntwertelementer zu de Soinen an de Mëttele fir den Depistage vum Autismus vun der Gesondheetsministesch, der Madamm Deprez, kritt.

Also, ech mengen, et ass eigentlech net Äre Stil, sou kuerz a knapp gebonnen ze sinn. An ech war eigentlech erstaunt, datt Dir déi Eenzeg waart, déi op meng Froe geäntwert huet. An awer, an der Schoul wier et en Hors-sujet gewiescht, well verschidde vu menge Froen iwwerhaapt net beäntwert goufen. Duerfir erlaben ech mir haut, nach eemol do nozehaken.

Wat sinn déi aktuell Waardezäiten, fir kënnen eng Autismusdiagnos ze erstellen? Gëtt et Pisten, fir dës Waardezäiten ze reduzéieren? Vun deenen 123 Fäll, déi 2023 traitéiert goufen, bei wéi ville Persoune gouf den Autismus diagnostizéiert? Wéi huet d'Zuel vun de Kanner, déi Autismus hunn, an de leschten zéng Joer evoluéiert? A gëtt et aktuell Kanner, déi drop waarden, an eng Schoul integréiert ze ginn, déi hire spezifesche Besoine gerecht gëtt? Falls jo, wéi vill Kanner sinn dovunner betraff? Wat ass virgesinn, fir d'Situatioun ze verbesseren, soudatt jiddereen esou séier wéi méiglech ka vun där schoulescher Offer profitéieren, déi néideg fir hien oder hatt ass? Wéi eng Piste gëtt et, fir d'Soinen, d'Scolaritéit an den Encadrement vun de Kanner mat Autismus ze verbesseren?

Ech soen Iech scho mol Merci an ech hoffen, dass vläicht och nach aner zoustänneg Ministere sech betraff fillen, fir en temps utile hiren Input zu menge Froen ze ginn. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Weydert. Dann ass d'Wuert fir d'Madamm Ministesch fir Gesondheet a sozial Sécherheet. Madamm Ministesch.

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Jo, e schéine gudde Mëtten a merci der Deputéiert Stéphanie Weydert fir d'Nofro.

Effektiv, de 16. Mee hu mer d'Question parlementaire erakritt. An normalerweis halen ech meng Delaien an. Ech äntweren och ganz detailléiert. Leider war dunn no Nationalfeierdag awer e bëssen Opreegung, well mir nach ëmmer keng Contributioune vun de Kolleege vun der Famille an der Éducation nationale kritt haten. Mir hunn dunn eng Kéier Récksprooch geholl, ob mer géife Reaktioune kréien, an do hu si gesot, si wiere mat eiser Äntwert averstanen, an duerfir dann déi knapp Äntwert.

Ech wéilt awer hei e bësse méi laang nach drop agoen, well ech hat gëschter nach Gespréicher am CHL am Kader vun der Aweiung vun der Annex 2. Do hunn ech dann och profitéiert, fir nach eng Kéier op den Autismus anzegoen, well dat mer awer eng grouss Suerg ass. Autismus ass jo net einfach eng Krankheet, wou ee seet: „Jo, et huet ee se oder et huet ee se net." Dat ass en Trouble du spectre de l'autisme. Dat geet vun ... bis. Do gëtt et vill Nuancen dertëschent. An deementspriechend dauert et och extreem laang, bis een iwwerhaapt eng Diagnos ka kréien.

Ech kann elo just aus der Siicht vun der Santé äntwerte respektiv der Sécurité sociale, wat d'Prise en charge ugeet. De CHL huet e Pôle autisme en place, wou de Moment den Delai, fir en éischte Rendez-vous ze kréien, dat heescht, eng éischt Anamnees ze maachen, sechs bis aacht Méint ass. Wann awer Kanner gemellt ginn, déi ënner zwee Joer hunn, da probéiere mer, esou séier wéi méiglech an där nächster Woch dee Rendez-vous ze maachen.

Wat kënne mer maachen, fir den Delai erofzesetzen? Aktuell stelle mer fest, datt et eng aussergewéinlech Augmentatioun vun Demandë gëtt, an do mussen d'Ursaache festgestallt ginn. D'Direktioun vun der Santé huet mer awer gesot, datt dat europawäit de Fall ass, datt extreem vill Leit gemellt ginn, déi wéilten eng Diagnos kréien. Bei de Fäll, déi 2023 am CHL diagnostizéiert goufen, ware ronn d'Hallschent, e bësse méi wéi d'Hallschent, 60 %, där, wou wierklech d'Diagnos bestätegt ginn ass. An Europa ass d'Tendenz steigend, wéi gesot, an net nëmme bei klenge Kanner, mee och bei Kanner, déi schonn en Âge avancé hunn.

Da war eng Fro doriwwer, wivill Kanner aktuell an der Schoul waarden, fir adaptéiert Soinen ze kréien. Dat heescht, dat ass, nodeem d'Diagnos gestallt ginn ass an d'Kanner an der Schoul sinn an net an enger normaler Klass kënnen evoluéieren. Déi Fro ginn ech da virun un de Kolleeg Educatiounsminister.

An dann ass nach déi allgemeng Fro, wéi mer dat wëllen an Zukunft besser reglementéiere respektiv besser en charge huelen. Och do hat ech schonn informell Gespréicher am Kader vun der Ausaarbechtung vu menger Äntwert mam Familljeminister a mam Educatiounsminister. A mir sinn eis eens, datt de Parcours de Moment iwwerhaapt net ideal leeft. Wann Der gesinn hutt respektiv wann Der de Lien consultéiert hutt vum Conseil scientifique, dann ass do e ganze Parcours, dee misst en place gesat ginn, deen net en place ass.

Mir hunn ee groussen Acteur, dat ass d'Fondation Autisme Luxembourg. Déi gëtt praktesch integral vum Familljeministère finanzéiert. An déi këmmere sech de Moment och drëms, fir de Leit e Rendez-vous ze fannen, fir d'Diagnos ze maachen, mee dat ass eigentlech net hir Aufgab. Si sinn eigentlech am Suivi vun de Kanner doheem a maachen dat och ganz gutt. An och an dem Suivi vun de Kanner sinn nach aner Acteuren ënnerwee, notamment an der Schoul d'Centres de compétences. Och do ass d'Kompetenz am Educatiounsministère.

Bref, et sinn dräi Ministèrë betraff. An ech proposéieren Iech, all meng Energie drunzesetzen, fir e Groupe interministériel zesummenzekréien, dee sech deem Problem unhëlt an dee mat allen Acteuren zesummen da probéiert, de Parcours vum Kand duerch déi schrecklech Diagnos vum Autismus méi einfach ze maachen an duerno eng éierbar Prise en charge ze maachen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Ministesch.

An da komme mer zur Fro Nummer 100 vum Här Dan Biancalana un den Här Inneminister iwwert de Mënschenhandel zu Lëtzebuerg. Här Biancalana, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 100 du 28 juin 2024 de M. Dan Biancalana relative à la traite des humains au Luxembourg, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures

M. Dan Biancalana (LSAP) | Merci, Här President. Jo, d'lescht Woch hu Journaliste vum brittesche Sender BBC um Kierchbierg e Mann mat de Viwërf vum Mënscheschmuggel konfrontéiert. De Journalisten hir Investigatioun huet 51 Deeg virdrun ugefaangen. Ausléiser war den Doud vu fënnef Persounen, dorënner e Meedche vu siwe Joer, op engem Schlauchboot am Mier virun der franséischer Küst. De konfrontéierte Mann soll Sue kritt hunn, fir d'Leit an England ze bréngen. Hei schwätze mir also vu Mënscheschmuggel, wou Krimineller aus der Nout vun anere Mënschen eraus Profitt schloen. Skrupellos huele si och de Verloscht vu Mënscheliewen a Kaf.

Bei organiséierter Kriminalitéit wësse mer, dass et natierlech dacks schwéier ass, un d'Hannermänner ze kommen. Ëmsou méi erschreckend, mengen ech, war et och, datt der BBC hir Spuer hei bis op Lëtzebuerg gefouert huet.

Dofir wéilt ech och vläicht dem Inneminister hei eng Rei Froe stellen: Konnt Der entre-temps de Reportage vun der BBC iwwerpréiwen, sou wéi dat effektiv och an der Press stoung? Ass de Fall hei ganz konkreet och elo den Objet vun enger Enquête, vun Ermëttlungen, déi opgeholl gi vun der Police respektiv dann duerno vun der Justiz? Waren eis Autoritéiten och scho virum Reportage vun der BBC op de Fall opmierksam ginn, éier effektiv de Reportage gesent gouf? An effektiv an dësem Fall, mat wéi engen Autoritéiten aus wéi enge Länner gitt Der och eng Kollaboratioun an?

Mir wëssen, dass et bei enger Struktur war vun Demandeurs de protection internationale. Sinn elo an deem Kontext hei vun dësem Reportage, och an der Suite vum Reportage, zousätzlech Sécherheetsmesüre getraff gi par rapport zu der Sécherheet?

Nach eng drëtt Fro: Gëtt et vergaange Fäll vu Mënscheschmuggel, déi hei am Land bekannt sinn?

A vläicht och eng lescht Fro méi generell: Wéi eng Ressourcë gi fir d'Opdecke vu Mënscheschmuggel agesat? A wéi fonctionéiert hei d'Kooperatioun,

notamment um Niveau vun der Police, um internationalen Niveau?

Ech soen Iech villmools Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Biancalana. Dann huet den Här Inneminister d'Wuert. Här Inneminister.

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Merci, Här President. Och merci dem éierewäerten Deputéierte fir dës Fro. Dir hutt elo e puer prezis Froe gestallt, déi Der net an der schrëftlecher Fro gestallt hutt. Dofir, ech kann elo net op all Fro, ob et e Fall ...

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)

Mee wann Der frot, ob prezis Fäll virdru sinn, dat muss ech nofroen, mee dat kann ech awer noliwweren.

Ceci dit, also de leschten Donneschden, de 27. Juni, ass jo dee Reportage do op BBC gesent ginn. Deen ass jo och direkt hei vun de Meedien opgegraff ginn. A jo, ech hu Kenntnis vum Reportage. Ech wëll just virop eng Remark maachen: Et geet an deem Reportage ëm Mënscheschmuggel respektiv Schleiseraktivitéiten. Also, mir schwätzen hei elo juristesch net vu Mënschenhandel.

Am Reportage geet et dann ëm deen tragesche Fall vun engem total iwwerfëllte Boot, wat vu Frankräich aus an England sollt fueren a wou dann e puer Migranten, notamment e klengt Kand, leider d'Liewe gelooss hunn. Aus deem Reportage geet ervir, datt och déi BBC-Reporteren iwwer Wochen hi probéiert hunn, dëser Persoun op d'Schlich ze kommen. A si sinn dunn op eemol eeben hei zu Lëtzebuerg um Kierchbierg fündeg ginn. Ech wëll awer och kloer soen: Mir hunn, bis dee Reportage do gesent ginn ass, keng Informatioune kritt.

Deen Här, ëm deen et an deem Reportage geet – bon, d'Présomption d'innocence spillt, mir hunn hei e Reportage –, huet och eng Demande d'asile gemaach. Ech soen dat hei a ganzer Transparenz, well am Fong soll een et net dobausse soen, wann eng Persoun eng Demande d'asile gemaach huet, well wann déi Persoun eng Kéier géif heem an hire Pays d'origine kommen, sinn d'Chancen natierlech grouss ... Mee ech mengen, ech stinn hei virun der Chamber an duerfir soen ech hei: Déi huet eng Demande d'asile Enn Mee gemaach.

Wéi et den Zoufall wollt, hätt dee Mann elo souwisou den 28. Juni Rendez-vous gehat op der Immigratioun, fir säin Dossier ze beschwätzen – de Reportage war jo de 27. Juni, fir dat ze rappeléieren.

Wéi ech dunn dat do gewuer gi sinn an dee Reportage do och gesinn hunn, hunn ech direkt d'Immigratioun kontaktéiert a mir hunn zesumme gekuckt, och mat der Police, wat mer elo kënne maachen opgrond vun deenen Informatiounen, déi mer haten. A mir sinn dunn zur Konklusioun komm, datt mer géifen e Mandat ausstellen, fir en an de Centre de rétention ze kréien, fir datt mer e kéinten iergendwou festsetzen, bis mer de Fall kéinten opschaffen.

Dat ass och gemaach ginn, a wéi d'Police da sur place mat där Ordonnance oder mat deem Mandat komm ass, du war de Mann awer net méi opzefannen, soudatt mer en net konnten an de Centre de rétention féieren. Ech weess och haut net, ob de Mann nach um Terrain ass oder net.

Dir hutt gefrot, wat d'Suitte sinn. D'Suite ass, datt d'Police elo mat enger Enquête préliminaire befaasst gëtt. Dat anert, dat muss ech dann nofroen, ob mer esou änlech Fäll haten. Ech géif mer dann erlaben, Iech dat schrëftlech matzedeelen, wann dat ok ass.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Inneminister.

An da komme mer zur Fro Nummer 101 vum Här Gusty Graas an zur Fro Nummer 102 vun der Madamm Joëlle Welfring un den Här Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit iwwert de Waasserdësch. Ech gi fir d'éischt dem Här Graas d'Wuert. Här Graas.

– Question n° 101 du 2 juillet 2024 de M. Gusty Graas relative à l'organisation d'un « Waasserdësch », adressée à M. le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

– Question n° 102 du 2 juillet 2024 de Mme Joëlle Welfring relative aux suites du « Waasserdësch », adressée à M. le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

M. Gusty Graas (DP) | Merci, Här President. De leschte Weekend krute mer jo erëm méi Waasser, wéi mer wollten, mee dat wëllt awer net heeschen, datt mer Waasser genuch hunn. Ganz au contraire, wann een de Grondwaasserspigel aus deene leschte Joren observéiert, da mierkt een, datt dee leider ëmmer méi ofhëlt, soudatt mer e ganz seriöe Problem awer mam Grondwaasserspigel hunn, also och e Manko u Waasser. A wie spiert dat am meeschten? Dat ass natierlech d'Landwirtschaft, déi reegelméisseg Waasser brauch. Reen ass engersäits e Fluch, anerersäits e Seegen, mee Waasser brauche mer natierlech, an, wéi gesot, virun allem um Niveau vun der Landwirtschaft.

Deen Theema muss reegelméisseg thematiséiert ginn. 2021 ass dunn och e sougenannte „Waasserdësch" ageruff ginn, wou och eng Rei Decisioune geholl gi sinn. Ënner anerem ass sech derfir ausgeschwat ginn, fir Pilotprojeten ze amenagéieren, wat zum Beispill elo Réckhaltebecken ubelaangt. Dat sollt an der Industriezon zu Conter geschéien.

Elo huet allerdéngs kierzlech de President vum Landesuebstbauveräin duerchbléck gelooss, datt déi Projeten net esou richteg géingen avancéieren. Op där anerer Säit muss an deem ganze Pak och nach iwwert de Problem vun der Erosioun diskutéiert ginn, wat jo och e Volet ass, dee mam Waasser ze dinn huet.

An dowéinst wollt ech e puer Froen un den Här Ëmweltminister stellen, well en elo kierzlech och duerchbléck gelooss hat, datt en neie Waasserdësch net onbedéngt noutwendeg wier, obwuel d'Madamm Landwirtschaftsminister, wa meng Memoire nach gutt ass, iergendwann ufangs dës Joers gesot huet, datt se éischter awer fir nach en zousätzleche Waasserdësch wär.

An deem Sënn, wéi gesot, déi éischt Fro dann, Här Minister, ob Der nach ëmmer bereet sidd, oder loosse mer soen, ob Der d'Opportunitéit agesitt, datt nach soll en zousätzleche Waasserdësch ageruff ginn.

Eng zweet Fro ass déi: Wou sinn déi Projeten drun, déi sollte realiséiert ginn um Niveau vun de Réckhaltebecken?

Da muss ee sech och d'Fro stellen, an der Hypothees, datt nach e Waasserdësch géing organiséiert ginn, ...

(Interruption par la présidence)

... wat een awer, mengen ech, och an de Kreesser vun der Landwirtschaft géing begréissen – do si jo an deem Sënn och Aussoen déi lescht Wochen a Méint gemaach ginn –, ob et vläicht virgesinn ass, wann esou e Waasserdësch organiséiert gëtt, datt een dann awer och nach vläicht zousätzlech aner Acteure géing do virgesinn.

Entschëllegt, Här President, wann ech e bëssen iwwerzunn hunn.

M. Claude Wiseler, Président | Kee Problem. Merci, Här Graas. Dann ass d'Wuert fir d'Madamm Welfring.

Mme Joëlle Welfring (déi gréng) | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir wëllen hei am Land méi Iesswuere produzéieren. Esou gëtt eist Land net just méi krisefest, mee eis Landwirtschaft och méi diversifiéiert an och gestäerkt.

Et ass awer gewosst, dass zum Beispill méi Geméisbau zu méi héijem Waasserverbrauch féiere kann. An zousätzlech – an dat ass elo schonn ugeklongen – sinn eis Lëtzebuerger Waasserleef am Allgemenge kleng an och vulnerabel a laut der Europäescher Kommissioun och bal all an engem souwuel cheemesch wéi ekologesch schlechten Zoustand.

Bei dat Ganzt kommen dann och nach d'Auswierkunge vum Klimawandel, mat méi extreeme Wiederepisoden, esou wéi leschte Samschden, an awer och intensiven Drécheperioden.

Dës Defie goufen – an dat ass och schonn ugeklongen – vun der viregter Regierung erkannt. An dofir gouf eeben 2021 e Waasserdësch organiséiert mat enger breeder Participatioun vu Representanten aus der Landwirtschaft an et goufen doropshi Projete lancéiert, fir zesumme mat deene Betriber konkreet an innovativ Léisungen am Waasserberäich ze entwéckelen an doraus ze léieren.

Laut der Äntwert op meng Froe vum 5. Abrëll sollt deen éischte Projet nach am Juni dëst Joer ofgeschloss ginn. An et koum och aus där Äntwert eraus, dass bis elo nach all Demande fir Reewaasserreservoiren autoriséiert ginn ass.

Gëschter huet et dann awer op engem ëffentleche Radiosender vun engem Uebstbauer geheescht, dass d'Verwaltunge sech awer géife schwéierdoe mat den Autorisatioune vun eenzelne Pilotprojeten.

Dofir déi dräi follgend Froen un den Här Ëmweltminister: Wéi eng Blocagë gëtt et hei genau bei der Ëmsetzung vun dëse Projeten? A wat sinn Är Iddien, fir d'Bewässerung fir d'Bauerebetriber ze facilitéieren a gläichzäiteg déi ganz prekär Situatioun vun eise Fléss a Grondwaasserniveauen net weider ze verschlechteren? Gedenkt Dir, eppes un den Autorisatiounsprozeduren ze änneren, a wa jo, wat?

An Dir hutt och um Radio gemengt, Här Minister, dass dës Theemen op engem Landwirtschaftsdësch sollte beschwat ginn. Mengt Dir net, dass dëst Theema net just vun engem Point de vue vun der Landwirtschaft, mee och vun Naturschutzaspekter misst beluecht ginn, grad no den Erfarungen, déi 2022 an der Dréchent gemaach goufen, an dass de Krees hei misst méi breet opgemaach ginn?

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Welfring. Dann ass d'Wuert fir den Här Ëmweltminister. Här Minister.

M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | Merci villmools, Här President. A merci der Madamm Welfring an dem Här Graas fir déi Froe ronderëm d'Waasser.

Effektiv, et muss ee sech fir d'éischt mol d'Fro stellen, ob mer déi Fro wëllen aleng op d'Landwirtschaft limitéieren oder ob mer se net wëlle méi breet opmaachen, well d'Waasser ass natierlech net nëmme wichteg fir d'Landwirtschaft, mee fir eis alleguerten.

Mee vu datt awer d'Fro par rapport zur Landwirtschaft gestallt ginn ass: Mir hate jo elo schonn en éischte Landwirtschaftsdësch, wou mer och iwwert

d'Waasser geschwat hunn. Do ass et virun allem och ëm déi Drénkwaasserschutzzone gaangen a wéi do déi gemeinschaftlech Approche ka weidergefouert ginn, fir datt mer do och esou gutt wéi méiglech d'Qualitéit vum Drénkwaasser kënne respektéieren, dat och an Zesummenaarbecht mat eise Landwirten.

Et ass jo nach en zweete Landwirtschaftsdësch geplangt an der zweeter Hallschent elo vum Joer, wou natierlech och kënne Froen iwwert d'Waasser, dat heescht d'Irrigatioun virun allem jo fir eis Geméis- an Uebstbaueren, diskutéiert ginn. Dat ass dat, wat ech bis elo just gesot hunn.

Ech sinn u sech bis elo net formell domadder beoptraagt ginn, fir dee Waasserdësch ze maachen. Mir hunn dat awer och an eisem Koalitiounsprogramm stoen, datt mer nach e Waasserdësch wëllen organiséieren. Wéi gesot, nach eng Kéier, mir hunn nach e Landwirtschaftsdësch geplangt, wou mer kënnen op déi Froen och gäre mat de Vertrieder vun den Uebst- a Geméisbauere méi spezifesch nach eng Kéier agoen an och eng Kéier kënnen de Point maachen, wou u sech déi eenzel Projeten dru si vun deem éischte Waasserdësch, wou ech Iech awer och nach déi Äntwert dorobber ginn.

Mee prinzipiell muss ee sech awer d'Fro stellen, ob een net misst dee Waasserdësch méi grouss maachen an ob op dee Waasserdësch net och missten zum Beispill d'Gemenge mat invitéiert ginn, d'Ofwaassersyndikater, d'Drénkwaassersyndikater, d'Industrievertrieder och zum Beispill, well Waasser gëtt iwwerall gebraucht. Et ass jo net just nëmmen d'Fro vun: „Hu mer genuch Waasser fir eis Landwirtschaft?", mee: „Hu mer och genuch Waasser fir den zukünftege Bevëlkerungswuesstum, deen awer amgaangen ass ze kommen?" Dat musse mer jo och kënne garantéieren. Hu mer genuch Waasser och effektiv fir eis handwierklech Betriber, fir d'PMEen, fir d'Industrie, wéi gesot, a fir och d'Qualitéit vum Waasser selbstverständlech, déi ganz wichteg ass, kënnen ze assuréieren?

Dann den Héichwaasserrisiko, den Héichwaassermanagement, do gëtt et jo och e Plang dozou. Genausou wéi et den allgemenge Waasserwirtschaftsplang jo gëtt, gëtt et d'Klimaadaptatiounsstrategie, déi amgaangen ass, ugepasst ze ginn, wat e wichtege Volet ass, wéi mer an Zukunft kënnen u sech aneschters och bauen, aneschters och liewen, datt mer och dat mat dran integréiere kënnen. An do si mer amgaangen, och un enger Waasserstrategie ze schaffen. An do geet et spezifesch ëm d'Ofsécherung vun der Drénkwaasserversuergung fir d'Zukunft.

Fir awer eng Kéier séier op déi Projete vum Waasserdësch ze komme vun 2021: Ech hat Iech op där Fro vum Abrëll am Mee schonn u sech d'Prezisioun eng Kéier do ginn, mee, wéi Der sot, do war gesot ginn, am Juni 2024 wier den éischte Projet u sech ofgeschloss. Den éischte Pilotprojet, dat war een, wou sollt gekuckt ginn, opbereet Klärwaasser kënnen ze notze fir d'Wéngerten a fir d'Geméis. Dee Projet ass effektiv ofgeschloss. E gëtt awer elo net weidergefouert, well kee Bedreiwer fonnt ginn ass, kee gemeinschaftleche Bedreiwer, fir dee Projet kënnen ëmzesetzen. Dat heescht, do si mer bei deem Pilotprojet emol op engem Punkt ukomm, wou en net weidergefouert ka ginn.

Da sinn nach en zweeten an en drëtte Pilotprojet zréckbehale ginn. Deen een ass effektiv, fir kënnen och Waasser, wat an der Industriezon zesummekënnt, wat do vun den Diecher respektiv vun de Parkingen ofléisst, dann opzefänken. Do leeft eng Machbarkeetsstudie, fir ze kucken: Wivill Waasser kënnt do zesummen? Wat ass d'Qualitéit vum Waasser? Wéi kann dat opbereet ginn, fir dat herno ze benotzen? Do ass bis elo nach keng Autorisatioun gefrot ginn, mee den Ëmweltministère ass do och Facilitateur. Mir wëllen déi Roll spillen, fir all d'Acteuren do zesummenzekréien, fir datt mer dee Projet och kënne begleeden an en och kann ëmgesat ginn. An do si mer och a konstruktiven Echangen doriwwer.

An deen drëtte Pilotprojet, dat soll u sech ee si vun Notzung vu Reewaasser an anere Waasserressourcë fir een ëffentlechen Terrain vun enger Gemeng, wou et awer elo e Problem gëtt, well deen Terrain läit net op Staatsgebitt, mee op engem anere sengem Staatsgebitt. An elo ass u sech do déi Machbarkeetsstudie, déi och doriwwer gelaf ass, gestoppt ginn, well fir d'éischt déi Gemeng gär wëll en aneren Terrain fannen, fir dann erëm eng Kéier kënne mat deem Projet unzefänken.

Voilà, dat ass eng Kéier just kuerz, wou mer dru si mat deenen eenzelen dräi Pilotprojete suite vum éischte Waasserdësch.

An zur Fro: Waasserdësch, jo oder nee? Natierlech, dat steet an eisem Koalitiounsprogramm, mee et kann een dat an zwou Etappe maachen, beim Landwirtschaftsdësch deemnächst spezifesch agoen op d'Besoine vun der Landwirtschaft an awer gären dat och eng Kéier méi grouss opmaachen, well et net nëmmen eng Fro ass vun Irrigatioun, mee nach vu villen aneren. An och am Kader vun der Waasserstrategie wëlle mer souwisou all d'Acteuren eng Kéier consideréieren. Do geet et natierlech da just ëm d'Drénkwaasser, mee wa mer gären all d'Aspekter wëlle beliichten, musse mer dee Waasserdësch méi grouss organiséieren, wat mer awer prett sinn ze maachen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister.

An da komme mer zur nächster Fro, der Fro Nummer 103 vun der Madamm Alexandra Schoos un den Här Kulturminister iwwert déi finanziell Ënnerstëtzung fir den Tournage vun engem Film vun der ASBL Union des mouvements de résistance luxembourgeois. Madamm Schoos, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 103 du 2 juillet 2024 de Mme Alexandra Schoos relative au soutien financier pour le tournage d'un film par l'Union des mouvements de résistance luxembourgeois ASBL, adressée à M. le Ministre de la Culture

Mme Alexandra Schoos (ADR) | Merci, Här Chamberspresident. E schéine gudde Mëtteg, léif Kolleeginnen a Kolleegen. Här Kulturminister, wéi een an enger Pressematdeelung vun der Union des mouvements de résistance luxembourgeois ASBL vum 29. Juni 2024 noliese kann, huet ënner aneren dës Organisatioun e Film realiséiert, „Operatioun Pauly", deen de Leidenswee vun zwee jonke Lëtzebuerger am Zweete Weltkrich retracéiert. Fir dëse Film hat d'UMRL eng finanziell Ënnerstëtzung vun 22.500 Euro beim Lëtzebuerger Filmfong ugefrot, den Héchstsaz, dee fir esou e Projet enger ASBL vum Filmfong accordéiert ka ginn.

De Filmfong huet sech de 5. Juni 2024 géint eng entspriechend Ënnerstëtzung ausgesprach. An der Pressematdeelung liest ee souguer: „En refusant toute aide financière à une production luxembourgeoise, avec un historique d'une telle valeur et l'engagement de jeunes acteurs luxembourgeois, nous estimons que le Filmfong a failli à sa mission de soutenir notre film qui contribue à la mémoire collective de ces années sombres du Grand-Duché."

An deem Kontext géif ech dem Här Kulturminister gär dräi Froe stellen: Kann den Här Kulturminister confirméieren, dass fir dëse Film net nëmmen déi ugefroten Zomm refuséiert gouf, mee wierklech guer keng finanziell Ënnerstëtzung accordéiert gouf?

Déi zweet Fro wier: Firwat war et net méiglech, dës Filmproduktioun esou ze ënnerstëtzen, wéi et ugefrot war?

An déi lescht Fro wier: Wier et net méiglech, an Zukunft all Lëtzebuerger Filmproduktioun, déi d'Erënnerung vu Lëtzebuerger am Zweete Weltkrich oprechterhält, prinzipiell op eng ugemoosse Manéier ze ënnerstëtzen an och eng entspriechend Ënnerstëtzung nëmme mat gudder Begrënnung ofzeleenen?

Ech soen Iech Merci.

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Schoos. Dann huet den Här Kulturminister d'Wuert. Här Minister.

M. Eric Thill, Ministre de la Culture | Merci, Här President. Merci der Madamm Schoos och fir d'Fro. Fir unzefänken: Ganz, ganz kloer ass et fir mech als Kulturminister ganz wichteg, hei ze ënnersträichen, dass d'Erënnerungskultur, vun där Der och geschwat hutt, e ganz wichtegen an en elementare Bestanddeel vun eisem nationale Patrimoine ass.

Ech kann dofir och déi Initiativ, vun där Der geschwat hutt, an och déi aner benevoll Engagementer vun der Unioun vun de Lëtzebuerger Resistenzler an och aneren Associatiounen iwwert déi lescht Joren a Joerzéngte ganz kloer just ënnersträichen an och begréissen.

Är Fro bezitt sech konkreet eeben op déi Realisatioun vun dësem Projet, fir deen d'Unioun vun de Lëtzebuerger Resistenzler eng konkreet Aide beim Filmfong ugefrot huet. Konkreet handelt et sech hei ëm eng Demande fir eng sougenannt „Carte blanche". Dës Aide, dat ass e selektive Subsid, also eng Hëllef op engem Dossier, a keng automatesch finanziell Ënnerstëtzung fir esou eng Produktioun. Dës Reegelen, déi si festgehalen, genausou wéi d'Modalitéiten, fir eeben déi Aidë vun deene Carte-blanchen ze definéieren, an déi sinn um Filmfongsite um Internet och nozeliesen.

Mir ass op dëser Plaz wichteg ze ënnersträichen, jo, datt et net u mir als Kulturminister ass, fir sech – soen ech emol – iwwert de Bien-fondé vun esou enger Demande ze äusseren. Dëst ass d'Aufgab vum Filmfong a senger onofhängeger Kommissioun. Dëse Prinzipp ass fir mech elementaire fir d'Konschtfräiheet vum Film, an un dee wëll ech mech ganz kloer och weider halen.

An där Kommissioun sëtzen – wichteg ze soen! – ee Representant vum Filmfong an och dräi weider Experten, Consultanten. De virgeluechte Projet gouf effektiv op Basis vum Dossier vun der Kommissioun net zréckbehalen. D'Decisioun war an deem Sënn unanime, an d'Grënn sinn dofir, wéi Der och gesot hutt, per Courrier der ASBL matgedeelt ginn.

Wichteg ze soen: Dës Decisioun betrëfft reng de formalen Aspekt vun deem Projet a seet natierlech näischt iwwert d'Erliefnisser an och déi aussergewéinlech Verdéngschter vun de Resistenzler an hiren Nokommen aus.

Dat gesot, soen ech Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister.

Da komme mer zur Fro Nummer 104 vum Här André Bauler un d'Madamm Ministesch fir Landwirtschaft, Ernärung a Wäibau iwwert d'Schied, déi duerch d'Schauere vun e Samschde verursaacht goufen. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 104 du 2 juillet 2024 de M. André Bauler relative aux dégâts causés par les pluies torrentielles du samedi 29 juin 2024, adressée à Mme la Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

M. André Bauler (DP) | Jo, merci, Här President. Wéi Der et scho gesot hutt: De leschte Weekend huet den Himmel seng Schleisen opgemaach a mir haten iwwer Lëtzebuerg e breet Déifdrockgebitt, wat derzou gefouert huet, datt mer wärend enger bestëmmter Phas vum Owend sougenannt, wéi d'Fransousen dat nennen, „pluies torrentielles", kruten, Sturzregen, mat alle Konsequenzen, déi dat bedeit huet fir Privatleit a Betriber, an och besonnesch hei d'Landwirtschaft.

Ech wollt am Fong geholl d'Madamm Landwirtschaftsminister just froen, ob si aus der Landwirtschaft, awer och aus dem Wäibau beziehungsweis vun de Gäertner an den Uebstbaueren e Feedback kritt huet iwwert de méigleche Schued. Wann een iwwer Land fiert, da gesäit een, datt et eng Rei Stécker gëtt, wou d'Kären zum Beispill ëmgefall sinn – oder besser gesot den Hallem, un deem d'Kären hänken, ëmgefall ass. Et gesäit een awer och Schued am Geméisbau. An ech wollt einfach froen, ob do eng Estimatioun, eng graff Estimatioun, besteet, wéi sech dëse Schued an deene Stonnen do entwéckelt huet a wat dat eebe fir Landwirtschaft, Wäibau an Uebstbau bedeit.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bauler. An dann ass d'Wuert fir d'Madamm Ministesch fir Landwirtschaft, Ernärung a Wäibau. Madamm Ministesch.

Mme Martine Hansen, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture | Merci, Här President. An och merci dem Här Bauler fir d'Fro. Ech hunn him leider net vill ze äntwerten, well als Ministère si mer guer net kontaktéiert ginn. Well ech awer elo net wollt heihinnerkommen an näischt soen, hu mer eis nach séier an der Mëttegstonn e bësse schlaugemaach bei den Assurancen. An do krute mer och gesot, datt bis elo u sech nach net vill Meldungen erakomm sinn. Et ass och net esou, datt elo déi puer Meldungen, déi komm sinn, sech an enger Géigend géife konzentréieren. Et ass e bësse queesch duerch d'Land.

Et si virun allem déi Kären, wou den Hallem méi laang ass, d'Kar an d'Triticale, wou Lager ass. Et ass och zum Deel Mais, deen e bëssen ëmläit. Dee ka sech awer nach eng Kéier erkréien. Dat heescht, do gi se elo e bësse méi spéit nach eng Kéier kucken.

Wéi gesot, am Wäibau hu mer och nogefrot. Do krute mer och keng Meldung eran, soudatt ech hoffen, datt där Meldungen och am Laf vun der Woch net méi vill kommen an datt mer dann dës Kéier mat engem bloen An an der Landwirtschaft, am Gaardebau an am Wäibau dervukomm sinn.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Ministesch.

Da komme mer zur Fro Nummer 105 vum Här Ben Polidori un den Här Aarbechtsminister iwwert d'Hausse vum Chômage bei den Demandeuren ënner 30 Joer a bei den Héichqualifizéierten. Här Polidori.

– Question n° 105 du 2 juillet 2024 de M. Ben Polidori relative à la hausse du chômage auprès des diplômés de l'enseignement supérieur et des moins de 30 ans, adressée à M. le Ministre du Travail

M. Ben Polidori (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, an den neiste Publikatioune vun der ADEM – a, do ass den Här Minister, ech hunn en elo just gesicht – gëtt gewisen, dass d'Zuele bei den Demandeur-d'emploien ënner 30 Joer wéi och bei de Leit mat héije Qualifikatioune staark geklomme sinn, dëst am Verglach natierlech zum leschte Joer. Mir gesinn och, dass dëst Joer ab Januar dës Zuel haaptsächlech bei de Leit mat héije Qualifikatioune stagnéiert. Trotz allen Efforten, déi d'ADEM an der leschter Zäit gemaach huet, wat d'Formatioun ugeet, gesi mer awer keng richteg Verbesserungen.

Eng Kéier kuerz zu e puer Zuelen: Bei den Demandeur-d'emploien ënner 30 Joer hate mer am Abréll d'lescht Joer 2.964 Leit, déi eng Aarbecht gesicht hunn, an dëst Joer ëm déi selwecht Zäit hu mer der 3.475. Dat ass e Plus vu 17,5 %. Dann dat selwecht eng Kéier bei de Leit mat héije Qualifikatiounen, do hate mer lescht Joer 4.135 Leit, déi eng Aarbecht gesicht hunn, an dëst Joer hu mer der 5.103. Dat ass eng Augmentatioun vun 23,4 %.

An dësem Zesummenhang wëll ech dem Minister follgend Froe stellen: Wéi erkläert sech d'Regierung dës Entwécklungen? A wat gedenkt d'Regierung zousätzlech elo nach ze maachen, fir dës Entwécklungen ze stoppen?

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Polidori. Dann huet den Här Aarbechtsminister d'Wuert.

M. Georges Mischo, Ministre du Travail | Merci, Här President. Merci, Här Polidori, fir déi Froen. Wann een elo déi absolutt Zuele kuckt iwwert den Undeel vun den héich qualifizéierte Leit, déi eng Aarbecht sichen, also deenen, déi Études supérieures mat Erfolleg ofgeschloss hunn, ass dës Zuel an de leschten zéng Joer geklommen. Dobäi ass ze soen, dass an der Gesellschaft an um Aarbechtsmaart den Undeel vun den Héichqualifizéierten allgemeng geklommen ass an dass dës Situatioun natierlech och gëllt bei deene Leit, déi eng Aarbecht sichen.

Et héiert sech dramatesch un, wann et heescht, dass den Undeel vun Héichqualifizéierten an deene leschten zéng Joer ëm bal 75 % geklommen ass. Wann een dann an absolutten Zuele kuckt, ass d'Situatioun awer da schonn e bëssen eng aner. Wärend den 31. Mee 2014 am Ganzen 2.536 héich qualifizéiert Leit bei der ADEM ageschriwwe waren, waren et der den 31. Mee 2024 am Ganze 5.179 Persounen. Dat si bal 30 % vun all de Persounen, déi dee Moment bei der ADEM ageschriwwe waren.

Trotzdeem ass dat e bedeitende Wuesstum a muss méi genee gekuckt ginn. Aus deem Grond goung der ADEM hir éischt Publikatioun vun der Serie „Zoom Emploi" d'lescht Joer am Hierscht genee iwwert dëse Sujet. De Zoom sur les demandeurs d'emploi avec qualification supérieure ass ze fannen op der Internetsäit vun der ADEM ënnert der Rubrick „Publications".

An déser Publikatioun hëlt d'ADEM d'Populatioun vun den héich qualifizéierte Leit, déi eng Aarbecht sichen, ënnert d'Lupp a weist Perspektive fir eng Verbesserung vun der Situatioun. Follgendes kann een aus déser Etüd zesummefaassen: Et gëtt eng Augmentatioun vun den héich qualifizéierte Persounen aus Drëttlänner, déi eng Aarbecht sichen. D'Augmentatioun vun héich qualifizéierte Leit, déi eng Aarbecht sichen, entsteet virun allem duerch en Zouwuess vu Leit aus Drëttlänner, wéi ech elo gesot hunn.

Wärend 2018 nach 740 héich qualifizéiert Drëttstaatler bei der ADEM ageschriwwe waren, waren et der 2023 schonn 1.532, also en Zouwuess vu 792 Leit, wat méi wéi dat Duebelt ass. Um Stéchdag vum 31. August 2023 waren et gréisstendeels héich qualifizéiert Leit aus der Ukrain mat 18,6 % an aus Indie mat 10,84 %, déi eng Aarbecht gesicht hunn.

Dës héich qualifizéiert Leit aus Drëttlänner si gréisstendeels Fraen, éischter méi jonk Leit, wéi Der och scho preziséiert hutt, ënner 45, awer och ënner 30, méi kuerz Zäit awer am Chômage. Iwwer 50 % si manner wéi sechs Méint bei der ADEM ageschriwwen.

D'Schwieregkeet beim Zougang op den Aarbechtsmaart fir héich qualifizéiert Drëttstaatler huet eng Rei Ursaachen. Dat sinn natierlech d'Sproochkenntnisser: Manner wéi 20 % schwätze genuch Franséisch an natierlech ganz sielen och Lëtzebuergesch. D'Unerkennung respektiv d'Aschätze vun den auslänneschen Diplomer: Nieft de Waardezäite fir d'Unerkennung kënnen och vill Patronen de Wäert vun deenen Diplomer aus dem Ausland schlecht aschätzen. Natierlech dann och mangelnd Beruffserfarung respektiv Kenntnisser vun nationalen Administratiounen a Gesetzeskaderen. Dat gëllt virun allem bei Comptabelen an Affekoten, reglementéierte Beruffer, virun allem am Gesondheets- a Sozialwiesen. An och d'Ausstellung vun Aarbechtsgeneemegungen, och nodeem dat neit Immigratiounsgesetz vum 1. September 2023 a Kraaft getrueden ass.

Wat ënnerhëlt d'Regierung an natierlech deementspriechend och d'ADEM, fir déi dote Penurie an de Gréff ze kréien? D'ADEM huet hir Offer vu Reskilling, Upskilling an de leschte Jore considerabel vergréissert an ausgebaut. Dorënner falen och Offere fir héich qualifizéiert Leit, déi eng Aarbecht sichen, wéi zum Beispill am IT-Beräich. Vu datt beim Accès zum Aarbechtsmaart grad fir Drëttstaatler feelend Sproochkenntnisser e ganz grousse Problem duerstellen, huet d'ADEM hir Offer konsequent vergréissert: obligatoresch Sproochentester bei der Aschreiwung fir all Leit, déi eng Aarbecht sichen, fir méiglechst séier d'Defiziter ze identifizéieren an ugepasste Sproochecoursen unzebidden, e Partenariat mam INLL an d'Vergréissere vun der Offer vum E-Learning, andeems méi Lizenzen disponibel sinn, zum Beispill 4.000 Lizenze fir d'Sproocheplattform Babbel, déi och alleguerte bis elo genotzt gi sinn.

Wat muss méi gemaach ginn?

(Interruption par la présidence)

Ganz séier: D'Méiglechkeeten, fir e Stage de professionnalisation ze maachen, musse multiplizéiert ginn, an den akadeemesche Programmer vun der Formation professionnelle solle méi Stagen a Betriber virgesi sinn, fir de Kontakt tëscht de Studenten a potenzielle Patronen ze vereinfachen, d'Begleedung vun den Unisdiploméierten, wa se sech selbstänneg wëlle maachen.

Am Resümmee kann een da soen, datt natierlech méi Efforte musse gemaach ginn, fir déi Héichqualifizéiert, awer och déi ënner 30 an d'Aarbecht ze kréien a fir hinnen eng Aarbechtsplaz kënnen ze bidden. E reelle Problem um Aarbechtsmaart ass dës Situatioun awer net, well och d'Betriber sichen ëmmer méi héich qualifizéiert Leit, soudass och den Undeel vun den ausgeschriwwenen Aarbechtsplazen, déi eng Aarbechtskraaft mat engem Unisdiplom sichen, an de leschte Jore vun 28,7 % op 38 % geklommen ass.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister.

Da komme mer zur Fro Nummer 106 vum Här Luc Emering un den Här Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit iwwert de Refus vun enger Autorisatioun fir e Footgolftournoi. Här Emering, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 106 du 2 juillet 2024 de M. Luc Emering relative au refus d'une autorisation pour un tournoi de FootGolf, adressée à M. le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

M. Luc Emering (DP) | Jo, merci, Här President, fir d'Wuert. Wéi Der bestëmmt gesinn hutt, ass an de soziale Meedie vill diskutéiert ginn de Weekend iwwert de vun diverse Veräiner organiséierte Fussballgolftournoi zu Mënsbech. De Weekend vum 29. Juni, samschdes, sonndes, sollt dat elo stattfannen.

Dat Ganzt gouf een Dag virdrun, den 28. Juni, vum Ministère de l'Environnement refuséiert, wuel wëssend, dass den Dossier de 16. Abrëll eragaangen ass. Aus dem Refus geet ervir, dass do eng Zone spéciale wier, déi preziséiert wier duerch e Reglement vum 6. Oktober 2023, eent vun deene Reglementer, déi nach kuerz virum Regierungswiessel gestëmmt gi sinn. Et geet awer net konkreet do eraus, firwat dat refuséiert ginn ass.

Dofir hunn ech dräi Froen un de Minister. Déi éischt ass: Firwat gouf deen Tournoi do konkreet refuséiert? Huet dat elo weider Konsequenze fir d'Zukunft an deenen dote Gebidder, dass een emol kee Fussball méi däerf do spillen?

Firwat en Delai vun zwee an engem hallwe Mount, fir deene Leit ze äntweren? Ech mengen, et handelt sech, wéi gesot, hei ëm en Tournoi, an do ka jiddweree sech den Impakt awer op d'Natur ausdenken, dass deen net allze riseg ass.

An engem Fall wéi deem hei, wou de Veräi schonn eng ganz Rei Zelter opgeriicht hat, Iessen a Gedrénks kaf hat, sinn do Entschiedegunge virgesinn? Ech mengen, an engem Fall wéi deem hei kann dat awer de Veräin a finanziell Laberente bréngen.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Emering. An dann huet den Här Ëmweltminister d'Wuert. Här Minister.

M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | Merci, Här President. Ech wëll just am Ufank bemierken, datt ech net weess, ob d'Chamber déi richteg Plaz ass, fir iwwer eng spezifesch Demande, ...

(Interruptions)

... wou e Refus gemaach ginn ass, eng Äntwert ofbedéngt ze ginn, well u sech misste mer allgemeng Interêten hei kënne behandelen. Mee ech versichen awer trotzdeem, hei deen allgemengen Interêt erauszehuelen an och Iech déi Äntwert ze ginn op dee prezise Fall hei. Dat, mengen ech, ass och absolutt kee Problem.

Wéi geet elo déi allgemeng Prozedur? Ech mengen, et ass wichteg, datt all Veräiner, wa se iergendwou gäre wëllen eppes organiséieren, wat an enger Naturzon, an enger Gréngzon ass, och laang a Viraus effektiv hir Demande maachen. A mir mussen eis nach méi beméien, an dat si mer och amgaang ze maachen am Ëmweltministère, fir kënnen och deene Veräiner méi Guidance mat op de Wee ze ginn. Dat kann a Form si vun engem Guide, vun engem FAQ, wou een op déi heefegst gestallt Froen och Äntwerte kritt: Wann ech an enger bestëmmter Zon eppes wëll organiséieren, op wat muss ech oppassen? Do ass amgaangen, esou e Guide ausgeschafft ze ginn, fir de Veräiner dat mat op de Wee ze ginn an dann och kloer d'Instruktiounen un d'Veräiner laang am Viraus. An da kann een, mengen ech, och esou Fäll, wou dat ganz kuerzfristeg geschitt, an Zukunft och evitéieren.

Allgemeng ass et jo och de Wëlle vun dëser Regierung ze kucken, d'Prozedure méi séier ze maachen. Dat gëllt selbstverständlech och an dësem Beräich, ënner anerem mat Hëllef vun der Digitaliséierung, soudatt mer och net méi mussen esou laang op Äntwerte waarden.

Wat war elo de Grond an dësem spezifesche Fall, firwat et net autoriséiert ginn ass? Ma d'Demande, déi gestallt ginn ass, dat war, esou en Tournoi ze organiséieren an enger Natura-2000-Zon. An dat ass och dem Requerant, wéi en d'Demande ausgefëllt huet, automatesch a senger Demande ugewise ginn, datt e muss oppassen, datt hei eng Natura-2000-Zon ass respektiv et kéint eng streng geschützt Naturzon sinn, déi betraff ass. Et ass him warscheinlech net esou bewosst gewiescht, mee et ass awer ugewise ginn. An deem Formular gëtt dat automatesch generéiert.

An dat ass elo de Problem: An enger Natura 2000 muss een natierlech vill méi strikt Oplage respektéieren. Et ass net, datt een näischt kéint do maachen, mee hei si mer awer elo matzen an engem Gebitt, wou ganz streng geschützten europäesch Aarte sinn. Déi sinn elo an der Brutsaison. A genau do hätt dat solle stattfannen. An dat kann awer do beim beschte Wëllen net autoriséiert ginn, well an där Brutsaison do net kënnen esou Aktivitéite stattfannen, well déi soss – virun allem d'Vullenaarte sinn et – géife gestéiert ginn. Dowéinst huet dat missen an deem Moment refuséiert ginn.

Déi aner Äntwerten, mengen ech, hunn ech Iech do ginn, wéi mer versichen, an Zukunft allgemeng eebe mat esou Demanden ëmzegoen, fir datt mer eeben och kënnen esou Situatiounen an Zukunft verhënneren.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister.

Da komme mer zur Fro Nummer 107 vum Här Marc Baum un den Här Inneminister iwwert d'Suspensioun oder d'Revokatioun vun engem Schäffen. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 107 du 2 juillet 2024 de M. Marc Baum relative à la suspension ou révocation d'un membre d'un Collège échevinal, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Zënter engem Mount beherrscht d'Affär ronderëm d'Verurteelung vun engem Schäffe wéinst schwéierer Steierhannerzéiung d'ëffentlech Debatt, d'Uneën an d'Editoe vun allen Zeitungen, virun allem well de betraffene Schäffe sech weigert, fräiwëlleg ze demissionéieren. Eng entspriechend Motioun gouf am Escher Gemengerot net zum Vott zougelooss. An déi lescht politesch Instanz, den Inneminister, huet an enger Äntwert op eng parlamentaresch Fro vu mir refuséiert, iergendeng Form vu Sanktioun géint dee Schäffen auszeschwätzen.

Här President, dëst ass e Sachverhalt, deen eis nach ganz laang beschäftege wäert, well e fundamental demokratesch, institutionell an och verfassungsrechtlech Froen opwerft. Hei just e puer Elementer:

An de Coursë vum Inneministère fir Gemengebeamte ginn unhand vun der belscher Praxis, op där eist Gemengegesetz berout, fir d'Sanktiounsméiglechkeet vum Inneminister wéinst Inconduite notoire, Artikel 41, ënner anerem follgend Beispiller genannt: Korruptioun, Steierhannerzéiung, Farerflucht. Den Inneministère gesäit dat awer anescht an argumentéiert, datt an dësem Fall: a) déi schwéier Steierhannerzéiung Privatsaach ass – dat ass Steierhannerzéiung ëmmer –; b) de Betraffenen net zu enger Prisongsstrof verurteelt gouf; an c) d'Geriicht him net säi passiivt Walrecht ofgeschwat huet. Jo, och dat ass richteg: Mir schwätze vun Inconduite notoire, net vu Mord.

Dozou follgend Froen: Éischtens: Vu datt den Inneminister eng aner Interpretatioun huet wéi déi gängeg Doktrinn an de Schoulbicher, wëll hien d'Coursë vum Ministère esou ëmänneren, datt se senger neier Interpretatioun entspriechen? Net datt ugoend Gemengebeamten nach eppes iwwer exemplarescht Verhale vun hirem Schäfferot léiere mussen, dat net stëmmt.

Zweetens: Déi aktuell Doktrinn gesäit an deene Froen nach ëmmer eng staark a streng Tutelle vum Inneminister iwwert de Schäfferot vir a parallell kaum Handlungsméiglechkeete vum Gemengerot. Jo, de Gemengerot dierf net emol indirekt säin Desaccord ausdrécken, esou heescht et. Wann den Inneministère elo eng manner streng Tutelle wëll ausüben, misst en dann net als noutwendege Parallelismus e méi staarken Aktiounsradius fir de Gemengerot virgesinn?

An drëttens a leschtens: Mengt den Inneminister, datt déi aktuell Gemengegesetzgeebungen a Bezuch op d'Nominatioun an d'Revokatioun vu Memberen aus dem Schäfferot nach internationalem Recht entspriechen?

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. Dann ass d'Wuert fir den Här Inneminister. Här Inneminister.

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Merci, Här President. Erlaabt mer, emol eng Kéier den Artikel 41 aus dem Gemengegesetz ze zitéieren: „En cas d'inconduite notoire, de faute ou de négligence graves, les échevins peuvent être suspendus de l'exercice de leurs fonctions par le ministre de l'Intérieur pour un temps qui ne pourra excéder trois mois, sauf à être renouvelé par décision motivée. Ils peuvent être démis de leurs fonctions par le même ministre."

Jo, dat, wat den Här Knaff gemaach huet, ass net gutt. A jo, e krut eng ...

Plusieurs voix | O!

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | A jo, e krut eng Condamnatioun. En ass condamnéiert gi vun engem Geriicht. A wann een hei d'Verfassung ernimmt, sou wéi den Här Baum ... Här Baum, d'Séparation des pouvoirs. Ech sinn net Riichter. Ech sinn Inneminister an ech hale mech un déi Texter, déi virginn, wéi ech ze handelen hunn am Kader vu Gemengen.

Ech stelle fest, datt an deem Geriicht déi betreffend Persoun net dechu ass vun hiren zivillen a politesche Rechter. Géif ech déi Persoun suspendéieren, wier de Risiko enorm grouss, datt den Tribunal administratif géif meng Decisioun annuléieren. An dann hätte mer erëm aner Problemer.

Dee Cours, deen Der uschwätzt – an do soen ech Iech Merci, datt Der dee Punkt opgeworf hutt –, deen ass net ënner menger Fieder op de Site gesat ginn, mee dat ass e Cours, dee scho ganz laang ...

(Interruption par M. Marc Baum)

Mee da lauschtert mer mol no! Dir hutt mer jo eng Fro gestallt.

(Interruption par M. Marc Baum)

Dee steet scho ganz laang um Site. An effektiv, dat hu mer elo dank Ärer Interventioun gemierkt – an duerfir, op deem Punkt ass se nëtzlech –, ...

(Exclamations et hilarité)

... ass e leider net méi ...

M. Claude Wiseler, Président | D'Wuert huet den Här Inneminister.

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Et ass vill Opreegung, Här President.

(Brouhaha)

Jo.

M. Claude Wiseler, Président | Sou, wannechgelift fuert weider!

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | ... ass dee Cours effektiv net méi à jour. An ech kann Iech och berouegen: Den aktuelle Cours – ech hu lo gesot, si sollen deen erofhuelen, dank Ärer Interventioun – mat der aktueller Jurisprudenz gëtt natierlech awer um INAP enseignéiert.

An do ass et effektiv esou, datt déi franséisch Jurisprudenz ausschlaggeebend ass, déi ganz kloer seet, dass een een an dësem Fall nëmme suspendéiere kann, wann en e Feeler am Kader vum Exercice vu sengem Mandat gemaach huet. Ech wäert dat och weider esou applizéieren. Ech hunn och an där Äntwert, déi ech Iech ginn hunn, preziséiert: Hei ka just déi betreffend Persoun en âme et en conscience decidéieren, wat se mécht no där Verurteelung.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Inneminister.

Da komme mer zur Fro Nummer 108 vun der Madamm Taina Bofferding un d'Madamm Justizministesch iwwert d'Aféierung vum elektronesche Bracelet als Distanzéierungsmoossnam am Fall vun häuslecher Gewalt. Madamm Bofferding, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 108 du 1er juillet 2024 de Mme Taina Bofferding relative à l'introduction du bracelet électronique comme mesure d'éloignement dans le cadre de la violence conjugale, adressée à Mme la Ministre de la Justice

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Jo, genau, Här President. D'häuslech Gewalt ass eng Realitéit hei am Land. Dat weist och de Rapport zur häuslecher Gewalt, dee kierzlech virgestallt gouf. A 25 % vun de Policeinterventioune koum et zu enger Expulsioun. A vun deenen Täter, déi hu missen de Stot verloossen, waren der 52 Widderhuelungstäter.

Et ass wichteg, dass mer nach méi de Bléck op d'Täter riichten, well Täteraarbecht ass och Afferschutz. An och wann an de leschte Jore scho ganz vill Mesüre geholl goufen, sou ass et e permanente Prozess. Dofir gouf an der leschter Legislaturperiod en interministeriellen Aarbechtsgrupp agesat, eebe fir ze kucken, ob souwuel am Legislative wéi och am Preventiven an a weidere Beräicher mussen Adaptatioune gemaach ginn.

Dee Grupp huet seng Aarbechten ofgeschloss, dat a Form vun enger Analys, wou en och eng ganz Rëtsch vu Pisten a Recommandatiounen opléscht. An eng vun deene Pisten ass eeben d'elektronesch Foussfessel, wou sollt am Ausland gekuckt ginn, déi dëst schonn agefouert hunn, respektiv sollen Etüden ausgewäert ginn an eeben iwwerpréift ginn, awéifern mer dëst och kéinten hei am Land eeben am Kader vun der häuslecher Gewalt asetzen.

Alternativ gëtt et jo nach aner esou Antirapprochementssystemer, wou dann en Alarm ausgeléist gëtt. Dorëms geet et jo, wann Täter an Affer am nämmlechte Perimeeter sinn. Ech mengen, dat wär duerchaus sënnvoll, wa mer kucken, wéi kleng awer d'Land ass a wéi ee sech mol zoufällegerweis séier kann iwwert de Wee lafen.

Dofir meng Fro un d'Ministesch, ob dës Pist nach weider verfollegt gëtt, ob nach weider iwwerpréift gëtt, ob Der wëlles hutt, effektiv am Kader vun der häuslecher Gewalt a bestëmmte Fäll – well mir schwätze jo hei nach net vun enger Strofdot, dat ass jo eng Mesure administrative d'urgence, déi hei geholl gëtt – d'Foussfessel anzeféieren.

An dann ass et och esou: De Parquet fuerdert eng Etüd iwwert d'Widderhuelungstäter, wat ech absolutt sënnvoll fannen. Dat war och d'lescht Joer am Kader vun 20 Joer Gewaltschutzgesetz en Theema, wou gesot ginn ass: „Et ass wichteg aus wëssenschaftlecher Siicht, déi Dossiere kënnen ze analyséieren." Ben, aus Dateschutzgrënn ass dat net méiglech, mee dofir och meng Fro, wéi Der zu där Revendicatioun stitt an ob Der vläicht bereet wiert, eeben och hei dem Parquet ze hëllefen, fir de Wee fräizemaachen, dass een esou eng Etüd ka maachen. Wéi gesot, ech mengen, dass dat och wichteg ass, wann een nach an Zukunft wëll weider an der Täteraarbecht Akzenter setzen.

Merci.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bofferding. An dann huet d'Justizministesch d'Wuert. Madamm Minister.

Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice | Merci, Här President, an och merci un d'Madamm Bofferding fir dës Fro zu engem ganz wichtege Sujet. Mir hunn am Koalitiounsaccord allgemeng zréckbehalen, datt mer de Recours op de Bracelet électronique wëllen iwwerpréiwen, fir en och kënne méi systematesch anzesetzen, besonnesch och an der Détention préventive.

Et muss ee wëssen, datt et zwou Zorte vu Braceletélectroniquë gëtt: op där enger Säit déi mat der Radiofrequenz. Do kann een nëmme kucken: Ass eng Persoun op där Plaz, wou se soll sinn, oder net? Mee soubal se déi Plaz verléisst, kann een eigentlech net méi iwwerpréiwen, wou déi Persoun ass. An deen aneren ass dee vum GPS, wou een dann eebe ka genau suivéieren, wou déi Persoun geet. Dat setzt awer natierlech dann och viraus, datt och een dee Contrôle mécht an datt dann och een do ass, dee kann agräife gegeebenefalls, wann déi Persoun an engem Perimeeter ass, deen ee muss definéieren, a wa se net méi doranner ass. A Frankräich, effektiv, do hu se esou e System, an dat ass e Système de géolocalisation, de Bracelet électronique antirapprochement.

Mir si weiderhin der Meenung, datt dat eng Iddi och ass en matière de violence domestique. Dat heescht, déi Pist verfollge mer weider. Allerdéngs musse mer do nach e bëssen och mat de verschiddenen Acteure kucken, well mir musse jo och kucken: Wie këmmert sech ëm wat? Wéi soll dat an der Praxis oflafen? Besonnesch wa mer eeben, wéi Der richteg sot, net an enger Strofdot sinn, mee en matière préventive. Do si jo ganz aner Mechanismen, déi dann och musse spillen. Dat heescht, do si mer weiderhin amgaangen, drun ze schaffen. A mir musse wierklech e Konzept ausschaffen, fir dat kënnen en place ze setzen.

Mee d'Äntwert ass kloer: Jo, mir si weiderhin der Meenung, datt de Bracelet électronique kann en Instrument sinn, wat duerchaus sënnvoll ass am Kader géint haislech Gewalt.

Och déi Etüd, déi Der ugeschwat hutt, mengen ech: Et ass wichteg, datt mer dee Problem vun der haislecher Gewalt besser verstinn, a wéi enger Situatioun déi entsteet a wat d'Risike sinn. An natierlech ass dat eppes, wou mer och kënnen absolutt op dee Wee goen an déi Etüd esou maachen, wéi se gefuerdert ass.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Ministesch.

An da komme mer zur leschter Fro vun haut. Dat ass d'Fro Nummer 109 vum Här Tom Weidig un den Här Premierminister iwwert d'Positioun vum Lëtzebuerger Staat zum franséischen Nuklearschëld. Här Weidig, Dir hutt d'Wuert.

– Question n° 109 du 2 juillet 2024 de M. Tom Weidig relative à la force de dissuasion nucléaire française, adressée à M. le Premier ministre

M. Tom Weidig (ADR) | Merci, Här President. Här Staatsminister, Lëtzebuerg huet sech verflicht, bis 2030 2 % vu sengem Bruttonationalakommes an d'Verdeedegung ze investéieren. Mir stinn domat net aleng. Sämtlech NATO-Staaten erhéije progressiv hire Militärbudget. Am Géigesaz zu anere Länner muss Lëtzebuerg déi Suen aus Mangel un eegener nationaler Rüstungsindustrie exklusiv am Ausland ausginn, an dat deelweis souguer ausserhalb vun der Europäescher Unioun.

Ee Kärelement vun der europäescher Verdeedegungsstruktur ass d'franséischt Nuklearschëld, dat fir Europa ëmsou méi wichteg gëtt, wann d'Vereenegt Staate sech eng Kéier géifen aus Europa zréckzéien. Duerfir hunn ech zwou Froen:

Här Staatsminister, sidd Dir derfir oder dergéint, datt Lëtzebuerg vum Schutz vum franséischen Nuklearschëld soll profitéieren?

An zweetens: Wäert d'Regierung Initiativen op EU-Niveau ënnerstëtzen, fir déi europäesch Rüstungsindustrie ze stäerken?

Merci.

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Weidig. Dann huet den Här Premierminister d'Wuert.

M. Luc Frieden, Premier ministre | Här President, d'Defensepolitick ass eng Politick, déi een national definéiert. Et ass u Frankräich als souveräne Staat ze decidéieren, ob et säin Nuklearschëld och anere Länner zur Verfügung stellt. Dat ass eng Decisioun, mat där Lëtzebuerg näischt direkt ze doen huet.

Fir eis ass den nukleare Prabbeli dee vun der NATO. D'NATO ass déi Instanz, déi eis deen nukleare Schutz gëtt. Lëtzebuerg ass Deel vun der NATO – mat aneren. An duerfir wäerte mer och eisen Effort de défense, wéi mer annoncéiert hunn, op 2 % vum Revenu national brut bis 2030 erhéijen. Dat geschitt innerhalb vun den Efforte vun der Europäescher Unioun, mee wat déi nuklear Defense ubelaangt, geschitt dat innerhalb vun der NATO. Et ass net un eis, fir de Schutz vun engem anere Land ze beusprochen an dësem Kontext. Et ass u Frankräich eleng ze decidéieren, wat et mat senger nuklearer Defense mécht.

Wann ech et richteg verstan hunn, huet de franséische President just doriwwer en Debat a Frankräich lancéiert a guer net gesot, datt dat esou géing geschéien, well dat wär dann dee Moment souwisou eng Decisioun vun der NATO. Ech fueren d'nächst Woch op den NATO-Sommet op Washington a wäert do eise vollen Engagement als NATO-Partner vis-à-vis vun der NATO confirméieren.

Zweet Fro: Jo, natierlech si mir fir de Renforcement vun der europäescher Defenseindustrie. Lëtzebuerg kann do nëmmen e ganz klenge Rôle derzou spillen, mee selbstverständlech muss Europa selwer

och kucken, datt et ka Saache produzéieren. An all déi Konklusiounen, déi den Europäesche Conseil an deene leschte puer Woche geholl huet, fir dat ze renforcéieren, fannen d'Zoustëmmung vun der Lëtzebuerger Regierung.

Am Resümmee: Den nukleare Prabbeli ass dee vun der NATO. Mir sinn en zolitte Partner vun der NATO, mat allen Engagementer, déi dat comportéiert. An innerhalb vun der NATO si mir selbstverständlech och der Meenung, datt Lëtzebuerg an Europa och muss seng Roll spillen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Premierminister. Domat wär dann eis Froestonn ofgeschloss.

6. Ordre du jour (suite)

Den nächste Punkt vum Ordre du jour sinn zwou Froen, zwou Question-élargien, iwwert d'Schoulmedezinn: déi eng vum Här François Bausch an duerno déi vum Här Mars Di Bartolomeo. Aus Organisatiounsgrënn géing ech proposéieren, datt déi zwee Auteure vun de Froen hir Froen hannerenee stellen an datt d'Ministesch an engem Jet kann déi Äntwerte ginn op Froen, déi mer awer schéngen, parallell ze sinn. Wann Der domat d'accord sidd, da géing ech fir d'éischt dem Här Bausch d'Wuert ginn.

7. Question élargie n° 15 de M. François Bausch relative à la médecine scolaire

Question élargie n° 16 de M. Mars Di Bartolomeo relative à la médecine scolaire

Den Här Bausch huet da 5 Minutten Zäit fir seng Haaptfro a fir seng Zousazfro. Dat selwecht gëllt fir den Här Di Bartolomeo duerno. An d'Madamm Ministesch huet eeben zweemol 10 Minutten Zäit, wa si se da géing brauchen, fir drop ze äntweren, inklusiv mat den Zousazfroen. Här Bausch, et ass un Iech.

M. François Bausch (déi gréng) | Merci, Här President. Bon, ech mengen, mir wëssen et all: D'Schoulmedezinn, dat ass e bëssen esou wéi eng Porte d'entrée fir allméiglech Problemer vu Schülerinnen a Schüler, fir datt déi kënnen do ugeschwat ginn. Et ass duerfir wichteg, datt déi ganz Schoulmedezinn eng gewësse Reegelméissegkeet huet, datt se gutt fonctionéiert.

Mir mussen och wëssen, datt 34 % vun de Kanner zu Lëtzebuerg an Aarmutsverhältnisser liewen, laut de Statistiken, an duerfir besonnesch bedrot sinn. An et ass och esou, datt natierlech grad fir déi esou eng Ulafstell an eisem Schoulsystem ganz wichteg ass, fir datt do e medezinnesche Suivi ka gemaach ginn, datt dee kann opgefaang ginn. Well et geet ëm hir Gesondheet, ëm hiert kierperlecht Wuelbefannen, mee et geet och ëm dat mentaalt Wuelbefannen, datt dat am Mëttelpunkt muss stoen. An dat ass natierlech besonnesch bei Kanner aus méi schlecht situéierte Verhältnisser nach méi wichteg, géing ech soen, wéi bei villen aneren, well do Problemer entstinn.

Elo gëtt et dee Rapport vum Professer Michaud. A mir hunn eng Rei Problemer mat der Aart a Weis, wéi dee Rapport erstallt gouf, well deen eiser Meenung no eng Rei Froen opwerft, well zum Beispill zentral Acteure vun der Schoulmedezinn net befrot gi sinn, obwuel se als Interviewpartner am Rapport opgefouert gi sinn. Ech hu mer selwer d'Méi gemaach, och eenzel Acteuren ze gesinn. Déi hu mer och bestätegt, datt dat esou ass.

Et ass och esou, datt dat Bild vun der Schoulmedezinn, wat am Rapport gemoolt gëtt, eiser Meenung no inkomplett ass, sou wéi et zu Lëtzebuerg reell ass. Duerfir menge mir och, datt een déi Konklusioune mat enger gewëssener Virsiicht misst genéissen an datt mer och verschidde Saachen, wéi zum Beispill d'Ofschafe vu verschiddenen Depistagemesüren, éischter kritesch gesinn.

De fréien Depistage dréit derzou bäi, eiser Meenung no, datt ee Kanner relativ fréi kann en charge huelen. Et ass och en plus doriwwer eraus an engem Zäitalter, wou Personalmangel am Gesondheetsberäich existéiert, eiser Meenung no eng grouss Plus-value. Mir sollen dofir virsiichteg domadder ëmgoen an déi honnertjäreg Erfarung, déi mer eigentlech domadder hunn, déi gutt Erfarung, déi mer domadder hunn, net einfach liichtfankeg iwwer Bord geheien.

Doriwwer eraus si mer awer och der Meenung, datt et eng Evolutioun a Richtung Santé scolaire mat enger ganzheetlecher Approche zur Gesondheet muss ginn, datt dat natierlech sënnvoll ass. Mee dat ass eigentlech awer och näischt Neies, wat hei beschriwwe gëtt, well dat ass awer dat, wat zu Lëtzebuerg schonn – mindestens a verschiddene Servicer – ganz gutt praktizéiert ginn ass, an et steet schonn zënter 20 Joer op der Agenda vun eiser Gesondheetspolitick.

Duerfir meng éischt Fro un d'Gesondheetsministesch: Wéi gesäit si d'Evolutioun vun der Schoulmedezinn? A wéi mengt si, datt se an der Zukunft soll organiséiert ginn? Mir mengen, datt d'Schoulmedezinn e wichtegen, wichtegen Deel ass vun der gesamter Gesondheetspolitick zu Lëtzebuerg. An duerfir: Wat fir eng Elementer aus dem Rapport Michaud sollen zréckbehale ginn a wéi eng, der Madamm Ministesch hirer Meenung no, éischter net?

Donieft stelle sech natierlech och eng Rei aktuell Froen an der Schoulmedezinn, wou et Schwieregkeete gëtt. Bon, d'Schoulmedezinn am Fondamental ass net iwwerall d'nämmlecht organiséiert. Et gëtt Ënnerscheeder an der Qualitéit vun der Prise en charge. D'Kanner ginn net all d'nämmlecht behandelt, obwuel et sech bei der Médecine scolaire ëm eng grondleeënd Aufgab vum Staat an der Santé publique handelt. A wärend natierlech déi gesetzlech virgesinne Prise en charge iwwerall garantéiert ass, sou gëtt et dach Gemengen, déi mat hirer Schoulmedezinn probéieren, vill méi wäit ze goen, wat gutt ass, an eeben eng ganzheetlech Approche vun der Santé scolaire schonn entwéckelt hunn.

Am Sënn vun der Kannergesondheet, déi jo an deene leschte Joren duerch eng ganz Rei Rapporten zu Recht thematiséiert gouf, wär et och wënschenswäert, wann déi Diskrepanz, déi besteet tëschent de Gemengen zum Beispill, géing ugepaakt ginn. Dat heescht, d'Ambitioun muss dobäi ganz kloer sinn, en Nivellement vers le haut ze maachen a ganz sécher net vers le bas.

Dat nämmlecht gëllt fir de Contrôle dentaire. Do ware jo Schwieregkeeten. Deen ass jo quasi ganz ausser Kraaft gesat gi wärend der Pandemie. En ass entretemps zwar erëm agefouert ginn, mee mat enger 50%eger Reduktioun. Mir haten och doriwwer schon 2022 eng Kéier eng Question parlementaire gestallt. An duerfir och do d'Fro un d'Ministesch: Kënnt dee Règlement grand-ducal elo iergendwann oder passe mer d'Frequenz vum Contrôle dentaire erëm un den existéierenden Text un? Op déi eng oder aner Manéier musse mer eis hei ganz kloer a Conformitéit setzen.

An dann ass eng Fro: De Plan d'accueil individuel fonctionéiert an der Praxis gutt, huet awer keng Base légale. An duerfir och d'Fro: Gëtt hei eng Base légale geschafen? A wéini?

An dann déi véiert Fro: Et gëtt keng landeswäit Statistiken oder e koordinéierte Rapport zur Médecine scolaire. Déi eenzel Acteuren erstellen hir eege Rapporten oder Zuelen. Et ass also schwéier, sech e Gesamtbild ze maachen. Ass en Zesummeleeë geplangt, fir dass e komplett Bild vun der Médecine scolaire hei zu Lëtzebuerg kënnt? A wéi a wéi séier soll dat geschéien?

An dann déi lescht Fro, Här President, dat ass: Wéi kënnt d'Digitaliséierung vum Carnet scolaire virun? De Projet ass eises Wëssens no schonn e puer Joer an der Maach. An ass do och eng Vernetzung geplangt mat dem DSP fir d'Zukunft?

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bausch. Da géing ech dem Här Di Bartolomeo d'Wuert ginn.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Merci, Här President. A senger Ried zur Lag vun der Natioun huet de Premier ugekënnegt, dass d'Gesondheetsministesch Ufank vum nächste Joer e Plang virstelle wäert, dee soll aus der Médecine scolaire eng Santé scolaire maachen. D'Zil dovunner wier et, proaktiv e gesonde Liewensstil bei de Schüler ze promouvéieren an en adequaten Accès zur preventiver Medezinn fir all Kanner ze erméiglechen.

Mir begréissen ausdrécklech, dass de Premier der Gesondheet vun eise Schoulkanner dee Raum a senger Erklärung ginn huet. Et soll awer elo net den Androck entstoen, datt dat eng revolutionär nei Iddi ass. Schonn 2007 stoung déi zweet Gesondheetskonferenz ënnert dem Motto „Vun der Schoulmedezinn zur Schoulgesondheet". Am Virfeld an duerno gouf mat ville Partner dat Konzept ausgedäitscht. Am groussherzogleche Reglement vum 24. Oktober 2011 huet dat Konzept säin Nidderschlag fonnt an du gouf vun engagéierten Ekippen um Terrain dru geschafft, fir en esou gutt wéi méiglech ëmzesetzen. Et ass also keng Erfindung vun der jëtzeger Regierung, well och beim Gesondheetsdësch ënnert der viregter Regierung war d'Schoulgesondheet e wichtegen Theema.

Dobäi kënnt elo de Rapport vum Schwäizer Expert, dem Professor Michaud, dee vun der fréierer Gesondheetsministesch Paulette Lenert mat dësem Rapport beoptraagt ginn ass an och kuerz Zäit hei um Terrain war. Déi Froen, déi de François Bausch opgeworf huet, sinn duerchaus berechtegt, well innerhalb vun zwee Deeg kann een net de ganze System kenneléieren, well en och e puer Elementer huet: engersäits d'Gemengen, déi hir eege schoulmedezinnesch Schoulgesondheetsservicer opgebaut hunn, anersäits dee grousse Service vun der Ligue, déi de Rescht vum Land bedéngt.

Wann een de Rapport eng éischte Kéier liest, da kéint och den Androck entstoen, dass et hei drëm géif goen, fir entweeder Schoulmedezinn oder Schoulgesondheet ze maachen. Ech wëll ënnersträichen, dass esou en Androck sécher falsch wär. Villméi geet et drëm, all Elementer mateneen ze verbannen, hir Gewiichtung ze hannerfroen an aus Gesondheetsfërderung, Preventioun, Gesondheetschecks – medezinnesche Gesondheetschecks an och aneren –, physescher, mentaler a sozialer Gesondheet e Ganzt ze strécken.

Onerlässlech ass et och, déi Brécken tëscht Educatiounsverantwortlechen, Gesondheetsacteuren, Schoulpersonal a Membere vun den Ekippe vun der Santé scolaire ze stäerken. Et musse vergläichbar Servicer an alle Gemengen, an alle Regiounen, an alle Schoultypen, inklusiv – an ech ënnersträichen dat, well dat immens wichteg ass – de Structures d'accueil, also der informeller Educatioun, well do ass nach Loft no uewen, geséchert ginn.

Ech géif dofir gär vun der Madamm Ministesch wëssen, wéi si wëllt virgoen, fir déi Missioun, déi se vum Premier krut, bis Ufank vum nächste Joer ze erfëllen. Ech mengen, do mussen heiansdo Duebelschichten ageluecht ginn, wann een intensiv mam ganzen Terrain wëllt schwätzen. Déi selwecht Fro riicht sech selbstverständlech och un den Educatiounsminister, well hien och ee vun den Haaptacteuren ass a senger Eegenschaft als Educatiounsminister an als Jugendminister. Wie soll un dësem Schoulgesondheetsdësch sëtzen, fir iwwerall vergläichbar Servicer mat vergläichbarem Finanzement ze sécheren? Well och do gëtt et Ënnerscheeder, déi schwéier ze legitiméiere sinn.

Dat gesot, merci, Här President.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Di Bartolomeo. An dann huet d'Madamm Minister fir Gesondheet a fir sozial Sécherheet d'Wuert. Madamm Minister.

Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Merci, Här President. Merci deenen zwee Deputéierte fir hir Froen. Jo, ech hu bei ville Geleeënheete schonn d'Médecine scolaire ugeschwat a gesot, mir géifen eis op de Wee maachen. An dee Wee ass schonn ageschloen, wéi meng Virriedner och richteg gesot hunn, Richtung Santé scolaire an – firwat net? – Richtung Éducatioun à la santé. Är Froe sinn am Fong scho bal mäi ganze Programm.

(Interruption)

Dat heescht, déi Äntwerten dorobber, déi fëllen dann deemnächst meng Roadmap. Awer Spaass bei Säit, ech ginn natierlech op den Detail vun Äre Froen an.

Ech géif mech fir d'éischt drop konzentréieren, a wéi engem Kader datt deen Audit do en place gesat gouf. Effektiv war dofir déi lescht Regierung zoustänneg, ënnert der Fieder vun der Gesondheetsministesch. D'Direktioun vun der Santé hat Kontakt opgeholl mat deem Professer Michaud. An dee Professer war an enkem Kontakt mat der Direktioun vun der Santé fir sämtlech Texter, déi mer hunn, fir d'éischt emol ze analyséieren. Dat heescht, hien huet sech an enger éischter Phas op d'Texter baséiert. Déi hutt Der alleguerte scho genannt. An da krut en a senger Missioun zwielef Froe vum Direkter vun der Santé mat op de Wee.

Den 19. Mee du war e Feedback komm vum Professer Michaud, datt en nach weider Froen hätt, datt e gären op Lëtzebuerg géif kommen, fir ze kucken, wéi déi Texter um Terrain géife gelieft ginn. Den 22. Mee dunn hat en eng Entrevue mat der Direktioun vun der Santé an de 7. an 8. Juni huet en all déi Acteure gesinn, déi um Terrain aktiv sinn. Dat heescht, déi Responsabel goufen invitéiert. Dat war souwuel d'Ligue médico wéi och déi verschidde Servicer vun de gréissere Gemenge wéi d'Direktioun vun der Santé mat hirer Division médecine scolaire. Hien huet och mat de Cellules sociales geschwat. En huet mat de Centres de compétences geschwat. En huet gekuckt, mat deenen Acteuren, déi d'PAIen (ndlr: Projets d'accueil individualisé) opstellen, zesummenzekommen, an esou weider.

Also do war schonn e reegen Austausch. Et kann een natierlech ëmmer a Fro stellen, ob do mat jiddwerengem geschwat ginn ass. An et sinn och Leit u mech erugetrueden, déi elo nach wëlle mat mir schwätzen, mee dozou méi spéit.

Dee ganzen Audit gouf dann de 6. Februar presentéiert an enger Pressekonferenz, wou all d'Acteure vum Terrain och nach eng Kéier invitéiert waren. Ech war och selwer do an et gouf och d'Méiglechkeet, duerno nach Reaktiounen aus dem Sall ze kréien. Déi Reaktiounen aus dem Sall ware ganz mitigéiert, vu ganz frou bis net esou frou, an dat huet déi ganz Panoplie vum Terrain erëmgespigelt, well natierlech déi Plazen, wou dat e bësse méi mechanesch ofleeft a manner dee sozialen, manner dee mentalen Aspect schonn zum Droe kënnt, fäerten natierlech, wa géifen eventuell verschidde mechanesch Akten, dat heescht Pippiprouf, Weien, Moossen, net méi sou oft gemaach ginn, da missten déi sech nei erfannen. An aner gréisser Servicer, déi autonom fonctionéieren an de Gemengen, déi hu gesot: „Ma go an déi do Richtung! Mir si schonn op deem Wee ënnerwee."

Dat heescht, déi ganz Panoplie vu Servicer, déi et gëtt, sinn net alleguerten d'selwecht ënnerwee. An dat hunn och Är Froen eigentlech scho suggeréiert. Mir hunn eng immens Disparitéit an deem Domän an et wär gutt, wann eng minimal Gouvernance géif erakommen, fir eeben, sou wéi den Deputéierte Mars Di Bartolomeo gesot huet, ze garantéieren, datt all Kand an all Schoul déi selwecht Offer kritt.

Wéi wëlle mer dat elo maachen? Ma wéi scho gesot, mir hunn elo verschidde Rapporten doleien. Mir hunn dee vum Observatoire de la santé, mir hunn dee vum OKaJu, deen och eng Rëtsch Pisten opzeechent, a mir hunn den Audit vum Professer Michaud. An eleng schonn de Fait, datt mer an där kuerzer Period dräi esou Rapporte kruten, weist, wat d'Wichtegkeet vum Sujet ass. An ech denken, do musse mer aktiv ginn.

Wat wäerte mer elo maachen? Ma mir sinn amgaang, den Inventaire vun den Texter ze maachen, déi mussen adaptéiert ginn, fir ee Ganzt draus ze maachen, well mat engem Règlement grand-ducal kréie mer keng Gouvernance iwwert d'Land an deem Domän hin. Mir schaffen e Konzept aus, wou da beschriwwe gëtt, wat de Wee vum Kand net nëmmen duerch d'Educatioun ass, mee scho vu Klengem un. Mir hunn eng Allocation prénatale, mir hunn eng Allocation de naissance, mir hunn eng Allocation postnatale. Alles dat streckt sech bis zwee Joer. Dann hu mer nach Examen-dentairen tëschent zwee a véier Joer, mee mir hunn zum Beispill keng obligatoresch Visitt méi beim Pediater tëschent zwee a véier Joer. De Rapport vum Observatoire national de la santé huet kloer gewisen, datt tëschent zwee a véier Joer e Gap zu Lëtzebuerg ass an der Iwwerwaachung vun der Gesondheet vun de Kanner.

Da géif ech gären zréckgräifen op eng Manéier, wéi mer zesumme mat der Educatioun schaffen an der Famill an och deelweis mam MEGA am Plan d'action national pour la santé affective et sexuelle, wou mer den zéngten Anniversaire e Freide gefeiert hunn, an en Aarbechtsgrupp kreéieren, wou all d'Acteuren, déi an deem do Beräich aktiv sinn, dra sinn, wou mer zesumme mat de CePASen, zesumme mat der Santé d'Experienzen aus deem Plan d'action national valoriséieren, vläicht iwwer Coffret-pédagogiquen, wéi mer dat do hunn, vläicht iwwer Offre-externen, iwwer Inclusioun vun den Équipe-éducativen, déi am Lycée schonn opgrond vun enger Konventioun mat impliziéiert sinn.

Natierlech, wann do um Terrain nach Froe sinn, wann um Terrain nach Besoin fir ze diskutéieren ass, wäerte mer den Terrain och matabannen, an do un éischter Plaz d'Gemengen iwwert de Syvicol, iwwer gréisser Gemengen, déi selwer Servicer hunn, d'ISAen (ndlr: Interventions spécialisées ambulatoires), déi am Enseignement secondaire, am Secondaire général, an der Formation professionnelle ënnerwee sinn, an d'Ligue médico.

An da gi mer drun, fir Texter ze redigéieren, déi dann dee Konzept, dee mer mat hinnen entwéckelt hunn, wäerten ëmsetzen. An do wäerte mer eis un deene Recommandatiounen orientéieren, déi de Professer Michaud ginn huet. Éischtens Reduktioun vun der Zuel, awer net Ofschafe vun de systematesche Kontrollen. An doduerjer, datt mer Ressourcë fräimaachen duerch d'Reduzéiere vun der Zuel vun de systematesche Kontrollen, kréie mer vläicht déi Ressourcë mobiliséiert, fir dann deene Kanner, déi et brauchen, déi an deene systematesche Kontrollen entdeckt ginn, besser gerecht ze ginn.

Just eng Zuel respektiv e puer Zuelen, Dir wësst jo, ech hunn Zuele gär: Am Enseignement fondamental si ronn 30.000 Kanner, déi alljoers gesi ginn, an am Enseignement secondaire ronn 20.000 Kanner. Mir hunn awer pro Kand an der Moyenne just zéng Minutten zur Verfügung. Ech mengen, Dir sidd alleguer d'accord mat mer, datt zéng Minutten, fir e Kand gesondheetlech ze encadréieren, all zwee Joer net duerginn.

Dat gesot, stinn ech zur Verfügung, wa Réckfroe sinn, wann ech iergendeppes sollt vergiess hunn, wat Der opgeworf hutt. A merci nach eng Kéier fir déi zwou Froen.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Ministesch. Dann ass et un deenen zwee Auteuren, wa se wëllen nach eng Zousazfro stellen. Dat schéngt net de Fall beim Här Bausch ze sinn, dat schéngt awer de Fall beim Här Di Bartolomeo ze sinn.

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)

Nee, waart, bis Der um Mikro sidd, éier Der ...

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Ech wëll, Här President, net eng zousätzlech Fro stellen, mee ech wollt Iech e puer Pabeieren iwwerreechen, déi Der wannechgelift dem Här Premier iwwerreecht, fir dass e gesäit, dass seng Gesondheetsministesch net bei Null muss ufänken.

(M. Mars Di Bartolomeo dépose une documentation.)

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen Iech villmools Merci. Ech wäert dat dann op de richtege Wee weiderginn.

8. 8325 – Projet de loi portant mise en œuvre du règlement (UE) 2021/784 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2021 relatif à la lutte contre la diffusion des contenus à caractère terroriste en ligne

An da komme mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, an dat ass de Projet de loi 8325 iwwert de Kampf géint d'Verbreedung vun Onlineinhalter vun terroristescher Natur. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an deemno follgendermoossen opgedeelt: 10 Minutte fir d'Rapportrice, 5 Minutte fir all Fraktiounen a Sensibilitéiten, 10 Minutte fir d'Regierung. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Guy Arendt, den Här Dan Biancalana, den Här Fred Keup, d'Madamm Sam Tanson, den Här Marc Goergen an den Här Marc Baum. An d'Wuert huet elo d'Madamm Stéphanie Weydert, déi de Rapport vum Projet de loi mécht an den honorabelen Här Alex Donnersbach hei ersetzt. Madamm Weydert, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Justice

Mme Stéphanie Weydert (CSV), en remplacement de M. Alex Donnersbach (CSV), rapporteur | Villmools merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mam Gesetzesprojet 8325 maache mir hei zu Lëtzebuerg d'Ëmsetzung vum EU-Reglement 2021/784 vum 29. Abrëll 2021 zu der Lutte géint d'Diffusioun vun terroristeschem Contenu am Netz.

Dëst Reglement déngt net just dem séieren Erofhuelen a Läsche vun terroristeschem Contenu aus dem Netz, mee gëtt eis och harmoniséiert europäesch Reegelen, fir géint de Mëssbrauch vun Hostingdéngschter an deem Sënn virzegoen. Dat sougenannt TCO-Reglement, also Terrorist-Content-Online-Reglement, ass zënter dem 7. Juni 2022 an all EU-Memberstaat direkt applikabel, an awer sinn Upassungen an eiser nationaler Gesetzgeebung néideg.

De Gesetzesprojet 8325 gouf den 12. Oktober 2023 vun der deemoleger Justizministesch, der Madamm Tanson, deposéiert.

D'Haaptziler vum TCO-Reglement sinn, d'Bekämpfung an d'Andämmung vun terroristeschen Onlineinhalter bannent der EU an eng zäitno Läschung vun den Inhalter aus dem Internet ze garantéieren.

De Gesetzesprojet gesäit vir, datt Hostingdéngschtleeschter obligéiert sinn, Schutzmesüren en place ze setzen, wa si mat terroristeschem Contenu a Beréierung kommen. Engersäits solle si derfir suergen, déi Contenue bannent enger Stonn no der Injonctioun vun der zoustänneger Autoritéit aus dem Netz ze huele respektiv den Accès an allen EU-Memberstaaten ze blockéieren, an anerersäits déi zoustänneg Autoritéiten direkt doriwwer informéieren, wann terroristesch Contenuen eng imminent Gefor fir d'Liewen duerstellen.

Hei zu Lëtzebuerg sinn de Policeminister an den Haut-Commissariat à la protection nationale, den HCPN, a senger Funktioun als Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information als Autorités compétentes designéiert ginn.

Déi strofrechtlech an administrativ Sanktioune ginn an den Artikele 6 a 7 vum Gesetzesprojet festgeluecht. Den Artikele 6 gesäit strofrechtlech Sanktioune vir, wou Prisongsstrofen tëschent engem a fënnef Joer an/oder Geldstrofe vu 25.000 Euro bis 350.000 Euro verhaang kënne ginn am Fall, wou en Onlinehostingdéngschtubidder sengen Obligatiounen net nokënnt, den terroristesche Contenu erofzehuelen an/oder déi kompetent Autoritéiten ze informéieren.

Den Artikel 7 leet déi administrativ Sanktioune fest, déi jee no Verstouss vum zoustännege Minister oder vum HCPN verhaang ginn am Fall vun enger Mise en demeure, an där den Déngschtleeschter opgefuerdert gouf, sech en règle ze setzen a sengen Obligatiounen nozekommen. Déi administrativ Geldstrofe kënne sech op 5.000 bis 350.000 Euro belafen.

Avisen zu dësem Gesetzesprojet hunn ofginn: de Parquet aus dem Arrondissement Lëtzebuerg de 25. Oktober 2023, d'Cour supérieure de justice de 7. November 2023, d'Chambre de Commerce de 5. Dezember 2023, de Parquet général den 20. Dezember an de Parquet vum Arrondissement Dikrech de 26. Januar. Hei war e klengen Tippfeeler an eisem schrëftleche Rapport, wou iertemlecherweis „2023" steet amplaz vun „2024". Natierlech soll een do da „26. Januar 2024" liesen.

Den 18. Abrëll dëst Joer ass de Projet de loi an der Justizkommissioun presentéiert ginn a mäi Kolleeg, den Alex Donnersbach, deen haut leider net kann hei sinn, ass zum Rapporter ernannt ginn. Dofir hunn ech dann elo d'Éier kritt, dëse Rapport an der Chamber ze presentéieren.

De Staatsrot hätt sech kënne virstellen, dass fir d'Verhänke vun enger Injonction de retrait oder de blocage am Sënn vum Artikel 3 Paragraf 1 a 4 vum TCO-Reglement amplaz vum Policeminister den Institut luxembourgeois de régulation an där Funktioun responsabel gi wier; dëst, fir eng gewëssen Onofhängegkeet am Beräich vun der Telekommunikatioun, der Police judiciaire an anere Justizautoritéiten ze garantéieren.

Am selwechten Avis vum Staatsrot vum 12. Mäerz gouf den Artikel 8 vum Gesetzesprojet mat enger Opposition formelle beluecht, well dëse Projet eng Evaluatioun no zwee Joer virgesinn huet, laut där de Justizminister e Rapport unique iwwert d'Applikatioun vum TCO-Reglement an den Dispositioune vum Gesetz un d'Regierung en conseil ze riichten hätt. Dës Méiglechkeet besteet zum engen awer schonns a sollt dem Staatsrot no och net obligatoresch sinn, well soss de Legislateur an d'Organisatioun vun der Regierung agräift, wat net konform mam Artikel 92 vun der Verfassung ass. Den Artikel 8 gouf soumat ganz aus dem Gesetzesprojet gestrach.

Där Opposition formelle an anere Remarken huet d'Justizkommissioun mat parlamentareschen Amendementer, déi den 3. Mee ugeholl goufen, Rechnung gedroen.

Doropshi goufen Avis-complémentairë vum Staatsrot, der Chambre de Commerce, dem Parquet vun Dikrech, dem Tribunal d'arrondissement vun Dikrech, dem Tribunal d'arrondissement vu Lëtzebuerg an dem Parquet général ofginn.

De 27. Juni ass dunn de finale Rapport zu dësem Gesetzesprojet vun der Justizkommissioun ugeholl ginn.

Ech hat virdru scho gesot, dass trotz engem EU-Reglement, wat direkt applikabel ass, nach zousätzlech Upassungen am Lëtzebuerger Recht néideg wieren.

De Projet de loi 8325 dréit domat enger Mise en demeure vun der EU-Kommissioun Rechnung, wou Lëtzebuerg, gradewéi 22 aner Memberstaaten, den Artikel 12 Paragraf 1 vum TCO-Reglement net rechtzäiteg ëmgesat hat. Et waren eng ganz Partie Obligatiounen, déi de Reglement virgesäit, déi net matzäiten ëmgesat goufen, dorënner ënner anerem d'Designatioun vun där oder den zoustännegen Autoritéiten, déi d'Injonctioune kënnen ausschwätzen, souwéi d'Sanktiounen am Kader vum terroristeschen Onlinecontenu.

D'EU-Kommissioun huet hir Procédure d'infraction och nom 7. Februar 2024 virugefouert, well mir op deem Datum nach ëmmer net konform waren.

Dat wier et elo zum Rapport vum Gesetzesprojet gewiescht. A fir weider Detailer verweisen ech op de schrëftleche Rapport vum Här Donnersbach.

Discussion générale

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech doen dann elo meng Kap un als Spriecherin vun der CSV.

Mir héieren ëmmer méi oft an den Noriichten, dass sech Leit duerch Onlinekontakter oder -foren zesummeschléissen a radikaliséieren. Deem musse mer onbedéngt entgéintwierken. Mat harmoniséierte Reegelen um europäeschen Niveau am Kampf géint den Online- a géint den Offlineterrorismus an organiséiert Kriminalitéit si mir do um richtege Wee, fir zukünftegen Attacke virzebeugen. Duerch de Vott haut huele mir dann elo enfin als Memberstaat och eis Verantwortung am Kampf géint den Terrorismus am Onlineberäich.

De Gesetzesprojet gesäit elo vir, dass d'Hostingdéngschtleeschter gewëssen Obligatioune kréien a solle Mesüren ergräifen, déi néideg, appropriéiert a proportionéiert am Kader vum demokratesche Verständnis sinn. Dorënner versteet sech fir eis, dass d'Meenungs- an Informatiounsfräiheet souwéi d'Mediefräiheet an de Pluralismus erhale bleiwen.

Mir fannen, dass de Gesetzesprojet do déi richteg Balance fënnt, andeems déi zoustänneg Autoritéite kënnen eng Injonction de retrait vis-à-vis vun engem Hostingdéngschtleeschter verhänken an dëse sengersäits derfir suerge muss, dass de Contenu bannent enger Stonn nom Erhale vun der Injonction de retrait geläscht oder zumindest blockéiert ass.

De Policeminister ass an eisen Aen de richtege Choix an huet och déi néideg Objektivitéit a kann dat garantéieren.

Donieft si mer och der Meenung, dass den Haut-Commissariat à la protection nationale, deen zënter 2007 de Coordinateur national an der Lutte géint den Terrorismus zu Lëtzebuerg ass, de richtege Choix am Kader vum Artikel 3 vum Reglement ass. Spezifesch ass dat de Fall, wann zwou Injonctions de retrait oder de blocage bannent zwielef Méint verhaange gi sinn. Den HCPN suivéiert nämlech net nëmmen d'Aarbechten an den internationalen Organisatiounen, wéi zum Beispill um Niveau vun der UNO, der EU an dem Conseil de l'Europe, mee e kann och direkt en international Verglach maachen an aus de Prezedenzfäll an anere Länner Räsonementer zéien.

Dofir bleift mir just nach, den Accord vu menger Fraktioun zum Gesetzesprojet 8325 ze ginn. An ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Weydert, och fir Äre mëndlechen a fir dem Här Donnersbach säi schrëftleche Rapport. Dann ass den éischten ageschriwwene Riedner den Här Arendt. Här Arendt, Dir hutt d'Wuert.

M. Guy Arendt (DP) | Merci, Här President. Eigentlech ass näischt méi bäizefügen. De Rapport war komplett. D'Commentairen, déi d'Madamm Weydert gemaach huet, sinn am Fong och eis Commentairen. An dofir géing ech just den Accord gi vun der DP-Fraktioun.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Arendt. Här Biancalana.

M. Dan Biancalana (LSAP) | Merci, Här President. Ech mengen, dass mer dat Reglement haut hei stëmmen, ass net onwichteg, well et ass eng Responsabilitéit vun de jeeweilege Memberstaaten. An ech mengen, déi Mesüren, déi hei geholl ginn, dénge sécherlech der ëffentlecher Sécherheet an awer och dem Schutz vun eise fundamentale Rechter.

Dofir ass et och wichteg, deen Equiliber ze fanne bei deene Mesüren, déi geholl ginn, dass se engersäits noutwendeg sinn, dass se appropriéiert sinn an awer och proportionéiert sinn, well ech mengen, och d'Liberté d'expression muss gewaart bleiwen, grad eebe wann och terroristesche Contenu op deenen Hosten ass. An och déi Méiglechkeet, op dee Wee ze goen ... Mir si jo effektiv en anere Wee gaange wéi déi aner europäesch Länner, wou d'Autorité judiciaire déi ass, déi intervenéiert. Hei ass et éischter dann de Policeminister an den HCPN. Ech mengen, dass dat och e gudde Wee ass, fir effektiv schnell an effikass géint déi Contenue virzegoen.

Dofir ginn ech och den Accord vun der LSAP-Fraktioun. Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Biancalana. An dann ass d'Wuert fir den Här Fred Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Ech kann direkt soen, dass mer dat heite Gesetz och matstëmmen.

Ech wëll awer och eng Kéier wierklech ganz kuerz drop agoen, wat d'Madamm Weydert scho gesot huet, dass et hei wichteg ass, eng Balance ze behalen

zwëschent deem, wat Terrorismus ass, deen eng grouss Gefor ass an Europa an dee mer musse bekämpfen, an anerersäits eeben och – soen ech elo mol – der fräier Meenungsäusserung, an dass mer och an Zukunft mussen oppassen, dass net iergendwéi an iergendeng Richtung do Abuse kënne geschéien, déi géifen d'Meenungsfräiheet aschränken.

Dat gesot, merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Madamm Tanson.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Ech ginn och direkt den Accord vun deene Gréngе fir dësen Text. Ech hätt just vläicht nach eng kuerz Fro un d'Madamm Ministesch. Ech hunn elo gesinn, den Avis vum Parquet général koum, deen och nach eng Kéier drop opmierksam mécht, dass een natierlech misst genügend Personal zur Verfügung stellen. An ech wollt vläicht wëssen, ob Der eis do nach kéint d'Zuelen nennen, déi dann elo hei en oeuvre gesat ginn, fir dass dat och gutt klappt um Niveau vun den Autorités judiciaires, well déi Suerg eeben elo nach eng Kéier an hirem Avis ervirgestrach gouf.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson. Dann ass et um Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Jo, mir Piraten sinn do e bëssen de Partycrasher, well Dir kënnt Iech jo virstellen, dass mir als digital Partei fir e fräien Internet e bëssen eng aner Meenung hunn, wat dëse Projet ubelaangt an och wat den Agrëff ubelaangt op dat, wat een am Internet deementspriechend ka posten. Esou haten d'Europäesch Piraten och dëse Projet am Europaparlament scho verworf, iwwregens deemools zesummen an der Fraktioun mat deene Gréngen, déi och dergéint gestëmmt haten.

Dëse Projet ass bedenklech. Dat hunn och d'UN esou festgehalen, dass et awer nach Problemer gëtt. Huele mer als Beispill, dat gouf och am Europaparlament e puermol zitéiert: Wann elo Ungarn géing higoen, den Orbán, an hie géing verschidde Saachen an Europa fannen, déi him net gefalen, an hie géing déi als Terrorismus astufen, kéint hie Lëtzebuerg den Optrag ginn, als Beispill, fir dat aus dem Internet erauszekréien.

Do stinn och keng kleng Strofen drop. Do kann d'Strof herno bis zum ganze Chiffre d'affaires vun esou engem Konzern goen. Dat kéinten dann, soe mer, bei Facebook, fënnef Milliarde sinn, déi se misste bezuelen, wa se net nokommen. Also ass den Drock scho ganz grouss op alleguerten déi Konzerner, fir dat ze läschen, wat aneren net gefält.

Elo kann ee soen: „Terrorismus", jo, mee mir wësse jo alleguerten, dass dat awer heiansdo e Lastik ass, dee benotzt gëtt, dee verschidde Regierungen och scho benotzt hunn an hire Länner, fir e Contenu, deen hinne vläicht net gefall huet, dee vläicht Oppositioneller benotzt hunn, da geläscht ze kréien. Dofir wäerte mir Piraten, wéi och am Europaparlament, och haut dëse Projet net matdroen.

Well et ass net esou, dass einfach elo ee virum Computer sëtzt a per Zoufall iergendeppes géing fannen. Nee, Dir braucht jo och en informateschen Outil, deen dat Ganzt sicht. An do komme mer op ganz aner Problemer, déi ech Iech an deene fënnef Minutten emol net ganz erkläre kann, well dat esou e grousse Scanner ass vum Internet, dass een herno net méi nokënnt. A wann een dann déi Chat Control kuckt, vun där am Moment geschwat gëtt, dat heescht, just fir Iech kuerz ze erklären, fir déi, déi net am Theema dra sinn, wat am Moment op europäescher Eebene geschwat gëtt: Déi kënnen all Är WhatsAppe liesen. Si kënnen alles liesen, wat Der Äre Kanner schreift, Äre Frae schreift. Dat géing alles an Zukunft gelies ginn. Dat ass alles e ganze Kontext, wou d'Europäesch Unioun fir eis an eng ganz bedenklech Richtung geet.

Mir sti fir e fräien Internet a fir eng fräi Meenungsäusserung. Deementspriechend kënne mir Piraten dëse Projet haut net matstëmmen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen. Dann ass d'Wuert fir den Här Marc Baum.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Här President. Ech si mer bewosst, datt dat hei d'Ausféierungsbestëmmung vun engem Reglement ass, wat d'Application directe ass, an datt mer eigentlech net iwwert d'Reglement selwer diskutéieren, mee eebe just ënner anerem déi Autoritéit designéieren, déi fir d'Applikatioun vun deem Reglement da responsabel ass.

Nawell mengen ech, wéi et och den Här Goergen virdru gesot huet a wéi et och am Europaparlament e puermol gesot ginn ass, datt dat eppes ganz Geféierleches ass. Déi ganz Antiterrorgesetzgeebung, déi mer an deene leschten 20 Joer op europäeschem an um nationalen Niveau entwéckelt hunn, huet net derzou gefouert, datt d'terroristesch Gefor méi kleng ginn ass, mee huet de Boulevard ganz grouss oppegemaach fir autoritär Deriven. An ech mengen och, datt dat an deem heite Fall esou ass.

Terrorismus ass zu Lëtzebuerg nach ëmmer immens vag definéiert, just iwwert d'Héicht vun enger Strof. A vun Terrorismus kann ee ganz séier kommen zu Radikaliséieren. D'Madamm Weydert huet och an der Stellungnam vun der CSV gesot, datt ee wéilt virgoen, wa Leit sech radikaliséieren. An do si mer esou an engem ganz grousse Groberäich. Wéini radikaliséiere sech Leit? Gewerkschaften, déi sech zesummendinn, fir géint e Gesetz virzegoen an dat op der Strooss ze manifestéieren, fänkt do net eng Form vu Radikaliséierung un? Alles dat ass eng grouss Grozon, déi an eisen Ae wierklech, wierklech ganz geféierlech ass.

Den Här Goergen huet zu Recht d'Beispill vun Ungarn genannt. Ungarn huet deklaréiert, datt jiddwereen, deen d'Regierung kritiséiert, Zitat, „an enemy of the nation" wier. Bon, dat geet awer scho wäit. Dat geet ganz wäit! Do ass ee ganz no beim Terrorismus an der Begrëfflechkeet vum Terrorismus.

Ech si mer bewosst, datt dat hei och just e symboleschen Akt ass, wa mer dat net matstëmmen, mee ech mengen, Politick besteet och heiansdo doranner, datt een Zeeche setzt. An duerfir wéilt ech ophale mat deem Saz, deen déi gréng Europadeputéiert Delbos-Corfield gesot huet am Europaparlament: „Wa muer a Frankräich d'Marine Le Pen un de Pouvoir kënnt, da ginn ech als Terrorist ugesinn."

Merci.

M. David Wagner (déi Lénk) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Baum. An dann huet d'Regierung ... Madamm Beissel, wollt Dir nach zousätzlech am Numm vun der DP eppes soen?

Mme Simone Beissel (DP) | Här President, ganz kuerz. Ech wollt dem Här Baum zwou Froe stellen, well ech kann absolutt net mat em d'accord sinn.

M. Claude Wiseler, Président | Här Baum, sidd Der d'accord, datt der zwou Froe gestallt kritt?

M. Marc Baum (déi Lénk) | Majo selbstverständlech!

M. Claude Wiseler, Président | Majo, da stellt se, Madamm Beissel.

Mme Simone Beissel (DP) | Ech géif Iech mol proposéieren, Dir sollt déi zwee lescht Rapporte liese vun Europol a vun Eurojust, dass Der wësst, wat alles an de Länner geschitt ass a wéi och alleguerten d'Servicer zesummeschaffen. An déi zweet Fro, do wollt ech Iech froen, ob Der déi ganz nei Artikelen am Code pénal vläicht gekuckt hutt, déi à partir vun 2015, wou d'Attentater a ganz Europa waren, iwwerall derbäigefüügt gi sinn, wou e ganz Koup Preparatiounsaarbecht gemaach ginn ass, wat d'Sécurité juridique vum ganze Lëtzebuerger Land verstäerkt huet. A wann Der dat gelies hätt, dann, mengen ech, hätt Der Är Fro vläicht anescht formuléiert.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Merci, Madamm Beissel, fir déi zwou Froen. Ech ka se allen zwou mat Jo beäntwerten.

M. Claude Wiseler, Président | Voilà, domat wäre mer dann um Schluss vun der Diskussioun ukomm.

Ech ginn der Regierung d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice | Merci, Här President. Ech mengen, et ass scho ganz kloer ënnerstrach ginn an der Diskussioun, datt et wichteg ass, en Equiliber ze fannen. An ech mengen, datt mer mat deem Projet hei, wou mer jo eigentlech just en europäescht Reglement ëmsetzen, awer en Equiliber garantéieren.

Déi Fro stellt sech bei terroristeschem Contenu, se stellt sech och bei pedopornografeschem Contenu. Déi Diskussioun hate mer d'lescht Kéier an der Heure d'actualité. An ech kann den Här Goergen berouegen: Bis elo ass nach keen Accord do op deem Projet, well déi Bedenken, déi Dir geäussert hutt, datt ee kann d'WhatsApp-Kommunikatioune liesen, déi bestinn haut nach ëmmer mat deem Projet, deen um Dësch läit, soudatt mer do nach keen Accord hunn. Mee fir mech ass et awer wichteg, datt mer eis d'Moyene ginn, och hei kënnen terroristescht Material erofzehuelen, an dat och innerhalb vun – relativ – kierzter Zäit. An ech mengen, datt d'Police och do richteg outiléiert ass.

Et kann een iwwert dee Choix diskutéieren. Et ass e Choix, dee vun der viregter Regierung esou getraff ginn ass, mat deem ech och ganz gutt ka liewen, deen och an anere Länner esou getraff ginn ass, mee de manière générale muss ee sech bei all deenen Texter d'Fro stellen, well et ass net deen eenzegen Text, dee mer aus europäescher Hand kréien, wou mer mussen Autoritéiten designéieren. Mir hunn och beim DSA (ndlr: Digital Services Act) d'Autorité de la concurrence designéiert. Mir wäerte sécher, wa mer d'CSAM-Reglement (ndlr: Child Sexual Abuse Material) hunn, och do eis d'Fro musse stellen. Mir mussen eis d'Fro stellen en matière d'intelligence artificielle. Wéi gesot, ech mengen, datt een allgemeng eng Kéier muss e Screening maache vun all den Autoritéiten an deene verschiddenen europäeschen Texter, fir ze kucken, datt dat kohärent ass.

Fir nach op d'Fro vun der Madamm Tanson ze äntweren: Effektiv, mir kruten deen Avis elo gëschter nach, wou si soen, datt si besuergt sinn, well se mengen, si bräichte méi Moyenen. Si brauchen egal wéi méi Moyenen, dat wësst Der, an do hu mer jo och am Plan pluriannuel, dee mer hoffentlech dann d'nächst Woch kënnen an der Chamber stëmmen, 7 zousätzlech Poste beim Parquet général virgesinn, 22 beim Parquet Lëtzebuerg an 11 beim Parquet Dikrech. Woubäi een hei awer muss soen, datt fir deen hei Projet d'Haaptaarbecht déi bei der Police ass, well u sech déi Informatioun just à titre d'info un de Parquet geet. Bon, mir mussen et natierlech dee Moment kucken, mee d'Haaptaarbecht bleift bei der Police. Ech fannen et awer wichteg, datt de Parquet d'Info kritt, well wann en amgaangen ass an och vläicht

aner Affären huet géint Hebergeuren, dann ass et wichteg, dass en déi Informatioun huet.

Fir de Rescht, wéi gesot, nach e grousse Merci un déi zwee, de mëndleche Rapporter an de schrëftleche Rapporter. An ech soen da Merci fir d'Zoustëmmung fir dëse Projet.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Ministesch. Domat wär d'Diskussioun dann ofgeschloss.

Éier mer zum Vott kommen, rappeléieren ech nach eng Kéier, datt Der Iech musst aloggen, vu datt mer haut nach kee Vott haten.

A wann dat geschitt ass, da komme mer elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8325. Den Text steet am Document parlementaire 8325[11].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8325 et dispense du second vote constitutionnel

Ech maachen elo de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Kënnt Der nach eng Kéier kucken, ob Der all Är Procuratiounen och benotzt hutt, wannechgelift? Bon, da schléissen ech de Vott esou of, wéi en elo ass. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 54 Jo-Stëmmen, 4 Nee-Stëmme bei kenger Abstentioun. Dësen Text ass also ugeholl mat 54 Jo-Stëmme géint 4 Nee-Stëmmen.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 8325 est adopté par 54 voix pour et 5 voix contre.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach (par M. Félix Eischen), Emile Eicher (par Mme Octavie Modert), Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen (par Mme Nathalie Morgenthaler), Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler (par Mme Stéphanie Weydert), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum (par M. Fernand Etgen), Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Yves Cruchten), Francine Closener (par M. Mars Di Bartolomeo), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par M. Franz Fayot), Franz Fayot, Claude Haagen (par Mme Taina Bofferding) et Mme Paulette Lenert (par M. Dan Biancalana) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser (par M. Fred Keup), Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring.

Ont voté non : MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen), Marc Goergen et Ben Polidori ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Domat si mer dann um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. D'Chamber kënnt muer um 14.00 Auer nees zesummen.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 16.08 heures.)

Questions au Gouvernement

Sommaire

Objet	N°	Auteur	Page
Régime d'aides financières « Klimabonus Wunnen »	0604	François Bausch, Joëlle Welfring	83
Gratuité partielle de l'éducation non formelle	0608	Meris Sehovic	83
École nationale pour adultes (ENAD)	0619	Francine Closener	84
Autorisations de bâtir dans la zone verte	0632	Luc Emering, André Bauler	84
Avantage fiscal pour les voitures de fonction à zéro émission	0633	Meris Sehovic	85
Réutilisation de matériaux de concassage dans la zone verte	0634	Luc Emering, André Bauler	85
Parc de batteries de stockage d'électricité	0636	Mars Di Bartolomeo	86
Mise en place de systèmes réutilisables dans le service de livraison et le take-away	0638	Joëlle Welfring	86
Mise en place d'un système de consigne pour les boissons	0639	Joëlle Welfring	87
Rencontre avec la direction de la société Jan De Nul Group lors de la visite d'État en Belgique	0645	Marc Goergen	88
Parc d'Echternach	0649	Max Hengel, Octavie Modert, Stéphanie Weydert	88
Espèces envahissantes	0650	André Bauler, Luc Emering	89
Collecte des déchets	0659	Max Hengel	89
Inventaire phytosanitaire 2023	0661	Gilles Baum, Luc Emering	90
Liste d'attente aux centres de compétences en faveur de l'inclusion scolaire	0663	Meris Sehovic	90
Installation d'airbags pour tram	0666	Marc Goergen	91
Pollution liée aux scories blanches à Esch-sur-Alzette	0672	Marc Goergen	91
Rupture de stock du cannabis médicinal	0677	Sven Clement	91
Urgence pédiatrique au Centre hospitalier du Nord	0681	Corinne Cahen, Carole Hartmann	92
Envoi de troupes en Ukraine	0682	Sam Tanson	92
Cancer de la thyroïde	0683	André Bauler, Carole Hartmann	92
Gîtes touristiques	0684	Stéphanie Weydert	93
Période d'ouverture de chasse	0685	Guy Arendt, Gusty Graas	93
Devoir de vigilance des entreprises	0686	Franz Fayot	93
Accord économique et commercial global (CETA)	0687	Mars Di Bartolomeo, Yves Cruchten	94
Réduction des émissions de CO_2 des nouveaux camions	0688	Jeff Engelen	94
Réduction des émissions de CO_2 des nouveaux bus	0689	Jeff Engelen	95
Suivi de la pandémie Covid-19	0690	Alexandra Schoos	95
Poursuites judiciaires engagées par une société luxembourgeoise contre l'Ukraine	0691	Marc Baum	95
Coordination des chantiers	0692	Jeff Engelen	96
Places disponibles dans les ateliers protégés pour les adolescents à besoins spécifiques	0693	David Wagner, Marc Baum	96
Surfacturation dans le cadre de ventes en l'état futur d'achèvement	0694	Paulette Lenert	97

Aides pour des travaux de désamiantage	0695	Ben Polidori	97
Formation d'éducateur	0696	Ben Polidori	98
« DDoS Scrubbing Center »	0699	Liz Braz	98
Intervention de l'agence Frontex sur le territoire national	0700	Dan Biancalana	99
Activités internationales de Caritas Luxembourg	1068 urgente	Marc Baum	99

Régime d'aides financières « Klimabonus Wunnen » | Question **0604** (15/04/2024) de **M. François Bausch** | **Mme Joëlle Welfring** (déi gréng)

En mars 2023, le régime d'aides financières pour la promotion de la durabilité, de l'utilisation rationnelle de l'énergie et des énergies renouvelables dans le domaine du logement (« Klimabonus Wunnen ») a été adapté ponctuellement dans le cadre des négociations de la tripartite de septembre 2022, et a été prolongé jusqu'à juin 2024 par le Conseil de Gouvernement en janvier 2024. L'introduction d'un « top up » des aides financières existantes, respectivement d'une hausse supplémentaire des aides pour les ménages, avait comme objectif d'accélérer la transition énergétique et d'accorder des aides supplémentaires pour favoriser la transition vers les énergies renouvelables et la rénovation énergétique dans un contexte de crise d'énergie et d'inflation. Les majorations des aides concernent l'assainissement énergétique durable, le remplacement de chaudières alimentées au combustible fossile existantes et l'installation de panneaux photovoltaïques opérés en mode autoconsommation. Durant les derniers mois, le Gouvernement a évoqué à plusieurs reprises l'intention de vouloir évaluer les subventions existantes quant à leur praticabilité, efficacité et accessibilité sociale.

Considérant la fin potentielle des « top up » en juin 2024, ainsi que le succès de l'augmentation des subventions ces derniers mois, l'impérieuse nécessité d'accélérer les efforts dans la rénovation et les énergies renouvelables et de garantir la sécurité de planification pour les artisans et les entreprises, nous souhaitons poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme et à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité :

1) Existe-t-il un engagement du Gouvernement à maintenir le programme de subventions pour la transition énergétique et la rénovation au-delà de la période actuelle prévue ? Si oui, comment et quand cet engagement est-il communiqué aux citoyens et aux acteurs du secteur ?

2) Quelle est l'évaluation du programme « Klimabonus Wunnen » et quels indicateurs et critères sont utilisés pour évaluer la praticabilité, l'efficacité et l'accessibilité sociale des subventions existantes ?

3) Quelles actions concrètes sont envisagées pour ajuster le programme en fonction des conclusions de cette évaluation ?

4) Comment le Gouvernement compte-t-il assurer la stabilité et la prévisibilité des aides financières « Klimabonus Wunnen », notamment pour garantir la sécurité de planification des bénéficiaires potentiels et des acteurs économiques impliqués, et pour éviter un pic de demandes difficile à prendre en charge par les administrations et les entreprises à défaut d'une communication adéquate en amont ?

5) Considérant que le système de « top up social » actuel n'a malheureusement pas encore été pleinement utilisé, serait-il judicieux pour Messieurs les Ministres d'introduire un régime d'aides financières sélectives, axé entièrement sur des critères sociaux, dans le domaine de la rénovation et des énergies renouvelables ?

6) Messieurs les Ministres peuvent-ils donner des renseignements concernant le statut de développement actuel du système de préfinancement des subventions climatiques, mesure proposée par l'ancien Gouvernement et prévu dans le plan national intégré en matière d'énergie et de climat du Luxembourg ?

Réponse (25/06/2024) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

En réponse aux questions des honorables Député(e)s, je me permets de renvoyer aux communications récentes du Gouvernement, dont notamment le discours sur l'état de la nation de Monsieur le Premier ministre et le communiqué de presse renseignant sur la poursuite et la réforme partielle des régimes d'aides financières « Klimabonus Wunnen » et « Klimabonus Mobilitéit ».

La mise en place d'un système de préfinancement des subventions climatiques est en cours d'élaboration.

Gratuité partielle de l'éducation non formelle | Question **0608** (15/04/2024) de **M. Meris Sehovic** (déi gréng)

Depuis la rentrée scolaire 2022-2023, l'accueil dans les structures d'éducation non formelle pendant les semaines d'école est gratuit pour les enfants scolarisés à l'enseignement fondamental, à compter de l'obligation scolaire. De même, la gratuité des repas de midi pendant les vacances scolaires a été introduite. Pendant les vacances, la gratuité des repas est réservée aux familles disposant d'un revenu inférieur à deux fois le salaire social minimum. Ces mesures représentent une étape importante de la politique éducative des dernières années dans la mesure où elles visent à garantir un accès libre aussi bien à l'éducation formelle qu'à l'éducation non formelle et ce pour fournir à tous les enfants les meilleures chances pour leur avenir.

La gratuité de l'accueil s'applique pendant les semaines scolaires, du lundi au vendredi, de 7.00 heures à 19.00 heures. En dehors de ce créneau horaire, le barème du chèque-service accueil (CSA) est appliqué pour le calcul de la participation financière des parents et de l'État. Pendant les semaines de vacances scolaires, la participation financière des parents n'est plus plafonnée par un forfait, et c'est également le barème du chèque-service accueil qui s'applique.

Dans sa réponse à une question parlementaire (n° 7123), Monsieur le Ministre a indiqué qu'en 2022, 33 % des enfants en âge de scolarité inscrits dans une structure d'accueil y ont bénéficié d'une prise en charge pendant les vacances de Toussaint, alors que ce taux s'élevait à 32 % en 2021. Sur base de ces chiffres, Monsieur le Ministre a tiré la conclusion que la suppression du plafond de 100 € pendant les vacances scolaires n'avait pas eu d'impact sur le nombre d'inscriptions d'enfants pendant les vacances. Or, il nous revient de plusieurs structures d'accueil que cette année, le nombre d'inscriptions pendant les vacances scolaires est plus bas que pendant les années précédentes.

Au vu de ce qui précède, je voudrais avoir les informations suivantes de la part de Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) Depuis la rentrée scolaire en 2022, quel a été le taux d'enfants inscrits dans une structure d'accueil et qui ont bénéficié d'une prise en charge pendant les différentes vacances scolaires ?

La non-gratuité de l'accueil pendant les vacances scolaires et la charge financière qui en découle pour les parents qui veulent ou doivent avoir recours à l'accueil également pendant ces semaines affecte particulièrement les familles défavorisées sur le plan socio-économique.

2) Les services du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse effectuent-ils un suivi du profil socio-économique des parents qui décident de maintenir la prise en charge en structure d'accueil pendant les vacances scolaires, respectivement des parents qui optent de ne pas le faire ?

3) Dans la négative, les modalités de calcul du chèque-service accueil qui prennent en compte des facteurs socio-économiques, ne permettraient-elles pas une telle analyse ?

Réponse (11/06/2024) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1) Le taux d'enfants soumis à l'obligation scolaire inscrits dans les structures d'accueil et accueillis pendant les semaines de vacances n'a quasiment pas varié entre les deux années scolaires 2021-2022 (avant la mise en place de la réforme de la gratuité partielle de l'éducation non formelle) et 2022-2023 (après cette mise en place).

Ainsi, pour les deux années scolaires 2021-2022 (avant la réforme) et 2022-2023 (après la réforme), le taux relatif à la semaine de vacances de Toussaint était respectivement de 32 % et de 33 %. À Noël, où la fréquentation est traditionnellement plus faible, les taux étaient identiquement de 22 %. Pendant le congé de Carnaval, ils étaient de 31 % et de 32 % ; à Pâques, de 32 % et de 33 % ; de 32 % et 31 % pendant les vacances de Pentecôte ; de 45 % et de 44 % en début d'été, et de 43 % et de 41 % en fin d'été.

Ce sont les mêmes tendances qui se dessinent pour les premières semaines de vacances de l'année scolaire 2023-2024.

Autrement dit, ce n'est pas seulement sur la semaine de Toussaint que l'entrée en vigueur de la réforme de la gratuité partielle de l'éducation non formelle n'a pas eu d'impact en termes de fréquentation des enfants soumis à l'obligation scolaire ; c'est depuis sa mise en œuvre qu'on observe des taux de fréquentation des structures d'accueil quasiment identiques à ceux qui étaient observés auparavant.

ad 2) Les services du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse n'effectuent pas le suivi du profil socio-économique des parents qui décident de maintenir la prise en charge en structure

d'éducation et d'accueil pendant les vacances scolaires.

ad 3) Les modalités de calcul du chèque-service accueil ne permettent pas de faire une telle analyse.

École nationale pour adultes (ENAD) | Question **0619** (16/04/2024) de **Mme Francine Closener** (LSAP)

Lors d'un entretien récent, la directrice de l'École nationale pour adultes (ENAD) a affirmé que les capacités de l'ENAD sont insuffisantes pour suffire à la demande. Vu le taux de décrochage au Luxembourg et l'importance de la formation continue, l'ENAD, permettant à de nombreuses personnes d'obtenir une certification et améliorant leur accès au marché du travail, joue un rôle indispensable pour l'éducation nationale et l'égalité des chances à travers l'éducation.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) Combien de personnes se sont vues refuser une place à l'ENAD en raison de capacités insuffisantes lors de la rentrée 2023-2024 ?

2) Les personnes qui ont été refusées par l'ENAD ont-elles reçu d'autres propositions de voies de d'enseignement ? Dans l'affirmative, quelles étaient les alternatives proposées ?

3) Combien de personnes sont inscrites pour l'année scolaire en cours, ventilée par les différentes offres d'enseignement ?

4) Combien de personnes ont obtenu un diplôme ou une certification à la fin de l'année scolaire 2022-2023, ventilée par les différentes offres d'enseignement ?

5) Monsieur le Ministre peut-il confirmer que le nouveau bâtiment à Belval sera ouvert pour la rentrée 2024-2025 ? Combien de personnes pourront être enseignées sur ce nouveau site ?

6) À quel horizon l'implantation de l'ENAD peut être prévue au Kirchberg ?

7) Quelles nouvelles formations seront offertes par l'ENAD à partir de la rentrée 2024-2025 ?

8) Comment fonctionne actuellement l'encadrement psycho-social des apprenants de l'ENAD, un facteur clé de leur succès ?

Réponse (11/06/2024) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1) Nombre de refus :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Quatre classes de la formation professionnelle de l'agent sociopédagogique (DC1EDA) ont été accueillies au Centre national de la formation professionnelle continue (CNFPC).

ad 2) Les dossiers d'inscription sont examinés par la direction et répartis entre les équipes pédagogiques concernées pour une analyse approfondie ainsi qu'un entretien avec les candidats. S'il s'avère que le projet personnel de l'apprenant ne correspond pas à l'offre de l'ENAD ou que le nombre de places disponibles est insuffisant, des pistes concrètes sont développées pour orienter au mieux les candidats refusés.

ad 3) 669 apprenants sont actuellement inscrits à l'ENAD ; ils se répartissent comme suit :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

ad 4) Nombre de diplômés à la fin de l'année scolaire 2022-2023 :

– 4 diplômes de fin d'études secondaires classiques
– 42 diplômes d'accès aux études supérieures
– 23 diplômes de fin d'études secondaires générales
– 55 diplômes d'État d'éducateur
– 5 DAP Électricien
– 25 DAP Auxiliaire de vie

ad 5) Le nouveau bâtiment à Belval sera ouvert pour la rentrée 2024-2025 ; il pourra accueillir 580 apprenants.

ad 6) L'implantation du futur bâtiment de l'ENAD est prévue dans le quartier du Kuebebierg au Kirchberg. Ce quartier est actuellement à l'étude par le Fonds Kirchberg qui entreprend les différentes démarches afin de rendre le terrain constructible.

Après l'organisation d'une consultation rémunérée visant à élaborer un « schéma d'urbanisation global et intégré », le Fonds Kirchberg se trouve actuellement en échanges réguliers avec la Ville de Luxembourg afin de développer un Plan d'aménagement particulier qui constitue un préalable nécessaire à l'urbanisation du quartier du Kuebebierg. Dans ce contexte, certaines contraintes urbanistiques qui s'appliquent entre autres au projet de l'ENAD doivent encore être définitivement clarifiées.

Ces informations étant nécessaires dans le cadre des travaux de conception du projet d'implantation de l'ENAD au Kirchberg, et sachant qu'ils sont susceptibles d'avoir une influence sur la forme que prendra le futur bâtiment, il est à ce stade prématuré de donner des renseignements précis quant à sa mise en service.

ad 7) Nouvelles formations offertes par l'ENAD à partir de la rentrée 2024-2025 :

– Formation DCICA (DAP agent d'inclusion, apprentissage adulte)
– Formation CCSFA (CCP agent d'accompagnement au quotidien, apprentissage adulte)

ad 8) L'encadrement psycho-social des apprenants de l'ENAD est orienté sur une approche inclusive. L'ENAD s'engage pour l'inclusion en éducation comme « processus qui aide à surmonter les obstacles qui limitent la présence, la participation et la réussite d'apprenants » (Unesco 2017, p. 7).

L'équipe pédagogique et le tutorat (tous les deux inscrits dans la loi modifiée du 12 mai 2009 portant création d'une École nationale pour adultes) sont les premiers outils d'inclusion et les deux piliers d'encadrement principaux à l'ENAD.

Tous les apprenants sont encadrés par des équipes pédagogiques qui s'occupent chacune de la coordination didactique et pédagogique de deux à quatre groupes-classes pour la formation initiale ainsi que de 130 apprenants actuellement en ce qui concerne les formations GEA (éducateur en alternance), DAES et l'apprentissage adulte.

Les équipes pédagogiques de l'ENAD sont pluridisciplinaires : elles se composent d'enseignants et de formateurs, mais aussi d'éducateurs, de psychologues et d'experts du secteur professionnel.

Les membres des équipes pédagogiques se réunissent une fois par semaine afin de faire le point sur l'apprentissage des apprenants tout comme sur l'encadrement psycho-social nécessaire.

En outre, les apprenants ont un tuteur individuel. Pour ce qui est de la formation initiale, ils rencontrent une fois par semaine leur tuteur qui agit comme un « coach personnel ». Ainsi, le tuteur aide l'apprenant à résoudre des problèmes au niveau personnel et scolaire et à développer son autonomie. De plus, le tutorat permet une mise en évidence des problèmes sociaux et périphériques à la formation qui peuvent influer sur l'apprentissage. Finalement, le tutorat permet, le cas échéant, une concertation avec les proches de l'apprenant.

Les apprenants des formations GEA, DAES et de l'apprentissage adulte (formation professionnelle) sont également encadrés par une équipe pédagogique. Ils suivent soit un tutorat de groupe (DAES classe préparatoire ; apprentissage adulte de la formation professionnelle), soit ils sont accompagnés par un tuteur qui les accompagne en pratique professionnelle (GEA) ou bien qui accompagne leur travail personnel encadré en classe terminale (DAES).

Les expériences de l'école ont montré que le tutorat est une plus-value pédagogique incontournable au bon développement du parcours scolaire de l'apprenant.

Outre les éducateurs et assistants sociaux faisant partie des équipes pédagogiques, l'encadrement psycho-social à l'ENAD est assuré par un psychologue et une éducatrice graduée spécialisée dans le soutien à l'apprentissage. Ceci s'avère nécessaire puisque bon nombre d'apprenants rencontrent des barrières qui ne peuvent être surmontées par l'équipe pédagogique. Ainsi, les offres et ressources complémentaires suivantes sont proposées :

– aide ponctuelle interne auprès d'une assistante sociale de l'ENAD ;
– dispositif d'inclusion coordonné par la Commission d'inclusion de l'ENAD ;
– ateliers d'apprentissage permettant aux apprenants de développer des stratégies pour mieux apprendre ;
– consultations auprès du psychologue ;
– séances individuelles auprès de l'éducatrice graduée spécialisée ;
– assistance et consultation pour des questions concernant la consommation de stupéfiants ;
– intervention dans le domaine gestion du comportement et expression socio-émotionnelle ;
– assistance concernant le domaine du deuil (y compris la postvention) ;
– gestion du stress et sophrologie.

Autorisations de bâtir dans la zone verte | Question **0632** (18/04/2024) de **M. Luc Emering** | **M. André Bauler** (DP)

Betreffend d'Autorisatioune fir Bauten an Aktivitéiten an der Gréngzon géife mir dem Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit gäre follgend Froe stellen:

1. Wéi vill Autorisatioune fir Bauten an der Gréngzon goufen an de leschte 5 Joer ugefrot, gestaffelt no verschiddene Secteuren (Landwirtschaft, Wäibau etc.)?

2. Wéi vill Gebailechkeete goufen am legalen Delai vun 3 Méint autoriséiert?

3. Wéi vill Autorisatiounsdemandë goufe refuséiert?

4. Wéi vill Dossieren hunn den Delai vun 3 Méint iwwerschratt?

5. Wéi vill Dossieren hu keng Äntwert kritt?

6. Wéini gedenkt den Här Minister, de Prinzipp vum „silence vaut accord" bei den Autorisatiounsprozeduren anzeféieren?

7. Betreffend d'Bauten an der Gréngzon, kann den Här Minister hei confirméieren, datt sech beim Traitement vun den Dossieren exklusiv op déi juristesch Dispositiounen, déi d'Naturschutzgesetz beinhalt, baséiert gëtt?

Réponse (25/06/2024) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1. Insgesamt sinn tëscht dem 9. September 2018 (Entrée en vigueur vum 2018er Naturschutzgesetz) an dem 31. Mäerz 2024 19.535 Demanden – dovunner ronn 7.600 Dossiere fir Bauten – eragereecht ginn. Bei deene 7.600 Demandë goung et ëm landwirtschaftlech Bauten, awer och ëm Vëlospisten, Stroossen, Leitungen etc. Et ass informatesch net méiglech, eng Zuel fir spezifesch Secteuren ze liwweren.

ad 2. D'Legislatioun gesäit 3 Méint vir fir ze préiwen, ob d'Informatiounen, déi fir eng fondéiert Decisioun virleie mussen, an der Demande dra sinn, an dono 3 Méint fir d'ministeriell Decisioun.

De gesamten Delai, fir eng Decisioun ze huelen, also den Zäitraum, an deem d'ëffentlech Autoritéit um Dossier schafft, ass also 6 Méint an net 3 Méint.

Dat sinn Instruktiounsdelaien, déi net direkt eppes driwwer aussoen, wéi laang et brauch, bis een eng Geneemegung huet. Falls eng Demande direkt komplett ass an näischt nogefrot muss ginn, entsprécht – reng rechneresch – deen Zäitraum vu 6 Méint dem Zäitraum tëscht der Entrée vun enger Demande an der ministerieller Decisioun op d'Demande. Falls Saache mussen nogefrot ginn, hänkt de Gesamtdelai vun der Reaktivitéit vum Demandeur of. Den Zäitpunkt vun der Entrée vun der Demande bis zur ministerieller Decisioun kann dohier méi ewéi 6 Méint bedroen.

Bei 70 % vun den uewe genannten Demandë gouf am Delai vu 6 Méint eng ministeriell Decisioun geholl. Wichteg ze wëssen ass, dass déi Zäit, déi den Demandeur brauch, fir Saachen nozeliwweren, do mat agerechent ass. De rengen Instruktiounsdelai op staatlecher Säit ass dohier bei méi ewéi 70 % respektéiert.

ad 3. Am Zäitraum vum 9. September 2018 bis den 31. Mäerz 2024 war den Undeel vu Refuse ronn 5 Prozent. E groussen Deel dovunner huet Demandë betraff, fir déi nom Gesetz d'office keng Autorisatioun méiglech ass, wéi z. B. wann d'Reegelen, déi an engem RGD fir en Naturschutzgebitt stinn, Konstruktioune verbidden.

ad 4. Wéi schonn uewe gesot, ass de legalen Delai fir d'Instruktioun duerch d'Administratioun 6 Méint a berücksichtegt net deen Zäitraum, deen den Demandeur brauch, fir Saachen nozeliwweren. Dofir gëtt et iwweregens am aktuellen Naturschutzgesetz keen Delai. D'Gesamtdauer vum Areeche vun enger Demande bis zur ministerieller Decisioun hänkt an deene Fäll vun der Reaktivitéit vum Demandeur of an ass vu staatlecher Säit net beaflossbar.

Am Zäitraum vum 9. September 2018 bis den 31. Mäerz 2024 war bei ronn 11 % vun den Decisiounen no 6 Méint nach keng ministeriell Decisioun geholl ginn. Wéi schonn uewendriwwer erkläert, huet de Gesamtdelai awer nëmme bedéngt mam Instruktiounsdelai ze dinn. Et handelt sech dobäi haaptsächlech ëm Demanden, bei deenen nach Saache beim Demandeur hu missen nogefrot ginn oder wou zesumme mam Demandeur gekuckt gouf, fir den initiale Projet esou ze optimiséieren, dass en autorisabel ginn ass.

D'Mesuren, déi am Kader vum Logementsdësch decidéiert goufen, weider administrativ Simplificatiounen, d'Digitalisatioun (säit e puer Méint kann een seng Demande iwwert de Guichet erareechen), déi rezent Ëmstellung op e méi performanten informatesche Gestiounsoutil vun den Demanden, d'Entwécklung vum Portail de l'urbanisme (ënnert der Leedung vum Departement fir Landesplanung), eng verstäerkte (fräiwëlleg) Berodung duerch d'Naturverwaltung an engem fréie Planungsstadium an aner Mesuren droen derzou bäi, datt d'Bierger entlaascht ginn an d'Instruktioun vun den Demandë méi efficace gëtt.

ad 5. Um 31. Mäerz 2024 war bei 4 Prozent vun den Demanden, déi am uewe genannten Zäitraum erakoumen, nach keng Decisioun geholl ginn. Dësen Undeel soll duerch déi driwwer genannte Mesuren zukünfteg erofgeschraufft ginn.

ad 6. Ech verweise bei dëser Äntwert op d'Ried zu der Lag vun der Natioun vum Premierminister Luc Frieden, an där dozou Präzisiounen erwäänt goufen, an och op d'Pressekonferenz vun de Ministere Wilmes, Gloden a Meisch vum 19. Juni 2024.

ad 7. Jo, dat kann ech confirméieren. Donieft ginn a menge Servicer awer och Demanden traitéiert, déi opgrond vum Bëschgesetz eragereecht ginn.

Avantage fiscal pour les voitures de fonction à zéro émission | Question **0633** (18/04/2024) de **M. Meris Sehovic** (déi gréng)

En 2022, l'ancien Gouvernement a modifié le règlement grand-ducal du 23 décembre 2016 portant exécution de l'article 104, alinéa 3, de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu dans le but de privilégier davantage les voitures à zéro ou faibles émissions de CO_2.

Le nouveau régime de calcul de l'avantage en nature (ATN) concerne les véhicules de société de catégorie M1 appartenant à l'employeur ou pris en location ou en leasing par l'employeur et mis à disposition, au moins partiellement, à des fins non professionnelles par l'employeur au salarié, alignant le calcul de l'ATN avec la modulation des primes pour les voitures à zéro émission. Pour les voitures de fonction nouvellement immatriculées à partir du 1er janvier 2025, et pour lesquelles aucun contrat ne sera signé avant le 31 décembre 2024, le régime forfaitaire de l'ATN sera simplifié. Un taux de 1 % sera fixé pour les voitures électriques pures dont la consommation d'énergie électrique ne dépasse pas 18 kWh/100 km et pour les véhicules à pile combustible à hydrogène. Pour les modèles de voitures de fonction électriques dont la consommation d'énergie électrique est supérieure à 18 kWh/100 km, un taux de 1,2 % sera prescrit. En ce qui concerne les autres motorisations avec moteur thermique, le taux de calcul de la valeur mensuelle de l'ATN sera fixé à 2 %. Selon la Société nationale de circulation automobile (SNCA), 443.301 voitures (M1) ont été immatriculées au 1er janvier 2022 au Luxembourg, dont environ 40.000-50.000 pourraient être considérées comme voitures de fonction (leasing), tombant sous le régime ATN.

Cette mesure est une composante clé du Plan national intégré en matière d'énergie et de climat (mesure n° 421) visant à encourager la décarbonation du parc automobile luxembourgeois pour la part de marché portant sur les véhicules de société. Toute annulation ou modification en faveur des véhicules à moteur thermique pourrait compromettre la réalisation des objectifs climatiques fixés pour 2030, ainsi que l'atteinte du taux de 49 % de voitures électriques dans le parc automobile national.

Dans ce contexte et vu les affirmations récentes de certains acteurs du domaine de la mobilité mettant en avant l'approche de politique climatique dite « pragmatique » du Gouvernement, je souhaiterais obtenir les renseignements suivants de Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, Monsieur le Ministre des Finances et Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité :

– Le Gouvernement envisage-t-il d'annuler, de modifier ou de reporter la décision prise par l'ancien Gouvernement concernant l'avantage en nature accordé aux voitures de fonction à zéro émission ?

Réponse (03/06/2024) de **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

L'honorable Député demande des précisions au sujet de l'avantage fiscal pour les voitures de société à zéro émission.

Le traitement fiscal de l'avantage en nature pour les voitures de société est actuellement régi par le règlement grand-ducal modifié du 23 décembre 2016 portant exécution de l'article 104, alinéa 3, de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu (L.I.R.) et fait partie intégrante du Plan natonal intégré en matière d'énergie et de climat (PNEC) (mesure n° 421).

Dans son programme 2023-2028, le Gouvernement réaffirme son soutien au PNEC qu'il mettra en œuvre, dans sa version actualisée, afin que le Luxembourg atteigne ses objectifs climatiques.

Réutilisation de matériaux de concassage dans la zone verte | Question **0634** (18/04/2024) de **M. Luc Emering** | **M. André Bauler** (DP)

Eng ganz Rei Entreprisë sinn Demandeur, fir am Kader vu landwirtschaftleche Bauten an der Gréngzon Material ze concasséieren, fir dëst um Site anzebauen.

An deem Kader wollte mir dem Här Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit follgend Froe stellen:

1. Kann den Här Minister eis am Detail matdeelen, wat am Kader vun Naturschutzautorisatiounen, wéi och fir d'Prozedure betreffend Kommodosreglementatioune fir mobill Concasseuren, verlaangt gëtt?

2. Ass eng Naturschutzautorisatioun noutwendeg?

3. Wa jo, wat sinn déi genau Krittären, déi den Demandeur muss erfëllen, a wéi eng juristesch Basis hunn dës?

Am Reglement vum 17. Februar 2006, betreffend „la mise en décharge des déchets" p. 712 (déchets inertes type 2), ass ausdrécklech vermierkt, datt recycléiert Material, fir beispillsweis Hafffläche ze bauen, am Sënn vun der Économie circulaire bevirdeelegt genotzt soll ginn.

4. Firwat gëtt net par définition an all Autorisatioun fir Bauten an der Gréngzon vermierkt, datt mat recycléiertem Material soll geschafft ginn, konform zum uewe genannte Reglement, an deem d'Leit opgefuerdert ginn, „concassé naturel de carrière" ze verbauen?

Réponse (10/06/2024) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1. bis 3. Gëtt e mobille Concasseur um Site vun engem Bauprojet an der Gréngzon benotzt, dee scho vun enger Naturschutzgeneemegung ofgedeckt ass

(inklusiv déi Aarbechten), ass keng separat Naturschutzgeneemegung néideg. Dëst ass zum Beispill dacks de Fall bei Stroossebauprojeten, wou besteeënd Material ausgebaut, concasséiert a sur place erëm agebaut gëtt. Am Fall, wou eng separat Chantiersinstallatioun zu engem Projet (egal ob dës an der Gréngzon oder an der bebaubarer Zon vun engem PAG ass) an der Gréngzon néideg ass, kann dës iwwert d'Artikele 6 (4) an 12 (3) vum Naturschutzgesetz geneemegt ginn. Dëst gëllt fir all Chantiersinstallatioun, déi am Rapport mat engem konkreete Projet ass, a beinhalt natierlech och mobill Concasseuren, de Stockage vum Material, dat concasséiert ass oder soll ginn, an d'Plattform, déi muss gebaut ginn, fir kënne mam mobille Concasseur ze schaffen an d'Material ze stockéieren. Genee ewéi fir all anere Projet, deen ënnert d'Naturschutzgesetzgeebung fält, ginn d'Impakter op d'Objektiver vum Naturschutzgesetz gekuckt an et spillen zousätzlech d'Artikelen 61 an 62 vun dësem Gesetz.

Wann eng Concassage-Aktivitéit eng Kommodos- an eventuell och eng Offallgeneemung brauch, gi bei der Instruktioun vun den Dossieren, ewéi bei aneren Dossieren och, d'Impakter op d'Ëmwelt gekuckt. Dozou gehéieren ënnert anerem d'Impakter op d'Noperschaft. D'legal Basis fir déi Obligatioune sinn den Artikel 1 aus dem Kommodosgesetz an den Artikel 30 aus dem Offallgesetz, d'Bewäertung vun den Demandë fousst op dem Artikel 13 aus dem Kommodosgesetz an den Artikelen 9 an 10 aus dem Offallgesetz.

Am Kader vun der Kommodosreglementatioun wor et bis den 1. Juni 2024 esou, dass ee fir ee mobille Concasseur, dee manner wéi 6 Méint op engem Chantier exploitéiert gëtt, eng Kommodos- an eventuell eng Offallgeneemegung gebraucht huet.

Ab dem 1. Juni 2024 huet d'Nomenclature vum Kommodosgesetz geännert. Elo gëllt fir ee mobille Concasseur, deen am Kader vun „travaux ponctuels temporaires“ fir manner wéi 6 Méint op engem Site exploitéiert gëtt (also esou wéi et bei den ugeschwatene Fäll ass), de „règlement grand-ducal du 8 février 2024 fixant les prescriptions pour les activités de broyage relevant de la classe 4 en matière d'établissements classés“. Dës Aktivitéiten (also de Broyage, net de Concasseur als Maschinn u sech) musse bei der Ëmweltverwaltung deklaréiert ginn, souwuel opgrond vum Kommodosgesetz wéi eventuell och opgrond vum Offallgesetz. Een entspriechende Formulaire gëtt vun der Ëmweltverwaltung zur Verfügung gestallt. Dës Ännerung ass eng enorm administrativ Vereinfachung, well ee fir déi Aarbechte keng Demande méi muss areechen a keng Autorisatioun muss ausgestallt ginn. Wann ee mobille Concasseur méi wéi 6 Méint exploitéiert gëtt, brauch een eng Kommodosgeneemegung an eventuell och eng Offallgeneemegung.

Der Vollstännegkeet halwer sief och nach gesot, dass esou Aktivitéiten, wa se an enger Waasserschutzzon oder enger Héichwaasserschutzzon leien, och eng Geneemegung nom Wassergesetz brauchen.

ad 4. De „règlement grand-ducal du 17 février 2006 modifiant le règlement grand-ducal du 24 février 2003 concernant la mise en décharge des déchets“ mécht Aussoen zu Offäll, déi fir hir Eliminatioun op eng Decharge solle kommen. Dat groussherzoglecht Reglement vum 17. Februar seet net, dass just „concassé naturel de carrière“ an der Gréngzon ze verbaue sinn.

Ech ginn dovun aus, dass déi éierewäert Deputéiert hei net d'Eliminatioun vun Offäll viséieren, mee d'Notze vu Material respektiv d'Valorisatioun vun Exkavatiounsoffäll, déi bei engem Chantier ufalen an och do erëm solle verwäert ginn, a beäntwerten d'Fro an deem Sënn:

Net polluéierte Buedem an aner geologescht Material, wat op engem Site excavéiert ginn ass, fält net ënnert d'Dispositioune vum Offallgesetz, wann et fir Bauzwecker a sengem natierlechen Zoustand um selwechte Site genotzt gëtt.

D'Naturschutzgesetz seet näischt driwwer aus, aus wéi enge Materialie Baute musse gebaut ginn. D'Naturschutzgesetz habilitéiert de Minister awer, verschidde Materialie fir eng Konstruktioun net zouzeloossen, wann doduerjer d'Schutzziler vum Naturschutzgesetz a Fro gestallt wären, wéi z. B de Schutz vum Buedem oder dem Grondwaasser. An de Geneemegunge sinn esou Virschrëften, wat d'verbauten Elementer am Buedem ugeet, Standard.

Der Vollstännegkeet halwer sief och nach gesot, dass d'Verschaffe vu sou Material, wann de Projet an enger Waasserschutzzon oder enger Héichwaasserschutzzon läit, och eng Geneemegung nom Waassergesetz brauch.

Aus Naturschutzsiicht ass et wichteg, dass dat Material adaptéiert ass fir déi Plaz wou et soll hikommen a keen Ëmweltschued entsteet: Ob et Recyclat ass oder Ursprungsmaterial, ass dobäi egal. Wann et keng Virschrëften zum Baumaterial an den Autorisatioune gëtt, ass et dem Bauhär säi Choix, wéi ee Material hie verschaffe wëll. Et däerf een och net vergiessen, dass Bauten duerch d'systematesch Virschreiwe vu „concassé naturel de carrière“ oder recycléiertem Material riskéieren, ee Stéck méi deier ze ginn.

Parc de batteries de stockage d'électricité | Question **0636** (19/04/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Le consortium EStor-Lux projette de construire un parc de batteries de stockage d'électricité d'une envergure considérable à Aubange près de la frontière belgo-luxembourgeoise et une nouvelle enquête publique vient d'être lancée.

1) J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme, si les autorités belges ont informé le Gouvernement luxembourgeois de ce projet.

2) Les communes luxembourgeoises limitrophes au projet sont-elles invitées à participer à l'enquête publique ?

3) Est-ce que le Luxembourg a montré un intérêt à participer à un tel projet ?

4) Dans la négative, est-ce que notre pays envisage la réalisation d'un projet comparable, permettant le réglage du réseau d'approvisionnement en électricité ?

Réponse (11/06/2024) de **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1) Ni le Ministère de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme, ni le Ministère de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité n'ont été informés de ce projet.

ad 2) Le projet en question est une initiative d'un acteur privé sur le territoire belge. Au cas où le projet tomberait dans le champ d'application de la législation wallonne en matière d'évaluation des incidences, et au cas où le projet serait susceptible d'avoir des incidences négatives notables sur l'environnement dans un contexte transfrontalier, il reviendrait à l'État d'origine d'apprécier la nécessité de réaliser une consultation transfrontalière. À ce jour, le Ministère de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité, en tant qu'autorité compétente, n'a pas été contacté dans ce contexte.

ad 3) et 4) De tels projets de stockage pourraient avoir un certain intérêt pour le Luxembourg, sachant toutefois que l'initiative et la réalisation de tels projets doivent être initiées par des acteurs privés, dans le cadre et selon les règles applicables du marché intégré européen de l'électricité. Le cadre réglementaire et technique national permet la participation du stockage dans la majorité des marchés intéressants pour cette technologie, directement ou par l'intermédiaire d'agrégateurs. L'accès à certains marchés d'équilibrage particulièrement intéressants pour les batteries sera mis en place pour les acteurs situés au Luxembourg avant la fin de l'année.

En application des directives et règlements européens et transposés en législation nationale, les gestionnaires de réseau d'électricité doivent s'abstenir d'installer ou d'exploiter des batteries connectées au réseau. Néanmoins, les gestionnaires de réseau d'électricité peuvent définir leurs besoins éventuels pour de tels services et faire appel au marché par des soumissions publiques pour avoir accès à des services à fournir par exemple par une installation de batteries. Cette option est actuellement analysée par les gestionnaires de réseau d'électricité et pourra être intégrée dans les plans de développement des réseaux luxembourgeois.

Reste à mentionner qu'une nouvelle proposition de règlement européen[1] vise à introduire plusieurs dispositions supplémentaires pour développer davantage la flexibilité au sein des marchés européens et nationaux, notamment moyennant une évaluation des besoins en flexibilité, un objectif national indicatif pour la flexibilité non fossile et un éventuel régime d'aides à la flexibilité non fossile le cas échéant.

Mise en place de systèmes réutilisables dans le service de livraison et le take-away | Question **0638** (19/04/2024) de **Mme Joëlle Welfring** (déi gréng)

En 2022, la Chambre des Députés a avalisé cinq projets de loi ayant l'objectif de renforcer le cadre légal luxembourgeois en matière de gestion de déchets et de prévenir les déchets, y compris les déchets à usage unique.

Ces modifications législatives ont suivi des demandes de citoyen.ne.s ainsi que d'acteur.trice.s politiques en faveur d'une politique plus ambitieuse de prévention des déchets. Ainsi, le 6 février 2019 s'est tenu un débat public à la Chambre de Députés d'une pétition publique initiée par un groupe de jeunes demandant que l'usage des emballages plastiques soit limité au Luxembourg. Le 16 mai 2019, la Chambre des Députés a par ailleurs voté à l'unanimité en faveur d'une motion du même esprit, invitant le Gouvernement notamment à faire du Luxembourg un chef de file au niveau européen en matière de prévention et de gestion des déchets et ce dans l'optique d'atteindre un niveau « zéro déchet ». Une série de workshops « Null Offall » organisée par le Ministère de l'Environnement a également mis en évidence la demande des participant.e.s pour une politique de gestion de déchets ambitieuse.

1 Règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant les règlements (UE) 2019/943 et (UE) 2019/942 ainsi que les directives (UE) 2018/2001 et (UE) 2019/944 afin d'améliorer l'organisation du marché de l'électricité de l'Union

Plusieurs des modifications apportées à la loi relative à la gestion des déchets visent le remplacement progressif d'objets à usage unique avec des objets réemployables dans la restauration.

Dans ce contexte, à compter du 1er janvier 2025, les récipients, barquettes, assiettes et couverts utilisés dans le cadre d'un service de livraison de repas à domicile ou en cas d'un service de repas à emporter devront être réemployables et faire l'objet d'une reprise. Le texte de loi prévoit par ailleurs que les personnes soumises au régime de responsabilité élargie des producteurs doivent présenter pour le 1er janvier 2024 au plus tard une feuille de route pour la mise en œuvre du déploiement des objets réemployables précités.

Afin de préparer les réflexions et initiatives des acteur.trice.s visé.e.s par lesdites dispositions et de favoriser une éventuelle mutualisation des efforts, le Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable avait au cours de la dernière période de législature, commandité une étude analysant les différents modèles d'organisation possibles et présentant les avantages et inconvénients des différents dispositifs. L'objectif de cette initiative était de fournir une aide à la décision et une base de discussion avec les représentant.e.s des secteurs concernés, tout en gardant une ouverture quant aux choix finaux à arrêter, afin d'identifier communément des pistes de mise en œuvre praticables et efficaces.

Par ailleurs, en mars 2024, le Parlement européen et le Conseil sont parvenus à un accord provisoire sur un règlement sur les emballages dans l'UE. L'accord prévoit notamment que les distributeurs finaux de boissons et d'aliments à emporter devront offrir au moins 10 % des produits dans un emballage réutilisable d'ici 2030.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité :

1) Est-ce que Monsieur le Ministre partage toujours l'approche ambitieuse et proactive demandée unanimement par la Chambre des Députés en 2019, fournissant au Luxembourg une opportunité de se positionner comme pionnier et lieu d'innovation et de favoriser des solutions circulaires et durables ?

2) Quels sont les résultats des échanges organisés avec les secteurs concernés ? Quelle est l'approche proposée dans la précitée feuille de route des producteur.trice.s pour le déploiement d'un système voire de systèmes réutilisables ? Quelle est l'analyse de Monsieur le Ministre par rapport à l'approche proposée ?

3) Dans ce contexte, le système de l'Ecobox jouera-t-il un rôle dans la nouvelle approche ? Dans l'affirmative, comment le système de l'Ecobox sera-t-il intégré voire développé ? Dans la négative, comment Monsieur le Ministre perçoit-il le rôle de l'Ecobox à l'avenir ?

4) Quelles initiatives Monsieur le Ministre a-t-il prises voire envisage-t-il de prendre afin de favoriser l'innovation et l'économie circulaire dans la restauration, ainsi que la mise en œuvre des dispositions ayant trait à la restauration et de mutualiser les efforts des acteur.trice.s divers.e.s dans ce contexte ?

5) Monsieur le Ministre compte-t-il modifier les obligations par rapport aux systèmes réutilisables dans le service de livraison et le take-away suite au règlement européen sur les emballages ? Dans l'affirmative, et afin d'apporter rapidement clarté aux acteur.trice.s de l'innovation et de la gastronomie, quels seront les principaux chantiers et les délais dans ce contexte ?

Réponse (10/06/2024) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1) Oui. Il est pour le surplus renvoyé à la réponse à la dernière question.

ad 2) Des échanges avec les secteurs concernés ont révélé un besoin de coordination et de préparation pour répondre à l'obligation de réemploi des emballages dans le cadre d'un service de repas à emporter. Afin d'encadrer la mise en œuvre de l'article 12 (9) de la loi modifiée du 21 mars 2012 relative aux déchets et des dispositions émanant du futur règlement communautaire sur les emballages et les déchets d'emballages de l'UE, la feuille de route, dont fait état l'honorable Députée, fournit des orientations sur la manière dont ces dispositions pourraient être mises en œuvre.

La feuille de route met aussi en lumière la nécessité de clarifier certaines définitions légales, notamment les acteurs économiques visés par la loi modifiée du 21 mars 2012 relative aux déchets, les emballages concernés et les critères pour déterminer si un emballage est réemployable.

Elle propose encore une analyse approfondie des possibilités de fonctionnement opérationnel des systèmes de réemploi, dans lesquels les emballages réemployables pour les repas à emporter pourraient circuler. Le document décrit différents systèmes de réemploi, les modalités de retour des emballages réemployables, la collecte des emballages, la logistique et le reconditionnement des emballages.

Pour prendre en compte les points susmentionnés, la feuille de route propose d'encadrer la mise en œuvre des dispositions concernées par la création d'une cellule centrale, conforme aux recommandations formulées par une étude commandée par le Ministère de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité en 2022 et 2023. Selon la feuille de route, l'objectif de la cellule centrale serait de clarifier différents points légaux, de suivre et d'évaluer des projets pilotes et sur cette base, d'étendre le cadre du réemploi des emballages pour les repas à emporter à l'échelle nationale.

ad 3) L'Ecobox fut initialement lancée comme projet étatique pour réduire le gaspillage alimentaire dans le secteur de la restauration. Au fil du temps, le projet a évolué et constitue aujourd'hui une solution viable pour organiser dans certaines situations la gestion des repas à emporter. Force est de constater aussi que d'autres solutions sont en cours de développement ou sont déjà à disposition des acteurs économiques.

Le projet de l'Ecobox ne connaîtra pas de développement additionnel mais le projet sera maintenu opérationnel dans sa forme actuelle. Son futur rôle sera évalué et discuté dans le cadre de la mise en œuvre des dispositions de la loi modifiée du 21 mars 2012 relative aux déchets ainsi que le règlement communautaire sur les emballages et les déchets d'emballages. Il est jugé important que les secteurs concernés développent et mettent en œuvre la solution qui réponde au mieux à l'obligation légale et facilitent en même temps le recours aux solutions réemployables pour le consommateur.

ad 4) Pour favoriser l'innovation, il est nécessaire d'avoir un bon échange avec tous les acteurs économiques concernés, y compris le secteur de la restauration, afin d'élaborer des approches solides qui sont réalistes et praticables dans leur mise en œuvre.

Le régime de la responsabilité élargie des producteurs constitue un autre levier important. Dans ce cadre, les responsables d'emballages doivent réduire chaque année certains produits en plastique à usage unique, y inclus les emballages utilisés comme récipients pour aliments. Afin d'atteindre cette réduction, les responsables d'emballages et/ou les acteurs économiques doivent intensifier le développement de projets de prévention ayant trait à la promotion des emballages réemployables.

ad 5) Afin de donner une certaine prévisibilité aux acteurs économiques, il m'importe d'adresser d'abord les problèmes urgents, liés à la mise en œuvre des dispositions légales et ceci dans un but de parvenir à une situation qui permettra aux administrés de se conformer aux dispositions légales tout en gardant des objectifs ambitieux. Cette approche s'inscrit par ailleurs dans la démarche retenue dans la motion 3844 adoptée lors du vote du paquet « économie circulaire » en 2022.

Mes services ont ainsi été chargés de préparer des propositions pour réviser certaines dispositions légales et de mener dans la suite, sur base de ces propositions, des consultations. Afin de faciliter la consultation des acteurs économiques visés par différentes dispositions du paquet « économie circulaire », le comité de coordination en matière de gestion des déchets et des ressources sera consulté. Le comité rassemble les acteurs suivants : la Chambre des Métiers ; la Chambre de Commerce ; la Fedil ; la Luxembourg Confederation ; la Fédération des artisans ; l'ASBL Valorlux ; l'ASBL Ecotrel ; l'ASBL Ecobatterien ; l'ASBL Horesca.

Mise en place d'un système de consigne pour les boissons | Question **0639** (19/04/2024) de **Mme Joëlle Welfring** (déi gréng)

En 2022, le Luxembourg a modifié la législation par rapport aux déchets d'emballages et a introduit dans ce contexte une base légale permettant la mise en place d'un système de consigne sur les emballages de boissons mis sur le marché luxembourgeois.

Afin de lancer les travaux en vue de la mise en place d'un tel système de consigne, le Ministère de l'Environnement a commandité une étude dont l'objectif était d'analyser les systèmes de consigne dans les pays adjacents et d'évaluer la pertinence des systèmes pour le Luxembourg, tout en associant les parties prenantes aux travaux y relatifs.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité :

1) Quels sont les résultats de ladite étude ? Monsieur le Ministre peut-il me faire part de son analyse des résultats ?

2) Comment Monsieur le Ministre veut-il procéder pour faire avancer le projet de la consigne sur les boissons ? Quelles suites Monsieur le Ministre donne-t-il à l'étude ? Quelles sont les prochaines étapes et le calendrier y relatif ?

Réponse (10/06/2024) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1) L'étude a pour objectif d'identifier – préalablement à la mise en place effective d'un tel système de consigne – les systèmes sur les emballages à boisson les plus adaptés pour le Luxembourg. Le résultat principal de l'étude en question est une liste de scénarios de consigne envisageables ainsi qu'une énumération de leurs forces et faiblesses. La présentation de différents scénarios a permis de recevoir un premier retour structuré des secteurs concernés et permettra de continuer les échanges afin d'intégrer plus particulièrement les priorités découlant du futur

règlement européen relatif aux emballages et aux déchets d'emballages.

Selon les retours des secteurs concernés, le scénario de consigne à retenir devrait s'axer prioritairement sur les bouteilles en PET et les canettes tout en respectant les modalités du règlement européen précité.

ad 2) Dans l'objectif de retenir un type de consigne spécifique et de mettre en œuvre un système qui soit – dans la mesure du possible – harmonisé et avec celui des pays voisins tout en tenant compte des particularités du Luxembourg, la prochaine étape consistera en une seconde étude axée sur les aspects financiers et la faisabilité de chaque système. Cette étude de suivi se concentrera sur l'impact du système de consigne sur les coûts pour les différents acteurs, sur les implications logistiques, sur les flux de marchandises transfrontaliers, ainsi que sur l'évaluation de la nécessité de mettre en place une organisation centralisée en charge du système de consigne.

Finalement, il faudra intégrer dans les réflexions précitées les mesures du futur règlement européen relatif aux emballages et aux déchets d'emballages.

Rencontre avec la direction de la société Jan De Nul Group lors de la visite d'État en Belgique | Question **0645** (23/04/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Wéi d'"Lëtzebuerger Land" a senger Editioun vum 19.4.2024 mellt, stoung bei der Staatsvisitt vun der groussherzoglecher Koppel an de Vertrieder vun der Lëtzebuerger Regierung um Mëttwoch och eng Visitt vun der Firma Jan De Nul Group um Programm. Den Ex-Wirtschaftsminister Étienne Schneider ass hei Member am Verwaltungsrot.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Premierminister an de Ministere fir Finanzen, fir Verdeedegung, fir Wirtschaft a fir Aussenugeleeënheeten dës Froe stellen:

1. Firwat ass dës Firma wärend der Staatsvisitt besicht ginn?

2. Wéi eng aner Firme si wärend der Visitt an der Belsch besicht ginn?

3. Hält d'Regierung et net fir onpassend, eng Firma vun engem Ex-Minister besichen ze goen, bei deem no sengem Austrëtt aus der Politick kloer ginn ass, datt en op Staatskäschten ee luxuriéist Liewe gefouert huet (https://www.reporter.lu/luxemburg-minister-auf-reisen-die-spesen-bilanz-von-blau-rot-gruen/) an ënner deem senger Verantwortung de LUXEOSys Satelitte-Projet finanziell all Kader gesprengt huet?

4. Wat fir eng Kooperatioun gëtt et tëscht dem Lëtzebuerger Staat an der genannter Firma?

Réponse (17/05/2024) de **M. Luc Frieden,** Premier ministre | **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances | **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Défense | **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **M. Xavier Bettel,** Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

ad 1. D'Staatsvisitt stoung ënnert anerem am Zeeche vun der Zesummenaarbecht am wirtschaftleche Beräich, mat engem Fokus op der Nohaltegkeet. D'Visitte vum Nordseehafen a bei Jan De Nul hunn sech an de Kader vum Wirtschaftsprogramm vum maritimme Secteur op der Staatsvisitt ageschriwwen, deen als Zil hat, fir déi belsch a Lëtzebuerger Partner aus den Ökosystemer vun den erneierbaren Energien, dem Waasserstoff, dem maritimme Secteur an der Banneschëfffaart zesummenzebréngen, fir gemeinsame Projete Visibilitéit ze ginn a méiglech nei grenziwwerschreidend Projeten unzestoussen. D'Firma Jan De Nul huet hire Sëtz zanter 1996 zu Lëtzebuerg, wou ëm déi 600 Salariéë vum Betrib affiliéiert sinn, dorënner 494 Séifuerer. Jan De Nul ass spezialiséiert op maritim Baggeraarbechten („dragage") a méi rezent weider Aktivitéite betreffen d'Energieproduktioun am Mier.

ad 2. Am Kader vum Ekonomesche Forum vun der Staatsvisitt hunn de belsche Kinnek an de Groussherzog, zesumme mat de Finanzministere vu béide Länner, un engem Treffe mat Vertrieder aus dem Finanzwiesen zu Bréissel deelgeholl. Am Mëttelpunkt vun dësem Treffe stoungen d'Wichtegkeet vum Finanzsecteur am Allgemengen an a Bezuch op d'Finanzéierung vun der duebeler Transitioun, d'Promotioun vun oppene Mäert an dem fräien Handel souwéi och den oppene Bannemaart. D'Finanzinstituter, Associatiounen a Regulateuren, déi un dësem Treffen deelgeholl hunn, sinn: Delen Private Bank, BCEE, BNY Mellon, Belfius Bank, CAA, ALFI, Euroclear, LFF, FSMA, Banque de Luxembourg, Degroof Petercam AM, Febelfin, ACA, CSSF, LHoFT, LPEA, Euronext Bruxelles, Sopiad, Greenomy, Bourse de Luxembourg, Swift, Banque de Luxembourg Belgique, Fintech Belgium, ABBL, ABN Amro, Chambre de Commerce Luxembourg, Banque Puilaetco Dewaay, Nagelmackers, Banque Transatlantique Belgique, BNP Paribas.

Am Kader vum Ekonomesche Forum zu Bréissel gouf et och Gespréicher mat Vertrieder vu MyelinH/Imec.istart, Luxconnect/Proximus an OST Fenster/Chassis Henin.

De belsche Kinnek an de Groussherzog hunn och de Ghent Northsea Port an d'Anglo Belgian Corporation – ABC Engines zu Gent besicht.

De Minister fir Wirtschaft, PME, Energie an Tourismus hat op der Staatsvisitt a sengem Programm doriwwer eraus Echangen a Rencontere mat Creos, Fluxys, Hitec Luxembourg an AMOS.

Et waren insgesamt 129 Lëtzebuerger Betriber an der Lëtzebuerger Business Delegatioun, déi vun der Chambre de Commerce encadréiert goufen an un der Staatsvisitt bedeelegt waren. Et sinn och Echangë mat Vertrieder vun dëse Betriber ginn.

ad 3. Mir verweisen op d'Äntwert op déi éischt Froiwwert d'Grënn vum Besuch vun der Firma.

ad 4. De Formatiounszenter mat Simulatore fir Séifuerer, JDN Academy, gouf 2016 zu Lëtzebuerg gegrënnt, an e grousse Deel vun der Formatioun fir déi spezialiséiert Mataarbechter op de Baggerschëffer gëtt do organiséiert.

De Grupp Jan De Nul huet aktuell 72 Schëffer ënnert Lëtzebuerger Pavillon, dorënner 69 Draguen (Baggerschëffer) an 3 kleng autonom Unitéiten ouni Equipage. Jan De Nul ass den éischten Armateur, deen zu Lëtzebuerg esou eng autonom Unitéit umellt.

De Lëtzebuerger maritimme Secteur soll sech a Richtung vum Green Shipping weiderentwéckelen, dëst ass och eng Prioritéit vu Jan De Nul.

Parc d'Echternach | Question **0649** (24/04/2024) de **M. Max Hengel** | **Mme Octavie Modert** | **Mme Stéphanie Weydert** (CSV)

An engem Artikel an der Dagespress vum 19. Abrëll 2024 ginn d'Zoustänn vum Iechternacher Park no den Iwwerschwemmunge vun 2021 beschriwwen. Aus besotem Artikel geet ervir, dass d'Auswierkunge vun den Iwwerschwemmungen nach ëmmer däitlech am Park ze gesi sinn. Dëst well d'Gemeng am Park keng Aarbechten no der Iwwerschwemmung duerft virhuelen. Vill ofgebrachent Geäschts läit nach op de Weeër, d'Anlage vum Park si voller Kraut, d'Gelänner vum Minigolf ass ganz iwwerwuess, a ronderëm de Pavillon ass den Zoustand net gutt. Des Weidere géif de Kulturministère elo nei Reegele virschreiwen, déi den Aarbechter et erschwéieren, de Park an der Rei ze halen. Zum Beispill ass et den Aarbechter verbueden, Laubbläser ze benotzen. Ausserdeem géif de Minigolf net méi op seng aktuell Plaz zréckkommen, hätt de Kulturministère an engem rezente Bréif festgehalen.

De Virschlag vun enger neier Konventioun tëschent der Stad Iechternach an dem Kulturministère géif reegelen, datt, anescht wéi an der laanger Vergaangenheet säit 1868, de Kulturministère an Zukunft den Ënnerhalt vum Park maache géif. Et sollen och néideg Instandsetzungsaarbechte virgeholl ginn an d'Käschten dovunner vum Staat gedroe ginn.

Aus enger Äntwert vum 11. Januar 2023 op d'parlamentaresch Fro N° 7337 vum 7. Dezember 2022, huet déi fréier Kulturministesch matgedeelt, dass eng Etude vum INPA (Institut national pour le patrimoine architectural) dem Ministère an der Gemeng Iechternach virläit, sou datt nach virum Fréijoer 2023 éischt Moossnamen am Park kënne realiséiert ginn.

An deem Kontext wollte mir follgend Froen un den Här Kulturminister stellen:

1. Wat sinn d'Konklusioune vu besoter Etude? Wéi eng Moossname goufe säit dem Fréijoer 2023 am Park virgeholl?

2. Wéini ass déi besote Konventioun tëschent dem Kulturministère an der Stad Iechternach ënnerschriwwe ginn, an awéiwäit reegelt se Detailer? Gesäit se och Artikelen iwwert de Finanzement vir respektiv ween d'Käschten dréit?

3. Soll et op Basis vun dëser neier Konventioun sinn, wou de Kulturministère dës detailléiert Reegele virschreift, datt z. B. keng Laubbléiser oder Gefierer am Iechternacher Park an den Asaz kommen däerfen? Wa jo, wat genee beinhalten d'Reegelen nach?

4. Op wéi enger Zäitschinn ass virgesinn, de Park nees an d'Rei ze setze souwuel vun de Schied, déi nach ëmmer no den Iwwerschwemmunge bestinn, wéi och wat vereenzelt strukturell Infrastrukturen ubelaangt (Beliichtung, Schrëfttafelen, ...)?

5. Aus dem Presseartikel geet ervir, dass de Minigolf net méi soll a senger aler Form an op der aktueller Plaz opgoen. Kann de Kulturministère dat confirméieren? Falls jo, gesäit de Kulturministère vir, de Minigolf nees op enger anerer Plaz opzemaachen? Wa jo, wou a wéini wier dat, an aus wéi engem Budget gëtt et finanzéiert?

Réponse (03/06/2024) de **M. Eric Thill,** Ministre de la Culture

ad 1. De Kulturministère a seng Servicer stinn zu hirem Engagement, fir den Iechternacher Park ze restauréieren, en no de Reegele vun der Konscht ze fleegen an ëm esou seng historesch an touristesch Valeur erëmzeginn. De Ministère an den INPA sinn dofir am reegelméissegen Echange mat de Gemengenautoritéite vun Iechternach, an ech konnt mir rezent selwer sur place e Bild vun der Situatioun maachen.

2022 sinn eng historesch an architektonesch Etude a gläichzäiteg ee Schéma directeur vun Experten ausgeschafft ginn. D'Conclusioune vun den Etuden erginn, datt d'Authentizitéit an d'Biodiversitéit bei enger Revalorisatioun vum Park a vum ursprénglech Konzept vum Landschaftsarchitekt an Urbanist Henri

Luja (1899–1977) am Mëttelpunkt stoe sollten, dést am Sënn an am Respekt vun der Charte de Florence (eng international Charte iwwert historesch Gäert aus dem Joer 1981).

Säit dem Fréijoer 2023 si konkreet Aarbechten ausgefouert ginn op den zwou Parterren, dem Waasserbaseng an der grousser Vase du Cinquantenaire. Krank Pällem goufen erausgeholl, de Buedem gouf erneiert, d'Eibe sinn an eng richteg Form geschnidde ginn, d'Broderie ass mat hëlze Ploe markéiert ginn, d'Gras ass erneiert a geméit ginn a Phacelia gouf tëscht den Eibe geséit.

D'Heck ronderëm de Waasserbaseng ass erausgeholl ginn, de Buedem gouf och do erneiert a Gras geséit. Ee Lattage aus Eise gouf agesat fir d'Konture kloer ofzestiechen. Ronderëm déi grouss Vase gouf een neie Parterre mat engem Lattage ageluecht. Vinca minor goufe geplanzt.

2023 goufen och d'Aarbechte vun dësem Joer mat den Experte präzis geplangt. Eng spezifesch Etude gouf iwwert d'Broderie, de Waasserbaseng an d'Vase du Cinquantenaire gemaach. Déi wäert et erméiglechen, eng richteg Approche fir d'Restitutioun vun der Broderie an de Pällem (Buxus) unzewennen. Den Tracé „en forme de palmette ou de coquille" wäert erëm konform zum Luja-Plang ugeluecht ginn. D'Héichten an d'Volumme baséieren sech ënnert anerem op de präzisen Zeechnunge vum Henri Luja. 2023 ass dann och eng zweet Etude ausgeschafft ginn, déi spezifesch eng Testzon mat véier Bosqueten definéiert. No dëser Etude sollen eng ganz Rei Beem nees geplanzt ginn, esou datt eng Verdichtung vun der Strauchschicht wäert kommen, wat méi Fiichtegkeet an ee bessert Raumklima mat sech bréngt. Dës Aarbechte wäerten am Hierscht ufänken.

Am Virfeld gëtt elo nach e Screening vun der Fauna a Flora gemaach. Eng weider Etude iwwert d'Beliichtung ass och an der Maach. Eng provisoresch Beliichtung soll laanscht d'Sauer installéiert ginn, esoubal déi noutwendeg Autorisatioune virleien.

D'Plates-bandes vun de Parterrë goufe mat Blumme geséit an ee Lattage ass amgaangen, ronderëm déi zwou Parterren agesat ze ginn. Eng Vase, déi nach zum Deel erhale war, ass am Stee kopéiert ginn a wäert erëm an der Mëtt vun der Broderie installéiert ginn. Am Hierscht wäert och eng Etude iwwert de Waasserbaseng ausgefouert ginn.

Detailléiert Panneaue mat enger klorer Kommunikatioun iwwert d'Aarbechten an den Historique vum Park wäerte geschwënn opgestallt ginn.

Verschidde Beem ginn aus Sécherheetsgrënn elagéiert, dat op Basis vun enger phytosanitärer Etude.

ad 2. Den Entretien vum Park gëtt vun dësem Joer un zu groussen Deeler vum Institut national pour le patrimoine architectural – INPA iwwerholl.

Eng nei Konventioun gëtt am Moment zesumme mam Finanzministère ausgeschafft. Dës Konventioun soll d'Opdeelung an de Finanzement vun den Entretiens- a Restaurationsaarbechten tëscht dem Kulturministère respektiv dem INPA an der Stad Iechternach reegelen.

ad 3. Déi nei Konventioun soll ee präziist Leeschtungsheft fir déi ganz Gestioun erstellen, deen en historeschen a geschützte Park verlaangt. Do wäerten och kloer Mesuren opgestallt ginn, déi eng nohalteg Gestioun vum Park garantéiere sollen, dëst am Respekt vun der Natur an der Geschicht vum Park.

ad 4. Esou wéi an der Äntwert 1 beschriwwen, sinn d'Aarbechte schonn eng Zäit amgaangen a villes gouf an d'Rei gesat an ass geplangt. De Schéma directeur vun 2022 huet e Planning opgestallt bis 2027.

Iwwer 160.000 € goufen zanter 2022 iwwert den INPA investéiert. Iwwer 250.000 € sinn am Moment engagéiert fir bestoend Kontrakter. Bis 2028 sinn nach 2,45 Mio € op staatlecher Säit budgetiséiert.

ad 5. Den Emplacement vum Minigolfterrain gouf bei de leschte Reunioune mat de Gemengevertrieder vun der Stad Iechternach ugeschwat. De Kulturministère ass sech der Attraktivitéit vun esou enger Fräizäitaktivitéit fir de Park bewosst a verschléisst sech kenger oppener Diskussioun mat de Gemengeresponsabelen iwwer d'Restauratioun an den Emplacement vum Minigolfterrain.

Espèces envahissantes | Question **0650** (24/04/2024) de **M. André Bauler** | **M. Luc Emering** (DP)

Invasiv Planze sinn eng Gefor fir eisen Ökosystem, well se déi regional Aartendiversitéit a Fro stellen a Liewensraim veränneren. Studie weisen, datt dës Planzen sech kënne wärend Joerzéngten onopfälleg verhalen, ma dann awer bannent kuerzer Zäit zu engem Risiko ginn, sech massiv verbreeden a grousse Schued uriichten. Et sinn awer net nëmme Planzen, déi een invasive Charakter hunn, mä och Déieren aus aneren Deeler vun der Welt sinn amgaang, sech an eise Géigende breetzemaachen. Dobäi spillt d'Verlagerung vun de Klimazonen duerch d'Klimakris eng weesentlech Roll.

An deem Zesummenhang wollte mer dem Här Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit follgend Froe stellen:

1. Wat fir eng Planze ginn hei zu Lëtzebuerg als „invasiv" agestuuft? Wat fir eng sinn déi aggressiivst an a wat fir enge Regioune vum Land verbreeden si sech am séiersten? Wat fir invasiv Planze stellen eng Gefor fir déi mënschlech Gesondheet duer?

2. Wat fir eng Déieren- an Insektenzorte ginn hei zu Lëtzebuerg als „invasiv" agestuuft? Wat fir eng falen am meeschten op an a wat fir enge Regioune vum Land verbreeden si sech am meeschten? Wat fir invasiv Déieren an Insekte sinn e Risiko fir déi mënschlech Gesondheet?

3. Gëtt am Ëmweltministère un enger Strategie geschafft, fir d'Verbreedung vun dësen invasiven Déieren, Insekten a Planzen, wa méiglech, anzedämmen?

Réponse (10/06/2024) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1. Wat invasiv exotesch Planzen oder sougenannten invasiv „Neophytten" ugeet, sinn op d'mannst 60 Aarten an eisem Land festgestallt ginn. Eng Lëscht vun dësen Aarte fënnt een um Site neobiota.lu. Dës Lëscht ass awer nëmmen indikativ a méi Aarte kënne bei eis an Zukunft optrieden.

Eng Risikoanalys gouf fir dës Neophytten duerchgefouert (Ries et al., 2020[2]). Dobäi koum eraus, datt dës dräi Planze ganz problematesch sinn:

– Rise-Biereklo (Heracleum mantegazzianum);
– Asiatesch Knuetkraut-Aarten (Reynoutria japonica, Reynoutria sachalinensis, Reynoutria x bohemica);
– Drüse-Sprangkraut (Impatiens glandulifera).

Dat ganzt Land ass potenziell vun dësem Problem betraff. Et stellt een awer fest, datt laanscht d'Waasserleef d'Verbreedung am gréissten ass an och op deene Plazen, wou d'Natur am meeschte gestéiert gëtt (z. B. duerch d'Zerstéierung an d'Fragmentéierung vun de Liewensraim).

Planzen, déi gesondheetlech Problemer fir d'Leit verursaache kënnen, sinn:

– Alzem-Ambrosia (Ambrosia artemisiifolia);
– Rise-Biereklo;
– Lorberkiischt (Prunus laurocerasus);
– Himmelsbam (Ailanthus altissima).

ad 2. Wat invasiv exotesch Déieren oder sougenannten invasiv „Neozoen" ugeet, sinn iwwer 70 Aarten am Land festgestallt ginn. Eng Lëscht vun dësen Aarte kann op neobiota.lu consultéiert ginn.

Wéi bei den Neophytten, kënnen och dës invasiv exotesch Déieren am ganze Land fonnt ginn. Dës Déiere profitéiere vum Klimawandel a Stéierunge vun den Ökosystemer, fir sech ze verbreeden. Déi meescht bekannt invasiv Neozoen sinn de Wäschbier (Procyon lotor), d'Asiatesch Runn (Vespa velutina nigrithorax), Deckelsmouke wéi d'Trachemys scripta elegans an T. s. scripta (DE: Rotwangen- resp. Gelbbauch-Schmuckschildkröte), d'Nilgäns (Alopochen aegyptiaca) an d'Nutria (Myocastor coypus, DE: Biberratte).

Invasiv exotesch Déiere kënnen och een Impakt op d'mënschlech Gesondheet hunn, besonnesch duerch d'Iwwerdroe vu Krankheeten, als Beispill:

– Wäschbier;
– Nutria;
– Rotwangen- resp. Gelbbauch-Schmuckschildkröte;
– Asiatesch Tigerméck (Aedes albopictus).

Déi selwecht Risikoanalys wéi déi vun den Neophytte gëtt momentan fir d'Neozoen duerchgefouert.

ad 3. Jo, de Ministère ass amgaang, eng ëmfaassend Strategie ze veröffentlechen, fir invasiv exotesch Aarte besser ze iwwerwaachen, ze kontrolléieren an ze geréieren. Doriwwer eraus ginn zënter ville Jore vill Efforte gemaach an dësem Beräich, besonnesch am Kader vun der Ëmsetzung vum EU-Reglement N° 1043/2014 iwwer invasiv exotesch Aarten.

Fir de Moment goufe well 12 Aktiounspläng ausgeschafft, fir d'Gestioun vun den invasiven Aarten ze garantéieren. 5 weider Pläng sinn an der Consultation publique. Hei sinn d'Informatiounen dozou: https://environnement.public.lu/fr/natur/biodiversite/plan_d_action_especes_et_habitats1/luttecontreleseee/gestion.html. Zousätzlech dozou gëtt et och d'Präventiounspläng: https://environnement.public.lu/fr/natur/biodiversite/plan_d_action_especes_et_habitats1/luttecontreleseee/prevention.html.

Collecte des déchets | Question **0659** (25/04/2024) de **M. Max Hengel** (CSV)

D'Mülltrennung spillt eng entscheedend Roll beim Ëmweltschutz an der Kreeslafwirtschaft: Materialie kënne recycelt, natierlech Ressourcë kënne geschount, d'Ëmweltverschmotzung ka reduzéiert, d'Energie ka gespuert a wirtschaftlech Virdeeler kënne generéiert ginn. Zu Lëtzebuerg trenne mir dofir onsen Dreck a maachen dat mat verschiddene Poubellen. Leider existéiert ausser der groer Poubelle fir de Restmüll an der bloer Poubelle fir de Pabeier keng eenheetlech Faarfgeebung. Poubellë fir gréng/organesch Offäll sinn entweeder gréng oder brong, an déi Poubellë fir Glas si jee no Gemeng gréng, brong oder giel. Dat féiert oft zu Konfusioun bei de Firmen, déi d'Poubellen ofhuelen, sou datt reegelméisseg verschidde Poubellen net eidel gemaach ginn.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un den Här Ëmweltminister stellen:

1. Ass sech de Minister dëser Problematik bewosst? Gouf et an deem Kontext scho Gespréicher mat de

[2] Ries, C., Y. Krippel & M. Pfeiffenschneider, 2020. Risk assessment after the Harmonia+ protocol of invasive alien vascular plant species in Luxembourg. Bulletin de la Société des naturalistes luxembourgeois 122: 197-205. (PDF 132 KB)

Gemenge respektiv Gemengesyndikater, an därer Kompetenz de Sujet läit?

2. Gedenkt de Minister deem entgéintzewierken, zum Beispill a Form vun enger nationaler eenheetlecher Reegelung?

Réponse (10/06/2024) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1. Dës ënnerschiddlech Faarfsituatioun vun de Poubellen am Land kënnt dohier, datt d'Responsabilitéit fir d'Gestioun vum Offall aus de Stéit bei de Gemenge läit, an datt d'Gemengen opgrond vum Prinzipp vun der Gemengenautonomie d'Offallgestioun eegestänneg organiséieren, dëst entweeder selwer oder mat engem Prestataire vun hirem Choix.

Wann do punktuell Problemer entstinn, datt verschidde Poubellen net eidel gemaach ginn, sollen d'Bierger sech un hir Gemeng wenden, fir déi dorop opmierksam ze maachen. Der Ëmweltverwaltung si bis ewell keng sou Fäll gemellt ginn.

Op Wonsch vun de Bedeelegte kéinten, am Kader vum nationalen Offallwirtschaftsplang, deen all 6 Joer nei gemaach gëtt, Gespréicher iwwert eng national eenheetlech Faarfgeebung opgeholl ginn. Dëse Punkt gouf allerdéngs bis ewell nach ni an de Workshops, déi d'Ëmweltverwaltung am Kader vum Offallwirtschaftsplang organiséiert huet, opgeworf.

ad 2. Wéi scho bei der éischter Fro bemierkt, läit d'Organisatioun vun der Offallgestioun an der Hand vun de Gemengen. Eng Awierkung op d'Gemengenautonomie duerch eng national Reegelung op deem Punkt ass zurzäit net virgesinn.

Inventaire phytosanitaire 2023 | Question **0661** (25/04/2024) de **M. Gilles Baum** | **M. Luc Emering** (DP)

D'Resultater vum leschten Inventaire phytosanitaire 2023 vun der Natur- a Bëschverwaltung hu gewisen, dass 14,5 % vun de Beem komplett gesond sinn. 2013 waren et nach 33,8 %. An 2023 gouf och fonnt, dass 12,3 % vun de Beem scho souzesoen dout (déperissement avancé) oder wierklech dout sinn, wat immens beonrouegend ass. De Gesondheetszoustand vun de Beem zu Lëtzebuerg huet sech staark verschlechtert. Extreem Wiederkonditioune kënnen dozou féieren, dass d'Entlaubung vun de Beem méi fréi an der Saison geschitt. Zum Beispill haten déi anormal waarm an dréche Fréijoren a Summeren tëscht 2018 an 2020, 2022 an 2023 en Impakt op d'Gesondheet vun de Beem.

Lëtzebuerg huet den 12. Juli 2023 en neit Bëschgesetz adoptéiert, fir d'Bëscher nach besser ze schützen a gläichzäiteg eng sanft Exploitatioun ze erméiglechen.

An deem Kader wollte mir dem Här Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit follgend Froe stellen:

1. Wéi eng konkreet Projete lafen, fir dem verschlechternde Gesondheetszoustand an der verschlechternder Resilienz vun de Bëscher entgéintzewierken? A wéi enge Regiounen oder Gemenge lafen déi Projeten?

2. Wat gesäit de Minister vir, fir massiv nei unzeplanzen an de Verloscht u Beem ze kompenséieren? Wat fir Aarte vu Beem kann een dobäi virgesinn, déi méi klimaresistent sinn? Wéi eng konkreet Mesurë ginn ëmgesat, fir eis Bëscher generell méi klimaresilient ze maachen?

3. Verschidden Organismen, wéi de Borkenkäfer, kënne massiv Defoliatioune vun de Beem erbäibréngen. Ass ze erwaarden, dass duerch den naassen Hierscht a Wanter de Borkenkäfer manner Schued uriichte kann?

Réponse (10/06/2024) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1. Am ëffentleche Bësch ginn an alle Regiounen an an alle Gemenge vum Land Moossnamen ënnerholl, fir eis Bëscher, do wou et néideg ass, ze erneieren an insgesamt méi resilient géint d'Auswierkunge vum Klimawandel ze gestalten. D'Naturverwaltung ass ausserdeem per Gesetz an iwwert ee groussherzoglecht Reglement verflicht, déi ëffentlech Bëscher no enger naturnoer Bëschbewirtschaftung ze bewirtschaften. Donieft ass awer och d'Consigne erausgaang, de Krounendag vun eisen ëffentleche Bëscher net ze vill duerch Bewirtschaftungsmoossnamen opzerappen an ze ënnerbriechen. Dëst wéinst hirem schlechte Gesondheetszoustand, sou dass déi Beem, déi déi widdereg Wiederbedéngunge vun de leschte Joren iwwerlieft hunn, net nach onnéideg gestresst ginn an d'Waasserretentioun net duerch onnéideg Verdonstung gestéiert gëtt.

Duerch d'Bëschgesetz sinn och d'Bëschproprietären dozou verflicht, eng nohalteg Bëschbewirtschaftung ze bedreiwen.

ad 2. Wat de Verloscht vu Beem duerch Mortalitéit betrëfft, ervirgeruff duerch déi extreem Wiederbedéngungen (Hëtzt an Dréchent) vun de leschte Joren oder duerch Sekundärschädlinge, wéi zum Beispill de Borkenkäfer, gëllt et ze ënnersträichen, dass no Prioritéite gehandelt muss ginn. Am ëffentleche Bësch ginn an enger éischter Instanz déi Bëscher erneiert, déi groussflächeg ausgefall sinn. Do wou schonns natierlech Verjéngung opkomm war, gëtt op déi zeréckgegraff, fir de Bësch ze ënnerhalen. Nëmmen do wou keng Bëschplanze méi präsent sinn, ginn nei Beem geplanzt.

Am Privatbesch muss de Bëschbesëtzer am Fall vun engem Totalausfall vu sengem Bësch dësen innerhalb vun engem Zäitraum vun dräi Joer erëm nei uplanzen. Déi Bëschbesëtzer hunn dann awer ënnert bestëmmte Konditiounen, déi am groussherzogleche Reglement vum 3. Mäerz 2022 iwwert d'Bëschbäihëllefe festgehale sinn, d'Méiglechkeet, Subsidë fir d'Neiplanzung vun engem Bësch ze kréien.

Wat d'Bamaarte betrëfft, déi nei ugeplanzt ginn, do gëllt et an enger éischter Instanz dofir ze suergen, dass dës Planzen un de Standuert an de Buedem ugepasst sinn an dass si am Hibléck op de Klimawandel fäeg sinn, mat deenen zukünftege Klimabedéngungen eens ze ginn. De Schwéierpunkt gëtt dobäi op eenheemesch Lafbamaarten, wéi zum Beispill der Drauweneech (Quercus petraea), der Wanterlann (Tilia cordata), dem Masselter (Acer campestre), dem Spitzahorn (Acer platanoides), der Elsbier (Sorbus torminalis) gesat, déi och ënnert verännerte méi contraignante klimatesche Bedéngungen opwuesse kënnen.

Generell gëtt versicht, de Risiko an eise Bëscher ze reduzéieren a si duerch follgend Moossname méi klimaresilient ze maachen[3]:

1. enger Erhéijung vun der Bamaartevilfalt an eise Bëscher;
2. enger Erhéijung vun der geneetescher Vilfalt an eise Bëscher;
3. enger Erhéijung vun der Strukturvilfalt an eise Bëscher;
4. enger Erhéijung vun der Stéierungsresistenz vun de Beem an eise Bëscher;
5. enger Miniméierung vun den Infrastrukturen an eise Bëscher.

ad 3. Insekte wéi de Borkenkäfer an och aner Schadorganisme si meeschtens sougenannte Sekundärschädlinge bei Beem, dat heescht, dass si eréischt zu engem Vitalitéitsproblem fir d'Beem ginn, wann dës Beem schonns an hirer Vitalitéit staark geschwächt sinn an sech doduerch net méi anstänneg wiere kënnen. Et kënnt dobäi, dass vill Schadorganismen sech bei besseren Ëmweltbedéngungen explosiounsaarteg ausbreede kënnen. D'Wiederbedéngunge vun de leschte Joren hu bei eis dozou gefouert, dass eis Beem staark gestresst gi sinn an dass Schadorganismen, wéi zum Beispill de Borkenkäfer bei der Ficht, ee liicht Spill bei eise Beem haten.

Déi naass an éischter kal Wiederbedéngunge vum Hierscht, Wanter a Fréijoer 2023/2024 hu sécherlech zu enger Reduktioun vun der Populatioun vun de Borkenkäfer gefouert. D'Schied duerch Borkenkäfer an de Fichtebestänn sinn doduerch e bësse gebremst ginn. Soubal wéi d'Wiederkonditiounen awer erëm méi favorabel fir de Borkenkäfer ginn, wäert sech dës Populatioun awer erëm séier erhuelen an d'Schied wäerten erëm an d'Luucht goen. Dofir ass et wichteg, déi an der viregter Äntwert ugedeite Moossnamen ze befollegen a méiglechst klimaresiliente Bësch ze planzen an ze fleegen.

[3] Méi Detailer kënnen ënnert follgendem Link fonnt ginn: https://environnement.public.lu/content/dam/environnement/documents/for%C3%AAt/rapport-gt-resilience-forets-luxembourg20220530.pdf

Liste d'attente aux centres de compétences en faveur de l'inclusion scolaire | Question **0663** (26/04/2024) de **M. Meris Sehovic** (déi gréng)

Am Joer 2018 ass den aktuelle System vu Kompetenzzentre gegrënnt gi mam Zil, fir d'Inklusioun vu Kanner mat spezifesche Besoinen an eisem Bildungssystem ze verbesseren. Déi oft ze laang Delaie bei der Prise en charge a beim Diagnostic vun de Kanner waren ee vun den Haaptkritickpunkte bei der Evaluatioun vun de Kompetenzzentren, déi an de leschte Jore gemaach gouf. Hei mécht den Educatiounsministère Efforten, fir d'Prozeduren ze beschleunegen a Verbesserungen ze erreechen.

Eis gouf zougedroen, dass et a verschiddene Kompetenzzentre Waardeléschte géif gi respektiv dass Kanner wéinst engem Manktem u Plazen net oder net direkt kéinten en charge geholl ginn.

An der parlamentarescher Fro N° 6295 aus dem Juni 2022 krut den Här Educatiounsminister schonn d'Fro gestallt, ob et esou Fäll gëtt. An der Äntwert huet de Minister awer keng kloer Ausso heizou gemaach. Hei ass ze bemierken, dass dës parlamentaresch Fro d'Suite vun enger erweiderter Fro zu dem selwechten Theema duerstellt, déi schonns am Juli 2021 an der Chamber debattéiert gouf, a wou déi selwecht Fro opgeworf gouf.

Déi national Inklusiounskommissioun (CNI) gëtt saiséiert mat all Demande fir eng spezialiséiert Interventioun oder Beschoulung. Si befënnt iwwert dës Demanden an decidéiert, wéi ee Kompetenzzentrum mat engem Diagnostic chargéiert gëtt.

An dësem Kontext erlaben ech mer et, follgend Froen un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend ze stellen:

1. Féieren een oder méi Kompetenzzentre Waardeléschte fir Kanner, déi vun der CNI u si verwise goufen? Wa jo, wéi en Zenter respektiv wéi eng Zentre féieren esou Léschten?

2. Wéi vill Kanner, fir déi d'CNI eng Prise en charge duerch e Kompetenzzenter decidéiert huet, waarden aktuell op en Diagnostic respektiv op eng spezialiséiert Interventioun oder Beschoulung duerch e Kompetenzzenter?

3. Wann et Waardeléschte gëtt, respektiv wa Kanner net kënnen en charge geholl ginn, wat sinn dann d'Grënn dofir? Gëtt et Kompetenzzentren, déi aktuell net genuch Personal oder Raimlechkeeten hunn?

4. Wéi vill Kanner waarden aktuell op eng Decisioun vun der CNI, wat hir Prise en charge duerch e Kompetenzzenter ugeet?

5. Wéi vill Fäll huet d'CNI an de leschten dräi Joer traitéiert? A wéi ville Fäll gouf eng Decisioun geholl?

6. Mat Bléck op déi verschidden Decisiounen, déi d'CNI kann huelen:
– Wéi vill Kanner gi stationär an engem Kompetenzzenter oder an enger Antenn vun engem Kompetenzzenter betreit?
– Fir wéi vill Kanner gouf eng ISA (Intervention spécialisée ambulatoire) decidéiert?
– A wéi ville Fäll huet d'CNI eng Berodung vum Léierpersonal (Conseil oder Guidance) decidéiert, ouni zousätzlech direkt Interventioun vun enger drëtter Persoun beim Kand?

Réponse (11/06/2024) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. an 3. Den Dispositif fir Schüler mat spezifesche Besoine wiisst kontinuéierlech mat de Besoinen, déi vun deene jeeweilegen Instanzen identifizéiert ginn. Dat huet dozou gefouert, datt an deene leschte Jore konsequent nei Poste geschafe goufen a méi Personal agestallt ginn ass an et esou keng Waardeléschte gëtt.

Nieft dem Recrutement vum Personal goufen an deene leschte Joren och eng Rei un neien Infrastrukture geschaf. Fir d'Rentrée 2023/2024 sinn zum Beispill Raimlechkeeten zu Suessem, Esch-Uelzecht, Schuller a Bierchem dobäi komm. Fir d'Rentrée 2024/2025 sinn ënnert anerem weider Raimlechkeeten zu Iechternach, zu Rued-Sir, zu Monnerech an zu Déifferdeng geplangt. Och an deene kommende Jore si weider Projete geplangt. Esou wéi am Regierungsprogramm ugekënnegt, wäert d'Offer vun de Kompetenzzentre weiderhi konsequent wuessen an dezentraliséiert ginn.

ad 2., 4. a 5. Aktuell sinn eng ronn 400 Diagnostics spécialisés duerch e Kompetenzzentrum amgaangen. An de leschten dräi Joer huet d'CNI 7.077 Dossieren traitéiert. All Dossier féiert och ëmmer zu enger Decisioun. Net an all Fall ergëtt sech awer d'Noutwendegkeet fir eng Prise en charge duerch e Kompetenzzentrum. Beim Diagnostic geet et virun allem dorëms, an enger éischter Phas ze ermëttelen, ob d'Kand respektiv dee Jonke spezifesch Besoinen huet, a wa jo, wéi eng.

Doriwwer eraus geet et nieft dem Erfaasse vu potentielle spezifesche Besoinen an der Phas vum Diagnostic dorëms, déi gëeegentste Moossnamen ze identifizéieren an dës dann den Elteren oder dem erwuessene Schüler ze proposéieren. D'Zil ass et, Moossnamen unzebidden, déi et dem Schüler erméiglechen, sech beschtméiglech ze entwéckelen an a sengem schoulesche Parcours virunzekommen.

ad 6. Am Schouljoer 2022/2023 goufen 906 Schüler an enger Klass vun engem Kompetenzzentrum beschoult an 1.213 Kanner goufen ambulant (Intervention spécialisée ambulatoire) vun engem Kompetenzzentrum begleet. Berodunge vum Léierpersonal oder den Elteren duerch e Kompetenzzentrum kënnen ouni Decisioun vun der CNI geschéien, sou datt dës vun der CNI och net erfaasst ginn. Eltere kënne sech direkt un e Kompetenzzentrum wennen. Enseignantë kënnen dofir iwwert déi jeeweils zoustänneg Inklusiounskommissioun (CI) fueren.

Installation d'airbags pour tram | Question **0666** (29/04/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

D'VBZ, Verkehrsbetriebe Zürich, teste fir hiren Tramsreseau de Moment eng Aart Airbag. Dëse gëtt fir bei der Fuererkabinn vun engem Tram installéiert. Ausgeléist gëtt den Airbag duerch ee Sensor. An engem Video kann ee gesinn, wéi den Airbag sech opbléist, kuerz ier et zur Kollisioun mat engem Dummy, deen e Foussgänger duerstelle soll, kënnt. Zil vum Projet ass, fir domat fir méi Sécherheet am Verkéier ze suergen, d'Folgë vun enger Kollisioun duerch den Airbag ofzeschwächen a schwéier Accidenter mat Foussgänger oder Vëlosfuerer ze verhënneren. Duerch den Airbag soll zum Beispill verhënnert ginn, dass eng Persoun ënnert den Tram soll geroden. De Projet vun der VBZ, deen hei mam Tram-Hiersteller Alstom zesummeschafft, befënnt sech de Moment nach an enger Testphas, déi bis dëse Summer soll ofgeschloss ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Fro stellen:

– Gëtt et aktuell Pläng, fir och am Lëtzebuerger Tramsreseau esou Airbaggen op den Trammen installéieren ze loossen? Wa jo, ass de Staat mat den Zürecher Kolleegen a Kontakt? Wann nee, firwat net?

Réponse (31/05/2024) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Um Gebitt vun de „Systèmes d'aide à la conduite" an och spezifesch dem Anti-Kollisioun-System ass Luxtram a reegelméissegem Kontakt mat auslännesche Tramsreseauen a Constructeuren.

Am Moment besteet keen direkte Kontakt mam Zürecher Reseau, wou den Airbag fir den Tram aktuell nach an enger Testphas ass. Luxtram wäert dës ofschléissend Resultater souwéi d'Entwécklung vun anere Schutzsystemer fir Foussgänger awer ganz genau suivéieren.

Schonn haut steet bei der Formatioun an och der Weiderbildung vun den Ekippe vum Tram de Volet „Sécherheet" un éischter Plaz. A wann een de Vergläch mam Ausland mécht, geschéien um Lëtzebuerger Reseau am Allgemenge ganz wéineg Incidenten, speziell wat d'Foussgänger ubelaangt.

Bei der nächster Ausschreiwung vum Rullmaterial ginn nei Ekipementer wéi Anti-Kollisioun-Systemer souwéi déi méiglech nodréiglech Ausstattung vum besteeënde Fuerpark vun 33 Trammen a Betruecht geholl.

Pollution liée aux scories blanches à Esch-sur-Alzette | Question **0672** (29/04/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

De 25. Abrëll koum et zu Esch zu enger „Schlackenstaub"-Wollek, déi duerch d'Aarbecht vun ArcelorMittal op hirem Site zu Belval verursaacht ginn ass. D'Mataarbechter vun der Firma hu laut „Tageblatt" den Dag selwer Prouwe geholl. D'Awunner, d'Ëmweltverwaltung an den TICE, déi vun der Wollek an der Verschmotzung betraff waren, fuerdere laut Artikel Arcelor op, fir d'Verschmotzung ze botze respektiv fir fir d'Botzaktioun finanziell opzekommen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit dës Froe stellen:

1. Huet d'Ëmweltverwaltung hei scho Réckmeldung op hir Fuerderung kritt, datt Arcelor d'Botzaarbechte bezilt? Wa jo, wat huet ArcelorMittal matdeele gelooss?

2. Wéi steet d'Regierung zur Fuerderung, datt de Schlakegruef misst iwwerdeckt ginn, fir datt esou Wolleken net weider kënnen entstoen?

3. Wäert d'Ëmweltverwaltung hei weider intervenéieren?

Réponse (10/06/2024) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1. Entgéint der Duerstellung vum Artikel „Es hat regelrecht geschneit" aus dem „Tageblatt" vum 26. Abrëll, deen sech op een Incident vum 25. Abrëll bezitt, huet d'Ëmweltverwaltung keng Fuerderung an deem Sënn un ArcelorMittal gestallt. Der Ëmweltverwaltung läit och kee Signalement vun deem Incident an enger entspriechender Nuisance vir.

ad 2. Säit dem leschte Joer huet ArcelorMittal Mesuren ergraff, fir dës Nuisance an de Gréff ze kréien. Dëst sinn zum Beispill d'Benotze vun enger zousätzlecher Cuve, manuellt Eraushuele vu gréissere Metallstécker aus de Cuven, méi laang Benetzungszäiten a geännert Austippfrequenzen, souwéi d'Beuechte vun de meteorologesche Konditiounen. Eng komplett Anhausung vum Schlakegruef ass scho säit Längerem am Gespréich a wäert weider dozou bäidroen, d'Nuisancen däser Aart anzedämmen.

Soumat ass et begréissenswäert, dass ArcelorMittal wëlles huet, säi Schlakegruef um Site Belval anzehausen, esou wéi et an enger Reunioun de 25. Januar 2024 tëschent der Gemeng Esch-Uelzecht, der Ëmweltverwaltung, der „Association Quartier Bruch", engem Bureau d'études an ArcelorMittal thematiséiert gouf.

ad 3. Jo, d'Kontrollunitéit vun der Ëmweltverwaltung (Unité contrôles et inspections) beméit sech kontinuéierlech, fir am Fall vun engem Signalement vun esou Nuisancë méiglechst schnell op d'Plaz kucken ze goen an d'Situatioun ze bewäerten.

Gegeebenefalls kontaktéiert d'Ëmweltverwaltung den Ëmweltservice vun ArcelorMittal, fir Informatiounen ze kréien, ob déi constatéiert Nuisance mat den Aktivitéiten um Site Belval iwwerenee stëmmen an, wann e Lien besteet, wat ArcelorMittal fir Mesuren ergräife wëll, fir d'Nuisance anzedämmen.

Déi Thematik gëtt och an der järlecher Inspektioun vum Site opgegraff, déi am Kader vum Gesetz iwwert industriell Emissiounen duerchgefouert gëtt.

Donieft fannen tëscht der Ëmweltverwaltung an ArcelorMittal reegelméisseg Echangë statt, an deenen déi verschidde Verbesserungsmoossnamen diskutéiert ginn.

Rupture de stock du cannabis médicinal | Question **0677** (30/04/2024) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Eisen Informatiounen no ass Stand lescht Woch erëm eng Rupture beim medezinnesche Cannabis an de Spidolsapdikten ausgeruff ginn. D'Patienten, déi op de Cannabis ugewise sinn, mussen also erëm op Medikamenter wiesselen, bis erëm medezinnesche Cannabis do ass.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Säit wéini ass kee medezinnesche Cannabis méi accessibel? Sinn all d'Bléienaarte betraff? Wéi steet et ëm de Stock vu Cannabisueleg?

2. Fir wéini ass eng nächst Liwwerung virgesinn? Wéi vill kg Bléien a wéi vill Ueleg soll hei geliwwert ginn?

3. Firwat koum et op en Neits zu dëser Rupture de stock?

4. An der Vergaangenheet koum et ëmmer erëm zu Enkpäss beim medezinnesche Cannabis. Wat wäert déi nei Ministesch maachen, fir datt esou Enkpäss net méi virkommen?

Réponse (03/06/2024) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. De follgenden Tableau gëtt Opschloss iwwert déi aktuell Stocken:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

ad 2. Déi nächst Liwwerung vun THC18 %-Bléie vun 90 kg ass fir d'Woch vum 27. Mee 2024 virgesinn. Déi nächst Liwwerung vum Cannabisueleg ass fir Ufank Juni 2024 virgesinn. Dorënner sinn:

– 200 Fläschen THC25 mg/ml-Ueleg
– 750 Fläschen THC10/CBD10 mg/ml-Ueleg
– 550 Fläschen THC5/CBD25 mg/ml-Ueleg

ad 3. D'Ursaache vun deenen ënnert 1. genannte Rupturen, ware Produktiounsengpäss op Säite vum Fournisseur.

ad 4. Enn des Joers leeft de Kontrakt mam aktuelle Fournisseur aus. Déi néideg Upassunge wäerten dann an deem Kader gemaach ginn.

Urgence pédiatrique au Centre hospitalier du Nord | Question **0681** (02/05/2024) de **Mme Corinne Cahen** | **Mme Carole Hartmann** (DP)

Sur le site du Centre hospitalier du Nord on peut lire que les urgences pédiatriques sont ouvertes 7 jours sur 7, de 08.00 heures à 20.00 heures.

Il nous revient néanmoins que des enfants de moins de 16 ans doivent être emmenés à la KannerKlinik par l'ambulance du CGDIS, même avec des blessures mineures comme des plaies qui nécessitent quelques points de suture.

Par conséquent nous aimerions savoir de Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Comment se fait-il que le Centre hospitalier du Nord ne puisse pas garantir des urgences pédiatriques 7 jours sur 7, 24 heures sur 24 ?

2) Pourquoi est-ce que les urgentistes ne pourraient pas s'occuper d'enfants, surtout s'il s'agit « uniquement » de refermer des plaies ?

3) Combien d'enfants de moins de 16 ans du nord du pays sont emmenés par les ambulances à la KannerKlinik ?

4) Est-il envisagé d'élargir les urgences pédiatriques dans le nord du pays ?

Réponse (04/06/2024) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) et 2) Comme indiqué dans les réponses aux questions parlementaires 8052 du 2 juin 2023 et 0616 du 15 avril 2024, les urgences de niveau de gravité léger peuvent être prises en charge par le service du CHdN dans le cadre de son service de pédiatrie de proximité, qui ne constitue pas un service d'urgences pédiatriques au sens de la loi du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière. Cette loi ne permet que la constitution d'un seul service de pédiatrie spécialisée et ce sous la forme de service national qui est autorisé à la KannerKlinik du CHL.

ad 3) Au titre de l'année 2024, 16 % des enfants transportés par le SAMU ont pu être pris en charge au service du CHdN alors que les autres patients ont dû être transportés à la KannerKlinik en raison de la gravité de leur état de santé.

ad 4) Hormis l'ouverture du service des urgences 24h/24, un élargissement des horaires du service de pédiatrie de proximité au CHdN n'est actuellement pas envisagé.

Envoi de troupes en Ukraine | Question **0682** (03/05/2024) de **Mme Sam Tanson** (déi gréng)

Dans le cadre d'un entretien accordé à un hebdomadaire britannique[4], le Président français Emmanuel Macron a réitéré son opinion selon laquelle un envoi de troupes européennes pour soutenir l'Ukraine sur demande de celle-ci ne devrait pas être écarté. Ainsi, il a déclaré : « Si les Russes devaient aller percer les lignes de front, s'il y avait une demande ukrainienne – ce qui n'est pas le cas aujourd'hui – on devrait légitimement se poser la question » et précisé « L'écarter a priori, c'est ne pas tirer les enseignements des deux dernières années ».

En février dernier, en réponse aux propos initiaux du Président Macron sur ce sujet, Monsieur le Premier ministre était l'un des rares chefs d'exécutifs européens à ne pas vouloir exclure catégoriquement un tel envoi de troupes. Ainsi, il a indiqué dans une interview : « Il n'y a pas de consensus aujourd'hui sur l'envoi officiel de troupes au sol. Mais dans la dynamique, rien ne doit être exclu. Nous ferons tout ce qu'il faut pour que la Russie ne puisse pas gagner cette guerre. »[5]

Or, dans une autre interview récente, Madame la Ministre de la Défense a réitéré quant à elle son objection catégorique à tout envoi de troupes et ce également dans une optique future : « Si on me demande si nous enverrions des troupes pour aider l'Ukraine à se défendre, je ne peux que dire non. Sinon, nous deviendrions des belligérants. »[6]

Dans le même article, Madame la Ministre explique que, suite aux déclarations divergentes des membres du Gouvernement, une discussion aurait eu lieu au sein du Conseil de Gouvernement et que ce serait la position qu'elle avait défendue précédemment qui aurait été retenue.

Vu ce qui précède, je souhaiterais savoir de la part de Monsieur le Premier ministre et de Madame la Ministre de la Défense :

– Quelle est la position du Gouvernement concernant l'envoi potentiel de troupes des pays européens en Ukraine si une telle demande leur était adressée par l'Ukraine et dans l'hypothèse d'un percement par la Russie des lignes de front ukrainiennes ?

– Quelle est l'appréciation du Gouvernement de l'affirmation du Président Macron que ceux qui excluent catégoriquement l'envoi de troupes n'auraient « pas tir[é] les enseignements des deux dernières années » ?

Réponse (11/06/2024) de **M. Luc Frieden,** Premier ministre | **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Défense

Il y a tout d'abord lieu de noter que la citation mentionnée au troisième alinéa de la question parlementaire émane du Président Macron et non du Premier ministre luxembourgeois.

À la demande des autorités ukrainiennes, les partenaires de l'Ukraine, dont le Luxembourg, concentrent leurs efforts prioritairement sur la fourniture d'équipements et de matériels.

En conformité avec le cadre juridique, l'envoi de troupes luxembourgeoises ne peut être envisagé que dans le cadre d'une opération effectuée dans le cadre d'une organisation internationale ou européenne (UE, OTAN, ONU) ou dans le cadre de groupements multinationaux dont le Grand-Duché de Luxembourg fait partie et pour lesquels existe un mandat international, et après consultation de la Chambre des Députés.

Cancer de la thyroïde | Question **0683** (03/05/2024) de **M. André Bauler** | **Mme Carole Hartmann** (DP)

Och wann de Schilddrüsekriibs manner verbreet ass ewéi den Daarm- an de Broschtkriibs, sou schéngt et awer, wéi wa méi jonk Leit wéi nach viru Jore betraff wieren.

An deem Kader wollte mir der Madamm Ministesch fir Gesondheet a Sozialversécherung follgend Froe stellen:

– Wéi huet sech d'Zuel vun den Erkrankunge vun der Schilddrüs an de leschten 10 Joer entwéckelt? Wéi vill Erkrankungen dovunner ware klassesch Kriibsfäll?

– A wéi ville Fäll konnten dës Kriibsfäll geheelt ginn?

– Wéi verdeelen sech d'Kriibsfäll bei der Schilddrüs jee no Geschlecht? A wéi héich war den Duerchschnëttsalter vun de betraffene Patiente jee no Geschlecht? Ass de Prozentsaz vun de jéngere Leit, déi vun dëser Zort Kriibs betraff sinn, an de leschte Jore geklommen?

Réponse (31/05/2024) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

Déi meescht Erkrankunge vun der Schilddrüs si guttaarteg a ginn ausserhalb vum Spidol diagnostizéiert a behandelt. Si falen domat net ënnert de System vun der „documentation hospitalière" an et besti keng Statistiken iwwert hir Frequenz.

Zwëschent 2013 an 2020, goufen am Nationale Kriibsregëster am Duerchschnëtt eng 73 Fäll vu Schilddrüsekriibs pro Joer enregistréiert. Den heefegsten Typ vu Schilddrüsekriibs ass de sougenannte „carcinome papillaire de la thyroïde", dee 84,1 % vun de Fäll ausmécht, dono kënnt de „carcinome folliculaire" mat 7,9 %, an de „carcinome médulaire" mat 3,6 %.

An Europa ass de Pronostic vun de meeschte Forme vu Schilddrüsekriibs ganz gutt. D'Iwwerliewenschancen op 5 Joer leie beim „cancer papillaire de la thyroïde" bei 93–96 %[7 8].

Fir Lëtzebuerg, an enger éischter virleefeger Analys, gëtt d'Iwwerliewenschance no 5 Joer op 95,8 % errechent. Dozou muss een awer bemierken, dass mat klengen Zuele vu Kriibsfäll an enger klenger Populatioun, een e méi laange Suivi brauch, fir genuch Donnéeën ze kréien, fir eng definitiv Iwwerliewensprobabilitéit ze rechnen.

Am Laf vun den 8 Joer (2013–2020), goufen 190 nei Fäll vu Schilddrüsekriibs bei Männer fonnt, an 395 Fäll bei Fraen. Domat ass de Schilddrüsekriibs ronn duebel esou heefeg bei Frae wéi bei Männer. Den Duerchschnëttsalter bei der Diagnos war 52 Joer (Écart-type 16,7) bei de Männer an 48 Joer (Écart-type 15,1) bei de Fraen.

4 https://www.economist.com/europe/2024/05/02/emmanuel-macron-in-his-own-words-french
5 https://www.wort.lu/international/luc-frieden-luxemburgische-soldaten-in-der-ukraine-zurzeit-keineoption/8752015.html
6 https://defense.gouvernement.lu/fr/actualites.gouvernement%2Bde%2Bactualites%2Btoutes_actualites%2Binterviews%2B2024%2B04-avril%2B12-backes-land.html
7 https://www.sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S0003426609003084
8 https://www.sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S095980491730789X

Et gouf net festgestallt, dass de Schilddrüsekriibs méi heefeg ass bei méi jonke Leit (ënner 55 Joer), mat enge 45 Fäll pro Joer an dëser Alterskategorie.

Gîtes touristiques | Question **0684** (03/05/2024) de **Mme Stéphanie Weydert** (CSV)

Am Gesetz vum 26. Juli 2023, wat d'Gesetz vum 2. September 2011 iwwert den Accès an d'Beruffer vun den Handwierker, de Commerçanten, den Industriellen a verschidde liberale Beruffer ofännert (publizéiert am Mémorial A N° 552 vum 8. August 2023), goufen eng Rei Mesurë geholl, wat d'Verloune vu Wunnengen an Zëmmere fir d'Duerchgangsclientèle ubelaangt. An dësem Gesetz gëtt notamment festgehalen, datt een „exploitant d'hébergement" muss eng Formatioun maachen, fir dierfe Vakanzewunnengen, fir 90 Deeg oder méi iwwer d'ganzt Joer verdeelt, ze verlounen. Fir dës Exploitante sinn am Gesetz keng Ausname virgesinn, och d'Experienz gëtt net unerkannt, ewéi dat fir aner, am nämmlechte Gesetz, definéiert Beruffer de Fall ass. Dëst huet als Resultat, datt Exploitante vu sougenannte Gîtes touristiques elo net méi konform sinn, obwuel dës scho säit ville Jore Vakanzewunnenge verlounen. Dëst féiert zu der Reduzéierung vun der Offer vun Iwwernuechtungsméiglechkeete fir Touristen, besonnesch am ländleche Raum.

Dowéinst hunn ech follgend Froen un den Här Minister fir Wirtschaft, PME, Energie an Tourismus:

– Sinn dem Här Minister dës Problemer bekannt?

– Wa jo, wéi gedenkt den Här Minister dëse Problem ze behiewen?

– Denkt den Här Minister iwwert eng Upassung vum Gesetz vun 2023 no?

– Wéi vill Gîtes touristiques gëtt et aktuell hei zu Lëtzebuerg?

Réponse (31/05/2024) de **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

Dës Thematik ass bekannt. Een Objektiv vun der Reform vum Droit d'établissement ass et, e klore legale Kader fir d'privat Verloune vun Hebergementer ze schafen an e Seuil ze definéieren, vu wéini un esou eng Aktivitéit e kommerzielle Charakter huet. De Seuil vun 90 Deeg stellt sécher, dass e privat Verloune weiderhin a Moosse méiglech ass. Gëtt dëse Seuil iwwerschratt, ass et eng kommerziell Aktivitéit, fir déi een eng Autorisation d'établissement brauch. Dëst fir eng Gläichbehandlung tëschent professionellen Hebergementsubidder a privaten Ubidder sécherzestellen an awer och déi selwecht Standarden ze assuréieren. Et ass keen Zesummenhang mat enger Reduzéierung vun der Offer vun Iwwernuechtungsméiglechkeete fir Touriste bekannt.

Déi vum Gesetz virgesinne Formatioun ass eng Formatioun vun 2 Deeg an der Chambre de Commerce, zu den Hygiènesmoossnamen (HACCP) an de Mënscherechter. Dës Formatioun ass och fir méi experimentéiert Exploitante sënnvoll a vun der Envergure hier ze vertrieden. Et ass keng Upassung vum Gesetz an deem genannte Kontext virgesinn.

Um Internetsite vu Visit Luxembourg sinn an der Rubrick vun de Vakanzelocatiounen eng 115 Méiglechkeeten opgelëscht. Déi präzis Unzuel vun touristesche Gîtte gëtt aktuell net präzis statistesch erfaasst.

Période d'ouverture de chasse | Question **0685** (03/05/2024) de **M. Guy Arendt** | **M. Gusty Graas** (DP)

Depuis le 1er mai 2024 les périodes d'ouverture de chasse sur certaines catégories de gibier ont été élargies. En ce qui concerne les chevrettes nées l'année précédente, la période de chasse a été fixée du mois de mai à janvier alors que jusqu'à présent les chevrettes étaient protégées jusqu'au mois de septembre. En outre, pour certains cervidés les périodes de chasse en battue ont été étendues jusqu'à fin janvier.

Il s'agit, suivant la motivation de ces adaptations, notamment de lutter contre la surpopulation du gibier et ainsi de protéger les forêts.

Dès lors, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité :

1) Quels sont les chiffres exacts qui font conclure à une surpopulation du gibier ?

2) Quelles sont les mesures prévues pour permettre aux chasseurs de remplir leurs obligations fixées dans leur plan de tir ?

3) Vu la surpopulation du gibier, il nous importe de connaître par année le montant des indemnités versées pour dégâts causés par le gibier entre les années 2010 et 2024 (donc depuis l'entrée en vigueur de la nouvelle loi sur la chasse).

Réponse (10/06/2024) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1) Les chiffres constamment croissants du gibier tiré, ainsi que les dommages considérables causés à l'agriculture, à la sylviculture et à la biodiversité, sont des indicateurs d'une surpopulation de gibier. Ceci est observable partout en Europe. C'est pourquoi tous les acteurs appellent à réduire la densité de gibier à un niveau acceptable.

Les chiffres concernant les dommages se trouvent dans la réponse à la dernière question. Pour ce qui est du gibier tiré, ils sont accessibles dans les bulletins techniques publiés par l'Administration de la nature et des forêts sous le lien suivant : https://environnement.public.lu/fr/publications/chasse/bt9.html.

ad 2) Les locataires de chasse peuvent recourir à toutes les pratiques de chasse prévues par la législation en vigueur : la chasse à l'affût, la chasse à l'approche, ainsi que les battues avec chiens. Pour améliorer les possibilités de chasse, une modification du règlement grand-ducal relatif aux armes de chasse a été approuvée par le Gouvernement en conseil et sera publiée au cours des prochaines semaines. Elle vise à autoriser l'utilisation de dispositifs de vision nocturne et d'armes semi-automatiques.

ad 3) Voici un tableau récapitulatif du montant des indemnités versées pour les dégâts causés par le gibier entre 2011 et 2023 :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Les chiffres des indemnités versées pour les dégâts causés montrent des fluctuations, une augmentation générale est néanmoins observable.

Devoir de vigilance des entreprises | Question **0686** (03/05/2024) de **M. Franz Fayot** (LSAP)

La directive sur le devoir de vigilance des entreprises en matière de durabilité (CSDDD) a été adoptée sur la dernière ligne droite sous présidence belge à l'issue du trilogue entre Commission, Conseil et Parlement européen, en avril 2024.

Dans la version adoptée de la CSDDD, la directive s'applique également à une « société mère ultime d'un groupe qui a atteint ces seuils (note : de 1.000 salariés en moyenne et d'un chiffre d'affaires net de plus de 450.000.000 EUR au niveau mondial) au cours du dernier exercice pour lequel des états financiers annuels consolidés ont été adoptés ou auraient dû l'être » (article 2, para. 1). Elle s'applique également aux sociétés mère ultimes d'entreprises établies en dehors de l'Union européenne, dans les mêmes conditions que pour les sociétés mère européennes.

En outre, d'après l'article 2, para. 3 « Lorsque la société mère ultime a pour activité principale la détention d'actions dans des filiales opérationnelles et ne prend pas part à la prise de décisions de gestion, opérationnelles ou financières qui touchent le groupe ou une ou plusieurs de ses filiales, elle peut être exemptée de l'exécution des obligations prévues par la présente directive. Cette exemption est subordonnée à la condition que l'une des filiales de la société mère ultime établies dans l'Union soit désignée pour remplir les obligations énoncées aux articles 6 à 16 et 22 au nom de la société mère ultime, y compris les obligations de la société mère ultime en ce qui concerne les activités de ses filiales. »

L'inclusion dans le champ d'application de la CSDDD des sociétés « holding » faîtières de groupes d'entreprises était une des pierres d'achoppement des négociations, et un sujet d'importance pour la place financière luxembourgeoise. D'après une première analyse de l'« Initiative pour le devoir de vigilance » luxembourgeoise, 200 sociétés « holding » luxembourgeoises tomberaient dans le champ d'application de la CSDDD.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice, à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères, à Monsieur le Ministre de l'Économie et à Monsieur le Ministre des Finances :

1) Est-ce que Madame et Messieurs les Ministres peuvent confirmer cette analyse ?

2) Si cette analyse n'est pas correcte, peuvent-ils informer du nombre correct des sociétés « holding » luxembourgeoises concernées ?

3) Peuvent-ils également m'informer du chiffre d'affaires total et du nombre total de salariés employés par les groupes détenus par des sociétés « holding » luxembourgeoises ?

4) Est-ce que les ministres ont une vue sur le nombre de cas où les obligations découlant de la CSDDD peuvent être déléguées à une filiale établie dans l'Union, c'est-à-dire où il n'y a pas de prise de décisions de gestion, opérationnelles ou financières touchant au groupe au sein de la société « holding » luxembourgeoise ?

Réponse (10/06/2024) de **Mme Elisabeth Margue,** Ministre de la Justice | **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **M. Gilles Roth,** Ministre des Finances

ad 1) Les données recueillies auprès du Registre de commerce et des sociétés (RCS) permettent d'indiquer qu'au 23 mai 2024, 40.066 sociétés étaient immatriculées auprès du RCS sous le Code NACE 64.202. (sociétés de participation financière). Néanmoins, seule une petite partie d'entre elles a été dans l'obligation d'effectuer un dépôt de type « comptes consolidés » auprès du RCS en 2023. Pour mémoire, il est rappelé que les comptes consolidés visent à présenter la situation financière et les résultats de plusieurs entités juridiquement distinctes d'un même groupe comme si elles formaient une seule et même unité économique. Le dépôt de comptes consolidés ne permet cependant pas de distinguer

s'il s'agit de comptes consolidés d'une entreprise mère luxembourgeoise à la tête d'un grand groupe ou s'il s'agit, autre cas prévu par la loi, de comptes consolidés déposés par l'entreprise luxembourgeoise d'un ensemble plus vaste d'entreprises tels que les comptes consolidés de l'entreprise mère de l'entreprise luxembourgeoise exonérée. En effet, les deux dépôts sont catégorisés sans distinction comme dépôt de « comptes consolidés » dans le dossier RCS de l'entreprise luxembourgeoise.

Finalement, il faut noter qu'il n'est pas possible d'extraire desdits comptes consolidés des informations pertinentes pour pouvoir tirer des conclusions telles qu'avancées par l'« Initiative pour le devoir de vigilance ». Par conséquent, nous ne sommes pas en mesure de confirmer ou d'infirmer cette analyse.

ad 2) Voir réponse sub 1.

ad 3) Voir réponse sub 1.

ad 4) La question de savoir s'il y a ou non une prise de décisions de gestion, opérationnelles ou financières touchant au groupe au sein de la société « holding » luxembourgeoise, constitue une question de fait.

Par conséquent, il n'est pas possible d'avoir une vue sur le nombre de cas où les obligations découlant de la CSDDD peuvent être déléguées à une filiale établie dans l'Union européenne.

Accord économique et commercial global (CETA) | Question **0687** (06/05/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **M. Yves Cruchten** (LSAP)

L'accord économique et commercial global, en anglais « Comprehensive Economic and Trade Agreement » (CETA), établi entre l'Union européenne (UE) et le Canada est en application provisoire depuis plus de six ans, notre Parlement a ratifié ledit accord en date du 6 mai 2020.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes et à Monsieur le Ministre de l'Économie :

1) Combien de pays membres de l'UE ont entretemps ratifié l'accord CETA ?

2) Quelle est l'appréciation du Gouvernement sur l'évolution des échanges économiques avec le Canada depuis l'application provisoire de CETA au plan européen ?

3) Comment ont évolué les échanges économiques luxembourgeois avec le Canada, en particulier les exportations luxembourgeoises, depuis l'application provisoire de CETA ? Quel a été l'impact de CETA pour le Luxembourg ?

4) Combien d'entreprises canadiennes et, le cas échéant, lesquelles se sont établies respectivement ont l'intention de s'établir dans notre pays et vice-versa ?

5) Est-ce que des problèmes ou litiges sont apparus dans le même contexte et, le cas échéant, lesquels ?

6) Quel impact la décision récente du Sénat français de bloquer l'accord aura-t-elle sur sa mise en vigueur définitive et quels sont les éléments de l'accord concerné ?

Réponse (03/06/2024) de **M. Xavier Bettel,** Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur | **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1) 17 États membres ont achevé la ratification nationale : Autriche, Croatie, Tchéquie, Danemark, Estonie, Finlande, Allemagne, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malte, Pays-Bas, Portugal, Roumanie, Slovaquie, Espagne et Suède.

Les États membres qui n'ont pas ratifié le CETA sont les suivants : la Belgique, la Bulgarie, Chypre, la France, la Grèce, la Hongrie, l'Irlande, l'Italie, la Pologne et la Slovénie.

ad 2) Le Gouvernement luxembourgeois note que les échanges avec le Canada ont augmenté fortement depuis 2017 (+24,21 %, voir plus bas). Sur le plan européen, les exportations ont augmenté de 27 % et les importations de 32 % grâce au CETA selon une analyse du Parlement européen, avec une croissance significative en matière d'échanges de services de 19 % en exportations et de 15 % en importations.

ad 3) Les échanges économiques luxembourgeois avec le Canada sont passés d'un volume total d'environ 1,045 milliard en 2017 vers 1,298 milliard d'euros en 2023, donc une croissance de +24,21 %. Les exportations ont augmenté de 687 millions d'euros à 814 millions d'euros en 2022 (+18,43 %), avant de retomber à 720 millions d'euros en 2023 (+4,80 %). On constate donc une augmentation des flux commerciaux entre le Luxembourg et le Canada.

ad 4) Nous ne disposons pas d'informations sur le nombre d'entreprises qui se sont établies dans l'un ou l'autre pays ou qui ont l'intention de s'établir.

ad 5) Le règlement des différends entre investisseur et État dans le cadre du CETA ne fait pas partie de son application provisoire et n'entrera en vigueur qu'après ratification de l'accord par les 27 États membres.

ad 6) En France, l'Assemblée nationale avait approuvé l'accord économique et commercial global avec le Canada en 2019, avant que le Sénat ne le rejette le 21 mars 2024 : les députés, qui peuvent avoir le dernier mot en cas de désaccord avec les sénateurs, devront de nouveau se prononcer sur le projet de loi de ratification du traité. Aussi longtemps que la procédure interne française n'est pas finalisée et le résultat notifié aux institutions européennes, l'accord continue de s'appliquer de manière provisoire dans l'Union européenne.

Réduction des émissions de CO_2 des nouveaux camions | Question **0688** (06/05/2024) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Den 10. Abrëll huet d'EU-Parlament eng nei Direktiv ugeholl, déi eng Reduktioun vun den CO_2-Emissioune bis 2030 ëm 45 Prozent, bis 2035 ëm 65 Prozent a bis 2040 ëm 90 Prozent fir Camione virschreift. Nom aktuelle Stand vun der Technik géifen déi Normen zu engem quasi kompletten Zouloossungsverbuet féieren. De Fonctionnement vun eise Logistikketten a besonnesch déi alldeeglech Versuergung vun de Leit wier ënnert deenen Ëmstänn kaum méi ze garantéieren.

An deem Zesummenhang géif ech der Madamm Verkéiersminister gär dës Fro stellen:

1. Gesäit d'Madamm Minister vir, den Text esou wéi en elo vum EU-Parlament ugeholl gouf, ze ënnerstëtzen, oder wëllt Dir nach noverhandelen? Falls jo, op wéi enge Punkten? Falls net, firwat net?

2. Kann d'Madamm Minister d'Konzept vun der Regierung presentéiere fir de Fall, datt den Text mat oder ouni Lëtzebuerger Zoustëmmung ugeholl gëtt? Kann d'Madamm Minister preziséieren, wéi eng alternativ Technologie – Waasserstoff oder Elektromotoren – hei am Land favoriséiert géif?

3. Kann d'Madamm Minister am Sënn vun der Fro virdrun elaboréieren, wéi eng finanziell Ënnerstëtzungsmoossname fir d'Betriber géife geholl ginn, wéi eng Infrastrukture sollte gebaut ginn a wéi déi Zousazkäschte vun där Moossnam sech op den allgemenge Präisniveau zu Lëtzebuerg géifen auswierken, besonnesch bei Liewensmëttel an anere Gidder vum deegleche Liewen?

4. Wéi beurteelt d'Madamm Minister de globale Klimaimpakt vun där Moossnam, falls déi an der EU verbuede Camionen net verschwannen, mee just exportéiert géifen?

Réponse (12/06/2024) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Lex Delles,** Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1. Dat europäescht Reglement, dat den éierewäerten Deputéierten zitéiert, gouf de 6. Juni 2024 am Journal officiel vun der Europäescher Unioun publizéiert: Règlement (UE) 2024/1610 du Parlement européen et du Conseil du 14 mai 2024 modifiant le règlement (UE) 2019/1242 en ce qui concerne le renforcement des normes de performance en matière d'émissions de CO_2 pour les véhicules utilitaires lourds neufs et intégrant des obligations de déclaration, modifiant le règlement (UE) 2018/858 et abrogeant le règlement (UE) 2018/956. D'Reglement ass ab dem 1. Juli 2024 applikabel.

ad 2. Dat ofgeännert europäescht Reglement gesäit vir, datt d'Hiersteller vu schwéiere Gefierer, wéi zum Beispill vu Camionen, hir Duerchschnëttsemissioune vun den neie Gefierer musse progressiv erofsetzen. Dës Virgabe sinn a priori technologieneutral, an deem Sënn, datt d'Hiersteller selwer kënne wielen, ob wéi eng Technologie se wëlle setzen. Et ass awer kloer, datt dës Virgaben nëmmen ze erreeche sinn, wann d'Hiersteller an Zukunft verstäerkt Null-Emissiouns-Gefierer op de Maart bréngen. Dat ofgeännert europäescht Reglement gesäit weiderhi bei de schwéiere Gefierer dräi esou Technologië vir: 100 % elektresch Gefierer, Gefierer mat Waasserstoff-Brennstoffzell, an zum Deel och Waasserstoff-Verbrennungsmotoren. Déi meescht Camionshiersteller sinn amgaangen, 100 % elektresch Gefierer a vereenzelt Waasserstoff-Brennstoffzelle-Gefierer op de Maart ze bréngen.

D'Regierung gesäit an hirem Koalitiounsaccord vir, datt Lëtzebuerg weiderhin oppe bleift, wat déi verschidden Null-Emissiouns-Technologien ubelaangt a wäert an de jeeweilegen Domainer op déi effikassten an ëmweltfrëndlechsten Technologië setzen. Am Koalitiounsaccord ass zudeem festgehalen, fir ënnert anerem nei Hëllefe fir Null-Emissiouns-Camionen anzeféieren. Heibäi wäerten déi dräi uewe genannten Technologië jeeweils berécksichtegt ginn.

ad 3. D'Regierung huet am Koalitiounsaccord festgehalen, datt nei Hëllefe fir Entreprisë fir de Schutz vun der Ëmwelt a vum Klima agefouert ginn, och Aidë fir Null-Emissiouns-Camionen. De Minister fir Wirtschaft, PME, Energie an Tourismus huet am Mee een entspriechende Gesetzesprojet deposéiert. Dëse Projet erneiert a completéiert den aktuellen Aidëregimm fir Entreprisen ënnert anerem duerch Investitiounsaidë fir d'Acquisitioun vun Null-Emissiouns-Camionen, déi mat enger vun den ernimmten Technologien ugedriwwe ginn. Fir Detailer gëtt op den Artikel 6 vum Projet de loi verwisen[9].

Fir den Ausbau vun adequaten an abordabelen Opluedinfrastrukture virunzedreiwen, gouf schonn

9 https://www.chd.lu/fr/dossier/8386

2022 een Aidëregimm agefouert, deen sech ënnert anerem fir Camionen applizéiert.[10] An engem entspriechenden Appel d'offres speziell fir schwéier Notzgefierer goufen Enn 2023 insgesamt 18 Luedpunkte mat 1,2 Mio € ënnerstëtzt[11].

D'Zil vun deene Moossnamen ass et, d'Gesamtkäschte vun Decarbonisatiounsmesuren am Transportberäich fir d'Betriber finanziell méi attraktiv ze maache wéi d'fossill Alternativen, an doduerch och de Präisniveau fir Giddertransport ze halen.

Doriwwer eraus weist sech grondsätzlech, datt d'Käschte vun Null-Emissiouns-Technologië falen an doduerch finanziell ëmmer méi attraktiv ginn, grad och am Verglach mat fossillen Alternativen.

ad 4. D'Reglement (UE) 2024/1610, dat sech un d'Constructeure vu schwéiere Gefierer riicht, concernéiert eenzeg an eleng Gefierer, déi nei op de Marché bruecht ginn.

Réduction des émissions de CO_2 des nouveaux bus | Question **0689** (06/05/2024) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Den 10. Abrëll huet d'EU-Parlament eng nei Direktiv ugeholl, déi eng Reduktioun vun den CO_2-Emissioune vu stättesche Bussen ëm 100 Prozent bis 2030 virgesäit.

An deem Zesummenhang géif ech der Madamm Verkéiersminister gär dës Froe stellen:

1. Gesäit d'Madamm Minister vir, den Text, esou wéi en elo vum EU-Parlament ugeholl gouf, ze ënnerstëtzen, oder wëllt Dir nach noverhandelen? Falls jo, op wéi enge Punkten? Falls net, firwat net?

2. Op wéi eng Manéier plangt d'Madamm Minister de Fuerpark vun den ëffentleche a kommunale Busdéngschter an deem kuerzen Zäitraum un déi ambitiéis Virgaben unzepassen? Kann d'Madamm Minister preziséieren, wéi eng zousätzlech Infrastrukturprojete geplangt sinn a vu wéi engem Käschtepunkt bis ewell ausgaange gëtt?

Réponse (11/06/2024) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Dat europäescht Reglement, dat den éierewäerten Deputéierten zitéiert, gouf de 6. Juni 2024 am Journal officiel vun der Europäescher Unioun publizéiert: règlement (UE) 2024/1610 du Parlement européen et du Conseil du 14 mai 2024 modifiant le règlement (UE) 2019/1242 en ce qui concerne le renforcement des normes de performance en matière d'émissions de CO_2 pour les véhicules utilitaires lourds neufs et intégrant des obligations de déclaration, modifiant le règlement (UE) 2018/858 et abrogeant le règlement (UE) 2018/956. D'Reglement ass ab dem 1. Juli 2024 applikabel.

ad 2. 2022 hunn an der Europäescher Unioun Null-Emissiouns-Busse schonn ee Véierel vun den nei ugemellte stättesche Bussen ausgemaach. Well d'Technik fir esou Null-Emissiouns-Gefierer bei de Busse scho wäit ausgereift ass an dës Gefierer virun allem an den urbane Räim noweislech zu enger besserer Loftqualitéit a manner Stroossekaméidi bäidroen, gesäit déi geplangte Revisioun vum uewen ernimmten europäesche Reglement vir, datt d'Hiersteller vu stättesche Bussen tëschent 2030 bis 2034 musse sécherstellen, datt 90 % vun den neie Gefierer Null-Emissiouns-Gefierer sinn. Ab 2035 mussen 100 % vun den neie stättesche Bussen Null-Emissiouns-Gefierer sinn.

Deemno ass et fir ëffentlech a kommunal Busdéngschter net virgeschriwwen, datt bis 2030 d'Emissioune mussen ëm 100 % reduzéiert ginn, mä spéitstens ab 2035 mussen nei stättesch Bussen Null-Emissiouns-Gefierer sinn. Et sief bemierkt, datt dës Obligatioun fir d'Hiersteller och nëmme fir Busse gëllt, déi am Kader vum ëffentlechen Transport agesat ginn (Autobus), an deemno net fir déi klassesch Reesbussen (Autocar).

Enn Mee 2024 ware schonn 20,6 % vun den 2.388 zu Lëtzebuerg ugemellte Bussen am ëffentlechen Transport (Autobus) Null-Emissiouns-Gefierer an dëst integral 100 % elektresch Bussen. Bei den RGTR-Linne sinn dëst aktuell bal een Drëttel vun den ugemellte Gefierer (435 vun 1.352 Autobussen).

Am Kader vun den RGTR-Ausschreiwungen ass et dem Soumissionnaire iwwerlooss, sécherzestellen, datt am Fall vun 100 % Elektrobussen déi néideg Luedinfrastruktur entsteet. D'Käschten heivunner sollen am Präis vun der Offer mat abegraff sinn.

Suivi de la pandémie Covid-19 | Question **0690** (06/05/2024) de **Mme Alexandra Schoos** (ADR)

D'Madamm Gesondheetsminister konnt mir an eiser Plenière vum Donneschdeg, 2. Mee 2024, op meng erweidert Fro betreffend de Suivi vun der Covid-pandemie nëmme ganz rudimentär äntweren, datt si dëst Uleies, dat den 23. Mäerz 2023 opgrond vun enger Motioun vun der CSV-Fraktioun eestëmmeg vun der Chamber gefuerdert gouf, „mat an de Regierungsrot" géif huelen.

An där genannter Sëtzung vum 2. Mee ass dunn eng zousätzlech Motioun vun der Sensibilité politique „déi gréng" ugeholl ginn, déi eng „analyse indépendante relative à l'efficacité des mesures prises pour lutter contre la propagation du virus, y compris les confinements, les restrictions de voyage, les campagnes de vaccination et l'impact sociétal des mesures" freet. Zesummegefaasst goufen d'Fuerderunge vun der Chamber vum 23. Mäerz d'lescht Joer also nach eng Kéier zousätzlech confirméiert.

An deem Kontext géif ech der Regierung gär follgend Froe stellen:

1. Goufen déi zwou Motiounen, esou wéi vun der Madamm Gesondheetsminister ugekënnegt, mëttlerweil am Regierungsrot diskutéiert? Wa jo: Wéi eng Conclusioune goufen zeréckbehalen?

2. Wéi e Gremium ass bis ewell mat de Virbereedungsaarbechte beoptraagt?

3. Wéi soll sech den eigentlechen Expertegrupp („groupe d'experts indépendants"; Motioun vum 23.3.2023) herno zesummesetzen, virun allem och, fir de Charakter vun der Onofhängegkeet vun dësem Grupp ze garantéieren? Wéi eng Experten aus wéi enge Beräicher goufe bis ewell gefrot, ob si wëlle matschaffen? Wéi eng Vertrieder vu gesellschaftleche Gruppe solle mat um Dësch sëtzen?

4. Läit en Dokument vir, dat d'Missioun(en) vun dësem Expertegrupp definéiert? Wa jo: Ass dëst Dokument am Sënn vum gesamtgesellschaftleche Charakter vun där Aufgab ëffentlech zougänglech? Falls net, bis wéini a wou?

5. Wéi eng finanziell Ressourcë sollen dem Expertegrupp zougeduecht ginn, a wéi eng personell Ënnerstëtzung soll hinnen zur Säit gestallt ginn?

6. Ass virgesinn, d'Sëtzunge vun dësem Grupp live ze iwwerdroen oder an enger ëffentlech zougänglecher Mediathéik ze archivéieren, oder gëtt sech op Rapporte beschränkt?

7. Wéi eng Dokumenter sollen zougänglech gemaach ginn? Gehéieren dozou sämtlech Dokumenter, esou wéi se op Basis vum Artikel 75 vun där neier Verfassung fir d'Chamber virgesi sinn? Notamment och d'„Vaccine order forms", vu datt dës schonn e puermol vu Vertrieder aus eisem Héijen Haus ugefrot goufen an hir Fuerderungen duerch e Bréif vum 27. November 2023, vum Här Chamberspresident un den Här Staatsminister bestätegt goufen?

Réponse (07/06/2024) de **Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

Esou wéi dat an der „motion relative à une évaluation des mesures prises pour lutter contre la propagation de la Covid-19"[12] vun der Chambre des Députés zeréckbehale gouf, wäert de Ministère fir Gesondheet a sozial Sécherheet en parallèle vun der Finalisatioun vun der zukünfteger „loi santé publique" en Inventaire opstelle vun alle Mesüren, déi am Kader vun der Covid-19-Pandemie geholl goufen. D'Analys vun dësem Inventaire wäert en compte geholl ginn, wann dat neit Gesetz ausgeschafft gëtt an an den Exposé des motifs vum Projet de loi agebaut ginn.

Poursuites judiciaires engagées par une société luxembourgeoise contre l'Ukraine | Question **0691** (06/05/2024) de **M. Marc Baum** (déi Lénk)

En été 2023, le Gouvernement ukrainien a pris la décision de nationaliser la Sense Bank (avant « Alfa Bank Ukraine ») sur fond d'accusations d'activités criminelles. Cette banque était détenue, à travers une holding en Chypre et une holding au Luxembourg, par quatre individus de nationalité russe qui figurent depuis 2022 sur la liste des personnes sanctionnées par l'Union européenne dans le contexte de l'agression illégale de la Russie contre l'Ukraine.

Il apparaît que les anciens propriétaires de la Sense Bank ont engagé des poursuites contre cette décision devant le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (International Centre for Settlement of Investment Disputes – ICSID). Pour cela, ils se sont basés sur l'accord entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et le Gouvernement d'Ukraine concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements. Cet accord, signé en 1996 et entré en vigueur en 2001, prévoit en effet dans son article 9 la possibilité pour des investisseurs privés de soumettre un différend à un tel tribunal d'arbitrage.

Selon l'article 9 de cet accord, un tel différend entre un investisseur de l'une des parties contractantes et l'autre partie contractante, « fait l'objet d'une notification écrite, accompagnée d'un aide-mémoire suffisamment détaillé, de la part de la partie la plus diligente ». Les parties signataires se sont par ailleurs engagées à tenter de régler le différend à l'amiable par la négociation. L'accord précise ensuite que « À défaut de règlement amiable par arrangement direct entre les parties au différend ou par conciliation par la voie diplomatique dans les six mois à compter de sa notification, le différend est soumis, au choix de l'investisseur, soit à la juridiction compétente de l'État où l'investissement a été fait, soit à l'arbitrage

10 Loi du 26 juillet 2022 relative au régime d'aides en faveur des entreprises investissant dans des infrastructures de charge pour véhicules électriques

11 https://gouvernement.lu/fr/actualites/toutes_actualites/communiques/2023/12-decembre/01-delles-bornes-appel-projets.html

12 https://wdocs-pub.chd.lu/docs/exped/0146/179/293797.pdf

international. » Le même article précise encore qu'à cette fin « chacune des parties contractantes donne son consentement anticipé et irrévocable à ce que tout différend soit soumis à cet arbitrage. Ce consentement implique qu'elles renoncent à exiger l'épuisement des recours administratifs ou judiciaires internes ».

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur :

1) Quelles démarches officielles et/ou officieuses le Gouvernement luxembourgeois a-t-il entreprises dans le contexte du différend décrit plus haut ?

2) Quelle est l'appréciation et la position politiques du Gouvernement luxembourgeois par rapport à ce différend ?

Selon le site Internet de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), le Luxembourg est actuellement partie prenante dans 101 accords bilatéraux de protection des investissements à travers l'Union économique belgo-luxembourgeoise, lesquels prévoient pour la plupart la possibilité pour des investisseurs privés de poursuivre des États devant des tribunaux d'arbitrage. Ces accords datent pour la plupart des années 1990 ou du début des années 2000. Je rappelle dans ce contexte que ce genre de provisions, qui permettent aux entreprises de poursuivre des États devant des tribunaux d'arbitrage privés, sont aujourd'hui de plus en plus contestées politiquement.

Ainsi, je voudrais encore poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre :

3) Est-ce que le Gouvernement s'investit, dans le cadre des accords décrits plus haut, dans des tentatives de règlement amiable si une société domiciliée au Luxembourg a un différend avec un État souverain ? Dans l'affirmative, pouvez-vous me dire de combien de cas il s'agit par année ?

4) Combien de différends ont été portés lors des 5 dernières années par des sociétés domiciliées au Luxembourg devant un tribunal d'arbitrage en se basant sur un accord bilatéral de protection des investissements de l'Union économique belgo-luxembourgeoise ?

5) Pouvez-vous dégager des évolutions ou des tendances quant au nombre et quant à l'objet des différends engagés par des sociétés domiciliées au Luxembourg devant un tribunal d'arbitrage sur base de ces accords ?

6) N'êtes-vous pas d'avis qu'il convient de réexaminer, ensemble avec le Gouvernement belge, l'ensemble des accords bilatéraux de protection des investissements de l'Union économique belgo-luxembourgeoise à la lumière des évolutions politiques actuelles ?

Réponse (30/05/2024) de **M. Xavier Bettel,** Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

ad 1) Aucune démarche officielle n'a été entamée, car l'affaire concerne d'abord l'Ukraine en tant qu'État répondant et l'investisseur même.

ad 2) Le Luxembourg soutient pleinement l'Ukraine dans ses efforts de défense légitime contre la guerre d'agression de la Russie.

Le Luxembourg n'a pas été saisi par l'Ukraine sur ce dossier.

Le Luxembourg a en revanche été saisi par le même investisseur dans le cadre des mesures restrictives décidées par l'Union européenne, en invoquant l'accord de protection des investissements UEBL-Gouvernement de l'Union des républiques socialistes soviétiques, signé à Moscou le 9 février 1989.

ad 3) Les accords sur la promotion et la protection des investissements sont conclus entre deux États pour assurer la protection réciproque des investisseurs qui souhaitent investir dans le pays partenaire. Selon la direction des flux d'investissements, on distingue entre l'État d'origine de l'investissement (« home state ») et l'État hôte des investissements (c.-à-d. où est investi).

En cas de litige, c'est l'État hôte qui est saisi par l'investisseur. Ainsi, les tentatives de règlement amiable n'impliquent généralement pas l'État d'origine de l'investisseur, sauf s'il est saisi par l'une des deux parties concernées.

ad 4) Depuis 2019, deux différends ont été portés devant un tribunal international sur base d'un API UEBL.

ad 5) Depuis 2019, il n'y a pas d'évolution particulière à relever.

ad 6) Au niveau bilatéral, un nouveau modèle d'accord de protection des investissements UEBL a été élaboré avec la Belgique et agréé en 2023, qui servira de base pour toute nouvelle négociation. Un des objectifs de cette révision était de moderniser les clauses sur le règlement des différends entre les investisseurs et les États.

Coordination des chantiers | Question **0692** (06/05/2024) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

De Weekend vum 4./5. Mee war d'Escher Autobunn A4 opgrond vu gréisseren Aarbechte vun der Stad a Richtung Esch-Uelzecht gespaart. Fir déi betraffe Leit hätt déi einfachst Léisung dora bestanen, vun deene reegelméissegen Zuchverbindungen tëschent eisen zwou gréisste Stied ze profitéieren. Allerdéngs war zur selwechter Zäit och d'Linn 60 fir den Trafick gespaart an duerch Bussen ersat, déi du selwer och nees hu missen d'Ëmleedung zur Autobunn fueren, wouduerch den Trajet sech gläichermoosse verlängert huet.

An deem Zesummenhang géif ech der Madamm Verkéiersminister gär dës Froe stellen:

1. Wéi war déi Decisioun motivéiert, fir gläichzäiteg déi wichtegst Verbindung am Beräich vun der individueller Mobilitéit, wéi och am ëffentlechen Transport tëschent der Stad an Esch zouzemaachen?

2. Besonnesch Aarbechten op Zuchstrecke musse wéinst dem internationalen Impakt ganz laang am Viraus geplangt ginn. Gesäit d'Madamm Minister vir, hir Servicer a sou engem Fall an Zukunft méi enk ze koordinéieren, fir entspriechend Baustellen zäitversat vuneneen ze organiséieren?

Réponse (06/06/2024) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Aarbechten op dem Schinnereseau ginn, genau wéi Aarbechten op den Autobunnen, esou geplangt, dass sou mann wéi méiglech Leit impaktéiert ginn. Deemno fanne kleng Aarbechten oft an der Nuecht, a gréisser Aarbechte prioritär um Weekend oder a Schoulvakanze statt. D'CFL a Stroossebauverwaltung plange sou Interventioune laang am Viraus a concertéiere sech a reegelméissegen Ofstänn. Hei gëtt dann zum Beispill och de Busersatzdéngscht vun den CFL mat de Stroossespäre vun der Stroossebauverwaltung koordinéiert.

De Weekend vum 4./5. Mee war et aus organisatoresche Grënn net méiglech, dës 2 Chantiere laanschteneen ze plangen. D'Verfügbarkeet vu Fournisseuren an Entrepreneuren, national an international coordonéiert Baustellen op aneren CFL-Linnen oder um Schinnereseau vun engem Nopeschland, si Beispiller, an deene sou Situatiounen och an Zukunft ausnamsweis wäerte kënne virkommen.

Places disponibles dans les ateliers protégés pour les adolescents à besoins spécifiques | Question **0693** (06/05/2024) de **M. David Wagner** | **M. Marc Baum** (déi Lénk)

Certaines personnes travaillant avec des adolescents à besoins spécifiques font état d'un manque de places disponibles dans les ateliers protégés du pays, places qui devraient permettre pourtant un horizon professionnel et une insertion dans la société à certains de ces adolescents lorsqu'ils atteignent l'âge adulte. Ce manque de places forcerait certains jeunes adultes à prolonger leur scolarité ou leur temps à la maison alors qu'ils désirent pourtant aller travailler.

J'aimerais donc poser à Monsieur le Ministre de la Famille et à Monsieur le Ministre de l'Éducation les questions suivantes :

1) Combien d'adolescents à besoins spécifiques suivent actuellement leur dernière année de scolarité dans un centre de compétence ? Parmi eux, combien d'entre eux nécessiteront une place dans un atelier protégé l'année prochaine ? (Une estimation peut suffire pour cette dernière question.)

2) Combien d'adolescents à besoins spécifiques suivent actuellement leur avant-dernière année de scolarité dans un centre de compétence ? Parmi eux, combien d'entre eux nécessiteront une place dans un atelier protégé dans deux années ? (Une estimation peut suffire pour cette dernière question.)

3) Mêmes questions pour les adolescents à besoins spécifiques qui suivent actuellement leur 3e dans un centre de compétence.

4) Y a-t-il des données sur le nombre de jeunes adultes handicapés entre 18 et 21 ans qui ont fait leur scolarité dans un centre de compétence et qui attendent actuellement une place dans un atelier protégé ? Si la réponse est affirmative, pourriez-vous fournir ces données ?

5) Combien de places disponibles y a-t-il actuellement dans les ateliers protégés ? Et au cas où il n'y aurait pas de places disponibles, combien de personnes sont actuellement inscrites sur les listes d'attente ?

6) Est-ce que les ministres confirment qu'il y a actuellement un manque de places disponibles dans les ateliers protégés ? Y voient-ils un problème digne d'attention ?

7) Vont-ils se concerter et chercher à y remédier ? Au cas où la réponse est affirmative, par quels moyens ?

Réponse (11/06/2024) de **M. Max Hahn,** Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | **M. Georges Mischo,** Ministre du Travail

ad 1) à 3) Conformément à la loi modifiée du 20 juillet 2018 en faveur de l'inclusion scolaire, les centres de compétences en psychopédagogie spécialisée ne fonctionnent pas en années d'études.

Lorsqu'un élève à besoins éducatifs spécifiques est scolarisé dans une classe d'un centre de compétences, il se trouve dans une mesure de prise en charge spécialisée. Cette prise en charge dure aussi longtemps que les besoins de l'élève concerné l'exigent et tant qu'elle est voulue par l'élève et les parents de l'élève.

Par ailleurs, il est difficile de déterminer à quel âge un élève quitte un centre de compétences. Il est renvoyé ici aux dispositions légales applicables en matière d'obligation scolaire, qui sera prolongée de 16 à 18 ans par la loi du 20 juillet 2023 relative à l'obligation scolaire pour les élèves qui n'ont pas encore atteint l'âge de 17 ans avant le 1er septembre 2026. Ces dispositions s'appliquent également aux élèves à besoins éducatifs spécifiques, qui peuvent bien évidemment aussi poursuivre leur scolarité au-delà de l'âge de 18 ans si cela est souhaité par l'élève et si cela est dans son intérêt et concourt à sa formation, à son éducation et à son développement.

Actuellement, 144 élèves âgés de 16 ans ou plus se trouvent dans une mesure de scolarisation spécialisée, dont :

– 3 au Centre pour le développement socio-émotionnel (CDSE) ;
– 21 au Centre pour enfants et jeunes présentant un trouble du spectre de l'autisme (CTSA) ;
– 5 au Centre pour le développement moteur (CDM) ;
– 114 au Centre pour le développement intellectuel (CDI) et
– 1 élève au Centre de logopédie (CL).

Le Centre pour le développement des apprentissages (CDA), le Centre pour le développement des enfants et jeunes à haut potentiel (CEJHP), ainsi que le Centre pour le développement des compétences relatives à la vue (CDV), n'offrent pas de prise en charge sous forme d'une scolarisation spécialisée au sens de l'article 1er, point 7°, de la loi modifiée du 20 juillet 2018 en faveur de l'inclusion scolaire.

À ce titre, il doit encore être précisé que les élèves qui bénéficient d'une mesure de scolarisation spécialisée dans un centre de compétences ne sont pas forcément orientés vers un atelier protégé.

S'il est vrai que certains élèves à besoins éducatifs spécifiques se trouvent pendant tout leur parcours scolaire dans une mesure de scolarisation spécialisée, il existe aussi des élèves qui réintègrent le système scolaire régulier. Dans un même ordre d'idées, il y a des élèves à besoins éducatifs spécifiques qui entrent en apprentissage, suivent une formation professionnelle ou qui intègrent le premier marché de l'emploi.

ad 4) Selon les informations du Ministère du Travail, actuellement il y a six personnes entre 18 et 21 ans qui ont le statut de salarié handicapé, qui sont orientées en atelier protégé et qui sont en attente pour un poste de travail en atelier protégé.

ad 5) Selon les informations du Ministère du Travail, au 10 mai 2024, 94 places (68,21 ETP) ont été disponibles dans les ateliers protégés. À ce jour, il y avait 75 personnes inscrites sur les listes d'attente. Ce décalage s'explique par les différences des critères d'admission des différents ateliers d'inclusion professionnelle.

ad 6) Tel que prévu dans l'accord de coalition, « le Gouvernement continuera à cofinancer des nouvelles constructions, des transformations, des extensions et des mises en conformité de services d'hébergement, des services d'emploi ou 'ateliers protégés' et des services d'activités de jour pour les besoins des personnes handicapées ».

Par ailleurs, le monitoring de l'évolution des besoins en postes de travail pour salariés handicapés reste une priorité pour le Gouvernement.

ad 7) Tel que prévu dans l'accord de coalition, la prise en charge des personnes en situation de handicap dans les centres de propédeutique professionnelle (CPP) sera revue. Cette étape essentielle permettra de revoir la transition « école – marché du travail » et facilitera l'identification des besoins réels en postes de travail adaptés pour personnes en situation de handicap.

Enfin, il existe encore l'Agence pour la transition vers une vie autonome (ATVA), créée par la loi modifiée du 20 juillet 2018 en faveur de l'inclusion scolaire, qui accompagne et conseille des jeunes ayant des besoins éducatifs spécifiques qui se trouvent en transition entre l'école et le travail.

Les conseillers de l'ATVA aident les jeunes à établir leur propre projet professionnel et les accompagnent ensuite dans toutes les étapes de la mise en œuvre de celui-ci.

Surfacturation dans le cadre de ventes en l'état futur d'achèvement | Question **0694** (06/05/2024) de **Mme Paulette Lenert** (LSAP)

En Artikel vum 2. Mee 2024 op reporter.lu beliicht d'Hannergrënn vun enger Geriichtsaffaire, déi eng Rei grondleeënd Problemer vum Immobiliemarché beim Verkaf a Finanzement vu Wunnengen op Plang, de sougenannte „VEFA" visibel mécht. Konkreet geet et ëm de Virworf vun enger Gesellschaft, déi am Fall vun enger Faillite d'Fäerdegstelle vum Bau garantéiert, géint e Promoteur, deen dem Keefer Aarbechten a Rechnung gestallt hat, déi guer net gemaach gi sinn. D'Gesellschaft, déi klot, geet vun enger Surfacturatioun vun iwwer 40 % aus.

Méi generell schéngt et ganz üblech ze sinn, dass Promoteure vun de Keefer vun enger VEFA Finanzéierungstranchen afuerderen als Virschoss fir Aarbechten, déi réischt solle gemaach ginn, obwuel d'Gesetz vun 1976, dat d'VEFA reegelt respektiv de Code civil dat net erlaben. Laut Gesetz däerf eng Finanzéierungstranche réischt nom Ofschloss vun den Aarbechte gefrot ginn, déi domat bezuelt ginn. Dem Artikel vu reporter.lu no ass et awer net sielen, dass am Kontrakt fir de Kaf vun enger VEFA dra steet, dass déi Sue wärend den Aarbechte fälleg ginn an dass d'Notairen dat duerchgoe loossen.

Eng weider Praxis schéngt et ze sinn, dass Promoteure Suen, déi se fir d'Aarbechten un engem Bau kréien, fir en aneren Zweck benotzen. Hei gëtt eng feelend Kontroll bemängelt.

An deem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Madamm Minister fir de Konsumenteschutz an un d'Madamm Justizminister stellen:

– Awéiwäit ass an den Ae vun der Madamm Justizminister d'Responsabilitéit vun engem Notaire engagéiert, deen eng net gesetzkonform Dispositioun am Kontrakt stoe léisst, déi am Fall vun enger Faillite vum Promoteur dozou féiert, dass de Client fir Aarbechte bezuelt huet, déi net gemaach goufen?

– Falls dat net en eenzelne Feeler, mä sou wéi de „Reporter"-Artikel et duerstellt, eng Form vu „complaisance" vun den Notairen duerstellt, wéilt d'Madamm Justizministesch eventuell en Appell un d'Chambre des Notaires maachen, fir dës Praxis net méi ze toleréieren?

– Wéi kéint an den Ae vun der Madamm Minister fir de Konsumenteschutz an Zukunft garantéiert ginn, dass Suen, déi e Client fir säi Projet bezilt, net fir aner Zwecker gebraucht ginn? Wat fir eng Kontrollméiglechkeete gëtt et hei? Ass et an den Ae vun der Madamm Minister noutwendeg, de gesetzleche Kader an deem Sënn unzepassen?

Réponse (10/06/2024) de **Mme Martine Hansen,** Ministre de la Protection des consommateurs

D'„Vente en l'état futur d'achèvement" (VEFA) ass an dem Artikel 1601-1 et seqq. vum Code civil gereegelt. Den Artikel 1601-9 al. 3 vum Code civil gesäit vir, dass no dem Ufank vun de Bauaarbechten am Kader vun enger VEFA déi eenzel Finanzéierungstranchen en fonction vum Progrès vun den Aarbechte fälleg sinn[13]. Den Artikel 1601-14 vum Code civil gesäit all contraire Klausel zum Artikel 1601-9 vum Code civil als ongeschriwwen un[14].

Laut dem Gesetz vum 9. Dezember 1976 iwwert d'Organisatioun vum Notariat sinn d'Notairen ëffentlech Offizéier. An dëser Qualitéit etabléieren d'Notairen déi individuell Akten ënner hirer eegener Responsabilitéit.

D'Regierung wëll eng Analys vun dem Secteur an enker Zesummenaarbecht mat de verschiddenen Acteuren am Beräich initiéieren. D'Noutwendegkeet, fir d'Gesetzgeebung unzepassen, souwéi déi méiglech juristesch, finanziell a praktesch Implikatioune wäerten evaluéiert ginn.

Aides pour des travaux de désamiantage | Question **0695** (07/05/2024) de **M. Ben Polidori** (Piraten)

Hei am Land gëtt et ëmmer nach eng Rëtsch Gebaier, an deenen Asbestproduiten ze fanne sinn, zum Beispill a Form vun Eternitsplacken um Daach vun engem Gebai. Vill vun dëse Gebaier sinn dann och scho méi al a stamen aus de 60er, 70er oder och nach den 80er Joren. Ab Mëtt vun den 1980er Jore goufen opgrond vun de gesondheetleche Risiken no a no ëmmer méi Produite verbueden, déi Asbest enthalen, ier et 2001 zu engem generelle Verbuet vu solche Produite koum.

D'Besäitege vun asbesthaltege Produiten am Kader vun enger Renovatioun ass awer mat beträchtleche Käschte verbonnen, soudass et fir vill Proprietairë finanziell net méiglech ass, fir entspriechend Renovatiounen duerchféieren ze loossen.

Rezent koum et zu Leideleng zu engem Brand an enger Scheier. Den Dag duerno gouf et dunn eng Warnung fir d'Leit an der Géigend, dass wuel Asbest nom Brand gemooss gi wär. Esou hätt den Daach vun der Scheier aus Eternitsplacke bestanen a beim Brand ass Asbest fräigesat ginn. Dëst wär och de Grond fir eng kleng Explosioun gewiescht, nodeems den Eternit gebrannt hat. Do dernieft hätt et och eng Partie Eternit-Stockagen um Site selwer ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit dës Froe stellen:

1. Weess de Ministère, wéi vill Haiser a Gebaier hei am Land nach mat Eternit an aneren asbesthaltege Materialie gedeckt sinn?

[13] Artikel 1601-9 al. 3 vum Code civil: „Après le début des travaux, les versements afférents à la construction ne deviennent exigibles qu'au fur et à mesure de l'avancement des travaux de façon à ce que les sommes payées correspondent à tout moment à l'importance des travaux réalisés."

[14] Artikel 1601-14 vum Code civil: „Toute clause contraire aux dispositions des articles 1601-9 à 1601-13 et à celles des articles 1642-1 et 1646-1 contenue dans un contrat visé à l'article 1601-4 est réputée non écrite."

2. Plangt de Ministère, Hëllefen ze proposéieren, fir Persounen, deenen hir Haiser oder Gebaier mat Eternit oder aneren astbesthaltege Materiale gedeckt sinn, fir si ze motivéieren, een neien Daach maachen ze loossen?

3. Plangt de Ministère, fir Persounen, an deenen hiren Haiser oder Gebaier asbesthalteg Produite verschafft goufen, finanziell Hëllefen am Kader vun enger Renovatioun an domat der Besäitegung vum Asbest ze proposéieren?

Réponse (10/06/2024) de **M. Serge Wilmes,** Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1. Nee, dozou gëtt et keng Informatiounen. Et gouf zu där Zäit, an där den Eternit ee gängegt Baumaterial war, och keng Obligatioun, eng Verwaltung iwwert d'Verschaffe vun deem Produit ze informéieren oder dat an engem Dokument festzehalen.

An dësem Kontext erlaben ech dorop hinzeweisen, dass esoulaang net um Eternit geschafft oder seng Struktur zerstéiert gëtt, och keen Asbest fräigesat gëtt. Am Fall wou eng Sanéierung gemaach gëtt, mussen Eternit oder aner asbesthalteg Materialien als Offall natierlech iwwert déi korrekt Filière entsuergt ginn.

ad 2. an 3. Nee, dat ass net geplangt. Déi aktuell Subventiounsreglementer am Beräich vun der energeetescher Sanéierung gesinn awer schonn attraktiv Konditiounen am Fall vun der Renovéierung vum Daach vir.

Formation d'éducateur | Question **0696** (07/05/2024) de **M. Ben Polidori** (Piraten)

Et ginn ëmmer méi Educateuren an Educatricen hei am Land gesicht, grad an der Betreiung vu Kanner besteet hei am Land eng grouss Demande. Esou soll an Zukunft am Cycle 1 zousätzlech zum Enseignant en Educateur oder eng Educatrice an all Klass sinn. An och an de Betreiungsstrukture soll méi Personal agestallt ginn.

De 6. Mee huet den Educatiounsministère iwwert ee Communiqué matgedeelt, dass d'Kapazitéite fir d'Educateursformatioun eropgesat solle ginn. Dëst iwwert 3 Weeër:

1. Kuerz- a mëttelfristeg sollen d'Kapazitéite fir d'Educateursformatioun am Lycée technique pour professions éducatives et sociales (LTPES) zu Miersch ausgebaut ginn;
2. Vun der Rentrée 2024/2025 u gëtt d'Educateursformatioun am Enseignement secondaire général (Sektioun GED) och am Lycée Bel-Val am Süde vum Land ugebueden;
3. D'École nationale pour adultes (ENAD), déi schonn déi beruffsbegleedend Educateursformatioun an der Haaptstad ubitt, soll dës Formatioun um Site vun Esch-Beval ubidden.

Op dësem Wee soll dem grousse Bedarf un Educateuren an Educatricen hei am Land Rechnung gedroe ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Bildung, Kanner a Jugend dës Froe stellen:

1. Wéi vill zousätzlech Enseignantë mussen agestallt ginn, fir all dës Klasse kënnen ze assuréieren, a mussen dofir Enseignantë vun anere Klassen ofgezu gi respektiv Klassen zesummegeluecht ginn?

2. Wéi vill vun dëse Poste si scho fest besat? Wéi vill vun dëse Poste wäerte jeeweils duerch fonctionariséiert Enseignanten a wéi vill duerch Chargés de cours assuréiert ginn?

3. „D'Opnamkapazitéite fir d'Educateursformatioun an der ENAD ginn och vun der Rentrée 2024/2025 un ausgebaut mat der Offer vun der beruffsbegleedender Educateursformatioun op Däitsch um Site vu Belval. Vun der Rentrée 2025/2026 u bitt d'ENAD dës Formatioun och op Franséisch um Belval un."
Ëm wéi vill Plazen handelt et sech jeeweils bei der Formatioun op Däitsch an op Franséisch?

4. „D'Opnamkapazitéite vum LTPES wäerten och kuerz- a mëttelfristeg verstäerkt ginn. Momentan gëtt gepréift, wou déi zousätzlech Klassen installéiert kënne ginn."
Kann de Minister hei scho soen, bis wéini dës Analyse sollen ofgeschloss sinn?

5. „Den LBV start bei der Rentrée mat zwou 2e-GED-Klassen, déi ronn 50 Schüler kënnen ophuelen. D'Formatioun gëtt op Däitsch ugebueden a fënnt am Bâtiment Terres-Rouges statt, am Häerz vu Belval. [...] Vun der Rentrée 2025/2026 u bitt de Lycée Bel-Val och d'Educateursformatioun op Franséisch un."
Firwat gëtt d'Formatioun op Franséisch réischt ab der Rentrée 2025/2026 ugebueden a mat 2 Klassen op Däitsch ugefaangen?

Réponse (11/06/2024) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Am Lycée Bel-Val gi fir Rentrée 2024/2025 zwou nei Klasse fir d'Educateursausbildung ugebueden. Fir dës kënnen ze assuréieren, mussen esouwuel zwee nei Enseignantë recrutéiert ginn, wéi och Enseignanten aus anere Klassen agesat ginn, zum Beispill Enseignanten, déi Coursen op der Sektioun vun de Sciences sociales (GSO) assuréieren. Insgesamt kommen am Lycée Bel-Val fënnef Enseignanten dobäi, fir d'Gesamtoffer vun der Schoul déi nächst Rentrée ze assuréieren.

An der École nationale pour adultes (ENAD) muss een d'Admissiounen ofwaarden, fir kënnen d'Ressourcen ze affektéieren.

Am Lycée technique pour professions éducatives et sociales (LTPES) leeft d'Etude iwwer den Ausbau vun de Capacitéiten nach, soudatt een zu dësem Moment nach net ka soen, wéi vill Enseignanten zousätzlech gebraucht ginn.

Ganz allgemeng ass net virgesinn, datt duerch den Ausbau vun der Erzéierausbildung Klasse sollen zesummegeluecht ginn.

ad 2. De Recrutementsprozess grad ewéi d'Affektatiounen an d'Mutatiounen an de Lycéeë sinn nach net ofgeschloss, soudatt zu dësem Moment dës Fro net ka beäntwert ginn.

ad 3. Et wäert ee mindestens eng Klass op Franséisch wëllen ubidden, allerdéngs muss een hei d'Demande ofwaarden. Vu datt dat eréischt fir d'Rentrée 2025 virgesinn ass, kann ee réischt am Fréijoer 2025 méi kloer affichéieren, wéi grouss d'Demande och ass. An der ENAD ginn d'Admissiounen op Demande gemaach, soudatt een och hei muss ofwaarden, wéi grouss den Interessi ass. Um Site vu Belval sinn déi raimlech Capacitéite virgesinn, fir all Demanden unzehuelen.

ad 4. Et kann een dovunner ausgoen, datt d'Etudë bis de Summer ofgeschloss sinn. Zu deem Moment weess een, wéi d'Gesamtcapacitéit vum Site zu Miersch wäert evoluéieren. Op dësem Site si jo souwuel den LTPES, wéi och de Lycée Ermesinde.

ad 5. De Besoin un Erzéier ass permanent héich, soudatt et wichteg ass, d'Capacitéite kuerzfristeg ze erhéijen. Dofir gëtt elo d'Offer op Däitsch am Lycée Bel-Val ausgebaut. Vu datt et awer Schüler gëtt, déi sech besser an enger franséischer Offer zurecht fannen, ass et virgesinn, esou eng Offer ab der Rentrée 2025 unzebidden. Déi kompetent Servicer a Kommissioune schaffen elo un den noutwendegen Adaptatioune vun de Programmer.

« DDoS Scrubbing Center » | Question **0699** (07/05/2024) de **Mme Liz Braz** (LSAP)

Dans le cadre de la stratégie nationale de cybersécurité IV, le Luxembourg a mis en place un « DDoS Scrubbing Center ». Ce centre, destiné à protéger les infrastructures nationales et les citoyens contre les cyberattaques DDoS de grande ampleur, représente un investissement initial et des coûts de fonctionnement annuels substantiels.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Digitalisation et à Monsieur le Ministre d'État :

1) Quelles sont les modalités d'utilisation et d'activation du « DDoS Scrubbing Center » ?

2) Comment le Gouvernement évalue-t-il l'efficacité et l'impact du « DDoS Scrubbing Center » sur la sécurité des infrastructures nationales ?

3) Dans votre réponse à la question parlementaire n° 0544 du 28 mars 2024, vous avez indiqué que le « DDoS Scrubbing Center » est spécifiquement conçu comme un outil de gestion de crise pour contrer les attaques DDoS volumétriques massives. Pourriez-vous détailler les dispositifs que le Gouvernement a mis en place pour répondre aux attaques qui, bien qu'elles ne soient pas de grande envergure en termes de volume, peuvent néanmoins mettre en évidence des vulnérabilités dans nos infrastructures ?

4) Quels sont les autres moyens auxquels le CTIE peut avoir recours pour défendre les infrastructures nationales contre les différentes cyberattaques ?

5) Pourriez-vous fournir des statistiques concernant l'utilisation du Scrubbing Center depuis sa mise en service ?

6) Pourriez-vous détailler le coût total de l'investissement pour la mise en place du « DDoS Scrubbing Center » ainsi que les coûts annuels prévus pour sa gestion et son entretien ?

Réponse (07/06/2024) de **Mme Stéphanie Obertin,** Ministre de la Digitalisation | **M. Luc Frieden,** Premier ministre

Le centre national de mitigation d'attaques par déni de service distribué (DDoS Scrubbing Center) est un instrument de gestion de crise cyber d'envergure qui est proposé en premier lieu aux fournisseurs d'accès et aux opérateurs d'infrastructure critique. Il permet de défendre les infrastructures critiques nationales contre des attaques DDoS de très grand volume qui dépassent significativement les capacités des fournisseurs commerciaux nationaux de service de mitigation d'attaques DDoS. Il renforce ainsi de façon significative la résilience numérique du Luxembourg et contribue à l'attractivité de la place économique luxembourgeoise.

Les frais d'investissement pour le renforcement de l'infrastructure du point d'échange Internet LU-CIX et de mise en place du centre national de mitigation d'attaques par déni de service distribué s'élevaient à 3.184.000 EUR HTVA. Les coûts annuels d'exploitation, de maintenance et de télécommunication sont de 2.337.732 EUR HTVA.

PRIORITAIRE
BY AIR MAIL

IBRS/CCRI n°1001256

No stamp required
Ne pas affranchir

RÉPONSE PAYÉE/REPLY PAID
LUXEMBOURG

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
ENVOI-RÉPONSE 1001256
L - 3208 BETTEMBOURG

Le CTIE, en coopération avec HCPN/GOVCERT, est responsable de la mise en œuvre des moyens de protection et de défense des réseaux et systèmes d'information du Gouvernement et non pas de l'ensemble des infrastructures nationales. Les dispositifs que le Gouvernement a mis en place pour gérer les attaques DDoS agissent sur plusieurs niveaux et ont démontré leur efficacité lors des récentes attaques. Toutefois, le détail de ces dispositifs comprend des informations sensibles et confidentielles dont la divulgation pourrait nuire à l'efficacité de ces mesures.

Selon la législation en vigueur, les opérateurs d'infrastructure critique sont tenus d'assurer leur résilience et d'élaborer un plan de sécurité et de continuité et sont ainsi en première ligne responsables de prendre les mesures techniques, opérationnelles et organisationnelles appropriées et proportionnées pour gérer les risques qui pèsent sur la sécurité des réseaux et des systèmes d'information qu'ils utilisent dans le cadre de leurs activités ou de la fourniture de leurs services, ainsi que pour éliminer ou réduire les conséquences que les incidents ont sur les destinataires de leurs services.

Intervention de l'agence Frontex sur le territoire national | Question **0700** (07/05/2024) de **M. Dan Biancalana** (LSAP)

Le jeudi 2 mai 2024, la Chambre des Représentants belge a voté une loi permettant au personnel de l'agence européenne Frontex d'effectuer des contrôles aux frontières belges et d'escorter des retours forcés d'étrangers. Le texte permet l'intervention de Frontex, limitée à 100 agents, sous l'autorité des policiers belges. Les agents peuvent intervenir aux frontières extérieures de l'espace Schengen, c'est-à-dire dans les aéroports, les ports ainsi qu'à la gare de Bruxelles-Midi et notamment son terminal Eurostar. Cette nouvelle loi alarme les associations de défense des droits humains qui critiquent la mise en danger du respect des droits fondamentaux des migrants déjà trop souvent exposés à l'arbitraire.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

– Monsieur le Ministre envisage-t-il de déposer un projet de loi permettant l'intervention de Frontex sur le territoire luxembourgeois ? Monsieur le Ministre pourrait-il motiver sa réponse ?

Réponse (05/06/2024) de **M. Léon Gloden,** Ministre des Affaires intérieures

Le règlement (UE) 2019/1896 du Parlement européen et du Conseil du 13 novembre 2019 relatif au corps européen de garde-frontières et de garde-côtes et abrogeant les règlements (UE) n° 1052/2013 et (UE) 2016/1624 prévoit notamment le déploiement d'agents du contingent permanent de Frontex aux frontières extérieures de l'Union européenne (UE). L'Aéroport de Luxembourg constitue une telle frontière extérieure.

En dépit de l'applicabilité directe et du caractère juridiquement contraignant dudit règlement, certaines dispositions ne peuvent pas être mises en œuvre sans dispositions correspondantes dans la législation nationale des États membres. Dans ce sens, les services du Ministère des Affaires intérieures élaborent actuellement un avant-projet de loi portant sur la mise en œuvre dudit règlement qui clarifie les tâches et les compétences de ces agents étrangers dans le cadre de l'exécution de leurs missions d'appui au Luxembourg.

Activités internationales de Caritas Luxembourg | Question urgente **1068** (26/07/2024) de **M. Marc Baum** (déi Lénk)

Suite à un acte de détournement de fonds, Caritas Luxembourg est actuellement confronté à de graves difficultés financières. Dans ce contexte, le Gouvernement a fait savoir qu'il entend arrêter tout soutien financier public à Caritas Luxembourg, tout en faisant en sorte que les activités d'intérêt public assurées au Luxembourg par la même structure soient maintenues.

Par contre, le Gouvernement ne s'est pas prononcé sur une éventuelle continuation des activités internationales de Caritas Luxembourg, c'est-à-dire des programmes de coopération et d'aide humanitaire que l'association soutient dans 11 pays (Bangladesh, Kosovo, Laos, Mali, Soudan du Sud, Syrie, Turquie, Burkina Faso, Niger, Ukraine et Moldavie).

Étant donné qu'un arrêt soudain de ces projets risque de porter de graves préjudices à des milliers de personnes qui dépendent directement de ce soutien, je voudrais poser les questions urgentes suivantes à Monsieur le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire :

– Êtes-vous à la recherche de solutions pour assurer une continuation des projets et programmes internationaux de Caritas Luxembourg dans l'intérêt des bénéficiaires finaux ? Dans l'affirmative, quelles solutions sont actuellement envisagées ? Dans la négative, pouvez-vous m'expliquer vos motivations ?

Réponse (31/07/2024) de **M. Xavier Bettel,** Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire

Les services compétents du ministère sont en train de réaliser un état des lieux des projets et programmes de développement mis en œuvre par Caritas Luxembourg afin d'évaluer l'étendue de l'impact du détournement.

À ce stade, le ministère n'est pas en mesure de signaler si et sous quelle forme les différents projets et programmes de développement mis en œuvre par Caritas Luxembourg pourraient être poursuivis.

Abonnement/Desabonnement vum Chamberblietchen

Abonéiert oder desabonéiert Iech gratis

– per E-Mail un abocro@chd.lu, andeems Dir Numm, Virnumm, Adress, Code postal an Uertschaft ugitt

– iwwert eisen Internetsite www.chd.lu

– iwwert de Coupon hei ënnendrënner.

Coupon, fir sech gratis ze abonéieren/desabonéieren:

Ech abonéiere mech:

◯ fir déi gedréckte Versioun*   ◯ fir déi elektronesch Versioun op follgend E-Mails-Adress: ____________

Ech desabonéiere mech:

◯ vun der gedréckter Versioun*   ◯ vun der elektronescher Versioun op follgend E-Mails-Adress: ____________

*Déi follgend Casen ausfëlle beim Abonnement/Desabonnement vun der gedréckter Versioun:

Numm: ____________ Virnumm: ____________

Societéit/Administratioun: ____________

Adress: ____________ Boîte postale: ____________

Code postal: ____________ Uertschaft: ____________ Land: ____________

D'Chamberblietche gëtt Iech als eegestänneg Zeitung zougestallt. D'Chamber notzt dofir d'Servicer vun enger externer Firma. Är Donnéeë ginn traitéiert, bis Dir Iech desabonéiert.
Fir méi Informatioune kënnt Dir eis per Courrier oder via déi uewe genannte Mailadress kontaktéieren.

Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg | 23, rue du Marché-aux-Herbes | L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966 - 1 | info@chd.lu | chd.lu |

PERIODIQUE

POST LUXEMBOURG

Envois non distribuables à retourner à:
L-3290 BETTEMBOURG

PORT PAYÉ
PS/799